



HAL
open science

**Côte d’Ivoire enjeux démocratiques : les acteurs
politiques et leurs actions au sein de la société ivoirienne
de 1940 à 2010**

Ley G. Ikpo

► **To cite this version:**

Ley G. Ikpo. Côte d’Ivoire enjeux démocratiques : les acteurs politiques et leurs actions au sein de la société ivoirienne de 1940 à 2010. Science politique. Université Sorbonne Paris Cité, 2016. Français. NNT : 2016USPCB244 . tel-02001442

HAL Id: tel-02001442

<https://theses.hal.science/tel-02001442>

Submitted on 31 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



FACULTÉ DE DROIT

Thèse en vue de l'obtention du grade de Docteur en Science Politique

CÔTE D'IVOIRE: ENJEUX DÉMOCRATIQUES

Les acteurs politiques et leurs actions au sein de la société Ivoirienne

De 1940 à 2010

Membres du jury:

Pr Pascal chaigneau: Directeur de thèse

Fouad Nohra MCF HDR

Pr Daniel Dormoy: Professeur émérite à Paris XI (Université Paris-Sud)

Pr Aissa Kadri: Professeur à Paris VIII (Vincennes-Saint-Denis)

Date de soutenance: Jeudi 6 octobre 2016 à 09h30

Auteur: Ley G. Ikpo

Directeur de thèse: Pr Pascal Chaigneau

Avant propos

L'empire grec ayant initié une activité que l'on qualifierait de démocratie¹ n'a fait que et continue de s'étendre partout le monde entier suivant l'espace et le temps. Partant de là, la démocratie qui permit de réglementer toute l'administration de la société grecque a continué et ne s'est pas limitée à ce territoire. Elle a démontré ses « prouesses » au large de l'empire romain une fois que l'initiateur (empire grec) connût son déclin. Pour toujours marquer son initiative, cette démocratie s'est vue transmise de région en région à travers le globe terrestre à la copie de celle qu'elle fût à l'origine depuis l'antiquité. Quand bien même ce « don » qui fut légué avait été incrusté dans les mœurs des différents peuples, elle connaîtra plus ou moins des transformations en fonction du temps et de l'espace.² Cependant, la présence des despotes éclairés marque l'ère de la nouvelle démocratie.³ D'où, l'idée de guerre de sécession aux États-Unis⁴, de la Révolution Française et tant d'autres évènements pour mentionner la notion de démocratie. Une fois cette phase passée, l'humanité contemporaine reste vigilante et essaye de tracer les règles du « jeu » démocratique de son ère.

De nos jours, la classe humaine met un accent pointu sur la démocratisation du monde entier⁵ en insistant sur l'idée d'interconnexion croissante. Alors, durant la période coloniale jusqu'à nos jours, d'anciens ou nouveaux territoires se sont vus et continuent de recevoir une « démocratie » qui constituerait la base du bon fonctionnement du système administratif de ces différents endroits. Ce projet de recherche est axé sur la notion de démocratie puisqu' à l'heure actuelle où nous traitons ce sujet il demeure toujours de grande importance. Dès lors, cette raison nous motive d'en faire une étude approfondie. Il serait primordial de concentrer nos forces sur ce cas d'étude dans la mesure où le monde entier en fait une préoccupation. Il reste un sujet qui est d'ordre international, puisqu'il demeure un thème mondial, soit à l'échelle planétaire. Depuis l'Occident, lieu que nous considérons « l'épicentre » de la démocratie, nous constatons que cette notion démocratique s'est vue exportée. Cela dans l'optique de l'appliquer, comme raison de soi-disant de « bien être », à certaines populations qui n'avaient aucune notion de « ce modèle ». Par la suite, nous notons ici que l'Iraq,

¹ Kurt A. Raafalud, Josiah Ober, & Robert W. Wallace; with chapters by Paul Cartledge and Cynthia Farrar; *Origins of Democracy in Ancient Greece*, The Regents of the University of California Press, Berkeley & Los Angeles, 2007, p.1

² Ibid, p.2-3

³ Bibliothèque nationale de France, direction des collections, département Philosophie, histoire, science de l'homme ; *Le Despotisme Éclairé : Bibliographie sélective*, Février 2012, p.1

⁴ Reid Mitchell, *The American civil war 1861-1865*, Éditions Pearson Education Limited, Harlow, 2001, p.6

⁵ Julie Fisher, *Importing democracy: The role of the NGOs in South Africa, Tajikistan & Argentina*; Kettering Foundation Press, Dayton, 2013, p.1

l'Afghanistan, la Libye, certains pays d'Amérique Latine et encore la Côte d'Ivoire au cours des deux dernières décennies ont connu ce challenge. Raison qui motive d'en faire cette étude en nous basant sur le cas de la Côte d'Ivoire, ancienne colonie française.⁶ L'accent sera mis sur la notion de démocratie appliquée à l'ancien territoire d'outre-mer français qui sera connu sous le nom de Côte d'Ivoire de nos jours. Nous axons notre cas d'étude sur ce territoire parmi tant d'autres, puisqu'il demeurerait un problème à résoudre pour la communauté internationale au cours de la dernière décennie.⁷

En somme, c'est ce qui nous mobilise à orienter notre projet de recherche sur le cas ivoirien afin d'étudier, comprendre et analyser la notion de démocratie concernant ce territoire jadis colonie française. Selon les périodes vécues, de la colonisation à l'indépendance et à la phase de multipartisme, nous constatons plusieurs événements tant sur le plan économique, démocratique et politique du territoire ivoirien. Finalement, c'est ce sur quoi nous allons amplifier notre étude. La section suivante donne sur la table de matières.

⁶ David S. M. Koroma, *Journal of Developing Areas*, Vol. 19, No.1 (Oct., 1984), pp. 104-107, College of Business, Tennessee State University, pp.105

⁷ Diploweb.com: La revue géopolitique ; *Côte d'Ivoire post-conflit : les trois grands défis de la reconstruction*, par Jean-Jacques Konadje, le 1^{er} janvier 2012, p.1 (source : www.diploweb.com/Cote-dIvoire-post-conflit-les.html)

Table de matières

Avant propos.....	2
Reconnaisances et remerciements.....	8
Liste d'abréviations.....	10
INTRODUCTION.....	12
Première partie.....	23
I CÔTE D'IVOIRE: BOOM ÉCONOMIQUE ET STABILITE.....	26
1 Historique générale de la Côte d'Ivoire.....	26
1.1 La colonisation de la Côte d'Ivoire.....	29
1.2 Indépendance du dit territoire.....	31
1.3 L'essor et la crise économique du territoire.....	32
1.3.1 Le boom économique des années 1950 à 1970.....	34
1.3.2 Les principaux secteurs agricoles.....	39
a) L'activité du cacao.....	40
b) La culture du café.....	45
1.3.3 La crise économique de 1980.....	50
1.3.4 Les difficultés économiques de 1990.....	54
1.4 La nouvelle mouvance politique de 1990.....	60
1.4.1 L'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire.....	61
II THÉORIES.....	72
1 Les théories pouvant expliquer le concept de la démocratie.....	73
1.1 Différence entre la démocratie et l'anarchie.....	73
1.2 Théorie de la paix démocratique.....	76
1.3 Théorie de la politique.....	83
1.4 Théorie du multipartisme.....	90
2 Les théories qui expliqueraient les causes de conflit.....	95
a) La guerre et ses motifs.....	96
b) Les anciennes et nouvelles guerres.....	97
2.1 Théorie de choc de civilisations.....	99
2.2 Théorie de néocolonialisme.....	104

2.3 Théorie de guerre de ressources naturelles.....	110
2.4 Le CH Modèle.....	116
III LA CLASSE POLITIQUE IVOIRIENNE DE 1940 À 1970.....	125
1 Les premiers acteurs politiques contribuant à la démocratie Ivoirienne.....	127
1.1 Les différents partis politiques Ivoiriens des premières heures.....	131
1.2 Les leaders politiques historiques.....	136
1.2.1 Adrien Dignan Bailly (SFIO).....	139
1.2.2 Biaka Boda Victor (PDCI-RDA).....	141
1.2.3 Félix Houphouet Boigny (PDCI-RDA).....	144
1.2.4 Kragbé Gnagbé (PANA).....	148
IV L'INSTAURATION D'UNE NOUVELLE PENSÉE POLITIQUE.....	157
1 La nouvelle politique Ivoirienne des années 1990.....	159
1.1 Le multipartisme.....	161
1.2 La formation des partis politiques post parti unique.....	163
1.2.1 Le Front Populaire Ivoirien.....	164
1.2.2 Le Parti Ivoirien des Travailleurs.....	165
1.2.3 Le Rassemblement Des Républicains.....	167
Deuxième partie.....	170
I UNE CRISE POLITICO-SOCIALE POST MULTIPARTISME.....	171
1 La Côte d'Ivoire au point de perdre sa stabilité économique et politique.....	173
1.1 Le conflit du 19 septembre 2002.....	178
1.2 Une guerre civile: conflit ethnique et religieux.....	183
1.3 Un affrontement néocolonial et de ressource naturelle.....	196
II UNE RÉOLUTION DU CONFLIT IVOIRIEN.....	203
1 Les accords conduisant à la paix et sécurité en Côte d'Ivoire.....	204
1.1 Les différentes tables rondes conduisant au cessez le feu.....	205
1.2 L'Accord de Linas Marcoussis.....	209
1.3 L'Accord de Pretoria.....	214

1.4 L'Accord Politique de Ouagadougou.....	217
III ORGANISATION DE NOUVELLES ÉLECTIONS POUR UNE PAIX DURABLE...	221
1 Les présidentielles d'octobre et novembre 2010.....	223
1.1 Les institutions accréditées à l'organisation électorale.....	228
1.1.1 Le Commission Électorale Indépendante.....	228
1.1.2 Le Conseil Constitutionnel.....	230
1.2 Les élections présidentielles de 2010.....	234
1.2.1 Premier tour du scrutin d'octobre 2010.....	235
1.2.2 Les principaux partis politiques et leurs leaders.....	236
a) Le FPI (LMP) de Laurent Gbagbo et le groupe Bété.....	236
b) Le PDCI d'Henri Konan Bédié et l'ethnie Baoulé.....	242
c) Le RDR d'Alassane Dramane Ouattara et les Dioula.....	246
1.2.3 Les résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2010.....	251
1.3 Deuxième partie du scrutin de novembre 2010.....	254
1.3.1 Les résultats du scrutin du second tour.....	258
1.3.2 Un conflit post électoral.....	261
2 La réconciliation du peuple Ivoirien à la suite de la crise post électoral.....	270
2.1 La Commission Dialogue Vérité Réconciliation (CDVR).....	273
2.1.1 Les prouesses de la CDVR.....	274
2.1.2 Les limites de la CDVR.....	276
IV ANALYSE GÉNÉRALE.....	281
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	376
BIBLIOGRAPHIE.....	384
ANNEXES.....	403
Annexe 1: Les frontières de la Côte d'Ivoire coloniale bien avant qu'elle ne devienne une république indépendante.....	420
Annexe 2 & 3: Les différentes civilisations composant les groupes ethniques de Côte d'Ivoire, 1 ^{ère} & 2 ^e partie.....	421-422
Annexe 4: Carte de la république de Côte d'ivoire après les attaques du 19 septembre 2002 divisant en deux parties (un nord considéré musulman et un sud dit territoire chrétien) le pays.....	423

Annexes 5: Une carte de membre de confrérie traditionnelle des Dozos de Côte d'Ivoire, à la solde du parti politique RDR et agents de FRCI.....	424
Annexe 6: Carte de Côte d'Ivoire présisant le découpage en acquis d'élection régionale des partis politiques PDCI (vert), du LMP (orange) et du RDR (bleu) obtenu au cours du scrutin d'octobre 2010 (1 ^{er} tour des élections).....	425
Annexe 7: Les différentes positions des forces ONUCI déployées en 2012 sur l'étendue du territoire ivoirien afin de sécuriser le pays.....	426
Annexe 8: Lettre de l'ancien président Blaise Compaoré du Burkina Faso démontrant son implication dans la crise postélectorale ivoirienne.....	427
Annexe 9: Vincent Ikpo (Porte-parole), lettre de créance qui fut remise à la cérémonie d'inauguration de la CDVR-France.....	429
Annexe 10: Le rattrapage ethnique du gouvernement Ouattara.....	431
La chronologie détaillée de l'histoire de la Côte d'Ivoire.....	434
La Côte d'Ivoire en chiffres.....	437

Reconnaisances et remerciements

Je tiens ici à remercier tous ceux qui m'ont permis d'accomplir ce projet de recherche. Je témoigne ma reconnaissance à Monsieur John Francis Biney du ministère de l'éducation nationale de m' avoir permis d'obtenir les informations dont j'avais besoin pour avancer dans mes recherches. Toute ma gratitude au Pr Paul Eric Bohoussou du département de la santé publique, ainsi qu'à son assistant Dr Hyppolite Gnamien. J'exprime également ma profonde reconnaissance à tous ceux qui m'ont permis d'interpréter les trois différentes langues (groupes ethniques) que sont le Baoulé, le Bété et le Dioula lors des entretiens avec les peuples qui ne pouvaient s'exprimer en langue française. Sans oublier de me souvenir des différentes administrations visitées pour les documents me permettant d'authentifier mon projet de recherche. Tous mes remerciements à Son Excellence le Pr Pascal Chaigneau, Président de la section 04 Paris Descartes, pour sa connaissance pointue et son éloquence de grande valeur inédite dont je fais usage pour finaliser cette œuvre. De même, je tiens à exprimer ici ma gratitude au Dr Fouad Nohra, maître de conférences à Paris Descartes, pour sa connaissance en méthodologie.

Mes reconnaissances au Pr Arnaud Vergne, à madame Delphine Müller et à madame Josie Yéyé pour leur soutien au niveau administratif. Grand merci à tous ceux qui ont participé de près ou de loin à l'accomplissement de ce travail. Sans oublier d'adresser mes respects les plus distingués au personnel de service entretien de la maison de Suède (de la cité universitaire internationale de Paris), qui sont Mame Faty Ba, Manuella Aguiar et Marc Ormal, ainsi que la directrice de la maison Åsa Ekwall. Sans également omettre de remercier ma meilleure amie Jackeline Seka Sahlberg ainsi que mon ami et frère Bertin Kouadjo. Mes remerciements aux Pr Jonathan Feldman et Akhil Malaki de l'Université de Stockholm (Suède) et à mon compagnon inséparable Kenneth Fjällborg.

Je suis aussi très reconnaissant envers les personnes qui m'ont motivé et encouragé, quand bien même que le travail était difficile, afin d'aboutir à mes fins. Je tiens à adresser mes plus vifs remerciements aux différents personnels des bibliothèques respectives que sont la bibliothèque Sainte Geneviève de Paris, de Sainte Barbe de Paris, de l'université Paris Descartes, de l'université de Stockholm, de la bibliothèque royale de Stockholm (Kungliga Biblioteket). J'adresse mes remerciements à Vincent Ikpo (ancien Porte-parole de la CDVR-Paris) pour son entretien qu'il m'a accordé et également aux personnes interviewées au cours de ce projet de recherche. Mes sincères gratitudes à mes amis frères Émile Aka et Simplicie

Zadi ainsi qu'à mon beau frère, le mari à ma sœur (Claire Douayelet) Monsieur Idevert Agui. Et ma reconnaissance à mon ami et jeune frère Franklin Gonfouli. Par ailleurs, je tiens à réitérer mes remerciements et mon appréciation pour l'appui, et le vif intérêt que manifestait ma fille Linnea Ikpo, bien qu'étant à Stockholm (Suède). Elle m'appelait incessamment pour m'encourager afin que je finisse l'œuvre en un temps record. Enfin, je dédis cette œuvre à la mémoire, du vaillant militaire français, Raphael K. Ikpo du 24^e BIMA (actuel 42^e BIMA), qui fut mon père et ceci pour le repos de son âme.

Liste d'abréviations

APO: Accord Politique de Ouagadougou

UA: Union Africaine

BCEAO: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

CAISTAB: Caisse de stabilisation et de péréquation

CC: Conseil Constitutionnel

CDVR: Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation

CEDEAO: Communauté Économique Des États de l'Afrique de l'Ouest

CEI: Commission Électorale Indépendante

CFA: Communauté Financière Africaine

CH Model: Le modèle de Collier et Hoeffler

CNC: Coalition Nationale pour le Changement

CNI: Conseil National Islamique

CPAD: Comité de Pilotage des Actions de la Diaspora

COJEP: Congrès Panafricain des Jeunes et des Patriotes

CNSP: Comité National du Salut Public

CPE: Situation Politique Complexe

DDR: Désarmement Démobilisation et Réintégrations

ECOMOG: Mission d'observation des Nations Unies au Liberia et en Sierra Leone

FAFN: Force Armée des Forces Nouvelles

FDS: Force de Défense et de Sécurité

FESCI: Fédération Estudiantine de Côte d'Ivoire

FHB: Félix Houphouët Boigny

FPI: Front Populaire Ivoirien

FN: Forces Nouvelles

FRCI: Force Républicaine de Côte d'Ivoire

IDH: Indice de Développement Humain

CRFCC: Centre de Recherche Français pour Cacao & Café

IFI: Institutions Financières Internationales

FMI: Fond Monétaire Internationale

LMP: La Ligue des Mouvements pour le Progrès

MPCI: Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire

MSA: Mouvement Socialiste Africain

ONUCI: Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire

PDCI: Parti Démocratique de Côte d'Ivoire

PIT: Parti Ivoirien des Travailleurs

PK: Processus de Kimberley

PPCI: Parti Progressiste de Côte D'Ivoire

RDA: Rassemblement Démocratique Africain

RDR: Rassemblement Des Républicains

RHDP: Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix

R2P: Responsabilité de Protéger

SAA: Syndicat Agricole Africain

SFIO: Section Française de l'Internationale Ouvrière

PAS: Plan d'ajustement structurel

USD: Union des Socio-Démocrates

NU: Nations Unies

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

CSNU: Conseil de Sécurité des Nations Unies

ONUST: Organisation des Nations Unies pour la Supervision de la trêve

Introduction

La démocratie est un thème connu qui existe depuis des siècles, puisqu'elle contribuerait au développement d'une société civile. La démocratie constamment administrée à des territoires, pays, environnements, sociétés, États et tant d'autres tirait ses racines ou origines dans l'empire grec.⁸ Elle restait dès lors le système par lequel un peuple dessinerait son avenir. Ainsi donc, le poulain de la France, la Côte d'Ivoire suivit les pas que lui embottaient son parrain inédit. Une fois la démocratie implantée par la France en Côte d'Ivoire, les habitants de ce territoire ont certainement assimilé ce que leur a apporté l'ami indéniable (France) et essayeront de se former des partis politiques dans la période de la 2^e Guerre Mondiale.⁹ À la suite de ce système démocratique qui ne se fera pas aussi facilement, les habitants de cette partie du globe terrestre vont œuvrer dans l'optique d'obtenir des résultats se conformant aux différentes périodes. De la phase coloniale à celle dite postcoloniale, les habitants de cette région planétaire vont s'investir à fond pour la démocratisation de ce territoire. Par la suite, l'on constatera la formation de plusieurs partis politiques qui naquirent à un moment bien donné. Parmi lesquels, l'on observa le PDCI-RDA, le PANA, le PPCI, le SFIO et tant d'autres. Par ailleurs, il était fort probable qu'une série de phase de multipartisme avortée se présentait dans les temps anciens. Mais, comme le dit l'adage « chassez le naturel, il revient au galop »¹⁰ ainsi donc un multipartisme probablement réussi au cours de la période 1990 s'implanta en Côte d'Ivoire avec l'approbation du Président Félix Houphouët-Boigny.¹¹

De ce fait, l'on assista à la formation de nouveaux partis politiques tels que le FPI, l'USD, le PIT en 1990 et tant d'autres sans faire omission au RDR en 1994. Dès lors, le schéma démocratique de la Côte d'Ivoire connaîtra une autre dimension que celle qu'elle présentait au préalable.¹² Certains diraient, c'est la course des partis politiques pour la démocratisation du pays. Ainsi, chaque individu Ivoirien parla ouvertement soit sous la forme implicite ou explicite du monde démocratique ivoirien en fonction de ses intérêts ou convictions. Au fil du temps, la société ivoirienne connaîtra soit de légères crises économiques et ensuite des tribulations politiques qui conduisirent plus tard le pays à une dérive presque jamais observée

⁸ John, Dunn, *Democracy A History* ; Atlantic Monthly Press, New York, 2005, p.14

⁹ Encyclopaedia Universalis, Michel, Marc Afrique Noire, histoire, *des indépendances à nos jours. Afrique (Histoire)- Les décolonisations*, 2014

¹⁰ www.proverbes-francais.fr/proverbes-explications/

¹¹ Bailly, Diegou, *La restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire, ou, la double mort d'Houphouët-Boigny*; Éditions L'Harmattan, Paris, 2002, p.10

¹² Hydén, Göran, Leslie, Michael & Ogundimu, Folu F, *Media and Democracy in Africa*; Nordiska Afrika institutet, Uppsala, 2002, p.91

sur ce territoire dit jadis pacifique. Les scènes s'en suivent en fonction des acteurs politiques ivoiriens selon le temps et l'espace. En somme, c'est tout cet ensemble qui donnera une ouverture sur l'objectif pour lequel ce projet de recherche orienté sur la démocratie et la politique s'applique au cas ivoirien.

Objectif

L'idée de tout individu, État ou encore de toute société est d'aspirer à la démocratie. Une fois cette idée émise, l'ampleur de prôner la démocratie prima et prime sur tous les points dans une société antique comme contemporaine. Il est ainsi clair de parler de « *démocratie antique* » et de « *démocratie moderne* ». ¹³ Raison qui motiverait en à faire une étude approfondie sur les bases d'un projet de recherche permettant d'accéder au concept démocratique par une méthode à démarche scientifique. Ainsi donc, nous avons nourrit l'idée de traiter la question démocratique en Côte d'Ivoire, puisque le pays était un dossier connu par plusieurs durant une décennie que ce soit à l'échelle national, régionale et planétaire. Il demeurera un cas précieux de l'agenda international. L'objectif est de pouvoir discerner d'éventuels conflits et les éviter après avoir compris ce qui serait la base de l'échec à la politique et à la démocratie ivoirienne au cours des dernières décennies. Comment s'investir à être un agent de résolution de conflit en Côte d'Ivoire, en Afrique et encore dans le monde entier. Vu que des États sont de nos jours la cible de l'anarchie, il sera alors ici très favorable d'œuvrer sur l'idée de démocratie dans la mesure où elle contribuerait au bon déroulement et encore au développement d'une société. Ainsi donc, nous essayerons d'appliquer ce concept démocratique au territoire ivoirien dans l'optique de comprendre comment s'est fait et continue également de se faire son acquisition ou son application au sein de la société ivoirienne.

En somme, c'est faire une étude de l'appareil démocratique en République de Côte d'Ivoire une fois la notion de démocratie a été transportée ou exportée par l'ancienne puissance colonisatrice et amie inséparable, du pays de Félix Houphouët Boigny, la France. En fait, comment est ce que les colonisés ont pu continuer et à instaurer la démocratie sur leur sol natal. D'autant plus que d'aucuns disent de la démocratie être un élément de contribution à l'essor économique. ¹⁴ Il est également ici question de savoir si l'État de la Côte d'Ivoire a

¹³ Goyard-Fabre, Simone, *Qu'est ce que la démocratie ? La généalogie philosophique d'une grande aventure humaine*; Éditions Armand Colin, Paris, 1998, p.9

¹⁴ Adam Przeworski; Michael E. Alvarez ; José Antonio Cheibub & Fernando Limongi, *Democracy & Development : Political Institutions & Well-Being in the World, 1950-1990*, 1st ed. Cambridge University Press, Cambridge, 2000, p.1-3

toujours été établi sur les principes démocratiques ou pas en vue de son essor économique lié à la culture du cacao et du café. Puisque pour certains, il est fort probable qu'il existe des pays ou États qui ne seraient pas démocratiques. Ainsi donc, il est fort préoccupant de faire ressortir les intérêts que pourraient apporter la démocratie à un territoire bien indexé tel que celui de la Côte d'Ivoire.

En plus, avec la chute du bloc communiste¹⁵, l'on a aussi observé le courant de la révolution qui souffla d'Ouest vers l'est et qui avait finalement regagné le pays de Félix Houphouët Boigny, qui lui à son tour s'est vu obligé d'accepter le multipartisme des années 1990. Le multipartisme est un système démocratique qui nécessite la gouvernance d'un pays ou État par au moins deux partis politiques.¹⁶ D'où, du coup, tout ce processus incite également à observer, étudier, comprendre et analyser l'instauration du multipartisme et de son approbation en territoire ivoirien, après un processus démocratique qui aurait été entamé depuis l'ère de la colonisation. En fait, comment le multipartisme aurait solidifié, renforcé ou déstabilisé ou encore désorganisé la République de Côte. Par ailleurs, le pays que certains qualifiaient de modèle économique et politique connaîtra un chaos économique ensuite politique.

Apparemment, une crise politico-militaire se dessinait à la veille des fêtes de Noël 1999 et se solda par un coup d'État.¹⁷ Le Président constitutionnellement élu Bédié est renversé, d'où déchu. Ce fût le premier coup de force militaire sans aucune bavure (pas de pertes humaines ni de dégâts matériels). Quelques années plus tard, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, cette période marquera une des plus longues crises¹⁸ qui motiverait, d'aucuns à secourir le premier pays mondial producteur de cacao et figurant parmi les meilleures nations exportatrices de café, afin de mettre un terme aux hostilités créant le chaos ivoirien. Dès lors, des forces de Nations Unies ainsi que celles de l'ECOMOG seront envoyées en mission en Côte d'Ivoire pour sécuriser et pacifier le territoire.

En vue des attaques de septembre 2002, la nation dite jadis pacifique est divisée en deux parties avec un nord dit Musulman et un sud considéré Chrétien. Dès lors, l'on s'est intéressé

¹⁵ Ben Fowkes, *The rise and fall of communism in Eastern Europe*, Éditions St. Martin's Press, London, 1993, p.189-191

¹⁶ Robert Hazell, *Constitutional futures revisited: Britain's Constitution to 2020*, Éditions Palgrave macmillan, New York, 2008, p.244

¹⁷ Francis Akindès, *The roots of the military-political crises in Côte d'Ivoire*, Research report n.5, Éditions Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, 2004, p.5

¹⁸ Dalouri Gadou, *Crise ivoirienne: enjeux et sens d'une mobilisation patriotique*, Afrika focus, volume 22, n. 2, 2009, pp.65-88, p.65

à la pacification du territoire par plusieurs moyens qui ont plus ou moins été efficaces pour un retour au calme. En octobre et novembre 2010, des élections présidentielles qui ont été plusieurs fois reportées et devraient conduire à la stabilité du pays ont eu lieu, mais s'achevèrent avec une crise post-électorale. Cette crise a duré plus de six mois avec deux différents présidents à la tête d'une et une seule nation ou un pays. Un président reconnu par le Conseil Constitutionnel ivoirien, sous le nom de M Gbagbo Laurent d'un côté et d'autre part un autre président M Alassane Ouattara (actuel président) soutenu par la communauté internationale (Les États-Unis, L'Union Européenne, les organisations internationales et certains pays Africains) sur la base de la déclaration des résultats de la Commission Électorale Indépendante. Par conséquent, c'est tout cet ensemble d'évènements qui motive en à faire une étude approfondie afin de comprendre l'essor ou l'échec démocratique ivoirien. En somme, nous nous posons la question de savoir ce qui se serait bien passé pour que le pays replonge dans de pareils scénarios. En ce sens, l'on aurait à répondre aux hypothèses suivantes qui constitueraient les questions de recherche :

- La démocratie est elle un concept ancien ou nouveau en République de Côte d'Ivoire?
 - Les colonisés avaient ils une notion de la démocratie?
- Le joyau démocratique légué par le parrain la France a-t-il réellement servi à la nation ivoirienne?
 - Les politiciens ivoiriens se servaient ils convenablement de la méthode démocratique?
- La vision démocratique ivoirienne répond elle aux normes établies du concept?
 - Cette démocratie implantée en terre ivoirienne fut elle un modèle exemplaire?
 - Les différents actes de coups d'état seraient ils une justification de démocratie?
- Les Ivoiriens auraient été impliqués dans des méthodes pacifiques ou violentes pour accéder à la démocratie de nos jours?
 - Est-ce la crise de septembre 2002 et celle de novembre 2010 un conflit civil?
 - Répond-elle à un affrontement ethnique ou religieux?
 - Pourrait cette phase être acceptée de guerre de ressources naturelles?

- Ou encore serait elle considérée de concept néocolonial?
- Que gagneraient certains Ivoiriens à indexer les médias durant la crise post électorale de 2010?
- Quel serait l'enjeu de maltraiter et tuer des femmes au cours de ces évènements?
- Quelles étaient les résolutions de conflits appliquées pour mettre un terme aux hostilités?
- Étaient ces multiples accords efficaces ou incompetents?

Au vu des questions de recherche élaborées ci-dessus nous arrivons à notre problématique de recherche qui est de savoir si le peuple ivoirien était sincèrement prêt pour administrer la démocratie à son territoire nationale ou est ce toujours possible que la démocratie conduit au développement, la paix et à la justice comme le soutien plus d'un?

Une fois que nous avons des éléments de construction de notre projet de recherche en fonction de ce qui est énuméré ci-dessus, nous établirons ci-dessous la méthodologie à utiliser au cours de notre travail.

Méthodologie

Ce projet de recherche motive à étudier, à comprendre et à analyser le concept de démocratie en terre ivoirienne. Pour ainsi accéder à toute cette démarche il nécessite une méthode appropriée qui s'effectue sur les bases de procédé scientifique.¹⁹ Un procédé scientifique est une démarche impliquant et recommandant des données connues de façon universelle.²⁰ Mais, des données surtout objectives qui nous ramènent à l'étude de l'objet que nous cherchons à comprendre et à résoudre afin d'obtenir la solution au problème posé. Ceci étant nous aurons recours à la théorie de démocratie ainsi que celle de la politique pour effectuer ce projet de recherche. Par ailleurs, quand il sera question de faire intervenir d'autres théories nous nous exprimerons sur cette base en y indiquant la nécessité de l'action évoquée. De ce fait, les théories de la paix démocratique, de politique, du multipartisme, de néocolonialisme, de choc de civilisations et de guerre de ressources naturelles seront élaborées dans le chapitre deux (II) ainsi que le modèle CH, pour une parfaite compréhension à laquelle le projet de recherche souhaiterait aboutir. Nous aurons dans ce même chapitre à faire la différence entre la

¹⁹ King, Gary; Keohane, Robert O. & Verba, Sidney, *Designing Social Inquiry: Scientific inference in qualitative research*; Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1994, p.34

²⁰ Bright E. Wilson, Jr., *An introduction to scientific research*, Éditions Dover Publications, inc, New York, 1990, p.1-5

démocratie et l'anarchie. Dans la mesure où nous traitons un cas d'étude se conformant à la variable Côte d'Ivoire dans un domaine spécifique d'ordre démocratique et même politique, nous chercherons à faire un travail explicite et non subjectif, mais plutôt objectif. Puisque, nous souhaiterions marquer la différence à ce niveau, de ce qui est scientifique du non scientifique, il sera utile de procéder par des mesures de vérification (théorie de vérification de Popper).²¹ En somme, le projet de recherche fera l'objet d'une étude d'œuvres précédemment entamées. Ce qui nous ramènera à l'intertextualité, méthode consistant à construire un travail en se référant à des faits antérieurs ou passés.²² Soit une méthode scientifique se référant à des données bien spécifiées qui feront la justification ou confirmation mais encore de réfutations de propos avancés durant le projet. Ce qui impliquera la théorie de falsification de Popper, dans le cas d'étude de la variable Côte d'Ivoire concernant le conflit de septembre 2002. D'où plusieurs hypothèses feront l'objet d'étude par rapport à la compréhension d'enjeux démocratiques en Côte d'Ivoire. Pour Karl Von Popper, la théorie de falsification est la solution au problème de démarcation, qui répondrait proprement dit à la question d'hypothèse.²³

Alors, ici, au cours de cette étude, il sera raisonnable d'intervenir avec des hypothèses qui correspondraient à des méthodes scientifiques. Une hypothèse est dite scientifique si et seulement si elle referme la potentialité d'être réfutée par quelques observations possibles.²⁴ Par ailleurs, l'objectivité sera l'activité sur laquelle le projet se construira pour parvenir aux éventuelles réponses correspondant à l'étude de l'objet que l'on recherche dans ce sujet. Il sera ainsi très normal d'intervenir avec une notion d'éthique et morale afin d'aboutir à une part de vérité même si la vérité absolue est impossible à obtenir. Pour ainsi dire, l'ajout de la méthode descriptive se fera quand il aura un rapport de descriptions incluant tout un ensemble d'étape tel que la variation, le pourcentage, le lien entre les variables etc.

La méthode normative sera également mentionnée pour des questions de jugements à propos de ce qui devrait se faire ou ce à quoi les choses doivent ressembler.²⁵ Apparamment, l'étude se fera de façon explicite et implicite dans la mesure où il faudra prendre tout en compte afin

²¹ Godfrey-Smith, Peter, *Theory and Reality: An introduction to the philosophy of science*, The University of Chicago press, Chicago & London, 2003, p.26-27

²² Jeanine Pariser Plottel & Hanna Charney, *Intertextuality: New perspectives in criticism*, Éditions New York Iliterary forum, New York, 1978, p.vii-viii

²³ Karl, Popper, *The logic of Scientific Discovery*, Routledge, London & New York, 2002, p. 20

²⁴ Peter, Godfrey-Smith, *Theory and reality: An introduction to the philosophy of science*, The Chicago University Press, Chicago, 2003, p.58

²⁵ Ibid, p.6

d'aboutir à une analyse (sélective et de qualité). Nous ferons de notre mieux et encore de notre possible pour rendre le travail académique sur la base d'une démarche scientifique en nous servant des méthodes à raisonnement déductif. Un raisonnement déductif est le cheminement qui suit le procédé de la phase de théorie, hypothèse, observation à la confirmation ou encore rejet pour ainsi aboutir à une conclusion. Enfin, c'est la raison qui nous motive conséquemment à nous fier aux enjeux scientifiques et qui incitent à avoir recours aux sources connues de façon universelle et se conformant à la démarche scientifique.

D'où question de construire le projet de recherche avec des sources primaires et secondaires, et très rarement d'intervention avec de sources tertiaires puisqu'elles ne sont surtout pas favorables à un travail de recherche scientifique. Nous interviendrons en plus avec des articles de journaux tels que « Le Monde », « The New York Times », « Le Figaro », « Libération », « Dagens Nyheter », « Fraternité Matin », « Notre Voie », ou encore d'articles scientifiques pour corroborer ou réfuter des faits dont il sera impossible d'avoir accès à travers des livres. Dans la mesure où ce projet de recherche reste d'une haute importance, nous avons fait de notre possible et encore de notre mieux pour effectuer d'autres voyages de « Minor Fields Studies » vers la Côte d'Ivoire afin de rendre le travail authentique. Finalement, cela n'a plus été possible, puisque le titre et le sous titre du projet de recherche le justifie. Au préalable, la République de Côte d'Ivoire avait déjà été visitée au cours des années 2007, 2008, 2009 et 2010. Les voyages envisagés durant les années 2015 et 2016, ont été remplacés par des interviews d'individus qui ont vécu les derniers événements qui sévirent en république de Côte d'Ivoire ces dernières décennies et qui vivent aujourd'hui en Europe. Au cours des années précédentes, lors des visites mentionnées plus haut, des interviews avaient été réalisées en différentes langues qui consisteraient à être les trois principales langues (Baoulé, Bété et Dioula) et qui seraient liées aux partis politiques majoritaires (FPI, PDCI et RDR) du pays. Ces interviews ont été traduites en langue française par des interprètes des différents groupes ethniques. Ces interprétations ont été traduites et transformées en écrit et plus tard perçues en forme papier.

De nouvelles interviews ont été une fois de plus faites par communication téléphonique vers la Côte d'Ivoire et sur place en Europe pour donner une certaine clarté à ce projet de recherche mettant en exergue la vie politique et démocratique des agents et acteurs ivoiriens (populations et acteurs politiques Ivoiriennes). Cette œuvre, au final, sera en majeure partie d'une recherche qualitative et très peu quantitative si le désir d'expliquer certains chiffres nous le demande. Elle sera d'une recherche qualitative dans la mesure où elle mettra l'accent

sur des collectes de données verbales et plus détaillées, accompagnées de description complète. Dans le cas où elle répondra à une recherche quantitative elle fera l'étude des données susceptibles d'être mesurées.²⁶ Cependant elle fera intervenir les comptes et la construction de modèles statistiques.²⁷ Ce projet de recherche traitera plusieurs domaines tels que le côté ethnologique, économique, politique et autres (droit constitutionnel, droit international...) qui portent sur l'étude de la Côte d'Ivoire. En un mot, ce travail académique sera d'une dimension pluridisciplinaire et voir interdisciplinaire. Autrement, des mots utilisés ou formés par un nombre d'anciens et philosophes contemporains ou théoriciens seront repris dans l'optique d'apporter une compréhension à certains concepts utilisés dans le projet de recherche. Un concept selon le dictionnaire *Le Petit Larousse Illustré*, est un thème philosophique désignant une représentation générale et abstract d'un objet, d'un ensemble d'objet. Il peut encore définir des caractères spécifiques d'un projet, d'un produit, par rapport à l'objectif ciblé.²⁸ Sur cette base, des travaux d'archives ont été faits en fonction des domaines concernés ou ciblés par des visites de ces différents lieux dans l'optique d'avoir accès à des documents. Ce projet de recherche nécessitera l'usage de livres qui contribueraient à sa parfaite compréhension. Autrement, les limites du projet de recherche seront conformes au titre du travail sur la Côte d'Ivoire dans son processus démocratique. Mais parfois, il fera l'objet de comparaison, ce qui le propulserait à avoir recours à des faits récents d'où de dates nouvelles que celles du titre du projet de recherche. Par ailleurs, les difficultés rencontrées que l'on pourra mentionner dans ce projet de recherche sont dues au manque de confiance et de crédibilité que les personnes interviewées n'accordaient pas au chercheur. Ces derniers selon eux se comportaient de la sorte par rapport à la situation de conflit qui prévalait. Une certaine méfiance existait et perdurait au point où l'on certaines fois était considéré comme un espion. D'où ces derniers refusaient catégoriquement de faire des interviews enregistrées.

Cependant certaines des interviews qui se sont effectuées plus tard ont donné de bons résultats par rapport aux précédents. Cela ne restait nullement pas les seuls problèmes. Il existait tout un tas de difficultés rencontrées. Les documents de nos jours sont impossibles à obtenir puisque les responsables des différents départements refusaient la consultation des archives ou procédaient par des astuces de dissuasion. Nous constatons que la facilité d'accès aux

²⁶ Isadore Newman & Carolyn R. Benz, *Qualitative-Quantitative research methodology: Exploring the interactive continuum*, Éditions Southern Illinois University Press, Carbondale & Edwardsville, 1998, p. 2-4

²⁷ Ib M. Skovgaard, *Analytic statistical models*, Éditions Institute of Mathematical statistics: Lecture notes-monograph series, volume 15, Hayward, 1990, p.45-46

²⁸ *Le Petit Larousse Illustré 2008*, Éditions Larousse, Paris, 2007, p.231

documents qui existait jadis n'est plus le cas depuis 2012 à nos jours. Au final, nous avons fait avec les moyens de bord et de tout notre possible pour travailler d'arrache pied afin que ce projet de recherche eût été authentique, puisqu'il devrait se construire sur la base d'une recherche scientifique et non sur des notions subjectives. Par contre, la bibliographie de ce projet de recherche est très diversifiée, puisqu'elle a fait l'usage d'ouvrages Anglo-Saxon (Littérature anglaise et suédoise) et francophone. Le projet de recherche a certainement été dominé par une littérature anglo-saxonne, mais nous trouvons également des sources francophones. Par la suite, certains mots ont été utilisés pour donner des clarifications concernant les propos qui seront avancés ou encore pour faire des analyses. Ces mots sont comme suit le paradigme, l'hypothèse, l'abduction, l'inférence explicative, la déduction, l'induction, la confirmation, la corroboration, la falsification, la réfutation, l'épistémologie et encore plus d'autres. Il serait très logique et normal de définir chaque mot mentionné précédemment.

L'*abduction* est non seulement l'un des multiples termes d'inférence explicative mais aussi le moyen contraire à l'induction.²⁹ Ceci étant, c'est la généralisation d'une hypothèse après un constat fait durant une expérience que l'on croirait possible sur une longue période après quelques résultats obtenus d'une observation.

La *déduction* est la branche la mieux développée de la logique portant sur les caractéristiques d'argumentation.³⁰ Il serait ainsi acceptable que si les prémices d'un argument sont vraies cependant sa conclusion se confirmerait également vraie ou bonne. En faite, cela pourrait se conclure comme une validité déductive.

La *confirmation* est la relation ou le lien de support entre une preuve (un corps de preuve) et une hypothèse ou théorie. Cependant, elle n'est pas l'équivalent d'une preuve. D'où par conséquent, une théorie peut être confirmée ou être fausse.³¹

La *corroboration*, terme qui a été constamment utilisé par Popper³², fait l'unanimité de ce qu'une théorie scientifique acquiert quand elle a pu surpasser les tests de rejet. Corroborer une

²⁹ Godfrey-Smith (2003:43)

³⁰ Reviel, Netz, *The shaping of Deduction in Greek Mathematics: A study of cognitive history*, 1st Ed. Cambridge University Press, Cambridge, 1999, p.256-258

³¹ Theo A.F. Kuipers, University of Groningen, The Netherlands, *From Instrumentalism to Constructive Realism: On some relations between confirmation, empirical progress, and truth approximation*, Springer Science + Business Media Dordrecht, 2000, p.21

³² Douglas Shrader, *Philosophy of Science*, Vol. 50, No. 4 (Dec., 1983), pp. 660-662, p.661

théorie, c'est aussi donner des éléments en sa faveur, en l'occurrence observer ce qu'elle prédit.

L'*épistémologie*, il est question de jeter un regard sur la partie de la philosophie qui porte sur les questions impliquant la nature de la connaissance, la justification des croyances et la rationalité.³³

La *falsification* ou encore la falsifiabilité est une vue ou idée scientifique développée par Karl Popper. Elle concerne l'action ou la possibilité de prouver qu'une théorie est éventuellement fausse. Cette action permet aussi de distinguer les théories scientifiques de celles dites non scientifiques (le problème de la démarcation).

L'*hypothèse* correspond à l'excellent moyen de mener avec ordre et rigueur une proposition répondant à une question posée. Elle devient donc une proposition se référant à la valeur d'un paramètre, la loi du probabiliste devant sa source aux types d'observation. En somme, elle est une proposition ou groupe de propositions qui représentent le point zéro (point de départ) de la démonstration. D'où par conséquent, elle est une proposition provisoire, une démarche (présomption) qui nécessite une vérification.³⁴ Du coup, si elle n'est pas explicite elle est implicite, ou encore inconsciente.

L'*induction* est un terme qui peut avoir plusieurs sens ceci étant, un ancien et un sens moderne. Dans la première période (17^e siècle) elle correspondait à la méthode définissant la science à l'instar de Francis Bacon. Ceci dit que les généralisations et quelques hypothèses devaient être appuyées d'un lot de faits.³⁵ D'où normalement, l'induction sera un genre d'argument, ou des caractéristiques d'inférence, au lieu d'une méthode ou une procédure. Finalement, l'induction est utilisée pour définir des inférences de cas particuliers concernant une généralisation qui dépasse l'entendement de ces observations. Il revient à jongler avec des arguments qui ne sont pas déductivement valides.

L'*inférence explicative* est une inférence d'ensemble de données en vue d'une hypothèse au sujet d'une structure ou un processus pouvant expliquer les données.³⁶ Plusieurs termes à ce sujet ou idées pourraient s'exprimer sous les différentes formes telles que « inférence

³³ Zusanna Parusniková & Robert S. Cohen, *Rethinking Popper: Boston Studies in the Philosophy of Science*, Springer, Prague & Boston, 2009, p.6

³⁴ Theo A.F. Kuipers (2000:2)

³⁵ Mark McIntire, *Reason argue refute: Critical thinking about anything*, University Village Press, eTextbook Edition, 2013, p.3

³⁶ Netz (1999:242)

abductive ou l'abduction »³⁷, « inférence à bonne explication », « induction explicative », et « induction théorique ».

Tandis que le *paradigme* a été un terme plus utilisé par Thomas Kuhn raison qui le motive en à faire sa théorie scientifique.³⁸ Deux sens principaux en découlent de ce terme. Au sens étroit, le paradigme aspire à un succès impressif qui inspire et tend à guider plus d'une tradition de recherche scientifique- une tradition de science normale. Au sens élargi, un paradigme est une vue ou ensemble générale de la pratique scientifique (comment pratiquer la science) qui proviendrait de ce qui est du paradigme au sens étroit. En ce moment bien précis, un paradigme renfermera des idées théoriques au vue du monde, des méthodes, des habitudes subtiles de pensées ou croyances ainsi qu'aux normes conduisant à la bonne recherche.³⁹

Enfin, la *réfutation* est l'action de pouvoir réfuter une théorie. Toute théorie qui n'est réfutable par aucun autre évènement n'est pas conçue de caractéristique scientifique. Ainsi donc, l'irréfutabilité est un défaut pour les théories. En un mot, c'est la mise à l'épreuve véritable d'une théorie par certains tests conduit à démontrer sa fausseté ou à la réfuter. Une fois la méthodologie élaborée, nous allons établir l'historique du territoire sur lequel nous axons notre projet de recherche. Les lignes suivantes décrivent l'historique de la Côte d'Ivoire. Une fois que nous avons fini la partie méthodologique nous aspirerons à la première partie de notre projet de recherche.

³⁷ Sylvie Catellin, *L'abduction : Une pratique de la découverte scientifique et littéraire*, Laboratoire de communication et politique, CNRS, Paris, 2004, p.180

³⁸ Thomas Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion, Paris, 1989, p.11

³⁹ Ibid, p.144

Première partie

La Côte d'Ivoire est une ancienne colonie Française située en Afrique de l'Ouest.⁴⁰ Elle faisait partie dans le passé de l'Afrique Occidentale Française (AOF). La Côte d'Ivoire a été plus de soixante dix ans sous la coupole de la France à partir du 10 mars 1893 jusqu'en août 1960.⁴¹ Le territoire était jadis un endroit visité par plusieurs puisqu'il a été l'objet d'exploration. La visite du territoire s'est effectuée sur deux étapes, d'abord l'arrivée des missionnaires Français marque une phase et l'étape finale se fait par la présence des grands hommes historiques français tels que Sadi Carnot, Binger, Angoulvant, Treich Laplène et autres. Depuis lors, les habitants de ce territoire qui se sont vus dotés d'infrastructures⁴² et de l'instauration de nouvelles cultures transplantées par le parrain indéniable, la France, ont pu faire des fèves de cacao et cerises de café leur principale activité. Mais durant la deuxième guerre mondiale, les habitants de l'ancienne colonie ont contribué en soutenant son parrain avec 20000 bras vaillants pour défendre les couleurs françaises sur les champs de bataille.⁴³ Par la suite, les effets de la deuxième Guerre Mondiale serviraient aux colonisés de ce lieu à se regrouper en syndicalistes et essayer de revendiquer leur droit. Ils feront finalement la copie de ce que leur a enseigné leur parrain indéniable la France pour profiter de l'occasion et former des partis politiques.

Dès lors, l'on entendra parler du syndicaliste Félix Houphouët Boigny dont l'objectif était d'élargir sa vision politique non seulement en Côte d'Ivoire et en Afrique de l'Ouest mais encore étendre sa méthode à l'Afrique toute entière. Ainsi donc, ce fut la création du PDCI-RDA, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire et le Rassemblement Démocratique Africain en 1946 à Bamako (actuel Mali).⁴⁴

Suite à la vision établie d'Houphouët empruntée au Front Populaire Français, divers partis politiques naquirent en Afrique en général, mais en particulier en Côte d'Ivoire avec la création du SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) dirigé par Adrien Dignan Bailly. En somme, plusieurs autres partis et hommes politiques ont été formés tels que ceux

⁴⁰ Roger Cadier, *Souvenir d'un "Coriaca" honoraire: 50 ans de Brésil vécus par un économiste française*, Nouvelles Editions Latines, Paris, 2008, p.120

⁴¹ Claude Garrier, *L'exploitation coloniale des forêts de Côte d'Ivoire: Une spoliation institutionnalisée*, L'Harmattan, Paris, 2003, p.17-19

⁴² Wolf, Eric, *Europe and the People without history*; University Of California Press, Los Angeles, 1982, p.383

⁴³ Pierre Montagnon, *Dictionnaire de la colonisation française*, Pygmalion, Paris, 2010, p.188

⁴⁴ Virginia, Thompson, *West Africa's Council of the Entente*; Cornell University Press, Ithaca & London, 1972, p.xvii

du PANA (Parti National Africain) sous le leadership de Kragbé Gnagbé⁴⁵ et d'autres sympathisants du PDCI-RDA tels que Djibo Sounkalo, Djédjé Capri (ancien Président de l'Assemblée territoriale). Avec le temps, au sein du même parti PDCI-RDA, nous avons observé des leaders charismatiques tels que le médecin et planteur Houphouët-Boigny et le sénateur Biaka Boda qui formèrent une équipe dynamique. Plus tard, le sénateur Biaka Boda sera porté disparu en 1950.⁴⁶ Par conséquent, les partis politiques ivoiriens seront opposés les uns aux autres et certains d'entre eux disparaîtront pour laisser place et lieu à l'unique parti du PDCI-RDA. Le parti d'Houphouët dirigea le pays jusqu'en 1960 période à laquelle le territoire sera indépendant. La période postindépendance est également marquée par l'enjeu politique du PDCI-RDA. Autrement, le pays continuait toujours à exceller économiquement en affichant de grandes preuves de chiffre d'affaires. Le cacao et le café gonflaient l'économie ivoirienne juste avant l'adhésion à l'indépendance plus précisément au cours des périodes fin 1950 à 1980 avant de se confronter à la crise économique des années 1980. Pour résoudre la crise plusieurs efforts ont été fournis et la solution adéquate serait le Programme d'Ajustement Structurel (PAS).⁴⁷

En général, le PDCI-RDA dirigeait principalement les arènes de la politique ivoirienne de 1960 à 1990. Tandis que la présence d'autres partis politiques en sol ivoirien marquerait une scène politique dominée par plus de deux partis.⁴⁸ Décidemment, cela ne fût pas le cas dans les toute premières heures marquées par le désir d'idéologie politique en Côte d'Ivoire. Par conséquent, le rêve très nourri des premiers politiciens ivoiriens ne connaîtra jour qu'après plus de trois décennies. En fonction du vent démocratique qui souffla d'Ouest en Est depuis les pays à régime communiste de l'Europe de l'Est, le multipartisme gagnera du terrain après la chute du mur de Berlin dans le monde entier.⁴⁹ Durant cette période, le même mouvement s'est répandu sur le continent Africain⁵⁰ et la République de Côte d'Ivoire fût également inscrite sur la liste des pays en proie de multipartisme.⁵¹ Finalement, le Président Houphouët

⁴⁵ Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny: II-L'Épreuve du pouvoir (1960-1980)*, Bibliographie, Éditions de Cerap Karthala, Abidjan & Paris, 2010, p.282

⁴⁶ Biaka, Devalois, *La "disparition" du patriote Ivoirien Victor Biaka Boda : plaidoyer pour libérer sa dépouille mortelle* ; Éditions l'Harmattan, Paris, 1993, p.12

⁴⁷ Almås, Guro, Department of Political Science, University of Oslo, *Structural Adjustment and political legitimacy: A study of economic policies and regime breakdown in Côte d'Ivoire 1981-2002*, October 2005, p.11

⁴⁸ www.historylearningsite.co.uk/party_systems.htm

⁴⁹ Couldry, Nick; Hepp, Andreas & Krotz, Friedrich, *Media events in a global age*; Routledge, London & New York, 2010, p.98

⁵⁰ Gueye, Babacar, *La démocratie en Afrique : succès et résistances*; Seuil, Paris, 2009, N.129, p.1

⁵¹ <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1986-1993-trilingue/article/afrique-le-multipartisme-n-est-pas>

accepta le multipartisme en République de Côte d'Ivoire. Dès lors, la population ivoirienne ainsi que le monde entier constatèrent la légitimité et la légalité des partis clandestins tels que le FPI (Front Populaire Ivoirien) de Laurent Gbagbo et la présence de nouveaux mouvements politiques comme le PIT (Parti des Travailleurs Ivoiriens) de Francis Wodié, l'USD (Union des Socio-Démocrates) de Bernard Zadi Zaourou et autres. Enfin, après la mort du Président Houphouët en 1993, le RDR (Rassemblement Des Républicains) est fondé en 1994 par Djeny Kobena.

En général, ce sont ces différents leaders de partis politiques qui géreront les enjeux démocratiques du pays. Quelques années plus tard, un coup d'état classique est observé sans pertes humaines et dégâts matériels. Le Président Bédié est renversé au profit du Général Robert Guei en décembre 1999.⁵² Ce n'était que le début, puisque les différentes périodes qui suivront seront marquées par des tribulations militaro-politiques et qui s'achèveront avec la crise sanglante de la nuit du 18 au 19 septembre 2002.⁵³ La Côte d'Ivoire est partagée en deux, une partie nord considérée Musulmane et le sud désigné bastion Chrétien.

La République de Côte d'Ivoire a été constituée par la formation de quatre différentes civilisations qui renferment les multiples groupes ethniques du pays. Ce territoire est peuplé de Gurs, Mandés (Mandés du nord et Mandés du sud), de Kwa (les lagunaires et les Akan) et de Kru. La composition de ces quatre civilisations identifiées ci-dessus a donné les soixante différents groupes ethniques de la nation ivoirienne.⁵⁴ En général, cette population variée est partagée en plusieurs groupes religieux. Parmi eux se présentent des Musulmans, des Chrétiens, des animistes, des pratiquants de religion africaines et encore des soi-disant athées.⁵⁵

⁵² Francis Akindès, *The roots of the military-political crises in Côte d'Ivoire*, Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala, 2004, p.7

⁵³ Markus Eberhardt & Francis Teal, *Ghana and Côte d'Ivoire: Changing places*, International development policy/ Revue internationale de politique de développement ; Dossier/ Afrique: 50 ans d'indépendance-Revue/ Évolutions des politiques de développement, 2010, p.43

⁵⁴ Ghaboua, Kassoro, *Les aires linguistiques et culturelles de Côte d'Ivoire et leurs ethnies respectives*, NEI, Abidjan, 1999, p.1-4

⁵⁵ Jerry Sampson, *History and culture of Ivory Coast*, Sonit Education, 2015, p.2

I CÔTE D'IVOIRE: BOOM ÉCONOMIQUE ET STABILITÉ

Le territoire jadis exploré par plusieurs connût un maître, la France qui travailla d'arrache pied avec les habitants d'une partie du globe terrestre qu'elle contrôlait et à qui elle a administré ses compétences surtout aux autochtones dudit territoire. Dès lors, la Côte d'Ivoire en tant que colonie française a connu un essor économique après de farouches résistances à la colonisation. Avec le courage de ses partisans en plus de l'aide apportée de l'extérieur par la France, d'énormes succès sont enregistrés et ce fût le boom des affaires pour cette partie de l'Afrique Occidentale Française. De cette opportunité ont souhaité les anciens « sujets » à vouloir prendre en main leur propre avenir qu'ils considéreraient meilleur à ceux que leur inculqua leur parrain, la France. D'où question d'entamer une vie politique pour des partis politiques dans la période de la grande guerre. De nouveaux secrétaires de parti politique émergèrent parmi eux nous constatons Félix Houphouët-Boigny, Biaka Boda, Kragbé Gnagbé, Adrien Dignan Bally et autres.

1 Historique générale de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire ne s'est pas construite en un seul jour. Il lui a fallu du temps pour se construire, se développer avant qu'elle ne soit vue comme le « poumon » économique de l'Afrique de l'Ouest. Raison pour laquelle il sera nécessaire d'en faire l'historique de celle de la Côte d'Ivoire. Pays qui a tant interpellé l'attention d'aucun pour des raisons d'essor économique et de stabilité politique. En somme, de cette motivation en découlera les écrits du dit territoire que l'on a longtemps nommé la côte aux ivoires. Quand bien même que des documents archéologiques sont difficiles à en donner plus d'informations précises au sujet de la nation ivoirienne. Par contre, quelques données éclairciront son histoire. Les affronts entre le colonisé et le colonisateur en disent beaucoup. Mais une fois le cap de conquête et de résistance passée, les habitants dudit territoire sous la direction de leurs maîtres ont su tenir la perche. Jadis, la Côte d'Ivoire avant sa colonisation entretenait au préalable des relations commerciales avec des Africains, des Américains et des Européens bien avant le 18^e siècle.⁵⁶ Certaines de ses villes côtières telles que San Pédro, Sassandra ou encore Fresco qui étaient des ports doivent leur existence aux navigateurs Portugais.⁵⁷ Les premiers Portugais à avoir foulé le sol de la baie de Sassandra (Sao Andrea contraction française) furent Joao de

⁵⁶ Jean-Noel Loucou, *Les résistances à la conquête coloniale*, les Éditions du CERAP, Abidjan, 2007, p.24

⁵⁷ Dominique Auzias & Jean-Paul Labourdette, *Côte d'Ivoire 2015* (avec cartes, photos, et avis des lecteurs), Éditions Petit fuité, 2015, p.343

Santarem et Pedro de Escobar.⁵⁸ Durant cette période, le territoire était beaucoup exploré par les Hollandais de qui le territoire reçu son nom « Tand Kust ». La traduction de « Tand Kust » est Côte d'Ivoire en langue française. « Tand Kust » parce que le territoire était très riche en ivoire ce que ce peuple offrait d'ailleurs à ses hôtes Néerlandais comme moyen d'échange (ivoire, or et malaga).⁵⁹

Auparavant, le premier contact entre la France et la Côte d'Ivoire eût lieu par le biais des missionnaires Français à Assinie au 17^e siècle (1637). Par contre, en 1893, l'histoire du territoire connaîtra une autre version qui s'écrira avec de nouveaux souvenirs qui est celle de sa colonisation. Cette nouvelle adaptation décrira une étape différente de celle vécue au préalable et n'aurait pas été chose facile pour ses colonisateurs. De farouches résistances se sont répétées, en commençant par celle entamée de Samory Touré⁶⁰ et poursuivie par celles des différentes régions du territoire. De ces résistances sont notées celles des peuples Baoulé, Ngban, Gouro, Bété, Agni, Abbey encore d'autres en parcourant le territoire d'Est en Ouest et du Sud au Nord.⁶¹ Le nombre répété de résistances essuyé par les colonisateurs rendit difficile la conquête de cette terre. Dès lors, les futurs maîtres sont motivés à faire recours à un renfort en homme et armes sophistiquées. De toutes ces résistances, le peuple Ngban fût le groupe ethnique qui paya le plus lourd tribut. Chose qui se remarquait par la réduction en nombre de sa population. D'un million cinq cent milles en 1900, elle est passée à deux cent soixante mille gens en 1911.⁶² Ce fut une grande perte humaine pour les autochtones, mais une victoire pour les allogènes. Alors, Tand Kust a été connu sous le nom Côte d'Ivoire de par sa traduction en langue française pendant sa colonisation. Au final, elle était belle et bien devenue une colonie de la métropole Française malgré ses énormes oppositions.

En principe, la population ivoirienne se constitue de quatre grands groupes de différents sous partie ethnique. Ces civilisations se définissent comme suit, les Kwa (Akans et les lagunaires), les Krou, les Gur et les Mandé.⁶³ D'une part, l'histoire précoloniale dénonce que les Kwa vivants dans l'est du territoire Ivoirien seraient venus du centre du Ghana et du Togo. Tandis que les Krou localisés dans la partie sud-ouest du pays venaient du Libéria. Puis, les Gur eux

⁵⁸ Petit futé Country guide, *Côte d'Ivoire 2009-2010*, Nouvelles Éditions de l'Université, Paris, 2009, p.273

⁵⁹ Ibid

⁶⁰ Martin, Meredith, *The fate of Africa: A historical continent since independence*, 1st ed., PublicAffairs, New York, 2005, p.3

⁶¹ Petit futé country guide (2009:77-107)

⁶² Ibid, p.108

⁶³ Gnaboua, Kassoro, *Les aires linguistiques et culturelles de Côte d'Ivoire et leurs ethnies respectives*, Nouvelles Éditions Ivoiriennes, Abidjan, 1999, p.1-4

vivant au nord vinrent en partie de la Haute Volta, actuel Burkina Faso, du nord du Togo et du Ghana. Les Mandé (Mandé du sud et du nord) regroupés au nord-ouest du pays, proviendraient du Sénégal, du Mali, de la Guinée et de la Sierra Leone.⁶⁴

Les différents groupes ethniques de la Côte d'Ivoire en fonction de leur civilisation ou provenance (origine) et sous groupe se présentent de la sorte suivante:

Les Gur sont constitués de Birifou, Degha (Deya), Gondja, Gouin (Kirma), Kamara, Komono, Koulango, Lobi, Lohron (Teen, Loma), Nafana, Samogho, Sénoufo (Tagbana, Djimini, Palaka) Sili (Kira) and Toonie.

Les Kru eux sont un ensemble d'Ahizi, Bakwé, Bété, Dida, Gnaboua, Godié, Guéré, Kodja, Kouya, Kouzié, Kroumen, Neyo, Niédéboua, Oubi, Wané and Wôbè.

Tandis que les Mandé (Mandé du nord et du sud) sont regroupés en deux différentes classes que sont les Mandé du nord qui sont formés par la caste des Bambara, Dioula (Dioula de Kong, Djamala), Gbin (Gbandjè), Malinké (Mahou, Koyaka, Séguélaka) and Nigbi.

Ainsi les Mandé du sud sont les Gagou (Gbando, Da, Bovo, Gbokwa), Gouro (Kweni; Béhi, Bien, Kouon, Sien), Mona, N'gain, Ouan, Toura (Gouaossé, Iriguélessé), Yacouba, Yaourè.

Autrement les Kwa (Les Akans et les Lagunaires). Les Kwa sont une composante d'Akans et de lagunaires. D'une part, le bloc des Akans est formé par les Abron, Agni and Baoulé.

D'autre par les lagunaires sont les Abbey, Abidji, Abouré, Adjoukrou, Alladian, Appolo, Akyé, Avikan, Ebrié, Ega, Ehotilé, Essouma, Krobou and M'batto.⁶⁵

En somme, ces différentes populations sont départagées également en groupe religieux. Parmi eux, des Musulmans⁶⁶, des Chrétiens⁶⁷ et autres religions Africaines⁶⁸. Une fois la colonisation entamée, les travaux de construction de chemin de fer ainsi que les différentes autres infrastructures étaient mis sur pied. Dès lors, le travail forcé fut en marche.⁶⁹

⁶⁴ Ibid

⁶⁵ Ibid

⁶⁶ Marie Miran, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2006, p.7-8

⁶⁷ Albert de Surgy, *L'Église du Christianisme Céleste: Un exemple d'Église prophétique au Bénin*, Éditions Karthala, Paris, 2001, p.7

⁶⁸ Fernand Lafargue, *Religion: Magie, Sorcellerie, des Abidji en Côte d'Ivoire*, Nouvelles Éditions Latines, Paris, 1976, p.9-10

⁶⁹ Babacar Fall, *Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1946)*, Pagination de l'édition papier: p.329-336, *Civilisations*, 41, Mélanges Pierre Salmon II, 1993, p.2-3

Cependant, une présentation de l'histoire coloniale du pays de cacao s'en suit dans la section suivante.

1.1 La colonisation de la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est devenue officiellement colonie française le 10 mars 1893.⁷⁰ Son premier gouverneur était Louis Gustave Binger dont la ville de Bingerville porte le nom. Binger est succédé de Gabriel Angoulvant qui régna de 1908 à 1917. Finalement, le pays fut inclus dans la Fédération de l'Afrique Occidentale Française (AOF) de 1904 à 1958.⁷¹ Elle était donc colonie d'outre mer durant la troisième république française jusqu'à la période de la deuxième guerre mondiale. Une fois la fin de la 2^e guerre mondiale, un mouvement anticolonial se crée en Côte d'Ivoire.⁷² Félix Houphouët Boigny devint l'un des leaders du syndicat des travailleurs pour la cause du droit des ouvriers indigènes sur la base de la loi du 1^{er} février 1946 (loi Houphouët Boigny).⁷³ Il continuait toujours sa lutte de combattant pacifique et devient le leader du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) fondé à Bamako (Soudan français actuel Mali) en 1946.⁷⁴ De son courage ardent, il en fait une force tranquille et contribua à l'abolition du travail forcé qui s'est achevé par des incidents sanglants à Dimbokro en 1950. Ces dites manifestations étaient sous la conduite du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). De son esprit de fameux leader politique du PDCI, Félix Houphouët Boigny (FHB) avait une ouverte et vaste vision pour l'avenir de son pays et celui de sa sous région et même l'Afrique toute entière.

Il opta alors pour une politique de porte ouverte dite politique d'intégration. De cette stratégie par le biais des plantations de cacao et de café, il réussit à attirer les travailleurs contractuels des pays voisins de la Haute Volta actuel Burkina Faso.⁷⁵ Ces immigrants de diverses régions étaient employés dans les plantations de produits d'exportations. Parmi ces immigrants, était beaucoup plus remarqué la présence des Voltaïques (Burkinabés) et Maliens. La présence des contractuels Burkinabés en sol Ivoirien en 1950 était de cent mille (100.000) personnes. Chiffre Burkinabé qui connut une ascendance en 1965 avec une représentation d'environ un million d'individus en 1965.⁷⁶ Parmi eux, des employés contractuels temporaires et d'autres à

⁷⁰ Philippe David, *La Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2009, p.27

⁷¹ Ibid

⁷² Fall (Civilisations, 41, 1993:4)

⁷³ Gérard Fonteneau, *Histoire du syndicalisme en Afrique*, Éditions Karthala, Paris, 2004, p.42

⁷⁴ Virginia, Thompson, *West Africa's Council of the Entente*, Cornell University Press, Ithaca, N.Y, 1972, p.xvii

⁷⁵ Akindès (2004:8)

⁷⁶ Eric R. Wolf, *Europe and the people without history*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles & London, 1982, p.383

titre permanent. Dès lors, les activités agricoles qui attiraient les regroupements de nombres importants d'immigrants vers la Côte d'Ivoire motivaient ou encore favorisaient des mouvements migratoires de tout sens. Tout ceci a encore activé les différents secteurs agricoles représentés par les produits tels que le cacao, le café, la banane, l'ananas, le bois qui n'ont été connus et valorisés par le biais du colon.⁷⁷ Cependant, ces nombres grossis de plantations étaient sous la gérance d'une certaine classe de riches planteurs du sud qui en profitaient largement du bénéfice de gain. Ces derniers proviendraient des familles de chefs coutumiers traditionnels. Ils détenaient en sorte des superficies de parcelles ou étaient des propriétaires terriens.

Étant donné qu'ils avaient le monopole des terres, ils étaient bien placés pour en distribuer. De ce fait, ils en libéraient certaines de leur portion de terre aux immigrants Burkinabés pour en faire des champs et recevoir en retour rémunération.⁷⁸ Tandis que d'autre part, les colonisateurs occupaient les postes stratégiques dans les différents domaines de la haute formation technique, l'administration et de la supervision économique.⁷⁹ En raison des plantations des produits d'exportations, les infrastructures sont développées avec la construction des routes, du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou, le canal de Vridi en 1950 et le port d'Abidjan. Dans le but d'exporter les produits agricoles et d'importer les produits manufacturés.⁸⁰ Au vu de ce dynamisme reposant sur les produits agricoles d'exportations accompagnés d'un véritable système d'infrastructure, la Côte d'Ivoire connût un essor de développement économique. Probablement, avec tous ses atouts elle devint une république autonome après le référendum de 1958, encore plus elle acquérait son indépendance le 7 Août 1960.⁸¹

⁷⁷ Virginia, (1972: 144)

⁷⁸ Roger Bastide, *Mémoires de l'institut Français d'Afrique Noire*, No 14, Mission dans l'Est libérien-Résultats démographiques, ethnologiques et anthropométriques, Annales, Économies, Sociétés, Civilisations, 7^e année N.4, 1952.pp. 565-567, p.567

⁷⁹ Virginia (1972:147)

⁸⁰ Ibid, p.144

⁸¹ Discours de Monsieur Houphouët Boigny chef de l'État de Côte d'Ivoire à l'occasion de la proclamation de l'indépendance 7 août 1960 (source:www.fondation-fhb.org/download/DISCOURS%20FHB%200720-08-1960.pdf)

1.2 Indépendance dudit territoire

Le territoire qui fût exploré et qui jadis ouvrit ses « bras » à tout visiteur était à un moment de son histoire un département d’Outre-mer puisqu’appartenant à l’ex puissance coloniale, la France. Les habitants de ce territoire avaient véritablement essayé de profiter de la période de la seconde grande guerre pour revendiquer de leur droit. Ils abondaient de tout côté en s’opposant à ce qu’ils qualifiaient d’injuste vis-à-vis de leur personne. Ce droit qu’ils revendiquaient, était de ne plus être considéré « sujet » mais plutôt vu comme individus, de personnes humaines qui semblaient être capables de diriger leur propre avenir. Ils étaient dès lors déterminés non seulement à être libre mais aussi à s’investir davantage dans les activités agricoles, en l’occurrence travailler d’arrache pied pour plus de la production du cacao et celle du café. Le syndicaliste Houphouet Boigny qui oeuvrait incessamment et qui parcourait presque tout le territoire ivoirien et celui de ces voisins francophones essaya de mettre sur pied une force opposée à la puissance coloniale et cela durant la phase la plus absolue de la grande guerre. Le 1^{er} février 1946, la Loi Houphouet Boigny est mise en place et mît un terme au travail forcé non seulement en Côte d’Ivoire, mais également dans les colonies françaises. Houphouet n’était pas le seul à œuvrer dans cette voie, il était aussi assisté du gouverneur Félix Éboué qui menait un combat semblable.

Un peu plus tard, la loi Houphouet Boigny sera soutenue par le décret français du 11 avril 1946 autorisant la liberté de réunion dans les colonies d’Afrique. Jour après jour, de nouveaux décrets soutenaient, l’un après l’autre, la loi Houphouet Boigny, parmi lesquels nous observons le décret du 16 avril 1946 (liberté d’association), celui du 7 mai 1946 (abolition du système d’indigénat bien sûre dans les colonies) et celui du 28 septembre de la même année (la liberté de la presse).⁸² Ce fut durant cette période que le pouvoir coloniale s’est libéralisé.⁸³ Avec le temps, tous les autres territoires voisins s’organisèrent en syndicat et parti politique. Les différents leaders se côtoyèrent constamment dans l’optique d’obtenir leur indépendance totale. Ce fut à ce moment bien précis que différents groupes se sont formés. Un groupe qui aurait pu être considéré du clan Houphouet et un autre appartenant à ceux de Sékou Touré et de Kwame Nkrumah. À cette époque se posait déjà un problème de leadership à l’espace régionale entre ceux qui optaient pour le panafricanisme et la coopération occidentale. A ce combat s’ajoutait celui des différents partis politiques ivoiriens avec à leur

⁸² Fonteneau (2009:42)

⁸³ Jean-Pierre Dozon, *Une Anthropologie en mouvement: L’Afrique miroir du contemporain*, Éditions Quae, Versailles, 2008, p.58

tête des personnes telles que Biaka Boda, Adrien Dignan Bailly. La course au pouvoir est ardemment observée entre les leaders Houphouët du Syndicat Agricole Africain (SAA) et celui d'Adrien Dignan Bailly de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Le SFIO est un parti qui fut dissolu et remis sur pied.⁸⁴ Toujours dans la course politique, il se dessinait une opposition de taille masquée entre Biaka Boda et Félix Houphouët Boigny, qui des deux devrait être la personne la plus appropriée à gouverner le territoire une fois libre. Le prix à payer entre les deux leaders, fut soldé par la disparition du sénateur Biaka Boda.⁸⁵ Le PDCI-RDA resta avec à sa tête comme leader potentiel Houphouët et marqua l'ère politique en Côte d'Ivoire. Les élections territoriales de 1957 lui sont favorables, puisque le parti est associé de 1956 à 1959 au gouvernement socialiste à Paris.⁸⁶ En 1958, le territoire obtint le statut d'État membre de la Communauté Régime parlementaire. Elle fut ainsi admise au rang d'une république, d'où la République de Côte d'Ivoire. Le pays célébra finalement sa fête d'indépendance le 7 août 1960.

Le travail forcé étant achevé ainsi que le problème de leadership résolu et l'indépendance obtenue, alors nous assisterons à une indépendance économique marquée par le boom des produits d'exportations. Par ailleurs, ce fut la course à la montre pour plus de fèves de cacao et cerises de café et encore d'autres produits tropicaux tant demandés sur le marché international. Les ouvriers ainsi que les propriétaires terriens vont tous ensemble communiquer le même langage de gain en donnant le meilleur d'eux-mêmes par le biais d'une coopération que l'on qualifierait de complicité. Tout ceci mêlé et confondu, mènera à la fois à un essor et une crise économique dudit territoire.

1.3 L'essor et la crise économique du territoire

Le territoire obtint son indépendance le 7 août 1960.⁸⁷ À cette époque, la Côte d'Ivoire avait une superficie de 322 000 km² (322 462 km² de nos jours) et une population de moins de 3 millions d'habitants (21 millions en 2010). Elle opta pour le train de réussite qui suscita un essor économique pour le pays. Les infrastructures ainsi que les matières d'exportations sont de véritables preuves qui conduiraient sans failles à son développement. La nation ivoirienne dès la fin des années cinquante était déjà vue comme le pays francophone le plus excellent et

⁸⁴ Philippe Lemarchand, *L'Afrique et l'Europe : Atlas du XXe siècle*, Éditions Complexe, Paris, 1994, p.173

⁸⁵ Devalois Biaka, *La « disparition » du patriote Victor Biaka Boda: Plaidoyer pour libérer sa dépouille mortelle*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1993, p.9

⁸⁶ Lemarchand (1994:173)

⁸⁷ A. M. Cotton, Le rôle des villes moyennes en Côte d'Ivoire. In: Bulletin de l'Association de géographes français, N. 410, 50^e année, Juillet-octobre 1973, pp. 619-625, p.621

prospère. Il a continuellement accru ses revenus d'exportation.⁸⁸ D'où la Côte d'Ivoire postcoloniale fût comptée parmi les pays de l'Afrique subsaharienne ayant un haut revenu par habitant. Cet essor est obtenu juste après son indépendance, dans les débuts des années soixante au vu de la politique de porte ouverte menée par son père fondateur Félix Houphouët Boigny.

En somme, la prospérité du pays était basée sur le boom des produits d'exportation qui connaissait régulièrement une croissance rapide. Dès lors, des chiffres en milliers et souvent en millions de tonnes prouvaient cette croissance rapide en fonction des diverses activités agricoles. Ce qui donna comme suit des résultats pour des productions suivantes en fonction des périodes 1950 à 1965 voir 1980. Ce sera ce sur quoi la section suivante donnera de amples détails. Nous insisterons sur les produits d'exportations qui ont permit à la nation ivoirienne de gagner de l'avance sur les autres territoires de l'Afrique Sub-saharienne. Les principales activités agricoles du pays connaissent d'essors inédits.

En commençant par l'exportation de café à la production du cacao sans toutefois omettre les autres cultures telle que celles de l'ananas, du bois et autres. La production du café qui fût de cinquante cinq mille (55 000) tonnes en 1950 était de deux cent cinquante mille (250 000) tonnes en 1965. Cependant, la production de cacao dans la même période était de cinquante mille (50 000) tonnes a vu ses chiffres s'élever à cent vingt mille (120 000) de façon respective comparée aux deux dates. Ce qui sera le cas pour l'exportation de la banane, de vingt mille (20 000) tonnes à cent cinquante mille (150 000) tonnes. Tandis que pour la production d'ananas, les chiffres étaient ciblés à quarante mille (40 000) tonnes. Le secteur du bois évolua de quatre vingt dix mille (90 000) tonnes en se fixant à un million deux cent cinquante mille (1 250 000) tonnes. En conclusion, en quinze (15) ans l'exportation en Côte d'Ivoire réalisa une croissance économique positive de 4,4.⁸⁹ Par conséquent, tous ces différents résultats permirent au pays de demeurer économiquement fort jusqu'à la période des années 80. Tous les efforts connus du pays se faisaient avec l'aide de la France qui gérait les activités économiques et culturelles par l'appui de sa présence militaire.⁹⁰ L'essor économique obtenu toutefois bien géré reste toujours un atout au développement. Par contre, l'inverse des choses conduirait à un déséquilibre économique.

⁸⁸ Virginia (1972:viii)

⁸⁹ C. Maldonado, B. Gaufryau & autres auteurs, *L'économie informelle en Afrique francophone: Structure, dynamiques et politiques*, Éditions Bureau International du Travail, Genève, 2001, p.311

⁹⁰ Richard, Joseph. *Review of Africa Political Economy*, No. 6 (may-august 1976) p.4

1.3.1 Le boom économique des années 1950 à 1970

Bien avant les années 1950, la Côte d'Ivoire excellait déjà avec la culture du cacao et du café ainsi que d'autres activités de produits tropicaux qui furent introduites par le colonisateur. Il est donc fort probable que tous ces produits connaissent un boom en fonction de ses espèces et de production. Pour ainsi corroborer l'essor qu'enregistrait le territoire depuis les périodes 1936 à 1937 un tableau sera dressé ci-dessous avec les différents produits d'exportation à cette date bien détaillée.

Les produits d'exportation enregistrés durant les années 1936 et 1937

Produits (en tonnes)	1936	1937
Bois	47 162	81 909
Banane	6 611	8 614
Café	6 484	10 080
Coton	2 018	2 219

Source: Archives de la chambre d'Agriculture d'Abidjan, *Budget local de la Côte d'Ivoire*, « Exercice 1939 »

Le tableau ci-dessus relate le boom des produits agricoles enregistré durant les périodes 1936 et 1937. Quatre produits tropicaux ont été exportés parmi lesquels nous observons une augmentation en production de chaque. Une énorme production du bois est enregistrée. Nous constatons que cette production avait presque doublé. De 47 162, cette production passe à 81 909 tonnes avec un pourcentage de 73.67%. Tandis que la production de banane présentait une courbe positive puisqu'elle était de 6 611 et a grimpé à 8 614 tonnes juste après une année. Par ailleurs, la production du café continuait sa croissance et marquait un résultat de 10 080 en 1937 tandis qu'elle enregistrait un chiffre de 6 484 l'année d'avant. Cependant, la production du coton était négligeable due à sa timide production qui se justifierait au manque d'importance du secteur. Du coup, la production de la banane et du coton en pourcentage, était de 30.30% et 55.46% de façon respective. En somme, ceci signifie que dès la période coloniale, le territoire était déjà prospère. Nous pouvons conclure ici que la prospérité ne se forge pas d'elle-même, par contre il faut un lot d'atouts pour qu'elle puisse être réalisée.

Le bon résultat obtenu ne venait que du dur labeur dont les paysans avaient fait preuve. Ces derniers travaillaient durement pour satisfaire la demande de ces produits d'exportation, sur le marché international, dont ils n'avaient certainement aucune idée. La vente de 1937 avait rapporté un montant colossal d'une valeur de 78 872 569 Francs. En 1936, le montant obtenu était de 34 784 278 Francs.⁹¹ Nous constatons que d'énormes efforts ont été fournis par les agriculteurs ivoiriens. Par ailleurs, nous pouvons aussi dire que la période de guerre en Europe en général et en particulier en France a ralenti l'exportation et l'importation des produits demandés puisqu'il était presque impossible de naviguer par moyen maritime.

Deux autres tableaux seront dressés dans l'optique de toujours vérifier le boom économique dudit territoire, mais qui également retrace le problème de difficulté d'importation et d'exportation de 1939 à 1944.

Difficulté d'exportation de 1939 à 1944

Produits (en tonnes)	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Cacao	55 185	45 359	42 961	28 592	543	14 672
Banane	14 286	4 639	0	9	2	1
Bois	42 887	23 220	2 995	8 135	2 410	11 363
Huile de palme	3 871	2 420	1 155	1 743	2 942	2 612

Source: Chambre de commerce de la Côte d'Ivoire, « *Compte rendu de la réunion du 20 mars 1941* », p.1879

Le tableau ci-dessus démontre la difficulté d'exportation des produits tropicaux vers les destinations initiales, c'est-à-dire, vers l'Europe en occurrence la France. Cette difficulté était un blocage tant sur le plan d'exportation de ces produits qu'à l'importation. Les chiffres du tableau nous le prouvent. Il était impossible d'importer et d'exporter du fait que la guerre était à son « peak ». Donc, durant la période de guerre qui s'écoulait de 1939 à 1944, nous constatons que tous les produits d'exportation connurent une chute en production. D'où la

⁹¹ Source: Archives de la Chambre d'Agriculture d'Abidjan, *Budget local de la Côte d'Ivoire*, « *Exercice 1939* »

baisse des chiffres de produits d'exportation. Cependant, deux produits tropicaux que sont le cacao et le bois connurent à tour de rôle comparés aux autres productions une hausse en chiffre dans la période de 1944.

Autrement, nous allons étudier les chiffres du tableau suivant mettant un accent sur la difficulté des produits d'importation durant la phase 1939 à 1944.

La difficulté d'importation (en tonnes) durant la période 1939-1944

1939	1940	1941	1942	1943	1944
105 169	51 253	5 025	23 639	26 290	31 193

Source: Bulletin de la chambre de commerce de la Côte d'Ivoire « *Importation de la Côte d'Ivoire portant sur la période 1899-1948* », statistique de Mai 1949

Le tableau ci-dessus retrace les difficultés d'importation de la Côte d'Ivoire en relation avec la période 1939-1944 suivant les statistiques de Mai 1949 sur la base de la chambre de commerce de la Côte d'Ivoire, lié à la période 1899-1948. Nous observons, sur la base des chiffres du tableau, deux différentes courbes. La première courbe s'étudie sur la période 1939-1942 et elle nous démontre une chute brutale des activités d'importation. D'année en année, nous constatons que de 105 169 tonnes nous passons à 23 639 tonnes. Cette baisse était remarquable. Et cela était certainement lié à la période la plus tendue de la guerre en Europe en général et en particulier en France. Il était donc inadmissible de pratiquer ce genre d'activités tandis que l'importateur se trouvait préoccupé à autre chose qu'était la guerre. Mais la seconde courbe qui se présente de 1942 à 1944 est concluante puisqu'elle est ascendante. De 23 639 elle connaît une légère hausse en 1943 avant de faire un boom de 31 193 tonnes d'importation en 1944. Cette hausse en importation peut se justifier par la maîtrise de la guerre des Alliés qui marqua sûrement la fin des hostilités.

De façon générale, le socle de l'économie ivoirienne repose sur la production et l'exportation des produits agricoles, en l'occurrence des cultures du cacao et du café. De ce fait, nous nous intéresserons à retracer l'historique de ces deux cultures qui ont tant été convoitées par les habitants autochtones et allogènes du territoire. L'idée de retracer l'origine de ces produits est de nous permettre d'avoir une idée plus claire et vaste des deux produits d'exportation qui consolident l'économie ivoirienne depuis plusieurs années en arrière. Et cela avant

l'indépendance du pays, les agriculteurs produisirent le cacao, le café et autres produits tropicaux tels que l'ananas qui a été introduit sur le territoire par le colon.⁹² Cette même population qui s'opposait à la colonisation a soit augmenté le nombre de sa production en centaine de milliers ou en millions de tonnes au cours des années. Du nord au sud en passant d'est en ouest, ces anciens ouvriers étaient motivés à produire plus de fèves de cacao et de cerises de café. Cependant, la culture de cacao avait été depuis introduite au Ghana bien avant que les Ivoiriens n'en prennent connaissance.⁹³ Avec le temps, ces deux activités agricoles demeuraient le socle de l'économie ivoirienne. Alors, la Côte d'Ivoire fit de son mieux en dérochant la place du Ghana, pays leader et producteur mondial de cacao et devint désormais la plaque tournante des fèves en 1978.⁹⁴ Puisque ces deux produits devenaient très importants dans la vie des Ivoiriens et également pour le marché international, ces habitants doublèrent d'effort dans leur production.

Le cacao et le café étant considérées deux denrées importantes mondialement, des recherches de perfectionnement ont été mises sur la cerise ainsi que sur la production du café.⁹⁵ Pour ainsi matérialiser la chose, la construction des lieux de sa consommation communément appelés « café » ont été établis. Et à cette époque consommer du café dans ces différents lieux marquait un signe de richesse. Pour maintenir ces deux produits que sont le cacao et le café, des laboratoires ainsi que des instituts ont été créés ou mis sur pied. À cette période bien précise, manger du chocolat ou fréquenter des lieux où l'on consommait du café était signe de bourgeoisie. Par conséquent, cette nouvelle mouvance créa une différence de classe sociale avec la formation de club de gentlemen, riche, intellectuels, professionnels et commerçants.⁹⁶ En république de Côte d'Ivoire, quand bien même que les habitants consomment difficilement le chocolat ou le café soluble, ils demeuraient néanmoins les bons producteurs de ces deux denrées. Cependant, en 1880, dans la région d'Aboisso naquirent les premières plantations de cacao. En 1905, la culture du cacao attint d'autres régions telles que M'Batto, Bingerville, Dabou, Grabo et Tiassalé. Ces localités étaient considérées la boucle du cacao. Par ailleurs, avec l'affluence des immigrants en sol ivoirien, la culture du cacao s'étendait à d'autres régions qu'étaient Gagnoa, Daloa, Soubré, Guiglo et certaines nouvelles villes.⁹⁷

⁹² http://web.stanford.edu/class/e297c/war_peace/africa/hage.html

⁹³ Wolf (1982:340)

⁹⁴ Bogetic, Zeljko; Noer, John & Espina, Carlos, *Côte d'Ivoire: from success to failure a story of growth, specialization, and the terms of trade*, November 2007, p.1-2

⁹⁵ Ukers H. William, *All about coffee*; tea and coffee trade journal Company, New York, 1922, p.1

⁹⁶ <http://www.history.co.uk/study-topics/history-of-london/londons-coffee-houses>

⁹⁷ http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/pt5/travaux_d/06895.pdf

Quelques années plus tard, il se forma un front pionnier de cacao qui couvrait les régions du sud-est jusqu'au sud-ouest en partant du centre-est au centre-ouest.⁹⁸ Durant la période de la guerre, les agriculteurs étaient obligés de produire plus pour obtenir assez d'argent peu importe les difficultés que l'on rencontrait par rapport à l'exportation. Pour cette raison, le pays était très visité par rapport à sa production de produits d'exportation. Et cela a fait connaître le territoire que la France avait conquis et modelé à l'échelle internationale même si les planteurs n'étaient pas ceux qui fixaient le prix des denrées au marché international.⁹⁹ De façon satisfaisante, la Côte d'Ivoire restait parmi les pays producteurs mondiaux de cacao et de café. Au cours de la décennie soixante dix (70), la production du pays atteint sa plus haute production de cacao et de café. La Côte d'Ivoire demeura donc importante aux yeux des acheteurs et commerçants de cacao et de café.

En 1957, un institut de café est créé en Côte d'Ivoire par Georges Monnet. Cet institut était destiné à la promotion et à la préservation ainsi qu'à la conservation des bureaux du cacao, café et du thé. Les lignes suivantes donnent une étude sur l'activité du cacao en république de Côte d'Ivoire en premier lieu et en seconde partie le cas de la culture du café.

En somme, ces deux activités agricoles permettant à la Côte d'Ivoire d'avoir un rôle important dans l'économie internationale si l'on peut le dire en quelque sorte. En définitif, la Côte d'Ivoire fait l'objet de visite par rapport à sa production de cacao et de café. Le territoire depuis 1978 devint le premier pays producteur mondial de cacao et se hissa parmi les grandes nations exportatrices de café.¹⁰⁰ De ce fait, nous pousserons notre étude sur la position de classement mondial par rapport aux fèves de cacao et de cerises de café. Les lignes suivantes nous éclairent sur les principaux secteurs agricoles.

⁹⁸ Ibid

⁹⁹ Bernard Contamin & Harris Memel-Fotê, *Le modèle Ivoirien en questions: Crises, ajustements, recompositions*, Éditions Karthala & Éditions de l'ORSTOM, Paris, 1997, p167

¹⁰⁰ Francois Ruf, *Booms et crises du cacao: Les vestiges de l'or brun*, Éditions CIRAD-SAR & Karthala, Montpellier & Paris, 1995, p.161

1.3.2 Les principaux secteurs agricoles

La Côte d'Ivoire doit son succès agricole à son mentor, la France.¹⁰¹ Depuis la période coloniale jusqu'à l'ère de son indépendance et celle des années quatre vingt (80), les Ivoiriens ont produit massivement du cacao et café, puisque ces deux denrées étaient exclusivement demandées internationalement.¹⁰² Ces deux produits semblaient être inséparables et dépendaient du stock d'échange de Londres et de New York.¹⁰³ La production du cacao et du café était estimée en centaine de milliers et encore en million de tonnes. Tout ce boom permit donc le pays à se forger une économie et politique stable, ce qui lui donnait le sens de prospérité. Plus d'un de la population ivoirienne était attiré par la culture des deux denrées ce qui les motivait d'en faire une partie d'eux-mêmes en quelques mots. Ces derniers privilégièrent ces deux produits par rapport aux autres. Durant des décennies la Côte d'Ivoire a vu son économie fleurir par rapport à la production du cacao et du café. Ces deux denrées restent les piliers de l'économie nationale ivoirienne.¹⁰⁴ Du point de vue de leur engagement ou attachement à la production du cacao et du café, une bonne marge d'Ivoiriens s'est transformée en agriculteurs et non pratiquant n'importe laquelle des agricultures, mais plutôt celle axée sur la production du cacao et du café. Une bonne partie de la région forestière est favorable à la culture des deux denrées demandées au plan national, régional et international. Du coup, la population du sud possède des plantations de cacao et de café.

Depuis les années 1870, la production du cacao et du café étaient déjà envisagée dans la zone sud du pays.¹⁰⁵ De la rente de ces denrées, les agriculteurs assurèrent l'avenir de leur famille et tout encore en scolarisant leurs enfants dans des établissements. De leur gain ils organisèrent des cérémonies telles que la célébration des fêtes de fin d'année ou des évènements importants. En quelque sorte, la culture du cacao et du café après vente permettaient d'avoir un avenir meilleur puisqu'elle contribuait à parer aux nécessités urgentes et quotidiennes. Décidemment, le cacao et le café demeuraient des denrées utiles aux agriculteurs et à l'État de Côte d'Ivoire, puisque leurs productions favorisaient les deux camps (agriculteurs et État ivoirien). Ces denrées représentaient des sources de revenus pour la majeure partie d'Ivoiriens ainsi qu'à l'appareil étatique. Une sorte de symbiose se créa entre les deux pour mettre sur pied une caisse de stabilisation et de péréquation (CAISTAB). Cet

¹⁰¹ http://web.stanford.edu/class/e297c/war_peace/africa/hage.html

¹⁰² Serge Volper, *Du cacao à la vanille: Une histoire des plantes coloniales*, Quae Éditions, Versailles, 2011, p.12-13

¹⁰³ <http://www.oecd.org/fr/csao/publications/39596515.pdf>

¹⁰⁴ Philip Abbott, *Distortions to agricultural incentives in Côte d'Ivoire*, 2007, p.1-2

¹⁰⁵ Clarence-Smith, William Gervase, *Cocoa and chocolate 1765-1914*; Routledge, New York, 2000, p.145

appareil mis sur pied par l'État ivoirien était doté de l'achat de la production des planteurs et de la vente sur le marché international dans l'optique de sécuriser les rentes des agriculteurs.

La CAISTAB était une réserve monétaire et un acteur permettant de stabiliser le prix du cacao ainsi que celui du café.¹⁰⁶ Ainsi donc, un système aurait été établi pour sécuriser la rente des agriculteurs et celui de l'État ivoirien pour qui l'agriculture et l'exportation du cacao et du café était de très grande importance, pour l'économie nationale et celui des particuliers. Finalement, c'est ce qui nous motive à étendre notre curiosité sur l'étude séparée et comparée de la production et de l'exportation du cacao et du café ivoirien. La section suivante nous donnera les détails sur l'origine du cacao ainsi que de sa combinaison production-exportation.

a) L'activité du cacao

Les activités cacaoyères auxquelles s'agrippèrent les habitants de Côte d'Ivoire n'étaient pas d'origine ivoirienne, mais plutôt instaurées sur le territoire par l'ami indéniable de l'ex colonie, la France. En un mot, c'est l'héritage reçu de l'ancienne puissance colonisatrice. Ces derniers étant très attentifs à ce que leur avait légué leur « bienfaiteur » ils donnèrent le meilleur d'eux qui se justifiaient par le rendement massif de leur production. La culture du cacao serait elle d'origine occidentale, d'où du coup une activité agricole française? Si nous pouvons nous poser la question. Il est bien dit qu'elle a été introduite en Côte d'Ivoire par l'ancienne puissance colonisatrice. La culture du cacao n'exceller pas en zone tempérée, mais plutôt en région tropicale, dans la zone s'étendant sur la ceinture du vingtième degré nord et celui du vingtième degré sud de l'Équateur.¹⁰⁷ D'où la question de savoir son origine est tout de même nécessaire à étudier. Cette activité demeure jusqu'à nos jours une culture ivoirienne, car plus d'un en sont impliqués et vivent massivement de la rente du cacao qui également profiterait à l'État de Côte d'Ivoire. Bien! Les plants de cacao ont été instaurés en territoire ivoirien par le colon, chose qui est indiscutable.

L'activité cacaoyère a transformé une bonne partie de la population ivoirienne en classe ouvrière soit traditionnelle si nous nous référons à la théorie de Rostow, du fait que cette nation restait figée à la production du cacao avec des méthodes archaïques.¹⁰⁸ À une certaine époque, le cacao succéda au café. Il devint alors recherché internationalement. Ce fut à cette

¹⁰⁶ Bernard Comte, *Essai: La responsabilité du FMI et de la Banque Mondiale dans le conflit en Côte d'Ivoire*, Études Internationales, vol. 36, n.2, 2005, p.219-229, p.222

¹⁰⁷ Centre du commerce international, Développement des produits et des marchés, *Cacao: Guide des pratiques commerciales*, Genève, 2001, p.5

¹⁰⁸ Rostow, W.W, *Les étapes de la croissance économique*; Editions du Seuil, Paris, 1962, p.15

époque que Verdier et Brétignères en profitaient pour introduire sa culture en Côte d'Ivoire, plus précisément à Elima, dans la région d'Aboisso.¹⁰⁹ Tout le monde entier constata que le cacao excellait au profit de celui du café, chose que nul ne pouvait nier, puisque les plantations de café se mouraient. Et cette décadence du café par rapport à l'apogée du cacao se constatait dans les régions de la Dominique et du Surinam.¹¹⁰ À l'opposé, la Côte d'Ivoire resta le territoire où des populations notaient l'évolution de la culture du cacao qui se remarquait par sa production ardente. Son activité permit à certains individus qui n'étaient massivement représentés que de par la classe villageoise à être active en exerçant la culture du cacao. Ce qui à son tour grossissait le chiffre d'affaire de l'économie ivoirienne. Sur ce point, les actions de coopération ou de collaboration entre planteurs ou populations rurales et appareil étatique ivoirien étaient aux beaux fixes. Les deux acteurs furent en parfaite entente ou symbiose du coup où nous penserions avoir en image l'idée de l'anémone de mer et du Bernard l'ermite. Sur cette base, la création d'une CAISTAB est mise sur pied.

Du coup, cette activité qui motiva à créer une CAISTAB en Côte d'Ivoire est originaire d'Amérique centrale. La culture du cacao dans cette région, représentait un moyen de paiement de tribut. Et ce mode de paiement de tribut était institué par les colons Espagnols sur les populations autochtones d'Amérique latine, vis-à-vis, de leurs fonctionnaires royaux.¹¹¹ Par ailleurs, les autochtones ont fait du cacao une boisson chocolatée. Le cacao arriva en Europe par le biais de l'Italien Antonio Carletti qui a vécu bon nombre d'années aux Antilles. Il est celui qui introduisit la méthode de la boisson chocolatée en Europe.¹¹² La consommation de la boisson chocolatée était juste observée que dans le milieu de la bourgeoisie, puisqu'elle n'était pas officielle.

Ce ne sera qu'au 17^e siècle que les Hollandais ne transféreront que la culture du cacao sur l'île de Sao Tomé et dans le Golf de Guinée ainsi que dans les territoires aux alentours de l'Afrique de l'Ouest. Ainsi, en 1879, la culture du cacao atteint Akim Abuakwa (actuel Ghana).¹¹³ En 1910, la production du Ghana et de celle du Sao Tomé représentait de 26% de

¹⁰⁹ <http://www.monde-diplomatique.fr/1959/10/A/23257>

¹¹⁰ William Gervase Clarence-Smith, *Cocoa and chocolate 1765-1914*, Routledge, New York & London, 2000, p.174-175

¹¹¹ Eric R. Wolf, *Europe and the people without history*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles & London, 1982, p.140

¹¹² <http://www.essortment.com/history-chocolate-41087.html>

¹¹³ Wolf (1982:340)

la production mondiale ce qui était estimée à 50 000 tonnes.¹¹⁴ En 1919, durant la première guerre mondiale, les planteurs de cacao ont élargi l'aire des plantations.

En 1920, les pays producteurs comblaient la demande mondiale de cacao de 357 000 tonnes, tandis que la production des pays de l'Amérique latine représentait 42% de la production mondiale en termes de matière premières. Quant à l'Afrique, elle fournissait 56% de la production totale, ce qui correspondait à 200 000 tonnes et le Ghana seul avec une production de 150 000 tonnes de cacao.¹¹⁵ En somme, la production africaine de cacao en ces jours là provenait spécialement de la côte d'or (l'actuel Ghana). Durant cette même époque les colonies françaises toute ensembles produisirent 10% de la production mondiale du cacao. Il était donc impossible de parler de concurrence entre la Côte d'Ivoire et le Ghana, puisque la côte d'or devançait énormément son voisin. Durant la décennie soixante, le Ghana produisait 307 000 tonnes de cacao tandis que la Côte d'Ivoire n'en fournissait que 90 000 tonnes.¹¹⁶ L'écart entre les deux pays producteurs de cacao était très grand. De 1930 à 1960, la production des pays africains fournisseurs de cacao représentait 66% de la production mondiale. Cette hausse était saluée par les productions respectives du Ghana et du Nigeria qui était de 50% de la production africaine. Cependant, le Brésil à lui seul produisait la moitié des 32% des productions de l'Amérique latine.

En somme, de 1930 à 1960, nous constatons que la production de cacao à l'échelle internationale était passée de 500 000 tonnes à un million de tonnes. Généralement, durant trois décennies, nous remarquons que la production de cacao avait doublé. Il était normal de confirmer que la denrée était véritablement recherchée. Ainsi les agriculteurs s'adonnaient davantage à sa production pour satisfaire la demande. D'où nous pouvons conclure qu'une bonne partie de ces habitants demeurait agricole ou à l'état traditionnelle, puisque les moyens de travail étaient rudimentaires. Pour corroborer les faits de notre projet de recherche sur l'étude du cacao, nous dresserons un tableau ci-dessous pour commenter la demande du cacao français des périodes 1920 à 1960.

¹¹⁴ Volper (2011:65)

¹¹⁵ Volper (2011:67)

¹¹⁶ Ibid, p.68

La satisfaction de demande de cacao français de 1920 à 1960

Année	1920	1925	1939	1945	1959/1960
Cacao (tonnes)	40 000	40 000	40000	45 000	50 000

Source: Volper, 2011, p.69

Le tableau ci-dessus nous prouve combien de fois la demande en cacao était grande durant la période 1920 à 1960. La satisfaction était bonne et positive dans la mesure où les planteurs fournissaient plus d'effort pour combler le besoin des demandeurs. À un certain point, qui demeure visible, il semblerait même voir et confirmer que la courbe présentait une stagnation au cours des périodes 1920, 1925 et 1939, ce qui s'expliquerait par la production identique de 40 000 tonnes de cacao. En somme, cette production identique pourrait s'expliquer par le fait que l'année 1920 correspondrait juste à la période d'après guerre. La guerre qui venait de s'achever en 1918. Et l'année 1925 parce que ces populations se remettraient des effets néfastes des conflits, mais aussi une crise financière s'annonçait sûrement. La période 1939 marquait le début de la deuxième guerre mondiale.¹¹⁷ Alors, il était très difficile après une crise financière¹¹⁸ qui avait sévit en plus d'un taux de chômage aigu auquel s'ajoutait une autre guerre qui avait déjà laissé des séquelles tout au cours de la toute première, il était évident que la demande soit identique aux autres durant cet intervalle.

De 1945 à 1959 voir 1960, nous notons que la courbe est ascendante du faite que la satisfaction passe à 45 000 et atteint la barre de 50 000 tonnes. Il est fort probable que la guerre était à sa fin. Plus de combat, les eaux maritimes étaient navigables. Rien ne pouvait poser problème à l'écoulement des matières tant demandées en France. Une France libre qui voulait se repositionner avec sa consommation en cacao. Les colonies françaises fournissaient sans aucune difficulté la France. Décidemment, la Côte d'Ivoire qui devenait indépendante à cette époque continua de produire plus avec une hausse qui se remarquait de 1960, 1965 et 1975. Une production ascendante de 90 000 tonnes, à 138 000 tonnes et de 241 000 de façon respective en fonction des années mentionnées précédemment.

¹¹⁷ Gloria Mullinax, *Reflections on a time that has past the 2nd World War years 1939-1945*, Xlibris, Indianapolis, 2012, p.3

¹¹⁸ Alain Cazalé, *L'information économique et financière et la crise*, Revue d'économie financière, Année 2010, volume 98, numéro 3, pp.85-103, p.83

En 1932, sur les 130 000 hectares de plantations de cacao 122 500 hectares appartenait à la population autochtone (aux Ivoiriens).¹¹⁹ En fait, ces hectares ont été élargis durant la période 1973 à 1981. De nos jours, les plantations de cacao couvrent une superficie de deux millions d'hectares. Sur la base des superficies élargies de plantations de cacao, un évènement remarquable et étonnant se fait observer. Enfin, la Côte d'Ivoire détrôna le Ghana et devint le premier pays producteur au monde de cacao, en 1980.¹²⁰

En 1981, la Côte d'Ivoire exportait 400 000 tonnes de cacao¹²¹, ce qui représentait la production du Ghana et celle du Nigeria toute ensemble. Au cours de la décennie quatre-vingt dix, la compétition ne se limitera plus seule à la Côte d'Ivoire et au Ghana, une course rude se fait sentir avec de nouveaux concurrents tels que la Malaisie et l'Indonésie. Du coup, en 2000, l'Indonésie fait un chiffre de production de 400 000 tonnes de cacao, ce qu'elle doublera presque en 2007 avec un volume de 700 000 tonnes. En 2010, elle affiche une production de 574 000 tonnes selon la FAO.¹²² Par contre, la Côte d'Ivoire ne se laissera pas distraire par cette course que lui fit l'Indonésie. Elle restera toujours hissée à sa place de leader mondial de pays producteur de cacao. De la production mondiale de deux millions huit cent mille tonnes de cacao en 2007, 68% des productions provenaient des pays africains, 11% de l'Amérique latine et 21% des nations asiatiques. En fait, nous constatons que la production de cacao venait d'atteindre son peak (sa plus haute production jamais obtenue). Nous pouvons sur cette base conclure qu'en cinquante ans, de 1960 à 2010, la production de cacao avait augmenté de quatre fois. En 1960, elle était d'un million de tonnes tandis qu'en 2009 elle atteint une hausse de quatre millions de tonnes.

En général, la hausse des quatre millions de tonnes de cacao corroborait que la denrée était très utile et importante durant des décennies. Dans l'optique de toujours satisfaire la demande du marché international de cacao, plusieurs gouvernements ivoiriens ont mis l'accent sur la qualité ainsi que la quantité des fèves de cacao. Pour ainsi arriver à leur fin, ils créèrent des centres et instituts de recherche pour le perfectionnement de fèves de cacao. Parmi ces centres de recherches, nous notons l'IRCC, l'ORSTROM, les universités, l'ENSA et l'INRA. Sur cette base, les planteurs étaient emmenés à produire de bonnes fèves de cacao. Ils étaient par ailleurs assistés et sollicités par l'État ivoirien. Donc, tout ceci pour une bonne et meilleure

¹¹⁹ http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_5/pt5/travaux_d/06895.pdf

¹²⁰ Jean-Louis Gombeaud, Corinne Moutout & Stephen Smith, *La guerre du cacao: histoire secrète d'un embargo*, Calmann-Lévy Éditions, Paris, 1990, p.21

¹²¹ Strängvy, *L'année politique africaine*, Société africaine d'édition, 1983, p.96

¹²² <http://www.fao.org/docrep/007/y5143f/y5143f0x.htm>

production en se référant à la qualité des fèves. Une sensibilisation de grande taille ainsi qu'une campagne de motivation furent mis sur pied en Côte d'Ivoire et encore partout le monde entier. En conclusion, il advenait à dire que les champions du cacao étaient bel et bien les pays du tiers- monde ou encore des nations en voie de développement. Comme de coutume ces derniers étaient de fameux agriculteurs et une fois que l'activité cacaoyère représentait le socle de leur économie nationale, alors sa population y était très engagée. Plus de 70% de leur produit intérieur brut (PIB) ou de l'économie nationale provenait de l'œuvre de ces agriculteurs qui constituaient les deux tiers de la population.¹²³ En somme, la plupart des producteurs de cacao sont des pays en voie de développement et sont des sociétés traditionnelles, puisque leur économie nationale dépend fortement de ces matières premières. Forcement, le secteur primaire dominera à tous les coups les deux autres secteurs que sont le secteur secondaire et celui du tertiaire. Puisque, nous venons de faire l'étude de l'origine du cacao ainsi que de ses chiffres, nous allons désormais entamer les recherches de la culture du café dans les lignes suivantes.

b) La culture du café

Le café est une denrée tout comme celle du cacao qui a un certain moment dans l'histoire du monde a connu un succès de par sa demande. Il reste aujourd'hui l'une des activités principales des pays du tiers monde soit de nations en voie de développement en général et en particulier de celle de la Côte d'Ivoire sur laquelle nous portons notre projet de recherche. Mais avant, il sera utile de retracer l'histoire de cette denrée avant de donner les chiffres de production ivoirienne. La culture du café est très importante aux yeux des Ivoiriens.¹²⁴ Son importance a motivé plus de la majeure partie des habitants de la Côte d'Ivoire. Du coup, les populations rurales ainsi qu'urbaines s'adonnaient à sa culture, puisque les rentes étaient juteuses. Cette culture qui fut instaurée par le colon est devenue le joyau des Ivoiriens. Tout comme le cacao la production du café resta un des piliers de l'économie ivoirienne.¹²⁵ Mais encore, cette activité qui prit de l'ampleur en sol ivoirien n'était pas de ce territoire qu'en bien même que sa population s'était dotée de stratégie pour une production spectaculaire.

La culture du café datait de très longtemps, parce qu'elle existait depuis l'antiquité. Plusieurs approches se frottaient les unes aux autres dans l'optique de nous éclairer sur l'origine de la

¹²³ Gombeaud, Moutout & Smith (1990:21)

¹²⁴ Travaux et documents de L'ORSTOM, *La boucle du cacao Côte d'Ivoire*, Éditions ORSTOM, Paris, N.31, 1974,

24

¹²⁵ Ibid

consommation du café. D'une part, pour certains, la culture du café était connue depuis le 8^e siècle. D'autre part, des individus précisait que sa consommation eût lieu au 13^e siècle selon les écrits de Djarir (un certain avocat de la Mecque). Selon lui, le café serait apparu ou découvert en premier lieu en Éthiopie. Et que la consommation du café était déjà connu du monde musulman plus précisément des régions du Harar et de la vallée d'Omo.¹²⁶ Depuis lors, la consommation du café s'est répandue un peu partout et a contribué à l'économie de certaines nations ainsi qu'à l'évolution des sociétés. Cependant, certaines affirmations surgissaient de part et d'autre et faisaient mention de la globalisation. Et c'est bien ce que Fernand Braudel a initié « économie mondiale ». Durant plusieurs siècles, la commercialisation du café a occupé la seconde place en termes d'échange après celui du pétrole.

La culture du café a connu plusieurs routes, d'Éthiopie avec le temps elle s'est retrouvée au Proche-Orient et ensuite en Extrême-Orient.¹²⁷ Dans l'ancien temps, il était dit du café de produire une boisson et d'être un médicament. Pour les Éthiopiens le café signifiait « bun ». Le café apparût dans la région des grands lacs africains entre le 7^e et le 8^e siècle. Avec les différents trajets que parcourut la culture ou la consommation du café, cette denrée s'est vue retrouvée dans plusieurs régions, territoires et continents par rapport à son utilité et importance. Comme d'autant, la production ainsi que la consommation du café demeure d'actualité dans la mesure où elle représente la source de revenu pour plusieurs individus ainsi que société ou entités.

En somme, plusieurs se demandèrent comment est ce que le café serait arrivé en France dans la mesure où ce sont les colons qui l'introduisirent en sol ivoirien. Pas de miracle à se faire, de la même façon qu'elle parcourue les différentes routes, c'est de cette pareille méthode qu'elle atterrit sur le territoire français. Cette fois-ci, par le biais du maire d'Amsterdam qui offrit des pieds de café à Louis XIV.¹²⁸ Par la suite, ces plantes de café ont été transférées dans le jardin des plantes de Paris où ces pieds de café ont été l'objet d'expérience. Plus tard, ces pieds de café ont été affrétés en Martinique avec le sponsor de Pierre Chirac, Antoine de Jussieu et de Michel Isambert. Ensuite, les colons ont introduit les plantes de café dans leurs différents territoires qu'ils contrôlaient.¹²⁹ En 1789, les premières productions de café étaient de 5 000 tonnes et se cultivaient sur 10 500 hectares. Et cette production de café était affrétée au port

¹²⁶ Alfred Conesa, *La fabuleuse aventure du café*; Editions De, Paris, 2006, p.11

¹²⁷ Ibid, p.14

¹²⁸ Volper (2011:74)

¹²⁹ Conesa (2006:50)

de Bordeaux et Nantes. De ces deux villes françaises, Bordeaux devint le plus grand pôle du commerce colonial. Une fois l'esclavage abolit en 1848 aux Antilles, de nouveaux territoires seront visés. Ainsi donc, la Côte d'Ivoire accueillera la culture du café sur son sol. Quand bien même que le climat ivoirien était favorable à la culture du café, elle a été introduite un peu plus en retard sur le territoire.

À un certain moment, quelques territoires producteurs de café souffraient de la maladie de l'orange. Une anomalie qui dégradait la qualité du produit ainsi que sa production. Par contre, dans les forêts africaines, de nouvelles espèces de café donnèrent jour, d'où le café robusta. En Afrique de l'est le café arabica fleurissait et poussait.

Le succès des activités du café ne se remarquera en Côte d'Ivoire qu'en 1930. Au cours de cette période, les agriculteurs ivoiriens ne produisirent que timidement le café.¹³⁰ Le Cameroun était spécialisé dans la production de l'arabica entre 1925 et 1935. Durant la décennie des années trente, la Côte d'Ivoire figurait sur la liste des pays du marché des valeurs (marché boursier de pays producteurs de café). Au cours de cette période, la Côte d'Ivoire, la Guinée et la Sierra Leone avaient un chiffre d'affaire de 250 000 francs de l'exportation du café. En 1938, les colonies ensemble exportaient 60 000 tonnes de café. Cette exportation couvrait entièrement les demandes de la métropole. Un boom d'exportation ce fit remarquer après la deuxième guerre mondiale avec des chiffres de 180 000 et 200 000 tonnes de café. Au vu des chiffres importants, les Français et Ivoiriens ont mis sur pied des projets de centre de recherche d'agriculture en créant à Bingerville l'Institut de recherche Français de Cacao et de Café (IFCC) pour mieux traiter les cerises sèches de café. Une fois les cerises obtenues des centres de recherche de Bingerville, elles étaient affrêtées vers la ville d'Abidjan. Suite à ces innovations, le robusta ivoirien prit de l'ampleur et un pas de plus sur les autres. Il était alors recherché et beaucoup demandé, car il servait à la transformation du café soluble ou pour une consommation immédiate.

Dans ce même laps de temps, une autre découverte du café ivoirien se fit et il s'agissait de l'Arabusta qui est un mixage de deux espèces de café. En 1955, une CAISTAB est créée en Côte d'Ivoire.¹³¹ Le rôle de cette CAISTAB était de stabiliser et protéger la production des planteurs de cacao et de café. Elle leur permettait de vendre leurs matières premières afin de

¹³⁰ Volper (2011:191)

¹³¹ OECD, Sahel & West Africa Club, *Cahiers de l'Afrique de l'Ouest Atlas régional de l'Afrique de l'Ouest*, OCDE 2009, p.239

survivre durant les périodes de crises.¹³² En 1963, la production annuelle ivoirienne surpassait 230 000 tonnes de café.¹³³ En 1965, la Côte d'Ivoire fournissait à la fois France et aux États-Unis 75 000 tonnes de café respectivement (75 000 tonnes à la France et 75 000 tonnes aux USA). Durant la même période, le café qu'exportait la nation ivoirienne était de 42,6% ad valorem par rapport à la totalité de ses exportations. La Côte d'Ivoire devint ainsi le 3^e pays producteur mondial de café derrière le Brésil et la Colombie.¹³⁴ Il occupa automatiquement la place du 1^{er} pays exportateur de café africain.¹³⁵ Par la suite, Côte d'Ivoire rejoint le groupe de l'accord international sur le café de 1962 et 1968.¹³⁶

La nation ivoirienne devint donc pays membre de l'institution du café. Autrement, en 1968, les plantations de café ivoirien couvraient environ 500 000 hectares parmi lesquels 2 000 à 3 000 hectares appartenaient aux industries de plantations européennes. Au cours la décennie soixante-dix, la Côte d'Ivoire restait fidèle à sa production de café.¹³⁷ Son exportation mondiale était indéniable. Par contre, en 1979, le pays souffrait d'une crise économique et d'une politique commerciale desquelles agonisaient bons nombres de nations du tiers-monde.¹³⁸ Ainsi, l'exportation du café ivoirien restera le même entre 1985 et 1989. Cette exportation connut une décroissance, de 15,2% en 1990 elle passa à 6,9% en 1994.¹³⁹ De 1985 à 1994 nous constatons une performance de 11% tandis que de 1995 à 1999, nous notons une baisse avec 6,5%.¹⁴⁰ En principe, la production d'où l'exportation du café connut une chute au dépend du cacao. Au préalable, la vente du café rapportait beaucoup à la Côte d'Ivoire.

De 1985 à 1989, 460 600 000 de dollars américains ont renchéri les caisses d'État ivoirien pour une vente de 193 700 tonnes de café.¹⁴¹ De 1990 à 1994, 193 600 000 de dollars américains pour un échange de 214 800 tonnes de café. Et de 1995 à 1999, nous constatons qu'une vente de 175 600 tonnes de café rapportait 265 700 000 de dollars américains à l'État de Côte d'Ivoire. De 1985 à 1989, le moins le pays exportait le plus il recevait en montant d'argent. Par contre, après cette période le plus ils exportaient le moins ils empochaient. Nous constatons et pouvons corroborer les faits que le prix du café avait chuté au marché

¹³² Frederic Mauro, *Histoire du café*; Desjonquères Editions, Paris, 2002, p.201

¹³³ *Ibid*, p.200

¹³⁴ archive.org/stream/coffeeproduction266rou/coffeeproduction266rou_djvu.txt

¹³⁵ FAOSTAT 2006; World Bank 2006b

¹³⁶ archive.org/stream/coffeeproduction266rou/coffeeproduction266rou_djvu.txt

¹³⁷ Abbott (2007:4)

¹³⁸ *Ibid*

¹³⁹ BNEDT 1996; INS & Direction de la conjoncture et de la prévision économique 1998 ; IMF 2000

¹⁴⁰ *Ibid*

¹⁴¹ BNEDT 1996; FAOSTAT & IMF 2000

international. Ce qui s'expliquerait par l'instabilité des prix des produits tropicaux. Tandis qu'en 2003, le pays avait libéré 205 809 tonnes de café sur le marché et en retour occupait la 8^e place sur le classement des 11 pays exportateurs de café.¹⁴² En 2004, la production ivoirienne fut estimée à 1 950 000 sacs de soixante kilogrammes.¹⁴³ De nos jours, pas plus de personnes portent de l'attention à la production du café, puisque les agriculteurs se penchent du côté du cacao.

Aujourd'hui, les deux-tiers des exportations du café ivoirien vont vers l'Algérie, et vingt pourcent vers l'Espagne et l'Italie selon les sources d'Ecobank research effectuées en 2014.¹⁴⁴

La production du café ivoirien de 2012, 2013 et de 2014 était respectivement de 2 100 000, de 1 900 000 et de 1 900 000 de sacs de soixante kilogrammes selon le rapport de février établi par Volcafe. La culture du café était très importante pour la société ivoirienne dans la mesure où elle permit aux habitants du territoire de pouvoir exercer des activités rentables et aidant le pays à être économiquement stable.

Finalement, la culture du café a permis à la population ivoirienne de se faire un avenir quand bien même que dans le passé elle servait de boisson et de médicament. Son apparition a donné lieu à des formations de classe de bourgeois et autres avec des pôles d'attractions. Elle a aussi occasionné des emplois tels que sur le plan primaire, dans le secteur secondaire et voir tertiaire. Peu importe la production et l'exportation importante fournie par les agriculteurs du café, le dernier mot ne leur revient aucunement pas de ce qui est de la fixation des prix au marché mondial. Ils restent toujours muets sur ce pan. Ils ne subissent qu'à ce niveau et c'est bien ce qui les rendait vulnérables économiquement, non seulement eux, mais aussi leur gouvernement. Tout ceci imposa une crise économique au pays auquel ils appartiennent, puisque cette nation forgeait son économie nationale sur la rente du café. D'où leur avenir dépend spécialement que des courbes ascendantes et descendantes du prix de la denrée au marché international. Alors, ces différentes fluctuations ont du décourager les planteurs qui se sont détournés de cette denrée et qui certainement optèrent pour la culture du cacao.

Puisque les deux denrées qui consistaient les bases de l'économie ivoirienne ont été étudiées, alors nous allons pousser nos connaissances un peu plus loin et de savoir si la culture du cacao et du café ont profité positivement ou négativement à l'économie, à l'avenir de sa population

¹⁴² Kooperation utan gränser, *Rättviss i din kaffekopp* N.1, juni 2004, p.13

¹⁴³ Café guide de l'exportation, *Centre du commerce international* DIC 2005 et ICO (2002), p.1

¹⁴⁴ Dr George, Edward, *The coffee sector in Sub-Saharan Africa*, March 4th, 2014, Ecobank research 2014

en ayant un impact de quelque niveau que ce soit sur la nation ivoirienne. Il reste de savoir si les produits (cacao et café) avaient parfait la vie des planteurs et celle de la société et de l'État ivoirien. Qu'est ce qu'ont rapporté les deux denrées au pays en terme économique et politique? Est-ce que la culture et l'exportation du cacao et du café ont amélioré ou dégradé la condition de vie des Ivoiriens? Les lignes suivantes nous donnent une visibilité sur ces questions posées précédemment et ceci motive donc à traiter la crise économique ivoirienne de 1980.

1.3.3 La crise économique de 1980

Les années de lutte, de la décolonisation à l'indépendance et du travail forcé à l'activité lucrative, atteintes, les individus jadis considérés « sujets » ont leur destin en main et se regroupèrent finalement en syndicalistes. Ils ont enfin le ticket permettant à opter pour une démocratie avec la formation des partis politiques juste avant l'indépendance. Ce tout contribua et permit un boom économique qui ne pouvait dire de son nom. La Côte d'Ivoire connût un essor économique inédit. Le pays devint l'une des nations de l'Afrique Sub-saharienne avec un haut PIB par habitant.¹⁴⁵ Selon les recherches de la Banque Mondiale au cours des années 1960, 1977 et 1978 le PIB par an de la Côte d'Ivoire était de 7%.¹⁴⁶ Mais plus tard avec l'instabilité des prix de matières premières au marché mondial, le pays connût un déséquilibre économique. Et comme il est de coutume, toute économie bien entretenue contribue au développement du territoire et le contraire (mal menée) induit en erreur et entraîne la décadence de la société.

Il est ainsi certain que les prix des matières premières tant demandés sur le marché international n'étaient aucunement pas fixés par les producteurs des denrées. Une fois que les agriculteurs n'avaient leur part de décision sur le prix du cacao et du café qui constituaient la base de leur économie particulière et nationale, il était évident que les planteurs et l'État ivoirien se planteraient dans le mûr. Il était vraisemblable que le prix des denrées qui fluctuaient au marché international allait décider de leur gain ou perte. Et comme à une certaine époque ils libéraient peu de denrées sur le marché international et gagnaient plus en argent, il est également venu un temps où ils fournissaient plus et en retour recevaient moins de gain. Il était ici question de la loi de la demande et de l'offre. Les planteurs ivoiriens se trouvaient ainsi donc confrontés à une situation qui n'était point en leur faveur. Il en fût de

¹⁴⁵ Abbott (2007:1)

¹⁴⁶ Afriquepluriel.ruwenzori.net/cote%20d'ivoire-f.htm

même pour l'État ivoirien qui à travers sa CAISTAB devrait secourir financièrement ses planteurs, mais qui au cours de cette époque était incapable de leur venir en aide.

Les difficultés perduraient et se transformèrent en une crise économique. Cette crise économique était quand bien même constatée sur plusieurs terrains dont la plupart du temps sévissait dans les pays producteurs de matières premières à forte densité africaine ou des entités du tiers monde. La Côte d'Ivoire n'était donc pas épargnée de ce fléau économique. Elle figurait sur la liste des pays touchés par la crise économique des années quatre-vingt. Enfin, le pays qui avait été monté en pièce par la France était confronté au plus grand problème de son existence après tous les autres événements surmontés depuis sa colonisation, son indépendance et son boom économique. Ce succès agricole qui jadis stabilisait le pays économiquement et politiquement¹⁴⁷ était devenu un cauchemar. Les planteurs ainsi que l'État de Côte d'Ivoire étaient frappés de plein fouet.¹⁴⁸ La crise économique était réelle, puisque ses signes se dessinaient sur les activités économiques des planteurs et celles de l'État ivoirien. Entre 1970 et 1980 deux chocs ont été observés suivant lesquels nous constatons que la première partie correspondait à la hausse des prix de matières premières et la seconde étape donnait sur la chute de ces valeurs commerciales.¹⁴⁹ Le prix du café excédait celui du cacao de 25% au cours des décennies 1960 à 1970, puisque la production brésilienne était réduite. Par contre, durant les années soixante-dix, le prix du cacao flamba, puisque la production du Ghana et du Nigeria enregistrèrent une baisse. Il était donc évident que ces deux denrées connurent des difficultés durant la décennie quatre-vingt. Leurs prix de vente ne demeuraient plus les mêmes au marché mondial. En réalité, le prix des denrées avait chuté. Et comme l'économie ivoirienne reposait sur ces produits d'exportations, alors le problème s'imposa au pays.

Par ailleurs, 40% d'Ivoiriens étaient planteurs de cacao et de café, ainsi 60% des exportations nationales provenaient des deux matières premières.¹⁵⁰ Puisque, le territoire restait très important aux yeux des institutions internationales dû à son essor économique enregistré depuis 1950 jusqu'à son indépendance et à la décennie soixante-dix, il était évident que ces dernières interviennent pour aider le pays. Des efforts ont été fournis au préalable par les Ivoiriens, et hissaient un PIB de 3,9% en 1970 par an. Par contre, un PIB de 3,70% en 1979 fut

¹⁴⁷ http://web.stanford.edu/class/e297c/war_peace/africa/hage.html

¹⁴⁸ Istok, Robert & Koziak, Tomás, *Ivory Coast from stability to collapse: Failed states in time of globalization*, 2010, p.82-83

¹⁴⁹ Akiyama, Takamas, *cocoa and coffee pricing policies in Côte d'Ivoire*; The World Bank, Washington, 1988, p.1-2

¹⁵⁰ *Ibid*, p.1-2

enregistré. Nous constatons immédiatement que le pays présentait une décroissance en chiffre de PIB. Décidemment, la nation ivoirienne à cette époque enregistrait d'énormes dettes.¹⁵¹ Il ne restait qu'une solution au problème. La seule des choses à faire était d'aider le pays comme les institutions financières internationales l'avaient fait pour certaines nations dans le passé. La méthode employée après la deuxième guerre mondiale qui fût celle du Plan Marshall permit à ceux qui étaient en besoin d'aide financière pour reconstruire leur pays de tendre la main à ceux qui ont mis en place le Plan Marshall.¹⁵²

Il en était de même pour les nations qui souffraient de la crise économique des années quatre-vingt d'obtenir de l'aide de l'extérieur. Ainsi, le Plan s'Ajustement Structurel (PAS) qui était un modèle basé sur les idéologies néolibérales a été mis sur pied. Il restait ainsi de savoir comment permettre à la nation agricole ivoirienne et à sa société ainsi qu'à son État de survivre? Le moyen qui serait le plus adéquat selon la Banque mondiale et le Fond Monétaire International (FMI) aurait été le Plan d'Ajustement Structurel. Les deux institutions internationales que sont le FMI et la Banque Mondiale connurent le jour en 1944 à la conférence de Bretton Woods. Le PAS était un système qui devrait être appliqué aux pays qui souffraient de la crise économique des années quatre-vingt durant une certaine période, afin de les permettre à se restaurer financièrement. Finalement, ce plan fût appliqué à la Côte d'Ivoire en 1981.¹⁵³ La stratégie du PAS était de secourir et de refaire vivre en privatisant les entreprises publiques; intervenir avec des politiques macroéconomiques, la compétition de dérégulation domestique, la libéralisation des marchés, la réforme du commerce etc.¹⁵⁴ La Côte d'Ivoire avait été ordonnée de privatiser des compagnies et administrations nationales.

Pour permettre au PAS de fonctionner convenablement sur le territoire ivoirien des régularisations ont été faites. Puisque le problème était réel, le gouvernement d'Houphouët se sentait obligé de coopérer avec la Banque Mondiale et le FMI. Ce qui amena le PAS à être en vigueur en Côte d'Ivoire pour la première fois et cela en 1981, puisque son économie était stagnante voir même chaotique.¹⁵⁵ D'une part, la politique du PAS était d'encourager les

¹⁵¹ Lopes, Carlos; International social science journal: vol.51, *Are structural adjustment programmes an adequate response to globalization?* December 1999, p.514

¹⁵² Michael J. Hogan, *The Marshall plan: America, Britain, and the reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, 1st ed., Cambridge University Press, Cambridge, New York & Melbourne, 1987, p.1-2

¹⁵³ Almås, Guro, Department of Political Science, University of Oslo, *Structural Adjustment and political legitimacy: A study of economic policies and regime breakdown in Côte d'Ivoire 1981-2002*, October 2005, p.11

¹⁵⁴ Lopes, Carlos; International social science journal: vol.51, *Are structural adjustment programmes an adequate response to globalization?* December 1999, p.511-512

¹⁵⁵ www.duo.uio.no/bitstream/handle/10852/13946/32106.pdf?sequence=1

investissements directs étrangers, afin de réduire les dettes et la pauvreté.¹⁵⁶ D'autre part, la politique du PAS permit de dissoudre plus de quinze entreprises d'État sur les trente neuf entre 1977 et 1980. Cette méthode du PAS semblait convenir à la Côte d'Ivoire dans la mesure où elle permettait à l'économie ivoirienne de se reconstruire.¹⁵⁷ Par contre, ce n'était pas toutes les recommandations qui ont été acceptées par le président Houphouët. Il était farouchement opposé à certaines recommandations qui consistaient à la privatisation ou à la vente d'entreprises et usines d'État. En fin de compte, le gouvernement ivoirien était dans l'obligation de réduire ses dépenses à plus de 30%, la dépense de ses capitaux de 15%, d'élever les taxes, de privatiser des entreprises nationales, de régulariser le marché du travail, de réduire les dépenses de service civil, de ne plus pratiquer la politique de contrôle des prix etc.¹⁵⁸ Le PAS était appliqué en Côte d'Ivoire, mais année après année, nous constatons que le PIB per capita décroissait de 15%. La dette extérieure s'accumulait excessivement. L'économie du pays était ni satisfaisante ni au beau fixe, puisque les résultats du PAS n'étaient pas prometteurs. Les habitants du pays étaient confrontés à d'énormes difficultés dans la mesure où la pauvreté urbaine passa de 5% à 20%. En plus, le système de santé était une autre vérité en nous référant au prix exorbitant des soins et autres. Il coûtait les cheveux de la tête pour se soigner dans les centres hospitaliers et dispensaires. En définitif, la vie devait difficile et coûteuse avec l'imposition du PAS en Côte d'Ivoire.

Le PAS en un mot n'a pas résolu le problème de la crise économique ivoirienne de 1980. Elle n'a plutôt augmenté que la misère de la nation ivoirienne ainsi que ceux des activités de l'État. Les Ivoiriens à cette époque n'ont pas jouit des fruits du PAS d'une façon positive, mais plutôt du revers de la chose. Le PAS n'a aucunement profité ni à la société ivoirienne ni à son État. Il a certainement augmenté les dettes du pays et a rendu pénible les conditions de vie des citoyens.

La Côte d'Ivoire, ancienne colonie Française qui réussit juste après la période coloniale à se fixer un boom économique et une stabilité politique, connut une crise économique durant la décennie quatre-vingt. Elle fût soutenue par les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le FMI pour surmonter les difficultés de crise par le biais du PAS. Par ailleurs, ce système de recouvrement à méthode néolibérale de privatisation n'a aucunement sorti le pays du gouffre de la crise économique des années 1980. Les conditions

¹⁵⁶ Ismi, Asad, *Impoverishing a continent: The World Bank and the IMF in Africa*; Halifax Initiative Coalition, 2004, p.5

¹⁵⁷ www.caim.info/revue.-critique-international-2003-2-page-48.htm

¹⁵⁸ http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/africa.pdf

de vie des citoyens chutèrent le plus, puisque les soins médicaux sont excessivement élevés en coût et le taux de pauvreté augmenta. Autrement, pour certains économistes, le PAS a été imposé à la Côte d'Ivoire dans l'optique de détruire son économie qui était déjà faible.¹⁵⁹ La solution au problème de la crise économique aurait certainement été résolue par la hausse des prix de produits d'exportation tels que le cacao et le café qui constituaient la base de l'économie ivoirienne. Il aurait été certain qu'avec la hausse de ces denrées la Côte d'Ivoire aurait surmonté les affres de la crise économique des années 1980 que de lui injecter ou imposer un système destructeur.

1.3.4 Les difficultés économiques de 1990

La crise économique de 1980 n'étant résolue, elle demeure et ouvre sur une autre difficulté. En fait, elle continue sa course. Les Ivoiriens qui étaient impatients de s'acquitter du problème économique continuèrent incessamment de lutter pour avoir un lendemain meilleur. Mais c'était mal poser les calculs puisque le danger persistait et continua au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Une porte se fermait et une fenêtre s'ouvrait. Un autre désastre économique? Une continuité ou une nouvelle crise économique? La crise économique de 1990 semblerait un peu différente de celle de la décennie précédente? Cette fois, les Ivoiriens auraient certainement contribué à la crise de 1990. L'instabilité des prix des denrées au marché international avait engendré la crise de 1980 qui avait tenté d'être résolue par le PAS mais fût un fiasco. Peu importe le problème de prix du cacao et du café qui connût une baisse, les planteurs n'ont toujours pas appris et retenu la leçon. Ils continuèrent à s'adonner à la culture des deux denrées. Rien n'a été fait pour décourager ces planteurs, puisqu'ils continuaient à produire du cacao et du café maxivement. Pourquoi vouloir aller droit dans le mur quand l'individu sait ce qui l'attend? Et que le résultat auquel il s'attendait n'aurait pas été meilleur. Un échec prémédité, puisque le début et la fin sont automatiquement connus. Une inégalité des prix sur le marché international qui ne profite entièrement pas aux producteurs et exportateurs de cacao et de café. Puisque l'erreur est humaine, alors les planteurs Ivoiriens s'entêtent à produire du cacao et du café quand bien même que les rentes ne sont pas meilleures. Tout ce schéma agricole et économique ainsi que le PAS ont conduit les Ivoiriens (planteurs et État ainsi que population civile) en bateau.

¹⁵⁹ Shah, Anup, Global issues: Social, political, economic and environmental issues that affect us all. Structural adjustment- a major cause of poverty, March 24th, 2013

Il était fort évident qu'une fois que la population ivoirienne souffrait des affres de la conjoncture économique cela aurait causé une répercussion sur sa population civile qui ferait pression sur l'État de Côte d'Ivoire dans la mesure où les conditions de vie ne seraient plus les mêmes et au beaux fixes. Une fois de plus, le pays était sous les arènes de la Banque Mondiale et du FMI en 1989.¹⁶⁰ À la suite de tout ce que traversaient les Ivoiriens le pays fût extrêmement frappé d'une pauvreté. Durant la période, le nombre de personne vivant en dessous du seuil d'un dollar était passé de 17,8% à 36,8%.¹⁶¹ De ce point de vue, nous constatons que la pauvreté était grandissante dans un pays qui était jadis un exemple économique en Afrique de l'Ouest et même du continent. Une interprétation pouvait dès lors être tirée de ce cas d'étude et dire des États de l'Afrique sub-saharienne qu'ils demeuraient avec un taux de croissance du PIB réel par habitant était négatif. De 1991 à 1993, nous notons que le taux de croissance du PIB réel par habitant par de la majeure partie des États d'Afrique sub-saharienne était de -2,3% par an.¹⁶² Par ailleurs, le taux d'inscription dans l'enseignement secondaire ivoirien chutait de 34% à 31% entre 1986 et 1995.¹⁶³ Toute cette tragédie que vivait le peuple ivoirien affectait son économie nationale ainsi que les conditions de vie de ses habitants.

Le président Houphouët, à la fin de la décennie quatre vingt, avait lutté pour une meilleure vente des produits agricoles que sont le cacao et le café au marché mondial. Il s'était engagé dans la lutte de la hausse des prix des deux denrées dans la mesure où elles représentaient la base de l'économie ivoirienne. Pour s'opposer au prix des produits d'exportations le président Houphouët entama une lutte qui consistait à stationner le cacao et le café au port d'Abidjan sans toutefois les affréter vers les destinations habituelles. Ces différents sacs de cacao et de café tout prêt à vendre restaient longtemps et longtemps sur le port d'Abidjan sans toutefois faire la une du marché mondial. Cette stratégie commerciale fut dressée par le président Houphouët dans l'optique de voir les produits connaître un prix favorable aux planteurs ivoiriens. Décidemment, ce processus ressemblerait à une politique d'attente que nous pourrions qualifier de « statu quo commercial ». De cette opposition ou stratégie commerciale, aucun gain ne fut obtenu de la part du président Houphouët et du peuple ivoirien. Ce fut peine perdue.

¹⁶⁰ <http://www.halifaxinitiative.org/updir/ImpoverishingAContinent.pdf>

¹⁶¹ Ismi, *Impoverishing a continent: The World Bank and the IMF in Africa*, p.19

¹⁶² Iyoha, Milton A, *External debts and economic growth in sub-Saharan African countries: an econometric study; African economic research consortium*, Nairobi, March 1999, p.1

¹⁶³ <http://www.halifaxinitiative.org/updir/ImpoverishingAContinent.pdf>

L'État de Côte d'Ivoire et son peuple par la voix de son président Houphouët venait de perdre une bataille commerciale qui aurait certainement profitée à la nation ivoirienne si la lutte menée avait porté fruit. Pour ainsi parer et rétablir les secousses et affres économiques que traversait le pays, l'État de Côte d'Ivoire s'est une fois de plus vu obligé de solliciter l'aide des institutions financières que sont la Banque Mondiale et le FMI, pour d'éventuels prêts. Au cours de cette période, le pays fut classé parmi les États pouvant recevoir d'aides financières, avec un taux de croissance de PIB en dessous de 700 dollars américain.¹⁶⁴ En 1990, le déficit budgétaire de la Côte d'Ivoire était estimé à 11,2 (onze milliards deux cent millions) de dollars américains, selon le FMI. Comparé aux autres États africains, la dette ou l'endettement par habitant de la Côte d'Ivoire semblerait être la plus élevée. Pour nous éclairer sur cette phase, nous dresserons un tableau ci-dessous pour une parfaite compréhension sur la base du compte courant de la balance des paiements de la période 1985 à 1990.

Compte courant de la balance des paiements de 1985 à 1990

	1985	1986	1987	1988	1989	1990
% GDP	0.7	-3.7	-7.6	-9.8	-10.4	-10.5

Source: IMF

Nous constatons qu'à la suite de ce tableau, il était bien évident que les chiffres connaissaient une chute. De 1985 à 1990, la balance des paiements ne faisait que croître négativement. De 0.7 en 1985 il passa à -10,5 en 1990. Il était certain qu'en cinq ans, la balance des paiements était négative voir horrible si nous pouvons nous permettre d'utiliser ce mot. Il chute de dix fois. L'explication que nous pouvons tirer de cette expérience était de dire que la nation qui fut jadis un exemple économique durant des décennies était sérieusement confrontée à une crise économique. Et qui dans les années à suivre devrait certainement déboucher sur d'autres événements en parfait symbiose avec la société civile ivoirienne. Les signes que présentaient le tableau ci-dessus, n'étaient pas à ignorer. Les chiffres en disaient plus. La solution adéquate pour remédier à cela était de sérieusement se remettre au travail et trouver d'astuces adéquates pouvant réserver un avenir meilleur aux Ivoiriens ainsi qu'à leur État dont la source de

¹⁶⁴ <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-2895>

revenue était essentiellement basée sur la production et l'exportation du cacao et du café. Avec le désir ardent de vouloir donner un avenir meilleur aux Ivoiriens, l'État de Côte d'Ivoire s'est tourné vers les institutions financières internationales (IFI) dans l'optique de faire revivre son économie nationale. De toute son histoire, il sera la première fois qu'un prêt lui sera accordé, mais avec la présence d'un des représentant des IFI. Ce dernier était Alassane Dramane Ouattara. Il fut nommé Premier ministre du gouvernement Houphouët et cela pour la première fois en république de Côte d'Ivoire. Le 18 avril 1990, Alassane Ouattara fut accrédité conseiller financier, dans le but de superviser le prêt qui a été alloué au pays.¹⁶⁵ Le but pour lequel il fut accueilli en Côte d'Ivoire était d'aider le pays à se repositionner économiquement. Nous constatons qu'au cours de cette période, plusieurs entreprises d'États ont été privatisées. Parmi les sociétés qui ont été touchées par la privatisation, nous notons les compagnies d'électricité EECI qui devint CIE, d'eaux SODECI et d'autres telles que la RTI, FILTISAC, COSMIVOIR, CAPRAL-NESTLE, les universités, les hôpitaux, les centres de santé, les écoles et les grandes écoles. Nous entendions de part et d'autre parler de la libéralisation et privatisation de la télécommunication.¹⁶⁶

Par ailleurs, le journal français, Libération mentionnait déjà dans sa parution du 28 août 1987 éditée par Stephen Smith que les autorités ivoiriennes étaient consentantes à traiter avec des entrepreneurs privés étrangers dans l'optique de privatiser environ près de la moitié des deux cents (200) entreprises d'État.¹⁶⁷ Le gouvernement fut donc obligé de parler des mesures d'austérité et ensuite passer à la baisse des salaires dans les secteurs publics et ceux des entreprises. Des sacrifices ont été faits pour aboutir à une résolution de crise économique. Les conditions restaient cependant pénibles pour la société ivoirienne puisque sa population payait fortement les « pots cassés » ou le prix. Par ailleurs, les résultats ne furent pas satisfaisants jusqu'à la mort du président Houphouët en 1993. Décidemment, Alassane Ouattara retourna au FMI après avoir démissionné de son poste de premier ministre.

Quelques jours (un mois) après la mort du président Houphouët, le 12 janvier 1994, une dévaluation du franc CFA est enregistrée. Le franc CFA est dévalué en Côte d'Ivoire.¹⁶⁸

¹⁶⁵ Laffont, Jean-Jacques & N'Guessan, Tchétché, *The World Bank policy research working paper 2895, Telecommunications reform in Côte d'Ivoire*, September 2002, p.5

¹⁶⁶ Ibid, p.2

¹⁶⁷ Contamin, *Entreprise publiques et désengagement de l'état en Côte d'Ivoire*, p.89

¹⁶⁸ Jarret, Marie-France & Mahieu, François-Regis, *La Côte d'Ivoire: de la déstabilisation à la refondation* ; L'Harmattan, Abidjan & Paris, 2002, p.37

Le franc CFA, une monnaie commune partagée entre la Côte d'Ivoire et d'autres pays est dévaluée de 50%. Avant la dévaluation du franc CFA, un franc français correspondait à cinquante (50) franc CFA. Une fois la dévaluation, un franc français était l'équivalent de cent (100) francs CFA. En général, le franc CFA est lié au franc français. De nos jours, puisque le franc français n'existant plus du fait de l'euro, cette même méthode se faire toujours sentir entre le couple Euro-franc CFA. Pourquoi donc la dévaluation du franc CFA? La politique de la dévaluation selon certains experts, était de permettre aux pays d'exporter plus dans l'optique de renchérir les caisses de l'État en parant aux différentes crises économiques rencontrées. Autrement, la dévaluation semblerait avoir aidé la Côte d'Ivoire dans la mesure où certains chiffres d'affaires ont été enregistrés et l'économie du pays avait repris vie. Dans le secteur de la production et de la compétitivité de grands progrès ont été observés particulièrement et généralement dans d'autres secteurs. Au cours de la dévaluation de 1994, le PIB ivoirien qui était de 0.8% en 1993 passa à 1.7%.¹⁶⁹ L'économie nationale s'était certainement remise par l'application de la dévaluation au pays.

Par contre, le pays fut exposé à d'autres problèmes. De 1995 à 1999 le pays vivait une extrême corruption, un fort non respect des droits de l'homme, de détournements de deniers publics et autres. Spécialement, de 1996 à 1998, nous constatons que cette époque correspondait à la phase où les détournements de deniers publics étaient très fréquents. Le pire était mentionné par le détournement de l'aide de l'Union Européenne à la population ivoirienne. L'aide détournée était destinée au département de la santé publique. Ce montant énorme détourné était d'une valeur de dix huit milliards de franc CFA soit un équivalent de 27 480 920 environ 27,5 millions d'euros.¹⁷⁰ Et cette somme fut bien détournée par le gouvernement de Bédié qui dirigeait les arènes du pays durant cette période. Sur cette base de détournement de deniers publics, la majeure partie des institutions financières internationales ont écarté la république de la Côte d'Ivoire de la liste des États pouvant recevoir d'aide financière.¹⁷¹ Il était vraisemblable que le problème des détournements des deniers publics existait, mais à cela s'ajouta une fois de plus le cas de l'instabilité des prix de produits d'exportation. Cette impasse de prix qui perdurait venait en soutien au mal que connût la Côte d'Ivoire. Le cacao et le café enregistrèrent une baisse au niveau du prix de 1999 à 2000.

¹⁶⁹ <http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-2895>

¹⁷⁰ Human Rights watch, Côte d'Ivoire (Anticipée copie sous embargo jusqu'au 28 août 2001), Vol. 13, N, 6(A), Août 2011, p.71

¹⁷¹ <http://news.abidjan.net/h/411045.html>; <http://soutienetliberte.wordpress.com/2014/02/17/pour-comprendre-ce-qui-se-passe-en-cote-divoire/>

Le kilogramme du café qui était fixé à 570 FCFA soit 0.87 euro recule à 175 FCFA soit 0.27 euro en janvier 2000.¹⁷²

En somme, la crise des années quatre vingt dix et la politique d'Houphouet pour la demande de la hausse des prix du cacao et du café ont une fois de plus conduit le pays à une dérive. Autrement dit, la méthode employée par les institutions financières internationales n'a certainement et suffisamment pas aidé le pays à se reconstruire économiquement durant la période 1990 à 1993. Depuis la dévaluation du franc CFA et la démission d'Alassane Ouattara à son poste de premier ministre, la Côte d'Ivoire semblait bien se porter économiquement à un certain moment. Par contre, de 1996 à 1999, nous notons un détournement abusif de deniers publics du gouvernement Bédié. Ce qui poussa une fois de plus le pays à une dérive accentuée. En plus, les institutions financières internationales sanctionnent le pays de ne plus figurer sur la liste des États passibles de pouvoir recevoir d'aides financières. Dans le même courant de temps, les prix des deux denrées constituant la base de l'économie nationale sont une fois de plus touchés voir à la baisse atténuée sur le marché international. Décidemment, plus rien ne fonctionnait parfaitement pour la nation ivoirienne comme il a été planifié. Généralement, la plupart des conflits ont été orchestrés sur la base des crises économiques dans certains États ou pays ou encore sociétés. Il est vraisemblable que les mêmes effets produisent les mêmes causes. Il serait alors profitable de joindre notre cas d'étude aux évènements qui se sont déroulés un peu partout le monde entier en fonction de la crise que vivaient les Ivoiriens vers la fin de la décennie quatre vingt dix.

Communément, une crise économique pourrait engendrer un chaos politique. De ce fait, nous allons étudier la situation qu'aurait favorisée la crise économique des années quatre-vingt en Côte d'Ivoire sur la décennie suivante (année quatre vingt dix). Cette crise semblerait motivée les populations ivoiriennes à se regrouper en plusieurs différentes petites associations de façon clandestine pour parler de leur vie sociale, en somme de leur condition de vie. Les nuits n'étaient plus pour le sommeil, mais plutôt pour des réunions clandestines. Puisque la crise économique ainsi que les détournements abusifs de deniers publics poussaient les Ivoiriens à d'autres méthodes qui seraient politiques, nous entamerons la partie suivante en insistant sur la nouvelle mouvance politique ivoirienne de 1990.

¹⁷² Jarret & Mahieu (2002:63-64)

1.4 La nouvelle mouvance politique de 1990

La fin de décennie quatre vingt qui fut mouvementée par une crise économie qui n'a pu se résoudre au cours des années quatre vingt dix donna sur de nouveaux événements. La crise est plus qu'économique cette fois ci dans la mesure où elle porta sur la classe politique ivoirienne de façon particulière et internationale en général. Les multiples mouvements de protestations qui furent observés en Asie avec la révolution chinoise du 4 juin 1989¹⁷³, en Europe par rapport à l'effondrement du mur de Berlin¹⁷⁴ et d'autres endroits du monde en ébullition ont motivé les Ivoiriens à adhérer à une nouvelle ère politique. Depuis les plus profonds territoires africains, nous notons que la nouvelle s'était répandue sur tout le continent comme un vent qui avait soufflé afin d'ôter le voile aux yeux de la nouvelle classe politique d'Afrique.

La guerre froide étant achevée et le bloc communiste n'existant plus. Un seul système était aux arènes du monde entier. Une seule police est désormais chargée de sécuriser le monde. Et cela était comme un message qui ne passait inaperçu aux yeux et aux oreilles de soit un aveugle ou d'un sourd. Tout le monde entier parlait, en fait, de la démocratisation des pays d'Europe de l'est, des entités d'Afrique, d'Amérique latine ainsi que d'Asie. Cette nouvelle vague de démocratisation ne laissait nul indifférent, tous voulaient appartenir à ce nouveau système qui selon eux contribueraient à la bonne réglementation de leur société. Voir nous entendions parler d'élections transparentes avec des urnes en verre qui ne caractériseraient que des votes justes et honnêtes (transparentes). Pour ce faire, nombreux étaient les pays africains en général et en particulier la Côte d'Ivoire de se faire inscrire sur la liste des nouveaux États avec une sorte de classe politique vigoureuse et active comparée à l'ancien appareil démocratique. Au Sénégal, Abdoulaye Wade était l'opposant farouche d'Abdou Diouf¹⁷⁵, en Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo était dressé contre Houphouët. Les forces montaient d'un cran au vu de ce qui se passait sur les terrains européens (Europe de l'est) et asiatiques. L'Afrique voulait également réécrire sa nouvelle histoire politique qui sûrement devrait ressembler à celle des nouveaux États en transition. Par ailleurs, c'était ce qui permettait aux Ivoiriens de se dresser en différents partis politiques pour s'opposer au seul PDCI-RDA qui dirigeait la Côte d'Ivoire juste après l'obtention de son indépendance jusqu'au début de la décennie quatre vingt dix.

¹⁷³ Ranky Kluver & John H. Powers, *Civic discourse, civil society and Chinese communities*, Ablex Publishing Corporation, Stamford, 1999, p.30

¹⁷⁴ Jeffrey A. Engel, *The fall of the Berlin wall: The revolution legacy of the 1989*, Oxford Press University, New York, 2009, p.5

¹⁷⁵ Tom Streissguth, *Senegal in pictures, Visual Geography Series*, 2nd ed., Twenty-First Century Books, Minneapolis, 2009, p.32

La nouvelle classe politique se bat pour obtenir son ticket semblable à celui des entités du bloc communiste et de l'Allemagne de l'est qui s'unifiait à son compatriote de l'ouest. Les jeux sont désormais connus, les rues sont gagnées par les populations ivoiriennes comme nous pouvions le constater également sur les grandes avenues de Dakar. Abidjan devint le centre des attroupements voir groupements les jours comme les nuits. Une « odeur » de multipartisme se faisait sentir. Coûte que coûte une nouvelle classe politique devrait se présenter contre le PDCI-RDA d'Houphouët en cette année de 1990. Enfin, des partis d'opposition surgirent de partout. Le multipartisme a fait son entrée en Côte d'Ivoire. Les jeunes des quartiers populaires sont désormais joyeux, car ils se disaient avoir contribué à cette nouvelle donne politique des années quatre vingt dix. Le multipartisme qui faisait la risée des pays non démocratiques venait décidément de fouler les pieds en Côte d'Ivoire.

1.4.1 L'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire

La république de Côte d'Ivoire qui était jadis connue pour sa stabilité économique et politique avait déjà été confrontée à une crise économique des années quatre vingt et quatre vingt dix. Tous ces événements permirent le territoire de plonger finalement dans une ère de changement politique. Les enjeux sont désormais connus, car le multipartisme semblait avoir gagné le territoire. La terre, la nation ivoirienne gérée par le président Houphouët durant trois décennies, sans aucun opposant venait d'enregistrer le multipartisme. La vie de parti unique semblerait avoir pris fin. Une porte dite certainement dictatoriale se ferma et une fenêtre avec plusieurs partis politiques vu le jour. La course aux nouveaux partis politiques venait de débiter. De nouveaux leaders politiques sont désormais connus pour représenter la voix de leurs compatriotes ou supporters à l'hémicycle. La période des années quarante à soixante voir soixante dix qui fut mouvementée par des partis politiques tels que le PPCI, le SFIO, le PANA avaient laissé les arènes politiques au seul PDCI-RDA de gérer l'avenir des Ivoiriens après avoir accusé un échec politique en face du grand parti qu'était le PDCI-RDA. Une lutte qui semblait être achevée, mais qui tout d'un coup, resurgit après trente années. L'ancien parti, le PDCI-RDA d'Houphouët, à cette heure précise où le multipartisme frappait de plein fouet tout parti unique, fut dans l'obligation d'accepter les partis clandestins.

Le jour était arrivé où le PDCI-RDA ne devrait plus régner en maître absolu, mais plutôt partager son pouvoir avec plus d'un parti politique en Côte d'Ivoire. Était-ce une chose facile pour les nouveaux leaders politiques d'obtenir leur ticket et de valider leur parti au cours de cette nouvelle ère? Il fut un prix à payer. La rue, les regroupements quotidiens de jour comme

de nuit furent d'actualité. La police était constamment en mouvement pour disperser les perturbateurs d'ordre public selon eux. Les arrestations étaient fréquentes. Les postes de police régulièrement visités par les parents de détenus.

Les grèves multipliées des fonctionnaires, des étudiants viraient de mal en pire. Les Ivoiriens voulaient eux aussi faire une copie de la chute du mur de Berlin, mais à leur manière. Si le mur de Berlin était tombé¹⁷⁶ alors pourquoi ne pas donner le meilleur de soi pour un multipartisme en Côte d'Ivoire?

Tous étaient motivés d'une envie de protestation. Ils oeuvraient dans ce sens afin d'accéder à une certaine démocratie qui devint le slogan de tout État en transition. Des artistes tels que Serge Kassy et Ramses de Kimone faisaient partie des manifestants. Tous étaient unanimes et à la rue pour valoriser leur droit.¹⁷⁷ Ils avaient dès lors pour devoir de lutter jusqu'à la dernière sueur. Ils réclamaient en un mot l'instauration du multipartisme dans leur pays.¹⁷⁸ Toutes ces manifestations intempestives attristaient certains membres du PDCI-RDA, car l'ampleur de ces actes certaines fois qualifiés de vandales pourraient encore ternir l'image du pays et mettre en péril la vie de plusieurs. Les rues étaient barricadées.¹⁷⁹ La chasse aux récalcitrants était lancée. Les récidivaires, en quelque sorte, ceux qui cassaient et brûlaient les biens de l'État, étaient automatiquement poursuivis par les forces de l'ordre. Souvent les manifestations dites pacifiques étaient transformées en actes de vandalismes.¹⁸⁰ Tout était mis sur pied pour pousser le vieux parti du PDCI-RDA à bout dans l'optique d'emmener son leader et ses dirigeants à accepter le multipartisme en Côte d'Ivoire. Les arrestations se multiplièrent heure après heure.

Les étudiants devenaient les acteurs les plus importants de cette phase fatidique.¹⁸¹ Le destin du pays ne dépendait que de leur œuvre. Des étudiants étaient certaines fois salués par la société civile ivoirienne qui ne voulait rien que le changement comme l'avait connu le Sénégal et le Bénin ainsi que certains pays d'Afrique. Les travailleurs protestaient

¹⁷⁶ Nick Couldry; Andreas Hepp & Friedrich Krotz, *Media events in a global age*; Routledge, London & New York, 2010, p.98

¹⁷⁷ Politique africaine, *La Côte d'Ivoire en guerre, Dynamiques du dedans, dynamique du dehors, Le pétrole en Afrique, violence en Ituri*, RDC, N.89- Mars 2003, Trimestriel, Éditions Karthala, Paris, p.51

¹⁷⁸ Global nonviolent action database, *Ivoriens demand switch to multiparty democracy*, 1989-1990, April 1989 to May 1990

¹⁷⁹ Laurence Proteau, *Passions scolaires en Côte d'Ivoire, Écoles, État et société*, Éditions Karthala, Paris, 2002, p.102

¹⁸⁰ Ibid

¹⁸¹ Politique africaine, *La Côte d'Ivoire en guerre, Dynamiques du dedans, dynamique du dehors, Le pétrole en Afrique, violence en Ituri*, RDC, N.89- Mars 2003, Trimestriel, Éditions Karthala, Paris p.51-52

constamment. Aujourd'hui, les syndicalistes de SYNARES, le lendemain le corps médical, le surlendemain la police ainsi de suite les agents des douanes. Tout ceci engendrait le déficit budgétaire, puisque les citoyens refusèrent de travailler, ce qui faisait perdre en budget à l'État de Côte d'Ivoire. Les jours devenaient longs et difficiles pour le président Houphouët, puisque le peuple ivoirien ainsi que les travailleurs étaient constamment dressés contre son gouvernement et sa politique. En plus des problèmes qu'avait au préalable connu le pays, s'ajouta celui des premiers mois de la décennie quatre vingt dix. Le multipartisme qui sonnait comme la mélodie des pays en transition.

Tous ces États en effervescence se croiraient libres et démocratiques en étant sur la liste des pays appliquant le multipartisme à leur territoire respectif. Face à cette situation et de son âge avancé, le président Houphouët s'exécuta enfin et permit la formation des différents partis politique tout en favorisant le multipartisme en Côte d'Ivoire.¹⁸² Ainsi, le 30 mars 1990 des partis politiques sont reconnus et ce fut le début du multipartisme en terre ivoirienne.¹⁸³

Une fois que le multipartisme fut implanté en république de Côte d'Ivoire, les partis politiques affluèrent de tous les coins et recoins. Le Front Populaire Ivoirien (FPI) sort de sa cachette et plus de rencontre nocturne, car un nouveau jour vient de se lever. L'heure de la certaine démocratie dont parlait plus d'un est en vigueur dans le pays d'Houphouët. Par la suite, nous notons la présence du Parti des Travailleurs Ivoiriens (PIT) de Francis Wodié, l'Union des Socio-Démocrates (USD) de Zadi Zaourou et beaucoup d'autres partis.¹⁸⁴ Pour l'heure, les partis politiques de poids étaient ces trois derniers mentionnés précédemment qui inquiétèrent notamment le vieil acteur PDCI-RDA. Suite, à la validation du multipartisme, les meetings ne se faisaient que quotidiennement, puisque les nouveaux acteurs, jeunes comme vieux du pays venaient d'accéder à une aubaine à laquelle nul ne voulait manquer. Chacun voulait être son propre témoin oculaire.

Personne ne voulait se faire narrer le processus des meetings. Tous étaient au rendez-vous lors des appels lancés par leur leader politique. Tous avaient mis la confiance en ces derniers, car ils croyaient en ceux là et rien qu'en eux puisqu'ils semblaient être la solution aux problèmes qu'ils avaient traversé durant la dernière décennie quatre vingt. Selon eux, l'heure avait sonné pour jouir d'un avenir meilleur par rapport à l'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire.

¹⁸² Diegou Bailly, La restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire: ou la double mort d'Houphouët-Boigny, Éditions l'Harmattan, Paris, 1995, p.1-6

¹⁸³ <http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1986-1993-trilingue/article/afrique-le-multipartisme-n-est-pas>

¹⁸⁴ World Heritage Encyclopedia, World eBook Library, List of political parties in Ivory Coast, 2002, p.1

Ce qui représentait pour eux des élections justes et transparentes par rapport aux urnes de verre.

Au cours de cette même année, des élections pluralistes ont été organisées en octobre 1990¹⁸⁵ et le vainqueur des urnes était le vieux parti du PDCI-RDA. Le président Houphouët est réélu aux élections présidentielles de 1990.¹⁸⁶ Il l'emporta sur l'opposant farouche, Laurent Gbagbo du FPI, avec un large succès. Le scrutin était dit d'être entaché de fraude, mais sans toutefois avoir tourné au pire.

Le calme régnait sur le pays. Aucune opposition de force ne fut notifiée. Par ailleurs, le leader du FPI ne se contentera que d'un siège parlementaire lors des élections législatives. Au total, son parti politique ne totalisa que neuf représentants à l'hémicycle en 1990.¹⁸⁷ Le PIT de Francis Wodié se fit un siège à l'assemblée nationale. Pour certains candidats indépendants des sièges ont été obtenus.¹⁸⁸ Le départ était difficile, mais il semblait acceptable. La course aux urnes continua pour les municipales et le constat des sièges des mairies étaient connus, mais toujours dominés par le vieux parti du PDCI-RDA en majeure partie. Les actes de vandalisme électoral étaient négligeables. Malheureusement, trois années après avoir accepté le multipartisme, celui que les Ivoiriens pourraient considérer comme père de la nation rendit l'âme. Le président Houphouët est mort, le 7 décembre 1993 lorsque le pays s'appretait à célébrer la fête de son indépendance. Un calme régnait sur le pays quand la nouvelle fut annoncée.

Un problème de succession au fauteuil présidentiel se fit observé entre le dauphin constitutionnel Henri Konan Bédié et le premier ministre Alassane Ouattara. En fait, la constitution ivoirienne était déjà établie au préalable et donnait droit au président de l'assemblée nationale, en cas de vacance du pouvoir présidentiel, d'assumer la gérance. Cet article de la constitution ivoirienne était bel et bien l'article 11 de la dite constitution. Bédié devint donc, au soir de la mort du premier garant du pays, le nouveau président de la Côte d'Ivoire. Une année plus tard, le parti du Rassemblement des Républicains (RDR) est mis sur

¹⁸⁵ Patrice Emery Bakong, *Les déterminants de la violence organisée en Afrique: Analyse comparée des conflits armés en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo*, 1ère éd., Éditions Publibook, Paris, 2014, p.149

¹⁸⁶ Nicolas Cook, *Congressional Research Service 7-5700: CSR Report for Congress, prepared for members & committees of congress*, January 28, 2011, p.8

¹⁸⁷ Samba S. Kone, 1990, *une année pas comme les autres: Collection la Côte d'Ivoire actuelle, chronologie de la vie sociale*, Éditions MICI, Abidjan, 1991, p.204

¹⁸⁸ Ibid

ped par Djeny Kobena en 1994.¹⁸⁹ Des anciens partisans du vieux parti PDCI-RDA qui ne se reconnaissaient en Bédié et sa politique, viraient presque pour la plupart dans le parti qu'avait créé le leader du RDR. Quelques années plus tard, sous la gouvernance de Bédié, le pays recusa des irrégularités. Le droit de l'homme est méprisé et cela fut régulièrement constaté par les abus inédits. Le taux de corruption était à son plus haut niveau ainsi que les détournements de deniers publics. Suite à cette situation, le pays replongea dans l'instabilité.¹⁹⁰ Pour faire face à cette injustice, un bloc fut formé contre Bédié, le Front Républicain est mis sur pied le 5 avril 1995.¹⁹¹ Le front Républicain fut la composition du FPI et du RDR.¹⁹² Une fois ce front en action il est actif et boycotta les élections présidentielles de 1995. Ce front était farouchement opposé au PDCI-RDA de Bédié. Une fois les élections organisées, le Front Républicain s'abstint de prendre part au scrutin de 1995. Par contre, le leader du PIT, Francis Wodié participa à ces élections que Bédié remporta avec un taux de plus de 96%.¹⁹³

Bédié devint son propre successeur par rapport au fauteuil présidentiel. Il régna toujours en maître sur la population ivoirienne. Étant donné que ses astuces administrées aux Ivoiriens ne correspondaient pas à leurs attentes, il était automatiquement contesté. Les fonctionnaires, les étudiants ainsi que les habitants du pays manifestaient constamment voir jusqu'en 1999, période au cours de laquelle il fut renversé par le général Robert Guei.¹⁹⁴ Ce fut le premier coup d'État ivoirien sans bavure ni dégât. Les Ivoiriens semblaient satisfaits dans l'ensemble du coup de force utilisé contre celui qui certainement leur menait la vie dure, puisqu'ils ne manifestèrent guère. La fin de la décennie quatre vingt dix donnait une image de Côte d'Ivoire affectée par une instabilité économique et politique. La fin du 20^e siècle et le début du nouveau millénium mettaient en exergue les difficultés de la Côte d'Ivoire.

Le coup d'État de 1999 ne fut pas le dernier dans l'histoire de ce pays qui jadis était considéré un modèle économique et politique, car une autre attaque a été enregistrée dans la nuit du 4 au 5 juillet 2000.¹⁹⁵ Le Général Robert Guei fut victime d'un coup d'État manqué. Cette fois-ci avec des pertes humaines et des dégâts matériels. Les jours qui ont suivis étaient marqués par

¹⁸⁹ Abu Bakarr Bah, *Democracy and civil war: Citizenship and peacemaking in Côte d'Ivoire*, African affairs, Vol.109, N.437, Oxford Journals, Oxford University Press, Oxford, october 2010, pp.597-615, p.601

¹⁹⁰ <http://cirqueminimeparis.blogspot.fr/2014/08/part-3-cote-divoire-coup-detat-by.html>

¹⁹¹ Francis Akindès, *Cote d'Ivoire, La réinvention de soi dans la violence*, Éditions CODESRIA, Dakar, 2011, p.17

¹⁹² Ibid

¹⁹³ Roger Besson & Etienne Piguet, *Trajectoires d'asile africaines: Répartition des demandes d'asile en Europe et effets des politiques*, SFM-Rapport de recherche 38B, Neuchâtel, 2005, p.71

¹⁹⁴ Joachim Beugré, *Côte d'Ivoire: Les dessous d'une rébellion*, Éditions Karthala, Paris, 2012, p.9-10

¹⁹⁵ Muriel Gomez-Perez, *L'islam politique au sud du Sahara: Identités, discours et enjeux*, Éditions Karthala, Paris, 2005, p.614

la chasse des soi disant assaillants qui planifièrent le coup contre Robert Guei. Le moment était critique et cette époque de l'histoire du pays correspondait à la période où l'image du territoire vacilla de statut de stabilité à celui de l'instabilité ou de destabilisation. En somme, le pays venait de perdre ou brader son titre de modèle économique. Par la suite, sur la base de l'attaque manquée contre Guei, le chef de la junte profita de cette occasion pour l'amendement de l'article 35 de la constitution ivoirienne. Plus tard, l'article 35 fut amendé par le référendum du 23 juillet 2000.¹⁹⁶ L'article 35 dans son préambule était établi comme suit: Tout candidat à l'élection présidentielle doit être né d'un des parents (le père ou la mère) d'origine ivoirienne.¹⁹⁷

Une fois le référendum de juillet 2000 eût lieu, les règles de jeu ne seront plus les mêmes, puisque la conjonction de coordination « ou » est remplacée par un « et », ce qui complique la candidature de certains leaders qui avaient l'intention de se présenter aux futures élections d'octobre 2000. Suite à l'amendement de l'article 35, plusieurs voix de mécontentement s'élevèrent contre le chef de la junte et son gouvernement. Au sein du peuple ivoirien, certains considéraient cet amendement de discriminatoire.¹⁹⁸ En dehors du territoire, l'ami indéniable de la Côte d'Ivoire, la France ne resta pas inactive, vis-à-vis, de cette transformation de l'article 35 de la constitution.

Elle se prononça là-dessus et donna son point de vue en insistant sur le fait que l'amendement de l'article 35 pourrait engendrer des retombés négatifs. Et qu'il renfermait sûrement un danger. Et demanda au général Guei de retirer sa candidature pour les futures élections présidentielles d'octobre 2000.¹⁹⁹ Par ailleurs, le ministre français délégué à la coopération, Charles Josselin plaidait pour la candidature d'Alassane Ouattara afin qu'il figure parmi les compétiteurs des élections de 2000.²⁰⁰ En fin de compte, le scrutin d'octobre 2000²⁰¹ eût lieu sans la participation du PDCI-RDA, du RDR et de certains partis politiques sur la base de l'article 35 et d'autres raisons que nous ne savons. Une fois, le scrutin achevé, le dépouillement des voix nous démontra que ces élections étaient truffées de fraudes, puisque les populations grognaient. Le général Guei est accusé d'avoir fraudé le scrutin qu'il semblait confisquer parce que la victoire était celle de l'ancien leader politique d'opposition, Laurent

¹⁹⁶ Francis Akindès (2004:30)

¹⁹⁷ Michel Gbagbo, *Côte d'Ivoire: Un air de changement*, CEDA/NEI, Abidjan, 2006, p.66

¹⁹⁸ Le Monde, «*Les Ivoiriennes sont consultés par referendum sur un projet de nouvelle Constitution*», by Fabienne Pompey, le 24 juillet 2000, p.4

¹⁹⁹ Ibid

²⁰⁰ Ibid

²⁰¹ www.iss.co.za/Pubs/asr/9No1/AfricaWatch.html

Koudou Gbagbo. Malheureusement, Guei refusait de reconnaître la victoire de Gbagbo. Suite à ce malentendu, les rues sont prises d'assauts par les partisans de Gbagbo pour réclamer la victoire de leur candidat. Finalement, le général est chassé par des mouvements populaires de masse et Gbagbo fut le président de la Côte d'Ivoire.²⁰²

Une fois Gbagbo déclaré président du pays, les heures qui ont suivi étaient marquées par les manifestations des partisans du RDR qui demandaient la réorganisation du scrutin auquel doit prendre part Alassane Ouattara et tout leader de parti politique sans aucune distinction.²⁰³ De même, les Nations Unies ainsi que certaines institutions internationales recommandaient la reprise du scrutin, puisque la légitimité de ces élections restait encore douteuse. Sur cette base, plusieurs institutions et entités contestaient la légitimité du président Gbagbo et ordonnaient de nouvelles élections. Par contre, le président Gbagbo n'y prêtait pas attention aux dires qui circulaient dans les coulisses comme sur les chaînes de radio, de télévisions et autres. Il était pleinement convenu qu'il était le fameux vainqueur du scrutin d'octobre 2000 et rien au monde ne pouvait le motiver la reprise du scrutin. Aucune élection ne fut reprise. Il présidait le pays.

Par ailleurs, des sanctions économiques indirectes ont été infligées au pays, sans toutefois apporter de l'aide financière quand bien même que l'État de Côte d'Ivoire en avait pleinement besoin. Les institutions financières internationales (IFI) telles que la banque Mondiale, le FMI et autres étaient toutes unanimes sur le problème peu importe les difficultés économiques qui frappaient le pays de plein fouet.²⁰⁴ Malgré toute cette situation difficile, le président Koudou Laurent Gbagbo prit fonction le 26 octobre 2000. La situation dans laquelle il se trouvait était très fragile. Dans l'optique de résoudre l'impasse des prêts, il se mit au travail en créant une équipe dynamique. Un gouvernement efficace avec une nouvelle donne dénommée le « budget sécurisé ». Avec ce fameux « budget sécurisé » son équipe travailla d'arrache pied pour rembourser les anciennes dettes extérieures impayées qu'avaient accusé le pays. Tout ce dynamisme était appliqué par le nouveau gouvernement dans l'optique de regagner la confiance des institutions financières internationales.²⁰⁵

Toutefois comme le dit l'adage : « chasser le naturel il revient au galop ». Puisque la fin des années 1990 marquait la phase de coup de force militaire et qui ne cessait de se multiplier, de

²⁰² Le Monde, « *En Côte d'Ivoire, la rue a chassé le général putschiste Robert Guei* », by Fabienne Pompey, le 27 Octobre 2000, p.2

²⁰³ Ibid

²⁰⁴ Jarret & Mahieu (2002:116)

²⁰⁵ Ibid, p.102-103

nouveaux coups d'État sont organisés contre le gouvernement Gbagbo. En 2001, du 7 au 8 janvier, un coup est lancé contre le régime Gbagbo mais échoue.²⁰⁶ Par contre, celui de la nuit du 18 au 19 septembre 2002 qui éclata à l'absence du président Gbagbo, puisqu'étant en visite officielle en Italie, semblerait très bien planifié et réussit. Toutes ces attaques qui ont été lancées depuis le nord, de la région de Korhogo et du centre, plus précisément de Bouaké et regagnant Abidjan divisèrent le pays en deux parties. Une partie nord considérée le bastion des musulmans tandis que le sud était dit d'être le territoire de chrétiens. Cette fois là, le coup fût fatal, puisque le nombre de dégâts matériels et de pertes humaines nous le démontraient. Un mouvement migratoire se forma, parce que cette population n'étant pas habituée à la violence qui venait de se passer pour la première fois dans l'histoire du pays. Ces derniers cherchaient certainement des lieux plus sécurisés. Ils partaient en direction des pays voisins les plus proches.²⁰⁷ Au vu de la situation d'animosité qui prévalait, les organisations humanitaires se permettaient d'intervenir dans l'optique de freiner ces besoins qui s'appliquaient à la nation jadis paisible, économiquement et politiquement stable. L'armée Française intervint en premier pour s'interposer entre les forces belligérantes. Les Nations Unis envoyaient sur le terrain ivoirien leurs forces pour maintenir la paix et la sécurité.²⁰⁸ Tandis que les forces françaises étaient représentées par 3800 soldats. Les agents de forces de l'ECOMOG eux étaient environ 1300. Tous ces agents de force et de sécurité intervenaient sous l'égide des Nations Unies.

Plus tard, des tables rondes ont été organisées à travers lesquelles des résolutions de conflits ont été élaborées de manière locale, régionale ou internationale. Les protagonistes se sont rendus pour ce fait à Abidjan, à Accra, à Lomé, à Ouagadougou, à Paris, à Pretoria et à Yamoussoukro.²⁰⁹ La république de Côte d'Ivoire fut ainsi inscrite sur la liste de l'agenda international puisque sa situation intéressait plus d'un.

En somme, le multipartisme de 1990 tant recommandé et instauré par certains en sol ivoirien aurait certainement engendré des problèmes que les ressortissants ivoiriens n'avaient pas envisagé. Il a probablement contribué au chaos politique du pays jadis considéré de stable. Certainement, la nouvelle donne politique aurait motivé bon nombre d'individus à commanditer l'attaque du 19 septembre 2002 pour soit des raisons politiques ou soit d'autres

²⁰⁶ Joachim Beugré, *Côte d'Ivoire 2002: Les dessous d'une rébellion*, Éditions Karthala, Paris, 2012, p.51-52

²⁰⁷ www.unhcr.org/refworld/pdfid/4326f7a44.pdf

²⁰⁸ Jean-Jacques Konadje, *L'ONU et le conflit ivoirien: Les enjeux géopolitiques de l'intervention 2002-2010*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2014, p.149

²⁰⁹ www.afrik.com/article11353.html

que nous ignorons. Il est donc clair que c'est ce sur quoi notre projet de recherche va se centrer d'une part où d'autre puisqu'il traite les enjeux démocratiques de Côte d'Ivoire de 1940 à 2010. Nous cherchons par des observations, des études et d'analyses à comprendre comment le phénomène politique ivoirien se manifestait selon le temps et espace (en fonction des régions).

En général, le territoire dans sa phase précoloniale entretenait des relations commerciales avec des Africains, Américains et Européens. Durant la phase coloniale, ses habitants se dressèrent contre la puissance colonisatrice pour une période bien déterminée avant de l'être assujettis. Une fois la défaite consommée, ces individus se transformèrent en une classe ardente de travailleurs qui fournissaient un gigantesque exploit. De multiples progrès sont fournis du point où nous parlions de miracle ivoirien.

Une classe politique se forma dans l'entre-temps d'essor économique du territoire. Une course des partis politiques était lancée tant sur le territoire ivoirien qu'africain. Cette compétition politique s'associa à un miracle inédit. Ce miracle dont parlaient constamment plus d'un était engendré par les infrastructures qu'avaient développé la France en sol ivoirien en plus de la politique de porte ouverte implantée par Houphouët. Ce boom économique inédit était le fruit de la production et de l'exportation du cacao ainsi que de celle du café. Le prix de souffrance s'est en fin de compte transformé en joie et d'une très immense gaité dans la mesure où elle propulsait le nom du territoire. En 1959 le territoire acquiert le titre de république sur la base du référendum de 1958.²¹⁰ À la suite, de tous ces efforts et de luttes pacifiques entamées qui ont certaines fois coûté des vies, le pays devint indépendant le 7 août 1960.²¹¹ En un mot ces atouts permirent au territoire d'être stable tant économiquement que politiquement. Il fut ainsi considéré être le pays pacifique de l'Afrique sub-saharienne. Par la suite, en 1980, le pays sera confronté à l'instabilité des prix des denrées sur lesquelles l'économie des planteurs et de l'État ivoirien représenté par la CAISTAB repose. Ainsi, la nation ivoirienne est frappée de plein fouet par ce phénomène d'instabilité des prix au marché mondial en 1980.²¹²

²¹⁰ Finn Fuglestad; Djibo Bakary, *The French, and the referendum of 1958 in Niger*, The Journal of African history, Vol. 14, N.2, Cambridge University Press, Cambridge, 1973, pp.313-330, p.313-314

²¹¹ Frédéric Grah Mel, Félix Houphouët Boigny: II- L'épreuve du pouvoir (1960-1980), Éditions du CERAP & Karthala, Abidjan & Paris, 2003, p.309

²¹² Conte, Bernard, DT/101/2004. *Côte d'Ivoire: clientelism, ajustement et conflit*, Université Montesquieu, Bordeaux IV, 2004, p.4-6

Cette crise sera automatiquement économique ce que cherchait à résoudre les institutions financières internationales par le Plan d'Ajustement Structurel (PAS) durant les années 1980. Hélas, le PAS ne fut aucunement la solution par laquelle la crise ivoirienne se soit résolue. Par ailleurs, la chute du bloc communiste ainsi que l'écroulement du mur de Berlin qui motivèrent plus d'un à opter pour le multipartisme, a conduit les hommes politiques ivoiriens clandestins à légaliser leur point de vue.

Le multipartisme fut encré comme mœurs en république de Côte d'Ivoire après plusieurs manifestations populaires observées dans les rues de la capitale (Abidjan) ainsi que différentes régions du territoire national, durant l'année 1990. Ce multipartisme qui aurait amélioré la vie politique et condition de vie des Ivoiriens semble avoir instauré une violence au sein du même peuple.²¹³ Houphouët une fois mort en 1993, le pays subit une concurrence de successeur entre le dauphin constitutionnel Bédié et le premier ministre Ouattara. À la suite, de cette instabilité politique qui engendra l'insécurité, le territoire enrégistré au cours de la décennie quatre vingt une crise économique. Le résultat économique néfaste du pays l'entraînait dans de multitudes coups d'État. Décidemment en 1990, le président élu démocratiquement, Henri Konan Bédié, est renversé par un push militaire qui conduira le général Robert Guei à la tête du pays. Quelque mois plus tard, le général qui était salué pour la plupart d'Ivoiriens essuiera un coup de force manqué contre lui dans la nuit du 4 au 5 juillet 2000. Nous constatons pour la première fois des dégâts matériels et des pertes de vie humaine.²¹⁴ Suite au coup de force avorté, des arrestations se faisaient au lendemain du forfait dans l'optique d'avoir une certaine clarté des coupables et complices qui seraient à la base de l'attaque nocturne.

Dans les jours qui ont suivi, le général Guei profita d'amender l'article 35 de la constitution ivoirienne par un référendum. Nous observons que la conjonction de coordination « ou » fut transformé et surement remplacée par un « et ». Suite à cet amendement de l'article 35 des élections présidentielles qui n'ont pas été supervisées par des observateurs internationaux ont vu écarter les candidats du RDR, du PDCI et autres. Élections que le général essaya de confisquer, mais qui plus tard lui glissera sous les mains, car les partisans de Laurent Gbagbo c'est-à-dire, ceux du Front Populaire Ivoirien remplirent les différentes rues d'Abidjan ainsi que celle des villes de l'intérieur pour le faire partir de force du siège présidentiel.

²¹³ Abu Bakarr Bah, *Democracy and civil war: Citizenship and peacemaking in Côte d'Ivoire*, African affairs, Vol.109, N.437, Oxford Journals, Oxford University Press, Oxford, October 2010, pp.597-615, p.602

²¹⁴ Dagens Nyheter, "President valet blir farsartat", by Leif, Norrman, söndag den 22 oktober 2000, p.10

Par la suite, l'équipe qu'avait formée Gbagbo mit sur pied un système dénommé budget sécurisé qui leur permettra de régler les dettes antérieures impayées du pays. Peu importe le résultat du travail qu'effectuait l'administration Gbagbo, en 2001, un coup d'État est dressé contre lui mais échoua. Par contre celui de la nuit du 18 au 19 septembre 2002, lors de sa visite officielle effectuée en Italie, demeurait bien planifié. Il endeuilla le pays et le départageait ainsi en deux parties. Finalement, ce fut la guerre en Côte d'Ivoire. Les populations civiles fuyaient le territoire pour se réfugier dans les pays voisins. Dans l'optique de pouvoir mettre un terme à ces cauchemars que vivaient les populations ivoiriennes, les forces de sécurité de l'ECOMOG ainsi que celles des Nations Unies se regroupaient en agents d'interposition entre les belligérants.²¹⁵ Enfin, ils assuraient la sécurité, leur présence était d'ordre sécuritaire et humanitaire. Puisque l'idée était de mettre fin aux hostilités en Côte d'Ivoire, de différentes tables rondes ont été organisées dans plusieurs endroits soit à Abidjan, à Accra, à Lomé, à Yamoussoukro, Pretoria, à Paris, à Ouagadougou et autres milieux.

En somme, les enjeux démocratiques ivoiriens étaient interprétés de plusieurs manières que nous ne pouvons comprendre. Pour ainsi faire la lumière sur cette confusion, nous avons porté nos recherches sur cette étude qui concerne pleinement le territoire ivoirien. Pour mieux la comprendre, l'étudier et la cerner afin de l'analyser sur la base d'un raisonnement déductif, nous allons traiter les théories pouvant nous conduire aux causes ou motifs de la scène politique qui de façon graduelle a enregistré un chaos. Du coup, nous nous concentrerons à faire un chapitre qui spécialement traite différentes théories qui seront en relation ou auront un lien étroit avec notre étude de recherche en ce qui concerne la variable de Côte d'Ivoire. Pour dire et encore insister sur l'usage des théories c'est tout simplement que cette méthode nous permettra de savoir ce qui a été vécu précédemment et qui donne des signes similaires dans le temps où nous nous trouvons, dans l'optique de comparer les actions et de savoir si elles sont pareilles ou pas.

En un mot, le chapitre en lien avec l'utilisation des théories est le moyen par lequel nous pourrions détecter en faisant un lien entre l'action actuelle et celui passé. Cette étude nous permettra dès lors de parfaire notre avenir ou future sur les principes ou les bases des vécus antérieurs. D'où nécessité ici d'avoir un chapitre spécial de théories. Par ailleurs, les lignes

²¹⁵ Cook, Nicolas, *Cote d'Ivoire's post election crisis (CRS report for congress)*; Congressional Research service 7-5700, January 28th, 2011, p.2-3

suivantes traiteront le chapitre II destinées aux théories. Plusieurs théories seront évoquées ainsi que le CH Modèle. Le reste de la page restera vide jusqu'au chapitre II.

II LES THÉORIES

La démocratie dont plusieurs rêvaient pour la stabilité économique et politique ne fut point celle que connut les Ivoiriens après la validation du multipartisme en Côte d'Ivoire. Une scène politique a engendré un désarroi jusqu'au point où nous avons observé une phase de conflit armé en république de Côte d'Ivoire. Ces troubles que connurent les habitants de ce pays s'étendit de la période du 19 septembre 2002 au 11 avril 2011. À la suite de ces troubles, différentes approches ont été évoquées. Pour ainsi faire la part du subjectif à l'objectif nous appliquerons la méthode scientifique à notre projet de recherche qui nous motive à développer ce travail sur la base d'un chapitre spécial évoquant un certain nombre de théories qui seraient d'un lien étroit avec notre étude. Sur ce point, plusieurs théories seront utilisées dans ce projet de recherche, dans l'optique d'expliquer les enjeux démocratiques en Côte d'Ivoire de 1940 à 2010. Par contre, ces théories ne justifieront pleinement pas les causes et les effets de la scène politique ivoirienne selon le temps et l'espace. Les théories sont ici utilisées pour essayer de donner un aperçu de ce qui servirait à nous éclairer sur le passé et certainement les choses cachées que nous souhaiterions observer, comprendre, étudier et analyser.

Cette démarche théorique permettrait de comprendre l'étude du terrain (les faits empiriques), afin de pouvoir confirmer ou réfuter les différentes hypothèses que nous rencontrerons ou évoquerons durant le projet de recherche. Cela s'appliquera à la variable Côte d'Ivoire au cours de l'étude à laquelle nous sommes soumis. Ainsi donc, si nous nous référons au théorème de Pythagore dans un triangle rectangle, il est évident que la somme des surfaces des côtés A et B soit l'équivalent du côté C. En somme, de ce raisonnement en découlera la formule suivante: $a^2 + b^2 = c^2$.²¹⁶ Dans notre cas d'étude nous ne nous trouvons pleinement pas dans un domaine mathématique. Le procédé reste cependant différent de celui des sciences sociales qui est une science un peu plus abstraite contrairement à l'application mathématique qui semblerait beaucoup plus exacte. Toute cette démarche pour justifier l'utilité d'intervenir dans ce cas bien précis (dans le projet de recherche) avec des théories. Donc, sur cette base les théories évoquées seront détaillées en long et en large dans la rédaction du projet de recherche en tant que tel. Nous commenceront par la théorie de démocratie dans les lignes suivantes.

²¹⁶ Eli Maor, *The Pythagorean theorem: A 4,000 year history*, Éditions Princeton University Press, Princeton & Oxford, 2007, p.8

1 Les théories pouvant expliquer le concept de la démocratie

Une théorie de façon générale permet de comprendre les faits sur lesquels nous traitons notre projet de recherche. Elle contribue à une partie de la démarche déductive de notre travail. Elle correspond certainement à la méthode adéquate valorisant notre travail dans l'optique de valider ou rejeter les hypothèses avancées dès les premières heures de notre projet de recherche. Un travail scientifique a toujours besoin d'être traité par une procédure qui lui est appropriée. Il advient donc de parler de démocratie en tant que tel pour toujours rester dans l'optique de notre projet de recherche s'appliquant à la variable Côte d'Ivoire. L'enjeu est de retracer ici l'origine de la démocratie et faire un rapprochement par rapport au territoire ivoirien. En fait, il est toujours bien de savoir de quoi est ce que nous parlerons dans notre travail. D'où, nous retracerons les pistes de la démocratie. De ce fait, nous chercherons à nous fier aux dits d'anciens philosophes et théoriciens contemporains pour étayer nos propos dans cette étude. Il est donc impératif et même primordial d'en parler en bonne et due forme de la démocratie (la théorie de la démocratie). En somme, pour nous orienter scientifiquement (sur les bases de données scientifiques) nous essayerons de savoir les nettes différences existantes entre la démocratie et l'anarchie.

1.1 Différence entre la démocratie et l'anarchie

Cette différence que nous souhaiterons marquer dans cette recherche nous permettra à faciliter la compréhension de notre travail, puisque nous avancerons des propos qui sembleraient identiques mais qui ne sont certainement pas pareils. Pour ainsi éviter la confusion, nous avons décidé de faire la lumière des deux concepts (anarchie et démocratie). Nous serons brefs et précis sans toutefois déborder quand nous essayerons d'éclairer nos propos à ce sujet. Ces deux concepts seront repris un peu plus en dessous. La démocratie est un thème constamment employé dans le langage quotidien mais qui a existé depuis des siècles et des siècles selon l'espace et le temps.²¹⁷ Peu importe le lieu, les individus parlent de démocratie, dans le monde entier.²¹⁸ Par contre, la question resterait de savoir si cette démocratie est toujours appliquée par tous et pour tous? Certains optent pour cette « fameuse » démocratie tandis que d'autres la conçoivent d'une autre manière. Il reste donc important de savoir si elle motive des personnes de différent sexe, race, classe sociale ou autre à épouser les mêmes

²¹⁷ Antonio Dabdad Trabulsi, *Participation directe et démocratie grecque: Une histoire exemplaire?*, Éditions Presses universitaires de Franche-Comté, Franche-Comté, 2006, p. 16

²¹⁸ Blaise Lempen, *La démocratie sans frontières: Un essai sur les mouvements anti-mondialisation*, Éditions L'Age d'Homme, Lausanne, 2003, p.8

idéologies. Il sera clair qu'un groupe adhère à la démocratie et un autre à l'anarchie. Pour plus de précision, nous nous concentrerons sur ces deux différents thèmes qui sont utilisés dans le langage politique contemporain voir des siècles précédents. Existe-t-il une différence entre la démocratie et l'anarchie? Nous essayerons de porter notre étude sur ce pan pour ainsi tirer une conclusion sur ce fait qui paraît un peu ambigu.

En principe, La démocratie est forgée sur un système gouvernemental. Ce système de gouvernement est obtenu sur la base de l'engagement d'une population toute entière.²¹⁹ Cette population accorde et encore valide ce système de gouvernement de plein gré. Nous parlerons ainsi de démocratie directe.²²⁰ Dans le cas où ce système est maintenu par le vote de représentants, il est question de démocratie représentative²²¹. Par contre, quand nous nous trouvons dans un système à absence de gouvernement et d'une liberté absolue de l'individu, il est clair que nous sommes dans ce que nous considérons d'anarchie (l'anarchie).²²²

Le mot « démocratie » fut utilisé pour la première fois au Ve siècle avant Jésus-Christ dans l'empire grecque.²²³ Cette méthode correspondait à la forme particulière ou spéciale d'organisation de la cité. En parlant du thème « démocratie » il serait possible de se référer à plusieurs sortes de démocratie. Il a existé une démocratie directe qui était pratiquée en Grèce dans l'antiquité. Elle était considérée de directe dans la mesure où elle était sans représentation d'intérêt ou d'opinions. Ce modèle démocratique n'était que pratiqué dans une cité bien déterminée (petite cité). Cette démocratie était radicale et restreinte. Sa méthode consistait à faire du face à face. Cette sorte de démocratie semblerait très différente de celle existante de nos jours.²²⁴ Certainement, cela motiverait les États actuels à se considérer démocratiques. La « démocratie » ne serait plus désigner un régime parmi plusieurs mais plutôt se référer à une politique légitime. Elle représente le « règne du peuple » ou sinon « le pouvoir du peuple » (dèmos, kratos), d'où en un mot établie comme modèle constitutionnel de la

²¹⁹ Douglas Keller, *Contemporary Sociology*, American Sociological Association, Vol. 27, N. 4 (Jul., 1998), pp.404-405, p.405

²²⁰ Antoine Chollet, *Défendre la démocratie directe: Sur quelques arguments antidémocratiques des élites suisses*, Éditions Le Savoir Suisse, Lausanne, 2011, p.68

²²¹ Djibril Kassomba Camara, *Le Bipartisme, panacée pour la démocratie représentative?* Éditions Publibook, Paris, 2013, p.13

²²²Revue européenne des sciences sociales, *La démocratie et une multiple*, Librairie Droz, Genève & Paris, Tome XXXI-1993-N.97, p.237

²²³ Raynaud, Philippe & Rials, Stéphanie, *Dictionnaire de philosophie politique*, Presses Universitaires de France, Paris, 2003, p.148

²²⁴Ibid, p.567

cité.²²⁵ De nos jours, la « démocratie » emprunte une autre tournure qui est différente de celle qu'elle était au préalable.²²⁶ Elle a une dimension planétaire et renferme une forme politique. Elle sert à poser et à répondre à des questions en trouvant des solutions adéquates.

Par contre, l'anarchie comme mentionnée précédemment est un système opérant en l'absence d'un gouvernement central. L'anarchie n'implique nécessairement pas le chaos, mais selon la théorie réaliste elle désigne l'absence d'autorité politique. Dès lors, un système anarchique selon la théorie du réalisme est le principe d'ordonnance universelle, en faisant allusion à la politique internationale et c'est bien ce qui définira sa structure.²²⁷ Ainsi donc, Hedley Bull estime que le système international est anarchique et que tout État du monde devrait obéir à la logique brutale (brutalité) de la *realpolitik*. Pour lui, tout État devrait être motivé ou dévoué à poursuivre ses propres intérêts. De ce fait, il met à défi le système international (relations internationales). Il demande à ce que les relations internationales suivent le modèle Machiavélique ou Hobbesien. Selon lui, les relations internationales devraient se servir des deux modèles énumérés pour opérer dans le système mondial de la *realpolitik*.²²⁸ D'autre part, Edward Keene évoque l'idée de Bull et insiste que nous ne devons aucunement ignorer l'existence d'autres tendances ou modèles. Edward Keene tire l'attention de Bull à se souvenir du système colonial et impérial qui s'est développé au-delà de l'Europe. Il trouve que ces différents systèmes étaient des institutions hiérarchisées.

Par contre, pour April Carter, l'anarchie serait une aide à la réinterprétation du libéralisme et du socialisme. Cette pensée fournirait quelques idées partiellement réalisées qui selon le temps correspondraient à l'appréciation de groupes populaires.²²⁹ Le plus important avec les analyses de Carter, se référant à l'anarchie, est qu'elle évoque un point très déterminant en insistant sur la notion de politique. Elle met sincèrement l'accent sur ce pan en montrant du doigt l'esprit vrai de l'anarchie tout en faisant la part des choses. Elle fait la distinction entre le principe de coopération social d'une politique de domination et celui de force d'un état d'esprit anarchiste. Elle constate que la politique grecque est propre à un terrain d'activité d'égalité et se réfère à la définition primaire de la discipline en tant que telle, et correspondant

²²⁵ Simone Goyard-Fabre, *Qu'est ce que la démocratie?*, La généalogie philosophique d'une grande aventure humaine, Éditions Armand Colin, Paris, 1998, p.11

²²⁶ Eugene Forsey, *American Journal of Sociology*, the University of Chicago Press, Vol. 48, N. 1 (Jun., 1942), pp.133-134

²²⁷ Baylis, John & Smith, Steve, *The globalization of world politics: An introduction to International Relations*, Oxford university Press, Oxford & New York, 2005, p.769

²²⁸ Baylis & Smith (2005:47 (Box 2.2))

²²⁹ R.L. Nichols, Book reviews, *The American Political Science Review*, Cambridge University Press, Cambridge, Vol. 67, N.3, Sep., 1973, pp.985-987, p.985

au règne ou pouvoir public.²³⁰ Sur ce point, elle tente d'explorer une fois de plus l'idée de citoyenneté et de communauté qui pour elle semblerait avoir disparu des activités contemporaines ainsi que du milieu politique.

Autrement, la démocratie qui est tant discutée reste cependant un concept essentiellement contesté au sens où il pourrait avoir plusieurs significations en fonction de différents individus. Et cela se remarque au niveau des politiciens et des scientifiques politiques qui n'arrivent aucunement pas à donner une définition exacte à la démocratie. En somme, nous sommes confrontés à différentes sortes de démocratie que nous vérifions par les débats.

Par ailleurs, la forme de démocratie moderne à laquelle les hommes sont habitués est celle dominée par la forme de démocratie électorale. Elle connût le jour dans les pays industrialisés et développés. Ce concept démocratique se dénomme la démocratie libérale.²³¹ Cette sorte de démocratie est représentée par un système de gouvernement dans lequel est inclu une grande participation politique, des droits civils libéraux ainsi que les droits économiques et sociaux.²³² En somme, la démocratie et l'anarchie sont deux sortes de modèles de gouvernance. L'une avec un gouvernement qu'est la démocratie tandis que l'autre dénommée l'anarchie est sans gouvernement. Et tous deux luttent pour se faire une place dans un milieu où des individus doivent choisir et appliquer à leur territoire le type de régime qui les conviendrait pour le bien être des populations. Il s'est avéré que la démocratie serait la méthode qui aurait bien pu enraciner ses mœurs au sein de plusieurs entités.

Une fois que la question de différence entre la démocratie et l'anarchie a été observée, nous poursuivrons notre projet de recherche tout en observant la théorie de la paix démocratique dans la section suivante.

1.2 Théorie de la paix démocratique

Autrement, La paix démocratique est la théorie évoquée par Immanuel Kant qui s'appuie sur son œuvre intitulée « Perpetual Peace » ou « la paix perpétuelle ». Pour Kant, la paix est un élément primordial et qui doit primée sur toute forme de gouvernement républicain. En somme, la constitution républicaine favoriserait de meilleures perspectives. Kant à travers sa théorie de paix perpétuelle déclare que des individus d'une constitution républicaine

²³⁰ Ibid

²³¹ Andrew Heywood, *Political theory: An introduction*, 3rd ed., Palgrave Macmillan, New York, 2004, p.225

²³² Paul W. Zagorski, *Comparative politics: Continuity and breakdown in the contemporary world*, Routledge, 1st ed., Oxon & New York, 2009, p.100

s'engagent moins dans des conflits ou guerres que des citoyens d'un territoire non républicain.²³³ Il insiste ici sur l'acte de guerre pour dire que des sujets seront totalement motivés à déclarer des hostilités à un autre territoire dans la mesure où ces derniers n'ont aucune notion de constitution républicaine. Ceux-ci n'ont aucune notion de principes, de lois et de règles. Selon Kant, des États démocratiques ne se déclarent pas de guerre. Il serait très difficile qu'un État républicain se dispute avec d'autres États. Par ailleurs, selon cette théorie il incite les États républicains à plutôt s'investir dans ce qui pourrait créer la stabilité entre les différents territoires tout en optant pour le libéralisme (les États libéraux). Pour lui, les États libéraux en fonction de leur critère primaire sont différents d'autres formes de gouvernement. Les autres formes de gouvernement sont considérés autoritaires, autocratiques et encore plus non-démocratiques. Raison pour laquelle, les sujets d'une république se fieront le plus au mode de gouvernement qu'à sa souveraineté.²³⁴

Un autre facteur serait le commerce qui lui pourra faciliter les contacts entre les États sans toutefois se froter les uns aux autres de manière conflictuelle. La paix perpétuelle voir stable ne pourra s'obtenir que par un système libéral, selon Kant.²³⁵ Finalement, la théorie de la paix démocratique de par sa méthode libérale souhaiterait s'appliquer au système mondial comme un exemple type de démocratie. Il est bien évident que c'est ce qu'Emmanuel Wallerstein évoque dans sa théorie de système mondiale.²³⁶ Et c'est bien ce à quoi l'on est soumis depuis l'effondrement du bloc communiste. En fait, la théorie de paix démocratique prédit que les États démocratiques de par leur essence ne font pas de guerre aux autres entités démocratiques.²³⁷ Puisque, la guerre entre les entités démocratiques sont presque impossible, alors cela a permis d'obtenir une certaine stabilité dans le passé, qui se traduisait par la paix perpétuelle. Cette paix perpétuelle (la théorie de la paix démocratique) dont il était question a révélé des débats houleux entre les libéraux et les réalistes dans le milieu des écoles de Relations Internationales américaines. Emmanuel Kant a mis sur pied cette théorie dans

²³³ Layne, Christopher, *Kant or Cant: The myth of the Democratic Peace*, International Security, Volume 19, Issue 2 (Autumn, 1994), p.5-49

²³⁴ Kant, Immanuel, *Perpetual Peace*; Cosimo, Inc., New York, 2005, p.97

²³⁵ Doyle, Michael, *Ways of war and peace: realism, liberalism & socialism*, W.W. Norton & Company, New York, 1997, p.286-287

²³⁶ Wallerstein, Immanuel, *Världssystemanalysen: En introduktion*, Tankekraft Förlag, Stockholm, 2005, p.11

²³⁷ Jeff Pugh, *Democratic peace theory: A review and evaluation*, CEMPROC working paper series in peace, conflict, and development, April 2005, p.2

l'optique de mettre un terme aux conflits dynastiques incessants qui frappaient de plein fouet l'Europe continental au lendemain de la période médiévale.²³⁸

Pour ainsi créer un climat convivial entre les humains et les États, Kant a insisté sur cette notion de « Paix perpétuelle » dans l'optique de donner un lendemain meilleur aux institutions ainsi qu'aux individus. Cette paix dont il était question fut celle liée à une paix durable, et qui autrement était permanente. Sur cette base, Emmanuel Kant en 1795 essaya de poser les bases de ce qui pourrait contribuer à l'évolution d'un monde juste et pacifique.²³⁹ Kant définit la notion de paix perpétuelle tout en insistant sur les thèmes de constitution civile et de gouvernement républicain. Ces deux termes puisque, selon Kant, un dirigeant républicain consultera toujours en premier ses patriotes avant de poser un acte. Il ne le fera pas tout seul sans consultation. Pour ainsi parler de cette notion qui est liée à l'éthique, Amartya Sen mentionne l'œuvre de Smith au sujet de l'impartialité et de l'universalité.²⁴⁰ Le dirigeant républicain reste en contact permanent avec son peuple pour communiquer sur les décisions à prendre, puisque ce sont ces derniers qui contribueront à ces hostilités une fois que la décision de combattre est prise. Alors, tous ensemble ils sont consultés pour une prise de décision. Pour noter ici, la nation qui en premier lieu a pratiqué l'idéologie de la théorie de paix démocratique, est celle des États-Unis d'Amérique. Cette nation a adopté et pratiqué ce modèle politique depuis des décennies.

Par contre, ce genre de raisonnement fonctionnerait dans le cas où les États sont démocratiques comme le prévoit Kant. Par ailleurs, nous chercherons à savoir si le procédé reste pareil vis-à-vis des États non-démocratiques. L'objectif est de savoir si la notion de guerre est inexistante entre les partisans de la démocratie et les non-démocrates. Il est certainement clair qu'une notion de formes de souveraineté et de régimes sera mise en cause dans ce cas. Sur cette base nous avons constaté que l'Angleterre avait déclaré la guerre à l'Irlande et la dominait durant une certaine période.²⁴¹ Cette théorie de paix démocratique avait sûrement ces limites dans la mesure où elle prônait une paix perpétuelle et se livrait en guerre contre ceux qui n'étaient pas considérés comme États démocrates.

²³⁸ Frantz Gheller, Le contexte sociopolitique du projet de paix d'Emmanuel Kant, *Études internationales*, Vol.41, N.3, 2010, p.341-359, p.341

²³⁹ European Union National Institute of Culture International Peace Institute, *Perpetual Peace, Perpetual Peace: A philosophical sketch (1795) Immanuel Kant*, Slought Foundation, Philadelphia, 2010, p.12-13

²⁴⁰ Kath Melia, *Ethics for Nursing and healthcare*, Éditions SAGE, Los Angeles, London, Singapore & Washington DC, 1st ed., 2014, p.65

²⁴¹ Augustin Thierry, *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands: De ses causes et de ses suites jusqu'à nos jours, en Angleterre, en Écosse, en Irlande et sur le continent*, 3^e édition, Alexandre Mesnier, librairie, Paris, 1830, p.306

Certainement que, les Anglais avaient leur raison que nous ignorons. Pour eux, ils firent la guerre à l'Irlande, puisqu'elle ne considérait pas ce territoire comme démocratique. Et selon elle l'Irlande deviendrait démocratique après avoir abdicé aux instructions que lui dicterait l'Angleterre. La méthode fut pareille lorsqu'il s'agissait d'implanter le républicanisme libéral qui a un certain moment avait fait le tour du monde et de façon universelle afin que la paix perpétuelle soit semée entre et parmi les États. Aussi longtemps que les États construisent leurs entités sur la perspective libérale commune, la paix sévira entre eux, et la guerre ne sera plus d'actualité, puisque les gouvernements autoritaires ainsi que tyranniques qui mènent la vie dure à leurs concitoyens éviteront de s'adonner aux sales besognes qu'ils infligent à ces derniers. Nous aurons un monde parfait avec toute sorte de paix perpétuelle qui prévaudra de façon universelle.

Enfin, ceux qui ont accepté cette idéologie de paix démocratique, qui a été beaucoup plus implémentée en devenant la chose des recherches quantitatives, sont désormais agents de la politique de sécurité américaine et de démocratie puisque, les États-Unis sont ceux qui l'ont entamé les premiers. Il serait donc évident que qui veut appliquer cette idéologie à son territoire fasse pleinement la copie des États-Unis d'Amérique. Au final, ils suivraient la politique américaine ainsi que la démocratie copiée de ceux-ci. Du coup, si nous nous conformons à la notion de théorie de paix démocratique qui émergeait durant la fin du 20^e siècle, nous pourrions dire que Dean Babst intervenait avec son idéologie et concluait que l'existence des nations indépendantes dont la politique de gouvernance est axée sur des services publics électifs contribueraient pleinement au maintien de la paix.²⁴² Ce que reprennent les politiciens américains au cours de leur campagne présidentielle. En 1992, le secrétaire d'État James Baker ainsi que le président George Bush et encore Bill Clinton en feront usage durant leur campagne pour la prise du pouvoir.²⁴³ Pour Jack Levy, la thèse de démocratie ou paix perpétuelle est la chose la plus proche d'une loi empirique des relations internationales.²⁴⁴

Par contre, il semblerait que cette expression « Paix démocratique » serait un peu ambigu, trompeuse et voir confondre d'une manière ou d'une autre la notion de démocratie en tant que telle. Pour certains, il est préférable d'évoquer la méthode de la théorie de paix libérale en lieu

²⁴² The first empirical reports were Dean Babst, "*Elective Governments-A force for peace*", *The Wisconsin sociologist*, Vol.3, N.1 (1964), pp.9-14, p.10-11

²⁴³ Michael E. Brown, Sean M. Lynn-Jones & Steven E. Miller, *Debating the democratic peace theory: An international security reader*, The MIT Press, Cambridge & London, 1996, p.

²⁴⁴ Jack S. Levy, *Domestic Politics in war*, in Robert I. & Theodore K. Rabb, eds., *The Origin & Prevention of major wars*, Cambridge University Press, New York, 1989, p.88

de paix démocratique, puisque cette composition serait très bien et encore facile à définir dans les analyses empiriques. Kant l'avait souligné en disant lui-même que la démocratie sous forme de souveraineté pouvait souvent être confondue au républicanisme qui correspondrait à une forme de gouvernement. Selon lui, l'application d'une constitution républicaine serait le critère primordial qui motiverait une paix perpétuelle. Au final, elle devient l'une des pièces fondatrices de la paix perpétuelle. Une fois que des États dits libéraux font la guerre à des territoires qu'ils ne considèrent pas démocratiques dans l'optique de les rendre comme eux, il serait un peu douteux de parler de paix perpétuelle. Dans la mesure où la démocratie livre difficilement des guerres. Les réalistes eux ne partagent pas ce point sur lequel se forge l'idéologie des libéraux.

À ce point, un problème se pose. Sûrement, c'est de cette théorie de paix démocratique dont parle Sebastian Rosato. Il la définit comme la plus puissante contribution libérale tout en mentionnant la sécurité nationale américaine en parlant de la promotion de la paix mondiale.²⁴⁵ À ce niveau, un doute se crée du fait de savoir si les États démocratiques ne se livrent réellement pas de guerre. Il est carrément utile sur la base de logique convaincante d'évoquer ce fait tout en s'interrogeant sur l'interaction de la démocratie. Dans ce cas, il sera préférable de mettre beaucoup d'attention sur le mode de gouvernement que la forme de souveraineté.²⁴⁶ Chose que la logique institutionnelle recommande.

Pour cette logique institutionnelle, les institutions démocratiques ainsi que les processus permettent de porter des choix sur des dirigeants responsables qui seraient à mesure de régulariser des catégories sociales sans équivoque peu importe les circonstances.²⁴⁷ Par ailleurs, Kant conçoit qu'il faudrait un gouvernement républicain qui soit fondé sur la base d'un État de droit et qui serait dirigé par une méthode de séparation de pouvoirs, pour un respect des droits de l'homme, et d'un réseau interdépendant de relations sociales et économiques. Une fois que les individus se respectent et se réfèrent aux critères nécessaires et suffisants, une paix stable sera établie entre les différents États, afin que cette paix soit durable.²⁴⁸

²⁴⁵ Sebastian Rosato, *The flawed logic of democratic peace theory*, University of Chicago, Chicago, Vol.97, N.4, November 2003, pp585-602, p.585

²⁴⁶ Immanuel Kant, *Perpetual Peace*, p.97

²⁴⁷ Rosato, op. cit., p.587

²⁴⁸ Michael Doyle, *Ways of war and peace: Realism, Liberalism and Socialism*, W.W. Norton & Company, New York, 1997, p.286-287

Selon John Owen, les libéraux ont des préjugés vis-à-vis d'autres États (les États étrangers). Les libéraux considèrent que les États à système libéral sont plus sécurisés que ceux qui ont un système différent au leur. Du coup, ceux-ci deviennent dangereux. D'où tirent-ils leur accusation? Ceci provient du fait que selon eux, les gouvernements qui respectent l'autonomie de leurs citoyens agiront de façon rationnelle et avec beaucoup plus de responsabilité vis-à-vis de ces derniers tandis que les gouvernements coercitifs font le contraire. Les libéraux, autrement, déclarent la guerre aux États qu'ils considèrent opposés à eux et c'est bien ce genre de conflit qu'Owen qualifie de guerre libérale.

Plus loin, pour donner la crédibilité du système libérale, Maoz et Rusett ont cherché à corroborer plusieurs expériences qu'ils ont classées en deux cas empiriques. Ce qu'ils décrivent comme un modèle normatif et structurel. Le coté normatif de la chose est que les démocraties ne se livrent pas de guerre²⁴⁹, puisque les normes de compromission et de coopération les protègent contre les conflits. Ils arrivent donc à résoudre le problème de façon pacifique sans qu'il n'éclabousse.

Par contre, le structurel confirme que le processus de mobilisation de politique complexe contraint des leaders ou dirigeants de démocraties opposées à se confronter violemment les uns aux autres. Pour en arriver à la conclusion de leur analyse, Maoz et Rusett ont constaté que les deux modèles ont été élaborés sur la base de données. Mais, il advient à dire que le modèle qui serait le plus avantageux puisqu'étant robuste, fort et consistant sur la base des données, est le modèle normatif.²⁵⁰ Pour corroborer le fait que les États libéraux sont les plus crédibles, James Fearon intervient en soulignant le fait que ces États dits libéraux sont une fois de plus effectifs en prouvant leurs intentions à ceux qui ne sont pas du même bord qu'eux.

Un fait qui pourrait se justifier par le caractère électoral des dirigeants libéraux qui sont choisis par vote ou élection. Du coup, le dirigeant est susceptible de répondre à ses erreurs. Tandis que dans un État non libéral caractérisé par un régime autoritaire, le dirigeant ne répond pas aux mêmes exigences que celui d'un gouvernement libéral. Il pourrait rester impuni sur toute la ligne, parce qu'il n'y a pas de transparence comme il existe dans un régime libéral. Ceci motive par ailleurs de dire de tout État démocratique d'être moins engagé dans

²⁴⁹ Fouad Laroui, *De l'islamisme: Une réfutation personnelle du totalitarisme religieux*, Éditions Robert Laffont, Paris, 2006, p.165

²⁵⁰ Pugh (2005:6)

des conflits armés internes.²⁵¹ Tandis que les États à moitié démocratiques ont un risque élevé de conflits (guerres) dans leurs gouvernements plus que les démocraties et les autocraties.²⁵²

Nous n'arrêterons pas nos recherches à ce niveau, nous allons étendre nos connaissances à cette idée de théorie de paix démocratique. Nous ne constatons que Michael Doyle intervenait avec trois paradigmes qu'il caractérise par les libéraux, les réalistes et les socialistes dans l'optique de décortiquer la question de guerre et de paix. Dans ce sens, Kenneth Waltz, à partir de son étude classique, émet l'idée de guerre qui serait mieux comprise à l'échelle du système. Ce que Doyle à son tour reprend et tous les deux tombent d'accord sur le fait que chaque paradigme devrait être sujet de concept et de critique empirique. Par contre, Doyle ne se prononce surtout pas plus sur la comparaison des paradigmes. Pour lui, ces trois paradigmes ont beaucoup à apporter au monde. Nous revenons donc à la notion de la théorie de paix libérale. Pour sa part, Michael Doyle fait un point sur le nombre de conflits qui s'est déroulé durant une période bien déterminée. Il se sert d'une étude historique pour faire son analyse. Il part de 1790 à 1983 et trouve que l'absence de guerre entre États libéraux est due au fait que des définitions ont été attribuées aux républiques démocratiques et libérales.²⁵³ Les termes sont les suivants: un État libéral, une république constitutionnelle, un État à idéaux libertaires, une démocratie, une polyarchie, et autres. Doyle accepte le concept d'État libéral, mais il ne donne pas les critères adéquats pour la sélection des États qu'il énumère comme libéral au plan théorique.

Par la suite, les libéraux sont convaincus que c'est bien à travers le commerce que le monde sera épargné des guerres. Tout comme Kant l'avait mentionné dans la description des institutions. Pour Kant, les institutions devraient suivre le processus de marché, des politiques au-delà de la souveraineté, des citoyens avec des droits légaux, des propriétés d'économie privée, et républicain. Pour eux, c'est bien le moyen par lequel les individus à travers le globe pourraient communiquer. Ils parlent également d'un monde cosmopolitan (un monde commun).

Ceux-ci prônent le commerce pour un monde paisible et meilleur. Cette même idéologie est recommandée par Gates, Knutsen et Moses.²⁵⁴ Selon les libéraux, ce sont les individus qui doivent être les acteurs de tout ce que doit régir le monde. Tandis que les réalistes sont pour le

²⁵¹ Håvard Hegre, *Democracy and armed conflict*, Journal of Peace Research, Oslo, Vol.51, N.2, 2014, pp.159-172, p.159

²⁵² Ibid, p.161

²⁵³ Pugh, op. cit., p.7

²⁵⁴ Hegre (2014:163)

fait que l'État doit être le centre de tout. Ils poussent même le pion loin pour dire que l'État doit faire des guerres. Quant aux socialistes c'est une question de classe qui doit prédominer la scène et non comme le préconise les deux autres paradigmes. Toutes ces assomptions pour une stabilité du monde entier, mais par différentes méthodes. Mais toujours est-il que le modèle libéral demeure pour l'instant celui qui reste à suivre et cela depuis la chute du bloc communiste.

La théorie de la paix démocratique est un concept initié par Emmanuel Kant. L'idée d'adopter ce modèle consiste à avoir un monde parfait, pacifique sans conflit où les États républicains ne se font pas de guerre. Pour ainsi rebaptiser cette théorie qui plus tard pris la forme de théorie de paix libérale, plusieurs points ont été évoqués jusqu'à ce que le modèle libéral puisse dominer les deux autres que sont le réalisme et le socialisme. Il est bien évident que ce monde est dominé par des méthodes libérales qui se sentiraient plus démocratiques dans la mesure où le système libérale ne livre pas de guerre contre d'autres États de sa posture. Un modèle libéral est considéré démocratique par plusieurs due à sa fonction d'État républicain avec à sa tête un dirigeant républicain qui consulte tout d'abord son peuple pour la prise des décisions. Dans ce type de régime il existe la transparence qui certainement manque aux autres dirigeants non démocratiques. Puisque, notre recherche sur la théorie de la paix démocratique achevée, nous porterons nos regards sur l'étude de la théorie de la politique dans la section suivante.

1.3 Théorie de la politique

La politique, depuis l'antiquité Grecque, est l'action concernant la bonne gouvernance de la société civile. Par contre, cette politique dont il était question a transcendé selon le temps et l'espace. Une nette différence existe entre cette politique pratiquée dans l'antiquité grecque et celle que nous vivons ou connaissons de nos jours.²⁵⁵ Du coup, la politique se définit par les activités ayant un lien avec les affaires de la cité.²⁵⁶ La politique peut se résumer en deux points. Le concept (la politique) peut se définir comme adjectif en ce moment il renvoie à une activité particulière d'individus (élus, représentants) ou d'institution (partis, groupes, États).²⁵⁷ Étant considéré comme substantif la politique désigne un lot d'activités et un espace

²⁵⁵ Denis Monière & Jean Herman Guay, *Introduction aux théories politiques*, Québec Amérique, Montréal, 1987, p.25

²⁵⁶ Dominique Chagnollaud, *Science Politique*, Éditions DaLLoz, Paris, 2010, p.6

²⁵⁷ Chagnollaud (2010:6)

spécifique de compétition pour l'obtention du pouvoir (la vie politique).²⁵⁸ Cependant, Max Weber considère la politique comme l'ensemble des efforts fournis par l'individu qui lui permet de participer au pouvoir ou d'avoir une influence sur la répartition du pouvoir, soit entre les États, soit entre les divers groupes à l'intérieur d'un même État. Par ailleurs, il serait un champ social influencé par des conflits d'intérêts régulés par un pouvoir lui-même dominant (monopolisateur) la coercition légitime.

En général, le mot politique peut également nous renvoyer à ce qui est en rapport directe à un gouvernement (au sens large) d'une société dans son ensemble. Alors, il reste à savoir faire la différence de ce qui est politique du non politique. Évidemment, la notion de politique doit nous faire ressortir deux questions. En premier, que doit détenir le pouvoir politique? En second plan, que doivent être les limites du pouvoir politique, quoique qui le détienne? Puisque, ce n'est pas tout phénomène autour de nous qui explique un fait politique, alors nous cherchons à comprendre s'il existe d'autres moyens expliquant ce concept. À travers une étude politique, nous constatons que la politique en tant que telle se scinde en deux parties que sont les sciences politiques et la théorie de la politique. Une nette distinction est faite à ce niveau. Nous notons que les sciences politiques qui connurent le jour au 20^e siècle sont dérivées de l'empirisme qui date du 17^e siècle.²⁵⁹ Pour parler de « science », il est question de relater les méthodes à partir desquelles la connaissance est acquise sur le procédé des observations, expérimentations, des évaluations ou des dimensions ou encore des comptabilisations.²⁶⁰ Selon Leo Strauss, les sciences politiques ont été identifiées par le biais de la philosophie politique.²⁶¹ La différence entre ces deux termes (science politique et philosophie politique) serait la conséquence de la distinction relativement récente qui existerait entre la science et la philosophie de façon générale. Les sciences politiques ou la philosophie politique serait le moyen le plus adéquate dans la quête du meilleur régime ou de la meilleure société ou encore de la doctrine représentant le meilleur régime ou la meilleure société. En somme, c'est une recherche qui renferme l'étude de toute sorte de régimes. Nous ferons ainsi un point de départ depuis l'antiquité grecque jusqu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, dans l'optique de comprendre la notion des différentes politiques menées.

Le thème politique provient de la civilisation grecque (mot grec) qui correspond au mot « polis ». Le mot « polis » renvoie à l'ensemble des citoyens résidant dans une ville bien

²⁵⁸ Ibid

²⁵⁹ Andrew Heywood, *Political theory: An introduction*, 4th ed., Palgrave MacMillan, New York, 2015, p.2

²⁶⁰ Ibid

²⁶¹ Leo Strauss, *Lecture series: The problem of Socrates*, october 27, 1958, p.130

définie. Ce mot qui fut jadis utilisé pour définir les habitants d'une ville à d'autres connotations que nous ne pouvons l'imaginer de nos jours. Pour les Grecs, la ville n'était pas limitée puisqu'elle est une fonction d'État. Par contre, ne donnait pas droit de citoyenneté à tous ceux qui habitaient la ville d'Athènes, puisque parmi eux certains étaient des citoyens et d'autres des esclaves et métèques (les étrangers). Les esclaves ainsi que les métèques ne pouvaient aucunement prendre part aux décisions politiques.²⁶² Avec le temps, mais toujours dans l'antiquité, deux sortes de politiques étaient appliquées soit à Athènes comme dans l'empire romain, où la notion de citoyenneté occupait une place centrale pour le citoyen.²⁶³ Cette distinction faisait aussi partie de la politique appliquée dans ces deux entités différentes, en ce qui concernait leur société civile de façon respective. Une légère différence se faisait sentir au niveau de la citoyenneté dans l'empire romain qui était caractérisé par une certaine souplesse vis-à-vis de celui qui devrait obtenir le titre de citoyen, si ce dernier n'était ni de père et de mère Athénien ou Romain. Alors, la notion de la politique en tant que telle à ces périodes paraissait perplexe.

Si nous revenons sur la notion du philosophe politique. Le philosophe politique était un individu qui n'était principalement pas concerné comme agent politique, puisqu'il était en dehors de cette activité quand bien même qu'il soit l'agent qui était à la recherche du meilleur régime. Alors, si nous devons nommer un tel individu, nous mentionnerons le nom de Hippodamus. Hippodamus était de Miletus. Le meilleur régime d'Hippodamus était réglementé par trois principales caractéristiques. Sa masse citoyenne était départagée en trois parties que sont: les artisans, les agriculteurs et les guerriers. L'espace faisant partie de sa cité fut également défini par trois éléments en forme de caractère sacré, le commun et la particularité (propriété). Il en était pareil pour les lois qui furent scindées en loi d'outrage, la loi concernant les dommages et la loi d'homicide. Ce tout qui formait les caractéristiques d'Hippodamus et était interprété d'une manière ou d'une autre par Aristote et ce que lui à son tour qualifiait surtout de méthode confuse.²⁶⁴ Ce qui reste à retenir est de savoir que toute action politique est soit pour la préservation ou conservation ou encore pour le changement ou modification.²⁶⁵

Dans la mesure où elle est préservée, elle s'oppose à ou prévient un changement qui devrait terminer en mal ou au pire (drame). Il serait alors impossible de penser au meilleur et au pire

²⁶² Séquence 3-HG20, *L'invention de la citoyenneté dans l'Antiquité*, Cned- Académie en ligne, p.3

²⁶³ lycee-marc-bloch.spip.ac-rouen.fr/IMG/pdf/94415_hist_2010_partie2.pdf

²⁶⁴ Alberto Manguel, *A reading diary*, Alfred A. Knoff Canada, Toronto, 2004, p.25

²⁶⁵ Chico Whitaker, *Changer le monde*, Éditions Loyala, Sao Paulo, 2005, p.201

sans toutefois faire allusion au bon et au mal. En somme, toute action politique est liée en quelque sorte à la notion du bien ou du mal.²⁶⁶ Ces notions de bien ou de mal, sont tout d'abord une question d'opinion et plus tard un complément au bien politique. Ce qui nous permettra de partir de la phase émotionnelle au point rationnel. Ceci nous ramène à dire que toute pensée primitive politique n'était pas scientifique, et que c'était bien du folklore. Du coup, la situation politique contemporaine n'a rien de commun avec la politique qui la précédait. Un fossé est construit entre les deux politiques, puisque la véritable race est continuellement divisée en plusieurs classes politiques, bien sûr avec une politique indépendante des uns et des autres. Tout ce système de formation de classe crée sans équivoque des frontières qui se constitueront en différentes sortes de sociétés et de gouvernements. Donc, toute cette division rend impossible l'harmonie qui devrait exister entre les humains qui eux rêvaient d'une société meilleure. Du coup, nous serons ignorants de notre avenir (futur). La politique en tant que telle devrait être l'outil à travers lequel le bien se réaliserait. Puisque, ce système étant considéré le vase de la connaissance du phénomène. Le mot politique dans la culture grecque avait plus d'une signification. La politique était la connaissance de la société (gouverne collective) et la pratique qui servait à gouverner ou l'art de régulariser les affaires publiques.²⁶⁷ Quant à Platon, la connaissance politique avait rien n'avoir avec les préoccupations stratégiques, puisqu'elle ne cherche aucunement pas à conquérir le pouvoir. Platon essayait de convaincre les uns et les autres à accepter la notion de régime politique parfait. Il terminait en spéculant que le juste était meilleur à l'injuste. Dans l'ensemble nous revenons à dire que Platon voulait parler d'un gouvernement qui se forgerait sur la base de principe de justice. Un gouvernement juste qui proviendrait de la théorie politique. Pour Aristote, la science politique serait la science maîtresse.²⁶⁸ Aristote considère cette discipline qu'il présente comme naturelle et nécessaire: « Il est donc évident que toute cité est dans la nature (...) Aussi l'homme est-il un animal civique (...).²⁶⁹ Sur cette base, il est évident pour Aristote que la vie en communauté (en société) reflète de la nature humaine. Si cela est bien le cas alors, l'être humain cherche à vivre, bien vivre en obtenant son objectif.

Pour mieux vivre comme l'a défini Aristote, c'est de vivre dans une société. Puisqu'aucun être ne se suffit seul. Cet agent sera ainsi donc dans l'obligation de s'associer aux autres pour former un groupe, afin de satisfaire les besoins. D'où une nécessité de s'associer aux autres.

²⁶⁶ Strauss (1958:131)

²⁶⁷ Paul G. Thomas, *La gestion collective des affaires publiques: Changement de cap dans l'art de diriger*, Optimum, La conférence, La revue de gestion du secteur public, Vol29, N.1, pp.28-33, p.28-29

²⁶⁸ J. Tricot (traduction 1959), *Aristote, L'Éthique à Nicomaque*, Éditions Les Échos du Maquis, 2014, p.21-22

²⁶⁹ Aristote, texte Français présenté et annoté par Maurice Prélôt, *Politique*, P.U.F, Paris, 1950, p.6

Pour que cette association ait lieu, il faudra un lien par lequel ces individus seront liés les uns aux autres et cela par le biais de la politique. La politique en tant que telle est un art de regrouper les êtres humains en communauté.²⁷⁰ Sur cette base, différentes populations se tiennent la main dans la main pour une société stable. Les principes sont donc de créer une organisation politique. Et c'est bien ce qui continua durant des siècles et des siècles depuis l'antiquité jusqu'à nos jours. Une politique organisée serait bien dans une société où le juste et l'injuste seront définis par des lois imposées soient prescrites ou interdites. Platon et Aristote procédaient de façon différente pour définir une société juste. Aristote quant à lui mettait l'accent sur les différents régimes politiques (méthode a priori) tels que la démocratie, l'aristocratie et la tyrannie. Ils les comparaient les uns aux autres par rapport à leur produit afin de conclure lequel donnait les meilleurs résultats. Pour Platon, le bon gouvernement devrait être l'affaire des sages (ceux qui détenaient la sagesse). La démarche de Platon qui consistait à faire une étude comparée, aboutissait à un résultat puisqu'étant en bonne voie.

Cette œuvre est reprise plus tard, avec plus de détails, par Cicéron dans la Rome antique. Il advient de dire que le droit fit surface. Le droit privé, le droit public ainsi que les bases constitutionnelles de la vie politique sont établies. Et ces nouvelles découvertes apportées par Cicéron seront les cartes magiques de la théorie politique dans la Rome antique. La loi sera donc l'élément primordial. Pour désormais parler de la vie politique, les Romains se servaient des mots « Res Publica » qui signifierait « chose publique ».²⁷¹

Alors, si nous pouvons résumer, la république est la chose du peuple où les individus sont connectés les uns aux autres par leur adhésion. Ils sont liés par un but collectif. Finalement, Cicéron comme Aristote, arrive au même raisonnement tout en confirmant que la justice est occasionnée par la loi. Dans l'ensemble, si le citoyen respecte et applique la loi, il raisonne dans ce cas et une fois qu'il est dans ce mouvement cartésien, alors obéit à la raison et finira par accomplir son vœu le plus absolu qui se soldera en intérêt. En conclusion, nous arrivons à dire que ce sont les lois qui régissent les droits et les devoirs du citoyen. Ainsi donc, tout individu faisant partie de la société civile fera de son mieux et possible pour être intéressé à la théorie de politique. Que ce soit les chrétiens, les penseurs de la Renaissance ainsi que les premiers à avoir posé les fondements de la société américaine (la république américaine),

²⁷⁰ Richard Sennett, *Together: The rituals, pleasures and politics of cooperation*, Penguin Books, Milton Keynes, 2012, p.4-5

²⁷¹ Le quotidien municipal dans l'Occident romain, Éditions Presses universitaires Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand, 2008, p.188

tous sans exception seront pleinement intéressés aux œuvres de leur prédécesseurs, les penseurs de l'antiquité.

Et cette pensée de la théorie de politique a transcendée sur un long voyage pour donner ce qu'elle est devenue à nos jours avec des transformations. Dans la phase de Renaissance, l'accent est misé sur le réel sous le Prince de Machiavel, tandis que les obligations morales ou religieuses sont ignorées. Les œuvres de l'antiquité gréco-romaine sont avantagées.²⁷² La politique sera enfin dans le même sac que le pouvoir monarchique.²⁷³ La politique est désormais vue sous un autre pan. Elle nécessite beaucoup d'analyse pour définir le pouvoir politique. Après cette période, au 17^e siècle, plusieurs autres penseurs sont intervenus, tels que Hobbes, John Locke, Robison toujours dans le même ordre de la théorie de la politique, mais avec des suppléments ou rajouts. Le tour de Montesquieu, au 18^e siècle, avec sa participation à la révolution intellectuelle.²⁷⁴ Montesquieu cherchait par voie et moyen le procédé le plus adéquat et rationnel lui permettant de canaliser les sortes de régimes politiques. Il s'appuyait sur la loi pour tracer les bases de la société civile.²⁷⁵ Par contre, Jean Jacques Rousseau intervenait également pour apporter sa contribution à ce que ses prédécesseurs avaient autrefois entamé. Rousseau portait des critiques sur la théorie de la représentation dont parlait Montesquieu.²⁷⁶

Finalemnt, une révolution populaire, communément appelée révolution Française a changé les donnees des institutions politiques. Au cours de cette époque, la science politique restait dominée par la théologie. Ce fut la fin de la monarchie du droit divin par le biais de la souveraineté du peuple.²⁷⁷ La démocratie libérale l'emporte sur tous les plans depuis cet évènement. En conclusion, la théorie de la politique vient de très loin selon l'espace et le temps avant de prendre la forme de démocratie libérale.

La théorie de politique a été examinée par plusieurs penseurs depuis l'antiquité, en passant par Platon, Aristote, et autres. La suite de notre projet de recherche aboutira à la théorie du multipartisme dans les lignes suivantes.

²⁷² Vilfredo Pareto, *Traité de sociologie générale*, Éditions Librairie Droz, Genève & Paris, 1968, p.551

²⁷³ Ibid

²⁷⁴ Rebecca Kingston, *Montesquieu and the parlement of Bordeaux*, Éditions Droz, Genève, 1996, p.303

²⁷⁵ Ibid

²⁷⁶ Oeuvre complete de Montesquieu, Éditions chez Firmin Didot frères, Librairies, Paris, M DCCC XXXVIII, p.V

²⁷⁷ 50 minutes, Grands évènements, numéro 38, *La révolution française et la fin de la monarchie absolue, Aux armes, citoyens !*, 2016, p.4

1.4 Théorie du multipartisme

Le multipartisme est le partage du pouvoir d'État²⁷⁸ par au moins deux partis politiques de différent bord. Le gouvernement est géré par des partis politiques à idées opposées. Dans ce cas nous insisterons sur la gauche et la droite qui exerceront tous ensembles des fonctions dans un même gouvernement à modèle démocratique. D'où le partage des portefeuilles ministériels entre multiples partis politiques qui donnerait le couple compétition/coopération.²⁷⁹ Le multipartisme explique également un phénomène de transition. Cela fut le cas pour les pays de l'Europe de l'Est. Ces États sont passés du système du communisme à la démocratie. Donc, le multipartisme mène à une transition démocratique.²⁸⁰ Par ailleurs, il existe bien d'autres raisons ou facteurs au cours de la transition (multipartisme) qui influenceraient le processus de la démocratisation.²⁸¹ Une coalition de parti politique peut éventuellement être créée dans le courant de la transition (multipartisme). Ce que nous avons constaté en Côte d'Ivoire en 1995 avec la formation du Front Républicain quand bien même que le pays connut le multipartisme le 30 mars 1990.

Le Front Républicain était la composition (coalition) du Front Populaire Ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo et du Rassemblement Des Républicains (RDR) d'Alassane Ouattara. Ce phénomène a été également constaté durant les élections de 2010 en Côte d'Ivoire, la coalition Bédié- Ouattara sous l'égide du RHDP (Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix). Le multipartisme apporterait certainement une lumière sur la méthode et la transparence du scrutin. Le thème multipartisme, à la fin de la décennie quatre-vingt et début année 1990, fit la une des médias, des réseaux sociaux et autres, peu importait la manière dont les informations étaient recueillies, le multipartisme était réel. Pour la plupart des entités du Tiers Monde, il a été constaté que les nationaux du pays en quête de démocratie étaient en alerte pour l'instauration du multipartisme sur leur sol.

Il a été observé que les États latino-américains étaient en effervescence pour l'obtention de leur ticket au multipartisme. Le même scénario fut vécu en Asie et sur le continent africain, où pour certains le multipartisme marquerait la fin des pouvoirs à parti unique. Le ras-le-bol de ces individus se lisait sur leur visage à travers leurs différentes manifestations incessantes qui se déroulaient à longueur de journée sur des mois et des mois. Deux présences étaient à

²⁷⁸ Sory Balde, *La convergence des modèles constitutionnels : Études de cas en Afrique subsaharienne*, Éditions Publibook, Paris, 2011, p.130

²⁷⁹ <http://www.e-ir.info/2012/11/21/does-a-multi-party-system-lead-to-more-democracy/>

²⁸⁰ Ibid

²⁸¹ Christian Bouquet, *Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire*, L'espace politique, 3/2007-3, p.25

cette période en convergence. Ces différentes coopérations en faisant allusion aux deux présences, et étaient d'une force interne et d'une externe. La force qui venait de l'extérieure serait certainement celle qui motivait celle dite interne, puisque les soi disant bienfaiteurs étrangers souhaiteraient que des citoyens d'un pays soient totalement libres par rapport à l'instauration du multipartisme dans les pays dits non démocratiques. Pour ce fait, le soutien extérieur était bien vu dans la mesure où cette aide permettrait d'aboutir à des élections libres et régulières.²⁸² En somme, le multipartisme était un système qui permettait de renverser de façon brutale des régimes dits autoritaires et redonner naissance à la démocratie.²⁸³

Le multipartisme, en quelque sorte, serait la méthode à travers laquelle certains individus pourraient s'opposer à l'unique parti ou au gouvernement, afin d'aboutir à des changements dans un régime. Du coup, tout semblerait mieux fonctionner dans le processus d'élaboration des politiques.²⁸⁴ Décidemment, cela était le but pour lequel le multipartisme devrait être instauré dans les entités où pour certains le pays vivait une dictature ou dans l'autocratie. Afin que, cette pluralité qui était d'autant inexistante puisse se faire valoir. De ce fait, nous aurons des élections qui seraient libres et transparentes. Les électeurs ont désormais le choix entre les candidats et n'ont plus droit à l'erreur, car ils savent précisément à qui apporter leur voix.

Puisque, les règles du jeu démocratique dans cette phase de multipartisme seraient d'avoir des élections justes et transparentes. Des observateurs internationaux seront ainsi présents durant les élections qui se dérouleront désormais. Ce système semble apporter une certaine crédibilité aux futures campagnes électorales ainsi qu'aux urnes. L'heure avait sonné où tout devrait se passer sous les yeux et la contribution de l'opinion dite internationale. Il est ainsi clair que tout parti politique avait le droit d'être représenté. Par ailleurs, il fût constaté que tous les partis politiques n'auront pas le même poids. Certains partis auront plus de voix que d'autres. Sur cette base, il sera évident que ce déséquilibre créerait un format disproportionné. Du coup, ces petits partis politiques en face des majoritaires seront plus ou moins entendus ou encore effacés. Ce déséquilibre sera réel, mais n'empêche que ces petits partis vont toujours vouloir revendiquer, malheureusement leur voix ne portera pas, puisqu'ils ne sont pas majoritaires.

²⁸² Erika Moreno, *Subnational determinants of national multipartism in Latin America*, Legislative studies quarterly, Wiley Washington University, Vol. 28, N.2 (may, 2003), pp.179-201, p.180

²⁸³ Ibid, p.179

²⁸⁴ Ibid, p.180

Le multipartisme sera donc ici mal parti, sinon mal en point, puisque l'objectif pour lequel il a été instauré ne verra pas le jour.²⁸⁵ Par contre, la grandeur de la circonscription pourrait favoriser le niveau du multipartisme, puisque ces circonscriptions réduisent la disproportion qui est stabilisée par le nombre de siège obtenu à travers la perspective élargie des candidats et partis politiques.²⁸⁶ Ce multipartisme dont certains étaient bel et bien convaincus de son système qui transformerait les conditions démocratiques en un plus, soit positif, ne connaît cependant pas un succès dans ses œuvres.²⁸⁷ Les preuves de progrès démocratiques par la méthode du multipartisme sont vraiment minimes. La seule des choses que nous tirons de positif de ce système du multipartisme se résulte au fait que le niveau de compétition au cours du scrutin est élevé, puisque plusieurs candidats y prennent part. Les électeurs ont ainsi un choix varié de candidats pour qui voter. Dès lors, une farouche compétition s'est créée avec l'instauration du multipartisme. Les leaders politiques font de leur mieux pour se procurer le plus d'électeurs, mais il est impossible à travers le multipartisme d'accéder au pouvoir exclusif, puisque nul ne peut l'acquérir dans ce système pour la plupart du temps.²⁸⁸ Par contre, le multipartisme qui était autrefois prôné restait un système qui a été mis en place pour parer aux conditions néfastes de la conjoncture internationale. Elle fut indirectement imposée au début des années 90.²⁸⁹

Pour ceux qui ne le savaient point, ou qui rêvaient d'élections transparentes comme le prouvait les nouvelles urnes de verre, avaient pour la plupart du temps en tête que ce modèle politique leur rendrait la vie facile et paisible. Le rêve pour certains et de l'utopie pour d'autres. Finalement, l'instauration du multipartisme des années 90 qui a eu lieu dans bon nombre d'entités était le résultat des manifestations populaires et des pressions internationales.²⁹⁰ Pour certains auteurs et penseurs, ce multipartisme qui a tant fait de bruit et qui contribuerait au bien être de tout individu du territoire sur lequel il foulera les pieds, n'a été qu'illusion dans la mesure où il n'a renouvelé aucun pacte social. Pour eux, l'effort fourni par la masse n'était qu'en vain.²⁹¹ En fait, ce système profiterait à certains anciens politiciens de ce moment pour se refaire une place politique à nouveau puisque, l'occasion leur était

²⁸⁵El Hadji Omar Diop, *Partis politiques et processus de transition démocratique en Afrique noire*, Éditions Publibook, Paris, 2006, p.23

²⁸⁶ Arend Lijphart, *Electoral systems and party systems: A study of twenty-seven democracies, 1945-1990*, 1st ed., Oxford University Press, Oxford & New York, 1994, p.181-182

²⁸⁷ Op.cit. p.23

²⁸⁸ K R Gladdish, Two-party versus multi-party: The Netherlands and Britain, in *parliamentary affairs*, Vol.26 (June, 1973), pp 454-470, p.467

²⁸⁹ Politique Africaine 70, *Le Kenya: Le contrat social à l'abandon*, Éditions Karthala, Paris, 1998, p.8

²⁹⁰ Ibid

²⁹¹ Ibid, p.9

redonnée de refaire surface sur la scène politique qui ne leurs étaient plus favorables. Et ce fût de cela que parlait James Freeman Clarke en mettant le point sur la différence qui existe entre l'homme politique et l'homme d'État, en ses mots: « Le premier pense à la prochaine élection, le second à la prochaine génération ».

Une occasion pour ceux qui rêvaient de démocratie et un autre moyen pour ceux qui avaient l'objectif de briguer à nouveau une place politique. Nous constatons que cette période pouvait être analysée sur plusieurs pans. Une classe qui voulait un changement et un groupe qui pensait à se repositionner. Deux idées diamétralement opposées. En somme, c'est ce qui forme un monde. Un monde dans lequel nous observons ceux qui mangent et qui à leur tour sont mangés comme nous l'avait démontré le réseau alimentaire. Une arène politique qui d'une part opérait dans le physique et d'autre part dans le spirituel due au fait de sa partie cachée que certains n'arrivaient à décrypter. Bref, pour ceux qui étaient nouveaux à faire la politique toutefois sans avoir une connaissance de la discipline, le jeu était franc, clair et juste, puisque nous parlions de multipartisme.

La majeure partie de ces populations que nous ne qualifierons en aucun cas d'ignorants, mais plutôt d'individus prêts pour le changement n'avaient encore rien compris de ce qu'ils acclamaient et saluaient, en un mot, qu'ils qualifiaient de transparent. L'angoisse, les conditions difficiles dans lesquelles ils vivaient communément les poussaient à ouvrir et à embrasser le multipartisme des années 90. Ils ne savaient aucunement pas que ce qu'ils prônaient comme les organisations internationales n'était qu'une utopie jusqu'avant d'avoir vécu les vicissitudes du multipartisme. Il s'agit du système des années 90 qui devrait en quelque sorte contribuer à la négociation politique. Il était favorable dans la mesure où il devrait conduire les uns et les autres sur le même pied d'égalité. Il était question d'équilibrer la scène politique pour ceux dont le régime était dirigé par le parti unique. Ce qui finalement permettrait au parti clandestin de pouvoir être reconnu et participer pleinement au scrutin et donner des opinions ou points de vue pour le bien être de la société civile. Cette société civile qui au préalable n'avait pas de poids dans la mesure où sa parole ne pouvait en aucun cas affecter la scène politique. Elle était assujettie à la politique d'avant multipartisme. Alors, en gros, ce multipartisme auquel plus d'un ont favorisé son approbation avec l'appui de l'opinion dite internationale qui était la force invisible, a bel et bien foulé le sol de ceux qui l'acclamaient, mais restera au cours des premières heures entre l'enclume et le marteau. Puisque, les résultats n'étaient encore connus. Il était vrai que de nouveaux partis politiques sortirent de leur cachette, mais le processus demeurerait cependant long.

Un modèle des années 90 qui portait certainement un message poignant, pour la plupart de la masse des populations souffrantes des pays qui le recevaient et qui en avaient pleinement marre de la situation politique que vivait leur nation, le multipartisme était sûrement une drogue qui devrait les stimuler et en plus les motiver à mener une lutte de libération. Cette copie de politique était depuis des années appliquée en Europe et consistait à créer un nouveau système qui donnait sur un gouvernement de coalition.²⁹² D'autant plus que le multipartisme a permis d'avoir une politique de coalition en Europe, alors il était évident que ce système identique soit appliqué à toute entité du monde, là où il n'avait encore pas fait d'exploit. Il était donc convenu que ce modèle, qui instaurerait une démocratie équitable, soit également activé en Afrique ou dans les pays en transition voir du Tiers Monde. Ce multipartisme dont parlaient plusieurs était aussi sous la forme extrême. Un multipartisme extrême qui avait transcendé d'un strict bipartisme à une naissance de multipartisme qui plus tard avait été transformé en un modèle modéré (multipartisme modéré) si nous faisons allusion au cas du Brésil²⁹³, avant qu'il ne soit appliqué dans plusieurs entités en 1990.

En somme, le multipartisme fut un système prôné par plusieurs à une certaine période de la fin du 20^e siècle, plus précisément en 1990 après la chute du bloc communiste et l'effondrement du mur de Berlin. Il était déjà observé au lendemain de la manifestation estudiantine de Chine qui a causé le meurtre des étudiants chinois. Ce courant de changement de parti unique est passé au partage du pouvoir par plusieurs partis politiques. Pour la plupart des régimes qui étaient dirigés par le système unique, il fut discuté par plus d'un et plus de clandestinité sur la scène politique. Le plus intéressant serait que les individus parlaient d'élections justes et transparentes du fait que les urnes soient en verre. Une utopie ou un rêve qui se réaliserait avec le nouveau système mis en place par des mouvements populaires soutenue par la dite communauté internationale ou les forces étrangères. Le multipartisme était désormais obtenu dans les territoires qui l'acclamaient. Cependant, ces individus ne savaient si ce modèle politique allait conduire à un changement de la situation qu'ils vécurent dans le passé. Une fois que nous avons traité la théorie du multipartisme, nous essayerons de pousser nos recherches sur les théories qui d'une manière ou d'une autre expliqueraient les causes d'un conflit.

²⁹² Michael Laver & Norman Schofield, *Multiparty government: The politics of coalition in Europe*, 1^{ère} éd., Oxford University Press, Oxford, 1990, p.1

²⁹³ Scott P. Mainwaring, *Rethinking party systems in the third wave of democratization: The case of Brazil*, 1^{ère} éd., Stanford University Press, Stanford, 1999, p.128

2 Les théories qui expliqueraient les causes de conflit

Une fois de plus nous nous référons aux théories, puisqu'elles sont utiles et très importantes dans un travail scientifique. La liste semblerait longue et ennuyeuse, mais toutefois nous le savons que la répétition est pédagogique. Comme il était question de conflit en république de Côte d'Ivoire durant près d'une décennie, de septembre 2002 à avril 2011, c'est bien ce qui motive à avoir recours à cette démarche scientifique. Par conséquent, nous aborderons l'étude de théories pouvant expliquer les causes ou les raisons d'une guerre. Nous avons pleinement besoin d'élaborer ces différentes théories dans l'optique d'avoir une compréhension parfaite du conflit ivoirien peu importe si ces dernières n'expliquent pas forcément les causes ou raisons des démêlés. Dans cette partie, nous traiterons les théories de choc de civilisations, de néocolonialisme et de guerre de ressources naturelles tout en l'appliquant au cas de la Côte d'Ivoire durant la période de septembre 2002 à avril 2011. Une étape qui ne laissa aucun indifférent sur les temps durs que traversa la nation ivoirienne. Alors, plusieurs sortes de points de vue ou de commentaires à propos de ce sujet de conflit ivoirien différencient les uns des autres. Pour faire la lumière sur ce qui était d'écarter ou de se fier à, nous procédons avec cette étude de théorie pouvant certainement ou pas expliquer la crise ivoirienne de 2002 à 2011.

Nul n'était forcément un spécialiste de la chose, mais chacun donna son opinion sur les attaques de 2002 et de la crise post-électorale de 2010. Pour ainsi être clair et apporter sa contribution dans la compréhension du conflit armé ivoirien, nous profitons par l'étude que nous effectuons, d'apporter une certaine lumière sur la crise ivoirienne. Ce conflit qui a tant motivé plus d'un à se saisir du problème, nous intéresse, raison qui nous conduit à réaliser ce projet. Nous voulons d'une manière ou d'une autre faire un travail académique afin d'étudier, comprendre et analyser cette guerre par un raisonnement déductif. Ainsi donc, nous aurons également recours aux œuvres de théoriciens ou encore philosophes qui ont traité ce cas de sujet au préalable. Comme il a été mentionné précédemment, nous traiterons la théorie de choc de civilisations, de néocolonialisme et de guerre de ressources naturelles. Nous commencerons par la théorie de choc de civilisation en premier. Mais avant, il serait bien de noter qu'il existe une certaine différence entre les guerres. Une guerre considérée de nouvelle et une autre vue comme ancienne.

a) La guerre et ses motifs

Pour commencer, qu'est ce que c'est que la guerre? La guerre pour Clausewitz est une activité sociale.²⁹⁴ Pour lui, la guerre est vue comme acte de violence. Les États font des guerres et une fois l'un d'eux est vaincu, l'État perdant exécute tout ordre qui lui est recommandé ou exigé. Et cela peut se constater entre les lignes « eux » et « nous » parlant ici des États. Cette activité de guerre avec à sa tête l'État, a pris de l'ampleur vers la fin du 18^e siècle. Son origine émane du pouvoir d'État. La guerre pour les Réalistes est quelque chose d'important, puisqu'elle procure des biens (l'accumulation) en s'attaquant aux États ou individus faibles. L'État est la source du pouvoir qui peut être transféré à certains niveaux.²⁹⁵ Un conflit pour la plupart du temps est la mobilisation et l'organisation des hommes et non l'implication des femmes dans cette activité qui consiste à infliger une violence physique. Ce qui revient à dire de cette activité qu'elle est réglementée sur les principes de sa propre logique. La guerre peut se dérouler sur plusieurs paramètres en nous référant aux guerriers. La guerre se menait entre les Athéniens et les Spartans pour des raisons de citoyenneté.²⁹⁶ Autrement, durant la période de la chute de l'empire romain et du Moyen Âge, plusieurs acteurs ont été connus comme guerriers. Ces nouveaux acteurs étaient l'église, les barons féodaux, les tribus barbares ainsi que les cité-États intervenaient la plupart du temps avec la stratégie militaire qui leur était favorable.²⁹⁷

En général, toute guerre est pleinement réglementée. Elle est établit sur des bases. Elle a des principes même si elle consiste à infliger une violence physique. Pour rester dans le cadre de la légitimité d'un conflit, les individus ont établit la règle sinon la loi des armes conventionnels.²⁹⁸ Toujours dans l'optique d'insister sur les règles à suivre au cours d'un conflit, l'accent a été mis sur celui des États souverains qui seraient les seuls acteurs autorisés à s'engager dans une guerre. Juste pour faire la part des choses entre ce qui serait dit d'être une guerre et de ce qui est considéré comme crime. Sur cette base, les forces armées ou soldats sont les seules légitimes forces à combattre pour l'État ou défendre les causes des institutions d'État. Du coup, ces forces armées étaient obligées d'être enregistrées sous des numéros matricules afin de pouvoir participer à ces hostilités sous l'égide de l'État. Ces derniers ne pouvaient combattre que si et seulement si ils étaient en uniforme dans l'optique

²⁹⁴ Kaldor, Mary & Vashee, Basker, *Restructuring the global military sector: volume 1: New wars*; Pinter Pub Ltd, Hertfordshire (UK), 1997

²⁹⁵ Hirst, Paul, *War and power in the 21st century*; Polity Press, Cambridge & Oxford, 2001, p.122

²⁹⁶ Kaldor, Mary, *New and old wars*; Stanford University Press, Stanford (California), 2001, p.15

²⁹⁷ Ibid, p.15

²⁹⁸ Ibid, p.17

de pouvoir les identifier et recevoir des ordres de leur supérieur. En plus, ils n'étaient plus à mesure du port d'arme une fois arrêtés ou faits prisonniers. Les civils devraient restés en dehors de cette activité, puisqu'ils n'étaient pas autorisés par les règles établies. Ils devraient absolument ne pas être associés à ces évènements, puisqu'il était du devoir et droit des combattants. Ainsi, si nous devons revenir sur l'idée d'anciennes et de nouvelles guerres nous interviendrons avec la thèse de Mary Kaldor.

b) Anciennes et nouvelles guerres

Pour Mary Kaldor, la notion d'anciennes et nouvelles guerres résulte du faite qu'un ancien conflit était le genre d'activité qui se déroulait entre deux différents États. Au cours de cette phase, ce n'était spécialement que les soldats qui se livraient qu'en spectacle et aucunement les civils. Il s'agissait là d'une ancienne guerre. Par contre, une nouvelle guerre est un conflit au cours duquel les civils sont les cibles. Ces derniers sont torturés, massacrés, violencés et encore tués. Et cela explique le genre de rivalité qui se déroule depuis la fin du siècle dernier et qui continue dans ce millénium du 21^e siècle. Cette guerre se déroule dans n'importe quel milieu et il n'est plus question d'acquisition de territoire. Le motif est d'éliminer des civils. Ces activités de violences consistent à capturer des civils, des populations, des régions, la propreté privée des autres et voir monuments. Ce genre de combat est diamétralement opposé à celui d'ancienne guerre au cours de laquelle les confrontations se livrèrent entre les États ou pays et les soldats. Les véritables cibles de cette nouvelle guerre sont rien que des civils et rien d'autre.²⁹⁹

Cette guerre referme plus de 80% de la population civile tandis que les anciens conflits n'étaient concernés que par des soldats.³⁰⁰ Ce genre de conflit serait probablement occasionné par l'action de certains hommes politiques, des sentiments régionaux, des idéologies, des motifs ethniques, des activités culturelles, des intérêts personnels, de ressources naturelles ou encore économiques. En contraste, avec les anciennes guerres qui étaient menées par les forces gouvernementales ou soldats, les nouvelles hostilités du 21^e siècle sont lancées par des individus non identifiables.

Ces derniers sont méconnaissables, puisqu'ils ne sont pas en uniformes dans l'optique de se confondre à la population civile. La plupart du temps, ils sont différemment vêtus de marques mondialement reconnus telles qu'Adidas, de lunettes solaires Ray Ban, des casquettes etc. En

²⁹⁹ Kaldor, Mary; Karl, Terry Lynn & Said, Yahia, *Oil wars*; Pluto Press, London, 2007, p.5

³⁰⁰ Kaldor (2001:94)

un mot, il est difficile de reconnaître ces derniers qui sont pour le plus souvent des paramilitaires composés de repris de guerre, de prisonniers, des délinquants, des prisonniers libérés, des mercenaires, de jeunes sans emploi, des aventuriers etc.³⁰¹ Dans le passé, la guerre se ne déroulait que parmi les États, mais de nos jours elle est constamment perçue entre des civils, des régions, territoires et très peu de fois entre les États. Pour Michael Roberts, les anciens conflits se passaient juste dans l'optique que les soldats devraient prouver leur sympathie ou attachement et amour à leur patrie mère ou encore au roi.³⁰²

En somme, les anciennes rivalités étaient occasionnées par des fins politiques et durant les hostilités étaient utilisées des armes lourdes. Les belligérants avaient accès à des bombardements aériens comme méthode de destruction. Un exemple qui ne reste inaperçu aux yeux du monde entier était celui d'Hiroshima et de Nagasaki, lieux où des bombes ont été lâchées sur les deux villes en causant des morts et des destructions.³⁰³ Ce fut un vrai carnage, puisque, d'une part quatre vingt mille personnes ont connu la mort et d'autre part vingt mille civils ont été tués dans les villes d'Hiroshima et de Nagasaki de façon respective.

Autrement, selon Max Weber, le soldat est l'agent légal d'une autorité rationnelle qui a le plein droit de combattre. Un cas de nouvelle guerre était celui du Soudan et du Soudan du sud qui semblerait être résolu de nos jours. Il était question d'une dispute de frontière. Par contre, Kaldor pour rester dans sa logique de conflit du 21^e siècle, dénonce la présence de nouveaux acteurs qui sont des outsiders, quand bien même que nous savions au préalable que le conflit se déroulait entre des civils, pour des raisons identitaires, de tribu et de religion comme le corroboraient certains. Kaldor, fait une liste de ce qui pourrait occasionner une nouvelle guerre. Selon elle, les puissances étrangères, certains acteurs au sein du territoire, des gouvernements étrangers ou voisins hostiles au régime en place dans le pays, les réseaux nationaux, des acteurs non étatiques et les interventions humanitaires.³⁰⁴

³⁰¹ Ibid

³⁰² Parrott, David, Contents of History today volume: 42 issue: 12, *The military revolution in early Europe*, December 1992

³⁰³ The Manhattan Engineer District, *The atomic bombings of Hiroshima and Nagasaki: The Manhattan engineer district of the United States Army, June 29, 1946*, CreateSpace independent Publishing Platform, Manhattan, 2013, p.5

³⁰⁴ Baylis, John & Smith, Steve, *The globalization of world politics: An introduction to International Relations*; Oxford University Press, Oxford (UK) & New York (USA), 2005, p.558

Pour Kaldor, les nouvelles guerres déciment des populations toutes entières et ces conflits doivent être bannis au sein des entités ou sociétés, puisque ces activités ne contribuent pas au bien être de l'humanité.

En somme, les guerres sont des activités de violence infligées aux individus. Ses méthodes consistent à brutaliser, à torturer, à agresser, à contribuer à la sauvagerie, à violer, à séquestrer, et commettre des meurtres. Cette activité a pleinement existé selon le temps et l'espace. Du coup, nous nous sommes retrouvés avec différentes guerres, d'une part une ancienne guerre qui se déroulait entre les États (un pays contre un autre) et d'autre part une dite nouvelle (nouvelle guerre) où l'objectif consiste à l'affrontement de plus de 80% de civils. Durant une ancienne guerre des bombardements sont possibles tandis qu'au cours de la nouvelle, ce ne sont que des individus qui ne se confrontent les uns aux autres. Il existe une grande différence entre les anciennes guerres et les nouvelles, puisque nous gardons des anciens conflits, les bombardements de Hiroshima et de Nagasaki qui ont enregistré un nombre important de morts. Il en est de même pour les récentes hostilités du 21^e siècle. Une fois, la clarification d'ancienne et nouvelle guerre apportée sur leur différence, nous entamons l'étude de la théorie de choc de civilisation émise par Samuel P. Huntington.

2.1 Théorie de choc de civilisations

La théorie de choc de civilisation serait celle qui selon Samuel P. Huntington explique les raisons ou causes des nouvelles hostilités, c'est-à-dire les conflits qui éclatent de nos jours à l'intérieur de certaines sociétés ou entités. Et pourquoi d'abord l'étude de cette théorie dans notre projet de recherche? Nous avons recours à cette théorie puisqu'il était dit du conflit ivoirien de septembre 2002 et de la crise postélectorale de 2010, d'être un conflit religieux et ethnique. Afin de confirmer ou de réfuter cette approche, nous cherchons à savoir les caractéristiques de la théorie de choc de civilisations. Huntington est la personne qui pour le plus souvent atteste que les conflits récents sont les œuvres d'hostilités ayant un lien avec la religion et l'ethnie. Pour lui, la base de tout ce qui se vit comme atrocité autour de nous, dans ce monde dans lequel nous évoluons, a quelque chose de compatible avec la religion et l'ethnie. Et c'est ce genre de conflits que certains diraient avoir vécu durant les crises que traversèrent l'ex Yougoslavie, des pays africains, l'Iraq, et pour certains comme la Palestine et l'Israël³⁰⁵, ainsi que la Russie et l'Ukraine³⁰⁶ connaissent toujours. Par ailleurs, la thèse d'

³⁰⁵ Walter Laqueur & Barry Rubin, *The Israel-Arab reader: A documentary history of the Middle East conflict*, Penguin Books, 7th ed., New York, 2008, p.xiii-p.xiv

Huntington est très opposée comparée à celle de Klare, pour qui les conflits récents ont un lien très étroit avec les ressources naturelles. Peu importe ce que pourrait penser plus d'un de l'idée émise par Huntington, ce dernier reste cependant toujours attaché à sa thèse.

Pour Huntington une nouvelle guerre correspond aux affrontements religieux et ethniques. Il résume tout simplement les causes ou raisons de conflits récents aux confrontations religieuses et ethniques et pour lui ces activités n'ont aucun lien avec les ressources naturelles.³⁰⁷ Huntington s'oppose également à l'idée de Frantz Fanon que les nouveaux conflits soient engendrés par le néocolonialisme. Huntington reste donc ferme sur sa position par rapport à son point de vue. Pour lui, les affrontements qui ont lieu de nos jours sont orchestrés par le choc de civilisations. Il considère que les guerres dites nouvelles sont les fruits de violences religieuses ou encore ethniques. Pour ce fait, il est sûr et certain que si les États mettent en place une bonne politique de sécurisation de leur société basée sur une sincère loyauté, ils réussiront à résoudre ce fléau. Il est donc évident pour lui, qu'une fois que cette politique sécuritaire prend tout groupe religieux ou communauté sans distinction en compte, le problème de conflit sera résolu et portera de fruits prometteurs.

Pour sa part, une fois que l'Occident chrétien, le bloc oriental orthodoxe et l'entité islamique tous ensembles coopèrent, il existera une parfaite harmonie et cela réduira le risque de conflit religieux et encore ethnique. En somme, cette coopération, selon lui, donnera le fruit d'une fraternité.³⁰⁸ Pour corroborer sa thèse, il cite en exemple les atrocités des tribus et des clans qui eurent lieu en Somalie et au Rwanda. Il conclure par ici que, le conflit avait rien n'avoir avec les ressources naturelles dans les deux cas. Bien au contraire, selon lui, les affrontements des deux entités étaient bel et bien liés au choc de civilisations comme il l'a toujours soutenu.³⁰⁹ Il essaie d'apporter une lumière sur le lien qui existerait entre le pouvoir et la culture.³¹⁰ Il mentionne le danger que pourrait renfermer la thèse du conflit qu'il soutient. Quelque part, il est vraiment embarrassé en parlant de ce fléau dévastateur. Il veut d'une ou d'autre part apporter sa contribution, en quelque sorte comment éradiquer à ce problème qui est beaucoup plus fréquent et récent de nos jours.

³⁰⁶ Brian Jenkins, *Crisis in Crimea, A historical lead up to the conflict between Russia & Ukraine*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2014, p.3

³⁰⁷ Michael T. Klare, *Resource wars: The new landscape of global conflict*, Owl Books edition, New York, 2002, p.13-14

³⁰⁸ Ibid

³⁰⁹ Samuel P. Huntington, *The clash of civilizations and remaking of world order*; Touchstone Books, London, 1998, p.28

³¹⁰ Ibid, p.13

En somme, pour Huntington, toutes ces conflits ont un impact négatif sur le globe terrestre, puisque c'est le monde entier qui en paie le prix ou les pots cassés. Soit ce sont les humains qui sont décimés ou encore les bâtiments qui sont endommagés ou détruits. Finalement, le patrimoine naturel est en fumé ainsi que les populations qui constituent des vagues de mouvements migratoires. Alors, raison qui motiverait à traiter le problème qui est un danger permanent pour le monde entier. En un mot, comment pourrait-on remédier à cela? Il est vraiment difficile de pouvoir traiter ce genre de problème, puisqu'il est d'ordre idéologique. Ce qui est idéologique demeure pour la plupart du temps pas facile à gérer. Ce qui reviendrait à dire que nul n'est épargné peu importe son appartenance religieuse. Appartenir à la même religion que certains fidèles n'écarte aucunement pas le risque de conflit religieux. Certains individus de la même appartenance religieuse se font souvent la guerre et un conflit dit religieux. Huntington reprend cela dans sa thèse en s'attelant sur l'exemple des musulmans. Pour lui, les musulmans se livrent en guerre contre leurs frères d'âme et les non musulmans.

Pour Huntington, ces conflits sont toutefois répétés. Pour soutenir ou corroborer sa thèse il met en exergue le cas soudanais. Il trouvait que ce fut le plus meurtrier des conflits qui opposait celui des musulmans aux chrétiens.³¹¹ Par contre, il n'est nécessairement pas le seul cas, car les chrétiens se sont entre-déchirés autrefois les uns contre les autres. Ces affrontements étaient ceux qui opposaient les catholiques et les protestants en Irlande du nord à la fin du 20^e siècle.³¹² Pour ainsi arriver à l'approche émise ou évoquée à l'image des musulmans par Huntington, un tableau sera dressé en dessous pour faire « parler » les chiffres.

Conflits ethnopolitiques, 1993-1994

	Intra civilisation	Inter civilisation	Total
Islam	11	15	26
Autres	19*	5	24
Total	30	20	30

* parmi lesquels 10 étaient des conflits tribaux africains

³¹¹ Ibid, p.257

³¹² Berkeley Center for religion, peace & World Affairs (Georgetown University), Religion and conflict , case studies, *Northern Ireland: religion in war & peace*, August 2013, p.4

Source: Ted Robert Gurr, “*People against states: Ethnopolitical conflict and the changing world system*”, *International Studies Quarterly*, vol.38 (September 1994), pp.347-378

En nous référant aux chiffres du tableau ci-dessus, nous pouvons certainement conclure que les musulmans seraient ceux qui sont plus engagés dans des conflits religieux. Les chiffres nous prouvent, démontrent et corroborent que les musulmans seraient les plus actifs dans ce genre de conflit, tant au plan local, national, régional aussi bien qu’à l’international. Pour appuyer notre analyse sur une base rationnelle en fonction des chiffres obtenus, nous avons conclu que les musulmans étaient engagés à 37% dans des conflits intra civilisations et à 75% dans les oppositions inter civilisations. En fin de compte, lorsque nous avons totalisé l’implication des musulmans dans les deux sortes de conflits religieux, nous sommes arrivés à une fin pour dire qu’ils seraient favorables à 87% aux confrontations religieuses. Par contre, un conflit chrétien nous a également prouvé que ce n’était pas seuls les musulmans qui avaient pris les armes contre leurs frères d’âme et les non musulmans, mais aussi les protestants et les catholiques d’Irlande du nord étaient aussi impliqués dans ce genre de cas d’étude. Les oppositions de Belfast ont créé des dégâts et des pertes humaines. Les affrontements qui se sont écoulés entre 1969 et 1999 ont enregistré 3 500 morts.³¹³ Peu importe si le nombre de victimes était élevé ou pas par rapport au nombre de morts comparé à la durée des conflits, nous constatons que ce sont des personnes à qui la vie avait été ôtée.

À comprendre, ce ne serait certainement pas seuls les musulmans qui constitueraient la base de conflits religieux, mais aussi les chrétiens seraient en appuie. Par ailleurs, le conflit religieux d’Irlande du nord a pris fin à la suite d’un traité. Ce traité qui était d’un excellent accomplissement a été ratifié et fut connu sous le nom de l’accord de Belfast de 1998 (1998 Belfast agreement).³¹⁴ Toutefois que le cas de conflit religieux de Belfast a été résolu par des faits politiques de facto il serait possible que des affrontements de ce genre soient traités politiquement. De ce fait, nous devons chercher à savoir si les causes ou les raisons sont similaires ou pas. Motif sur lequel nous nous appuyons pour examiner le cas d’étude qu’Huntington avait établi entre 1993 et 1994 concernant les conflits religieux, afin de savoir si cela est le cas de nos jours, puisque les dates (1993 et 1994) sont vraiment anciennes par rapport à la période dans laquelle nous évoluons aujourd’hui. Puisque, le tableau dressé un peu plus haut datait de 1993-1994, ce qui revient à plus d’une vingtaine d’année, il serait

³¹³ Kristin, Archick, *Northern Ireland: the peace process*; Congressional Research Service, January 8th, 2014, p.2

³¹⁴ Binkerley Center for Religion, *Religion in war & peace*, p.5

mieux et encore préférable de comparer ces chiffres à de statistiques nouveaux ou de cas de figures opérant dans une étude comparée du même ordre.

Huntington a évoqué cette théorie pour laquelle certains diraient de lui d'être le maître. Par contre, d'autres sont intervenus sur le même sujet, mais tout avec des points qui ne seraient forcément pas en convergence avec celle qu'émet Huntington. Sous ce pan, intervient David J. Francis avec pour sa part, l'idée de souligner le cas Hutu-Tutsi, dans son livre intitulé « Peace and conflict in Africa ». ³¹⁵ Dans son œuvre, il met l'accent sur le fait que les populations devraient bien être informées des dégâts que constitueraient les conflits ethniques et religieux. D'un part, il lance un message de sensibilisation aux différents peuples qui pourraient se trouver dans de situations difficiles et néfastes si ces derniers s'adonnent aux guerres fratricides et religieuses. Pour corroborer les méfaits de conflits ethnique et religieux, nous pouvons enfin noter que deux des grands théoriciens sont Mary Kaldor et Samuel P. Huntington.

En conclusion, la théorie de choc de civilisation émise par Samuel P. Huntington est une théorie qui soutient la thèse que les nouveaux conflits sont dus aux oppositions occasionnées par les affrontements ethniques ou religieuses. Tandis que pour Michael Klare ce ne sont que les guerres de ressources naturelles qui expliquent les tourments des sociétés depuis la fin du 20^e siècle à nos jours. Plusieurs des conflits religieux qui éclatent au cours du 21^e siècle seraient considérés d'être motivés par des actes musulmans. Par contre, nous constatons qu'il y eût un conflit religieux chrétien, entre les unionistes protestants et les nationalistes catholiques irlandais, que fut résolu par le traité de 1998 de l'accord de Belfast. Donc, nous notons ici que les conflits religieux sont existants dans ce monde et que nous ne devons pas les négliger, puisqu'ils causent du tort à la population mondiale. Par ailleurs, les musulmans pourraient également résoudre les problèmes de conflits auquel ils seraient associés par des moyens politiques comme celui de l'Irlande du nord. Une fois ce cas de figure traité, nous porterons notre recherche sur l'étude de la théorie du néocolonialisme. Puisque, pour certains le conflit ivoirien était un cas de neocolonialisme. Bien avant d'entamer notre étude de la théorie du neocolonialisme, il faudra souligner qu'il est très difficile d'avoir beaucoup d'information sur cette théorie ce qui limiterait les recherches de cette étude à ce niveau comparé aux autres théories.

³¹⁵ Francis, David J, *Peace and conflict in Africa*; Zed Books, University Press Michigan, Michigan, 2008, p.64

2.2 Théorie de néocolonialisme

La théorie du néocolonialisme, est un thème qui pour la plupart du temps est mentionnée dans plusieurs débats postindépendance. Cependant, la définition en tant que telle de ce concept nous reste toujours flou puisqu'étant continuellement pas cernée dans son ensemble.³¹⁶ Sandra Harding fait partie de ceux qui en parlent constamment. Des personnes ce sont en servies pour créer un lien d'avec le conflit ivoirien qui eût lieu en 2002 ainsi que la crise post électorale de novembre 2010. Ceci est la raison qui motive de mentionner l'étude de la théorie du néocolonialisme. Tout d'abord, nous allons remonter aux théoriciens qui ont leur attache à ce thème. Parmi eux nous citons certains, Frantz Fanon, Jean Paul Sartre, Harry Magdoff et autres. Ces derniers soulignent l'idée de néocolonialisme en insistant sur l'acte des ententes économiques régionales et internationales au cours duquel les anciens colonisateurs maintiennent le contrôle de leurs anciennes colonies et des dépendances après la 2^e guerre mondiale.³¹⁷ Le néocolonialisme pourrait être l'ingérence des grandes puissances ou puissances étrangères dans l'affaire intérieure des anciennes colonies.³¹⁸ Le néocolonialisme peut également renfermer la compréhension du colonialisme contemporain. Ce système correspondrait à l'ingérence de puissances coloniales qui administrent leurs autorités sur des territoires qui ne sont les leurs ainsi que sur les populations de ces entités et ceci contre la charte des Nations Unies. Il en est de même pour les privés, les compagnies d'affaires étrangères qui administrent leur pouvoir sur certains États de pays en voie de développement.

Par ailleurs, comme la définition du néocolonialisme renfermerait les caractéristiques similaires que le néo-impérialisme, alors tous les deux thèmes pourraient s'égaliser, puisqu'ils signifient la même chose.³¹⁹ Pour Harry Magdoff, le point focal qu'évoquait la théorie de l'impérialisme par Lénine fut concrétisé par le fait que l'impérialisme est la plus grade étape du capitalisme. Selon les affirmations de Magdoff, le capitalisme gagnait du terrain à la fin du 19^e siècle.³²⁰ Et que ce capitalisme qui prenait de l'ampleur à cette période se trouvait dans la nécessité de se fixer un terrain de marché mondial, tout en insistant sur le contrôle des ressources naturelles étrangères en parlant des matières premières, la course à se faire

³¹⁶ Diana, Haag, ICIP working paper 2011/6: *Mechanism of neo-colonialism, current French and British influence in Cameroon & Ghana*, Institut Català International per la Pau, Barcelona, December 2011, p.3

³¹⁷ encyclopedia.thefreedictionary.com/neocolonialism

³¹⁸ Ama, Biney, *The legacy of Kwame Nkrumah in retrospect*, The Journal of Pan African Studies, vol.2, no.3, March 2008, p.p. 129-159

³¹⁹ Loomba, Ania, *Kolonialism/Postkolonialism: En introduktion till ett forskningsfält*; Tankekraft Förlag, Häkens, Stockholm, 2005, p.27

³²⁰ Magdoff, Harry & Foster, John Bellamy, *Imperialism without colonies*; Monthly Review Press, New York, 2003, p.35

beaucoup de colonies, ainsi que l'accumulation des capitaux.³²¹ Par contre, certains, ont pour leur part décrire ce capitalisme d'une manière ou d'une autre. Ils définissaient ce thème tout en traduisant la différence entre l'ancien et le nouveau capitalisme.³²²

Par ailleurs, pour Patrice Lumumba, ce serait comme la phrase suivante nous la décrit: «Nous les Noirs nous sommes de bonnes personnes...les Blancs sont sur le point de partir mais parmi nous ils laissent leurs complices qu'ils arment. Le dernier combat de la colonisation qui se livrera sera celui qui se déroulera entre les mêmes colonisés ». Patrice Lumumba comme premier ministre, d'une république de Congo démocratique, menait un combat contre le néocolonialisme en juin 1960. Pour ainsi mener sa lutte contre le néocolonialisme qui sévissait dans son pays à cette époque, il rédigea et transmit un discours musclé le jour de la fête d'indépendance de son pays. Il évoqua les thèmes de néocolonialisme et de contrôle économique.

En somme, le néocolonialisme est le moyen par lequel des gouvernements étrangers usent de leur pouvoir pour avoir main mise ou contrôler des pays ou des États par des méthodes indirectes.³²³ Pour expliciter cette forme de pouvoir sur les États que l'on souhaiterait s'assujettir. L'exemple palpable est celui des États-Unis d'Amérique qui avait, d'une manière ou d'une autre, le contrôle sur presque une bonne partie des États d'Amérique latine durant une longue période. Les Latino-Américains subissaient le contrôle américain.³²⁴ Ce genre de système est appliqué à partir d'une politique de contrôle direct administré de façon militaire. En plus, les bases militaires d'anciennes forces coloniales dans les ex colonies sont des preuves de néocolonialisme. Nous notons la présence des puissances étrangères dans la Corne de l'Afrique et cela est également corroboré par l'acte des États-Unis d'Amérique dans la région.³²⁵ La méthode néocoloniale opère à travers une politique commerciale, économique et financière pour s'assujettir les nations les plus faibles. Et comme il a été mentionné, le néocolonialisme est aussi une forme masquée ou déguisée de l'impérialisme. Elle représente la plus grande forme d'impérialisme dans la mesure où elle opère par méthodes économiques appliquées avec violence ou la force sur les États faibles. Au final, c'est un moyen par lequel certaines entités profitent massivement des pays impuissants. Le néocolonialisme est un

³²¹ Ibid

³²² Léon Hennebicq, *Revue économique internationale*, 1931, Éditions J. Goemaere, imprimerie, p.232-234

³²³ encyclopedia.thefreedictionary.com/neocolonialism

³²⁴ www.marxists.org/subject/africa/nkrumah/neo-colonialism/ch01.htm

³²⁵ <http://www.globalresearch.ca/the-horns-of-africa-neo-colonialism-oil-wars-and-terror-games/5355993>

pouvoir sans responsabilité. Pour ceux qui subissent les affres du néocolonialisme, ces derniers considèrent cette méthode d'un moyen d'exploitation sans recours.³²⁶

Autrement, Kwame Nkrumah³²⁷, l'ancien et le premier président du Ghana qui était aux arènes du pays en 1965, décrit le néocolonialisme en le caractérisant en cinq (5) étapes que sont les suivantes:

- La continuation d'exercer le pouvoir sur les affaires intérieures des nations récemment indépendantes.
- Sa manifestation se caractérise par des mesures économiques et monétaires. Le territoire qui subit la méthode néocoloniale est considéré de marché d'écoulement pour la puissance colonisatrice (importer depuis la métropole).
- Cette phase est consacrée à assujettir l'ancienne colonie et à la même occasion la présence de nouveaux acteurs seront favorables sur le territoire dominé.
- Ainsi, la guerre qui se livrait entre les deux blocs sera d'une part ou d'une autre mise en valeur dans les anciennes colonies.
- Les nouveaux leaders ou dirigeants du pays sont pour la plupart du temps en contact direct avec les maîtres coloniaux de sorte que ces derniers ne prêtent pas attention à leur propre population dans la mesure où ils ne surviennent aucunement pas à leur besoin s'agissant de leur condition de vie, l'éducation du peuple, de leur développement ainsi que du problème de pauvreté. Tout ceci reste insolvable.

Pour Nkrumah, le néocolonialisme représentait la phase finale, peut être encore la plus dangereuse étape de l'impérialisme.³²⁸ Pour lui, une ancienne forme de colonialisme n'est totalement pas effacée, puisqu'il demeure un problème pour presque toute l'Afrique entière.³²⁹ Il fait ressortir un cas tout en insistant sur l'idée d'un pays dit indépendant. Selon lui, cette entité ne devrait absolument plus subir les conditions de colonisation en principe.

³²⁶ Alamin Mazrui & Willy Mutunga, *Governance and the leadership: Debating the African condition*, Mazrui and his critics, Volume two, African World Press, Inc., Trenton & Asmara, 2003, p.19

³²⁷ Leslie M. Alexander & Walter C. Rucker, *Encyclopedia of African American history*, Éditions Library of Congress Cataloging-in-Publication Data, California, 2010, p.937

³²⁸ Kwame Nkrumah, *Neo-colonialism: The last stage of imperialism*, International Publishers, New York, 1965,

p.ix

³²⁹ Ibid

Dans le cas où il s'avèrerait qu'un État indépendant subisse ce genre de méthode, pour la part, nous nous trouvons dans une phase où nous ne parlons plus de colonisation, mais plutôt de néocolonialisme. L'essence de néocolonialisme, nous laisse entendre que l'État qui est sujet de néocolonialisme, est en théorie, indépendant et détient tous les attributs de souveraineté internationale. Par contre, en réalité, son économie et sa politique sont dirigées depuis l'extérieur. L'État qui est sujet de néocolonialisme est dans l'obligation d'être le lieu d'écoulement de produits manufacturés venant de son ancien colon qui lui inflige de nouvelles stratégies commerciales. Son système bancaire est également contrôlé par l'ex colon qui a le plein droit de lui imposer les méthodes d'échanges étrangères. Par exemple, dans le cas du Vietnam du sud qui était jadis dirigé par la France, durant la période de colonisation, fut sous le contrôle des États-Unis au cours de l'époque néocoloniale.

La présence militaire d'une ancienne puissance coloniale dans une ex colonie marque un autre point de néocolonialisme. Par exemple, la présence de l'armée Française est un moyen de contrôle des États qui ont été indépendants.³³⁰ Cette armée avait été mise sur pied durant la décennie soixante dans le but d'assurer la protection des dirigeants vassalisés de l'ancienne puissance colonisatrice qui est la France.³³¹

L'idéologie néocoloniale restait un pouvoir qui était véritablement combattu durant la période post coloniale. Des populations du monde entier se sont massivement engagées à lutter contre ce système, selon eux, dans l'optique de parfaire leur condition de vie, et accéder à la modernisation ainsi qu'au développement.

Par ailleurs, pour Samir Amin, le néocolonialisme est à la base de l'échec des pays en voie de développement. Pour lui, ces entités n'ont pas pu atteindre leur essor économique, puisque le néocolonialisme demeurait l'origine de leur chaos. En un mot, le néocolonialisme a causé ou avantagé leur sous développement et leur retard en progrès.³³² Et donc, il continue et s'oppose à la définition que d'aucun avait donné à l'impérialisme. Lui à son tour, donne une description de l'impérialisme comme suit: « l'impérialisme n'est pas une étape, et non plus la plus haute étape, du capitalisme : depuis le début, il était inhérent à l'expansion du capitalisme. La conquête de la planète toute entière par les méthodes impérialistes européennes et celles de

³³⁰ Achille Mbenbe, *Sortir de la grande nuit*, Éditions La Découverte, Paris, 2013, p.152

³³¹ Raphael Granvaud, *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale (1830-1990)*, n.23 de la collection des « Dossiers noirs » Survie intitulé *Que fait l'armée Française en Afrique ?*, Les Éditions Agone octobre 2009, p.55

³³² Samir, Amin, *New Agenda Issue*, N.7, pp.19-27, Article 2: *Africa: living in the fringe*, 2002, p.4-6

ses alliés ainsi qu'enfants d'Amérique du nord ont été introduites sous deux périodes différentes et qu'elle sûrement serait à sa troisième étape ».³³³

Nous nous appliquons à étayer les propos d'impérialisme dans cette partie de notre projet de recherche, puisque l'impérialisme en tant que tel est similaire au colonialisme, d'où qui parlerait de néo impérialisme fait automatiquement allusion au néocolonialisme. Du coup, nous mettons l'accent sur la notion d'impérialisme, puisqu'il renfermerait les mêmes caractéristiques qu'elle prônait durant la période coloniale et qui n'est qu'une répétition au cours de l'époque post coloniale. Alors, c'est ce qui nous a motivé à faire ressortir l'idée d'impérialisme qu'avait évoqué Samir Amin dans ses écrits. Pour la plupart du temps, cet auteur, fait un lien étroit entre le néocolonialisme et l'échec économique des États africains ou pays du Tiers monde. Il trouve que les gros responsables de cet échec économique ou le manque de modernisation des entités en voie de développement se résumerait par le système d'oppression ou de blocage que suscitaient les puissances coloniales. Alors, pour lui ces derniers sont la cause de l'échec sur tout les plans, des États faibles ou encore des pays du Tiers monde que certains considèrent de pays en voie de développement. Par contre, pour les néolibéraux qui prônent la modernisation et le développement, l'idéologie néolibérale était juste mise sur pied pour permettre à ceux qui ne connaissaient pas la modernité et le développement à faire partir du nouveau système mondial qui se caractériserait par la globalisation ou la mondialisation.³³⁴

Par conséquent, les néolibéraux étaient diamétralement opposés à l'idée de néocolonialisme qu'évoquaient ceux qui se sentaient dans le cyclone de cette nouvelle mouvance ou idéologie. Pour, les néolibéraux il était d'actualité d'assimiler ceux qui étaient en besoin de modernisation et de développement, pour certainement un monde meilleur, juste et équitable.³³⁵ Selon les néolibéraux, le système néolibéral a été instauré pour permettre aux Africains et aux États du Tiers monde à émerger économiquement et transcender dans la modernisation.³³⁶ En fait, c'était un moyen de succès pour eux, contrairement à ce que pouvaient penser ceux à qui le modèle devrait être appliqué.

³³³ [http://ideaswebsite.org/pdfs/economics_new_phase\(1\).pdf](http://ideaswebsite.org/pdfs/economics_new_phase(1).pdf)

³³⁴ Jen-Francois Bayard, *La réinvention du capitalisme (Les trajectoires du politique)*, Éditions Karthala, Paris, 1994, p.45

³³⁵ OECD, *Coopération pour le développement 2015: Faire des partenariats de véritables coalitions pour l'action*, 2015, p.32

³³⁶ Ibid

Les pensées ou les données étaient différentes les unes des autres en fonction des directions dans lesquelles les individus se trouvaient. Pour les agents sur lesquels le néolibéralisme devrait être appliqué, les conditions n'étaient pas remplies comme l'envisageaient ceux qui avaient mis sur pied cette méthode. Puisque, pour les entités pour lesquelles le modèle avait été construit trouvaient qu'il y avait des preuves de part et d'autre en fonction d'actes ou actions posées. Pour eux, l'appauvrissement des territoires restait désormais une preuve palpable et ne pouvait être irréfutable. Le retard en développement était aussi une autre réalité. Ce tout était ce que montrait du doigt Samir Amin, et considérait le néocolonialisme d'être le principal auteur d'échec de plusieurs pays africains ainsi qu'États du Tiers monde. Par ailleurs, Samir Amin était soutenu par Kwame Nkrumah et aussi Patrice Lumumba. D'où ces derniers étaient très radicalement opposés au néocolonialisme.³³⁷

De nos jours certains sont très hostiles à l'idéologie de néocolonialisme. Ils font de leur mieux pour éradiquer le néocolonialisme de leur territoire³³⁸, afin qu'ils accèdent à la modernisation et au développement. Ces nouveaux dirigeants qui combattent le néocolonialisme dans l'optique de l'ôter de leur pays, trouvent que le nouveau modèle endommage leur économie nationale et a un impact négatif sur leur politique intérieure. Ils s'opposent au système, puisqu'ils se considèrent ni indépendants ni libres, car les anciennes puissances colonisatrices interfèrent dans leur affaire intérieure avec des méthodes néocoloniales.³³⁹ De nos jours, nous pouvons constater que certains dirigeants qui veulent activement mettre fin à cette besogne sont pour la plupart du temps renversés, tués ou emprisonnés. Tout ceci dans l'optique de faire fonctionner le système qui semblerait rassembler ou réunir toutes les entités du globe terrestre à un nouvel ordre mondial qui profiterait à l'humanité toute entière.

En somme, la théorie du néocolonialisme a été évoquée par des théoriciens tels que Frantz Fanon, Harry Magdoff, Jean-Paul Sartre, et plus tard leurs œuvres ont été prise en charge par Patrice Lumumba, Kwame Nkrumah et Samir Amin ainsi que plusieurs autres. Le néocolonialisme est en quelque sorte l'ingérence d'anciennes puissances colonisatrices dans les affaires intérieures d'une ex colonie. Cette présence s'explique par une dominance de l'ancienne colonie par des méthodes de contrôle du territoire, des finances qui sont liées aux questions monétaires. En plus, ce système érige l'ancienne colonie en un marché de

³³⁷ Abiola F., & Biodun Jeyifo, *The Oxford encyclopedia of african thought, Two-volume set, Volume 1 Abolitionism-Imperialism*, Éditions Oxford University Press, Oxford, 2010, p. 304

³³⁸ Thomas Sankara, *Thomas Sankara speaks: The Burkina Faso revolution 1983-1987*, 2007, 2nd éd, Éditions Pathfinder Press, USA, p10 et p.23

³³⁹ <http://www.e-ir.info/2012/08/12/the-neo-colonialism-of-development-programs/>

consommation de ses produits manufacturés. Du coup, ces derniers auxquels le néocolonialisme est appliqué, ne se sentent ni libres ni indépendants tandis que le territoire a le titre d'État souverain et est internationalement reconnu, puisqu'il renferme les caractéristiques d'un pays indépendant. Pour ce faire, certains des dirigeants s'opposent au système, mais sont automatiquement réprimandés par les forces étrangères de qui la méthode provient. Ce fut le cas de Patrice Lumumba qui fut froidement abattu, pour ses actes anti néocoloniaux, le 17 janvier 1961.³⁴⁰ Généralement, pour exprimer la suprématie du néocolonialisme, une présence militaire de la force étrangère est en vigueur sur le terrain de l'ex colonie. Au final, le néocolonialisme semble puissant et irréversible.

Par contre, pour les néolibéraux, le système qui est administré à un groupe d'individus qui eux à leur tour revendique, trouvent que ce modèle mis en place est pour le bien être de ceux qui n'ont encore pas connu le succès. Selon eux, le néocolonialisme serait un modèle qui contribuerait ou certainement conduirait à la modernisation et au développement. Une fois que nous avons étudié la notion du néocolonialisme que nous appliquerons à la crise ivoirienne ainsi que les autres théories, nous entamerons dans les lignes suivantes la théorie de guerre de ressources naturelles.

2.3 Théorie de guerre de ressources naturelles

L'histoire nous a régulièrement prouvé ou enseigné que des guerres ont eu lieu dans les temps anciens³⁴¹ pour des raisons que nous ne pouvons ignorer. Pour certains empires ou royaumes, la stratégie de guerre constituait leur survie ou existence. Et ce système demeurait le même partout le monde entier. L'expérience a été vécue dans les États d'Europe ainsi que dans les territoires de la méditerranée entre 700 ans avant JC et A D 1500. Ces régions étaient considérées des zones de conquérants.³⁴² Leur prospérité dépendait des territoires qu'ils combattaient et s'assujettissaient dans l'optique de se préserver contre les invasions barbares et sécuriser leur commerce.³⁴³ Ces empires ou royaumes disparaissaient lorsqu'ils ne faisaient plus la guerre ou pratiquaient les mêmes stratégies. Du coup, ce manque de protection les

³⁴⁰ Jules Gerard-Libois, Congo 1964, *Political documents of a developing nation*, Éditions Princeton University Press, Princeton, 1966, p.129

³⁴¹ Wallace M., traduite de l'Anglois, par M.E., *Dissertation historique et politique*, Éditions Ex Libris, Amsterdam & Paris, M. DCC. LXIX, p.231-232

³⁴² André Van Doorselar, *Archaeological and historical aspects of west-european societies*, Éditions Leuven University Press, 1996, p. 22

³⁴³ Jean Beaufays, *La démocratie après le 11 septembre*, Les Éditions de l'Université de liege, Liège, 2003, p.213

conduisait à la décadence et encore à la disparition de leur empire ou royaume.³⁴⁴ Pour ainsi faire un lien entre ce qui était du passé à aujourd'hui, nous nous rendons compte que ce même système peut d'une part ou d'une autre se pratiquer au cours de ce millénium (21^e siècle). Ainsi donc, nous essaierons d'appliquer ceci à la crise de septembre 2002 et à la crise post-électorale de novembre 2010 en Côte d'Ivoire, puisque pour certains le conflit puisait ses sources dans une crise de ressources naturelles.

La théorie de guerre de ressources naturelles est une idée émise par Michael Klare qui d'un point serait le maître de cette idéologie. Pour Michael Klare, ceci expliquerait au mieux les causes, les raisons ou l'origine des conflits qui ont lieu depuis la fin du 20^e siècle et au cours de ce millénium. Il fait le pont entre le passé, la guerre froide et l'actuelle période. Pour lui, la guerre froide a eu lieu pour des raisons de ressources naturelles.³⁴⁵ Selon lui, des territoires ou des États se livrent en conflit par rapport aux ressources naturelles qui sont tant recherchées. Voyant la population du monde s'accroître plus que ce qu'avaient prévu les statistiques, alors il est donc possible qu'une course aux ressources naturelles se fasse. La présence des nouveaux géants émergents tels la Chine, l'Inde, Afrique du Sud et autres³⁴⁶ crée un climat de compétition pour l'obtention des ressources naturelles dont ces derniers ont véritablement besoin.

Ces matières de subsistance se font très rares et ne suffisent plus de nos jours. Du coup, tous les moyens sont permis pour rentrer en possession de ce dont certains ont besoin pour approvisionner leur population ou territoire. Une question de force est en jeu. Et cette méthode de force peut être observée au niveau local, national, régional, et international, mais les enjeux diffèrent en fonction des demandes et terrains. Il est donc clair comme nous le prouve Klare que ces conflits pourraient éclater pour des raisons économiques, de territoires, d'eau, de matières premières, et surtout en général ce qui touche aux ressources naturelles. Dans le passé, ce fléau avait existé et il perdure actuellement. En nous référant à la Sainte Bible, nous notons qu'un problème d'eau a été vécu entre le peuple d'Israël et les habitants du bassin du fleuve Jourdain.³⁴⁷ Pour Klare, en vue de ce qui eût lieu dans le passé, il serait fort probable que cela se puisse se répéter une fois de plus au cours de cette période

³⁴⁴ Barry Buzan & Richard Little, *International systems in world history*; Oxford University Press, Oxford (UK), 2000, p.217

³⁴⁵ Goodman, Amy & Gonzaléz, Juan; *A daily independent global news hour: Michael Klare on the internal war for control of Iraq's oil*, Friday, September 14th, 2007

³⁴⁶ Christophe Jaffrelot, *L'enjeu mondial: Les pays émergents*, Presse de la Fondation nationale des Sciences Politiques, Paris, 2008, p.25-28

³⁴⁷ Klare, Michael, *Resource wars: the new landscape of global conflict*; Owl Books, New York, 2002, p.138

contemporaine et encore affecter le monde entier. Il est convaincu que le problème débutera sur la base de la production et de la consommation. Pour ce fait, il sera possible que de violents conflits soient engendrés au cours desquels des forces militaires soient déployées sur le terrain. Une politique sera en vigueur, ainsi que des puissances culturelles opposées les unes aux autres.³⁴⁸ En un mot, la situation conduira à une compétition, une course aux ressources naturelles dans la mesure où elle représenterait des positions géostratégiques. Certaines fois, il pourrait pousser quelques individus à agir en fonction de leur gourmandise et cela s'explique par l'acte des insurgés.

Par ailleurs, nous nous saisissons de la théorie de Klare, et essayons d'apporter une lumière sur la crise des super puissances s'agissant des États-Unis et de la Russie. Nous constatons que ces derniers se lancent dans une course inédite en dehors de leur territoire respectif. Ils sont tous les deux présents dans le bassin du Golf Caspien et se livrent une bataille farouche, qui est d'une taille géostratégiques, axée sur l'obtention du pétrole et du gaz.³⁴⁹ Cette compétition trouverait sa raison d'être dans la demande et l'offre de ressources naturelles. Alors, chaque puissance se croirait dans l'obligation de subvenir au besoin de sa population nationale, d'où elle est motivée à se lancer dans un conflit qui ne serait dire son nom. Ces produits sont de nos jours rares voir en voie de disparition, d'où la nécessité de faire recours à la violence pour s'en accaparer dans l'optique de satisfaire sa demande domestique ou nationale et encore internationale.

L'État se doit donc de sortir de ses réserves et se rendre sur des lieux où le produit est disponible, afin de s'en accaparer, et cela par n'importe lequel des moyens. Puisque, ces matières importantes se raréfient, alors il faut à tout prix avoir main mise sur ce qui se présente pour des raisons de consommation personnelle.³⁵⁰ Pour ainsi apporter une justification à cela, nous nous référons au message que livrait Winston Churchill à son peuple. Selon Churchill, le pétrole ne poussait pas en Grande Bretagne. Pour lui, il était donc impératif à aller le chercher là où il se trouvait, c'est-à-dire, en Perse et en Mésopotamie.³⁵¹ Churchill savait combien de fois il était impossible au peuple anglais de vivre sans le pétrole. Il était donc primordial pour lui, de combler le besoin de sa population avec cette substance.

³⁴⁸ J. Benoist & F. Merlini, *Pronèmes et controverses: Historicité et spécialité, le problème de l'espace dans la pensée contemporaine*, Éditions Librairie Philosophique J. Vrin, Paris, 2001, p.92

³⁴⁹ Ibid, p.90

³⁵⁰ Edwin Black, *Internal combustion*; St Martin Press, New York, 2006, p.270-272

³⁵¹ Ibid, p.269

Tous les moyens pour lui étaient bons pour remplir ses fonctions de bon et fidèle dirigeant vis-à-vis de son peuple.

Par ailleurs, Klare fait le résumé de Collier et Hoeffler dans la description de sa théorie. Il mentionne l'idée de causes économiques qui engendreraient les origines de conflits, et la question de gourmandise, ainsi que celle de cupidité. À travers sa théorie, il retrace le lien existant entre les matières premières et la durée des guerres qui se déroulent entre les belligérants. Il arrive donc à dire que la dépendance du pétrole et de son exportation manipulerait certains à se faire la guerre les uns aux autres. Les nombreuses guerres seraient donc liées au pétrole comme le prétend Klare.³⁵² Klare se permet ainsi de se poser la question de savoir pourquoi est ce que le pétrole en tant que tel pourrait occasionner tant de haine, de guerre et de destruction à travers le monde entier. Puisque, là où la substance est découverte, existe toujours un conflit.³⁵³ Il reste à savoir s'il existe certaines ressources naturelles qui ne conduisent pas au conflit. Il existe certainement des matières qui ne sont pas sujets de confrontations. Le cas serait possible si et seulement si elles sont partagées de façon équitable. Dans ce cas, un conflit est systématiquement évité.

Par ailleurs, la plate forme diplomatique serait également le moyen indirect par lequel les combats, et la course aux ressources naturelles sont possibles. Nous constatons que trois différents discours diplomatiques ont été donnés concernant la seule et même matière (le pétrole). Nous observons que ces discours différaient selon les interlocuteurs ou conférenciers ayant un rapport avec le pétrole. Il était question de parler du pétrole iraquien.³⁵⁴

Premièrement, Donald Rumsfeld en tant que secrétaire d'État à la défense en 2002 parlait de la guerre d'Iraq.³⁵⁵ Il trouvait que le conflit n'avait aucun lien avec le pétrole iraquien. Ensuite, Paul Wolfowitz, en 2003, étant l'adjoint du ministre de la défense des États-Unis, trouvait que la chose la plus importante dans la crise iraquienne était qu'ils n'avaient pas d'autre moyen d'issue, puisque le conflit était économique. Il va plus loin en disant qu'il existait une différence entre la Corée du nord et l'Iraq et que cela ne leur laissait aucun choix, car le pays baignait dans du pétrole. Finalement, pour Bill Richardson, le secrétaire américain

³⁵² Kaldor, Mary; Karl, Linn Terry & Said, Yahia, *Oil wars*; Pluto Press, London, 2007, p.11-12

³⁵³ Martin Vielajus, *La société civile mondiale à l'épreuve du réel*, Les Éditions Charles Léopold Mayer, Paris, 2009, p.263

³⁵⁴ Cédric de Lestrangé, Christophe- Alexandre Paillard, & Pierre Zelenko, *Géopolitique du pétrole: Un nouveau marché, de nouveaux risques, des nouveaux mondes*, Éditions Technip, 2005, p.205

³⁵⁵ Amir taheri & Patrick Wajzman, *Irak: le dessous des cartes*, Éditions Complexe et Politique Internationale, 2002, p.227

à l'énergie de 1999, considère que le pétrole a toujours été à la base de la politique étrangère et sécuritaire durant des décennies.³⁵⁶ Suite à ces trois discours, nous pouvons constater combien de fois le pétrole demeure une substance importante. Pour s'en procurer, des personnes peuvent utiliser toute sorte de ruse ou d'intelligence, ainsi que manigance (mensonge). Tous les moyens qui mènent à son obtention seraient les meilleures. Juste, pourvu que ces puissances rentrent en possession du pétrole. Les discours viennent du même département, mais sous différentes formes.

Comme Klare l'avait mentionné, le pétrole est d'une grande utilité, puisqu'elle se fait rare. De ce fait, certaines puissances se sentent cependant obligées de protéger ou de sécuriser le pétrole. Ils débloquent donc d'énormes revenus pour la sécurisation des régions productrices de pétrole, afin de parer à d'éventuels attaques d'insurgés.³⁵⁷ Ce montant débloquent permet aux personnes en charge de veiller sur la sécurisation de la région en armes sophistiquées et modernes. Tel est le cas qui justifie la présence américaine dans la Corne de l'Afrique au cours de ce millénaire.³⁵⁸ Klare pour toujours parler du danger que renferme le pétrole, il souligne un autre pan de la chose qui a avoir avec la hausse des revenus de pétrole et qui serait un risque de conflit interne. Afin d'éviter ce genre de confrontation, il serait évident de bien répartir en bonne et due forme, de manière équitable les rentes pétrolières. Une redistribution parfaite serait donc la résolution adéquate des conflits internes que rencontre la plupart des populations. L'accès gratuit à l'éducation, aux médicaments, aux denrées alimentaires, au logement, à l'électricité et autres se justifieraient par une redistribution équitable entre les citoyens du pays ou du territoire.³⁵⁹ Dans ce cas, le risque de conflit ou de confrontation sera faible.

Klare, non seulement définit son idéologie à travers sa théorie de la guerre de ressources naturelles, tout en élaborant le danger que cause le pétrole, mais également il mentionne le problème qu'occasionnerait le gaz.³⁶⁰ Il décrit ainsi une autre sorte d'origine de conflit considérée de guerre civile, que referment les ressources naturelles. Par conséquent, ce n'est seulement pas les ressources naturelles qui au cours de ce siècle présent ne conduisent uniquement qu'aux guerres, certains autres points peuvent déterminer l'éclaboussement de

³⁵⁶ Ibid, p.1

³⁵⁷ Klare (2002:4)

³⁵⁸ Ibid, p.219-220

³⁵⁹ Cahiers d'anthropologie du droit, *Anthropologie et droit: Intersections et confrontations*, Revue semestrielle d'anthropologie et d'histoire- Hors série 2004/4, Éditions Karthala, Paris, 2004, p.196

³⁶⁰ Serge Paquier & Jean-Pierre Williot, *L'industrie du gaz en Europe aux XIXe et XXe siècles: L'innovation entre marchés et collectivités publiques*, Éditions Presses Interuniversitaires Européennes, Bruxelles, 2005, p.104

conflit. Pour lui, le problème de succession ainsi que le cas des différends frontaliers seraient d'autres raisons. Il a établi une liste qui pourrait constituer la source de conflit comme celle de la rivalité de diamant en Angola,³⁶¹ du bois au Libéria³⁶², du fleuve Nil³⁶³ desservant plusieurs territoires (Burundi, Congo, Ethiopie, Kenya, Rwanda, Soudan, Tanzanie and Uganda). Pour Klare, l'eau demeure également une source de conflit au cours de ce siècle, puisqu'il est aussi important que le pétrole et autre objet de valeur. Il insiste sur l'importance de l'eau et de son utilité. Ce débat avait été évoqué par l'ancien secrétaire général des Nations Unies, Boutros Boutros-Ghali, ainsi que le président égyptien d'alors, Sadate. Pour Sadate, l'Egypte se confronterait au problème d'eau. Et ce fut le même débat qu'avait tenu Boutros Ghali, en parlant d'eau. Selon lui, les conflits à venir de la région seraient axés sur l'eau et non la politique. Chose que corroborait Sadate au sujet de l'Egypte en fonction de guerre que causerait la question d'eau.³⁶⁴

À travers, la théorie de Michael Klare, le théoricien explique combien de fois les ressources naturelles pouvaient induire des États ou des territoires du monde en guerre. La rareté des ressources naturelles poussent les grandes puissances à se faire des compétitions en dehors de leur territoire respectif. Et cela est le cas des États-Unis et de la Russie dans le bassin du golfe Caspien. Mais, il ne se limitait non seulement pas au pétrole ou au gaz pour indiquer l'origine des conflits du 21^e siècle. Il évoqua également la question d'eau qui demeure un autre risque de conflit. Les frontières pourraient aussi pousser des territoires à se faire la guerre entre eux. Afin de réduire le risque de confrontations seraient possible d'accéder à un partage équitable des rentes pétrolières des pays à production de pétrole. Cela devrait aussi interpeller les États dont l'économie est basée sur les ressources naturelles. Une fois que nous avons traité le cas des théories qui pourraient expliquer les causes de conflits, nous essaierons d'appliquer à cette partie du projet de recherche un modèle qui certainement égaillera les approches des différentes théories appliquées dans cette partie de notre travail. Pour faire la lumière sur les éventuelles causes de conflit nous nous servirons du modèle de Collier de Hoeffler. Cette méthode est le CH modèle.

³⁶¹ Angola mineral, mining sector, investment and business guide, Volume 1, Strategic information and regulations, Éditions International Business Publications, Washington DC, 2015, p.74

³⁶² Agir et servir, Un autre sommet pour l'Afrique: Contre-voix citoyennes, Février 2003, Les Actes, Éditions Karthala, Paris, 2003, p.102

³⁶³ Jean-Michel Henriët, *L'Afrique et le Moyen-Orient en fiche*, Éditions Bréal, Rosny, 2005, p.203

³⁶⁴ Klare (2002:153)

2.4 Le CH Modèle

Le CH Modèle est le Collier Hoeffler Modèle. Ce modèle est dit d'être un modèle économétrique. Économétrique, puisqu'il sert à faire des statistiques et mathématiques, à calculer et analyser des chiffres économiques sur la base des hypothèses. Le modèle tend à analyser les conflits actuels qui se déroulent uniquement à l'intérieur des pays ou États et non à l'échelle internationale, à partir de critères à modèle économique.³⁶⁵ L'économétrie peut se définir sur plusieurs points, mais la méthode la plus simple est celle qu'utilisent les économistes pour exprimer des moyens statistiques.³⁶⁶ Il est dit du modèle économétrique de coïncider avec le mécanisme qui génère des données ou informations d'un monde stationnaire.³⁶⁷ Finalement, l'invention du mot économétrique reviendrait au Norvégien Ragnar Frisch.³⁶⁸ Dans ce cas du CH modèle, l'accent est aussi mis sur la différence entre les guerres civiles et les conflits armés. Pourquoi une guerre est dite civile et une autre ne l'est pas. En quelque sorte, le modèle réfute le fait qu'une guerre dite civile ne soit pas basée sur les opportunités rentables.³⁶⁹ En l'occurrence, il fait allusion à la rébellion dont l'objectif consiste au pillage. Une guerre civile selon le CH Modèle s'accroît sur le nombre de victimes et la durée des causalités. D'une manière ou d'une autre, c'est ce qui déterminera de savoir si le conflit est vu comme une guerre civile ou pas.

Ce Modèle demeure celui appliqué au continent africain pour la plupart du temps et certaines fois aux entités en transition. En quelque sorte, il correspond au modèle économétrique de la guerre civile développé par Collier et Sambanis d'où le « C » pour Collier et le « H » pour Hoeffler. Les résultats de ce modèle peuvent être interprétés dans plusieurs domaines. Le plus important ici, est que les deux chercheurs qui ont émis ce modèle se sont strictement appuyés sur des faits, ce que nous pourrions qualifier de faits empiriques et ensuite à partir de ses preuves qui seraient obtenues, ils effectuent des analyses de différents conflits qui ont eu lieu en Afrique. Pour ces chercheurs, le plus souvent, c'est bien une crise économique qui tend à un conflit. Selon eux, une crise économique pourrait immédiatement motiver un conflit armé.

³⁶⁵ www.investopedia.com/terms/e/econometrics.asp

³⁶⁶ economics.about.com/cs/studentresources/f/econometrics.htm

³⁶⁷ Sean Holly & Martin Weale, *Econometric modeling: Techniques and Applications*, Cambridge University Press, Cambridge & New York, 2000, p.6

³⁶⁸ Olav Bjerkholt, *Ragnar Frisch & the foundation of the econometric society & econometrica*, Statistics Norway research Department, N.95/9, october 1995, p.3-4

³⁶⁹ Roger D. Norton, *Politiques de développement agricole: Concepts et expériences*, Éditions Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, Rome, 2005, p.598

D'une part, l'interprétation évoquée par les deux auteurs tend à mettre en exergue que l'opportunité demeurerait un élément très important par rapport aux causes qui engendreraient un conflit. Ils sont bien certains, puisqu'ils font allusion aux griefs qui constitueraient l'origine des conflits armés. D'autre part, il est convenu selon leurs propos que l'opportunité incite à la guerre, d'où par conséquent mène à la rébellion. Dès lors, nous pourrions retenir que selon les propos avancés par les deux auteurs, l'opportunité serait pleinement l'acte justifié des griefs et de gourmandise ou de méchanceté qui pourrait motiver plus d'un à faire la guerre.

Sur cette base, les deux auteurs seraient certains que l'incident ascendant de guerre civile serait justifié par la performance économique distinctive de l'Afrique accusant un taux de croissance négatif. Ils interviennent plus loin avec le fait que le niveau de revenu soit à un taux très bas. Par ailleurs, ils mentionnent que la plupart des pays africains seraient limités à la production des matières premières. Selon eux ceci pourrait constituer une autre justification des conflits. Par contre, ils trouvent que la structure sociale distinctive de l'Afrique qui est composée d'une haute diversification ethnique et religieuse resterait un facteur de stabilité et non un risque.³⁷⁰ En général, les sociétés diversifiées courent moins de risque que celles dites homogénéisées. Pour toujours demeurer dans le cadre de réduction de risque de conflit, le modèle encouragera une politique économique. Cette politique économique dont il est question devrait être axée sur la croissance et la diversification. Une fois que ces stratégies demandées par le CH modèle mises en application, alors ceci permettrait d'éviter d'éventuels conflits. Sur ce il serait très important d'établir un agenda de prévention de conflits. Ce serait donc un paradoxe au CH modèle, puisque la démocratie n'occasionnerait aucunement de risque de conflit à des moments bien précis.³⁷¹ Toujours dans le même ordre d'idée, en Sciences Politiques le débat a toujours été houleux au niveau de la relation dite non monotone concernant la démocratie profonde et la répression extrême.

Ces deux variables (démocratie profonde et répression extrême) pourraient être favorables à la réduction de risque de rébellion en comparaison aux régimes intermédiaires et transnationaux. Un autre cas d'absence de conflit est celui des pays à revenu élevé. Il revient donc de dire des entités à revenu élevé d'être moins affectés par les incidents de guerre civile. Il est parfois dit du risque de guerre civile d'être véritablement inexistant dans les pays à démocratie avancée

³⁷⁰ Paul Collier & Nicholas Sambanis, *Understanding civil war*, The International Bank for reconstruction & Development/The World Bank, Washington DC, 2005, p.7

³⁷¹ Arnold Mindell, *The deep democracy of open forums: Practical steps to conflict prevention and resolution for the family, workplace and world*, Hampton Roads Publishing, Massachusetts, 2002, p. 3-4

et autre. Pour ainsi relativiser, Blomberg et Hess feront des recherches sur la double relation qui prévaut entre le risque de guerre ou conflit et la performance économique en faisant fi des estimations de Markov Chain Monte Carlo.³⁷² L'explication suivante serait que la récession est un facteur ou un accroissement au risque conflictuel. Ce qui serait en harmonie avec les découvertes et confirmations opérées par Collier et Hoeffler au sujet des croissances économiques lentes favorisant les risques. Encore, Blomberg et Hess évoquent l'idée de conflit externe toujours afin de soutenir les thèses précédemment évoquées. Ils affirment que le conflit réduit la croissance économique³⁷³ et donne accès à une extension qui renferme les « effets du spillover ».

En fait, un conflit dans une région, pourrait étendre « ses bras » aux pays voisins de cette zone.³⁷⁴ L'effet du spillover est bien ce sur quoi Murdoch et Sandler s'appuient pour identifier et mesurer les phénomènes (effets du spillover).³⁷⁵ Ils évoquent l'idée de technique économique spatiale pour étayer leur propos. Dans ce cas, une guerre civile dans un pays aura des répercussions négatives sur l'économie des autres États faisant partie du rayon du territoire ciblé.³⁷⁶ Il est ainsi clair de dire de la guerre civile de produire d'effets négatifs. La guerre dans un pays voisin motiverait les autres entités frontalières à augmenter leur dépense militaire à court comme à long terme durant les périodes de conflit civil. Il faudra ainsi dire que les guerres civiles de forte intensité qui s'étendent sur une longue période engendrent aussi des pertes de capitaux humains.

Cependant, la question préoccupante ici serait de savoir pourquoi donc des personnes regagnent des mouvements rebelles, si nous constatons que ces besognes sont dangereuses? Pourquoi est ce que la guerre est excessivement coûteuse pour tous et d'autres s'y engagent? Par exemple, les attaques du 11/9 (onze septembre 2001) ont coûté 16.200 milliards de dollar américain.³⁷⁷ En somme, le CH Modèle essaie consciencieusement d'éclairer la viabilité des organisations des groupes rebelles comme le facteur explicatif des conflits armés. Concrètement ici, l'un des composants clés de la viabilité s'expliquerait par la capacité du

³⁷² Ibid, p.8

³⁷³ Jean-Pierre Vettovaglia, Prévention des crises et promotion de la paix, Volume III, *Déterminants des conflits et nouvelles formes de prévention*, Éditions Bruylant, Bruxelles, 2013, p.39

³⁷⁴ Daniel, L. Byman & Kenneth M. Pollack, *Things fall apart: Containing the spillover from an Iraqi civil war*, Booking Institution Press, Washington, D.C, 2007, p.1

³⁷⁵ Todd Sandler & Keith Hartley, *Handbook of defense economics: Volume 2 defense in a globalized world*, North-Holland, 1ere ed., Amsterdam & Oxford, 2007, p.933

³⁷⁶ Andrew Goudie & Bilin Neyapti, *Conflict et croissance en Afrique*, Vol. 3: Afrique australe, Éditions OCDE, Paris, 1999, p.183

³⁷⁷ Ibid, p.849

recrutement des membres et la prévention de défection. Nous nous poserons dès lors, la question de savoir ce qui sera réellement considéré d'être une guerre civile ou pas.

Le CH Modèle, était étroitement cloîtré sur l'explication économique. Il ignorait les véritables griefs et autres causalités conflictuelles qui étaient évoqués dans les différents courants de Science Politique et Relations Internationales.³⁷⁸ De ce fait, l'équipe de recherche de la Banque Mondiale a conceptualisé la guerre civile comme un problème de développement et lui a attribué des modèles économiques. Le CH modèle a par ailleurs mis l'accent sur l'apparition, la durée et les conséquences de la guerre civile. Il serait donc nécessaire de dire que les guerres civiles détonnent de façon disproportionnée dans les pays pauvres et en fonction des entités. Une fois que ces conflits armés s'étendent sur une longue période, nous constatons un retard de développement économique presque dans toute la région ciblée par les affres des meurtres et pillages ainsi que le déplacement massif des populations (mouvements migratoires). Nous notons que depuis 1945 dans le monde entier, les guerres, civiles ou pas ont fait environ vingt millions de morts et au moins soixante sept millions de déplacés de guerre.³⁷⁹ Alors, si cela en devrait être le cas avec les guerres civiles ou conflits armés, il serait préférable de mettre un frein à cela. Dans un temps, si les pauvres conditions économiques conduisent à la guerre civile comme le définit le CH modèle, il serait mieux de mettre sur pieds des politiques d'intervention de conception économique.³⁸⁰

L'objectif dans ce sens serait de mettre un frein à leur apparition, afin de pouvoir épargner des souffrances aux humains. Pour mettre un terme au conflit armé, il serait nécessaire de remédier au faible taux d'éducation. Il faudra beaucoup financer dans l'enseignement secondaire dans l'optique de parer aux maux de l'analphabétisme qui pour la plupart serait aussi considérée d'être une causalité de conflit.³⁸¹ D'autres causes, la région (montagne, forêt...), le nombre de population et l'aspect économique.³⁸²

Ceci étant, plus le niveau d'enseignement secondaire est élevé moins le risque de conflit est observé.³⁸³ Il en est pareil pour une population à un taux élevé de religion diversifiée et de

³⁷⁸ Collier & Sambanis (2005:x)

³⁷⁹ Ibid, p.xiii

³⁸⁰ Ibid

³⁸¹ Agence française de développement, Agence universitaire de la Francophonie, Orange & UNESCO, *Le numérique au service de l'éducation en Afrique*, Savoirs communs n. 17, 2015, p. 16-17

³⁸² Op. Cit., p.247

³⁸³ Gundrun Ostby & Henrik Urdal, *Education and civil conflict: A review of the quantitative, empirical literature*, 2011/ED/EFA/MTR/PI/29, Centre for the study of civil war (CSCW), International Peace Research Institute, Oslo, 2010, p.1

même pour les groupes ethniques hétérogènes.³⁸⁴ Dans ces cas de figure, l'étude nous démontre que le risque de conflit est minime et encore négligeable. Cependant, le CH Modèle, décrit qu'une rébellion est occasionnée par le gain ou des opportunités. Au final, le CH modèle caractérise la rébellion par des griefs. Plus encore, le modèle définit qu'une organisation de financement de rebelle en serait une autre explication. Ce motif s'extériorise par trois autres variables telles que l'exportation des ressources naturelles, des dons venant des diasporas et subventions de gouvernements hostiles. Plusieurs facteurs, selon le CH modèle, interviennent dans le cas d'un conflit armé, l'ordre identitaire ou ethnique consiste un danger de grande envergure et serait à la base de l'épuration de population. D'une part, l'exemple d'hostilité identitaire entre Hutu et Tutsi qui remontait de plusieurs années en arrière et a resurgi à nouveau sous de nouvelles formes de conflits, puisque le problème n'avait sérieusement pas été résolu.³⁸⁵

D'autre part, le taux élevé d'exportation de café, c'est-à-dire, de ressources naturelles, demeure un autre cas qui ne doit être négligé. Il doit être pris en compte, puisqu'il représente la base de l'économie Burundaise. Son exportation accuse plus de quatre vingt pourcent du revenu total d'exportation du pays. Ce qui serait encore une éventuelle cause de risque conflictuel.³⁸⁶ Par contre, dans le cas du Kenya, la pauvreté était d'une grande envergure. Cette pauvreté réelle avait engendré des violences qui furent observées. Du coup, cette violence avait favorisé un banditisme avancé. Le banditisme sévissait dans le pays, mais ne permit point le pays de plonger dans une guerre civile. Les raisons éventuelles qui pourraient justifier cela étaient lié au fait que le pays n'a jamais été dirigé par un régime militaire dictatorial.³⁸⁷

Le CH modèle décrit une étude diversifiée de la plupart des conflits africains. Il n'a laissé indifférent aucune violence civile en forme de soi disant guerre ou conflit armé qui certaine fois était considérée de guerre civile. Il fit également l'étude de la crise militaire algérienne en parlant de la durée et du nombre de victimes. Ce modèle s'attèle à dire d'un conflit d'être soit génocidaire ou guerre civile par rapport au nombre de victimes que ce conflit armé cause. Le CH modèle mise beaucoup plus sur le nombre de victimes afin de conclure si le conflit est une guerre civile ou pas peut importe sa durée. Les affrontements peuvent être d'une courte durée

³⁸⁴Gerti Hesseling, *Histoire politique du Sénégal : Institutions, droit et société*, Éditions Karthala, Paris, 1985, p.46

³⁸⁵Jacques Morel, *La France au cœur du génocide des Tutsi*, Éditions L'Esprit Frappeur, Lutry, 1994, p.18-22

³⁸⁶Ibid, p.39

³⁸⁷Ibid, p.123

et faire beaucoup de morts, dans ce cas il pourrait être vu comme un génocide tel que le cas du Rwanda.³⁸⁸

Dans le cas de la guerre d'Algérie, le nombre de victime devrait décider du cas de conflit dont il était question. Le nombre de victimes s'élevait à plus de cent à deux cent milles personnes tuées. Dans ce cas bien précis, l'armée voulait se débarrasser du président Chadli Benjedid à travers un coup d'état. Pour eux Chadli n'était pas l'homme qu'il fallait à la tête de leur pays, puisque sa politique que certains considéraient de « perestroïka » n'était la bonne carte pour leur survie.³⁸⁹ Dans ce cas ci, le CH Modèle avait pris en compte les facteurs d'attaques justifiés par des actes de violence, le lieu et la période. Il tient aussi compte de la densité de la population et de la région. Enfin, même si le territoire restait celui dominé par les Arabes, ces derniers n'étaient aucunement impliqués de loin ou de près dans le conflit. Ce qui revient à dire que le modèle faisait la lumière sur l'origine et l'implication d'un peuple dans un conflit. Le problème peut surgir dans un milieu massivement dominé par un certain peuple et ces derniers ne peuvent aucunement prendre part aux hostilités. Ce qui revient à dire qu'un conflit peut intéresser un groupe d'individu ou pas en fonction de leur gain ou conception soit idéologique, culturelle ou encore lucrative. Tout ceci s'explique par l'attachement que portent les habitants ou les castes d'un territoire aux hostilités. Cela dépendra du poids que pourrait occasionner ces conflits dans leur milieu.

Le CH Modèle prend également en compte le temps de déroulement d'hostilités. En exemple, au Mozambique, le conflit a débuté en octobre 1964 et prit fin en novembre 1975. Le pays fut dévasté et un retard économique et autre était réel.³⁹⁰ Le modèle a décrit trois variables qui sont liées aux anciens conflits que connut le pays, ainsi que son niveau d'éducation et de son produit intérieur brut par habitant.³⁹¹

En somme, le modèle définissait la différence entre guerre civile et conflit armé ainsi que rébellion. Il soulignait encore le motif pour lequel un conflit ait lieu et ce qui pourrait l'intensifier. Il mettait en exergue les conséquences que renferment les guerres qui ne sont souvent pas agréables. Ces conséquences sont plus néfastes que positives. Alors, il revenait aux différentes populations de savoir ce qui était bien pour elles afin de ne pas s'investir dans

³⁸⁸ Romeo Dallaire, *Shake hands with the devil: The failure of humanity in Rwanda*, Carroll & Graf Publishers, New York, 2003, p. xiv-xv

³⁸⁹ Luis Martinez, *The Algerian civil war 1990-1998*, Columbia University Press, New York, 2000, p. xii

³⁹⁰ OCDE, *Perspectives économiques en Afrique*, Banque Africaine de Développement de coopération et de développement économique Centre de développement de l'organisation, 2002/2003, p.289

³⁹¹ Collier (2005:5)

la guerre ou les conflits qui ne font que décimer des bâtiments, des sociétés et faire des déplacés de guerre et réfugiés.³⁹² Pour les deux auteurs du CH modèle, une hausse du produit intérieur brut annuel par habitant réduirait le risque de conflit. Il serait donc préférable de mettre plus d'accent sur cet angle dans l'optique d'éviter des conflits armés ou guerre dénommée guerre civile. Il est important de mettre l'accent sur la réduction ou l'éradication de la pauvreté et miser plus sur l'éducation³⁹³ que de se livrer des guerres fratricides. Autrement, par rapport au taux d'alphabétisation (le niveau d'étude secondaire), il peut s'avérer que la population d'un État ne soit pas alphabétisée, par contre ces derniers ne s'adonnent pas à la guerre civile, tel est le cas de l'Arabie Saoudite.³⁹⁴

À travers ce modèle CH, il nous a été possible de pouvoir comprendre quand et comment les variables explicatives nous permettent de déterminer si un conflit armé est une guerre civile ou pas. Pour ainsi comprendre explicitement ce modèle, plusieurs études comparées ont été faite par les deux auteurs qui pour la plupart du temps parlent des conflits africains. Les différentes études émises des territoires qui connurent la guerre convergent ou divergent. Des hypothèses ont été émises et par la suite des observations ont fait preuve de confirmation ou rejet.³⁹⁵ Puisque, nous avons désormais une connaissance de ce que le CH modèle nous a enseigné par rapport aux guerres civiles et rébellion, nous allons dans la section suivante de notre projet de recherche entamer le chapitre III de notre première partie parlant de la classe politique ivoirienne de 1940 à 1970.

Dans ce chapitre II, nous avons examiné les théories qui pourraient nous éclairer sur les assomptions émises par les différentes personnes rencontrées de plusieurs milieux en fonction de leur point de vue vis-à-vis de la politique ivoirienne, ainsi que des deux crises que connurent les Ivoiriens de septembre 2002 jusqu'à la crise postélectorale de novembre 2010. Une étude de théorie, puisqu'elle nous permet d'avoir un aperçu de ce qu'aurait été les raisons ou les causes des différents évènements ivoiriens selon les périodes. Une différence entre la démocratie et l'anarchie a été élaborée. Il s'est avéré que la démocratie était un système représenté par un gouvernement. Tandis que l'anarchie est le contraire de ce nous savons de la notion démocratique. Cependant, cela ne signifierait pas que le chaos soit le centre du modèle anarchique.

³⁹² Olivier Clochard, *Les réfugiés dans le monde entre protection et illégalité*, EchoGéo, 2 (2007), septembre/novembre, 2007, p.2

³⁹³ Paul Collier, *The bottom billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*, Oxford University Press, New York, 2007, p.11

³⁹⁴ Collier (2005:306)

³⁹⁵ Ibid

Par contre, nous constatons que la démocratie serait favorable comparée à l'anarchie. Une fois ce niveau observé, la théorie de la paix démocratique, émise par Emmanuel Kant, est la forme la plus adéquate pour un gouvernement mondial, puisqu'elle permet d'accéder à une démocratie républicaine. Cette forme de démocratie est le modèle à travers lequel les guerres seraient inévitables entre les États démocratiques. Ce système qui pour plusieurs est le modèle à suivre serait pour certains considérés d'être la théorie de la paix libérale. Elle permet à travers le commerce de maintenir une paix perpétuelle. Et sur cette base idéologique, nous notons trois groupes qui cherchent chacun à positionner leur opinion pour en à faire le modèle à suivre de façon universelle. Parmi eux, nous notons les libéraux, les réalistes et les socialistes. Nous observons que depuis la chute du bloc communiste le monde serait dirigé par le modèle libéral.³⁹⁶ Ainsi, pour créer un lien et comprendre la notion de politique, la théorie de politique définit que le système politique existait depuis l'antiquité et représentait la forme de bonne gouvernance de la société civile. Cette notion, selon le temps et l'espace, connut des transformations, et à nos jours nous observons que la politique a emprunté d'autres tournures. D'où une différence nette se présente entre celle qui était directe et la *realpolitik*.

Puisque, la politique est le système à travers lequel une société fonctionne, il était clair de noter qu'une politique pourrait renfermer plusieurs régimes. Alors, différentes formes de politiques ont été définies en aboutissant au multipartisme. Le multipartisme est le partage du pouvoir par au moins deux partis politiques de différent bord. Plusieurs partis politiques se font la course dans l'optique de pouvoir imposer leur système pour la gouvernance de la société sous leur contrôle. Un multipartisme pourrait sûrement engendrer une transition et c'est à cette période précise que les individus parlent de coalition de partis politiques. Ce tout a donné des critères politiques à la Côte d'Ivoire, et qui après l'instauration du multipartisme sur le territoire ivoirien, quelques années plus tard, le pays connut une crise politique qui ne serait dire de son nom. Pour comprendre les éventuelles raisons ou causes, des théories et un modèle dénommé le CH modèle, ont été parcourus pour comprendre ce qui expliquerait cette crise politique ivoirienne.

Bien avant, les détails d'une guerre et ses motifs ont été élaborés. La guerre est une activité de violence qui consisterait à utiliser toute sorte de méchanceté sur son prochain dans l'optique de lui imposer ses désirs et ses vœux une fois que cet individu ou le territoire sous domination est assujéti. De cette notion de guerre, une classification de guerre avait été mentionnée pour

³⁹⁶ Francois Gay, Conseil régional de Haute Normandie, *L'économie de marché et le Tiers-monde*, Éditions Publications de l'Université de Rouen N. 188, 1993, p.219

faire la part des choses. Une guerre dite ancienne et une autre considérée de nouvelle ont été observées. L'ancien conflit est le genre de rivalités qui se livre entre deux États tandis que les nouvelles hostilités sont faites à l'intérieur d'un territoire entre le même peuple. Ce que par moment nous considérons de guerre civile. Dans l'intention de pouvoir analyser les causes ou les motifs d'une guerre, des théories firent volt face en donnant l'étude de la théorie de choc de civilisations dans l'optique de pouvoir corroborer ou réfuter les assomptions évoquées qui ont eu lieu au cours des différentes interviews. Le choc de civilisations serait la théorie émise par Samuel P. Huntington, qui selon lui est le motif qui serait à la base de tout conflit contemporain. Il fait allusion aux conflits religieux ou encore ethnique. Par contre, pour Michael Klare, la théorie d'Huntington serait inacceptable, puisque selon lui, les causes se résument aux guerres de ressources naturelles. Bien encore, pour certains les origines de conflits actuels résident dans le néocolonialisme. La théorie du néocolonialisme décrit ce système comme l'attitude de certaines anciennes puissances coloniales qui après l'acquisition d'indépendance demeurent d'éternels sujets d'anciens colons, de nos jours. Elle se traduit par une méthode militaire, financière et économique.

Pour ainsi appliquer tout ce que démontreraient les théories, le CH modèle, un modèle économétrique tentait de faire la lumière sur une guerre dite civile ou d'une rébellion. Ce modèle demeure celui qui par son système de calculs essaya de vérifier les causes des conflits par une crise économique qui mènerait ensuite à des conflits. Une fois toute cette étape théorique effectuée, nous allons appliquer la théorie à la pratique. Du coup, nous allons à partir de notre projet de recherche faire intervenir la variable Côte d'Ivoire. Nous aborderons dans le chapitre III, la classe politique ivoirienne de 1940 à 1970 dans les lignes qui suivent (à partir de la page 125).

III LA CLASSE POLITIQUE IVOIRIENNE DE 1940 À 1970

Les activités politiques en France après la crise de 1929 communément appelée Krach de Wall Street motiva les politiciens français à opter pour le changement afin de gérer le territoire par d'autres méthodes qui seraient plus efficaces. Puisque cette crise se faisait remarquer à l'échelle planétaire au cours de cette époque. De ce fait, en France, durant cette même période une coalition s'est formée et était composée des partis de gauche les plus importants de France. Parmi eux nous notons la présence du parti communiste de Maurice Thorez, le parti socialiste de Léon Blum et enfin le parti radical-socialiste qui était dirigé par Édouard Daladier.³⁹⁷ Cette composition des trois partis de gauche donna la formule du Front Populaire. Un Front Populaire était donc mis sur pied en France.

Toute cette stratégie pour d'une manière ou d'une autre afin de faire front contre le mouvement des groupements fascistes.³⁹⁸ Pour finir, les scrutins du 3 mai 1936 furent finalement remportés par le Front Populaire avec en tête de liste Léon Blum. Ce dirigeant charismatique qui avait réformé la politique Française ainsi que les conditions de vie de cette même société, ordonna que ces réformes soient également appliquées aux colonies d'Afrique Occidentale Française (AOF). Ils parleront désormais de prendre en considération les « coutumes indigènes », de la jurisprudence des « tribunaux indigènes », la « condition de la femme », du « mariage indigène » qui étaient déjà mis sur pied ainsi que la politique coloniale. Tout ceci constituait une action juridique directe.³⁹⁹

Par ailleurs, l'œuvre qu'avait entamé Léon Blum sera achevée par son successeur Marcel de Coppet qui était un administrateur libéral.⁴⁰⁰ Il avait pris la responsabilité d'administrer les réformes, qui étaient tout simplement destinées à l'Indochine et à l'Afrique du Nord, à l'Afrique occidentale.⁴⁰¹ Il poursuit son acte de bonne volonté qu'il concrétisa avec une action palpable. Cette action menée par Coppet concernait les conditions des travailleurs. Le 30 septembre 1936 il avait fait convoquer les commandants de cercle pour l'application légale du droit social des travailleurs de la colonie.

³⁹⁷ Bruno De la Palme, *100 ans d'erreurs de la gauche française: De Juarez à Hollande, un siècle d'histoires méconnues (1912-2012)*, Éditions La boîte pandore, 2014, p. 53

³⁹⁸ Eric Lowen, *Conférence du forum des savoirs, 1936, le Front Populaire: Histoire d'une révolution sociale*, Association Aldéran, Conférence 1000-174, 2006, p.3

³⁹⁹ Marie Rodet, *Genre, coutumes et droit colonial au Soudan français (1918-1939)*, Cahiers d'études africaines, 187-188, 2007, p.2

⁴⁰⁰ Joseph-Roger de Benoist, *Eglise et pouvoir colonial au Soudan français: Administrateurs et missionnaires dans la boucle du Niger (1885-1945)*, Éditions Karthala, Paris, 1987, p.359

⁴⁰¹ Madame Nicole Bernard-Duquenot, *Le Front Populaire et le problème des prestations en AOF*, Cahiers d'études africaines, Vol.16, N.61-62, 1976, pp.159-172, p.159

Autrement, ce Front Populaire était véritablement déterminé à faire valoir les droits de ceux qui étaient jadis considérés d'indigènes. Ses représentants étaient même allés plus loin pour dire ceci:

« Nous ne cesserons de promouvoir de toutes manières l'évolution des originaires d'Afrique Noire, et lorsque ceux-ci, éduqués par nous, veulent abandonner des coutumes qui leur répugnent, nous hésitons à le permettre dans la crainte de violer le principe du respect des institutions indigènes ».⁴⁰²

D'autant plus que les moyens politiques étaient mis sur pied depuis la métropole pour un avenir parfait des habitants des colonies française, les concernés eux à leur tour vont se saisir de l'aubaine qui leur est faite pour s'ériger en parti politique colonial. Du coup, la présence de certains leaders politiques est observée. Mais avant, nous notons que le territoire ivoirien dès 1936 avait déjà embrasé l'urbanisation de sa ville commerciale. Cette cité administrative qui représentait le centre commercial du territoire fut dotée d'immeubles de deux étages parfois plus et un nombre important de véhicules couvrait les rues du plateau d'Abidjan. Ainsi, la commune de Treichville qui fut baptisée du nom du célèbre gouverneur Marcel Treich Laplène avait aussi du succès. Cette circonscription abritait les zones industrielles dès 1936.⁴⁰³ Les avantages que reçurent les autochtones ivoiriens durant le règne du Front populaire en France, motivèrent ces derniers à faire comme les autres Africains qui se lancèrent à la course au pouvoir et à la formation des partis politiques coloniaux.

Une vague de nouveaux dirigeants politiques se faisait sentir avec le chemin que leur avait tracé leur bienfaiteur du Front Populaire qui gérait les arènes politiques en France. Du coup, le PDCI-RDA commença à fleurir et sortir de son joug dans presque toute l'Afrique⁴⁰⁴ en passant de Bamako à Yaoundé et d'autres partis politiques en Afrique centrale firent leur naissance. En particulier, ce qui est du cas de la Côte d'Ivoire, des hommes politiques tels que le sénateur Biaka Boda, le médecin africain Félix Houphouët Boigny, Adrien Dignan Bailly marquèrent leur temps dès les premières heures de l'amélioration des conditions sociales d'indigènes jusqu'en 1960. Par ailleurs, Kragbé Gnagbé fera son entrée en scène vers la fin de la décennie soixante. Un début de politique coloniale qui sera marqué par une opposition

⁴⁰² Sœur Marie-André du Sacré-Cœur, *la femme noire en Afrique occidentale*, préface de Georges Hardy, Éditions Payot, Paris, 1939, p.236

⁴⁰³ Elodie Vermeil, *Le Petit futé: Côte d'Ivoire*, 2^e éd., Nouvelles Éditions de l'Université, Paris, 2013-2014, p.123

⁴⁰⁴ Assa Okoth, *A history of Africa 1915-1995: Volume two, African nationalism and the de-colonisation process*, Vol. 2, Éditions East African Education Publishers, Nairobi, Kampala, & Dar es Salaam, 2006, p.240

autochtone contre allogène. Ensuite, une phase qui opposera des individus du même territoire pour un positionnement politique.

Qui serait celui et le parti à diriger après que la liberté fut accordée aux autochtones pour décider de leur propre avenir politique et culturelle ainsi que sociale? Était-ce une chose simple à assimiler? Étaient ces derniers ordonnés ou organisés pour instaurer la politique dont ils furent graciés par le Front Populaire sur leur sol? Une chose est sûre et le Front Populaire durant son règne politique en France voulait bel et bien que les individus vivant dans les colonies fassent partie de la scène politique de façon universelle. L'acte émis par le Front Populaire semblerait bien, mais il restait de savoir si les méthodes employées par les colonisés auraient été adéquates.

1 Les premiers acteurs politiques contribuant à la démocratie ivoirienne

Les habitants de la Côte d'Ivoire coloniale avaient un large avantage sur certains individus du territoire africain dans la mesure où les infrastructures développées par leur colonisateur permettaient à ces derniers de s'épanouir même si ceux-ci restaient encore des « sujets ». Une autre aubaine venait de leur être offerte par le biais du Front Populaire qui détenait le pouvoir politique par son gouvernement en France. Les politiciens coloniaux se servaient de la perche qui leur fut tendue pour exprimer leur sentiment politique.⁴⁰⁵ Ils étaient désormais des individus capables de parler de politique et qui faisaient usage du langage démocratique. Quand bien même que certains de leur droit étaient limités⁴⁰⁶, ils avaient en fin de compte un mot à dire par rapport aux efforts du Front Populaire en France. Pour ne pas rester inactif vis-à-vis de cette manne qui leur serait tombée du ciel, certains Ivoiriens qui se sentaient matures et aptes de régner en maître ou leader politique et charismatique, ont regroupé des êtres humains pour former des partis politiques.

Le sénateur Biaka Boda d'une part et le médecin africain Félix Houphouët Boigny d'autre côté restaient favorables au PDCI-RDA.⁴⁰⁷ Tandis qu'Adrien Dignan Bailly était le représentant du SFIO en Côte d'Ivoire et plus tard Kragbé Gnagné⁴⁰⁸, une fois revenu de France après sa soutenance, créa le parti PANA. Mais plusieurs autres hommes politiques se

⁴⁰⁵ Babacar Fall, *Le travail au Sénégal au XXe siècle*, Éditions Karthala, Paris, 2011, p.119

⁴⁰⁶ Frederick Cooper, *Citizenship between Empire and Nation: Remaking France and French Africa, 1945-1960*, Éditions Princeton University Press, Princeton & Oxford, 2014, p.68

⁴⁰⁷ Valerio Petrarca, *Un prophète noir en Côte d'Ivoire: Sorcellerie, christianisme et religions africaines*, Éditions Karthala, Paris, 2008, p.68

⁴⁰⁸ *Playing with identities in contemporary music in Africa*, Editors Mai Palmberg & Annemette Kirkegaard, 2002, p.90

sont fait connaître sur le territoire ivoirien durant cette époque de 1936 à 1970. Nous mettons un accent sur la vie politique de ces derniers puisqu'ils seraient ceux qui ont sincèrement marqué la scène politique ivoirienne de cette période. Était-ce une mode d'être politicien ou un charisme qui motivait ceux qui voulaient pratiquer la bonne gouvernance au sein de leur société quand bien même que le territoire restait encore sous dominance? Coûte que coûte ces derniers auraient souhaité s'affirmer pour quelque part prouver leur indépendance. Puisqu'ils ne souhaiteraient plus être considérés comme des sujets, mais plutôt appelés de vaillants individus, ils luttèrent. Au cours de l'année 1936, le Front Populaire avait déjà posé l'une de ses bases à Dakar. Alors, ceci motivait les ressortissants ivoiriens sur la base de l'implantation du Front Populaire dans la zone AOF. Le résultat fut observé durant le défilé qui eût lieu à Dakar le 14 juillet 1937 au cours duquel les Africains au nombre de 3 500 hommes étaient mêlés aux Européens.⁴⁰⁹ Pour ce fait, les individus étaient actifs, parlant de la nouvelle classe politique ivoirienne des premières heures. Ils étaient vraiment engagés à fond à toute activité, afin de se faire une place au soleil comme pouvaient le décrire certains. La bataille était rude. La course était tendue et ne pouvait dire de son nom, car toute chose nouvelle concourrait au bien être de celui qui la mettait en application. Cette soif de vouloir être libre et indépendant poussait certains à parler politique. Les différents leaders politiques de cette époque, de la période d'AOF, étaient des êtres qui cherchaient à s'instruire et avoir une connaissance de ce qu'ils avaient assimilé, afin de s'en servir copieusement.

Selon eux, le moment opportun, la phase fatidique était bel et bien arrivée pour démontrer ce qu'ils avaient emmagasiné. Alors, chacun souhaitait mettre la chance de son côté avec le verbe de bon rassembleur ou de dirigeant capable. D'un côté le sénateur Biaka Boda et de l'autre terrain le médecin Félix Houphouët Boigny avec en tête une idée panafricaine sur la base du PDCI-RDA.⁴¹⁰ Par ailleurs, Adrien Dignan Bailly qui fut choisi comme le pion du SFIO en terre ivoirienne marquait également son pas. Et plus tard, Kragbé Gnagné qui lui avait achevé ses études en France à son tour opta pour le parti PANA qui s'opposait de façon robuste au PDCI-RDA durant les années 1967 à 1970.⁴¹¹ Cette idée de politique coloniale qui permettrait aux ex sujets de pouvoir jouir de leur droit social à un certain moment sera

⁴⁰⁹ Michel Marc, *"Mémoire officielle", discours et pratique coloniale*. Le 14 juillet et le 11 novembre au Sénégal entre les deux guerres, Revue française d'histoire d'outre-mer, Tom 77, N.287, 2^e semestre, 1990, pp.145-158, p.150

⁴¹⁰ Catherine Coquery-Vidrovitch & Odile Goerg, *L'Afrique occidentale au temps des français: colonisateurs et colonisés, c. 1860-1960*, Éditions La Découverte, Paris, 1992, p.325

⁴¹¹ Patrice Emery Bakong, *Les déterminants de la violence organisée en Afrique: Analyse comparée des conflits armés en Côte d'Ivoire et en République Démocratique du Congo*, Éditions Publibook, Paris, 2014, p.145

confrontée à un non respect des règles qui ont été émises par le Front Populaire lors de son accession au pouvoir en France. Une de ces lois portait sur la question de conditions des classes populaires et le relancement de l'économie en métropole et qui avait permis aux ex sujets de se prononcer. Sur ce fait, deux semaines de congés payés ont été accordées aux employés et les heures de travail passèrent à 40 heures en lieu de 48 heures par semaine.⁴¹²

Cela fut plus tard de l'utopie, puisque Blum avait démissionné en 1938.⁴¹³ Du coup, les faveurs n'étaient plus les mêmes et cela allait coûter la vie à certains individus de la zone AOF. Une lutte accentuée se dessinait dans les jours qui suivirent, puisque ceux qui avaient permis la politique coloniale n'étaient plus ceux qui dirigeaient la classe politique française. Le système devrait certainement différer de celui qui était mis en place durant l'ère du Front Populaire. Déjà en 1935, cette idée de travail prestataire frappait de plein fouet les colonies d'AOF. Puisque des individus d'un nombre de 3 318 013 de personnes étaient dans l'obligation de travailler de 28 072 574 journées. Et la Côte d'Ivoire à elle seule fournissait le plus de tous les autres territoires d'AOF. Elle devrait couvrir 31% tandis que le Soudan 21%, le Dahomey 14%, la Guinée 12%, le Niger 11%, le Sénégal 6% et la Mauritanie 1%.⁴¹⁴ Puisque ce chiffre déjà élevé rendrait la vie difficile aux Ivoiriens, ces derniers réclamaient l'amélioration de leur salaire afin de parfaire leur pouvoir d'achat.⁴¹⁵

À la suite des tribulations, les populations se révoltèrent en masse et cela en rang détaillé sans de véritables leaders. Chose qui demandait plus d'organisation. Sur cette base d'organisation, des dirigeants charismatiques se portèrent garants pour la survie de leur population. Houphouët se saisit de cette occasion pour être un syndicaliste engagé dans la résolution des difficultés de ses pairs pour un avenir meilleur. Il sera présent sur plusieurs fronts tant sur le terrain ivoirien qu'africain. Il poussa ses forces très loin, au-delà de son territoire tout en étendant ses pouvoirs et prouesses plus qu'à jamais vers le Soudan français et d'autres terrains pour parler et de la création du syndicat des travailleurs africains⁴¹⁶ et de la base du PDCI-RDA. Houphouët œuvra pleinement sur cette lancée afin de pouvoir obtenir la validation de

⁴¹² Assemblée nationale, *Léon Blum (1936): « Nous sommes un Gouvernement de Front populaire » (6 juin 1936)*

⁴¹³ Caroline Bégaud, Eric Lafon & Laure Pitti, *100 fiches d'histoire du XXe siècle*, Éditions Bréal, Rosny, 2004, p.129

⁴¹⁴ Madame Nicole Bernard-Duquenot, *Le Front populaire et le problème des prestations en AOF*, Cahiers d'études africaines, Vol.16, N.61-62, Histoire africaine, 1976, pp.159-172, p.163

⁴¹⁵ Marc Le Pape, *L'énergie sociale: Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*, à Abidjan, Éditions Karthala, Paris, 1997, p.52

⁴¹⁶ Bridgette Kasula, Editor, *Prominent African leaders since independence*, Éditions New Africa Press, Dar es Salaam, 2013, p.235

l'abolition du travail forcé par la loi n.46-645 du 11 avril 1946⁴¹⁷ et de la fondation du PDCI-RDA en 1946⁴¹⁸.

Cependant, le sénateur Biaka Boda mena également une lutte pour le compte du PDCI-RDA tout comme le médecin africain Houphouët. Quant à Adrien Dignan Bailly il oeuvrait du côté du SFIO pour son implantation en sol ivoirien. Il était en quelque sorte le pilier de cette branche française en Côte d'Ivoire durant cette époque. Par contre, Kragbé Gnagbé n'interviendra qu'en dernière position avec son idéologie de PANA au cours de la fin des années soixante et début soixante dix.

Une fois que les dés étaient lancés et que les différents leaders politiques ivoiriens furent connus, il était question de savoir lequel des dirigeants était capable de conduire le peuple ivoirien une fois le territoire sorti de sa phase coloniale. Une lutte intempestive était lancée. Les différents leaders politiques de bord opposé avaient mis leur train en marche pour le plus de voix afin d'exercer l'héritage que leur avait laissé leur devancier du Front populaire de la métropole. Une voie leur a été tracée alors ils devraient sans doute se mettre au travail peu importe la méthode par laquelle ils procédèrent mais le mieux serait d'être en tête de liste pour gérer désormais les arènes de la politique ivoirienne qui ne cessa d'œuvrer pour le bien être de la société civile ivoirienne une fois que le vainqueur du scrutin serait connu. De Biaka Boda à Houphouët en allant d'Adrien Dignan Bailly à Kragbé Gnagbé le processus fut connu par plusieurs. Comment être le leader le plus vénéré dans le but de diriger toute une population qui sortirait sûrement du joug de la colonisation.

La lutte était intempestive, mais il fallait bien y arriver car l'objectif primordial était d'abord de se libérer du colon et ensuite se livrer une sorte de course politique au sein même des Ivoiriens qui émergeaient en tant que dirigeants politiques. En somme, c'est ce qui motivait les uns et les autres à certainement s'accrocher à leur but ou projet de leader politique. Une fois que les leaders influents de cette époque furent connus avec leurs différents partis politiques qu'ils servaient, ils cherchèrent à mener à bout leur projet. Ce projet dont ils ne souhaiteraient se passer les motivait pleinement à ne point lâcher prise. Le but pour lequel ils s'étaient lancés dans cette course politique ne devrait aucunement se détacher de leur vision puisqu'ils avaient longtemps œuvré pour leur liberté et indépendance. Alors ils étaient

⁴¹⁷ Legifrance.gouv.fr, Le service public de la diffusion du droit, JORF du 12 avril 1946 page 3063: Loi n.46-645 du 11 avril 1946 tendant à la suppression du travail forcé dans les territoires d'outre-mer

⁴¹⁸ Mohamed Saliou Camara, *His master's voice: Mass communication & single party politics in Guinea under Sékou Touré*, 1st ed., Africa World Press, Inc, Trenton & Asmara, 2005, p.51

pleinement impliqués dans tout ce qui concernait leur parti politique ainsi que leur action au sein de cette activité.

Les manifestations du PDCI-RDA à Dimbokro qui se sont achevées en sang étaient une preuve de détermination pour les sympathisants du parti politique.⁴¹⁹ Cette action prouvait combien de fois ils étaient déterminés à aller jusqu'au bout de leur idée. Rien que cette opposition, mais plusieurs d'entre elles s'en firent suivre au point où certaines fois des femmes étaient menées à lutte de libération dont rêvait plus d'un.⁴²⁰ L'œuvre qu'avait semé le Front populaire dans les anciennes colonies dès la prise du pouvoir en France était sur le point de porter le fruit auquel s'attendait le plus les anciens sujets. Houphouët était d'une manière ou d'une autre opposé à son camarade de parti Biaka Boda.

Cette lutte qui existait déjà au sein du PDCI-RDA en terre ivoirienne portait un poids en surplus par la présence du SFIO de Dignan Bailly. Houphouët se voulait absolument celui qui devrait diriger la Côte d'Ivoire en premier, mais encore la personne fiable pour une Afrique unifiée. Il procédait par un système panafricaniste différent de celui de Sékou Touré et de Kwame Nkrumah. Puisque les partis engagés dans la course au pouvoir étaient connus, le plus important restait de savoir qui serait celui qui conduirait le peuple ivoirien en bon berger pour le sortir et le guider selon ses intensions et vœux. Lequel des dirigeants politiques à la tête de son parti ferait l'affaire de la majeure partie des Ivoiriens.

1.1 Les différents partis politiques Ivoiriens des premières heures

En somme, une fois que le Front populaire de la métropole permit aux habitants de l'AOF à avoir certains droits afin d'améliorer leur condition de vie et de ce qui concernait leur droit social, ces individus ont profité de l'aubaine pour se former des partis politiques ainsi que des dirigeants. Ces derniers ont pu se positionner quand bien même que leur initiateur ne faisait plus la une de la politique française. Le sens de vouloir être libre les hantait et c'est ce qui poussait les leaders politiques ivoiriens à rester figer sur leur objectif de carrière politique. Félix Houphouët Boigny, Biaka Boda, Andrian Daigna Bailly ainsi que Kragbé Gnagbé demeurèrent les icônes de la politique ivoirienne des années quarante à soixante dix. Par contre, chaque parti politique avait sa propre histoire. Il est ainsi clair que tout parti avait ses idéologies qui différencient les unes des autres. Ce qui aurait pu être une réalité puisque les

⁴¹⁹ Yves Benot, *Massacres coloniaux 1944-1950: la IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, 2^e éd., Éditions La Découverte & Syros, Paris, 2001, p.6

⁴²⁰ Monique Chastanet & Jean-Pierr Chrétien, *Entre la parole et l'écrit: Contributions à l'histoire de l'Afrique en hommage à Claude-Hélène Perrot*, Éditions Karthala, Paris, 2008, p.71

ambitions des uns et autres ne convergeaient pas sinon étaient légèrement distantes les unes des autres. Sinon tous se seraient alignés sous le parti unique.

La lutte pour la formation de parti politique ivoirien ne prendra que forme au lendemain de la deuxième guerre mondiale. L'idée du syndicaliste qu'était Houphouët à la tête du SAA le permit d'aussi mettre sur pied le PDCI-RDA, puisqu'étant déjà un personnage influent automatiquement ceux qu'il gérait au sein du SAA et le trouvant dynamique optaient immédiatement pour la formation de son parti politique. En somme, le SAA qu'il mit sur pied dès 1944 l'aida à aplanir les sentiers de son parti politique en un mot.

Nous observons que Biaka Boda et Houphouët étaient tous deux du PDCI-RDA. Mais un problème de leadership les opposait le plus. Ce parti politique du PDCI-RDA était enraciné sur la base des idéologies africaines puisqu'elle essayait de son possible à associer une bonne partie d'Africains à ce parti.⁴²¹ En somme, il était tout d'abord de construire sa colonne en Côte d'Ivoire, d'où le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI).⁴²² Mais plus tard, le parti sera composé du RDA alors PDCI-RDA qui signifie Parti Démocratique de Côte d'Ivoire et Rassemblement Démocratique Africain. Juste pour dire combien ces individus voulaient étendre leurs ailes imaginaires à toute l'Afrique. Par ailleurs, ce parti se voulait panafricaniste en quelque sorte. Les différents dirigeants des sections étendues à l'espace africain formaient un bloc consolidé dans l'optique de pouvoir préserver l'unité africaine ainsi que la cause des individus qui pratiquaient l'agriculture. Puisque, l'union fait la force. Ces derniers se rallièrent automatiquement à l'idéologie de ceux qu'ils considéraient leurs sauveurs.

Le PDCI-RDA fut donc créé en mars 1946 à Bamako et était sous la direction de Félix Houphouët Boigny.⁴²³ Suite à la mise sur pied du PDCI-RDA, des forces d'opposition étrangère s'élevèrent. Cette force adverse fut remarquée lors de la réunion des États généraux de la colonisation française en Afrique noire qui s'est déroulée du 30 juillet au 3 août 1946. La force adverse était dressée contre les Africains puisque selon eux la France deviendrait la colonie de ses colonies.⁴²⁴ Pour ainsi, surmonter les oppositions, un congrès eût lieu à Bamako le 18 octobre 1946.⁴²⁵ L'objectif de ce congrès était de très bien ficeler les assises du

⁴²¹ A. G. Hopkins, *An economic history of West Africa*, Éditions Routledge, New York, 1ère ed., 1973, p.68

⁴²² Ibid

⁴²³ Marie Miran, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2006, p.135

⁴²⁴ Débat à l'Assemblée constituante, 27 août 1946

⁴²⁵ Pierre Kipré, *Le congrès de Bamako ou la naissance du RDA*, Vol.3, Collection Afrique Contemporaine, Paris, 1989, p.1

RDA mais tout en insistant sur l'ordre politique.⁴²⁶ Houphouët s'investissait à fond dans la finalisation du RDA qui été depuis lors contesté par plus d'un. Il mena le combat pour lequel il avait été l'un des fondateurs du RDA. Enfin, le 11 novembre 1946 le RDA remporta onze sièges sur les dix sept de l'Afrique noire française. Le RDA fut ainsi incontournable puisqu'il venait de rafler les élections législatives de l'époque.⁴²⁷ Il s'aventura à défendre la cause des faibles, la position du peuple en activant une lutte anticoloniale (front anticolonial). Il affirma également son soutien au Vietminh et au peuple Malgache.⁴²⁸

Suite, aux déclarations faites par le député Félix Houphouët Boigny, des répressions s'en suivirent et une dissolution du RDA fut observée.⁴²⁹ Certains partis politiques connurent immédiatement le jour dans les moments qui ont suivi. L'idée de la formation de groupes d'opposition était émise par le gouverneur Péchoux qui lui-même était un membre actif du SFIO.⁴³⁰ Plusieurs évènements se succédaient les uns après les autres une fois que les nouveaux partis politiques ont été créés et prirent forme. Des confrontations ont été notifiées entre le parti du PDCI-RDA et ceux qui connurent le jour au lendemain de leur existence. Suite à cette manœuvre le PDCI-RDA entama des protestations qui consistaient à boycotter l'achat des produits importés.

Pour faire changer d'avis aux nouveaux politiciens ivoiriens, les administrateurs coloniaux autorisèrent à l'armée d'user de force dans les différentes villes de la Côte d'Ivoire telles que Bouaflé qui compta des morts au nombre de trois (3) le 21 janvier, tandis qu'une fusillade éclata à Dimbokro le 30 janvier 1950 faisant quatorze (14) morts et cinquante (50) blessés.⁴³¹ Le mois suivant c'est-à-dire, le 2 février dans la ville de Séguéla trois autres personnes sont tuées. Cependant, les administrateurs coloniaux avaient déjà tenté de faire arrêter le député Houphouët le 27 janvier 1950.⁴³² Toujours à Dimbokro, la foule qui protestait au devant du domicile du commandant de cercle s'est fait tirer là-dessus. Les rassemblements ainsi que les réunions du RDA étaient sanctionnés puisqu'ils renfermaient les manipulations de Moscou selon Paris. Au fait, il faudra noter que le RDA était une aile du parti politique communiste

⁴²⁶ Ibid

⁴²⁷ Ibid, p.177

⁴²⁸ Yves Benot, *Massacres coloniaux*, Éditions La Découverte, Paris, 1994 p.148-149

⁴²⁹ Université d'Abidjan, Institut d'histoire d'art et d'archéologie africains, Université d'Abidjan, Dep. D'histoire, *Actes du colloque international sur l'histoire du R.D.A, Yamoussoukro, 18-25, octobre 1986*, CEDA, Abidjan, 1987, p.136

⁴³⁰ Marianne Cornevin, *Histoire de l'Afrique contemporaine: De la deuxième guerre mondiale à nos jours*, 2^e éd., Éditions Payot, 1978, p.188-189

⁴³¹ Yves Benot, *Massacres coloniaux*, Éditions La Découverte, 1994, p.148-149

⁴³² Ibid

français à la base. Suite aux déplorables évènements qui se sont déroulés et endeuillés des familles, une commission d'enquête parlementaire dénommée la commission Damas avait été établie. Mais le rapport ne fut point établi puisqu'étant le sujet d'une incompréhension entre commissaires. Puisque les raisons pour lesquelles le PDCI-RDA devrait être dissout n'avait point de raison d'être dans la mesure où elle fut une manipulation. Cette idée fut émise pour juste effacer le PDCI-RDA, parti encombrant, de la scène politique.

Depuis sa création jusqu'à la fin de 1950, le RDA demeurait la branche de résistance africaine la plus redoutable que n'avait jamais connu le colonisateur. Tandis que ce parti restait le plus hostile aux colonisateurs, cependant il rencontrait des oppositions au plan national. Dès février 1949, nous notons déjà la confrontation qu'il connût dans la commune de Treichville avec le parti progressiste d'Etienne Djaument.⁴³³ Contrairement, aux patriotes du RDA, Etienne Djaument n'était pas un anti-français.⁴³⁴ Ce dernier s'opposa à Houphouët, puisque n'ayant pas reçu le prêt pour l'achat du camion qu'il désirait auprès du leader charismatique du PDCI-RDA. Cela fut la raison qui motivait Etienne Djaument à faire face à Houphouët. Au cours de cette confrontation plusieurs sympathisants du PDCI sont arrêtés par la police.⁴³⁵

De même, des morts ont été également enregistrés à Ferkessédougou quand bien même que les manifestations ne se déroulaient point dans cette zone du nord. Cinq morts ont été déclarés dans la région. De ces évènements de Treichville, des dirigeants du PDCI profitèrent pour insérer des femmes au sein du parti tout en misant sur l'éducation de ces dernières.⁴³⁶ Une branche féminine PDCI sortit de cette confrontation. Comme soutien juridique, Henri Douzon, un avocat communiste, interviendra au côté du PDCI-RDA pour la libération des prisonniers de ce parti détenus à Grand-Bassam.⁴³⁷ En somme, ce soulèvement qui a causé des morts et arrestations n'étaient juste la cause des revendications des Ivoiriens qui ne protestaient que pour la stabilité des prix légaux de la production du cacao et du café.

⁴³³ Sharon Elbaz, *Les avocats métropolitains dans les procès du Rassemblement démocratique africain (1949-1952): Un banc d'essai pour les collectifs d'avocats en guerre d'Algérie?*, Bulletin de l'IHTP, Bulletin N.80

⁴³⁴ Yves Benot, *Massacres coloniaux, 1944-1950: La IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, Éditions La Découverte & Syros, Paris, 1994, 2001, p. Côte d'Ivoire, 1949-1950

⁴³⁵ Coquey-Vidrovitch (1992: 325)

⁴³⁶ Henriette Diabaté, *La marche des femmes sur Grand-Bassam*, Nouvelles Éditions Africains, Abidjan & Dakar, 1975, p.39-54

⁴³⁷ Grégory Cingal, *Fonds Pierre Stibbe*, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (Nanterre), FR BDIC F delta 2088, 1948-1962, 2008, p.2

Par contre, ce ne fut qu'avec la collaboration de François Mitterrand, ministre de la France d'outre-mer, que le RDA se rattacha à son parti l'UDSR, et se séparant du parti communiste français. Par ailleurs, ce parti avait aussi sollicité le soutien de René Pleven, le président du conseil. Le PDCI d'Houphouet qui en magasinait 271 000 sympathisants⁴³⁸, essaya désormais de modérer son langage pour dorénavant parler de l'indépendance du peuple ivoirien. Quand bien même que la branche politique la plus redoutable au colon prônait la liberté totale du peuple ivoirien, il resta cependant le rival de l'opposition au Parti Progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI) de Kacou Aoulou ainsi qu'à la section ivoirienne de la SFIO d'Adrian Dignan Bailly. Mais plus tard ces deux partis s'associèrent au PDCI.⁴³⁹ Il était vraisemblable que ces partis auraient fusionné, mais cela fut pour une courte période.

Toutefois, il était toujours d'actualité de parler d'Houphouet, mais il eût un homme influent dans la région de Gagnoa qui rassemblait du monde pour les actions du PDCI-RDA. Cet homme, était le sénateur Victor Biaka Boda. Il attroupa un monde fou, de tout âge et de sexe, dans la cour du chef de village, durant la décennie quarante (1940 à 1950). Il avait les mêmes visions que son collaborateur Houphouet. Lui également était motivé aux idéologies d'Houphouet. Ils menèrent une lutte identique. Il a réussi par son canal à implanter la politique du PDCI-RDA dans la région de Gagnoa. Il était rempli de vigueur pour les objectifs et idéaux de la politique de PDCI-RDA. Il fut le canal par qui les autres leaders du PDCI-RDA ont pu exprimer leurs vœux en région de Gagnoa. Il était le pilier des forums et meetings qui eurent lieu dans cette localité. Le PDCI-RDA fut désormais connu dans cette région par son biais. Il était indispensable pour l'implantation du parti dans cette circonscription. Il avait œuvré pour que la population dudit territoire accepte la politique et les méthodes de ce parti politique qui ne cessait de s'opposer en bloc au colon. Sa contribution fut d'une importance inédite. Mais très rapidement, l'homme fut effacé de la scène politique coloniale de l'époque, car il était porté disparu dans la nuit du 27 au 28 janvier 1950 à Bouaflé.⁴⁴⁰ Ce n'était que le début, puisque plusieurs méthodes draconiennes ont été employées contre le PDCI-RDA pour sa disparition du territoire ivoirien ainsi que des zones environnantes et des lieux où il avait fait éruption. Plusieurs manipulations ont été préméditées pour la chute du PDCI-RDA, mais rien ne pouvait le détrôner jusqu'au point où

⁴³⁸ Coquey-Vidrovitch (1992: 325)

⁴³⁹ Demba Diallo (Médiateur de la république du Mali), *La problématique de la culture et de la formation démocratique*, Sofia (Bulgarie), 22-24 juin 2000, p.481

⁴⁴⁰ University of Central Arkansas, Political Science, *French Ivory Coast (1946-1960): Crisis phase (April 6, 1946-August 7, 1960)*, (source: uca.edu/politicalscience/dadm-project/sub-saharan-africa-region/french-ivory-coast-1946-1960/)

le parti politique remporta les 100% des sièges aux élections législatives du 31 mars 1957 ainsi qu'à ceux du 12 avril 1959.⁴⁴¹

Les anciens sujets sont désormais attribués le titre d'individus. Une fois cette phase passée, ils profitèrent de l'aubaine que leur fit le Front populaire lors de son accession au pouvoir en mai 1936, en France. Ils se saisirent de l'occasion pour former des partis politiques. Mais un parti, le PDCI-RDA réussit à s'imposer et faire face aux administrateurs coloniaux. Ce parti resta un très fort mouvement puisqu'il étendit ses branches sur plusieurs territoires africains. Pour empêcher ce parti de tenir tête aux administrateurs coloniaux, le gouverneur Péchoux créa d'autres partis d'opposition au PDCI-RDA. Parmi ceux-ci, le SFIO, le PPCI et tant d'autres pour faire barrage au PDCI-RDA qui déjà enregistrait une longueur d'avance sur ces partis nés des administrateurs coloniaux. Des fusillades qui conduisirent à des meurtres ont été enregistrées dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire au cours des années 1949 à 1950. Des emprisonnements ont été également observés et une branche politique de femmes PDCI-RDA a été mise sur pied.

Une chose était sûre, les écailles venaient de tomber des yeux des Ivoiriens et que dorénavant ils n'étaient plus aveugles, car ils avaient recouvré la vue du fait qu'ils parlaient de politique jusqu'au point où ils souhaiteraient être des agents totalement libres. Pour ainsi comprendre l'implantation de partis politiques en Côte d'Ivoire, il serait important de mentionner ceux qui étaient au centre de cette activité. Du coup, nous retracerons le parcours des différents leaders politiques historiques ivoiriens.

1.2 Les leaders politiques historiques

Les réformes du Front populaire de 1936 en France lors de son accession au pouvoir, permit aux colonies de profiter de ce nouveau mode politique pour à leur tour insister sur la nouvelle manière de voir les choses sur leur sol. Dorénavant ils étaient devenus des personnes capables de gérer leur propre avenir. Ainsi donc, il se forma un parti politique en Côte d'Ivoire, le PDCI, qui plus tard étendit ses branches dans la sous région depuis Bamako lors de sa création en 1946 pour mettre sur pied le RDA.⁴⁴² Désormais, le leader de ce parti politique était connu et il se nommait Félix Houphouët Boigny, celui qui quelques années auparavant dirigea le Syndicat Agricole Africain (SAA). Suite à la mise en forme du PDCI-DRA, une

⁴⁴¹ Ibid

⁴⁴² Wilson-André Ndombet, *La transition de l'État colonial au Gabon (1946-1966): Institutions, élites et crises*, Éditions Karthala, Paris, 2009, p.46

forte ambition de revendiquer les droits des habitants des colonies connût du succès.⁴⁴³ Les anciens sujets étaient farouchement opposés aux administrateurs coloniaux. Et cette nouvelle manière de voir les choses gagnait de l'ampleur, là où les administrateurs coloniaux étaient présents. Pour ainsi, mettre un frein à cette nouvelle idéologie appliquée par les colonisés, le gouverneur Péchoux créa de nouveaux partis politiques qui seraient considérés une opposition au PDCI-RDA. Suite à quoi, le Parti Progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI) d'Étienne Djaument et le SFIO connurent le jour.

Mais tout cette manœuvre n'empêcha le PDCI-RDA de toujours s'enraciner comme le parti politique le plus puissant de cette époque. Peu importe les évènements sanglants et les arrestations qui étaient commandités, le PDCI-RDA continua régulièrement sa lutte de libération.⁴⁴⁴ Ce parti était décidé en à découdre avec tout ce qui se trouva sur son chemin de parti politique dans l'optique d'atteindre son objectif pour lequel il fut créé. Le PDCI-RDA essuya toute sorte de confrontation, de complot, d'humiliation et quoique ce soit, au plan national que régional, mais tenait toujours bon car rien ne pouvait le faire avorter du projet auquel il restait jalousement accroché.

Cependant, les nouveaux partis politiques mis sur pieds pour faire barrage au PDCI-RDA, jouaient leur carte, mais tout en étant faible par rapport au vieux parti qui naquit en 1946 à Bamako.⁴⁴⁵ La détermination du PDCI-RDA se fit remarquée sur toute la période de son combat de libération. Le vieux parti avait une stratégie qu'elle élaborait pour implanter son idéologie en terre ivoirienne et à son entourage des territoires voisins. Pour ce fait, des personnes capables et éloquents sortirent du rang de ce parti pour parer aux chocs et manigances qui étaient soit planifiés contre leurs idéologies. Houphouët était l'un des gros pions. Ensuite, le sénateur Victor Biaka Boda fut aussi un autre leader qui permit d'implanter le PDCI à Gagnoa. Ces multiples voyages de meetings dans les différentes circonscriptions de Côte d'Ivoire lui coûtèrent plus tard la vie. Mais avant sa disparition il fut celui par qui toute une région s'était associée au PDCI-RDA. Sans toutefois omettre, le PDCI-RDA avait véritablement subi des oppressions puisqu'il était considéré de pratiquer des méthodes communistes entre 1949 à 1951.⁴⁴⁶ Il faudra aussi s'entendre au choc qu'avait créé la

⁴⁴³ Pascal Zagré, *Les politiques économiques du Burkina Faso*, Éditions Karthala, Paris, 1994, p.43-46

⁴⁴⁴ Ibid

⁴⁴⁵ Ibid

⁴⁴⁶ Michel Vignaud, *Les élections du 2 janvier 1956 en Côte d'Ivoire*, Revue française de science politique, 6^e année, N.3, 1956, pp.570-582, p.572

dissolution de l'Assemblée nationale du 2 décembre 1955.⁴⁴⁷ Malgré, les tentatives et aux coups portés au RDA, le parti demeurait toujours résistant sur la base de stratégie qu'il adoptait. Finalement, plusieurs partis politiques furent enregistrés en Côte d'Ivoire ainsi donc, les différents dirigeants étaient connus. L'histoire de la politique ivoirienne dressa une liste de dirigeants politiques ivoiriens, mais qui certaines fois ne faisaient aucunement le poids de leader charismatique. Par contre, il était toujours bien de parler des ces individus qu'étaient Etienne Djaument (sorti du RDA en 1948 puisqu'étant anti-communiste) du Parti Progressiste de Côte d'Ivoire⁴⁴⁸, Biaka Boda et Houphouët du PDCI-RDA, de Dignan Bailly du SFIO, Auguste Daubrey, Samba Diarra, Lamine Diabaté, Kakou Aoulou etc.

Peu importe lequel des complots formatés contre le vieux parti, ces sympathisants ne se laissèrent guère distraire par n'importe laquelle des méthodes de dissuasion qui furent employées contre eux. Le système de résistance était adopté sous une autre forme qui ne faisait qu'intervenir une souplesse. Ce qui signifie que d'un modèle caduque, ces derniers appliquait la politique de non violence c'est-à-dire de la riposte, tout en étant accroché à leur objectif primordial. Une liberté pour tous les Ivoiriens de cette époque afin qu'ils décident de par eux même ce qui était bien ou mal pour eux et leurs progénitures à travers des décennies et sûrement des générations. Par contre, comme deux intentions se présentèrent durant les décennies quarante et cinquante, de tendances opposées qui se frottaient les unes aux autres, alors le schéma politique se dessinait en dent de scie. D'une part, un peuple ivoirien qui rêva d'une liberté totale qui conduirait à une indépendance du pays. D'autre part, une force résistante à la présence politique des autochtones ivoiriens qui fut composée par certains administrateurs coloniaux en renfort avec d'autres Ivoiriens prêts à faire front au vieux parti politique du PDCI-RDA. Pour ainsi, avoir une image claire de ce tableau nous élaborerons la liste des politiciens ivoiriens qui ont marqué cette période peu importe le nombre important de ceux-ci.

Parmi ces derniers nous allons porter notre étude sur ceux du sénateur Victor Biaka Boda, le médecin africain Félix Houphouët-Boigny, du candidat Adrien Dignan Bailly, représentant du SFIO en Côte d'Ivoire et du leader du PANA, Kragbé Gnagnbé durant les périodes 1940 à 1970.

⁴⁴⁷ Ibid

⁴⁴⁸ Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny, L'épreuve du pouvoir (1960-1980)*, Éditions du Cerap & Karthala, Abidjan & Paris, 2010, p.259-260

1.2.1 Adrien Dignan Bailly (SFIO)

Adrien Dignan Bailly né ivoirien, était à une certaine époque de l'histoire ivoirienne, celui qui fut choisi pour représenter le Syndicat Français de l'Internationale Ouvrière en Côte d'Ivoire. Tout d'abord le SFIO fut un parti politique socialiste qui avait ses sources dans le Bas-Rhin.⁴⁴⁹ Le SFIO était un parti politique très puissant en France entre 1918 et 1939.⁴⁵⁰ Ce parti fut d'une grande renommée durant la décennie trente, toujours en France. Il avait également réalisé un record au référendum et aux élections législatives de 1945 et 1946. Il avait coiffé ses adversaires sur le plan départemental avec 69 069 voix. Ce qui se confirma logiquement dans le canton de Montluçon-Est avec 5 237 voix.⁴⁵¹ Pour revenir à Adrien Dignan Bailly, il faut dire que ce dernier était originaire de la ville de Gagnoa. Par contre Dignan Bailly était issue de la double nationalité c'est-à-dire qu'il était franco-ivoirien. Bien avant qu'il soit connu sous le nom qu'il portait durant sa carrière politique, il s'appelait tout d'abord Bailly de Bouregard. Le nom Adrien Dignan Bailly lui fut attribué après la décision prise par le tribunal de Gagnoa en 1947. Le député Dignan Bailly fut né le 30 mai 1910 à Gagnoa et mourut le 6 Août 1969 à Abidjan.⁴⁵²

Il est retourné en Côte d'Ivoire, sa terre natale après une période d'années passées en Europe, d'où il en revenait avec des résultats d'études brillantes en communication. Durant sa carrière politique, il marqua sa région natale ainsi certains endroits du territoire ivoirien. Cet être était rempli de qualité dont ne pouvait se passer plusieurs. Il était élevé au grade de journaliste publiciste une fois ses études achevées. Dès son retour au bercail, il opta pour la représentation du parti politique français SFIO en terre ivoirienne. Chose souhaitée et chose entreprise par un bon talent d'homme intègre et engagé. Pour pouvoir dignement et valablement accomplir les tâches qui lui ont été confiées, il s'engagea davantage sur la scène politique ivoirienne.

Il fut actif et mis en valeur ses connaissances académiques une fois en Côte d'Ivoire dans le domaine politique. Il excella graduellement tout en convainquant ses compatriotes ainsi les gens de sa région natale pour le suivre dans sa lutte politique. Au cours des élections de 1956,

⁴⁴⁹ Alison Carrol, *Le SFIO et l'intégration nationale: Socialisme régional et identité nationale en Alsace, 1918-1939*, Revue d'Alsace, 137 /2011, pp.483-495, p.483

⁴⁵⁰ Ibid, p.484

⁴⁵¹ André Touret, *Montluçon après la tourmente 1944-1977*, Les Éditions Créer, Nonette, 2003, p.103

⁴⁵² Hervé Makre, Abidjan-Paris-Rome: Une histoire troublante de 2 500 milliards de FCFA d'un Ivoirien rongé les 3 États...Le chemin de croix d'un héritier, le 12 février 2014, sur le blog de tressia

il totalisa 21 586 voix soit 3,6% des suffrages.⁴⁵³ Celui-ci était pleinement un membre de l'assemblée territoriale à cette période bien déterminée. Sa popularité de l'ère s'expliqua par l'électorat qu'il avait récusé par rapport à des personnes qui s'étaient constituées un front mais qui n'ont aucunement pu obtenir un nombre de voix supérieur à celui du député. Cela fut le cas d'Etienne Djaument et de son allié. Etienne Djaument était pourtant quelque'un de populaire puisqu'étant autrefois conseiller de la république de la Côte d'Ivoire de 1947 à 1948.⁴⁵⁴ Pourtant il ne faisait point le poids en face de Dignan Bailly. Adrien Dignan Bailly était certes Ivoirien originaire de la ville de Gagnoa, mais encore provint du groupe ethnique Bété. Ce groupe Bété dont il faisait partie est classé dans l'ensemble des Krou qui est l'une des branches du groupe éburnéo-libérien.⁴⁵⁵

Sa présence en pays Bété, et en tête du Mouvement Socialiste Africain (MSA) qui travaillait d'arrache pied et en accord avec le SFIO, lui permit d'attirer beaucoup de sympathisants, au sein du parti qu'il dirigeait, notamment dans l'ouest de la Côte d'Ivoire plus précisément dans la région de Gagnoa.⁴⁵⁶ Ce support qu'il s'est créé dans la région du centre-ouest, permit à son parti du MSA affilié au SFIO de remporter largement les élections municipales de 1956, d'une victoire écrasante sur le RDA.⁴⁵⁷ Par contre, les élections de l'assemblée territoriale de 1957 sont soldées par des affrontements violents entre les sympathisants du PDCI-RDA et du MSA qui étaient fortement vécus dans la ville de Gagnoa. Au cours de ces incidents, les sources notaient la mort de deux personnes et de plusieurs blessés. Par ailleurs, le scrutin fut remporté par le PDCI-RDA. Par contre, ses résultats étaient contestés par les sympathisants du MSA, car ils insistaient que des triches ont été faites par rapport aux élections, puisque le vainqueur devrait être Adrien Dignan Bailly.

Plus tôt, il fut accusé par le médecin Houphouët du PDCI-RDA d'être le collaborateur des occidentaux. Pour ainsi dire, il était contre qui lui (Houphouët) qui luttait pour la survie du peuple ivoirien. Ce fut bien la raison pour laquelle il perdit les élections de 1957. Cependant, la défaite de 1957 n'empêcha aucunement le leader du MSA d'exercer sa fonction de politicien. Il demeura député puisqu'étant membre à l'assemblée nationale, mais sans toutefois accéder à aucun poste ministériel. L'indépendance du pays obtenue et à la tête de la

⁴⁵³ Michel Vignaud, *Les élections du 2 janvier 1956 en Côte d'Ivoire*, Revue française de science politique, 6^e année, N.3, 1956, pp.570-582, p.580

⁴⁵⁴ Sénat: Un site au service des citoyens, *Djaument Etienne: ancien sénateur de la Côte d'Ivoire*

⁴⁵⁵ Jean-Pierre Dozon, *Les Bété: Une création coloniale*, Éditions La Découverte, Paris, 1985, p.62

⁴⁵⁶ *Ibid*, p.77

⁴⁵⁷ *Ibid*, p.78

scène politique ivoirienne le PDCI-RDA⁴⁵⁸, alors le leader charismatique du MSA passa inaperçu, de façon honteuse et mourut quelques années plus tard dans une commune d'Abidjan, plus précisément au centre hospitalier de Treichville le 6 août 1969.⁴⁵⁹

Adrien Dignan Bailly, homme politique ivoirien représentant du SFIO en Côte d'Ivoire tandis qu'il était le leader MSA. Il était député à l'assemblée nationale et son parti plus modéré était en compétition constante avec celui du PDCI-RDA. Il fut né le 30 mai 1910 à Gagnoa. Sa lutte politique était beaucoup plus soutenue par l'extérieur ainsi que les ressortissants de sa région natale. Une fois que son parti perdit les élections de 1957 et que la Côte d'Ivoire accéda à son indépendance sous la direction du PDCI-RDA, ce dernier ne recevra aucun portefeuille ministériel quand bien même qu'étant député. Après une longue course politicienne, ce dernier mourut le 6 août 1969 à Abidjan. Ce fut la fin de sa carrière politique. Un épisode venait de s'achever et le PDCI-RDA régnait en maître absolu puisqu'étant le seul parti politique de la Côte d'Ivoire. Une fois que nous venons de retracer l'histoire de l'homme Adrien Dignan Bailly, nous allons porter notre étude sur celle de Biaka Boda dans la section suivante.

1.2.2 Biaka Boda Victor (PDCI-RDA)

Victor Biaka Boda est né le 25 février 1913 à Gagnoa et décédé le 28 janvier 1950 à Bouaflé.⁴⁶⁰ Il fut élu sénateur le 14 janvier 1948 jusqu'au jour de sa mort. Il appartenait au groupe ethnique Bété. Il était membre actif du PDCI-RDA. D'où camarade de parti politique et de lutte du médecin Houphouët. Il avait les mêmes ambitions politiques que son compagnon de parti. Il était celui qui, à l'opposé d'Adrien Dignan Bailly du SFIO, chercha à implanter le PDCI-RDA en région de Gagnoa puisque tout deux étant originaires de la dite ville. Pari qu'il réussit tout en mobilisant et permettant aux différents conférenciers de l'époque à remplir la cour du chef du village de ladite localité. Orphelin de père et de mère, il commença ses études en 1920 et obtint son brevet d'étude primaire supérieur en 1930.⁴⁶¹ Le sénateur Biaka Boda Victor fut diplômé de l'école de médecine et de pharmacie de l'AOF

⁴⁵⁸ Rita Bossart, *En ville chacun est dans son chacun: Une étude anthropologique sur l'importance des relations sociales en cas de maladie à Abidjan (Côte d'Ivoire)*, Éditions Peter Lang, Bern, Berlin, Bruxelles, Frankfurt am Main, New York, Oxford & Wien, 2005, p.67

⁴⁵⁹ Yves T. Bouazo, *Histoire politique de la Côte d'Ivoire: Hommage appuyé au progressiste Adrien Dignan Bailly (Sfio) ! Acte1*, sur Ivoirebusiness.net, publié le mercredi 7 décembre 2011

⁴⁶⁰ Devalois Biaka, *La disparition du patriote ivoirien Victor Biaka Boda: Plaidoyer pour libérer sa dépouille mortelle*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1993, p.13

⁴⁶¹ Joël-Armel Nandjui, L'Afrique des idées: Souvenons nous de Biaka Boda (source:terangaweb.com/souvenons-nous-de-biaka-boda/)

(Dakar-Sénégal) en 1937. Ce qui lui permit autrement d'être affilié au syndicat des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains.

Une fois sorti de l'école de médecine, il exerça en premier à Nzérékoré, une région guinéenne et profita de l'occasion pour entamer une carrière politique.⁴⁶² Il venait de rencontrer l'un des leaders africains du RDA, Ahmed Sékou Touré, dans les premières heures de ses fonctions en Guinée. Rencontre qui lui permit d'automatiquement adhérer au PDCI-RDA. Depuis la Guinée, il entama sa lutte de résistant avec une langue de bois contre le colon. Une fois de retour au bercail, en 1947, il s'inscrit aux élections sénatoriales du 14 novembre 1948 qu'il remporta avec succès puisqu'il s'attribua les 25 voix sur les 27 de la liste du RDA.⁴⁶³ Une fois en fonction pour le titre de sénateur, Biaka Boda Victor s'envola pour la France où il prit part au débat du sénat. Sa présence fut vivement saluée par plusieurs après avoir donné un discours talentueux que bons nombres d'entre eux considéraient de droit et intègre. Le but pour lequel il adhéra au PDCI-RDA n'était qu'à son début, puisqu'étant zélé, il continua d'arracher pied à fouler les territoires que certains de ses pairs n'osèrent convoiter. Son dynamisme, son charisme et son éloquence ne constituèrent qu'un ensemble de son être politique. Un leader fougueux qui ne certainement pouvait reculer en face de n'importe quelle situation. Son courage de guerrier ou combattant Bété coulait sûrement dans ses veines, ce qui lui permit certainement de rester figer sur son idéologie d'anticolonialiste.

Pour ainsi dire, la fin de la décennie quarante était mouvementée par des événements qui consistaient à faire dissuader ou réprimer les actions du PDCI-RDA. Suite à ces incidents, des partisans du PDCI-RDA étaient violemment molestés. Pour certains des blessures et pour d'autres la mort. Pour toujours vouloir marquer son courage et son acte de bravoure, le sénateur fut l'un de ceux qui continua la lutte de l'anticolonialisme tout seul et de façon ouverte. Il parcourut les territoires de la Côte d'Ivoire coloniale, dès son retour du sénat français, puisqu'ayant appris les massacres de Bouaflé, il chercha à y faire un tour afin de motiver les populations et partisans du PDCI-RDA résidant dans cette localité. Mais avant il avait visité la ville de Bassam pour faire l'état des lieux. Il avait également fait un tour à Abidjan. Le jour du 27 janvier 1950, le sénateur se qui se rendait accompagné de son chauffeur dans la ville de Bouaflé, se heurta à une panne de véhicule qui le transportait dans la localité souhaité. Tout seul, il prit la peine de faire la distante restante du voyage à pied

⁴⁶² Claude Gérard, *Les pionniers de l'indépendance*, Éditions Inter-Continents Promotion, Sablons, 1975, p.134

⁴⁶³ Sénat: Un site au service des citoyens, Biaka Boda Victor: Ancien sénateur de la Côte d'Ivoire (source: www.senat.fr/senateur-4eme-republique/biaka_boda_victor0253r4.html)

pour passer la nuit dans la dite localité. Il fut bien accueilli par le devancier musulman, l'Almamy Ali Diaby chez qui il logea cette nuit même. Tard dans la nuit, le sénateur fut enlevé des hommes dont l'identité resta méconnue, de sa pièce d'hôte ainsi assassiné dans la brousse. Quelques jours après, la population ivoirienne constata que le sénateur aurait été porté disparu dans la nuit du 27 au 28 janvier 1950. Pour certains, le sénateur fut enlevé par des sympathisants déçus du PDCI-RDA, qui l'ont assassiné et l'auraient plus tard mangé.⁴⁶⁴ Chose que le Time Magazine reprit en juillet 1951, en ces mots: « The senator has been eaten by his constituents... ».

Par contre certains attribuèrent son meurtre au lieutenant-colonel Charles Lacheroy. Puisque ce dernier avait molesté les partisans du PDCI-RDA de novembre 1949 jusqu'en 1950.⁴⁶⁵ Plusieurs spéculations se faisaient sur le meurtre du sénateur. Une chose était sûre et certaine, le sénateur fut mort et que son corps n'avait pas été livré à ses parents pour des cérémonies funéraires. Ce ne fut que le 20 mars 1953 que le sénateur sera juridiquement et officiellement déclaré mort.⁴⁶⁶ Finalement, la mort du sénateur fut confirmée, mais son corps restait introuvable pour ses proches, puisque des funérailles n'eurent aucunement lieu. Par contre, des restes du corps de ce sénateur furent retrouvés dans une brousse non loin de là où il avait passé sa dernière nuit.⁴⁶⁷ Ce fut la fin d'un sénateur qui pensait confronter le colon et changer la manière de faire de ces derniers tout ayant en tête de parfaire l'avenir de ses compatriotes. Mais la nuit du 27 au 28 janvier 1950 passée à Bouaflé, marquait la fin de ses jours, la chute de son pouvoir et de son éloquence ainsi que son charisme. Une mort subite et douloureuse ainsi que muette, puisque personne ne savait de quelle manière celui-ci avait été tué. Ce que nous retint l'histoire de Côte d'Ivoire, était qu'un digne fils du pays ainsi que sympathisant ardent du PDCI-RDA venait de disparaître sans suite d'information précise. Comme ceux qui sont tombés sur champs de manifestation, faisait partie le sénateur Biaka Boda. Une page venait d'être tournée, puisque Biaka Boda venait de partir à jamais.

Biaka Boda, originaire de la région de Gagnoa et Bété, fut né à Gagnoa. Il avait poursuivi ses études à Bingerville avant d'achever sa formation de médecin à Dakar. Durant les premières heures de fonction à Nzérékoré, le médecin rencontra Ahmed Sékou Touré qui l'initia aux œuvres du PDCI-RDA auxquelles il s'attachera. Une fois de retour en Côte d'Ivoire coloniale,

⁴⁶⁴ Charles-Robert Ageron, *Vie et mort d'un empire: La décolonisation, Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 78, N.291, 2^e trimestre, 1991, pp.264-265, p.264

⁴⁶⁵ Prince Douala Manga Bell, Bledar.org, *Quand François Mitterrand retourne le RDA ou comment Houphouët Boigny est devenu un traître pour le peuple ivoirien*, publié le 15 novembre 2015

⁴⁶⁶ Claude Gérard, *Les pionniers de l'indépendance*, Inter-Continents Promotion, Sablons, 1975, p.134-138

⁴⁶⁷ Ibid

il devint un membre actif du parti d'Houphouet avec qui il sympathisa. Tous les deux guidés d'esprit anticolonialiste, ils feront chemin ensemble. Il fit des tournées partout même au sénat français où il fut apprécié puisqu'étant lui-même sénateur. La période 1949-1950 étant marquée par des troubles de destabilisation du PDCI-RDA, des arrestations, des fusillades et meurtres. Le sénateur fut pris au piège du complot, assassiné et introuvable dans la nuit du 27 au 28 janvier 1950 à Bouaflé. Ce fut la fin de l'épisode Biaka Boda Victor. Une fois que notre recherche a porté sur le cas du sénateur Victor Biaka Boda, nous étendrons notre étude sur celle de Félix Houphouet Boigny dans le paragraphe suivant.

1.2.3 Félix Houphouet Boigny (PDCI-RDA)

Félix Houphouet Boigny naquit le 18 octobre 1905 à Yamoussoukro.⁴⁶⁸ Il était nommé Dia Houphouet avant 1915, à cette date il se fit appeler Félix Houphouet et Houphouet Boigny en 1945.⁴⁶⁹ Il commença ses études à l'école primaire supérieure de Bingerville (Côte d'Ivoire) en 1915 avant de prendre l'envol pour William-Ponty de Dakar (Sénégal) où il effectua des études de médecine, diplôme qu'il empocha en 1925.⁴⁷⁰ Une fois promu médecin lors de ses premières heures de services à l'hôpital central d'Abidjan, il organisa un syndicat connu sous le nom de l'amical des médecins auxiliaires, aides médecins et infirmières. Suite à la formation de ce syndicat quand bien même qu'il était bon travailleur, il se fit distinguer et remarquer parmi ses collègues comme un récalcitrant. Pour l'étiquette qui lui fut collé là-dessus en tant que « trublion et anarchiste », il fut d'abord surveillé par la police, et par la suite il croupit quelques années à la prison de Guiglo.

Une fois sorti de la maison d'arrêt, il fut le chef des Akoué et s'adonna aux activités de planteur, à la mort de son frère Augustin en 1939.⁴⁷¹ Puisque désormais devenu planteur, il se familiarisait aux méthodes agricoles. Une fois témoin des mauvaises conditions de planteurs africains, il entreprit une lutte anticoloniale pour dénoncer les injustes faites sur les agriculteurs. Avec l'aide de Gabriel Dadié, ils mirent sur pied le syndicat agricole africain, en août 1944.⁴⁷² Deux années plus tard, il créa le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) avec la collaboration de ses compagnons de lutte qu'étaient Fily Sissoko, Joseph Anoma,

⁴⁶⁸ David Philippe, *La Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2009, p.40

⁴⁶⁹ Jeune Afrique, *Côte d'Ivoire: Houphouet en majesté (1/3)*, publié le 2 décembre 2013 à 12h35 par Fabienne Pompey

⁴⁷⁰ Larousse, Félix Houphouet Boigny (source: www.larousse.fr/encyclopedie/personnage/Felix_Houphouet-Boigny/124280)

⁴⁷¹ Philippe op. Cit., p.40

⁴⁷² Jeune Afrique, *Côte d'Ivoire: L'étoile, un bar de la résistance*, publié le 19 juillet 2013 à 18h23 par Malika Goga-Bada

Gabriel Dadié, Kéléigui Kouisson et autres. De ces heures commencèrent les luttes ininterrompues du planteur, syndicaliste et politicien ivoirien Félix Houphouët Boigny. L'heure de la lutte intempestive fut à son peak. La lutte devrait être rude contre ceux qui s'opposaient selon lui au bien être de ses compatriotes. Il bougea dans tous les sens pour se faire entendre et se faire plusieurs compagnons de lutte en terre ivoirienne et en territoires voisins. Il travailla d'arrache pied dans ce sens dans l'optique d'atteindre son objectif visé. Faire bloc contre le colonialisme était le slogan que le comportement et les attitudes du médecin et planteur Houphouët auraient pu exprimer. Mais, il avait réussi à regrouper autour de son syndicat, le syndicat agricole africain, plus de 12 000 des 20 000 planteurs de cette époque. Il saisit l'occasion pour faire d'une pierre deux coups. Il eût l'idée de créer un parti politique sur la base du syndicat agricole africain. Le PDCI fut donc créé. Houphouët Boigny, le béliér comme le signifie Boigny dans sa langue maternelle celui qui ne recule devant rien⁴⁷³, avait réussi à pousser loin le pion pour donner naissance au PDCI.

Il se saisit de cette aubaine et plus tard profite de la l'instauration du PDCI en Côte d'Ivoire pour donner naissance au RDA. Ainsi donc en octobre 1946, le RDA connût le jour à Bamako.⁴⁷⁴ Houphouët, en un mot, réussissait le pari qu'il s'était lancé. Libérer les agriculteurs africains du joug du colon ainsi les rendre indépendants dans les années qui suivirent. La lutte n'était plus à lui seul, puisque plusieurs autres leaders se joignirent à lui. Cependant, le temps n'était plus aux amusements car deux forces devraient s'opposer les unes aux autres, car d'un côté les Africains qui revendiquèrent leur droit, de l'autre bout l'administration coloniale qui protégea ses intérêts en territoire étranger. Une victoire pour les colonisés puisqu'ils eurent droit à l'abolition de l'indigénat, la liberté de réunion, d'association et de presse. Un autre atout favorisant la lutte menée par le médecin et planteur africain qui concordait avec les efforts de Lamine Gueye qui lui à son tour avait su s'imposer, et le 25 avril 1946⁴⁷⁵, une loi était adoptée. Cette loi était la loi Lamine Gueye et permit aux colonisés à être recensés comme citoyens français.

Une lutte cruciale fut engagée au cours de cette période (1946) contre les partisans du RDA, puisque gênant pour l'administration coloniale. Au cours des années 1949-1950, un mandat

⁴⁷³ Marcel Amonji, *Félix Houphouët Boigny et la Côte d'Ivoire : L'envers d'une légende*, Éditions Karthala, Paris, 1984, p.162

⁴⁷⁴ Elizabeth Schmidt, *Cold war and decolonization in Guinea, 1946-1958*, Éditions Ohio University Press, Athens, 2007, p.205

⁴⁷⁵ Christian Roche, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance, 1939-1960. Chronique de la vie politique et syndicale, de l'Empire français à l'indépendance*, Éditions Karthala, Paris, 2001, p.69

d'arrêt fut émis contre le leader de PDCI-RDA.⁴⁷⁶ Le 6 février 1949 fut troublé par les événements de Treichville qui aboutirent aux arrestations des partisans du PDCI-RDA qui plus tard furent emprisonnés à Bassam. Tandis que la nuit du 27 au 28 janvier 1950 fut marquée par le meurtre du sénateur Victor Biaka Boda, le 30 janvier était ensanglanté par les fusillades de Dimbokro. Pour calmer les tentions, Houphouët pratiqua la politique de collaboration une fois à la constituante française tout en accusant les colons de ternir l'image de la France, puisqu'ils ne menaient pas à bien la culture de sa politique dans les colonies. Tout doucement, ayant retenu la leçon des tractations, Félix Houphouët Boigny refusa de faire comme ses compatriotes Sékou Touré de la Guinée et de Kwame Nkrumah du Ghana. Il menait plutôt une lutte pacifique pour l'obtention de l'indépendance de la Côte d'Ivoire.⁴⁷⁷

Houphouët devint alors un obstacle pour ses amis de lutte de premières heures qui avaient leur manière de vouloir régler le problème d'indépendance. Par contre, le leader ivoirien avait adopté une nouvelle méthode qui consistait à ne plus s'opposer de façon frontalière avec ses pairs de l'assemblée constituante. Il mesura désormais ses actes et devint aussi docile que certains ne pouvaient le penser. Houphouët venait d'apprendre beaucoup en fonction des événements de 1949 et 1950, mais cependant il ne baissa aucunement les bras pour l'obtention de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Son parti le PDCI-RDA échoua aux élections de 1951 et reprit les dessus de la scène politique ivoirienne en 1956. En 1957 et 1958, il assura le poste de ministre de la santé publique et de la population. En plus, il prit part à cinq différents gouvernements français en étant ministre d'État.⁴⁷⁸ Sur cette base, le député ivoirien, s'agissant d'Houphouët, se fut un bon nombre d'amis français depuis le général de Gaulle, George Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing et Mitterrand.⁴⁷⁹ Il fut également l'un des proches de Jacques Foccart, qui fut l'un de ceux qui lui attribuaient le titre de « vieux sage de l'Afrique ».⁴⁸⁰

Après une longue lutte, Houphouët devint le libérateur de la Côte d'Ivoire avec une méthode pacifique. En 1960, le pays est indépendant sous sa coupole. Quelques années plus tard, entre 1963 et 1964, un soupçon de coup d'État pesait sur le pays, et les soi disant commanditaires

⁴⁷⁶ Jeune Afrique, *Côte d'Ivoire: Houphouët en majesté (2/3)*, publié le 02 décembre 2013 à 12h4, par Fabienne Pompey

⁴⁷⁷ Jon Woronoff, *West African wager: Houphouët versus Nkrumah*, *The Journal of Modern African Studies*, Vol.11, N.2,(Jun., 1973), pp.317-321, p.317

⁴⁷⁸ Frédéric Grah Mel, *Félix Houphouët-Boigny: La fin et la suite*, Les Éditions du CERAP & Karthala, Abidjan & Paris, 2010, p.20

⁴⁷⁹ *Ibid*, p.21

⁴⁸⁰ Claude Wauthier, *Jacques Foccart et les mauvais conseils de Félix Houphouët-Boigny*, *Les cahiers du centre de recherches historiques*, 30(2002), Foccart –Entre France et Afrique, p.2

furent emprisonnés à Assabou (Yamoussoukro). Il en fut pareil en 1973, les rumeurs de complot de coup d'État se fit entendre, et douze officiers (des jeunes capitaines et lieutenants) ont été arrêtés au mois de juin de cette année là.⁴⁸¹ Le médecin et planteur Houphouët s'est débarrassé de tous ceux qui étaient encombrants pour lui afin de régner en maître absolu. Houphouët régna depuis l'indépendance jusqu'en 1990 avec un parti unique au pouvoir qu'était le PDCI-RDA. Ce ne fut qu'en 1990 avec le vent démocratique qui souffla que le multipartisme connût le jour à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire).⁴⁸² Quelques trois années plus tard, Houphouët décéda le 7 décembre 1993. Ce fut la fin d'un grand homme. Un baobab venait de s'écrouler et une nouvelle page devrait être tournée dans l'histoire du peuple ivoirien.

Houphouët-Boigny, né le 18 octobre 1905 à Yamoussoukro, parcourut ses études à l'école primaire supérieure de Bingerville avant d'achever sa formation à William-Ponty de Dakar (Sénégal). Une fois retourné en Côte d'Ivoire pour exercer sa fonction de médecin, il fut automatiquement épinglé pour son comportement de révolutionnaire. Il sera dans le répertoire de la police qui le suivit de très près. Quelques années plus tard, il se lança dans une lutte contre le colon pour la défense des droits d'agriculteurs. Sous sa direction avec l'aide de Gabriel Dadié, le syndicat agricole africain fut créé, en 1944. En 1946, le PDCI-RDA connût sa création. Il est activement engagé dans le combat de la libération de son peuple. Il devint plus tard député à la constituante française et siégea dans plusieurs gouvernements de France. En 1960, une fois la Côte d'Ivoire indépendante, il resta à la tête du pays durant trente bonnes années avec le parti unique. Un multipartisme revu le jour en Côte d'Ivoire en 1990. Trois années plus tard, le 7 décembre 1993, le président Houphouët-Boigny, l'un des pères fondateurs de la nation ivoirienne n'était plus. Sa mort fut annoncée. Houphouët le vieux est tombé. Une fois que nous avons traité le cas Houphouët-Boigny, nous passerons au dernier des politiciens ivoiriens qui marqua la fin des années 60 et début de l'an 1970. Les lignes suivantes traiteront la vie politique du patriote Kragbé Gnagbé.

⁴⁸¹ Le Journal de l'année Édition 1973, Du 1^{er} juillet 1972 au 30 juin 1973, Afrique (source: www.larousse.fr/archives/journaux_annee/1973/111/afrique)

⁴⁸² Jeune Afrique, Ce jour là: Le 7 décembre 1993, la mort d'Houphouët-Boigny, publié le 06 décembre 2004 et mis à jour le 07 décembre 2015 à 12h50, par Muhamed Junior Ouattara

1.2.4 Kragbé Gnagbé (PANA)

Jean-Christophe Kragbé Gnagbé naquit le 5 juillet 1935 à Sassandra. Il s'est ainsi fait appelé « Opadjilé » un surnom qui signifie le guerrier dans sa langue maternelle, c'est-à-dire en Guebié. Il entama ses études primaires et secondaires dans son pays natal la Côte d'Ivoire, avant d'achever son cursus académique à Dakar dans un établissement technique commercial et finit à Paris dans l'optique de se perfectionner. Une fois orienté dans le choix de sa spécialisation, il opta pour les sciences politiques, domaine dans lequel il soutint une thèse de troisième cycle dont le sujet était intitulé: « Tableau économique et social de la Côte d'Ivoire », le 7 mai 1963.⁴⁸³ Durant sa formation d'étudiant il avait activement pris part aux débats de défense des intérêts d'Africains. Il resta alors attaché aux genres d'organisations et associations qui traitèrent ce type de sujet auquel il était très passionné. En vue de ses ambitions politiques, en 1963, il adressa une lettre au président Félix Houphouët-Boigny pour un fauteuil ministériel, ce qu'il ne reçut point peu importe les astuces qu'il aurait déployé pour séduire le père de la nation ivoirienne.

Puisque n'ayant reçu gain de cause de son courrier adressé au président Houphouët-Boigny, il en fera de même en expédiant de ses nouvelles à Kwame Nkrumah, à l'appareil bureaucratique de Chine par le biais de l'ambassadeur d'Albanie à Paris. Il fut plus loin en adressant une note aux autorités de Moscou. Selon lui, tous ces courriers furent adressés aux différentes autorités dans l'optique de lui venir en aide afin d'avoir les moyens de sa politique pour lutter contre le parti unique ivoirien de cette époque. Enfin, tous ces courriers contribuèrent à son arrestation, suite à quoi il comparaitra devant le Conseil national, devant lequel il reconnut les faits et d'avoir aussi motivé des individus à le suivre dans son action par rapport aux multiples courriers expédiés de ça et là.⁴⁸⁴ Autrement, en 1967, il obtint son brevet au centre des hautes études administratives sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM) de l'université de Paris.⁴⁸⁵

Puisqu'intéressé à l'indépendance totale des États africains, Kragbé Gnagbé, était fort porté sur les sujets du néocolonialisme et du parti unique. Pour lui ces deux aspects ralentiraient le développement de l'Afrique en général et en particulier celui de la Côte d'Ivoire son pays. Pour ainsi parer à ces maux, il conclut qu'il serait mieux de faire son propre parti politique le

⁴⁸³ Joseph Gadji Dagbo, *L'affaire Kragbé Gnagbé: Un autre regard 32 ans après*, Les Éditions NEI, Abidjan, 2002, p.2-5

⁴⁸⁴ *Fraternité Matin*, N.920, « *L'affaire Gnagbé ou l'aventure d'un pittoresque mégalomane* », du vendredi 22 décembre 1967, p.1

⁴⁸⁵ Grah (2010:282)

Parti Nationaliste (PANA) pour la libération du peuple ivoirien.⁴⁸⁶ Il nourrissait cette ambition car la constitution ivoirienne renfermait un article en lien avec la loi du multipartisme en Côte d'Ivoire. Sur cette initiative il fut convaincu qu'un multipartisme dans son pays permettrait un développement économique.

Il s'arrangea en ce moment là à faire circuler des tracts sur le sol ivoirien. À mi-novembre il lança deux différents tracts dans la ville d'Abidjan et cela pour la toute première fois. L'un des tracts était intitulé « Appel aux tribus d'Éburnie » tandis que le second parlait de « Manifeste du Parti nationaliste ».⁴⁸⁷ En somme, ces tracts étaient l'annonce de la création d'un parti d'opposition, le Parti nationaliste ou le PANA.⁴⁸⁸ Pour certains ces tracts étaient les œuvres d'un individu mal intentionné qui se voulait de déstabiliser un territoire tout à fait bien organisé. Une plainte fut portée contre lui pour escroquerie et tentative de troubler l'ordre public, à la suite de ces tracts distribués. Une liste de délit avait été dressée à son encontre. Kragbé Gnagbé ne baissa point les bras, mais plutôt devint plus actif qu'au préalable. Il sera de plus en plus fougueux au point où il porta ses actions plus loin. Pour le dissuader il fut arrêté et incarcéré. Il était sensé être en liberté le 10 janvier 1968, tandis qu'il croupissait toujours dans les murs de la prison.⁴⁸⁹ Puisqu'étant toujours détenu, ses sympathisants ont marché sur la présidence pour exiger sa libération. Cependant, ces derniers furent eux aussi arrêtés. Parmi ceux-là, les autorités ivoiriennes notaient une vingtaine de Bété qui a été maintenue dans une caserne de gendarmerie à Abidjan.⁴⁹⁰

En somme, la présence de Kragbé Gnagbé à la fin de ses études et de son retour en Côte d'Ivoire, était un problème permanent pour le PDCI-RDA. Ce dernier ne limita pas sa lutte aux tracts mais ira plus loin pour déclarer l'État indépendant de celui de la république de Côte d'Ivoire dans sa région natale (Gagnoa). Par ailleurs, en 1966, lorsqu'il fit son retour en Côte d'Ivoire, il avait déjà le statut de son parti avec lui. Pour ainsi mettre fin à sa méthode qui serait un scandale au parti politique du PDCI-RDA, il fut convenu que ce dernier soit livré aux mains de spécialistes en psychiatrie.⁴⁹¹

⁴⁸⁶ Dagbo (2002:2-5)

⁴⁸⁷ Dagbo (2002: 65)

⁴⁸⁸ Grah (2010:277)

⁴⁸⁹ "Gnagbé himself is still under detention but is expected to be released shortly", Airgram to Department of state from Amembassy Abidjan, 10 janvier 1968

⁴⁹⁰ Airgram to Department of State from Amembassy Abidjan, Subject: "Former student causes mild political stir", par Morgan, Date January 10, 1968

⁴⁹¹ Embarrassés, le mardi 19 décembre 1967 le bureau politique du PDCI et les cadres du parti se réunissent à la maison du parti de Treichville pour statuer sur le cas Kragbé Gnagbé qui continue de déverser des tracts

Il fut donc arrêté et interné à l'hôpital psychiatrie de Bingerville⁴⁹² d'où il a été libéré le 20 novembre 1968. Par contre, un séjour d'interdiction lui fut adressé et n'avait plus le droit de siéger dans la ville d'Abidjan. Puisque n'étant plus permis de circuler dans la ville d'Abidjan il retourna à Gaba dans la région de Gagnoa. De son lieu de repos, il fut visité par la police et la gendarmerie. Il demanda plus tard que son parti le PANA soit légalisé, mais il n'eût point gain de cause. Ce fut durant cette période de 1970 que Kragbé Gnagbé profita et mit en place son État d'Eburnie dont il avait rêvé fort longtemps.⁴⁹³ Il fit appel à tout peuple de Côte d'Ivoire volant le soutenir et ayant la même idéologie que lui.⁴⁹⁴ Nombreux étaient les groupes ethniques qui s'étaient mis à sa solde. Il exigeait des réformes au niveau des forces armées et de sécurité ; la promotion des valeurs et des capacités que celle de la promotion ethnique; des représentants du peuple qui seraient élus et non nommé par décret.

Une forte tension existait entre les deux partis du PDCI et du PANA. Les partisans du PANA avec à la tête leur chef, Kragbé Gnagbé étaient décidé à mener à bout leur idée. Il se créa un gouvernement provisoire à l'intérieur siégeait des gens du même groupe ethnique que le président Houphouët-Boigny. Au cours de cette année, où les élections devaient se dérouler, les choses allaient de mal en pire. Des fusillades ont lieu dans la ville de Gagnoa et donc des émeutes transformèrent la ville en un champ de batailles. Le peuple Guebié fut malmené. Plus de 6 000 morts pour certains tandis que le président Houphouët parlait lui de 4 000 personnes tuées⁴⁹⁵. Des arrestations de partout, des blessés et déplacés de guerre etc.⁴⁹⁶ Des villages effacés de la région de Gagnoa puisque totalement brûlés (Kapatro, Barouyo, Afridougnoua, Tchedjro-Babré et Gaba). Kragbé Gnagbé fut arrêté et qui plus tard aurait été tué⁴⁹⁷ entre Toumoudi et Dimbokro par le colonel Gaston Ouassenan Koné. Quelques années plus tard, ceux qui furent prisonniers ont été jugés à la salle de cinéma Yacouba Sylla de Gagnoa qui fut transformée en cour d'assise durant la période du 25 juin au 14 août 1974.

Le verdict du procès fut connu comme suit 29 condamnations à perpétuité; 28 condamnations à 20 ans de prison; 38 condamnations à 15 ans de prison; 50 condamnations à 5 ans de prison et 100 acquittements. Suite, aux évènements de la quinzième fête d'indépendance de la Côte

xénophobes et anti-PDCI sur Abidjan. A la fin de la réunion, on conclut que l'individu est « bon pour un asile d'aliénés, aux mains de spécialistes en psychiatrie »

⁴⁹² Voir l'éditorial de Laurent Dona Fologo du *Fraternité Matin* du 22 décembre 1967

⁴⁹³ Dagbo (2002: 65)

⁴⁹⁴ Epiphany Zoro-Bi, *Juge en Côte d'Ivoire : Désarmer la violence*, Éditions Karthala, Paris, 2004, p.165

⁴⁹⁵ Nnamdi Elleh, *Architecture And power in Africa*, Éditions Praeger, London, 2002, P.78-79

⁴⁹⁶ Ibid

⁴⁹⁷ *Playing with identities in contemporary music in Africa*, Éditions Mai Palmberg & Annemette Kirkegaard, 2002, p.90

d'Ivoire, un décret de grâce présidentielle, le décret 75-727 d'octobre 1975, permit que tous les prisonniers impliqués dans l'affaire Kragbé Gnagbé, des différentes prisons d'Abidjan, d'Aboisso, d'Adzopé, de Dabou, de Dimbokro et de Gagnoa furent tous graciés.

Enfin, l'affaire Kragbé Gnagbé semblerait résolue puisque les prisonniers étaient désormais libres mais sans leur leader politique car il fut tué. Le farouche leader du Parti PANA n'était plus puisqu'aucune personne ne le rencontrait et ne l'entendait désormais. Il était parti à jamais.

Kragbé Gnagbé le leader du parti PANA après un parcours scolaire en Côte d'Ivoire et au Sénégal puis en France, revint en Côte d'Ivoire après une thèse en sciences politiques. Avec des ambitions politiques, il créa le parti PANA qui ne fut aucunement légalisé par le PDCI pour lequel il était un poids. Il fut interné à l'hôpital psychiatrique et interdit de séjourner à Abidjan. Une fois à Gaba sa terre natale en région de Gagnoa il tenta de mettre un gouvernement sur pied ce qui sera réprimé. Il fut arrêté et tué en 1970. Cependant, les prisonniers qu'avaient fait son parti politique ne seront libérés sur grâce présidentielle en 1975. Ce fut la fin de l'homme politique qui créa le PANA et la fin du dernier opposant du PDCI-RDA en république de Côte d'Ivoire.

Pour en faire une analyse provisoire, des différents partis politiques ainsi que des dirigeants des décennies 1940 à 1960 et début 1970, il sera bien évident de dire que nous constatons que l'idée primordiale était portée sur le bien être du peuple ivoirien. En allant du médecin et planteur Félix Houphouët-Boigny à Kragbé Gnagbé, tous avaient le même objectif mais la méthode d'accès restait cependant différente l'une de l'autre. Nous avons observé que plusieurs partis ont été constitués de manière différente. Pour certains ils s'étaient sincèrement engagés dans un combat contre le colon. Tandis que d'autres ont été des pions pour mettre un frein aux idées qui allaient contre ceux qui revendiquaient pour la libération totale de leur pays. Nous avons passé d'un coup sur le cas Djaument Etienne qui était un dossier spécial dans la mesure où des fusillades avaient lieu dans la commune de Treichville par son canal.

Djaument Etienne qui fut l'un des sénateurs de Côte d'Ivoire, avait opté pour une ligne opposée à celle de ses pairs, après qu'il n'exerçait plus la fonction de sénateur. En somme, nous pouvons tirer une conclusion préliminaire et interpréter le comportement de ce dernier comme un revanchard. Puisqu'il pensait que tout devrait passer par lui ou lui devrait être le centre de la politique ivoirienne des temps coloniaux. Il avait certainement une idée derrière la tête que plusieurs ignoraient. Il aurait certainement souhaité que ceux que ses pairs

combattaient ou à qui ils s'opposaient farouchement n'étaient pas le problème de leur sort. Mais autrement, il était dit de ce dernier ne pas avoir perçu la somme d'argent qu'il lui fallait de la part d'Houphouët-Boigny pour l'achat de son camion. Alors, c'est certainement la raison qui motiverait ce dernier à se comporter de la sorte avec ses compatriotes. Si jamais cela devrait être le cas, il était un comprador. Un comprador est l'être qui fait la politique des autres tout en détruisant son propre peuple.⁴⁹⁸ Au fait, c'est celui que nous qualifierons de politicien à modèle de clientélisme.⁴⁹⁹ Il ne pensait pas à la majorité mais plutôt à son propre intérêt. Nous notons, en somme, que trois grands partis qui ont le plus marqué ces périodes nous reviennent à dire d'eux, le PDCI-RDA, le SFIO et le PANA, restaient vraiment des partis politiques dirigés par des hommes d'une certaine détermination. Ces différents personnages étaient dotés de qualités de connaissance. Ils avaient pu obtenir ou décrocher les diplômes dont les individus avaient besoin pour accéder à des postes importants. Et ceux-là en tant qu'anciens sous hommes, ont prouvé de leur compétence pour confirmer et valider leur utilité dans leur société et celle de leur colonisateur. Puisque pour certains d'entre eux faisaient partie de la constituante française et pour d'autre des ministres dans plusieurs gouvernements de la France.

Ainsi donc, il était bien évident de permettre à ces derniers, comme l'avait compris la patrie mère, la France pour leur accorder leur indépendance. Mais chose qui restait à se poser comme question était de savoir si ces derniers auraient pu faire leur propre affaire au plan politique et économique? Il serait un peu ambigu de répondre automatiquement d'une façon positive. Puisque nous devons tenir compte de la population coloniale et de savoir combien d'entre eux étaient alphabètes. Si plus de la moitié de cette population était à mesure de pouvoir lire, écrire et calculer alors s'aurait été positif et encore possible. Mais, comme il était fort probable que ces individus étaient en dessous de la barre, alors ceux qui savaient plus que les autres allaient immédiatement se tirer là-dessus. Et c'est bien ce qui fit Djaument Etienne dans les premières heures. Et plus tard, ce fut le tour du président Houphouët.

En fait, nous pouvions accorder le bénéfice du doute sur ce point, quand il s'agit du médecin et planteur ivoirien. Il appliqua la méthode de laquelle il se servit pour faire taire ses opposants et bien souvent de faux complots pour les emprisonner, soit pour certaines fois les éliminer de manière indirecte, parce qu'il aurait souhaité que ceux qu'il considérait opposants

⁴⁹⁸ Kai Yui Chan, *Business expansion and structural change in pre-war China: Liu Hongsheng and his enterprises, 1920-1937*, Éditions Hong Kong University Press, Hong Kong, 2006, p.50-52

⁴⁹⁹ Momar-Coumba Diop, *Le Sénégal contemporain*, Éditions Karthala, Paris, 2012, p.531

devraient former bloc avec lui pour aller contre le même ennemi et non eux ses pairs lui faire front. Mais encore, quand le pays était indépendant, il usa de son pouvoir, après le départ de ses bourreaux, pour faire taire à jamais ses opposants tels que Kragbé Gnagbé. Pour Dignan Bailly nous pourrions l'admettre, si nous abondons dans le sens d'Houphouët, puisque son parti était lié au SFIO et il fut également le représentant de ce parti français en Côte d'Ivoire. Mais n'oublions pas qu'Houphouët en son temps aurait eu des liens avec le parti communiste qui n'était ni de près ou de loin un parti politique ivoirien, mais plutôt Européen. Alors, l'affaire Adrien Dignan Bailly qui fut un cas dans la région de Gagnoa et qui avait suscité des bombes à retardement aurait dû être résolue d'une autre manière et différente de celle que nous connaissons tous. À ce point, nous pourrions souligner un tout petit peu l'idée du groupe ethnique. Houphouët étant Baoulé et Bailly du groupe Bété, il est fort probable de dire quand bien même que ces deux individus étaient des Ivoiriens, mais n'étaient pas de la même région. Par ailleurs, Houphouët avait battu campagne dans la région de Gagnoa et avait gagné l'électorat des habitants de la ville. Ceci le propulsa lui et son parti du PDCI durant les élections de 1957 qu'il remporta dans la dite région de Gagnoa. Ceci aurait permis au président Houphouët d'être indulgent avec le peuple Bété pour dire d'eux qu'ils n'étaient pas tribalistes, puisqu'ils avaient abandonné leur sien au profit d'Houphouët. Mais il aurait comme certains le disent d'avoir contribué à la mort d'Adrien Dignan Bailly. Et la chose, la plus odieuse est qu'en plus ses pairs l'accusent d'être la cause de la mort de Biaka Boda son camarade de parti politique le PDCI-RDA.

Restait-il à croire qu'Houphouët aurait agi de la sorte? Sur ce pan nous pourrions échanger et dire qu'Houphouët lui-même était dans le collimateur des colons. Que pouvait-il donc faire? Pour certains, il n'avait pas demandé après le corps du sénateur Victor Biaka Boda. Avait-il ce pouvoir de récupérer le corps de son camarade de parti? Puisqu'à cette même époque Houphouët lui aussi devrait se faire tuer comme Biaka Boda. Ou si nous portons notre hypothèse sur ce pan, il aurait certainement choisi de livrer Biaka Boda en agneau immolé pour que lui soit en vie. Puisque certainement, deux leaders du même parti et fougueux seraient une tâche lourde à ceux à qui ils s'opposaient. Mais du coup, la mort de Biaka Boda profiterait d'une manière ou d'une autre à Houphouët de briguer le poste de président de Côte d'Ivoire les mains en l'air. Si notre hypothèse s'avérait juste alors, pourquoi chercher à récupérer le corps de Biaka Boda.

Et Biaka Boda, de son vivant savait que cette époque était la plus chaude de leur période politique. Alors, pourquoi vouloir prendre le devant des choses quant bien même

qu'Houphouët fut le premier à lutter dans cette optique. Ou voulait-il prouver son identité de peuple guerrier? Ou encore était-ce parce qu'il fut admiré lors de son passage au sénat française qu'il continua sur cette lancée? Non, la France, c'était un territoire où les acteurs politiques savaient faire la part des choses et s'y prendre. Nous ne pouvons en aucun cas vouloir comparer la politique ou la démocratie française à la celle de la Côte d'Ivoire. D'ailleurs, il n'existait ni démocratie ni politique en Côte d'Ivoire. Le territoire était en quête de ces deux notions (politique et de démocratie) puisque ne s'étant pas encore constitué en État, pays ou république, avant l'obtention de son indépendance.

Alors, ces derniers devraient faire les choses de manière graduelle. Mais il est aussi compréhensif que toute chose nouvelle demande assez de zèle. Et c'est bien ce zèle dont usait les nouveaux politiciens ivoiriens de l'époque. Mais il fallait s'attendre au côté négatif de la chose quand elle n'était encore formée puisqu'étant à l'état embryonnaire. Le zèle avait coûté la vie à Biaka Boda. Par contre, à Adrien Dignan Bailly, nous pourrions dire de façon désinvolte que la trahison l'aurait conduit là où il fut. Mais quant à Houphouët, il aurait dû penser à l'acte de l'électorat Bété lors des élections 1957 pour pardonner à Dignan Bailly.

Pour ce qui est de Kragbé Gnagbé, lui aurait souhaité son propre sort. Il aurait dû se calmer et emprunter d'autres voies que celle de la sécession. Il était arrivé au mauvais moment puisque nous nous trouvons dans une période où la Côte d'Ivoire était indépendante et avait un accord de défense militaire avec la France. Être marié avec une Française ne l'épargnerait aucunement pas de son sort même s'il avait le soutien de ces derniers puisque la distance en disait plus. Il aurait compris que le temps que mettrait ceux qui auraient pu le sauver n'aurait pas été comme un éclair puisque les deux États sont véritablement distants. En plus, les armes étaient disproportionnées puisque lui-même sachant que non seulement lui et ses compagnons ne disposaient pas d'armes sophistiquées comparées à celles de l'armée ivoirienne. Donc, c'était mettre sa propre vie en péril et ceux de ses partisans.

Du coup, la tuerie et les emprisonnements de l'affaire Guebié restait et demeure à jamais un cauchemar pour les enfants de la région ainsi que ceux qui l'ont vécu. Elle serait certainement une bombe à retardement qui sûrement s'étendrait sur de longues années avant de rebondir. L'acte d'Houphouët serait pleinement condamné par plusieurs enfants de la région de Gagnoa et au même moment crée des méfiances entre les deux groupes ethniques s'agissant de Baoulé et Bété. En fin de compte, le président Houphouët aurait du permettre le multipartisme dont rêvait Kragbé Gnagbé. Mais par la suite, la période correspondait à une des phases de la

guerre froide. Alors, créer un multipartisme à cette époque aurait sûrement attiré l'attention des uns et des autres sur le nouvel État indépendant de Côte d'Ivoire. Il aurait été bien de parler de développement économique que de conjuguer le verbe de politique. Autrement, les partis politiques auraient dû travailler la main dans la main afin que ses idéologies de groupes ethniques qui après certaines années surgiraient de nulle part. Mais, cela n'existait point entre ces deux groupes ethniques de taille en Côte d'Ivoire.

Les deux partis politiques partageaient les différents groupes ethniques au sein de leur parti. Des Bété avec Houphouët et des baoulé chez Kragbé Gnagbé. Au final, nous notons que de ces quatre leaders politiques du temps qui étaient constituées en majeure partie d'individus du groupe Bété, tous étaient morts, du coup avaient disparu de la scène politique ivoirienne tandis que leur âme planait sur le pays. De ces quatre en était sorti l'unique et qui fut le président du pays, Félix Houphouët-Boigny, un originaire du peuple Akan et d'ethnie Baoulé. En somme, il fallait une union du peuple ivoirien s'il devait atteindre son objectif visé par rapport aux idées évoquées par leur différent leader. Ils devraient encore apprendre un tout petit peu avant de s'être lancés à bras le corps dans cette discipline qui leur restait en quelque mot toute récente. Nous devons nous poser la question et de savoir si Houphouët avec son parti unique avait bien agi? Était-ce un gain pour Houphouët et son parti? Ou de savoir si cette méthode fut la bonne pour accéder au développement dont parlait plus d'un? Est-ce que le pays allait demeurer toute son existence sous le système du parti unique?

Il était ici question de traiter le chapitre de la question des différents dirigeants des premières heures avec leur parti politique dans le cadre de la Côte d'Ivoire durant les périodes 1940 à 1970. Notre étude a porté sur le cas Adrien Dignan Bailly en tant que représentant du SFIO en Côte d'Ivoire dont la vie fut achevée au centre hospitalier de Treichville, le 6 août 1969. Mais avant était un homme de la communication puisqu'ayant reçu cette formation. Tandis que le sénateur Victor Biaka Boda qui fut un brillant médecin en fonction en Guinée opta pour la lutte politique de son pays, une fois après avoir rencontré Ahmed Sékou Touré. Il devint le plus fougueux des partisans du PDCI-RDA, une fois retourné dans son pays natal. Il fut celui qui rentrait ou nul ne pouvait quand les soupçons de communiste étaient portés sur son camarade de parti Houphouët. Malheureusement, l'objectif pour lequel il était pleinement engagé ne sera pas atteint puisqu'il est assassiné le 28 janvier 1950. Houphouët resta la personne à mesure de porter le flambeau et mener son pays de l'avant tout en obtenant l'indépendance du peuple ivoirien le 7 août 1960.

Par ailleurs, le PDCI-RDA sera confronté au leader du parti PANA, Kragbé Gnagbé, après une thèse en science politique chercha à se faire un poste ministériel qu'il n'obtiendra guère. Par la suite, il devint l'ennemi numéro un ou juré du PDCI-RDA. Il fut emprisonné ainsi incarcéré à l'hôpital psychiatrique de Bingerville, d'où il sera libéré en 1968 et se retrancha à Gaba. Gaba, sa terre natale et lieu où il suscita une sécession une fois son parti politique pas légalisé.

Suite, à cette rébellion un massacre fut administré au peuple de la région de Gagnoa et de ceux qui leur sont venus en soutien. Plusieurs morts, au nombre de 4 000 souvent de 6 000 selon les récits. Des emprisonnements massifs et l'arrestation de Kragbé Gnagbé qui s'est soldée en son assassinat. La Côte d'Ivoire depuis son accession à l'indépendance fut dirigée par le leader du PDCI-RDA avec un système de parti unique. Houphouët régna en maître absolu et le PDCI-RDA fut le seul parti du pays durant plusieurs années.

Nous venons de pousser nos recherches sur le chapitre trois de notre première partie, qui vient de tirer à sa fin. Nous profiterons de l'occasion pour élaborer le chapitre quatre (4) qui est le dernier de cette partie. Alors, dans les lignes suivantes, nous traiterons la section qui évoque la notion de nouvelle pensée politique. Cependant, le reste de la page sera vide jusqu'à la 157^e page où débutera le chapitre quatre (4).

IV L'INSTAURATION D'UNE NOUVELLE PENSÉE POLITIQUE

Les Ivoiriens, dans l'ensemble, avaient dans le passé lutté avec l'appui que leur offrait le Front populaire français une fois à la tête des partis politiques de France, pour parler de politique. Les réformes dont devaient profiter les français étaient également appliquées à la colonie de Côte d'Ivoire. Après de rudes confrontations le peuple ivoirien eût accès à l'acte politique. Les Ivoiriens s'adonnaient aux activités politiques au point où plusieurs leaders politiques sont sortis des rangs de ces derniers.⁵⁰⁰ Le parti Progressiste d'Etienne Djaument, Le SFIO d'Adrien Dignan Bailly, le PDCI-RDA d'Houphouët-Boigny, le PANA de Kragbé Gnagbé et plusieurs étaient mentionnés pour des idéologies démocratiques en Côte d'Ivoire. Certains des partis ainsi que leaders politiques ont disparu et laissé place au parti du PDCI-RDA, le seul parti unique, qui dirigea les arènes de la politique ivoirienne, après l'accès à l'indépendance du territoire.

Etait-ce que les Ivoiriens n'avaient plus la raison d'avoir d'autre parti politique autre que le PDCI-RDA? Cette population de Côte d'Ivoire était tant acharnée sur son développement économique que certainement ces derniers n'avaient plus assez de temps pour parler politique. Mais aussi, il faudrait savoir qu'aucun parti ne pouvait s'égaliser au vieux parti du PDCI-RDA qui avait connu le jour en 1946.⁵⁰¹ Une demeurait un parti de taille puisque ses barons étaient non seulement présents sur le territoire ivoirien, mais également en Afrique et avait des décisions à prendre dans la métropole. Houphouët qui gérait le PDCI en Côte d'Ivoire avait été ministre dans cinq gouvernements en France.⁵⁰² D'où il avait un réseau de connaissances énormes. Il savait comment diriger la nation ivoirienne. Et comme plusieurs arrestations et meurtres ont été commis dans le pays, les différentes populations s'abstenaient de faire le contre poids du président en place. Pour certains la politique n'en valait pas la peine et pour d'autres c'était plutôt l'économie, le développement du pays qui comptait le plus que la politique.

Cependant, certains individus, pour très peu d'entre eux, s'adonnaient à la clandestinité pour se former dans l'ombre un parti politique. Au cours, des années 1982, un manifestation

⁵⁰⁰ Jean-Philippe Colin, Pierre-Yves le Meur & Éric Léonard, *Les politiques d'enregistrement des droits fonciers : Du cadre légal aux pratiques locales*, Éditions Karthala, Paris, 2009, p.115

⁵⁰¹ Thibaut Simonet, *Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1960)*, cinquante ans d'indépendances africaines, Outre-mers, tome 97, N.368-369, 2^e semestre 2010, pp.403-420, p.404

⁵⁰² *Côte d'Ivoire: Foreign policy and government guide, Volume 1, strategic information and developments*, International Business Publications, Washington DC, USA-Côte d'Ivoire, 2011, p.122

estudiantine éclata le 9 février.⁵⁰³ Le cerveau de ce soulèvement était piloté par Laurent Koudou Gbagbo.⁵⁰⁴ Il fut pour lors recherché sur toute l'étendue du territoire nationale. Pour échapper à cette arrestation il s'évada par le Burkina Faso pour rejoindre plus tard Paris en 1985.⁵⁰⁵ Depuis lors, plus jamais il n'était question de parti politique.

Le PDCI-RDA organisait et dictait les règles politiques auxquelles les populations ivoiriennes devaient s'accorder. Les fonctionnaires devaient s'acquitter de leur carte de membre quand bien même que ces derniers n'étaient forcément pas sympathisants du PDCI-RDA. Quelques six années plus tard, le commanditaire de la crise estudiantine de 1982 fut de retour de son exil le 13 septembre 1988.⁵⁰⁶ Cette période coïncidait avec l'époque où le premier président de la Côte d'Ivoire, avait mis un embargo sur le cacao et le café ivoirien qu'il avait stocké sur le port d'Abidjan durant des mois, dans l'optique de voir flamber le prix des différentes denrées qui constituent l'économie nationale du pays.⁵⁰⁷ Peine qui sera perdue pour le père de la nation comme l'appelaient plusieurs, pour qui les choses s'affaissaient. Celui qui avait autant mis l'accent sur le développement du pays par le moyen de l'agriculture (cacao et café en priorité) s'est vu confronté à un problème économique.

Deux ans plus tard, après les événements estudiantins chinois et de l'effondrement du mûr de Berlin ainsi que la chute du bloc communiste, les États en transitions ainsi que les entités du Tiers Monde donnèrent un coup de force pour accéder à la démocratie. Ce fut donc l'aveu mondial, comme le disait plus d'un la démocratisation des pays à parti unique. La démocratisation de ces pays, poussa la Côte d'Ivoire à adhérer au multipartisme. Comme le morcèlement du mûr de Berlin, le pays d'Houphouët fut désormais partie des États qui avaient soif de la démocratie sur leur territoire. Le premier président de la Côte ne sera plus le seul à gérer l'humeur de ses citoyens mais il se verra dans l'obligation de traiter avec les nouveaux acteurs politiques qui seront dorénavant aussi décideurs de l'avenir des Ivoiriens.

Pour en arriver au multipartisme ivoirien plusieurs actions ont été menées avant l'approbation de la nouvelle idéologie politique qui animaient les populations du Tiers Monde et entités en transition c'est-à-dire les pays d'Europe de l'est. Le multipartisme dont rêvait Kragbé Gnagbé

⁵⁰³ David K. N'goran, *Les enfants de la lutte: Chroniques d'une imagination politique à Abidjan, Préface de Tanella Boni*, Éditions Publibook, Paris, 2012, p.228

⁵⁰⁴ Ibid

⁵⁰⁵ Heinz Duthel, Jacques Vergès: *L'avocat mystérieux, très à l'est de la France*, 1^e éd., Éditions Books on demand, 2013, p.372

⁵⁰⁶ Bernard Houdin, *Les Ouattara: Une imposture ivoirienne*, Éditions du Moment, Paris, 2015, p.122

⁵⁰⁷ Bernard Kieffer, *Le frère perdu : L'affaire Guy-André Kieffer, enquête sur un crime d'État au cœur de la Francafrique*, Éditions La Découverte, Paris, 2015, p.27

fut à son tout bon début en république de Côte d'Ivoire. Le parti unique disparut désormais de la scène politique ivoirienne et plusieurs acteurs rentraient en ligne de compte. Laurent Gbagbo, Francis Wodié, Angèle Gnonsoa, Zadi Zaourou et autres. Le temps approprié pour certains, et le moment propice pour parler de politique avec divers partis politiques. Enfin, une nouvelle classe politique s'est formée. Une autre manière qui serait différente certainement de celle des années coloniales venait d'être mise en place en 1990. C'est ce que notre recherche nous permettra de détailler dans les lignes suivantes. La nouvelle politique ivoirienne des années 1990.

1 La nouvelle politique Ivoirienne des années 1990

Les problèmes économiques des années 1988 et 1989 dus au stockage du cacao et café avaient engendrés un remue-ménage au sein du peuple ivoirien, pour en faire une idéologie politique.⁵⁰⁸ Les conditions de vie de ces derniers avaient pris un coup. Les populations étaient alors agitées. Ils étaient pour la plupart motivés d'un esprit de collectivité. Ce sens collectif auquel ils étaient liés les mobilisaient et les poussaient constamment à manifester dans les rues d'Abidjan ainsi que celles de l'intérieur du pays.⁵⁰⁹ Ces actions seront une fois de plus soutenues par les événements qui constamment avaient lieu dans certains continents. Il était en fait question d'un nouveau monde qui serait plus démocratisé.⁵¹⁰

Suite à ce vent démocratique qui a soufflé depuis les pays d'Europe de l'est vers l'Asie et l'Afrique donna un coup de force aux Ivoiriens pour en faire de même comme dans les autres entités puisqu'étant fatigué de conjuguer l'époque du parti unique, ils s'associèrent à la nouvelle candace de danse. Ils furent désormais libres de porter leur choix sur le parti politique qui les convenait. Ce qui leur donna une autre façon d'appréhender et de concevoir les choses sous un nouveau pan évidemment. La classe politique des années 1990 ne se limita plus au seul choix du PDCI-RDA, mais plutôt à une diversité de partis politiques. Le Front Populaire Ivoirien (FPI), le Parti Ivoirien des Travailleurs (PIT), l'Union des Socio-Démocrates (USD) et d'autres en plus.⁵¹¹ Les leaders de cette période étaient Laurent Gbagbo pour le FPI, Francis Wodié pour le PIT et Zadi Zaourou pour l'USD.

⁵⁰⁸ Alternatives Internationales, Actualité africaine: L'actualité africaine décryptée, *Élections et paix en Côte d'Ivoire: « Miracle » ou « Mirage »?* publié le 3 novembre 2010 à 06:07, par Akwa Bahi

⁵⁰⁹ Marc Le Pape & Claudine Vidal, *Côte d'Ivoire l'année terrible, 1999-2000*, Éditions Karthala, Paris, 2002, p.84-85

⁵¹⁰ Ibid

⁵¹¹ Francis Akendès, *Côte d'Ivoire : La réinvention de soi dans la violence*, Éditions CODESRIA, Dakar, 2011, p.79

Un pari qui avait certainement échoué à la veille des indépendances du pays surgit de nouveau mais cette fois-ci avec une population ivoirienne qui est un peu plus alphabétisée que celle des années coloniales. Les vieillards, les femmes ainsi que les jeunes, désormais, pouvaient s'asseoir et discuter du même débat politique car, la mentalité a emprunté une autre tournure qui semblerait plus ouverte que dans les temps anciens. La disponibilité des uns et des autres autour d'une table ou dans la cour d'un habitat marquait le nouveau départ d'une scène politique qui semblerait consolider les opinions de différents sexes et âges. Le multipartisme était réel en république de Côte d'Ivoire. Le rêve dont plusieurs avaient prié les bons dieux était enfin obtenu. Pour certains, le PDCI-RDA n'était plus à cette heure le parti politique qui devrait imposer les règles du jeu politique aux Ivoiriens mais plutôt tout ensemble cette population aurait du décider.

Le début des années 1990, marquait certainement la réalisation probable d'un rêve politique. D'autant plus que certains considéraient le multipartisme, avec la présence de plusieurs partis politiques comme la phase décisive de démocratisation du système ivoirien. Il était question de transparence comme des individus le croiraient. Certains parlaient d'élections libres et transparentes en faisant allusion aux urnes en verre qui caractériseraient la transparence des élections à venir. Une certitude du scrutin pour d'autres ne consisterait les méthodes transformées sous une autre manière mais avec les mêmes effets qui existaient comme dans le passé. Que faire, rien ne changerait puisque les méthodes de mener en bateau ceux qui n'avaient l'œil spirituel de la politique, demeuraient pareilles. Ceux-ci croyaient que le multipartisme peu importe le nombre important de partis d'opposition en Côte d'Ivoire était du même enjeu.

Alors, quand bien même que le multipartisme fut instauré en Côte d'Ivoire, ce système poussait les uns et les autres à avoir des points de vue différents. Pour l'ancien parti unique du PDCI-RDA, cela n'était qu'illusion car selon eux ils demeuraient les maîtres de la scène politique ivoirienne. Chose qu'ils confirmèrent au cours du scrutin de l'année 1990 qui eût lieu mois au d'octobre. Ils raflèrent le plus de siège à l'assemblée nationale avec à la tête du pays le président Félix Houphouët-Boigny, qui battu d'une victoire écrasante en laissant derrière lui avec une grande marge son opposant historique, Laurent Gbagbo. Puisque tous étaient désormais conscients du jeu politique des années quatre-vingt dix, la bataille restait de taille importante comparée aux années qui suivirent l'après indépendance du pays.

1.1 Le multipartisme

Le multipartisme est le système politique qui consiste à valoriser le partage de la scène politique par au moins deux ou plusieurs idéologies politiques représentées par des acteurs qui ont émis ces différentes pensées.⁵¹² Cette réflexion politique avait bel et bien existé dans le pays dès les premières heures au cours desquelles le colon avait permis au colonisé de s'exprimer politiquement. Par contre, cette idéologie de multipartisme disparu pour des raisons que connurent les Ivoiriens à l'aube des indépendances des États africains en général. Le multipartisme n'était pas un nouveau thème méconnu aux Ivoiriens, puisqu'ils avaient jadis eu des partis politiques tels que le SFIO, le MSA, le PPCI, le PDCI-RDA et autres avant qu'ils disparaissent de la scène politique à la fin de la décennie cinquante.⁵¹³ Un multipartisme avorté, puisque PDCI-RDA fut le seul parti à diriger les arènes de la scène politique ivoirienne de 1960 à 1989 et voir le premier trimestre de 1990. Les mouvements populaires du mois du premier trimestre l'année 1990 marquèrent les tensions les plus hautes de la politique ivoirienne.⁵¹⁴ Les journées étaient tourmentées par des affrontements entre les agents de sécurité et de forces de défenses pour certaines fois. Les étudiants, les travailleurs, les chômeurs et les jeunes remplissaient incessamment les rues, les boulevards et ruelles de la ville d'Abidjan ainsi les régions de l'intérieur, afin de revendiquer leurs droits de citoyen, qui selon eux étaient bafoués.

Les jeunes des collèges et lycées, très tôt les matins se mêlèrent aux étudiants des grandes écoles et université de la ville d'Abidjan et de l'intérieur du pays. Les manifestations populaires étaient régulièrement observées. Le coup d'envoi était le coup de sifflet des mouvements de la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) qui faisait déferler étudiants et écoliers dans les rues.⁵¹⁵ Les soirs étaient également des heures de rencontres pour ces derniers. Des traques étaient partagés quotidiennement qui certaines fois parlaient des richesses des ministres du président Houphouët. Des rumeurs de çà et là sillonnaient les villes d'Abidjan et celles de l'intérieur. Les tensions étaient surchauffées. Les étudiants ainsi que les écoliers interrompirent les cours, pour déferler dans les rues. Plus de cours durant une période. Les enseignants également se joignirent à ces derniers pour les

⁵¹² El Hadji Omar Diop, *Partis politiques et processus de transition démocratique en Afrique noire*, Éditions Publibook, Paris, 2006, p.66

⁵¹³ Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Éditions Karthala, Paris, 2011, p.101-102

⁵¹⁴ Théophile Loui, *Multipartisme et idéologie en Côte d'Ivoire : Droite, centre, gauche*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2006, p.13-14

⁵¹⁵ Libération, La FESCI sous l'œil de « Félix Houphouët-Boigny », le 31 mai 2015, mis à jour le 16 juin 2015, par Jean-Pierre Bat

soutenir dans leur besogne. L'école ivoirienne fut donc affectée. Les cours paralysés, puisqu'enseignants et élèves ne vaquent aucunement plus à leurs activités quotidiennes.

À cette danse, s'associèrent les fonctionnaires du pays. Une fois que les collèges, les lycées, les grandes écoles ainsi que les universités vides, l'État décida de fermer les locaux de ces écoles. À son tour, l'UNESCO déclara une année blanche. L'année blanche est une année académique au cours de laquelle les écoliers ainsi qu'étudiants d'un pays n'ont pas droit à l'enseignement durant une période bien déterminée.⁵¹⁶ Cette décision fut prise par le président Houphouët, par contre validée par l'UNESCO. Le président Houphouët appliqua cette méthode dans l'optique d'apaiser les tensions des écoliers et étudiants.

Par contre, les tensions ne se calmèrent guère, puisque la méthode d'apaisement permit à ces derniers de se regrouper et protester quotidiennement. Suite, à leur acte, les mesures de sanction ont été prises par le gouvernement Houphouët dirigé par l'actuel président du pays, Alassane Dramane Ouattara, en tant que premier ministre.⁵¹⁷ Il fut interdit de se réunir et de se regrouper à un certain moment de la journée.⁵¹⁸ Autrement, ces méthodes de dissuasion n'effrayèrent guère ces jeunes en ébullition. Ils étaient déterminés à atteindre leur objectif pour lequel ils avaient abandonné leurs études. Il était temps grand temps pour eux afin que le gouvernement fléchisse et valide la question du multipartisme en Côte d'Ivoire.

Une fois que les écoliers, élèves ou collégiens ainsi qu'étudiants avaient joué leur partition, les politiciens qui ont pu manipuler les jeunes, rentraient eux à leur tour en scène. Ils contraignirent le président à reconnaître et légaliser leurs différents partis politiques, qui pour certains sombraient dans la clandestinité. Les pourparlers furent engagés, mais traînaient. Suite à cette lenteur, les acteurs estudiantins et politiques s'associèrent, et étaient pleinement soutenus par la population, peu importe le sexe et l'âge. Tous avaient pris la rue pour que le président Houphouët accepte l'idée du multipartisme qui gagna le continent latino-américain ainsi que les États d'Europe de l'est. En Afrique, plusieurs entités avaient changé de régime politique, du parti unique, ces pays ont entamé la question de multipartisme dont ils en profitèrent à l'avance.

Il restait le tour de la Côte d'Ivoire, puisqu'au Sénégal, Abdoulaye Wade s'opposait à Abdou Diouf. Le multipartisme avait ouvert les portes de la Côte d'Ivoire et foula au pied le parti

⁵¹⁶ Marc Le Pape & Claude Vidal, Côte d'Ivoire l'année terrible 1999-2000, Éditions Karthala, Paris, 2002, p.273

⁵¹⁷ Ouédraogo (2008: 69)

⁵¹⁸ Les expériences actuelles de la démocratie en Afrique: Assises théologiques, année académique 1993-1994, Institut catholique de l'Afrique de l'Ouest, 1996, p.10

unique. À la fin du mois d'avril 1990, le multipartisme est réel en Côte d'Ivoire.⁵¹⁹ Le FPI de Laurent Gbagbo n'était plus clandestin, le PIT de Francis Wodié fut réel, l'USD de Zadi Zaourou tenait sur pied, le parti de Bamba Moriféré, le Parti pour le Progrès et le Socialisme (PPS)⁵²⁰ sorti de son carcan. Par ailleurs, des partis politiques se sont formés d'où ils devraient être reconnus, afin de pouvoir gérer certains individus qui adhéreront en leur sein.

1.2 La formation des partis politiques post parti unique

Une fois que le multipartisme fut consommé en Côte d'Ivoire, tout comme au Bénin, au Sénégal, au Togo et autres, l'heure avait sonné pour la formation des partis politiques. Le FPI qui fut un parti clandestin depuis 1982, eût finalement la grâce de rompre ces réunions nocturnes. Les sympathisants enseignants et voisins de résidence, Laurent Gbagbo, Francis Wodié, Zadi Zaourou et Bamba Moriféré ainsi qu'autres, ont décidément officialisé l'existence de leur parti politique respectivement.⁵²¹ Aux premières heures du multipartisme, en 1990, le FPI de Laurent Gbagbo, le PIT de Francis Wodié, l'USD de Zadi Zaourou et le PPS de Bamba Moriféré sont maintenus sur la les listes des nouveaux partis politiques qui s'opposèrent désormais au vieux parti politique du PDCI-RDA, qui avait à lui seul géré la scène politique de la Côte d'Ivoire durant trente ans. Tous ces partis politiques sortirent de leur cachette dès l'approbation du multipartisme. Pour ces derniers, le multipartisme serait non seulement le moyen par lequel plusieurs partis politiques pourraient ensemble gérer, les activités de la société civile ivoirienne, mais encore permettre l'assurance d'un scrutin libre, juste et transparent. Les urnes transparentes seraient pour ces derniers l'expression d'une élection transparente avec la supervision du scrutin par des observateurs étrangers électoraux indépendants et impartiaux.

Raisons qui motivèrent beaucoup d'entre eux à s'engager davantage dans ce processus de lutte démocratique. Ces partis qui se dressèrent contre le vieux parti du PDCI-RDA seront confrontés à ce parti, lors des élections du mois d'octobre 1990, c'est-à-dire, six mois après leur validation. Les élections seront toutefois remportées par le PDCI-RDA. Trois années plus tard, le président Houphouët décéda et une question de succession oppose l'ancien président

⁵¹⁹ Diégou Bailly, *La restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire: ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1995, p.15

⁵²⁰ Le Patriote, « *Pr Bamba Moriféré (Président du PPS): La chute de Gbagbo était inéluctable* », le vendredi 22 avril 2011, p.1, par Yves-M. Abiet

⁵²¹ Laurence Proteau, *Passions scolaires en Côte d'Ivoire: école, état et société*, Éditions Karthala, Paris, 2002, p.91

de l'Assemblée Nationale, Bédié à Ouattara.⁵²² En 1994, le Rassemblement des Républicains est créé par Djeny Kobena. Il est ainsi primordial de parler séparément de ces partis politiques qui une fois de plus dans l'histoire du pays ont marqué leurs actions. Le cas du FPI sera étudié en premier, puisqu'il fut le plus ancien des partis politiques, ensuite le PIT et enfin le RDR. Les partis politiques de l'USD et du PPS ne feront pas l'idée d'étude puisqu'ils n'avaient pas eu de poids considérable durant les années qui succédèrent l'approbation du multipartisme en Côte d'Ivoire.

1.2.1 Le Front Populaire Ivoirien

Le Front Populaire Ivoirien, l'un des anciens partis d'opposition clandestin de 1982, connût le jour en 1990 sous la direction de Laurent Gbagbo et Simone Ehivet.⁵²³ De ce parti politique fut déclenché la grève estudiantine de 1982 en Côte d'Ivoire. Ce parti était la composition d'un groupe d'enseignants de Côte d'Ivoire. Ils furent pour la majorité du syndicat des enseignants. C'est un parti à idéologie socialiste. Le FPI fait parti du socialiste international. Son secrétaire général fut le président Laurent Gbagbo. Ce parti fut le plus opposé à la méthode du vieux parti politique ivoirien qu'est le PDCI-RDA. En somme, c'est un parti de gauche. De son exil, Laurent Gbagbo tirait continuellement les cordes du parti clandestin, pour lui donner les directions à suivre afin que le parti puisse un jour ou l'autre connaître le jour. De son retour d'exil en septembre 1988⁵²⁴, en Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo éleva le FPI au titre de parti politique quand bien même que le multipartisme n'ayant pas encore fait son apparition dans le pays.

Par ailleurs, le FPI commença donc à se faire des partisans. Ces nouveaux partisans qui se joignirent au parti qui sorti de clandestinité, étaient de tout bord. Parmi eux, des officiers supérieurs des armées et autres. Le parti renfermait pour la plupart des enseignants d'université, de lycées et des collèges. Ces derniers furent à visage découverts lors de la période post parti unique. Puisque dans le passé ceux qui n'étaient pas chanceux furent mutés dans des petits villages dans l'optique de les affaiblir politiquement. Par contre, ces individus ne baissaient pas les bras en vue du lieu qui leurs étaient étrangers. Ils réussissaient à se faire plus de partisans.

⁵²² Bakong (2014: 147)

⁵²³ Jeune Afrique, *Côte d'Ivoire: FPI, la chute de la maison*, le 30 mars 2015, à 12h59, par Baudelaire Mieu et Haby Niakate

⁵²⁴ Jean-Bernard Ouedrago & Ebrima Sall, *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Éditions CODESRIA, Dakar, 2008, p.187-191

Cette méthode de destruction du FPI, lui permit d'étendre ses branches sur le territoire ivoirien. Raison qui le poussa à avoir un avantage sur les autres nouveaux partis politiques une fois en 1990. Il fut ainsi le parti de gauche le mieux enraciné que les ceux du PIT, du PPS et de l'USD, voir même que celui du RDR qui fut crée en 1994. Il fut le parti historique de l'opposition qui tenu véritablement tête lors du multipartisme en Côte d'Ivoire. Il fut le parti politique à avoir su aller à l'encontre des jeunes collégiens et universitaires. Ce parti avait jadis proposé pour l'âge requis d'électeur, à la barre de 18 ans. Les militants du parti ont donc lancé la perche aux adolescents de 14 ans et plus pour les élections de 1995. Puisqu'il venait de se faire battre par le vieux parti politique de PDCI-RDA auquel il se livra la bataille électorale d'octobre 1990.⁵²⁵ Laurent Gbagbo, le leader historique avait perdu en face du président Houphouët. De 1988 à 1996, Laurent Gbagbo est le secrétaire général du FPI.

Par contre son parti avait raflé neuf siège au législative, parmi lesquels il fut le représentant de la région de Ouragahio. Le parti prit donc un départ en ce contentant des sièges à l'Assemblée Nationale, pour tout commencer en beauté politique. Il n'avait pas eu recours à la violence quand bien il fut dit que le FPI avait remporté le scrutin d'octobre 1990, qui fut truffé d'irrégularité et de triches massives. Généralement, souhaitait la liberté du peuple ivoirien et ainsi le bien être de cette nation. Pour prouver sa détermination de liberté en vertu de la population de Côte d'Ivoire et son parti politique, le FPI organise chaque année une fête de liberté, le 30 avril de l'année.⁵²⁶ Le parti a été présent aux scrutins de 1990, de 2000 et de 2010, mais s'est abstenu à l'élection de 1995. Ce parti a remporté le scrutin de 2000. Cependant, le leader du parti, après la crise électorale de novembre 2010, est incarcéré à La Haye. Le FPI était d'emblé proche du PIT au moment de l'approbation du multipartisme, plus précisément en 1990.

1.2.2 Le Parti Ivoirien des Travailleurs

Le Parti Ivoirien de Travailleurs, est un parti qui œuvre pour le bien être des travailleurs ivoiriens ainsi que d'autres couches sociales. Ce parti fut sous la direction de Francis Wodié qui lui-même est un grand bâtonnier. Il est spécialisé en droit constitutionnel. Ce parti fut crée le 8 avril 1990.⁵²⁷ A la veille du multipartisme et de la validation des partis politiques tout

⁵²⁵ Ouedraogo (2008: 171)

⁵²⁶ Rfi Afrique, *En Côte d'Ivoire, a eu lieu ce jeudi 30 avril l'investiture de Laurent Gbagbo à la tête du Front Populaire Ivoirien (FPI). Une cérémonie qui s'est déroulée à Mama, le village natal de l'ancien président ivoirien. Une investiture toute théorique, car elle a d'ores et déjà non valide par la justice*, publié le 30-04-2015, et modifié le 01-05-2015, à 09:22, par Rfi

⁵²⁷ Cyril K. Daddieh, *Historical dictionary of Côte d'Ivoire (The Ivory Coast)*, p.395

comme le PIT, les actions de motivations de jeunes comme matures, étaient continues. Un bloc de nouveaux politiciens auquel Francis Wodié appartenait était celui que fréquentait, Bamba Moriféré, Zadi Zaourou, Laurent Gbagbo et autres. Le programme de cohabitation politique et union était de faire face au vieux parti qu'est le PDCI-RDA. Le PIT de Francis Wodié était en œuvre pour la validation de son ticket de parti légal ivoirien. Une fois le parti recensé au ministère de l'intérieur, les différents meetings étaient effectués de manière continue. Les universités, les lieux de travail, les places publiques étaient la cible du PIT, dans l'optique de se faire un grand nombre de membres. L'objectif de ce parti était d'œuvrer pour le droit des travailleurs ivoiriens tout en leur assurant un avenir meilleur. Il était pour ce parti primordial de gérer la sécurité sociale des travailleurs ivoiriens.

Le secrétaire Francis Wodié se fit entourer de Kabran Appia⁵²⁸ et d'Angèle Gnonsoa, en tant que vice présidente du parti⁵²⁹, est enseignante à l'Université d'Abidjan. Ce parti est aussi de gauche puisqu'opposé en bloc au vieux parti du PDCI-RDA. Le parti a réussi à enrôler les travailleurs du pays qui eux croyaient pleinement à ce mouvement politique. Tout en pensant à la défense de leur droit, ils adhèrent au PIT avec sérénité. Par contre, le PIT demeurait derrière le FPI. Lors des élections 1990, le PIT ne s'est pas présenté au scrutin de cette année là. Il s'abstint en 1990, par contre en 1995, quand bien même que le RDR et le FPI formaient un boycott actif, le parti du PIT opta pour ce scrutin. Le leader Francis Wodié fut lamentablement battu par le candidat du PDCI-RDA, le président Konan Bédié. En 2000, il participa également au scrutin, sans toutefois faire le poids des deux candidats qu'étaient Laurent Gbagbo et du général Robert Guei. Depuis 2000, le parti est présent aux différents scrutins qui ont eu lieu en Côte d'Ivoire. Toutefois les leaders politiques du parti œuvraient d'arrache pied pour mettre en place les principes du parti. Une branche féminine fut créée dans l'optique de valoriser le droit de la femme en milieu du travail. Cette branche mobilisait les unes et les autres à pouvoir étendre leurs branches sur tout le territoire ivoirien.⁵³⁰

Une fois la mort d'Houphouët-Boigny, une division se fit sentir au sein du PDCI-RDA. Deux groupes se formèrent au sein du vieux parti. L'un à la solde de Bédié et l'autre conduit par Djeny Kobena, qui roulaient pleinement pour Ouattara quand bien même qu'étant pas en Côte

⁵²⁸ Le Patriote, Côte d'Ivoire: Le PIT face à son destin, samedi: le congrès de tous les dangers, le 13 août 2004, p.1, par Baba Coulibaly Nicolas

⁵²⁹ Mme Angèle Gnonsoa vice présidente du PIT: « *Il n'y a plus d'État en Côte d'Ivoire* », Interview réalisée par Calvin Wandji, le 21.10.2008, à 11:20

⁵³⁰ Fraternité Matin, Côte d'Ivoire: Femmes du PIT: le 2^e congrès fixé en avril, le 30 janvier 2005, p.1, par Paulin Zobo

d'Ivoire. Le parti du RDR connaîtra le jour, dans les mois qui suivront. La section suivante traite le cas du parti de Djeny Kobena.

1.2.3 Le Rassemblement Des Républicains

Le Rassemblement des Républicains (RDR) est un parti politique qui fut créé par Djeny Kobena en 1994. Ce parti fut né au lendemain des litiges qui existaient à la mort du président Houphouët-Boigny, entre les membres. Ceux qui avaient opté pour le renouvellement du PDCI-RDA, étaient ceux qui se séparaient du vieux parti afin d'en créer un nouveau.⁵³¹ Le parti était dirigé par le fondateur, Djeny Kobena. Ce parti faisait le rassemblement de plusieurs groupes ethniques, depuis sa création. À la mort de Djeny Kobena en 1998⁵³², la direction du parti revint à l'actuel président de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara. Quelques temps plus tard, des facteurs sur la personne de Ouattara scinda le parti et ceux qui souhaitaient toujours rester demeuraient fidèle au parti, tandis que feu Ben Soumahoro, Jean-Jacques Bechio et Jacqueline Oble, décidèrent tous ensemble de se séparer du RDR pour des raisons bien justifiées. Ainsi, le parti devint une association d'individus venus du nord du pays. Ces derniers s'engagent et considèrent le RDR comme une association du groupe ethnique Dioula ou encore un club d'amis, à la solde de Ouattara.

Avant, le scrutin d'octobre 1995, il s'associa au FPI, afin de former un bloc contre le vieux parti politique du PDCI-RDA.⁵³³ Les partisans du RDR, parlèrent ainsi de boycott électoral. Une fois Ouattara à la tête, certains des ressortissants du nord de la Côte d'Ivoire ainsi que ceux des pays voisins du Burkina Faso et du Mali, optent pour le RDR, puisqu'ils se considèrent proches de ce parti qui est beaucoup convoités par des musulmans. Les membres de ce parti mettent pour le plus du temps leur foi en Ouattara qui serait la personne à résoudre le fameux problème identitaire des ressortissants du nord et des pays voisins à religion musulmane. Ces derniers œuvraient en bloc pour l'électorat de Ouattara.

Toujours dans l'attente de voir leur candidat, ancien premier ministre de la Côte d'Ivoire, useront de toute sorte de violence pour faire asseoir le RDR. Le parti étant dit d'agir avec

⁵³¹ Dirk Berg-Schlosser & Norbert Kersting, *Poverty and democracy: Self-help and political participation in the Third World cities*, Éditions Zed Books, London & New York, 2003, p.47

⁵³² Côte d'Ivoire: Circonstances de la mort de Djeny Kobena, ex-secrétaire général du rassemblement des républicains (RDR), incluant la date, le lieu, la cause du décès ; l'identité des coupables si le meurtre constitue la cause de sa mort (source: Direction des recherches, Commission de l'immigration et du statut de réfugié, Canada, Canada : Immigration and Refugee Board of Canada, 1 septembre 1999)

⁵³³ Akindès (2011: 18)

violence pour s'exprimer, le RDR devint un parti craint.⁵³⁴ En 1995, le parti n'ayant pas pris part au scrutin d'octobre 1995, était encore écarté du scrutin de 2000 par rapport à l'article 35 de la Constitution ivoirienne puisque le candidat était Ouattara. Au lendemain de la présidentielle d'octobre 2000, qui porta Laurent Gbagbo à la tête du pays, les partisans du RDR réclamèrent de nouvelles élections à laquelle prendrait part leur candidat. En octobre 2010, le candidat Ouattara figurait parmi les candidats à l'élection.⁵³⁵ Le scrutin de novembre 2010 est remporté par le RDR sous la direction de Ouattara, selon le résultat de la CEI qui fut validé par la communauté internationale.⁵³⁶ Le RDR avait une de plus remporté les élections de 2015.

Le multipartisme des années 1990 faisait renaître de nouveau les actions politiques qui furent adoptées à la veille de l'indépendance du pays. Les dés étant de nouveaux lancés, lequel des nouveaux partis politiques détrônerait le vieux PDCI-RDA, qui régna en maître en territoire ivoirien pendant plus de trente ans. Les activités politiques ne correspondaient plus à celles du post indépendance. Plus de parti unique, mais plusieurs qui se partagent et se font la course au niveau politique. Une fois l'étude de nouveaux partis élaborée, la session suivante débouchera sur la deuxième partie du projet de recherche. Ce qui laissera la page vide jusqu'à la suivante.

⁵³⁴ Ibid, p.71

⁵³⁵ Nicolas Cook, *Côte d'Ivoire's post-election crisis*, January 28, 2011, Congressional research service, p.35

⁵³⁶ Ibid

Deuxième partie

La Côte d'Ivoire est un territoire qui entretenait depuis longtemps des relations commerciales avec l'extérieur. Non seulement avec des tribus africaines, mais également avec l'occident et les nouveaux pays, c'est-à-dire, les États-Unis et autres. Sa prospérité fut bien avant la venue des colons. La conférence de Berlin fit d'elle une colonie française. Autrement, la montée en force du Front populaire français donna une bouffée de souffle aux colonisés, qui avaient auparavant entamé des protestations, à faire valoir au maximum leur droit. Ces derniers qui étaient de bons travailleurs, avaient déjà concrétisé leur valeur d'agriculteurs, par les chiffres inédits de production de cacao et de café. Par ailleurs, ils étaient dotés de la culture des produits tropicaux dont avait tant besoin le colon. Du coup, la production de banane, du bois, de l'ananas et autres étaient leurs activités journalières. Un port, par la suite fut construit, dans l'optique d'exporter et importer les produits tropicaux et matières manufacturées. Un nombre infini d'infrastructure abondait le territoire, parmi lesquels le chemin de fer Abidjan-Niger⁵³⁷, le pont Félix Houphouët-Boigny⁵³⁸, le canal de Vridi⁵³⁹ etc.

La politique du Front populaire français, les conduisit à créer un syndicat africain agricole, géré par Houphouët et de Gabriel Dadié, et un parti politique, le PDCI-RDA. À la suite de cette liberté d'expression, divers autres partis politiques connurent le jour. La création du PPCI, du MSA représentant le SFIO en Côte d'Ivoire. Des leaders charismatiques sortirent de leur cachette. Un multipartisme précoce est né en période coloniale. Les colonisés ont un droit à la parole, tout comme les colonies du Tiers Monde. La seconde guerre mondiale tirait à sa fin. Cette époque correspondait à l'éveil du peuple des colonies. Suite à ces événements, ces derniers obtiennent la citoyenneté française. Le référendum de 1958, permit au territoire de transcender de colonie à une république. Le 7 août 1960, il devint un pays, un État indépendant. Le territoire est ainsi parrainé par la France, l'amie indéniable de la Côte d'Ivoire, aux Nations Unies. Depuis cette période jusqu'à la décennie quatre-vingt, le pays était dit prospère économiquement et jouissait d'une stabilité politique. Cependant, à la fin des années soixante-dix, il demeura le premier pays producteur mondial du cacao.⁵⁴⁰ Durant des décennies, il fut un exemple remarquable pour l'Afrique de l'ouest et un des pivots du

⁵³⁷ Jean-Louis Chaléard, Chantal Chanson-Jabeur & Chantal Béranger, *Le chemin de fer en Afrique*, Éditions Karthala, Paris, 2006, p.258

⁵³⁸ Grah Mel (2008: 193)

⁵³⁹ P. Rancurel, *Les "Teredinidae" (Nollusques lamelibranches), Dans les lagunes de Côte d'Ivoire*, Éditions ORSTOM, Paris, 1971, p.31-32

⁵⁴⁰ Atlas on regional integration in West Africa, September 2007, p.11, by ECOWAS-SWAC/OECD

continent africain. Son économie était basée sur l'exportation des matières premières.⁵⁴¹ Par contre, toutes ces années de succès se heurtèrent à la crise économique des années quatre-vingt, qui au cours de la décennie suivante, c'est-à-dire, en 1990 sera marquée par le système de démocratisation. De nouveaux partis politiques tels que, le FPI, l'USD, le PIT bourgeoisaient dans les toutes premières heures.⁵⁴² Quatre années plus tard, le RDR fut créé par Djeny Kobena. Finalement, le multipartisme gagna la Côte d'Ivoire et engendra un problème politique, quelques années après son approbation. À la mort, d'Houphouët en 1993, Bédié lui succéda. En 1994, le franc CFA est dévalué à 50%.⁵⁴³ Ces fruits menèrent au putsch de 1999, durant lequel, le président Bédié fut renversé par le général Robert Guei.⁵⁴⁴ Une page de stabilité économique et politique venait de se fermer pour donner place à l'instabilité. Cette instabilité sera confirmée, par les attaques de la nuit du 18 au 19 septembre 2002, qui marqua la phase la plus destructive du territoire.⁵⁴⁵ Une instabilité totale, un chaos inédit avec des dégâts matériels et de pertes en vie humaine.

Suite à ces atrocités, des pourparlers ont été entamés et la solution pour certains serait l'organisation d'un scrutin avec pour but, la participation de tous partis et leaders politiques du pays. Le second tour du scrutin nous prouve le contraire puisque ces élections donnent deux présidents pour un siège. Les hostilités reprirent et une crise postélectorale secoua à nouveau le pays. Le président Gbagbo qui fut maintenu au pouvoir par l'électorat du peuple ivoirien et du verdict du Conseil Constitutionnel, est arrêté sous les bombardements aériens de la Licorne et de l'ONUCI, le 11 avril 2011. Ouattara devint ainsi le président du pays après le soutien de la communauté internationale, qui avait approuvé les résultats provisoires du scrutin proclamé par la CEI. Gbagbo est conduit à La Haye⁵⁴⁶ où son procès est d'actualité en 2016.

En somme, le paragraphe suivant examinera les hostilités de septembre 2002 ainsi que les résolutions de conflits appliquées, afin de faire renaître la paix, la stabilité économique et politique.

⁵⁴¹ Amin Samir, *Neocolonialism in West Africa*, Éditions Penguin Books Ltd, Harmondsworth, Middlesex, 1973, p.52

⁵⁴² Laurence Proteau, *Passions scolaires en Côte d'Ivoire: École, État, et société*, Éditions Karthala, Paris, 2002, p.117

⁵⁴³ « Franc des colonies françaises d'Afrique », devenu franc de la communauté financière africaine (Source: www.universalis.fr/encyclopedie/communaute-financiere-africaine/)

⁵⁴⁴ Economist Intelligence Unit, country profile: *Côte d'Ivoire, political background: historical background*, January 1, 2000

⁵⁴⁵ Journal of Electronic Defense, *France has urged the United Nations to get involved in the three-month conflict in Côte d'Ivoire*, January 1, 2003

⁵⁴⁶ Clotilde Ohouchi, *Côte d'Ivoire: On i ra jusqu'au bout!* Éditions L'Harmattan, Paris, 2013, p.176

I UNE CRISE POLITICO-SOCIALE POST MULTIPARTISME

En général, un pays stable n'envisage jamais somnoler dans un chaos, puisque ce n'est le rêve d'aucune nation. Il est ainsi connu de plus d'un, qu'une économie bien entretenue, dure à jamais. Par contre, le contraire, démontre que cette économie, qui est la manne de toute une nation s'effondre par manque de connaissance et d'attention. Tout simplement ce pays ira à sa dérive. Ce sera une crise économique qui ne sera dire de son nom puisque cette entité affondra.⁵⁴⁷ Les exemples de conflits libériens, sierra léonais et de quelques pays africains, ont certainement affecté le territoire ivoirien. Une crise économique dans les années 80 et politique au cours de la décennie 90. Le pays était donc la cible de guerre qui durant longtemps planait sur elle depuis les États voisins en conflit. Un premier coup d'État consommé. Il était fort évident que l'enjeu politique ivoirien fut dominé par des violences, suite à cette dégradation économique et politique.

Quand bien même que les effets indirects de guerre aurait atteint le territoire jadis stable, l'instabilité avait au préalable gagné le territoire ivoirien. L'État de droit semblait un peu plus écarté du territoire. Chacun faisait ce que lui plaisait. Différents camps naquirent. Le groupe de Guei, de Ouattara et celui de Gbagbo. Une armée qui n'était plus unifiée.⁵⁴⁸ À ces péripéties s'ajoutaient les dozos, chasseurs et guérisseurs traditionnels. Cela aurait bel et bien éveillé la conscience du peuple ivoirien au danger auquel était soumis leur territoire. Une parfaite entente aurait permis d'éviter le pire car, l'esprit de vengeance prédominait la mentalité de certains nationaux. Que ce soit une partie de l'armée comme celle de la population civile, l'objectif primordial était de régner par la violence. Le coup de canon devrait retentir. Plus de pitié pour les bourreaux. L'heure avait sonné pour ceux qui se sentirent sous estimés. Ils devraient agir au cours des périodes qui leurs étaient favorables. Ces populations venaient de perdre la notion du pardon, de la cohabitation, puisqu'étant animé d'esprit de vengeance.

Un coup de force en 1999, consistera à renverser le président Henri Konan Bédié.⁵⁴⁹ Le général Guei est au pouvoir. Ce premier coup d'État, donnera suite à celui dénommé le coup du cheval blanc.⁵⁵⁰ Cette fois, en 2002, le général lui-même fut dans le collimateur de

⁵⁴⁷ www.targetofopportunity.com/5_stages.htm

⁵⁴⁸ Human rights Watch, *Côte d'Ivoire: Un pays au bord du gouffre, la précarité des droits humains et de la protection civile en Côte d'Ivoire*, Mai 2005, Vol. 17, N.6(A), p.18

⁵⁴⁹ Politique africaine: Médias, journalistes et espace public: Le canari d'eau de Jacques Chirac, Éditions Karthala, N.97, Mars 2005, p.126

⁵⁵⁰ Joachim Beugré, *Côte d'Ivoire: Coup d'État de 1999*, Les Éditions CERAP, Abidjan, 2011, p.176

quelques éléments qui le conduisirent au pouvoir. Des dégâts matériels ainsi que des pertes en vie humaine sont observés. Dans le rang des faussaires, plusieurs seront arrêtés, tandis qu'une certaine vague se cachait.

Certains d'eux ont trouvé refuges dans des ambassades. D'autres rejoignirent le Burkina Faso en un groupe. Lieu qui les servira de base arrière durant leur période d'exil. Dans cette phase d'instabilité, le général Robert Guei et ses hommes dirigeaient continuellement le peuple de Côte d'Ivoire. Suite aux attaques du 4 au 5 juillet 2000, le général Guei, procède à un amendement de l'article 35 de la constitution ivoirienne, par voie référendaire. Le 23 juillet 2000, le suffrage l'a validé avec un taux de 86%.⁵⁵¹ Cet amendement de l'article 35, avait tant bien crée des mécontentements au sein du peuple ivoirien. Pour certains cette modification de l'article 35 envenimait l'avenir de la Côte d'Ivoire.⁵⁵² Et que l'idée de cet amendement, renfermerait une notion xénophobe. Il serait également nourrit d'un esprit identitaire. Cette transformation de l'article 35, était un véritable problème, puisqu'il était débattu en milieu religieux. Il avait aussi franchi les limites du territoire, ce qui veut dire que les pays voisins en débattaient. La communauté internationale se plaignait et apporta son grain de sel au débat.

Par contre, toutes ces plaintes n'ébranlèrent guère le général Guei et ses hommes. Puisque plusieurs s'opposaient à la modification ou à l'amendement de l'article 35, les élections d'octobre 2000, subissaient un boycott. Un groupe d'Ivoiriens ainsi que ceux du monde, refusaient de prendre part au scrutin de cette même année, dans l'optique confirmer leur mécontentement. Depuis cette période, le pays de Félix Houphouët fut strictement perturbé. La nation ivoirienne fut frappé d'abord d'une crise économique et ensuite d'une impasse politique. Finalement, il semblerait que le pays était en voie de perdre toutes ses opportunités économiques et politiques. La phase suivante débat le cas de la perte de stabilité économique et politique.

⁵⁵¹ Le Monde, « *Les Ivoiriens choqués par les propos de M. Josselin, s'ingurent contre l'ingérence de la France* », le 29 juillet 2000, p.5, par Fabienne Pompey

⁵⁵² Article 35 de la constitution ivoirienne:

Le président de la république est élu pour cinq ans au suffrage universel direct. Il n'est rééligible qu'une fois. Le candidat à l'élection présidentielle doit être âgé de quarante ans au moins et de soixante quinze ans au plus. Il doit être ivoirien d'origine, né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine. Il doit n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne. Il doit s'être jamais prévalu d'une autre nationalité. Il doit avoir résidé en Côte d'Ivoire de façon continue pendant cinq années précédant la date des élections et avoir totalisé dix ans de présence effective. Le candidat à la présidence de la République doit présenter un état complet de bien-être physique et mental dûment constaté par...Il doit être de bonne moralité (...)

1 La Côte d'Ivoire au point de perdre sa stabilité économique et politique

Le pays qui fut réputé pour sa stabilité économique et politique, dans la passé, n'a pas pu éviter aux pièges de la crise des années quatre-vingt. Cette conjoncture économique était l'objet de l'instabilité des prix de matières premières, tels que, le cacao et le café. En plus le modèle de démocratisation de la décennie quatre-vingt dix dont parlait plusieurs avait fait éruption dans le pays. Il s'agissait du multipartisme qui fut la une de cette époque.

Le peuple ivoirien, est heureux de faire partie des États, qui voulaient coûte que coûte, un système démocratique, basé sur la politique de plusieurs partis et non du modèle à parti unique. Les gens pour la plupart du temps, abondaient les rues d'Abidjan pour les ras-le-bol, à la politique du parti unique. Ces mouvements de masse atteignirent également les régions de l'intérieur du pays. Les étudiants d'un côté, et d'autre part les citoyens tous ensemble, manifestaient. Le niveau élevé de corruption, la pauvreté galopante, ainsi que les droits de l'homme bafoués, accentuèrent les soulèvements du peuple. Les résidents de ce pays considéraient leur avenir hypothéqué. Le post Houphouët, sous les arènes de Bédié, était l'hécatombe. Il avait le pouvoir du marché qu'il gérait avec sa famille et ses proches. Un népotisme accentué régna dans le pays. Pour consolider son pouvoir, il insista sur l'article 35 de la constitution ivoirienne, en 1994.⁵⁵³ Cependant, les sympathisants de Ouattara considéraient cet article 35 de barrage à la candidature de leur leader politique, puisque selon eux, les textes s'adressaient à leur mentor. Selon eux Ouattara aurait quitté le PDCI-RDA, pour le RDR qui connût le jour, 27 juin 1994. Le secrétaire général du RDR à l'époque était Djeny Kobena.⁵⁵⁴

Une fois que l'article 35 s'adressant directement à Ouattara, les ressortissants du nord du pays, se mirent à sa solde, puisqu'en lui, ils trouvaient un leader capable de défendre leurs intérêts et parfaire leur avenir, c'est-à-dire, leur identité.⁵⁵⁵ Pour lutter contre cet acte, le FPI de Gbagbo et le RDR de Ouattara, se réunissaient pour former le Front Républicain, le 27 novembre 1994.⁵⁵⁶ Cette lutte menée par les deux leaders ne porta pas fruit et ce fut la séparation. Au cours de cette période, des affrontements violents opposèrent les manifestants aux agents de force et sécurité. Le 2 octobre 1995, trois personnes sont déclarées mortes, durant les manifestations, parmi lesquels, un soldat et deux civils. En plus la résidence du

⁵⁵³ Bayle, *Côte d'Ivoire 1993-2003 autopsie d'une déchirure*, p.47

⁵⁵⁴ Ibid

⁵⁵⁵ Danagiota Anagnostou, *La politisation des identités en Côte d'Ivoire, mémoire de DEA: analyse de l'Afrique noire et des pays du sud*, Bordeaux IV, CEAN-ME-CI-522, 2002, p.56

⁵⁵⁶ Akindès (2011: 17)

mairie d'Abobo fut démolie. À l'intérieur du pays, plus précisément à Daloa, le palais de justice et l'hôtel de ville ont été vandalisés.⁵⁵⁷ Tandis qu'à Korhogo, la ville enregistrait la mort de deux manifestants, le 16 octobre 1995.⁵⁵⁸ Au cours du mois, le 20 octobre 1995, des affrontements se déroulaient à Kramoyaokro, au moins dix personnes sont tuées, qui sont pour la plupart des adolescents.⁵⁵⁹ Les manifestations, prirent soudainement une autre forme. Quelques semaines plus tard, quatre mille Baoulé résidant dans la région de Gagnoa furent rassemblés dans une cour d'école, comme lieu de refuge, par rapport aux affrontements qui les apposèrent au Bété de la région.⁵⁶⁰ Ces oppositions éclatèrent dans les différentes villes du pays, car le président Bédié avait ordonné aux corps de l'armée ivoirienne à travailler ensemble. Par ailleurs, le général Robert Guei refusa d'exécuter aux ordres du président Bédié. Une fois les élections présidentielles d'octobre 1995 achevées, le président sortant avec 96,4% du suffrage, fut son propre successeur. Étant le vainqueur du scrutin, le président Bédié régla automatiquement le compte au général. Il est démis de ses fonctions et exerça au poste de ministre du service civique. Autrement, le scrutin d'octobre 1995, avait été boycotté par le couple FPI-RDR, tandis que le candidat du PIT affronta celui du PDCI-RDA.⁵⁶¹ Sous le règne de Bédié, certains Burkinabé ont été rapatriés vers leur pays soit de force ou par arrangement.⁵⁶²

En plus des difficultés politiques le gouvernement Bédié, fut la cible d'une crise économique. Cette conjoncture économique datait de l'instabilité des prix des matières premières constituant l'économie nationale du pays. À cette charge, s'associait la dette du pays, qui s'éleva à 15 118 000 000 de dollars américains.⁵⁶³ Ce montant a été alloué à la Côte d'Ivoire sous forme de prêt. Une fois ce montant dans les caisses de l'État, il disparu. Le gouvernement Bédié venait de prouver sa réputation de corrompu. À partir de cet acte, les institutions financières internationales refusèrent d'assister financièrement le pays jadis cité pour sa réputation de stabilité économique. L'Union Européenne avait également refusé

⁵⁵⁷ Le Monde, « *La Côte d'Ivoire est en proie à de violentes manifestations avant l'élection présidentielle* », le 4 octobre 1995, p.3

⁵⁵⁸ Libération, « *Violents incidents en Côte d'Ivoire. Des manifestants de l'opposition qui boycottent la présidentielle ont fait deux morts* », le 17 octobre 1995, p.4, par Stephen Smith

⁵⁵⁹ Libération, du 20 octobre 1995, p.8

⁵⁶⁰ Le Monde, « *La champagne présidentielle a creusé le fossé entre communautés dans l'ouest de la Côte d'Ivoire* », le 24 octobre 1995, p.6, par François Picard

⁵⁶¹ Le Monde, « *Rafles d'adolescents en Côte d'Ivoire à l'occasion du scrutin présidentiel* », le 25 octobre 1995, p.4, par Thomas Sonitel

⁵⁶² Jesper Bjarnesen, *Diaspora at home? Wartime mobilities in the Burkina Faso-Côte d'Ivoire transnational space*, 3013, p.61

⁵⁶³ Bayle, *Côte d'Ivoire 1993-2003 autopsy d'une déchirure*, p.52

d'aider son poulain dans le domaine de la santé publique et du système de décentralisation. Le pays fut donc livré à lui-même, tout en souffrant énormément de la crise économique qu'elle s'était créée à elle-même. Tous ces aspects ont permis, aux politiciens ainsi qu'à la population de déferler dans les rues pour une chute certaine du président Bédié et de son gouvernement. Par contre, ces manifestations ne restaient guère impunies, puisqu'elles furent réprimandées. Les étudiants étaient les véritables cibles du gouvernement Bédié, puisqu'ils étaient considérés les véritables cerveaux des protestations qui secouaient le pays.

Plusieurs étudiants au nombre de plus de 700 sont faits arrêtés⁵⁶⁴, emprisonnés et amendés, parmi eux figuraient, l'ex ministre Charles Blé Goudé qui demeure de nos jours dans les murs de La Haye, Damana Adio et Alain Goré, qui étaient tous des membres de la FESCI (Fédération Estudiantin de Côte d'Ivoire). Pour empêcher à ces derniers de diriger des soulèvements populaires, les cités estudiantines sont fermées. Cependant, le gouvernement ne pris point de décision par rapport aux bavures policières et autres, sur la population civile.⁵⁶⁵ Il resta indifférent à ces actes de barbaries et tueries. Du coup, le président Bédié avait du fer à tordre entre lui et les forces de défenses et de sécurité ainsi que les étudiants. Cet acte de confrontation aux deux groupes lui était d'une difficulté énorme. Puisque les soldats étant mécontents du système de gouvernance de Bédié, le président par une stratégie à lui essaya de les dissuader. En août 1996, le président injecta un montant de 2, 4 milliards de FCFA (3 664 123 euros) à la solde des corps habillés, pour sécuriser les frontières Côte d'Ivoire-Libéria. Dans le même cadre, il débloqua 873 millions de francs CFA (1.332 825 euros) pour des opérations similaires, qu'il alloue au département de défense.⁵⁶⁶

Par ailleurs, le président Bédié entama une sanction contre la fraude des corps habillés et traite le cas Robert Guei en relation avec sa désobéissance. Le général passa de ministre de services civils à ministre de sport, tandis que ce dernier était un homme de treillis. En août 1996, le général fut demi de ses fonctions et fut radié, puisqu'étant accusé de complot contre le président Bédié qui aurait eu lieu lors des élections de 1995.⁵⁶⁷ En plus de tout ce à quoi le président Bédié fut soumis, il est évoqué le problème de l'article 35 de la constitution

⁵⁶⁴ Jacques Baulin, *La succession d'Houphouët-Boigny : Les débuts de Konan Bédié*, Éditions Karthala, Paris, 2000, p.113

⁵⁶⁵ www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/af/773.htm

⁵⁶⁶ *Le Monde*, « *Le président de la Côte d'Ivoire, lance une grande offensive contre l'insécurité et remanie le gouvernement* », le 13 août 1996, par Thomas Sonitel

⁵⁶⁷ Ouédraogo (2008: 167)

ivoirienne. Le concept d'Ivoirité est un autre débat, à haute dimension. Il est d'ordre politique. Et ce point, selon le rapport du CURDIPHIE, fut la base de l'instabilité.⁵⁶⁸

Par ailleurs, le 14 juin 1999, Ouattara, depuis la ville de Ouagadougou, au Burkina Faso, annonça sa démission comme agent du FMI et son ambition d'acteur politique en Côte d'Ivoire.⁵⁶⁹ Pour s'opposer à l'action politique de Ouattara, Bédié fait mettre sur pied la notion d'Ivoirité. Par contre, en août, Ouattara est élu président du RDR et ce dernier continuera à insister sur sa candidature présidentielle pour le scrutin d'octobre 2000.⁵⁷⁰

Depuis lors, Bédié a banni la nationalité ivoirienne de Ouattara, afin que sa candidature ne soit aucunement acceptée. En septembre 1999, un mandat d'arrêt fut lancé contre Ouattara pour abus de faux.⁵⁷¹ Le 9 septembre de l'année, Ouattara se défendit pour les charges contre lui et accuse l'État de Côte d'Ivoire de comploter contre lui. Le 22 septembre 1999, une charge est encore lancée contre lui pour falsification de documents administratifs. Durant cette période jusqu'au 6 octobre 1999, la citoyenneté de Ouattara lui fut retirée.⁵⁷² Le retrait du certificat de Ouattara poussa ses partisans à prendre les rues et manifester comme jamais vu. Des agents de sécurité chargés de porter la convocation à Ouattara sont soigneusement battus par les militants du RDR. Les partisans du parti se trouvant à Bouaké avaient annoncé éliminer les Baoulé vivant dans la circonscription. Le 27 septembre 1999, la ville d'Abidjan fut paralysée par les manifestations du RDR. Le 27 octobre, les partisans du RDR reprirent une fois de plus les rues, à Abidjan et causaient des dégâts sur les bâtiments de Fraternité Matin, qui semblerait à la solde de Bédié. De ce fait, Bédié sanctionnait les manifestants. Pour prouver son mécontentement, le président Bédié fit arrêter des leaders du RDR, parmi eux madame Henriette Diabaté.

Pour sanctionner ces derniers, il se saisit de la loi anti casseur. Cette loi numéroté 92-80 du 19 février 1992, est appliquée aux faussaires de loi, causant des dégâts sur les biens publics, par la violence.⁵⁷³ Le 27 octobre 1999, à Korhogo les pro-RDR incendient la préfecture de la

⁵⁶⁸ Anagnostou, 2002, *La politisation des identités en Côte d'Ivoire*, p.63

⁵⁶⁹ Le Monde, « Côte d'Ivoire: Alassane Ouattara va mettre fin à ses fonctions au FMI pour « entamer une carrière politique », le 17 juin 1999, à 00h00, par AFP

⁵⁷⁰ Soir info, « Je suis conscient de ma parfaite éligibilité », le 2 août 1999, p.1, par Mohamed Junior

⁵⁷¹ Beugré (2012: 151)

⁵⁷² Le Nouvel Observateur Monde, « Chronologie, le 6 octobre: Le ministre de la Justice annonce l'annulation pour nombreuses irrégularités du certificat de nationalité ivoirienne qui lui a été délivré pour valider son élection à la tête du RDR », le 6 décembre 2000 à 10h53

⁵⁷³ Françoise Kaudjhis-Offoumou, *Procès de la démocratie en Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1997, p.319

ville.⁵⁷⁴ Pour se faire plaisir, le président Bédié fait libérer le général Robert Guei, dont il aura véritablement besoin du soutien en ces temps de tension. La France, au cours du mois d'octobre, essaya d'œuvrer pour le bien du pays qu'elle a vu grandir, tout en apportant son grain de sel, par rapport au concept de l'Ivoirité qui marque une ambiguïté identitaire. Ce concept demeura un véritable problème en Côte d'Ivoire, sous le règne de Bédié. Le 10 décembre 1999, des pays tels que la Grande Bretagne et les États-Unis désapprouvent également l'idée d'Ivoirité. Omar Bongo, à son tour, refusa d'être le médiateur après s'est fait insulté par le journal d'État, *Fraternité Matin*. Il était aussi dit d'un Burkinabé d'être tué, à l'issue d'une tension qui éclata entre autochtones et allochtones burkinabé.

Sur cette base, les Burkinabé avaient quitté la région où les tensions étaient tendues entre eux et ces autochtones. Cela leur avait pris deux semaines pour partir des lieux de conflit. La situation qui existait entre ces deux peuples, était très critique jusqu'à la fin de l'année. Au vue de ces situations qui se succédaient les unes après les autres, la stabilité économique et de la Côte d'Ivoire, fut fragile. En plus, la notion d'Ivoirité amplifiait les problèmes, car les militants RDR devenaient plus féroces. De surcroit, les différentes forces du pays ne se reconnaissaient plus ou moins au président Bédié. Cette impasse qu'avait créée le gouvernement Bédié au sein du peuple dont il était peu conscient, était une bombe qui lui sauterait en plein visage. Tout cet ensemble créait un doute dans la tête des Ivoiriens, qui de plus en plus furent incertains de leur avenir avec un président Bédié. Du coup, l'armée qui ne marchait presque plus à la solde de Bédié, était aussi en proie aux manifestants RDR. La violence était au rendez-vous sous Bédié, en Côte d'Ivoire. Puisque mécontent en masse, le peuple officialisa son ras-le-bol.

Un groupe de soldats lancèrent un assaut contre le régime Bédié au cours de quelques heures et prit le contrôle des points stratégiques. Le général Robert Guei est porté au pouvoir.⁵⁷⁵ Ce fut le premier coup d'État en Côte d'Ivoire, sans bavure. Pas de meurtre ni de dégâts enregistrés. Le 24 décembre 1999, fut la confirmation du coup, Bédié était renversé par le général, puisqu'il refusa de coopérer avec les militaires mécontents.⁵⁷⁶ Bédié fut accompagné

⁵⁷⁴ Le Monde, « *La violence politique gagne l'intérieur de la Côte d'Ivoire* », le 30 octobre 1999, p.6 par Fabienne Pompey

⁵⁷⁵ Akindès (2011: 105)

⁵⁷⁶ Aftonbladet, *Militär tog makten: Striden under statskup i Elfenbenskusten, Jul dagen*, den 24 december 1999, p.1, från TT-AFP

au 43^e BIMA de Port-Bouët, qui était son premier point de refuge.⁵⁷⁷ Le 43^e BIMA est la base militaire française en Côte d'Ivoire.⁵⁷⁸ Le 25 décembre 1999, Bédié par en exil en France via Lomé.⁵⁷⁹ Ce fut le premier coup de force à travers lequel, le président démocratiquement élu fut renversé.

La Côte d'Ivoire qui jadis fut un modèle économique et un terrain de stabilité politique, fut rattrapée par la question d'instabilité économique et politique. Les actions de violation de droit de l'homme, de corruption et de mauvaises conditions de vie des populations ivoiriennes, ont engendré un chaos sécuritaire, causé par certains partisans du RDR dans les villes d'Abidjan et celles de l'intérieur. La violence un fois en place, un coup de force de militaires mécontents porte le général à la tête de la Côte d'Ivoire. Le premier coup d'État fut consommé, mais sans bavure. Bédié parti en exil en France. Le coup contre Bédié ne fut que le départ d'une instabilité politique mais encore une continuité anarchique qui conduit la Côte d'Ivoire dans un gouffre marqué par le conflit du 19 septembre 2002. La section suite traite la crise de septembre 2002.

1.1 Le conflit du 19 septembre 2002

Toute cette situation que traversa la Côte d'Ivoire d'État stable à une nation instable va tout de même porter le pouvoir militaire à la tête du pays, que dirigea désormais le général Robert Guei. Il n'était plus question de manœuvre du président Bédié dont la population ivoirienne en avait marre, le pays était désormais dirigé par le général Guei. Ce fut la toute première fois que le système vacilla d'agent civil au corps militaire. Plus personne ne murmurait, les habitants du pays étaient tous unanimes sur la gouvernance du général. Ce général avait promis nettoyer la maison comme le décrivaient ses propres mots. Il mit alors en place une équipe constituée de corps habillés. Cette équipe était connue sous le Comité National du Salut Public (CNSP).⁵⁸⁰ Ce comité avait pour but de faire renaître l'ordre dont souffrait la Côte d'Ivoire après la mort du président Houphouët. Donc, d'abord l'ordre et ensuite tout organiser pour une élection juste et transparente. Ce scrutin devrait avoir lieu en octobre 2000.

⁵⁷⁷ Abidjan (CI), AP Sunday, « *Les marchés ont ouvert et les voitures circulaient normalement dimanche à Abidjan, où un calme apparent régnait après le coup d'État du général Robert Guei* », le 26 décembre 1999, à 13:52

⁵⁷⁸ Richard Banégas, *France-Afrique: Sortir du pacte colonial*, Éditions Karthala, Paris, N.105, Mars 2007, p.85-86

⁵⁷⁹ The New York Times, "*Ousted leader of Ivory Coast flees to Togo*", December 27, 1999, p.8, by Donald G. McNeil Jr

⁵⁸⁰ Akindès (2004: 7)

Pour l'organisation parfaite, le général avait fait réécrire l'article 35 de la Constitution ivoirienne.⁵⁸¹

La transition militaire était prévue pour sept mois. Le général et son équipe se mirent au travail. Un message de réconciliation fut constamment utilisé par le général dans la plupart de ces discours. Il avait dès lors écarté l'idée d'arrestation de Ouattara et les fameux accusés du gouvernement de Bédié. Il contribua à être le pont entre les Ivoiriens ainsi que les partis politiques du pays. Sur cette base de réconciliation, Ouattara revint au pays sans stress.⁵⁸² Il pouvait circuler comme il ne l'avait fait sous le gouvernement précédent. Le CNSP avait restitué l'ordre et la sécurité dont avait besoin le pays. Par contre, le FPI accusait le CNSP d'avoir fait un coup d'État en la faveur de Ouattara et de son parti politique, le RDR. À la suite de cette déclaration du FPI, deux portefeuilles ministériels fut accordé au FPI. Par ailleurs, l'amie indéniable de la Côte d'Ivoire, la France n'appréciait pas le titre que s'était octroyé le général. Pour elle le général n'était absolument pas l'homme qu'il fallait à la tête du peuple ivoirien. Un homme en treillis ne ferait certainement pas l'affaire du beau pays qui était jadis la fierté de toute l'Afrique de l'ouest. Pour, elle le général, était un être des casernes. L'opinion qu'avait la France au sujet du pouvoir du général fut également partagée par les États-Unis, ainsi que l'Union Européenne. Quelques mois plus tard un coup de force fut lancé contre le général, à son domicile, son cheval blanc est tué.⁵⁸³ Un dégât matériel de taille est enregistré.

Le 4 juillet 2000 fut une date noire pour le général Guei et sa demeure.⁵⁸⁴ Le peuple ivoirien replonge dans l'angoisse auquel il ne rêvait. Ce coup manqué contre le général était l'acte de certains militaires mécontents. Puisque la vie du général et certains de son entourage fut attaquée, et en danger, il procéda à l'arrestation des prétendus assaillants du coup de la nuit du 4 au 5 juillet 2000. Dans les rangs de l'armée, trente trois personnes furent arrêtées le 11 juillet 2000. Parmi lesquelles, huit officiers et quelques leaders du RDR, tels qu'Amadou Gon Coulibaly (secrétaire général adjoint), et Ali Coulibaly (Porte-parole). Mais ces derniers seront plus tard relâchés, le 14 juillet 2000. Autrement, nombreux étaient les militaires qui avaient quitté le pays sur la base du coup manqué afin d'avoir la vie sauve. Ces individus se sont réfugiés pour la plupart au Burkina Faso, sinon dans des ambassades pour peu d'entre

⁵⁸¹ www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2000/af/773.htm

⁵⁸² Thomas Hofnung, *La crise ivoirienne: De Félix Houphouët-Boigny à la chute Laurent Gbagbo*, Éditions La Découverte, 2011, p.54

⁵⁸³ Ibid

⁵⁸⁴ Dagens Nyheter, "President valet blir farsartat" söndag den 22 oktober 2000, p.10, från Leif Norrman

eux. Pour parer à son sentiment de conserver le pouvoir, le général fit voter par référendum l'amendement de l'article 35 de la constitution ivoirienne. Cet article 35, état également dénommé l'Ivoirité.⁵⁸⁵ Cette logique d'Ivoirité était sûrement en barrage à certains candidats, tel que Ouattara, des futures élections, qui devraient avoir lieu en octobre 2000.

Effectivement, la candidature de Ouattara fut bannie. Il ne participa au scrutin d'octobre 2000. Une fois que la confirmation du rejet de la candidature de Ouattara, la communauté internationale décida de ne point prendre part à la supervision de ce scrutin de 2000, en Côte d'Ivoire. L'Union Européenne s'est jointe au groupe qui refusait de superviser les élections ivoiriennes qui devraient se dérouler en octobre 2000. Ces superviseurs étrangers ont fait cette opposition, puisque neuf candidatures sur quatorze ont été rejetées, par la Cour Suprême de la Côte d'Ivoire.⁵⁸⁶ Du coup, les élections se sont déroulées entre les candidats retenus par la Cour Suprême. Il s'agissait de cinq conquérants au poste présidentiel d'octobre 2000 en Côte d'Ivoire.⁵⁸⁷ Les plus importants des candidats à retenir de ce scrutin étaient Gbagbo et Guei, puisque les gros compétiteurs ont été écartés de la compétition. Une fois le scrutin achevé, les résultats portaient Gbagbo en tête de cet électorat.

Par contre, le général confisqua cette victoire qu'il essaya de s'attribuer. Ce manque de dignité du général, fit drainer un monde fou dans les rues d'Abidjan ainsi que celles de l'intérieur du pays. Les rues sont gagnées par des manifestants mécontents. Les militants du FPI sortaient des coins et recoins pour réclamer la victoire de leur leader politique que détenait le général Robert Guei.

Le général, restait ferme car il ne voulait aucunement se séparer de ce siège présidentiel. Il ordonna à certains de ses hommes qui lui étaient encore fidèles de tirer sur la foule qui s'opposait à sa fameuse victoire. Les civils tombèrent sous les coups de feu, mais ne relâchèrent guère. Ils étaient accrochés à leur objectif. Voir la victoire confisquée de leur leader lui revenir. Quelques heures plus tard, le général et le peu d'hommes qui sont restés à sa solde prirent la tangente au vue de la population qui tenait aux coups de fusil. Finalement, Gbagbo devint le président du pays.⁵⁸⁸ Ainsi pour les partisans du RDR, le scrutin devrait être repris et avec la participation totale de tous les dirigeants et partis politiques, sans

⁵⁸⁵ Philippe David, *La Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2009, p.66

⁵⁸⁶ Dagens Nyheter, "President valet blir farsartat" söndag den 22 oktober 2000, p.10, från Leif Norrman

⁵⁸⁷ Op. cit, p.66

⁵⁸⁸ Le Monde, « *Le général putschiste tardivement lâché par Paris* », le jeudi 26 octobre 2000, p.3, par Claire Tréan

distinction.⁵⁸⁹ Tout comme le disaient haut et fort, certaines puissances économiques et institutions financières. Parmi les organes, étaient mentionnés la France, l'Union Européenne, ainsi que les États-Unis et autres. Les États-Unis étaient même prêts à superviser les nouvelles élections si cela était à refaire. Richard Boucher, était la personne chargée pour faire passer ce message, puisqu'étant le porte parole d'État américain.⁵⁹⁰

Par conséquent, Gbagbo n'a pas répondu à leur appel et offre. Il forma un nouveau gouvernement. Comme sanction de ne pas avoir coopéré, le gouvernement Gbagbo ne recu aucune aide financière de la part des institutions financières et des pays occidentaux. Par contre, son équipe dynamique qu'il mit sur pied travailla d'arrache convenablement pour redresser l'économie du pays, qui fut tant secouée par la crise économique, durant une période bien déterminée. Gbagbo après avoir prêté serment, a mis l'accent sur la réconciliation. Il fit appel à Ouattara, Guei et Bédié qui était en exil en France. En janvier 2001, pendant qu'un programme de réconciliation est élaboré, un coup d'État intervient. Ce fut le premier coup de force nourrit contre le nouveau gouvernement Gbagbo.⁵⁹¹ Mais il échoua puisque n'ayant pas atteint le but ou l'objectif pour lequel il fut orchestré.

Toujours, dans l'optique de réconcilier le peuple ivoirien, Gbagbo ne tiendra pas compte des astuces de destabilisation de Côte d'Ivoire, mais fera parler son bon sens de démocrate. Il continua avec son idée de réconciliation qu'il conduit de septembre à décembre 2001.⁵⁹² Quelques temps plus tard, un coup bien planifié frappa de plein fouet la Côte d'Ivoire et la divisa en deux parties, un nord musulman et un sud chrétien.

Le coup d'État eût lieu en l'absence de Gbagbo, une fois en visite officielle en Italie.⁵⁹³ Ces attaques nocturnes s'abattaient sur le pays producteur de cacao, du 18 au 19 septembre 2002. La république de Côte d'Ivoire fut attaquée par des assaillants qui causaient la mort de plusieurs civils parmi lesquels des artistes, des ministres, des officiers supérieurs et autres. Pour la première fois de l'histoire du pays, après le coup manqué contre le général, ce fut le coup le plus fatal que connurent les Ivoiriens. À quatre heures du matin, les différentes villes d'Abidjan, de Bouaké et de Korhogo sont simultanément attaquées.⁵⁹⁴ Les armes détonaient

⁵⁸⁹ Le Monde, « *Le légalisme de la gendarmerie à fait chuter la dictature* » le vendredi 27 octobre 2000, p.3, par J.B.N

⁵⁹⁰ AFP-Washington, « Washington prêt à travailler avec Gbagbo, veut de nouvelles élections », le 30 octobre 2000, à 21:50

⁵⁹¹ Beugré (2012: 18)

⁵⁹² Dozon, Les clefs de la crise ivoirienne, p.57

⁵⁹³ www.economist.com/node/1359775

⁵⁹⁴ Le Monde, « *Soulèvement militaire en Côte d'Ivoire* », le vendredi 20 septembre 2002, p.5, par AFP

de partout. Une grande surprise pour le peuple ivoirien, car étant encore loin du mois de décembre pour entendre les bruits de pétards. Ils avaient certainement mal capté cette fois là le bruit. Ce n'était pas celui de ce à quoi ils pensaient, les pétards mais plutôt le son des fusils de guerre, RPG et A23 ou A52 et autres.

Gbagbo parti pour une visite officielle en Italie, il fut donc obligé de faire demi tour. Il rentra par le moyen qui lui fut accordé et retourna en Côte d'Ivoire. À son retour, il constata que le pays qu'il avait laissé derrière lui quand il s'envola pour l'Italie n'était plus le même. Plutôt, un pays divisé en deux parties, un côté nord considéré musulman et un sud vu comme le bastion des chrétiens. Non seulement le territoire fut partagé pour certains entre musulmans et chrétiens, mais il se rendit compte que le ministre de l'intérieur Boga Doudou fut assassiné. Plusieurs sont également inscrits sur la liste des victimes. Marcelin Yacé, un artiste musicien fut aussi tué, ainsi que Dagrou Loula, un Lieutenant-colonel d'armée et bien également le général Robert Guei⁵⁹⁵.

Il rentra de sa visite officielle en ayant en face de lui une Côte d'Ivoire, terriblement affectée et endeuillée. Que faire face à la situation? Aller en guerre contre les assaillants afin de reconstituer le pays tel qu'il avait laissé avant son départ? En plus du meurtre des administrateurs, des dégâts de taille furent enregistrés. Les bureaux, et bâtiments administratifs ont été endommagés. Le 19 septembre 2002 était considéré le jour noir du peuple ivoirien, puisque leur stabilité qui était peu affaiblie venait de prendre un véritable coup. L'espoir de régénération économique venait de reprendre un coup. Le premier producteur mondial de cacao venait d'enregistrer le choc inattendu de son histoire, tout en faisant évanouir son idée de stabilité.⁵⁹⁶

Le chaos se lisait et se démontrait par le peuple détenu en captivité, des blessés, des véhicules endommagés, ainsi que des maisons et bâtiments administratifs et en plus des êtres.⁵⁹⁷ Le pays venait d'emprunter un chemin que nul ne savait à quoi ressemblerait la sortie. Par la suite, plusieurs affirmations ont été faites et il restait de savoir laquelle de celles-ci correspondraient aux éventuelles raisons des attaques meurtrières du 19 septembre 2002. Pour certains, cette attaque était néocoloniale. Pour d'autres, un conflit religieux et ethnique, par contre d'aucuns la considéraient d'une guerre de ressources naturelles.

⁵⁹⁵ BBC NEWS world edition, "Coup attempt" in Ivory Coast, Thursday, 19 September, 2002, at 19:42 GMT, 20:00 UK

⁵⁹⁶ The New York Times, "Felix Houphouët-Boigny, Ivory Coast's leader since freedom in 1960, is dead", December, 8, 1993, p.1, by Kenneth B. Noble

⁵⁹⁷ DVD, *La victoire aux mains nues*, 2004, par Sidiki Bakaba

1.2 Une guerre civile: un conflit ethnique et religieux

Plusieurs étaient ceux qui considéraient les attaques de septembre 2002, d'une guerre civile en forme de conflit ethnique et religieux. Il reste de savoir si tel était le cas par les faits empiriques rencontrés sur le terrain. Il était évident qu'un conflit éclata, mais plusieurs ne seraient ceux qui maîtrisaient véritablement les origines des attaques, si ce n'étaient que des affirmations qui provenaient de nul part. La Côte d'Ivoire est une entité, qui fut longtemps stable avant de vivre une crise économique des années quatre vingt. Elle connût plus tard, une instabilité politique à la suite du multipartisme de 1990. Elle avait terni un tout petit peu son image et ressembla aux pays dits défaillants. Les attaques nocturnes du 18 au 19 septembre 2002 l'induisirent en un véritable chaos. Par contre, la politique de la porte ouverte, instaurée par le premier président du pays, permit à plusieurs de se faire une place de Côte d'Ivoire.⁵⁹⁸ Par conséquent, le pays est un pays qui a accueilli plusieurs, d'où il est constitué d'un monde multiculturel. Il était par ailleurs difficile à la Côte d'Ivoire de connaître un conflit religieux ou ethnique. La théorie de choc de civilisations évoquée par Huntington, reste à être vérifiée dans le cas des attaques de la Côte d'Ivoire.

Il serait intelligent de traiter le sujet sur la base de l'article 35 de la constitution ivoirienne qui semblerait causer beaucoup de problèmes à un certain monde. Bien avant de décortiquer l'article 35, nous entamerons, l'étude des migrants en Côte d'Ivoire. La politique de la porte ouverte a fait que plusieurs ont été accueillis dans le pays. Du coup, plusieurs Burkinabé, provenant jadis de la Haute Volta, se sont installés en Côte d'Ivoire.⁵⁹⁹ Certains venaient d'Afrique sub-saharienne. En 1965, la population de la Côte d'Ivoire, enregistrait 25% d'immigrés.⁶⁰⁰ Le nombre croissant des immigrés était dominé par le Voltaïques (actuel Burkinabé). Ces derniers étaient de grands travailleurs. Ils étaient au nombre de 100 000 en 1950 et de 950 000 en 1965.⁶⁰¹ Ces derniers sont venus en Côte d'Ivoire pour travailler en tant que contractuels temporaires ou permanents. Ils travaillaient dans les champs de cacao et de café pour la plupart d'entre eux. Ces derniers prenaient la direction de Côte d'Ivoire, pour une question de pull/push facteur. Ils quittaient leur terre natale pour le territoire ivoirien, puisque les conditions de sols arides ne leur permettaient de pratiquer aucune activité agricole de laquelle, ils auraient profité. Le point qui les fait donc partir, est la question de sol. Ils arrivent vers la Côte d'Ivoire, où les sols sont fertiles et qui favoriseraient leurs activités agricoles. Du

⁵⁹⁸ Virginia, *West Africa's council of Entente*, p.144

⁵⁹⁹ Wolf, *Europe and the people without history*, p.383

⁶⁰⁰ Samir, *Neo-colonialism in West Africa*, p.52

⁶⁰¹ Wolf, *Europe and the people without history*, p.52

coup, ils élaient domicile en terre ivoirienne. Leur problème est donc en partie résolu. Puisque ce qu'ils cherchaient chez eux était une terre fertile qu'ils retrouvent là où ils s'installèrent. Ils voulaient donc éviter la sécheresse, un problème de famine. Leur problème n'était pas politique, mais plutôt économique et naturel. Ils venaient vers la Côte d'Ivoire, puisque certains de ces gens vivaient déjà au Ghana où la culture du cacao était une activité de rente. Tout comme le Ghana et la Côte d'Ivoire, leur permettait de se retrouver économiquement. Par contre au Ghana, une question de langue va se poser. Donc, le meilleur territoire serait la Côte d'Ivoire, puisque jadis les deux pays étaient unis, s'agissant de la Haute Volta et de la Basse Volta. Ces habitants voltaïques qui migraient vers la Côte d'Ivoire étaient enregistrés par le Syndicat Interprofessionnel pour l'Acheminement de la Main-d'œuvre Voltaïque (SIAMO).⁶⁰²

Il n'était plus d'actualité, une fois les frontières tracées, à l'heure des indépendances. Pour conclure, les deux territoires avaient une similitude de langue qui est le français et faisaient partie du Conseil de l'Entente.⁶⁰³ Donc, ils se sentiraient bien où ils avaient choisi de résider, en Côte d'Ivoire. Il existait également des accords bilatéraux contractés par l'État ivoirien afin de valider sa politique migratoire. Ces accords se résolvent sous la Convention de mars 1960 et l'accord de coopération franco-ivoirien.⁶⁰⁴ Pour rendre plus explicite notre démarche, nous dresserons des tableaux dans les lignes suivantes.

La population d'immigrée comparée à la population totale de Côte d'Ivoire 1965 à 1993

Année	1965	1975	1988	1993
Pop. totale civ	4 118 000	6 700 000	13 240 000	10 854 000
Immigrants	700 000	1 474 000	3 039 000	3 310 000
% Immigrants	17%	22%	28%	25%

Source: *Tapinos et al 2002: 389, based on consensus figures from Ivorian authorities. (The category "the rest of the world" mainly includes French and Lebanese nationals. Other sources and set the number of Lebanese around 100 000. This possible discrepancy between official figures and actual numbers may also concern other nationalities)*

⁶⁰² Kouadio Brou & Yves Charbit, *La politique migratoire de la Côte d'Ivoire, revue européenne des migrations internationales*, Vol 10, N.3, CERPAA CERPOD ORSTROM-Migrations africaines, 1994, pp.33-59, p.43

⁶⁰³ Virginia, *West Africa's Council of Entente*, p.143-144

⁶⁰⁴ Kouadio Brou & Yves Charbit, *La politique migratoire de la Côte d'Ivoire, Revue européenne des migrations internationales*, Vol. 10, N.3, CERPAA CERPOD ORSTROM-Migrations africaines, pp.33-59, p.43

Le tableau ci dessus nous démontre que vivaient beaucoup d'immigrés en Côte d'Ivoire. La période de ces recensements s'écoule de 1965, 1975, 1988 à 1993. Ce taux d'immigrés croit constamment. De 17% en 1965, il atteint un niveau de 22% en 1975, il passa à 28% et décroît en 1993 en se hissant à 25%. En 1965, 700 000 immigrés sont enregistrés en Côte d'Ivoire, tandis que dix années plus tard, le chiffre s'éleva à 1 474 000. Il a apparemment doublé en 1975. Le nombre d'immigrants a doublé de 1965 à 1988 et a stagné de 1988 à 1993. Ce que nous constatons en pourcentage également, mais qui ne double pas. Une croissance est observée de 1965 à 1988 et chute en 1993. Alors, cette période de 1988 à 1993, que ce soit en nombre d'immigrants et en pourcentage le résultat reste évidemment pareil. Une explication doit justifier cette baisse.

Nous constatons que ce sont les décennies 80 et 90. Ces deux périodes correspondent à la crise économique et politique de part et d'autre. 1988 marqua l'époque troublée par le bras de fer entre le président Houphouët et les acheteurs de cacao et café. Elle représente la veille de l'année du multipartisme. Tandis que 1993, est l'année au cours de laquelle décéda le premier président du pays. Et cette décennie était la plus troublée. 1990 marquait l'année du multipartisme et l'insécurité politique. Pour ces immigrés, il est clair que les conditions ne sont plus les mêmes, d'où plusieurs d'entre eux décidèrent de rentrer chez eux. Ou encore, la Côte d'Ivoire, ne répondait plus à ses avantages du passé. Du coup, ceux qui auparavant rêvaient du pays jadis paisible optaient pour autre direction. Houphouët qui était un bon rassembleur n'est plus alors, le sort des étrangers ne sera certainement plus pareil. Et la tension entre Bédié et Ouattara, était une autre raison. Ceux-là avaient l'esprit de discernement, alors il mit un frein à leur migration. Raison qui pourrait expliquer la décroissance de migration en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, un autre tableau donnera un détail sur les migrations en fonction des citoyennetés en 1975 et 1988.

Étrangers vivant en Côte d'Ivoire au cours de périodes- 1975 and 1988

Pays	1975		1988	
	Nombres	%	Nombres	%
Burkina Faso	773 850	52,5	1 565 085	51,5
Mali	355 534	24,1	714 165	23,5
Guinée	98 758	6,7	224 886	7,4
Ghana	47 168	3,2	167 145	5,5
Benin	38 324	2,6	85 092	2,8
Nigéria	42 746	2,9	51 663	1,7
Liberia	4 422	0,3	6 078	0,2
Autres pays africains	82 544	5,6	191 457	6,3
Le reste du monde	16 214	1,1	33 429	1,1
Nombres total d'immigrés	1 474 000	100	3 939 000	100

Source: Tapinos et al 2002: 389, based on census figures from Ivorian authorities. (The category "the rest of the world" mainly includes French and Lebanese nationals. Other sources set the number of Lebanese around 100 000. This possible discrepancy between official figures and actual numbers may also concern other nationalities)

Le tableau ci-dessus démontre le nombre important de migrants résidant en Côte d'Ivoire en fonction de leur citoyenneté. Il est certain que le peuple ayant le plus de ressortissants est le peuple burkinabé, avec un pourcentage de 51,5. Ce taux de 52,5 % en 1975 a chuté à 51,5 en 1988. Cette baisse correspondrait certainement à la crise que traversait la Côte d'Ivoire de manière provisoire. Il était talonné par le Mali avec un pourcentage de 24,1 en 1975 qui également connût une légère chute en pourcentage comme le Burkina Faso, avec un de 23,5% en 1988. Sûrement les mêmes raisons expliqueraient cette baisse. Par contre la Guinée qui vient en troisième position connaissait une légère hausse de 6,7% en 1975 elle passa à 7,4%

en 1988. En somme, pour ces guinéens, la Côte d'Ivoire ne les intéressait certainement pas trop car, ils se seraient bien sentis dans leur pays. Autrement, leur premier président Sékou Touré ne leur permit point de se diriger vers la Côte d'Ivoire, puisque pour lui Houphouët-Boigny était un pion des Français qu'il combattait. Par ailleurs, parmi eux, ceux qui migraient vers la Côte d'Ivoire auraient sûrement été ceux qui s'opposaient à la politique de leur président. Du coup, ce taux augmente, une fois leur président mort. Ces derniers tiennent des kiosques alimentaires à tous les points rues des villes abidjanaises et de l'intérieur.

Les Guinéens sont suivis des Ghanéens, qui en 1975, représentaient une poignée, avec un taux de 3,2% et ce chiffre sera à la hausse avec un pourcentage de 5,5. Cette hausse pourrait être causée par la crise économique que traversait le pays, avec un nouveau président à la tête, du nom de John Jerry Rawlings. La politique de ce dernier ainsi que la crise économique qui sévissaient dans le pays poussèrent plus d'un à migrer vers la Côte d'Ivoire. Quand bien même qu'un problème de langue se pose, ces Ghanéens sont de la civilisation Akan, un peuple qui existe également en Côte d'Ivoire. Ce lien clanique pourrait aussi expliquer leur présence en Côte d'Ivoire. Les Béninois qui jadis étaient en masse en Côte d'Ivoire, sont partis du pays. Certains d'entre eux sont restés malgré le problème que ces derniers avaient connu au cours d'une période. De 2,6% en 1975, une nette augmentation est notée en 1988, avec un taux de 2,8%. Cette légère hausse, pourrait s'expliquer par le fait que le pays connaît des problèmes politiques sous l'ère Kérékou. Pour ces derniers à qui le terrain ivoirien était déjà connu, un retour ferait l'affaire. Les Libériens ne sont surtout pas nombreux en Côte d'Ivoire de 1975 à 1988, nous constatons que leur pourcentage est de 0,3 et 0,2 respectivement. Ce faible taux s'explique par la langue, puisqu'étant anglophone. Les taux de reste d'Africains et du reste du monde varient légèrement et stable respectivement. En somme, nous n'observons qu'une population étrangère de 1 474 000 en 1975 passa à 3 939 000 en 1988.

Il est donc convenable de dire que la Côte d'Ivoire représentait un foyer migratoire. Puisque cette population avait plus que doublée en 13 ans. Peu importe les différentes crises que traversaient le pays d'Houphouët, il attirait toujours du monde. Ce qui explique également que le territoire était jadis prospère et était un endroit renommé pour sa paix. Par contre, nous notons qu'en 1993 et en 1998, les ressortissants burkinabés passèrent de 1 750 990 à 2 238 548 respectivement. Tandis que les Malins, durant ces deux périodes, sont présents avec

une population de 712 500 à 792 258 individus.⁶⁰⁵ Pour faire la comparaison entre les deux plus grands groupes d'immigrants en Côte d'Ivoire, les pourcentages burkinabés furent de 52,9 en 1993 et de 56,0 en 1998. Tandis que ceux du Mali étaient hissés de 22,2% en 1993 et chutèrent à 19,8% en 1998. Il revient de dire quand bien même que les Burkinabés étaient traqués par le président Bédié, leur nombre s'accroissait. Ils avaient donc pour la Côte d'Ivoire une base arrière. Ou encore beaucoup d'entre eux étaient nés là.

Il était donc évident de dire de ces deux groupes de ressortissants qui ont en commun, la langue parlée le français que les Ivoiriens, ces derniers ont de véritables attaches historiques à la Côte d'Ivoire. Il est donc clair que ces derniers immigrèrent en territoire ivoirien, car ils se sentent à la maison, peu importe leur provenance. Par ailleurs, les chiffres commentés datent de plusieurs années en arrière mais sont appropriés à la période à laquelle les hostilités se déroulaient, c'est-à-dire 2000 et 2002. Puisque, nous avons dressé et commenté les chiffres des présences migrantes, il serait bien de noter l'aspect religieux. Et plus débattre le cas de l'article 35 de la constitution ivoirienne qui aurait été un problème pour plus d'un. Il fut l'article qui depuis 1995, à 2000 posait un véritable problème. Il serait à la base des manifestations pour la plupart de militants du RDR et pour certaines fois des religieux musulmans puisqu'étant considéré de discriminatoire et xénophobe. Il est donc le point culminant, sinon le motif de la crise pour la plupart de ceux qui aurait pris les armes contre la nation ivoirienne.

L'article 35 de la Constitution ivoirienne, dans son originalité stipulait qu'un candidat à la présidentielle devrait être Ivoirien, né de père ou de mère ivoirien, c'est-à-dire, l'un des ses parents devrait être né Ivoirien. L'amendement de juillet 2000, donna un autre sens à l'article 35. Ce nouvel article 35 de la Constitution ivoirienne, dans son contexte ne stipulait que tout candidat à la présidentielle, doit être Ivoirien et né de père et de mère, c'est-à-dire, de parents également tous les deux nés Ivoiriens.

L'article de coordination « ou » disparaît et laisse place à un « et » après l'amendement de l'article 35.⁶⁰⁶ Le mécontentement des uns et des autres ne changeant en rien la décision prise par le général. Le peuple ivoirien a qui était soumis un référendum, opta pour la modification de cet article, le 23 juillet 2000.⁶⁰⁷ Ils votaient à 86% pour l'amendement de l'article 35.⁶⁰⁸

⁶⁰⁵ RGPH 88 et 98, EIMU 93

⁶⁰⁶ Le Monde, « *Changement in extremis du projet de Constitution en Côte d'Ivoire* », le 20 juillet 2000, p.4, par AFP

⁶⁰⁷ Le Monde, le 24 juillet 2000, p.5, par Frederic Fritscher

Finalement, cet article subit une modification, peu importe si plusieurs étaient contre sa transformation. Du coup, il est possible de croire que, cette modification de l'article 35 de la Constitution ivoirienne était dressée contre le leader du RDR. Puisque ce dernier avait bénéficié d'une bourse américaine pour étudier aux USA et travailla en tant que gouverneur de la BCEAO, au compte de la Haute Volta, actuel Burkina Faso.⁶⁰⁹ Au cas où, cet article 35 fut modifié, pour tenir tête à Ouattara, sa candidature présidentielle sera donc nulle et non avenue. Cet article 35, dénommé l'Ivoirité devrait certainement renfermer des idéologies xénophobe.⁶¹⁰ Sur cette base de xénophobie, s'était également prononcé M. Josselin, en disant de l'amendement de l'article 35, de pouvoir créer une tension entre les différentes communautés musulmanes et chrétiennes du pays.

M. Josselin ne se limita à ce point. Il mentionna également, en disant:

« La démocratie et l'uniforme ne peuvent pas être combinés ou contrastés. Cela semblerait être une mauvaise combinaison. La meilleure et la candidature juste serait celle des politiciens. La communauté internationale sera présente si et seulement si le scrutin est juste et transparent. Je pense bien que le nouveau code électoral permette à tout étranger vivant sur le territoire ivoirien (...). Je mets en garde que la France, est le pays qui présidera la tête de l'Union Européenne, et j'aimerais beaucoup plus attendre de la Côte d'Ivoire »⁶¹¹

Évidemment, les critiques portées par les militants du RDR, seront soutenues par le Conseil National Islamique (CNI). Le CNI, représente l'organe le plus puissant de la communauté musulmane, qui qualifiait le nouvel article 35 de ségrégationniste.⁶¹² Le CNI avait donc demandé aux musulmans à prendre position contre cet article. Puisque cet article représentait une injustice et exclusion pour le peuple musulman, spécialement de ceux du nord du pays.⁶¹³ Le message du CNI semblait véritablement être passé, puisque plusieurs parmi eux déferlaient dans les rues d'Abidjan ainsi que celles des régions de l'intérieur, une fois le coup de sifflet donné pour les manifestations. Ce fut une opportunité pour ceux qui se sentirent discriminés. Ils en profitaient pour dire et faire ressortir leur ras-le-bol. Et cela fut observé

⁶⁰⁸ Le Monde, « *Les Ivoiriens, choqués par les propos de M Josselin, s'ingurent contre l'ingérence de la France* », le 29 juillet 2000, par Fabienne Pompey

⁶⁰⁹ Le Monde, « *La Côte d'Ivoire se dote d'une nouvelle Constitution, premier pas de la junte militaire vers le retour à la démocratie* »

⁶¹⁰ Le Monde, « *Les Ivoiriens sont consultés par référendum sur un projet de nouvelle Constitution* », le 24 juillet 2000, par Fabienne Pompey

⁶¹¹ Le Monde, 24 juillet 2000, par Frederic Fritscher

⁶¹² Ibid

⁶¹³ Ibid

dans la commune de Yopougon, plus précisément à Port-Bouët II, une banlieue d'Abidjan. Dans ce lieu, la plupart des musulmans avaient répondu à l'appel. Leur geste avait été validé par la violence dont ils avaient fait usage afin de tuer un agent de sécurité, plus précisément dans leur quartier général (QG) de port-Bouët II.⁶¹⁴ Ils réagissaient toujours avec violence pour selon eux résoudre le problème de xénophobie qu'instituait l'article 35 en Côte d'Ivoire. Pour avoir un point sur le pourcentage des religions de Côte d'Ivoire, nous allons dresser différents tableaux dans les lignes suivantes. Les chiffres et dates seront approximativement proches de la période de violences créés par ces derniers, c'est-à-dire, l'année 1998 qui se rapproche de l'an 2000. Puisque, ces dates restent un peu proche des élections d'octobre 2000.

La représentation des groupes religieux autochtones et populations immigrantes

	Ivoiriens	Étrangers
Musulmans	27%	70%
Catholiques	34%	20%
Non croyants	15%	2%

Source: *INS, RPG 1998*(xxi.ac-reims.fr/fig-st-die.education-fr/actes/actes_2002/colinsteck/article.htm)

Le tableau ci-dessus, prouve que les musulmans, au plan national, ne font pas un véritable poids. Avec un pourcentage de 27 en face d'un groupe catholique qui représente 34% de la population religieuse, les musulmans ne sont pas majoritaires. Par contre, le nombre influent d'étrangers, donnera un poids à la communauté musulmane vivant en Côte d'Ivoire. Les 70% d'immigrés vivants en Côte d'Ivoire sont des musulmans qui sont surtout venus du nord du

⁶¹⁴ www.hrw.org/fr/reports/2011/01/20le-nouveau-racisme

pays et des zones frontalières.⁶¹⁵ Du coup, les musulmans devancent les catholiques, représentant un poids de chrétien ivoirien. Le pourcentage des catholiques ajouté à celui des immigrés, qui représente 20%, ne pèsera plus en face de celui des musulmans. Un autre recensement du RGPH établi en 1998, nous démontrait également que l'ensemble des religions était dominé par l'islam (musulman). Les musulmans au final, était en tête avec 38,6% en face des chrétiens qui totalisait 30,3%.⁶¹⁶ En conclusion, les musulmans dominèrent la scène religieuse ivoirienne. Évidemment, les mécontentements des musulmans auraient donc eu un poids sinon de la valeur par rapport à l'amendement de l'article 35 de la Constitution ivoirienne.

La conclusion que ces derniers tiraient de la participation au référendum était considéré faible, selon eux.⁶¹⁷ En dépit du mécontentement des partisans du RDR et celui du président Chirac, certains Ivoiriens manifestaient contre l'ingérence de la France, dans l'affaire intérieure de la Côte d'Ivoire. Ces derniers se positionnèrent devant l'embrassade de la France à Abidjan.⁶¹⁸ Les paroles de M. Josselin qui ont suscité la colère de la junte militaire, devinrent une charge contre Ouattara, à qui il fut infligé une interdiction de sortir du territoire ivoirien.⁶¹⁹ La junte militaire pour exprimer sa désapprobation contre la France avait lancé ce message:

Le gouvernement Chirac ne pouvait en aucun permettre à un membre de ses ministres d'insulter la nation ivoirienne de telle sorte. Et nous sommes bel et bien convaincus que la plupart des dirigeants africains avec qui M. Josselin coopère sont des hommes en uniforme. La Côte d'Ivoire est donc libre de choisir la personne capable qui lui convienne pour être le président du pays... nous n'avons besoin en aucun cas de recevoir de leçon de qui que ce soit. À la suite de ces interventions et diverses manifestations, la France essaya d'user de sa diplomatie pour laquelle elle est reconnue dans le monde entier afin de créer un climat convivial entre les deux entités.⁶²⁰ Par ailleurs, elle s'abstiendra de superviser les élections d'octobre 2000, en Côte d'Ivoire.⁶²¹ Il fut de même pour le Bureau d'organisation des élections, qui à son tour récusait sa présence au scrutin d'octobre 2000 avec plusieurs autres

⁶¹⁵ Christian Bouquet, *Géopolitique de la Côte d'Ivoire*, Armand Colin, Paris, 2005, p.164-176

⁶¹⁶ Ibid, p.166

⁶¹⁷ Le Monde, « *La Côte d'Ivoire se dote d'une nouvelle Constitution* », le 26 juillet 2000, p.4, par Fabienne Pompey

⁶¹⁸ Le Monde, « *Les Ivoiriens choqués par les propos de M. Josselin s'ingèrent contre l'ingérence de la France* », le 29 juillet 2000, p.5, par Fabienne Pompey

⁶¹⁹ Le Monde, « *La Côte d'Ivoire se dote d'une nouvelle Constitution* », le 26 juillet 2000, p.4, par Fabienne Pompey

⁶²⁰ Le Monde, « *Paris cherche à calmer le jeu avec la Côte d'Ivoire* », le 30 & 31 juillet 2000, p.2, par Claire Trean

⁶²¹ Le Monde, « *Pas d'observateur pour l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire* », le 19 octobre 2000, p.6, à Abidjan par le bureau des Nations unies

pays et organisations gouvernementales.⁶²² Cette position fut prise par ces OG et ONG, après le rejet des 14 candidatures sur le total des 19 par la Cour Suprême ivoirienne. En somme, il était clair de noter que ce fut un problème acquis sur la base de modification de l'article 35. Mais cette junte militaire ne fléchira pas sur le cas de l'Ivoirité en plus, elle confisqua les résultats du scrutin. Elle se permit de proclamer le général vainqueur de cette élection quand bien même qu'il ne faisait pas le poids du scrutin. Il n'avait pas battu de campagne, tandis que son opposant le plus ancien de la Côte d'Ivoire, lui avait pris le pli de parcourir toute le pays de long en large.

Les jours qui ont suivi, mettaient fin au règne du CNSP. Quand bien même des civils ont été tués au cours des manifestations populaires, ces manifestants ont décidément porté Gbagbo au pouvoir. Le 26 octobre 2000, Gbagbo est proclamé président de la Côte d'Ivoire.⁶²³ Une fois la victoire de Gbagbo consommée et proclamée, les partisans de Ouattara, c'est-à-dire, ceux du RDR, à leur tour prenaient les rues pour exiger la reprise de nouvelles élections avec la participation de tous les leader politiques sans distinction. Ce qui signifierait la participation de Ouattara au scrutin. À la suite, des évènements postélectorales d'octobre 2000 que connût le pays, un charnier fut découvert dans la forêt du Banco.⁶²⁴ Ce charnier était sans doute, composé de corps inanimés qu'avait causé le refus du général et des coups de fusils qu'ils avait fait ouvrir sur les civils au lendemain du dépouillement de scrutin. Au total, 57 corps inanimés sont découverts dans la forêt du Banco.⁶²⁵ Plus tard, le secrétaire général des Nations Unies, Koffi Annan fut inquiet de la situation. Par ailleurs, les militants du RDR, rejetaient le nombre de morts découverts dans le Banco. Pour eux, le nombre était supérieur à celui de 57 qu'annonçait les médias. Selon eux, les civils tués étaient au nombre de 155 et cela était un nettoyage ethnique.

Raison qui les motivait à faire intervenir une commission internationale d'enquête, dans l'optique de savoir le nombre exact d'individus assassinés.⁶²⁶ Par contre, Washington se disait disposé à traiter avec Gbagbo, mais à une condition. La condition était que le président Gbagbo acceptait la reprise du scrutin. En ce moment, ce nouveau scrutin serait considéré

⁶²² Ibid

⁶²³ Le Monde, « *En Côte d'Ivoire, la rue a chassé le général putschiste Robert Guei* », le 27 octobre 2000, p.2, par Fabienne Pompey

⁶²⁴ Dagens Nyheter, "Sex döda efter påstått valfusk", onsdagen den 25 oktober 2000, p.11

⁶²⁵ Le Monde, « *Les violences ethniques continuent en Côte d'Ivoire malgré les appels au calme* », le dimanche 29 & lundi 30 octobre 2000, p.5, par Fabienne Pompey

⁶²⁶ Le Monde, « *Dans la zone industrielle de Yopougon, des corps nus jetés en tas...* », dimanche 29 & lundi 30 octobre 2000, p.5, par Brigitte Breuillac

juste et transparent, tel que le recommandait Richard Boucher, le porte-parole d'État américain.⁶²⁷ Puisque ce qui fut demandé au nouveau président du pays ne fut pas obtenu, un lavement de cerveau s'en suivit. Et pour la plupart ce fut les populations du nord du pays qui furent accostés sur ce plan. Ils ont par la suite été manipulés. Il leur fut raconté que ce qui venait de se passer en Côte d'Ivoire, n'était que le juste début de ce qui les attendait dans les jours à venir sous le nouveau gouvernement de Gbagbo.

En quelque sorte, l'amendement de l'article 35 renfermait un point négatif en vue de tout ce que traversait le pays avant et après le scrutin de 2000. L'atmosphère était tendue pour ceux qui n'avaient pas compris les règles du jeu politique. Ils s'empressaient de faire de la crise postélectorale de 2000, un conflit qui devrait ressembler à un conflit ethnique ou religieux. Une opposition imaginaire ou illusoire entre chrétien et musulman fut dressée contre les frères du même pays. Puisque certains se sentaient aliénés, pour la plupart de ces derniers le moment était venue où ils devraient agir ou à jamais. Ils se sont subitement convertis en guerriers. Il était évident que la situation soit ainsi. Puisque depuis l'ère Bédié, à l'époque du général, de celui de Gbagbo, ils se sont sentis ridiculisés et minimisés. Si ces deux qui précédaient Gbagbo avaient eu à appliquer cet article qui suscitait tant de problème, quelle était la contribution de Gbagbo. Qu'avait fait Gbagbo pour mettre fin à ce calvaire? Avait-il pris une décision dans l'optique de rendre l'article 35 plus juste, puisqu'il causait des mécontentements? Il se serait dit de ne pas être l'auteur du problème que causait cet article qu'il avait trouvé en place, puisqu'émis pour la toute première fois par Bédié.

Par ailleurs, Gbagbo était devenu le président de la Côte d'Ivoire, le 26 octobre 2000, après avoir obtenu un suffrage de 59,4% en face du général déchu.⁶²⁸ Les élections de 2000 selon certains n'étaient ni justes ni transparentes.⁶²⁹ Plusieurs tenaient Gbagbo de la situation que traversait le pays, puisque n'ayant rien fait pour améliorer la situation en Côte d'Ivoire.

Ces derniers faisaient allusion à l'article 35 de la Constitution ivoirienne. Ils insistaient le plus sur cet article. Pour eux, cet article les écartait de la scène politique et bafouillait leur droit, en tant que population du nord et musulman. Suite, à son serment prêté, Gbagbo commença à travailler d'arrache pied avec sa nouvelle équipe afin de relocaliser l'économie du pays. Ceux qui étaient victimes de l'Ivoirité souhaitaient un nouvel amendement de cet article afin de se

⁶²⁷ AFP-Washington, « Washington prêt à travailler avec Gbagbo, veut de nouvelles élections », le 30 octobre 2000, à 21h50

⁶²⁸ www.monsieur-biographie.com/celebrite/biographie/laurent_gbagbo-7838.php

⁶²⁹ Jarret & Mahieu, Côte d'Ivoire de la destabilisation à la refondation, p.116-120

calmer. Peu d'efforts fut fournis au plan économique. Par contre le peuple ivoirien dont les conditions de vie étaient déjà difficiles à travers les gouvernements précédents s'en prirent à celui de Gbagbo. Ils tenaient Gbagbo pour responsable de leur calvaire. Pour ce fait, ils manifestaient régulièrement dans les rues d'Abidjan et celles de l'intérieur. Peu importe le nombre de mois qu'avait passé le nouveau président, qu'était Gbagbo, à la tête du pays. Pour eux Gbagbo devrait rendre le tablier. Autrement, Gbagbo et son gouvernement essayaient de toujours travailler afin d'aboutir à une économie fleurissante. Les intensions, cependant, furent diamétralement opposées.

D'un part, un progrès économique était constaté. Un programme de réconciliation fut organisé. Ce processus de réconciliation permit à tous ceux qui avaient quitté le pays de faire leur retour imminent. Guei, Bédié, Ouattara et Gbagbo, étaient tous présents à ce rassemblement, aussi bien les classes sociales et religieuses ont été représentées. D'autre part, les efforts fournis par Gbagbo, ont été vains puisqu'une attaque a été perpétrée contre la nation ivoirienne le 19 septembre 2002. Ce conflit fut perçu par Gbagbo et son gouvernement, comme une atteinte à la nation ivoirienne. Il avait, donc lors de son retour d'Italie, lancé des mots de menace aux rebelles.⁶³⁰ Par ailleurs, le secrétaire général du Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), au nom de Guillaume Soro (actuel président de l'Assemblée nationale) déclara qu'ils ont usé de violence pour faire valoriser leur droit. Cette violence serait à mesure d'équilibrer la démocratie, la justice et l'égalité.⁶³¹ Pour lui c'était la manière par laquelle les populations du nord dites aliénées devraient être honorées à nouveau. Il mentionna également l'exclusion de Ouattara au scrutin de 2000. Ce fut une raison pour laquelle ces derniers avaient attaqué le pays le 19 septembre 2002. En somme, cette attaque devrait faire resurgir l'identité des peuples du nord, selon Soro.

Le corps du ministre Boga Doudou est découvert inanimé, suite aux attaques nocturnes du 18 au 19 septembre 2010.⁶³² Il fut par ailleurs constaté que le général Guei, à qui on a attribué la complicité des attaques, fut assassiné. Une image de corps est présentée le jeudi, au journal de 20h, dans une broussaille de la ville d'Abidjan.⁶³³ Les statistiques officielles annonçaient,

⁶³⁰ Le Monde, « Côte d'Ivoire: près de 300 morts à Abidjan et des soupçons de règlements de compte », le 22 septembre 2002, p.6, par Stephen Smith & Jean-Pierre Tuquoi

⁶³¹ Koulibaly, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, p.58

⁶³² Le Monde, « Une tentative de putsch souligne la fragilité de la Côte d'Ivoire », le samedi 21 septembre 2002, p.2, par Théophile Kouamouo

⁶³³ Le Monde, « Purge dans la junte ivoirienne contre les partisans d'Alassane Ouattara », le 22 septembre 2002, p.5, par Fabienne Pompey

un bilan de 270 morts et 300 blessés.⁶³⁴ En dehors de ce bilan, UNHCR avait constaté que des sans domiciles ont été faits, puisque ces derniers habitaient des baraques que d'aucuns considéraient le nid des assaillants. D'où pour plus de visibilité, il fallait déloger ces individus qui désormais devraient dormir à la belle étoile. Ces baraques détruites abritaient plus 20 000 individus.⁶³⁵ Il était aussi mentionné que le ministre de sport a été pris en otage par les rebelles de Bouaké.⁶³⁶

En général, la stabilité économique et politique de la Côte d'Ivoire venait de prendre un coup marqué, par les attaques nocturnes du 18 au 19 septembre 2002.⁶³⁷ Le pays fut transformé en un véritable chaos. L'instabilité des prix de denrées qui constituent la base de l'économie nationale, vacillaient au marché mondial au cours de la décennie quatre vingt.⁶³⁸ La décennie suivante, en 1990, à peine le pays se reconstruisait timidement de cette conjoncture, les politiciens de ce territoire optèrent pour le multipartisme.⁶³⁹ À une crise économique s'ajoutait une pression politique, qui à tout moment faisait sortir des individus dans les différentes villes d'Abidjan comme celles de l'intérieur. Le joyau de l'Afrique de l'ouest, qui jadis fut appelé petit Paris du continent, sombrait dans une impasse politique qui ne savait dire de son nom. À la mort du premier président du pays, Félix Houphouët-Boigny, une autre phase d'instabilité plana sur le pays.⁶⁴⁰ Une opposition Bédié-Ouattara qui fut de courte durée, se solda à la démission de Ouattara comme premier ministre pays qui regagna les institutions financières internationales.⁶⁴¹ Bédié avec une politique de gouvernance peu adéquate, entraîna les Ivoiriens dans une situation peu crédible. Les conditions de vie de ces derniers sont plus ou moins garanties. Le taux de pauvreté prend une autre tournure. Le droit de l'homme foulé au pied. Les abus policiers constants. Les manifestations estudiantines sont régulières et les cités universitaires qui seraient considérés lieu de départ de manifestations, sont fermées. Une fois leur ras-le-bol atteint le niveau culminant, Bédié et son gouvernement sont renversés en 1999.

La Côte d'Ivoire sera dirigé par le général Guei, qui lui à son tour essuiera un coup manqué contre lui dans la nuit du 4 au 5 juillet 2000. Suite à ces attaques l'article 35 de la Constitution

⁶³⁴ Ibid

⁶³⁵ www.un.org/Depts/dpko/missions/munici/background.html

⁶³⁶ Dagens Nyheter, "Rebeller håller minister gisslan", lördag den 21 september 2002, p.13, från TT-APF

⁶³⁷ Gomé Gnohité Hilaire, *Le rempart: Attaque terroriste contre la Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Abidjan, 2004, p.51

⁶³⁸ Francois Ruf, Götz Schroth, *Cultures pérennes tropicales: Enjeux économiques et écologiques de la diversification*, Éditions Quae, 2013, p.15-16

⁶³⁹ Kouï (2006: 7)

⁶⁴⁰ Samy Passalet Frédéric, *Côte d'Ivoire: La certification des élections par l'ONU consacre la vérité*, Éditions Publibook, Paris, 2013, p. 65

⁶⁴¹ Ibid

ivoirienne subit une modification sous un référendum voté à 86%, le 24 juillet 2000.⁶⁴² Ce fameux article considéré de renfermer des idéologies xénophobes contre les habitants du nord, des musulmans et de Ouattara, sera la base sur laquelle un groupe de personnes s'appuieront pour attaquer la nation ivoirienne dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Le pays est divisé en deux parties, un nord dit musulman contre un sud certainement chrétien.

Par ailleurs, il restait de savoir si ces attaques comme le disait certains, étaient un affrontement néocolonial et de ressources naturelles.

1.3 Un affrontement néocolonial et de ressources naturelles

La Côte d'Ivoire a été dans le collimateur en plein dans le conflit tel que celui des voisins du Libéria et la Sierra Léone. Elle venait de laisser derrière elle sa stabilité économique et politique. Le chaos gagna la terre paisible et pacifique, son identité fut ternie à jamais. En somme, les effets indirects de la guerre ont finalement été ressentis en sol ivoirien.⁶⁴³ Pour Francis M. Deng, certains conflits ont lieu par rapport à l'effet indirect des guerres.⁶⁴⁴ Par contre, pour certains Ivoiriens cette crise qui secouait leur pays, était une guerre néocoloniale et de ressources naturelles. Pour Mamadou Koulibaly, ce conflit était d'une autre dimension. Pour lui, cette crise était néocoloniale.⁶⁴⁵ Selon lui la crise qui se vivait dans son pays, la Côte d'Ivoire, était du dimension néocoloniale, puisqu'elle renfermait les caractéristiques d'une continuation du colonialisme. Pour ce faire, il concluait en disant que la France était celle qui avait effectué ces attaques nocturnes du 18 au 19 septembre 2002, en Côte d'Ivoire.⁶⁴⁶ Koulibaly, reprend les paroles de Richard Joseph, en insistant sur le fait que la présence d'une base militaire français dans son pays était le signe de confirmation de la présence d'une puissance néocoloniale.⁶⁴⁷ Koulibaly tirait l'attention de la France, l'amie indéniable de la Côte d'Ivoire, du fait que son pays est un État et qu'il avait un président ainsi qu'il était régi de lois et de règles. Il soulignait le fait que la France mettait la pression en voulant exercer sa suprématie sur un État souverain qu'est la Côte d'Ivoire, en une période post coloniale. Il dénonce le fait que certaines forces militaires puissent exercer d'anciennes méthodes qui sont

⁶⁴² Hofnung (2011:98)

⁶⁴³ Francis M. Deng, Sadikiel Kimaro, Terrence Lyons, Donald Rothchild & William I. Zartman, *Sovereignty as Responsibility, conflict management in Africa*, Éditions Brookings Institution, Washington D.C, 1996, p.146-147

⁶⁴⁴ Ibid

⁶⁴⁵ Koulibaly, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, p.5-6

⁶⁴⁶ Ibid, p.149

⁶⁴⁷ Joseph Richard, *Review of Africa Political Economy*, N.6 (May-Aug., 1976), p.4

sincèrement révolues.⁶⁴⁸ Il constate que ces méthodes de manipulations, à caractères néocoloniales, existent au cours de ce millénaire.⁶⁴⁹ Koulibaly, en rapport aux attaques de septembre 2002, persiste et insiste que la France souhaiterait diriger son pays, quand bien que la Côte d'Ivoire soit un État indépendant et souverain avec un président à sa tête.⁶⁵⁰ Il confirme aussi que son pays est régit d'une constitution et que nul ne devrait se permettre d'outrepasser. Selon lui, la table ronde de Linas-Marcoussis, était un autre coup d'État. Puisque l'ancienne puissance colonisatrice voulait réaliser ce qu'elle n'a pas pu en septembre 2002. Elle voulait profiter de cette table ronde pour démunir le président Gbagbo de ses pouvoirs afin de la redistribuer à ceux qui avaient attaqué la Côte d'Ivoire.⁶⁵¹ Il attribue les attaques de septembre 2002 à la France. Il dit d'elle d'être impliquée dans les hostilités qui éclatèrent dans son pays. Il était sûr et certain et même convaincu que la France avait livré des armes et du logiciel de communication aux rebelles pour accomplir leur forfait sur le peuple ivoirien.⁶⁵²

Koulibaly trouva que ces attaques n'étaient simplement pas une atteinte de coup d'État mais encore une agression de l'État de Côte d'Ivoire, en fonction des armes qui furent utilisées et de l'heure à laquelle ces derniers opéraient.⁶⁵³ Tous ces détails d'armement pour lui consistaient la base de l'implication de la France dans ces attaques meurtrières. Il insiste et persiste, à l'accusation qu'il dirige contre la France. Il trouve à dire que la France agissait de cette manière, puisque Gbagbo et son nouveau gouvernement ne voulait rien avoir avec l'ancienne puissance colonisatrice. Le pays sous Gbagbo voulait une indépendance économique et politique. Et cela fut la raison pour laquelle son pays fut attaqué par des individus armés par l'amie indéniable de la Côte d'Ivoire. L'acte que Gbagbo ainsi que son gouvernement avait mis en place, était une politique de porte ouverte au monde entier. Cette méthode est celle qui aurait permis une croissance économique ainsi qu'un développement du pays sans toutefois être assujéti.⁶⁵⁴ Koulibaly parlait également de la loi de légitime défense, tout en se référant à l'article 122-6 du code pénal français.⁶⁵⁵

⁶⁴⁸ John Baylis & Steve Smith, *The globalization of world politics*, Éditions Oxford University Press, New York, 2005, p.282

⁶⁴⁹ Ibid

⁶⁵⁰ Ibid, p.53-55

⁶⁵¹ Ibid, p.7

⁶⁵² Ibid, p.13

⁶⁵³ Ibid, p.12-13

⁶⁵⁴ Samir, *Neo-colonialism in West Africa*, p.50

⁶⁵⁵ Art. 122-6 CP: Est présumé avoir agi en état de légitime défense celui qui accomplit l'acte:

-pour repousser, de nuit, l'entrée par effraction, violence ou ruse dans un lieu habité (maison habitée)

Par la suite, Koulibaly accusait, la France de ne pas avoir agi, puisqu'il existe un accord de défense militaire entre les deux entités qui était toujours valable, au moment de l'attaque nocturne.⁶⁵⁶ En quoi consistait cet accord? Cet accord de défense militaire qui liait les deux pays rentrait en vigueur une fois la Côte d'Ivoire attaquée de l'intérieur comme de l'extérieur, elle devrait profiter de l'aide militaire de la France. Cet accord fut signé entre la France et la Côte d'Ivoire le 24 avril 1961.⁶⁵⁷ L'accord fut ratifié en présence du premier président de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny et Michel Débré. Donc la partition de la France était d'aider militairement la Côte d'Ivoire en cas d'attaque que ce soit de l'intérieur ou de l'extérieur du pays.⁶⁵⁸ Tandis que la Côte d'Ivoire devrait affréter ses matières premières vers la métropole. Elle devrait également fournir des hommes vaillants en temps de guerre au cas où la France en aurait besoin. Par la suite, plusieurs accords de coopération ont été signés, et ratifié en fonction de l'Article 61-218 du 5 août 1961.⁶⁵⁹

Il intervient pour appuyer sa thèse de légitime défense et se sert également du code pénal canadien faisant allusion à l'Article 328. Ce code stipulait qu'il n'y a ni crime ni délinquance ou criminalité, que l'homicide et que les blessures ainsi que le coup furent nécessairement planifiés en cas de légitime défense. Par ailleurs, l'Article 329 fut considéré comme une légitime défense qui correspondait bien aux précédents qui furent énumérés. Koulibaly poussa continuellement son raisonnement. Il arrivait à dire du président Chirac être impliqué dans la crise ivoirienne. Par la suite, il criait son ras-le-bol, tout en insistant sur le fait que des milliers de civils ivoiriens ont été froidement tués en présence des forces françaises et encore avec leur contribution.

Autrement, le premier ministre Pascal Affi N'Guessan venait en soutien en affirmant certains faits et par la suite ce que confirmait Koulibaly. Le premier ministre du gouvernement Gbagbo, corroborait le fait qu'un acte néocolonial existait aux heures des attaques nocturnes du 19 septembre 2002. Lui également soutenait le fait que la France était impliquée dans le conflit ivoirien, puisque l'ancienne force coloniale voulait contrôler le marché des matières premières, cacao et café, de la Côte d'Ivoire.⁶⁶⁰ À cette période l'exportation du cacao ivoirien

-pour se défendre contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence (dans un entrepôt de marchandises par ex)

⁶⁵⁶ Virginia, *West Africa's Council of Entente*, p.48

⁶⁵⁷ Le Figaro, « *Signature des Accords France-Entente* », le 25 avril 1961, p.1

⁶⁵⁸ *Fraternité Matin*, du 21 décembre 2004, p.1-4, par Franck Armand Zagbayou

⁶⁵⁹ *Ibid*

⁶⁶⁰ *Ibid*, p.16

représentait 40% de la production mondiale.⁶⁶¹ La Côte d'Ivoire était le premier pays producteur mondial de cacao et occupait également durant longtemps la 3^e place de production de café et plus garda le 7^e rang.⁶⁶² La production de cacao était de 780 500 tonnes en 1990 et passa à un million de tonnes en 1999, ensuite à 1 335 000 de tonnes de 2003 à 2004. Ce qui permet à la Côte d'Ivoire de toujours garder sa première place de pays producteur de cacao, au monde.⁶⁶³ Entre 2002-2003, un million deux cent douze mille tonnes ont été produites. De 2003 à 2004, la production fut d'un million quatre cent sept mille tonnes. La production du cacao ivoirien atteignait régulièrement un million de tonnes au cours de la décennie. Mais avec le temps cette production qui était toujours à la barre de million va connaître une baisse. Elle passera à 947 858 tonnes de 2002 à 2003 et va augmenter à un million soixante mille tonnes de 2003 à 2004. Cependant, le kilogramme du cacao qui était de 605 FCFA (0,93 euros) en 2001-2002 augmenta légèrement à 688 FCFA (1,06 euros) le kilogramme, de 2002-2003. Il tombera par la suite à 207 FCFA (0,32 euro) entre 2003-2004, le kilogramme. De 2004 à 2005, le kilogramme sera acheté à 500 FCFA (0,77 euro).⁶⁶⁴ Cette baisse remarquable est causée par la haute spéculation des experts. Par la même occasion, les plantations de cacao avaient connu une expansion. La loi de l'offre et la demande rentrera automatiquement en ligne de compte. Ces plantations qui grandirent en aire, s'étendaient sur une superficie d'un million six cent mille hectares en 1995 et atteint un million huit cents trois mille hectares en 2001. Et cela correspondait à la dernière période avant les attaques de septembre 2002.

Pour soutenir la thèse du premier ministre, Mamadou Koulibaly fit une liste de ce qui aurait poussée la France d'être impliquée dans la crise ivoirienne. Il insiste toujours sur la notion du néocolonialisme qu'il attribuait à la France. Il montrait du doigt les intérêts de la France tout en faisant allusion à France Telecom en fonction des intérêts liés à la communication. Bouygues au niveau de l'eau et de l'électricité. Il mentionnait ce problème, en faisant allusion au renouvellement des contrats de Bouygues. Et il était fort probable que les données changent, puisque les contrats reviendraient à celui qui offrirait le plus. La question fut également évoquée sur construction du 3^e pont d'Abidjan qui demeurerait un autre problème. Ce marché en principe devrait revenir à la Chine, dont la main d'œuvre coûtait moins que celle de la France. Il faisait le rapprochement de l'implication de la France dans l'attaque par rapport à

⁶⁶¹ Ministère de l'Économie et des Finances, *La Côte d'Ivoire en chiffre*, Éditions Dialogue Production, Abidjan, 2007, p.27

⁶⁶² *Ibid*, p.72

⁶⁶³ *Ibid*, p.73

⁶⁶⁴ OCDE, *Perspectives économiques en Afrique*, Éditions OCDE, 2004/2005, p.216

la rénovation du chemin de fer qui lui était difficile à obtenir. Là également demeurait la question de la meilleure offre. Le projet ne devrait automatiquement revenir à la France puisque celui qui offrait le plus empochait le contract. Sur ces faits énumérés, plusieurs Ivoiriens auraient partagés les affirmations de Koulibaly. En quelque sorte, ils auraient partagé le point de vue de Mamadou Koulibaly. Il dressa toute une liste interminable dans l'optique d'incriminer la France dans les attaques du 19 septembre 2002. Il évoquait aussi le point du « Hyjazi ». L' Hyjazi concerne les fraudes de comptabilités techniques et financières.⁶⁶⁵ Il évoqua le cas du Franc FCA.⁶⁶⁶ En ce qui est du franc CFA, la méthode a été mise en place par le colon afin d'exploiter ses anciennes colonies, quand bien même qu'elles sont dites indépendantes.⁶⁶⁷ Le FCFA avait été instauré par les administrateurs coloniaux pour l'exploitation économique des colonisés, parmi lesquels figure la Côte d'Ivoire.⁶⁶⁸ Il mentionna en plus le cas du producteur de chocolat en Côte d'Ivoire, la firme de Barry Callebaut.⁶⁶⁹ Il insistait sur la transformation des fèves en chocolat.

Il soulève les cas Ouattara et Compaoré, ainsi que celui De Villepin, l'ancien ministre des affaires étrangères françaises, sans toutefois omettre l'acte du président Chirac en tant que tel.⁶⁷⁰ Dans le même sens, Virginia Thompson, dans son livre intitulé *West Africa's Council of Entente*, il soulignait le néocolonialisme en Côte d'Ivoire tout en parlant de l'administration ivoirienne, qui étant indépendante jouissait toujours de la présence de colon. Il faisait ressortir le fait que la Côte d'Ivoire après obtention de son indépendance dépendait toujours du parrainage de la France.⁶⁷¹ En somme, il voulait dire de la Côte d'Ivoire, ne toujours pas jouir de son autonomie. Il parlait en ce sens de Raphaël Saller qui était le ministre de l'économie du pays.⁶⁷² Et ce cas avait poussé plus d'un à manifester une haine anticoloniale. Sur cette base, est advenue la notion d'ivoirisation des cadres. Ce système correspondait à la période post indépendance, à faire travailler les nouveaux cadres ivoiriens à occuper les postes administratifs et devraient dans ce cas remplacer les Européens qui occupaient l'administration ivoirienne. Finalement, les bureaux des administrations furent occupés par

⁶⁶⁵ Audit, *La fraude comptable et financière aujourd'hui*, RF Comptable N.416/11, Mai 2014, p.1-4

⁶⁶⁶ Sylvie Brunel, *L'Afrique: Un continent en reserve de développement*, Éditions Bréal, Rosny, 2004, p.214

⁶⁶⁷ Ibid

⁶⁶⁸ Joseph Richard, *Review of Africa Political Economy*, N.6 (May-Aug,1976), p.4

⁶⁶⁹ Marc Totté, Tarik Dahou & René Billaz, *La décentralisation en Afrique de l'Ouest: Entre politique et développement*, Éditions Karthala, Paris, 2003, p. 324

⁶⁷⁰ Koulibaly, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, p.5

⁶⁷¹ Virginia, *West Africa's Council of Entente*, p.42-44

⁶⁷² Ibid, p.149

rien que des intellectuels ivoiriens. Par ailleurs, il fut dit des attaques de septembre 2002 d'être une guerre de ressources naturelles. Ce que nous cherchons à vérifier.

Pour la plupart du temps, des conflits de ressources naturelles sont pris pour des guerres civiles. Par ailleurs, les hostilités entre peuple du même territoire (guerre civile) peuvent également être appelées, guerre de ressources naturelles. Dans ce cas, c'est bien quand les combattants ont besoin de moyens qu'ils font un conflit de ressources naturelles afin de pouvoir survivre. Dans le cas des attaques de 2002, en Côte d'Ivoire, plusieurs étaient ceux qui avaient mentionné la notion de guerre de ressources naturelles. Daniel, selon ses recherches été arrivé à un point où il confirmait qu'en zones sous contrôle de FN, il y eût un conflit de ressources naturelles.⁶⁷³

Selon les recherches de Daniel, il advient que les rebelles ont pillé les ressources naturelles qui se trouvaient dans les zones qu'ils contrôlaient. Ces matières dont ils faisaient usage ont été envoyées en destination des pays voisins. Il parlait du diamant qui fut illégalement vendu sur certains marchés. Il a été par ailleurs soutenu que le conflit en Côte d'Ivoire était une guerre de ressources naturelles. Ce conflit qui eût lieu en Côte d'Ivoire, présentait les mêmes caractéristiques que celles d'Angola et de Sierra Léone. Des preuves ont été fournies par rapport au diamant de Séguéla et de Katiola.⁶⁷⁴ Tel que Kaldor le mentionnait, à propos du conflit d'ex Yougoslavie, nous observons un scénario identique dans le conflit ivoirien, par rapport aux différents rapports de l'ONUCI et du Processus de Kimberley (PK). Ces derniers s'adonnaient au commerce illégal du diamant sur les marchés d'Avers, de Dubaï et de Tel Aviv.⁶⁷⁵ Les carats de diamant s'étendaient entre 15 à 214 et la valeur s'élevait de 9 à 23 millions de dollar américains.⁶⁷⁶

Il a été également vérifié par le PK, qu'entre 30% à 50% des revenus de diamants illégalement vendus ont été remis aux chefs de guerres, communément appelés COMZONE. La vente illégale ne se limitait non seulement pas au diamant mais encore à la commercialisation clandestine du coton, du bois, du cacao, de l'or et du pétrole tel que le rapportait l'ONUCI. Selon le Global Witness, le commerce illégal du cacao profitèrent aux FN d'un montant de 15,1 milliards de FCFA (30 millions de dollars) depuis 2004.⁶⁷⁷

⁶⁷³ Daniel Balint-Kurti, *Côte d'Ivoire's forces nouvelles*, 2007, p.23

⁶⁷⁴ www.relief.int/rw/RWFiles2008.nsf/FilesByRWDocUnidFilenamr/EVOD-7FYH9F-rapport_complet.pdf

⁶⁷⁵ Entretiens BICC, November 2007, April 2008

⁶⁷⁶ Ibid

⁶⁷⁷ *Chocolat chaud, Comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire: Un rapport de Global Witness*, 2007, p.4

Finally, the illegal exports were estimated between 80 000 to 130 000 tonnes, and plus 25% (325 000 tonnes) of the national production of cocoa. These illegal exports were chartered towards the port of Lomé passing through Burkina Faso. Wood was exchanged for cocoa in Burkina Faso by the Forces Nouvelles. An employee of SAGA, working for Bolloré, confirmed that trucks loaded with cocoa were heading to Burkina Faso before heading to the port of Lomé.⁶⁷⁸

Otherwise, the company Soeximex located in Saint Denis confirmed having been involved in the transport of cocoa between Abidjan and the port of Lomé. In addition, 77 500 tonnes of cocoa were chartered each year from zones under FN control towards Burkina Faso.⁶⁷⁹ Moreover, it was said that the government of Gbagbo had used cocoa sales proceeds, in order to be able to buy arms for the benefit of the country. A sum of 20 billion CFA francs (38.5 million US dollars)⁶⁸⁰, was the amount that was unlocked for the purchase of these arms of which it was a question.

In sum, the conflict that was said to be a civil war contained more details than it was reported. It was simply a conflict of natural resources and neo-colonialism according to the reports of the PK and the UNOCI as well as the declarations made by Mamadou Koulibaly and Affi N'Guessan respectively. The illegal trade of natural resources took place between Burkina Faso and the port of Lomé before being chartered towards Paris. While diamonds were sold on the markets of Tel Aviv, Antwerp and Dubai. This illegal trade benefited to the maximum the warlords of the FN. The following chapter is devoted to the methods of resolution of the Ivorian conflict. It will end on page 203, since we are starting a new chapter.

⁶⁷⁸ Ibid, p.44

⁶⁷⁹ Ibid, p.39

⁶⁸⁰ Ibid, p.4

II UNE RÉOLUTION DU CONFLIT IVOIRIEN

Tout conflit de façon générale abouti à une méthode de résolution, permettant de mettre un terme aux hostilités.⁶⁸¹ Ce fut constaté dans plusieurs pays, États, et territoires. Une attaque a eu lieu en Côte d'Ivoire, des personnes, et des organisations internationales, organisations gouvernementales encore non gouvernementales, se sont réunis afin de trouver la solution la plus adéquate à la crise ivoirienne. Ce ne fut pas la première résolution de conflit au monde. Il en a existé tant d'autres au cours des années précédentes si nous remontons au traité de Westphalie. Ce traité fut un accord qui mit fin à une guerre qui éclata de 1618 et s'acheva en 1648, par le fameux traité de Westphalie.⁶⁸² Encore, les hostilités de la deuxième guerre mondiale qui fut terminée, par les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki avait fait assez de victimes et dégâts matériels.⁶⁸³ Par contre, il y eût un traité de résolution de conflit, dans l'optique de reprendre la vie de façon normale. Sur cette même lancée, ont réfléchi ceux d'habitude qui avaient l'idée de résoudre les conflits du monde, et se sont associés pour mettre un terme au conflit ivoirien, qui éclata dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Il reste par ailleurs de savoir comment se sont déroulées les différentes rencontres et résolutions du conflit ivoirien.

Puisque les gens de bon sens trouvaient atroces que le pays qui durant des décennies fut nommé, territoire de paix et d'accueil pour certains réfugiés politiques et de catastrophes naturelles. Il fut un exemple africain sur le plan économique et politique, au cours de la période post indépendance. Tous ces atouts évoqués motivèrent plusieurs à véritablement traiter le cas ivoirien dans un délai bien déterminé. Ces derniers agissaient de la sorte dans l'optique de limiter les dégâts qui auraient pu s'étendre aux pays voisins. Afin d'éviter que plusieurs endroits du monde soit touchés sur la base du système de mondialisation. Et comme il est du droit des Nations Unies d'être la police sécuritaire et de paix du monde depuis la fin de la 2^e Guerre Mondiale, cette organisation s'en pressa pour intervenir dans la crise ivoirienne. Il droit revenir dans ce sens à l'ONU de régler des crises ou des guerres. Ce fut donc l'objectif pour lequel il connût le jour, le 26 juin 1945, par l'application de la charte des Nations Unies ratifiée à San Francisco. Ce fut ce qui permettait le 24 octobre 1945⁶⁸⁴, à

⁶⁸¹ Richard Bréard & Pierre Pastor, *Gestion des conflits*, 3e ed, Éditions Liaisons, Reuil-Malmaison, 2007, p.40

⁶⁸² Baylis & Smith, *The globalization of World politics*, p.53-55

⁶⁸³ <http://history.1900s.about.com/od/worldwarII/a/hiroshima.htm>

⁶⁸⁴ United Nations, *Charter of the United Nations and the Statute of the International Court of justice*, United Nations Department of Public information DPI/511, New York, November 2008, introduction preface

l'organisation d'être établie. La détermination, les fins et les résolutions pour laquelle l'ONU fut mise sur pied se définissent aux mots suivants:

“To save succeeding generations from the scourge of wars, which twice in our life time has brought untold sorrow to mankind and, reaffirm faith in fundamental human rights, in the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and of nations large and small, and to establish conditions under which justice and respect for the obligations arising from treaties and the other sources of international law can be maintained, and to promote social progress and better standards of life in larger freedom, to practice tolerance and live together in peace with one another as good neighbors and to unite our strength to maintain international peace and security, and (...) to present Charter of the United Nations and to do hereby establish an international organization to be known as the United Nations”.⁶⁸⁵

Puisque l'ONU était autrefois intervenue dans la résolution de conflit de plusieurs autres régions et États, tels qu'en ex Yougoslavie, en Rhodésie, au Somalie, en République Démocratique du Congo ainsi de suite, elle se sentait obligée d'intervenir dans le cas ivoirien. Raison qui la poussa à entreprendre des démarches de sécurité et de paix en Côte d'Ivoire, après les attaques de septembre 2002.⁶⁸⁶

1 Les accords conduisant à la paix et sécurité en Côte d'Ivoire

Il était fort probable que la crise ivoirienne soit anéantie depuis les premières heures par les résolutions de conflit, afin que l'image de paix que reflétait, le premier pays producteur au monde de cacao, soit retrouvée. L'ONU devrait venir en maître avec son bâton de pèlerin, armée de sécurité et de paix. Elle vint avec ses qualités dont plus d'un ont une notion. Cette fois-là, elle devrait mettre en œuvre ses atouts au profit de la Côte d'Ivoire, jadis pacifique. L'ONU essaya de porter sa pierre à l'édifice dans la crise ivoirienne, mais encore d'autres rencontres furent organisées, dans l'optique de mettre fin à ce qui était devenu le quotidien de l'Ivoirien. Pour la plupart, ils étaient unanimes sur le fait que la Côte d'Ivoire devrait toujours être le flambeau de la paix dans la sous région comme à l'échelle du continent tout entier. Plusieurs tentatives ont été faites, afin de réunir les différents protagonistes, que ce soit ceux du camp des assaillants que celle de l'administration Gbagbo. Les rencontres étaient bien organisées pour mettre un terme aux hostilités, puisque ces Ivoiriens furent pour la toute

⁶⁸⁵ Ibid

⁶⁸⁶ Politique africaine, *Gouverner entre guerre et paix: élections et violence au Zimbabwe*, Éditions Karthala, Paris, 2008, p.139

première de l'histoire du pays confrontés aux réalités de la guerre. Nul ne savait comment termineraient ces différentes rencontres. Nul n'était sûr de qui devrait être le premier à accepter les conditions de résolutions de conflit. Ni de Gbagbo et des rebelles ne savaient comment s'y prendre.

Les rencontres se sont effectuées dans différents endroits, mais les résultats n'étaient en aucun cas porteurs. Ce n'était qu'un statu quo qui prévalait. Puisque les résultats auxquels s'attendaient les conciliateurs n'étaient positifs, d'où pas atteints.⁶⁸⁷ Ces derniers ne tournaient qu'en rond, puisque chaque camp revendiquait et souhaitait que ses requêtes soient acceptées par le camp adversaire. Chose qui compliquait les résolutions du conflit ivoirien. Mais, comme plusieurs voudraient absolument résoudre le problème, ils ne se lassaient pas de faire plus d'effort afin d'aboutir à des résultats positifs et adéquats. Les négociations se multiplièrent et les rencontres s'effectuèrent de lieu en lieu, c'est-à-dire, de ville en ville, de région en région et de pays en pays, ainsi d'un continent à un autre. Ces événements interminables autour du conflit ivoirien, s'activèrent dans l'optique d'aboutir à un cessez le feu.

1.1 Les différentes tables rondes conduisant au cessez le feu

Le conflit ivoirien qui éclata le 19 septembre 2002⁶⁸⁸, permettait à plusieurs de se retrouver autour des différentes tables pour une résolution de conflit. Il s'est avéré que cela a nécessité plusieurs jours pour ces résolutions de conflit. La crise ne s'est absolument pas résolue une fois que la première table ronde fut organisée. Il a fallu plusieurs rencontres pour encore savoir si elles ont porté fruit. Une première rencontre, au lendemain de l'attaque nocturne, eût lieu mais cette fois avec la présence des pays tels que le Ghana, le Nigéria, et le Togo qui apportaient leur soutien au gouvernement Gbagbo, ainsi qu'à sa population.⁶⁸⁹ Les médiateurs ont d'abord mis l'accent sur le cessez-le-feu et se sont ensuite retrouvés à Accra (Ghana). Puisqu'étant tombé d'accord pour un cessez-le-feu, une ligne de démarcation fut tracée entre les protagonistes. Du coup le territoire ivoirien serait dit d'être divisé en deux parties.⁶⁹⁰ Une partie nord que certains considéraient le bastion des musulmans et un sud dit chrétien qui était

⁶⁸⁷ Ange Ralph Gnahoua, *La crise du système Ivoirien: Aspects politiques et juridiques*, Éditions L'Harmattan, 2006, p.359

⁶⁸⁸ Lama Kabbanji, *Politiques migratoires en Afrique de l'Ouest: Burkina Faso et Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2011, p.170

⁶⁸⁹ Eunice Dadson, *Examining the role of third party mediation in Côte d'Ivoire's conflict: Peacemakers or Spoilers?* KAIPTC paper, N.24, September 2008

⁶⁹⁰ CIA World factbook (February 2012), US. Dept. of State Country Background Notes (February 2012)

le fief de Gbagbo et son gouvernement. Pour la plupart, cette partie sud était dite être l'administration légale de Côte d'Ivoire. Tandis que le nord était celui des rebels. Finalement, le territoire ivoirien lors de la signature du cessez-le-feu répondait aux mêmes caractéristiques des pays qui connurent la guerre puisque divisé de la sorte.

Le temps était arrivé pour la Côte d'Ivoire de tremper au pied l'image de pays pacifique qu'il fut jadis et de réécrire son histoire. Quand bien même que le pays fut divisé en deux parties, certains dignitaires du PDCI-RDA, s'associèrent aux partisans du FPI, du PIT ainsi qu'à ceux du RDR, de l'UDPCI, de la MFA, et du parlement ivoirien ainsi que les autres, afin de tous sanctionner le coup d'État manqué.⁶⁹¹ Le Dr Mohamed Ibn Chambas, le secrétaire exécutif de l'ECOWAS, le 20 septembre 2002, avait également été contre le coup d'État manqué et il le condamnait fermement. Il disait aussi que l'acquisition d'un pays ne devrait en aucun cas se faire par la force ou la violence, mais plutôt par un procédé de scrutin libre, juste et transparent. L'Union Africaine à son tour était condamnait le coup d'État manqué. Ils furent en majeure partie tous unanimes en condamnant le coup manqué en Côte d'Ivoire. Raison qui les motivait tous ensemble à régler la crise de manière diplomatique que militaire. Alors, Accra fut le premier lieu à abriter les rencontres. Ils se rencontrèrent finalement à Accra, le 29 septembre 2002. Sur les quinze chefs d'États qui devraient honorer de leur présence, étaient au rendez-vous onze. Avaient pris part à la table ronde d'Accra les chefs d'État suivants: l'ancien président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, Verona Rodrigues Pires du Cape Vert, l'ancien président du Ghana John Kufor, Kumba Yala de la Guinée Bissau, Charles Taylor du Libéria, Amadou Toumani Touré du Mali, Mamadou Tandja du Niger, Olesgun Obasanjo du Nigéria, Abdoulaye Wade du Sénégal ainsi que feu Gnassingbé Eyadema du Togo.⁶⁹²

À cette table ronde furent aussi présents Madame Aissatou Njie vice présidente de la Gambie, Bruno Amoussou ministre d'État du Benin, François Fall ministre des affaires étrangères de la Sierra Léone. Ces derniers représentaient respectivement, les présidents Yaya yamed de la Gambie, Mathieu Kérékou du Benin, Lansana Comte de la Guinée et Tejan Kabbah de la Sierra Léone. La réunion s'est tenue sous l'assistanat de l'ancien président sud africain Thabo Mbeki et du président en exercice de la commission de l'Union Africaine ainsi que d'Ahmed Ould Abdallah représentant du secrétaire général pour l'Afrique de l'ouest des Nations Unies.

⁶⁹¹ <http://www.abidjantalk.com/forum/selection.php?page=fithteen>

⁶⁹² Cyril Obi, Nordic Afrika Institute, Codesria, 13th General Assembly, *Africa & the challenges of the twenty first century*, December 5th to 9th 2011, p.10

Le parrain de la table ronde était l'ancien président ghanéen John Kufor.⁶⁹³ Tous furent réunis pour une solution adéquate et immédiate à la crise ivoirienne. Finalement, le résultat fut négatif, puisque la rencontre se solda en un échec.⁶⁹⁴

À la table ronde, le gouvernement Gbagbo exigeait la sanction automatique des rebels. Puisque Gbagbo et son gouvernement représentaient l'administration légitime qui fut attaquée. Et que ces derniers étaient ceux qui avaient terni l'image de paix du peuple ivoirien. En fait, il ne devrait avoir aucun sentiment de pitié pour ces derniers, puisque la justice n'est pas tolérable.⁶⁹⁵ Une fois que la justice n'étant tolérable, alors ces assaillants devraient être punis, selon le camp Gbagbo.

La rencontre ne s'acheva point comme l'administration Gbagbo l'avait souhaité. Une discussion houleuse s'engagea entre les deux camps. Une atmosphère lourde se fit sentir. Aucune solution ne fut trouvée et les belligérants se séparèrent en queue de poisson. La suite étant connue, c'était un statu quo, car chaque groupe resta sur sa position. Ils n'étaient pas tombés d'accord, malgré l'effort et le déplacement des toutes ces hautes autorités venues de partout d'Afrique de l'ouest ainsi du continent. À la sortie de la table ronde d'Accra, les hostilités reprirent dans l'ouest du pays. Une dangereuse faction de rebels libériens et sierra léonais envahit la région. Une violence accrue sévissait dans le lieu. Les anciens rebels des deux pays avaient pris d'assaut l'ouest de la Côte d'Ivoire. Le conflit prenait donc d'autres dimensions auxquelles le peuple ivoirien ne s'entendait dans l'ensemble. Les civils revivaient le cauchemar et étaient régulièrement angoissés, puisqu'étant troublés par les affres de la guerre.

Ces situations de guerre obligeaient les populations de cette région à faire une migration forcée. Pour finir ils furent reçus dans des camps de réfugiés. Ils étaient désormais devenus des témoins d'atrocités. Certains d'entre eux témoignaient qu'une fois en leur présence, durant les périodes du 22, 23, 27 novembre et 12 décembre 2002, des civils ont été violencés et tués. Par ailleurs, les villes de Danané et Man étaient devenues des zones sous contrôle des rebels, à partir du 28 novembre 2002. Une bonne partie des populations Wê a subi une violence aigue. Au moins 2000 d'entre eux ont été tués et 800 étaient portés disparus ainsi que les atrocités ont fait 80 000 déplacés. Lors de la rencontre avec le président Gbagbo, c'est le

⁶⁹³ www.ifri.org/files/PE_2_03_sada_10.pdf

⁶⁹⁴ Anicet-Maxime Djéhoury, *Marcoussis, les raisons d'un échec: Recommandations pour une bonne médiation*, Éditions L'Harmattan, 2005, p.117

⁶⁹⁵ Henry S. Richardson & Paul J. Weithman, *The philosophy of Rawls: A collection of essays*, Garland Publishing, Inc. New York & London, 1999, p.38

rapport que les rescapés livrèrent au chef de l'État, le 7 avril 2003.⁶⁹⁶ Les réfugiés qui avaient compté leur tragédie au président ivoirien Gbagbo, n'étaient tous pas des ressortissants du pays, mais parmi eux figuraient ceux qui avaient fui les hostilités libériennes pour trouver refuge en Côte d'Ivoire.⁶⁹⁷

Quelques temps plus tard, ces factions de rebelles ont été délogées par les forces gouvernementales, des différentes villes de Danané et Toulepleu.⁶⁹⁸ En janvier 2003, ce fut la reprise des hostilités à la frontière Côte d'Ivoire-Libéria, plus précisément dans la région de Tabou, ville se trouvant au sud-ouest du pays. Au cours de cet assaut, les autochtones Wê de la région se sont joints aux forces gouvernementales pour faire front aux rebelles libériens et sierra léonais.⁶⁹⁹ Dans ce même temps, deux autres groupes d'assaillants se formèrent, aux noms du Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et Mouvement de la Paix et de Justice (MPJ) et s'associèrent au MPCJ. Le MPCJ fut le groupe armé d'assaillants qui attaqua la nation ivoirienne le 19 septembre 2002 et l'endeuilla. Par ailleurs, les deux nouveaux groupes, MPIGO et MPJ, étaient des branches rebelles dites venger la mort du général Robert Guei. La responsabilité de la résolution du conflit ivoirien était donc confiée aux troupes de sécurités françaises et à celles de l'ECOWAS, dans l'optique de régulariser la sécurité et la paix.⁷⁰⁰ La communauté internationale, dont l'objectif premier est de restaurer la sécurité et la paix, avait son mot à dire ou son grain de sel à ajouter au conflit ivoirien. Sur la base de la charte des Nations Unies, dont le point focal est de sécuriser le monde, après les atrocités de la 2^e Guerre Mondiale, cette organisation se devait d'intervenir pour mettre un terme au conflit qui sévissait en Côte d'Ivoire.

La première fois que les Nations Unies sont intervenues en déployant ses agents pour sécuriser un territoire, fut en 1948. Cette intervention fut connue sous le nom de United Nations Truce Supervision Organization (UNTSO).⁷⁰¹ Cette action fut effectuée dans l'optique de mettre un terme à la crise Israélo-Arabe, sous forme d'un cessez-le-feu.⁷⁰² À la suite de ce conflit, naquit l'État d'Israël. Tandis qu'au cours de la décennie quatre vingt dix,

⁶⁹⁶ <http://www.wobebli.net/histoire/guerre2.htm>

⁶⁹⁷ UNHCR, the Refugee Agency, New stories, A new home in Australia for refugees from West Africa's war, January 19, 2005

⁶⁹⁸ www.wobebli.net/histoire/guerre.htm#1909

⁶⁹⁹ Ibid

⁷⁰⁰ Libération, « *Le président désavoué par l'ONU, les Nations Unies appellent à respecter l'accord de Marcoussis* », le 6 février 2003, p.10, par Thomas Hofnung

⁷⁰¹ David, *Peace & conflict in Africa*, p.86

⁷⁰² Ibid, p.74

l'ONU, caractérisait les nouvelles guerres de « Complex Political Emergency » (CPE).⁷⁰³ L'ONU se servit de ce thème pour se référer à la majorité des proliférations de crise dans les sociétés en transition, pour qui la plupart des conflits s'effectuent à l'intérieur de ces territoires.⁷⁰⁴ Cependant, ce genre de conflit dont parle l'ONU, représente pour Mary Kaldor, les nouvelles guerres.

Puisque ce fut à la sortie de la table ronde d'Accra qui s'est soldé en un échec, qu'avaient repris les affrontements dans l'ouest du pays, il était donc évident que les acteurs internationaux interviennent pour apporter leur soutien. La résolution de conflit ira donc au-delà des frontières africaines. Il sera désormais déplacé pour une autre destination qui est le continent occidental. À Paris, précisément en France, une réunion sera tenue à Kléber et un accord fut ratifié, ce sera celui de l'Accord de Linas-Marcoussis.

1.2 L'Accord de Linas Marcoussis

La résolution du conflit ivoirien étant au dessus de l'entendement des habitants de la sous région, le flambeau fut automatiquement remis à ceux qui ont pour habitude de résoudre les problèmes à question de guerre régionale et internationale. Le dossier quitta donc le continent africain pour le territoire européen. Mais pas n'importe lequel des États européens, puisqu'il sera celui de la France, l'ancienne puissance coloniale. Elle semblerait être l'État européen ayant le plus de connaissance sur ce territoire, puisque dans le passé, elle fut celle qui donna les premiers pas à la Côte d'Ivoire. Elle serait mieux placée pour intervenir dans la crise ivoirienne, afin de trouver les solutions adéquates aux problèmes liés aux attaques nocturnes. La nouvelle carte de la France, devrait rentrer en cours. Qu'en était il donc? La table ronde de Kléber. Bien avant cette rencontre de Kléber, l'ECOWAS avait depuis le 30 septembre 2002 dirigé la médiation entre les différents protagonistes. De cette médiation fut obtenu un cessez-le-feu, le 17 octobre 2002.⁷⁰⁵ Plus tard, une négociation politique était entamée à Lomé, sous le parrainage de l'ancien président Eyadema.⁷⁰⁶

Ces rencontres se multiplièrent, puisqu'à Abidjan, à Lomé et à Dakar, des délégations se sont réunies, du 16 au 18 décembre 2002, pour mettre un terme à la crise ivoirienne, tout en sollicitant l'intervention de l'ECOWAS. L'ECOWAS était sensé œuvrer sous l'égide de l'ECOFORCE. Cette force devrait normalement être en action le 31 décembre 2002. En vue

⁷⁰³ Ibid

⁷⁰⁴ Ibid

⁷⁰⁵ www.un.org/Depts/dpko/missions/munuci/background.html

⁷⁰⁶ Ibid

de toute ces démarches et efforts que fournissaient plus d'un et qui ne portaient aucun fruit, la France se sentait obligée de faire sa partition. Rester calme en face de ce drame qui se vivait en Côte d'Ivoire, lui aurait été attribuée comme le cas rwandais. Puisqu'elle était dite de n'avoir pas agi au Rwanda. Alors, pour ne pas attirer sur elle un tel jugement, elle s'érigea en maître et prit le problème ivoirien à bras le corps. Elle organisa une rencontre, à Kléber, le 13 janvier 2003.⁷⁰⁷ Le gouvernement Gbagbo et les forces rebelles se retrouvaient à nouveau. Mais avant cette rencontre, à Paris, l'ancien ministre des affaires étrangères de la France, en exercice à cette époque, Dominique de Villepin, avait toutefois rencontré les protagonistes et les partis politiques, en Côte d'Ivoire.⁷⁰⁸ En fin de compte, comme toutes les autres fois, le gouvernement français avait pu rassembler les protagonistes à une même table, mais cette fois en France.

Cette rencontre s'est tenue du 15 au 23 janvier 2003, à Kléber, entre les différents partis politiques de Côte d'Ivoire et les factions rebelles.⁷⁰⁹ Étaient présents à cette table ronde, M. Pierre Mazeaud, le juge Keba Mbaye, Seydou Diarra (l'ancien premier ministre), quelques experts de l'ONU spécialisés en résolutions de conflit, l'Union Africaine (UA), et l'ECOWAS. Le but de la réunion consistait à former un nouveau gouvernement de transition.⁷¹⁰ Dans ce gouvernement de transition devrait siéger tout membre politique existant en Côte d'Ivoire. L'objectif de cette réunion était bel et bien de démettre le président Gbagbo de ses fonctions. En quelque sorte, ses fonctions devraient être remplies par le premier nouveau ministre qui n'était plus celui de son choix, mais plutôt celui qui sortirait de la table ronde de Kléber.⁷¹¹ La réunion conclue également que les agents de sécurité et de paix seront les forces de l'ONU et des troupes françaises de la Licorne. Toutefois à cette table ronde les accords ont été acceptés, le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) a signé le document pour sa validation. Le CSNU demandait le respect et l'application intégrale du texte ratifié.⁷¹²

Le protocole du CSNU avait ratifié l'accord de paix le 4 février 2003 dont il exigeait sa mise en application de manière immédiate, puisque la majeure partie du pays était unanime sur ce

⁷⁰⁷ <http://www1.rfi.fr/fichiers/mfi/politiquediplomatie/1361.asp>

⁷⁰⁸ Maja, Bovcon, *African Studies Quarterly, France's conflict resolution strategy in Cote d'Ivoire and its ethical implications*, Volume 11, Issues, fall 2009, p.1

⁷⁰⁹ FPI, PDCI-RDA, RDR, PIT, MFA, UDCY, UDPCI, MJP, MPCI, et MPIGO

⁷¹⁰ Arnaut (2008: 139)

⁷¹¹ Libération, « *Le président Ivoirien désavoué par l'ONU, les Nations Unies appellent à respecter l'Accord de Marcoussis* » le jeudi 6 février 2003, p.10, par Thomas Hofnung

⁷¹² <http://www.un.org/News/Press/docs/2003/sc7657.doc.htm>

point.⁷¹³ Sur cette base, 500 soldats de l'ECOWAS et 3000 de la Licorne ont été déployés sur le territoire ivoirien. Ces agents de sécurité et de paix furent en action en février 2003.⁷¹⁴ Du coup, depuis décembre 2002, 2 386 soldats étaient sensés être en Côte d'Ivoire, pour le compte de l'ECOMOCI.⁷¹⁵ Les soldats français en mission en Côte d'Ivoire furent ravitaillés de 14 hélicoptères, trois porte-avions et de 172 troupes en provenance du Sénégal.⁷¹⁶ Avec toutes ses démarches ainsi que l'accord signé, il était fort probable que les élections, sur la base de la table ronde de Kléber, seraient justes, transparentes et démocratiques.⁷¹⁷ L'accord de Linas-Marcoussis demandait également la révision du vote des étrangers vivant en Côte d'Ivoire.

Il touchait aussi la question d'identité. Sans omettre le problème d'Ivoirité, la table ronde en avait débattu le cas. Il était impératif que cette question soit résolue avant le scrutin de 2005. Le désarmement était aussi un cas qu'avait élaboré l'accord de Linas-Marcoussis. Et que ce processus devrait se faire par des partenaires et experts internationaux.⁷¹⁸ À la sortie de cette table ronde de Kléber, des manifestations populaires éclatèrent en Côte d'Ivoire pour prouver leur ras-le-bol. Ils étaient pour la plupart mécontents des décisions prises à cette table ronde. Les résolutions pris à Paris étaient rejetées en bloc, par les soi disant pro-Gbagbo. Ils ont massivement manifesté contre le poste de premier ministre qui devrait revenir à Seydou Diarra.⁷¹⁹ Ils rejetaient aussi l'idée des postes du ministère de l'intérieur et celui de la défense qui devraient revenir aux assaillants.⁷²⁰ La plupart des Ivoiriens ainsi que le président Gbagbo considéraient l'accord de Linas-Marcoussis nul et non avenu. Puisqu'il n'était point juste que les rebelles qui ont attaqué l'État de Côte d'Ivoire siègent au sein du gouvernement ivoirien.

En somme, ils refutaient la légitimité des rebelles et encore le partage des fonctions avec le président Gbagbo qui dirigeait un État souverain. Donc, ces derniers étaient mécontents en vue du résumé que leur avait fait le président Gbagbo à la sortie de la rencontre de Marcoussis. Pour Gbagbo ces accords de Paris étaient des propositions et non des impératifs et encore des ordonnances. Quelques jours plus tard, le président Gbagbo va convaincre ses partisans à

⁷¹³ Press release SC/7657, Security Council 4700th Meeting (PM) Security Council calls for full implementation of Côte d'Ivoire peace agreement, unanimously adopting resolution 1464(2003), welcomes deployment of West African, French troops: authorizes steps necessary for guaranteeing security, protecting civilians

⁷¹⁴ <http://asq.africa.ufl.edu/files/Bovcon-VIIIsl.pdf>

⁷¹⁵ Ibid

⁷¹⁶ Bruno Charbonneau, *France and the new imperialism: Security policy in sub-Saharan Africa*, Éditions Ashgate Publishing Limited, Hampshire & Burlington, 2008, p.167

⁷¹⁷ Koulibaly, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, p.18-19

⁷¹⁸ Ibid

⁷¹⁹ www.un.org/Depts/dpko/missions/munici/background.html

⁷²⁰ Ibid

accepter l'accord de Linas-Marcoussis. Enfin, Seydou Diarra exerçait sa fonction de premier ministre qui lui fut octroyée à Marcoussis, après une table ronde organisée à Accra, du 6 au 8 mars 2003, sous le parrainage du président John Kufor. En vertu du droit qui fut accordé à Seydou Diarra d'être le premier ministre du gouvernement de transition, Gbagbo organisa une réunion à Yamoussoukro le 13 mars 2003 et s'est entretenu avec les factions rebelles. Plusieurs gouvernements se sont relayés, mais pas de solutions adéquates pour la résolution de la crise ivoirienne.

Les rebelles avaient obtenu tout ce dont ils avaient besoin, par contre ils refusèrent de désarmer. Le refus de désarmer des rebelles rendit l'accord de Linas-Marcoussis inefficace. Les élections prévues pour 2005, n'eurent pas lieu, puisque les rebelles n'avaient pas respecté le désarmement. Il s'avérait ainsi que les propositions ou méthodes de résolutions de conflit utilisées par la France n'ont pas été au dessus de la barre.

En somme, les rebelles qui profitaient massivement de la rente des ressources naturelles illégalement vendues, étaient ceux qui ne voulaient aucunement pas désarmer. L'avenir des Ivoiriens fut encore hypothéqué et cela pour combien de temps. Personne n'avait une notion du temps que cela prendrait, car les rebelles qui avaient livré la guerre à la Côte d'Ivoire n'étaient plus maître de leur propre destin. De manière délibérée, ces rebelles s'adonnaient au commerce illégal des ressources naturelles des zones sous leur contrôle. Zakaria Koné, l'un des chefs rebelles, n'était pas présent à la cérémonie du désarmement. Il était le chef rebelle de Vavoua/Séguéla. Cette région dont il était le maître, renfermait les matières premières et minérales.⁷²¹ Il fut également la personne chargée de régulariser le salaire des transporteurs et des commerçants. Il agissait en maître dans les deux villes.⁷²²

Par ailleurs, le président Gbagbo ainsi que son gouvernement trouvaient que ces rebelles se plaisaient dans la situation, puisque la vente illégale des matières premières, les motivait à ne pas désarmer. Et cette impasse de statu quo ne profitait aucunement à l'État ivoirien. Par contre, les rebelles demandaient le départ de Gbagbo avant qu'ils ne désarment.⁷²³ Chose qui serait impossible. La condition qu'ils donnaient avant le désarmement ne figurait point dans l'accord de Linas-Marcoussis. Certaines fois, ces rebelles se livraient en combat pour des questions d'incompréhensions. Le motif de leurs différentes disputes résidait dans le fait que certains d'entre eux étaient pour le désarmement, par contre d'autres ne le souhaitaient guère.

⁷²¹ www.reliefweb.int/rw/RWFFiles2008.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/EVOD-7FYH9F-rapport_complet.pdf

⁷²² Daniel Balint-Kurti, Côte d'Ivoire's Forces Nouvelles, 2007, p.23

⁷²³ www.hrw.org/fr/node/10805/section/6

Un exemple palpable fut celui de la ville de Danané. Dans cette localité, Cherif Ousmane avait témoigné, d'une scène qui s'était produite. À l'entrée de l'hôtel de ville de la dite localité, un groupe de rebels tenait prisonnier un des leurs, au carrefour de la circonscription. Les gens ont entendu la détonation de coup de feu à deux reprises. Quelques minutes plus tard, ces derniers revinrent les mains vides, sans toutefois avec eux le prisonnier. Ils venaient de l'abattre.

Ce témoignage fut rendu et corroboré par le personnel de la croix rouge de la région. Ceux qui enterraient ces victimes confirmaient que plus de cinquante corps ont été inhumés. Ces corps étaient ceux des mercenaires libériens et sierra léonais. D'autres corps ont été découverts liés. Il s'agissait des corps de ceux qui s'adonnaient au vol, à l'agression et au terrorisme.⁷²⁴ Par ailleurs, le problème qui rendait l'accord de Linas-Marcoussis vulnérable, était le refus de désarmement des forces rebelles.

Les Ivoiriens devenaient impatients de jour en jour, puisqu'ils ne voulaient plus vivre dans cet impasse. Ils souhaitaient la réunification de leur pays, afin de redémarrer économiquement ainsi que politiquement. Aucune élection ne s'est déroulée, puisque la population n'avait point voté. Du coup, ils rejetaient en bloc l'accord de Linas-Marcoussis, qui était pourtant une issue de sortie de la crise ivoirienne. Rien ne fut fait pour contraindre les rebels à désarmer. Ils se sont finalement armés de courage, afin de résoudre le problème. Le camp Gbagbo avait usé d'un autre moyen pour résoudre le problème de la division du pays. Une opération dénommée « *Opération Dignité* » fut lancée contre les positions rebelles.⁷²⁵ Au cours de cette opération militaire, il s'est avéré que des soldats français et un américain furent tués à Bouaké.⁷²⁶ Suite à cette information, une contre attaque fut lancée par les militaires français stationnés en Côte d'Ivoire, contre l'armée nationale ivoirienne. Le bilan fut lourd, plusieurs civils tués et d'autres blessés. Au total 57 personnes ont été tuées, des soldats de l'armée ivoirienne avaient aussi péri. Les blessés étaient au nombre de 2 226.⁷²⁷ L'aviation de l'armée ivoirienne fut détruite par la force Licorne. Cette affaire reste aujourd'hui, en 2016, d'actualité. Le juge Sabine Kheris ne comprend toujours pas comment est ce que Michelle Alliot Marie docteure en droit ainsi que Villepin licencié en droit, n'ont pas pu faire la lumière sur cette affaire, une

⁷²⁴ Le Monde, « Côte d'Ivoire: les rebels chassent leurs alliés Libériens et Sierra Léonais », le mardi 6 mai 2003, p.4, par Armand Zajtman

⁷²⁵ Charbonneau, *France and the new imperialism*, p.167

⁷²⁶ The intent seemed to have been very clear: To attack french forces. What has yet to be clarified is who planned and ordered the attack (Source: Charbonneau, 2008, p.167)

⁷²⁷ Amnesty international, Côte d'Ivoire, Clashes between peacekeeping forces and civilians: lessons for future, September 19, 2006, p.3

fois que les pilotes qui auraient détruits la base militaire française ont été arrêtés.⁷²⁸ Pour la justice française, est associé à cette affaire, Michel Barnier, l'ancien ministre des affaires étrangères.

Suite à ces événements meurtriers, le gouvernement Gbagbo avait finalement décidé d'attribuer cette résolution de crise à son voisin d'à côté. Il s'agissait ici de la médiation qui serait tenue par l'ancien président burkinabé Blaise Compaoré. Le peuple ivoirien souhaitait user des méthodes africaines qu'administratives occidentales qui sembleraient ignorer les réalités du terrain. Puisque, toutes les crises pourraient s'exprimer par l'utilisation des armes dans un conflit, tandis que les raisons pourraient différer. Finalement, les résolutions ne seraient donc pas pareilles.

De nouvelles stratégies de résolutions de conflit furent mises en place. Puisque le problème se posait au niveau du désarmement et rien ne se faisait pour obliger les rebelles à respecter cette partie de l'accord de Linas-Marcoussis. L'administration Gbagbo s'appuya sur les événements du novembre 2004 pour une raison de plus renforcer et approuver le soutien de l'ancien président burkinabé. Par la même occasion, le président de l'assemblée nationale ivoirienne de cette époque, qu'était Mamadou Koulibaly avait saisi la Cour Internationale de Justice pour faire la lumière sur le cas des meurtres et dégâts des événements de novembre 2004.⁷²⁹ Tandis que les Ivoiriens souhaitaient que justice soit faite, l'État de Côte d'Ivoire fut sanctionné. Ainsi donc, le camp Gbagbo et pour la plupart des Ivoiriens s'opposaient et négligeaient un tout petit peu l'accord de Linas-Marcoussis pour un détour bilatéral entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Mais avant un autre accord fut ratifié en 2005 à Pretoria.

1.3 L'Accord de Pretoria

Une fois l'accord de Marcoussis semblait en ballottage, la résolution de conflit refit surface sur le continent africain d'où elle était partie, pour cette fois en Afrique du Sud. Puisque se disant sûrement que cette partie du continent serait le lieu qui aurait vécu le plus de conflit et pour la suite fut un véritable État, après la libération de Nelson Mandela qui s'était soldée à une réconciliation nationale. Les protagonistes se sont réunis comme d'habitude à Pretoria. Cette méthode de résolution de conflit ne leur était plus méconnue. Ils avaient une notion de la chose, puisqu'ils avaient plusieurs fois fait le tour des tables rondes dans différentes villes,

⁷²⁸ Rfi Afrique, Trois épisodes de notre enquête sur le bombardement de Bouaké (...) RFI revient sur cette zone d'ombre. Une enquête en 5 volets d'Antony Lattier, publié le 04-05-2016, modifié le 04-05-2016, à 15:46, par Antony Lattier

⁷²⁹ <http://www.war-memorial.net/Civil-War-in-C%3%B4te-d-Ivoire--3.248>

des pays et continents. Cette fois, ce fut le tour de l'Afrique du Sud à recevoir les protagonistes ivoiriens, puisque Thabo Mbeki étant au parfum des attaques de septembre 2002 et ayant assisté à des tables rondes.

Ainsi donc, une rencontre eût lieu du 3 au 6 avril 2005 à Tshwane endroit situé à Pretoria (Sud Afrique). Le but de la rencontre était tout connu. Il s'agissait de faire respecter les textes de l'accord de Linas-Marcoussis, dont étaient déjà conscients les protagonistes ivoiriens. Ensuite, de nouvelles règles devraient également être établies pour l'accomplissement parfait des résolutions de la crise ivoirienne. La réunion qui s'est tenu à Pretoria, avait réuni autour de la table, le président Gbagbo, le premier ministre du gouvernement de transition Seydou Diarra, le président Bédié (PDCI), Alassane Dramane Ouattara (RDR, actuel président de la république), et de Soro Guillaume en tant que secrétaire général des forces nouvelles. Cette rencontre devrait mettre fin au combat qui se déroulait en Côte d'Ivoire, et surtout dans l'immédiat.⁷³⁰ Durant trois jours, la réunion s'est tenue, afin de siéger sur les différentes questions:

- Le droit de tout leader politique ivoirien à se présenter aux futures élections qui sont prévues pour le 15 octobre 2005
- Faire un amendement de l'Article 35 de la Constitution ivoirienne, ce que le président Gbagbo souhaitait soumettre à un référendum.
- Les chefs d'Etat-major des deux armées devraient se retrouver le 14 avril 2005 à Bouaké, afin de pouvoir procéder au cantonnement et désarmement des forces rebelles et par ailleurs les milices du gouvernement Gbagbo
- Dans l'optique de donner plus de confiance aux rebelles, dans leur rang seront retenus 600 soldats qui seront formés par les agents de force de l'ONU, afin qu'ensemble ils puissent superviser la question sécuritaire du nord, comme agent casque bleu
- Cette sécurité sera également faite dans la ville d'Abidjan, afin que les ministres forces rebelles puissent faire un retour dans le gouvernement de transition
- Ces belligérants doivent aussi respecter les textes d'Accra II et III et ensuite réaffirmer leur attachement à l'accord de Linas-Marcoussis

⁷³⁰ Libération, « *La cessation immédiate des combats a été proclamée* », le 7 avril 2005, à 01:34, par Valérie Thijs

Une question de validation de tous les textes qui ont été écrits auparavant devraient être respectés dans l'ensemble. L'organisation du scrutin devrait être l'objet primordial de la rencontre. Une fois le scrutin bien tenu, la question d'instabilité serait résolue. Autrement, le non respect de cessez-le-feu du 4 au 6 novembre 2004, du 28 février 2005 et des violences du 6 au 9 novembre 2004, ne devrait se répéter. Pour ainsi faire respecter ces textes, le désarmement et le démantèlement des milices devraient se faire de manière équivoque. Cela revenait à dire que les rebels et les milices dits pro-Gbagbo devraient être neutralisés et destitués. Du coup, plus de groupes rebels ni milices en zone gouvernementale. Un désarmement et une démobilisation ainsi que réinsertion devraient se faire.

Par ailleurs, le premier ministre de transition était l'homme sensé transmettre les textes d'amendement aux ministres qui devraient être présentés à l'assemblée nationale. Le conseil d'administration de la radio télévision ivoirienne devrait être diversifié. Puisque cet appareil étant pour l'information de toute la population ivoirienne. Ceci permettrait l'unité de la réconciliation nationale. Par la suite, le financement des partis politiques était un impératif. Au cours de cette rencontre plusieurs points ont été évoqués. Pour le bon déroulement du scrutin une commission électorale indépendante ferait l'affaire de tous. Cet organe fut pour le plus en faveur des membres de forces nouvelles ainsi que ceux du PDCI. Un code de bonne conduite fut ainsi imposé aux protagonistes pour un retour au calme qui se traduirait en un intérêt de paix.

Tous ces exercices devraient rapprocher les leaders politiques les uns aux autres. Cet accord devrait être interprété par un arbitrage de médiation. En somme, tous ces textes à la sortir de la table ronde de Prétoria devraient permettre la réconciliation du peuple tout en procédant à la fin des hostilités et à la composition du bureau en charge des organisations du scrutin, afin que le peuple ivoirien retrouve la paix. Par ailleurs, les élections prévues pour le 15 octobre 2005 n'ayant pas lieu. Puisque le DDR posant un obstacle au bon fonctionnement des accords de Linas-Marcoussis et de Pretoria, le scrutin n'était qu'utopique. La chose la plus importante qui fut bénéfique à la sortie de Pretoria, était le retrait des armes lourdes des forces rebels du front.⁷³¹ Les coups de fusils ne résonnant plus, mais le refus de désarmer gagna en bloc les forces rebelles. Dans l'optique de toujours aboutir à la paix, un autre accord sera ratifié mais, cette fois à quelques kilomètres de la Côte d'Ivoire. L'ancien président burkinabé Blaise

⁷³¹ U.S Department of State, Press Statement, Washington D.C., Pretoria Agreement on the Peace Process in Côte d'Ivoire, April 7, 2005 (2005/390), by Richard Boucher

Compaoré est choisi comme conciliateur et médiateur. Il sera question de l'accord politique de Ouagadougou.

1.4 L'Accord Politique de Ouagadougou

Une fois sorti de l'accord de Linas-Marcoussis et celui de Pretoria, les résolutions du conflit ivoirien reviennent au pays limitrophe de la Côte d'Ivoire. Ce fut au tour de l'ancien président Blaise Compaoré de jouer sa partition, quand bien même qu'il fut accusé de complice dans les attaques de septembre 2002. Ce dernier, prit la peine d'honorer la charge qui lui fut confiée. Une rencontre ce tint finalement entre l'ancien président Compaoré, l'ancien premier ministre Soro (actuel président de l'assemblée nationale) et le président Gbagbo. De cette rencontre, une réunion politique s'est tenue le 4 mars 2007 à Ouagadougou.⁷³² À la suite du problème que posait le DDR, et des événements du 6 au 9 novembre 2004, recherchèrent les Ivoiriens les solutions les plus adéquates à la crise de septembre 2002. En quelque sorte, l'Accord Politique de Ouagadougou (APO) semblait porter fruit puisqu'il tendait à conduire le peuple ivoirien au scrutin à venir.

Cet accord d'APO avait été validé et ratifié par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, le 30 juin 2010, afin de pouvoir suivre de près le déroulement du scrutin qui serait crédible, d'où juste et transparent.⁷³³ Les gens parlaient en général de la résolution 1933(2010). Le président Gbagbo ainsi que les participants de la réunion ont apposé leur signature, afin que cet accord soit appliqué. Une fois la signature finalisée, elle fut validée par la flamme de la Paix. La Flamme de la Paix, envisageait la réconciliation nationale. Et cette réconciliation était totale, c'est-à-dire, prendre en compte les autochtones ivoiriens ainsi que les ressortissants d'autre pays vivant en Côte d'Ivoire. Cette Flamme de la Paix était enracinée sur la question sécuritaire et de paix de la nation ivoirienne. Finalement, une cérémonie fut organisée à Bouaké en zone rebelle, le 30 juillet 2007.⁷³⁴ Au cours de la cérémonie de la flamme de Paix, furent présents les autorités suivantes: le président Laurent Gbagbo, le premier ministre Guillaume Soro, l'ancien président de l'Afrique du Sud Thabo Mbeki, l'ancien chef d'État

⁷³² C'est le dialogue direct "entre le président Laurent Gbagbo et le chef des rebelles, Guillaume Soro, qui ranime le processus de paix et conduit à l'Accord Politique de Ouagadougou. Des observateurs nationaux et internationaux attribuent la motivation derrière cet accord un « marché secret » entre les deux acteurs principaux, qui ne couvraient pas seulement les aspects politiques et de sécurité, mais aussi des affaires financières (Source: International Crisis Group, 2007/ Interview par BICC à Abidjan

⁷³³ Security Council, SC9969, Security Council 6350th Meeting (AM), Security Council renews mandate of Côte d'Ivoire Mission until end of 2010, aiming to get electoral process on track, shore up implementation of political accord

⁷³⁴ *Fraternité Matin*, « Gbagbo à la flamme de la paix: nous allons aux élections pour passer à une autre chose », le 31 juillet 2007, par Pascal Soro

ghanéen John Kufor, l'ancien président malien Amadou Toumani Touré, Faure Gnassingbé du Togo, l'ancien chef d'État béninois Yayi Boni et l'ancien dirigeant sénégalais Abdoulaye Wade.

En plus de ces différentes autorités qui furent présentes, 25 000 personnes ont fait partie de la fête. Ces derniers étaient des gens venus d'Abidjan et de Bouaké.⁷³⁵ La sécurité fut assurée par les 1 600 soldats des deux forces de sécurité associées qu'étaient les forces de défense et les forces rebelles. Cette fête fut celle qui permit à Gbagbo et à plusieurs de retourner une fois de plus dans la ville de Bouaké depuis l'attaque du 19 septembre 2002.⁷³⁶ La cérémonie de la Flamme de la Paix qui eût lieu à Bouaké, quelques jours plus tard favorisa le bon déroulement du processus de réconciliation en Côte d'Ivoire. Les résultats semblent parfaits pour un scrutin en 2010. Les candidats sont plus que jamais nombreux comparés aux précédentes élections. La candidature d'Alassane Ouattara, qui posait depuis 1995 un problème, est retenue.⁷³⁷ Une fois la candidature de Ouattara validée, il semblerait que le problème ivoirien aurait été résolu.

Pour analyser les différents accords ratifiés au lendemain de la crise ivoirienne qui explosa dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, nous arrivons à dire que les trois accords ont été signés en 2003, 2005 et 2007. Il s'agit ici de dire que chaque deux ans un accord fut ratifié. L'idée du Linas-Marcoussis avait été mal prise par la majorité des Ivoiriens, qui seraient des pro-Gbagbo. De toutes les façons l'accord du Linas-Marcoussis qui semblait autrement résoudre le problème du conflit ivoirien n'était pas accepté dans son ensemble. Il a fallu le bon sens du président Gbagbo pour qu'il soit appliqué en Côte d'Ivoire. Le premier ministre Seydou Diarra n'aurait pas pris fonction sans l'accord du président Gbagbo. Il fut celui qui a convaincu son peuple pour l'application de l'accord de Linas-Marcoussis. Il était donc en quelque sorte prêt à aller à la paix quand bien même que ceux qui ont attaqué le peuple ivoirien n'avait pas désarmé. Le désarmement faisait partie de l'accord de Linas-Marcoussis. Cependant, rien n'avait été fait pour respect du processus du désarmement.

Le désarmement des rebels était impératif, si le peuple ivoirien devrait vivre en paix ainsi pour le bon déroulement du scrutin d'octobre 2010. Nul du côté des rebels ne voulait désarmer. Et personne ne pris la responsabilité d'en parler et de mettre en exergue

⁷³⁵ www.parti-ecologique-ivoirien.org/Cotedivoire/Laurent-Gbagbo-est-a-Bouake.php

⁷³⁶ Théophile Kouamouo, « Côte d'Ivoire: pourquoi la flamme de la paix est porteuse d'espoir », le mercredi 1^{er} août 2007 (Source: le blog de Théophile Kouamouo)

⁷³⁷ www.lesafriques.com/cote-d-ivoire-alassane-ouattara-candidat-a-la-president.html

l'application de cet accord. En un mot, c'était prouver sa faiblesse en face de ces assaillants. Ni la communauté internationale dont le rôle et l'objectif était de faire appliquer la loi et le respect des lois afin qu'une paix définitive soit revécue en Côte d'Ivoire n'osait intervenir. Personne n'osait s'adresser aux rebelles pour le désarmement. Il semblait avoir là une injustice. Puisque démunir le président d'un pays de ses fonctions et les transmettre à un premier ministre de gouvernement de transition, serait peu sage. Associer au gouvernement d'un État souverain, des rebelles, c'est vouloir demander à d'autres individus de prendre des armes contre le gouvernement d'un pays pour siéger comme membres ministériels. Il fut clair que l'accord de Linas-Marcoussis fut rejeté, par rapport aux événements du 6 au 9 novembre 2004. Il était fort probable que ces derniers rejettent en bloc cet accord puisque les initiateurs de cet accord étaient ceux qui faisaient des morts, des blessés et des dégâts en Côte d'Ivoire. Rien ne pouvait donc empêcher ces Ivoiriens à se rebeller contre l'accord du Linas-Marcoussis. Puisque cet accord demandait le désarmement des rebelles. Ces derniers refusaient de désarmer et personnes ne levait le tout petit doigt pour leur demander de respecter les textes de l'accord de Linas-Marcoussis. Une fois l'armée régulière se décide à les emmener à respecter le désarmement tout en les attaquant, il est dit que cette armée nationale qu'elle avait fait des morts du côté des soldats français en tuant également un Américain. Affirmation qui restait à vérifier.

Puisque cette affaire est revenue à la source en 2016. Et il semble très difficile à ceux qui soutenaient cette thèse de la prouver de nos jours.⁷³⁸ Les Ivoiriens avaient donc nourri une colère contre l'accord de Linas-Marcoussis. Du coup, ils la rejetaient pour d'autres options de paix et de réconciliation pouvant conduire le peuple ivoirien à la paix. Du coup, un autre passage à l'accord de Pretoria. Il était clair que l'accord de Linas-Marcoussis ne pouvait être effacé du revers de la main même si les Ivoiriens s'y opposaient en bloc du fait de la contre attaque française du 6 au 9 novembre 2004. Ils étaient bien obligés de passer par là, puisque les textes de l'accord de Pretoria en faisaient cas. Mais encore cet accord de Pretoria insistait sur le désarmement des rebelles et leur réinsertion. Certains d'entre eux ont été réinsérés mais toujours était-il qu'ils refusaient de désarmer. Qu'aurait donc été la solution pour que ces derniers désarment? Les élections sont prévues en octobre 2005, la candidature de Ouattara fut acceptée, et des aubaines leur ont été faites, mais ils refusaient toujours le désarmement.

⁷³⁸ Le Journal Afrique sur TV5 Monde, « *Trois ministres sont renvoyés devant la justice pour répondre d'une présumée entrave à l'enquête sur le bombardement de Bouaké en Côte d'Ivoire. Une affaire qui relance de nombreuses questions sur les implications de Paris dans le conflit ivoirien* », du 25 février 2016, à 08:08

L'accord de Linas-Marcoussis était donc faible vis-à-vis de ces derniers? Était aussi pareil pour l'accord de Prétoria? Puisque ces derniers non aucunement désarmés en face de ces deux accords. Il restait de savoir si cela fut de même pour l'APO. Au lendemain de la rencontre de Ouagadougou, nous avons constaté qu'il y eût une flamme de paix organisée à Bouaké. Des armes été brûlées en signe de paix et de désarmement. Il reste donc de savoir si le désarmement se ferait avant le scrutin de 2010, puisqu'il restait encore du temps avant d'aboutir aux élections. Nous étions encore en 2007 alors que les élections devraient s'effectuer en octobre 2010. Nous poussons notre recherche et de savoir comment se passerait l'organisation du scrutin d'octobre 2010. Le reste de la page sera vide jusqu'à la suivante puisque commence un nouveau chapitre.

III ORGANISATION DE NOUVELLES ÉLECTIONS POUR UNE PAIX DURABLE

La résolution du conflit de septembre 2002 avait abouti à plusieurs tables rondes au cours desquelles deux accords en sont sortis ainsi qu'un troisième. Après les accords de Linas-Marcoussis et de Pretoria, la Côte d'Ivoire fut passée à l'accord politique de Ouagadougou (APO). Cette rencontre qui y eut lieu entre l'ancien président burkinabé Compaoré et de l'ancien premier ministre Soro et du président Gbagbo, le 3 mars 2007⁷³⁹, ouvre une porte pour le scrutin d'octobre 2010. Les festivités de la flamme de la paix démontraient que les élections se produiraient. La candidature de Ouattara étant acceptée, il convenait de dire que ce n'était plus une utopie. Ouattara venait d'obtenir son ticket pour les présidentielles de 2010. Bédié également fut validé pour le scrutin. Une commission électorale fut aussi envisagée et devrait contribuer au bon déroulement du scrutin. Alors, le moment était plus que sérieux.

Les élections qui furent reportées plus de cinq fois allaient finalement se dérouler. Les armes devraient aussi disparaître des mains des rebelles, puisque c'était un impératif comme le disaient les textes de Marcoussis et de Pretoria. Toutes les institutions capables de garantir la crédibilité du scrutin étaient en action et veillaient à ce que la Côte d'Ivoire sorte de cet impasse vécu près d'une décennie. Les jours ne semblaient plus longs, car la réalité des élections s'imposait au peuple ivoirien ainsi qu'aux dirigeants des partis politiques et aux candidats des futures élections. Ce n'est plus un rêve, les élections qui furent plusieurs fois reportées auront enfin lieu. Les dates du dimanche 31 octobre 2010 et du dimanche 28 novembre 2010, annonçaient le premier et le second tour du scrutin ivoirien tant attendu. Les élections qui auraient mis la fin aux hostilités de la Côte d'Ivoire. Elles auraient marqué la fin de souffrance du peuple ivoirien qui depuis le 19 septembre 2002, ne vivait que du calvaire. Pour ainsi mettre en confiance ce peuple afin de pouvoir aller maxivement au vote, des intentions de désarmement ont eu lieu. Il s'agissait des onze positions de DDR des différentes régions de Bouaké, Korhogo, Man, Séguéla contrôlés par les FN et celles d'Abidjan, Guiglo, Daloa, Yamoussoukro, Bondoukou et San Pedro sous la direction des forces gouvernementales.⁷⁴⁰

Par contre, cela fut un essai puisque les FN refusaient de désarmer⁷⁴¹, mais le peuple ivoirien qui à tout prix voulait la paix fit le sacrifice à faire pour que les élections de 2010, ne soient

⁷³⁹ Unated Nations Security Council, Distr.: General, 13 Mars 2007, Original: English, S/2007/144, Letter dated March 2007 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Coucil, p.1

⁷⁴⁰http://www.academia.edu/7716661/IMPLEMENTATION_OF_THE_DDR_IN_COTE_DIVOIRE_LESSONS_FROM_PAST_DDR_PROGRAMS

⁷⁴¹ Ibid

pas un échec. Ce refus de désarmer avait créé une confusion au sein des FN. Certains d'entre eux étaient pour ce désarmement tandis que d'autres s'y opposaient. Il en fut de même au sein de la population ivoirienne. La division sur ce point avait fait monter le cran au niveau des différentes classes sociales. Finalement, le désarmement n'était qu'utopie, puisque n'ayant pas eu lieu. Ce peuple ivoirien ne pensait qu'à la paix. Pour eux les élections auraient restauré la stabilité économique et politique ainsi que la paix et la sécurité sur l'étendu du territoire.⁷⁴² Dans ces conditions pareilles, affrontaient les Ivoiriens les différents scrutins des mois d'octobre et de novembre 2010. Une chose à gagner, était la paix. D'où aller aux élections en premier et désarmer plus tard.

Quand bien que le désarmement n'eût pas lieu, les différentes forces du pays se sont jointes, c'est-à-dire, les FN et les FDS, pour des relations amicales. Une caravane de Paix fut organisée et elle fut un succès. Cela n'annonçait que les avant goûts du scrutin qui devrait avoir lieu dans les jours à venir. Cette caravane de la Paix était en quelque sorte un fruit de l'APO, mais également celui du Linas-Marcoussis rejeté par plusieurs Ivoiriens. Par ailleurs, la résolution 1721(2006) avait été signée pour qu'une paix et un retour au calme existent en Côte d'Ivoire.⁷⁴³ Autrement, l'ancien ministre de Gbagbo Charles Blé Goudé avait aussi ajouté son grain de sel à la caravane de la Paix, tout en étant un maillon de cette cérémonie. Ainsi, les Ivoiriens furent préparés moralement et physiquement pour prendre part aux différents scrutins qui devaient se tenir en 2010.

Tout un tas d'effort fut fourni afin de véritablement emmener le peuple ivoirien à maxivement sortir et remplir leur devoir de citoyen. La caravane de la Paix avait sillonné presque toutes les régions de la Côte d'Ivoire, dans l'optique d'insister sur le sens de la réconciliation et de la réunification du peuple ivoirien ainsi de son territoire. Charles Blé Goudé et son équipe qui sillonnaient les régions de la Côte d'Ivoire, avaient fait des arrêts dans différentes villes du pays. La caravane de la Paix visita une fois, la ville de Bonoua. La réunion étant prévu pour trois heures de l'après midi, la caravane fit son entrée sur les lieux à 17 heures dix minutes. Peu importe le retard, la population de la dite ville était en place. Une foule composée d'hommes, femmes, et de jeunes étaient aux aguets. Personne ne voulant se faire narrer la cérémonie, la foule ne resta donc infatigable. Une fois que M. Goudé foula les pieds de la ville de Bonoua, il disait en ses mots:

⁷⁴² Monde Diplomatique, *Des accords de paix lentement mis en œuvre, la Côte d'Ivoire tente la réconciliation nationale*, décembre 2007, par Michel Galy (Source: <http://www.monde-diplomatique.fr/2007/12/GALY/15390>)

⁷⁴³ Rfi, Côte d'Ivoire, Résolution 1721: *Une nouvelle phase dans la transition politique*, le 02 novembre 2006 à 08:04, par Sylvain Biville

« Nous ne sommes pas venus dans l'optique de vous corrompre, car nous savons que parmi vous chacun à un parti politique auquel il est affilié. Notre présence dans cette ville est due au fait que nous ne souhaiterons pas être étranger à notre propre génération. Nous voulons faire partie de l'histoire de notre pays ». ⁷⁴⁴ Cette caravane de la Paix était également passée à Garango. Garango est une localité située dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Plus précisément à Bouaflé. Dans cette circonscription M. Goudé avait demandé que la situation, des ressortissants burkinabé qui peuplaient la circonscription, soit régularisée. Cette situation qui devrait être régularisée concernait la question identitaire. Ces derniers avaient besoin de carte d'identité afin qu'ils puissent voter. Pour M. Goudé incluait ces ressortissants burkinabé faisaient partie du peuple de la Côte d'Ivoire profonde et qu'ils avaient le plein droit d'être inclus dans le système électoral. ⁷⁴⁵

Une partie de ce qui consistait la crise ivoirienne fut réglée. Le cas Ouattara également traité par l'article 48 de la Constitution ivoirienne. ⁷⁴⁶ Sa candidature était confirmée ainsi que celle de Bédié qui avait déjà excédé la limite d'âge requise pour être candidat au scrutin présidentiel. En plus un processus d'enrôlement fut établi. ⁷⁴⁷ Le processus d'enrôlement consistait à régulariser la situation identitaire de ceux qui étaient en mesure de voter sans toutefois avoir les pièces possibles permettant à avoir droit au bureau de vote. Des certificats supplétifs ainsi que de nationalité furent accordés à ceux qui étaient dans le besoin, afin de se procurer la pièce nécessaire en vue des scrutins qui devraient se dérouler. Décidemment, l'élection dont rêvait tant le peuple ivoirien n'était plus de l'utopie mais de la réalité, car les faits étaient palpables.

1 Les présidentielles d'octobre et novembre 2010

Les dates étaient finalement connues. Le mois d'octobre et de novembre devaient abriter les scrutins du 1^{er} et du 2nd tour respectivement. Une fois le nécessaire fait pour régulariser la situation de ceux qui n'étaient pas en mesure de voter, les futurs événements étaient les campagnes électorales.

⁷⁴⁴ Fr.allafrica.com/stories/200702060694.html

⁷⁴⁵ Nord-Sud, La caravane de la Paix à Garango- Blé Goudé: la question identitaire est réelle en Côte d'Ivoire, le 3 avril 2007, par Kader D. Inza (Source : /actualite/1947-La-Caravane-de-la-paix-a-garango-Ble-Goude-La-question-identitaire-est-reelle-en-Cote-d-ivoire.htm)

⁷⁴⁶ Par déclaration télévisée, le président de la Côte d'Ivoire a décidé de mettre en application l'article 48 de la Constitution qui lui permet de « prendre des mesures exceptionnelles exigées par les circonstances, après consultation du président de l'Assemblée Nationale et celui du Conseil Constitutionnel » et de ne pas passer par la voie référendaire (Source: <http://www.afrik.com/article8339.html>)

⁷⁴⁷ Mamadou Koulibaly, *La responsabilité politique: le cas de la Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Abidjan, 2011, p.7-8

Les rues abondaient du monde. Les différentes villes d'Abidjan et de l'intérieur du pays vivaient les mêmes cérémonies. La joie, l'enthousiasme, les bruits, les klaxons de voitures et de bus se faisaient entendre à longueur de journée. Les chansons, les danses dans les différentes rues et pistes étaient courantes. Les hommes, les femmes et enfants parlaient tous des élections à venir. Les routes, les boulevards et les autoroutes étaient impraticables de manière ordinaire, car les riverains dansaient au son de music et autre. Suite à cela, les jours étaient plus longs que les nuits. Des personnes pratiquaient la méthode de porte-à-porte dans l'optique de convaincre certains électeurs qui n'avaient pas encore choisi leur candidat. Certains battaient les campagnes à travers le système d'internet. Les réseaux sociaux tels que Facebook, Twitter, Google, You tube et autres battaient le plein. En général, le pays tout entier bougeait, puisque ces élections reportées à plusieurs reprises, ont tant été attendues de tous.⁷⁴⁸

Les électeurs étaient tous réunis autour de leurs candidats. Ils voyageaient de région en région dans l'optique de faire plusieurs électeurs. Les campagnes étaient d'une grande taille. La période de campagne électorale était fabuleuse puisque ce fut pour la toute première fois que les partisans de Ouattara jubilaient dans les rues des différentes villes. Ce fut une aubaine pour eux de savoir combien de fois ces festivités étaient savoureuses. La joie se lisait sur le visage de ces derniers. L'histoire de la Côte d'Ivoire venait de marquer un point. Un fait réel et palpable venait de se dessiner dans le décor ivoirien, car la candidature de Ouattara était fêtée par ses siens dans les différentes rues du pays. Non seulement, des supporters de Ouattara qui jubilaient, mais aussi ceux du président Gbagbo furent au rendez-vous. Ces derniers chantaient et le candidat Gbagbo dansait au rythme de leur son. Par ailleurs Ouattara était dit de battre une campagne à l'américaine.

Au-delà de ces rencontres de rues, un débat télévisé, fut accordé à chaque candidat, afin de pouvoir parler de leur programme de gouvernance.⁷⁴⁹ Presque tous les candidats ont pu se présenter à ce débat télévisé, à l'exception du président Bédié. Les campagnes électorales furent réussies. Les candidats rencontraient leurs partisans ou électeurs. Dans l'ensemble tout s'était bien passé. La seule des choses qui restait à faire était de passer à la phase fatidique, c'est-à-dire, au scrutin en tant que tel.

⁷⁴⁸ The New York Times, Africa, Abidjan, Ivory Coast, "Elections results challenged in Ivory Coast", December 2nd, 2010, by Adam Nossiter

⁷⁴⁹ Mission d'Observation électorale en Côte d'Ivoire, Union Européenne, élection présidentielle 2010, Déclaration préliminaire du second tour, Un second tour sous tension, Abidjan le 30 novembre 2010, version officielle

Ce scrutin était dit d'avance, juste, libre et transparent puisque tous les candidats étaient présents, comparé à l'élection d'octobre 2000. Un texte du code électoral fut également rédigé. Ce code électoral connût le jour à partir de l'ordonnance N.2008-133 du 14 avril 2008. En plus du processus électoral qui fut mis en place, un nouveau système de liste électoral fut instauré, mais tout en ce servant de la liste électorale de 2000. Par ailleurs, cette nouvelle liste électorale de 2010 était biométrique sur la base de données alphanumérique. Ce système facilitait l'enregistrement de la liste électorale. Par ailleurs, la SAGEM était sensée de parfaire les moyens par lesquels les Ivoiriens devraient voter sans toute difficulté. La SAGEM, est une compagnie française de sécurité, qui était chargée de créer et sécuriser le système de donnée de base du processus d'enrôlement. Le contrat entre la SAGEM et l'État ivoirien fut signé, entre l'ancien premier Guillaume Soro et Jean Paul Jainsky. Le contrat était d'un montant qui s'étendait de 66 À 100 millions de francs CFA, somme qui est équivalente à 101 060, 606 d'euros.⁷⁵⁰

En gros ce sont les agents du Sagem qui avaient effectué le déplacement, afin d'enrôler toute la population ivoirienne à mesure de voter partout le monde entier. Pour Jean-Paul Jainsky, le travail serait d'une autre qualité et inspiré de transparence, afin que les résultats de nos efforts servent de résolution à la crise ivoirienne.⁷⁵¹ Finalement, le contrat fut scellé entre Soro et Jainsky, en présence du représentant des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Choi Y. J.⁷⁵² Quelques mois plus tard, 11 020 points d'enrôlement furent construits.⁷⁵³ Les neuf millions d'électeurs devraient aussi être enregistrés par SAGEM.⁷⁵⁴ Une grève avait été entreprise par les employés de SAGEM pour des arriérés de salaires impayés. Ce qui avait causé un retard d'enrôlement. Des fraudes ont été déclarées par rapport à l'enrôlement de certaines personnes qui n'étaient pas dans le système d'électeurs.⁷⁵⁵ Une corruption dans des centres d'enrôlement avaient attiré l'attention de plusieurs. Les corrupteurs corrompirent les corrompus par un montant de 1 500 francs CFA (2,30 euros), dans les centres de la SOTRA.⁷⁵⁶ Toutes ces manœuvres bloquèrent le bon déroulement de cet enrôlement. Un retard fut donc occasionné.

⁷⁵⁰ Sagem defense securite, groupe safran, "Côte d'Ivoire: le gouvernement confie à Sagem sécurité l'identification des lecteurs », le 18 avril 2008, par Jocelyne Ballot

⁷⁵¹ ONUCI, Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, la revue de presse du vendredi 18 avril 2008

⁷⁵² <http://www.onuci.org/spip.php?article411>

⁷⁵³ Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, reprise de l'enrôlement dès le 15 avril: la barre de 6 millions de personnes atteinte au 30 mars. Le 3 avril 2009 (Source: <http://www.gouv.ci/Main.php?depart1=1792>)

⁷⁵⁴ Ibid

⁷⁵⁵ Jeune Afrique, « Des centaines de milliers de personnes avaient jusqu'au 29 novembre pour se faire enregistrer sur la liste électorale », le 8 décembre 2008, par Moriba, Magassouba

⁷⁵⁶ <http://mediaf.org/?p=3674>

Il était en plus dit du président de la CEI, d'avoir fraudé en y introduisant dans le système 429 000 personnes.⁷⁵⁷ À la suite de ces irrégularités, Paul Koffi, le représentant du premier ministre a pris l'engagement et donna une dernière date limite d'enrôlement, afin de permettre à ceux qui ont été victimes des manœuvres injustes, de régulariser leur situation. En général, 6,3 millions d'électeurs ont été enregistrés. Pour également une liste électorale il faudra bel et bien recenser les populations. Comme l'avait autrefois soutenu Robert Thomas Malthus, une bonne économie se construit sur le contrôle de la population.⁷⁵⁸ Il n'est pas dit ici d'user de violence contre cette population ou une dictature, mais plutôt savoir le nombre de ces individus afin de combler leur besoin.

Malgré les irrégularités observées sur les différents terrains, en conclusion, à la différence du scrutin d'octobre 2000, organisé par le général Guei auquel s'étaient abstenus plusieurs⁷⁵⁹, les observateurs régionaux et internationaux furent présents aux différentes élections de 2010. Toutes ces performances réalisées au cours des préparatifs du scrutin de 2010, ont permis de dire de cette organisation d'aboutir à un scrutin juste, libre et transparent. En se référant à la notion de « positive and preventive checks », il est purement et simplement clair que le peuple ivoirien devrait être soumis à ce modèle de recensement⁷⁶⁰, en vue d'effectuer de bonnes élections. La SAGEM était celle qui était également en charge de la liste électorale puisque son système avait un lien entre l'enrôlement et la liste électorale. Cette liste d'enrôlement qui fit la une des fraudes pourrait certainement entacher la crédibilité de la liste électorale.⁷⁶¹ Le processus de la liste électorale qui était prévu pour la fin de novembre 2009⁷⁶², avait été retardé une fois de plus pour des cas de fraudes comme le mentionnait également le président Gbagbo. Une incompréhension a été observée sur ce point, ce qui a occasionné la dissolution du gouvernement et la CEI, le 12 février 2010.⁷⁶³

⁷⁵⁷ Ettien Assoa, *Ivory Coast: Public integrity as the main quality to put an end to the 2002 politico-military crisis*, Essay GRIN Verlag GmbH, 2010, p.4

⁷⁵⁸ Tommy Bengtsson & Osamu Saito, *Population and Economy: From hunger to modern economic growth*, Éditions Oxford University Press, New York, 2000, p.205

⁷⁵⁹ Amin Langer, *Côte d'Ivoire's violent peace process*, N.4 in the discussion series: Patterns of conflict resolution (Institute for British-Irish studies university college Dublin), p.5 (Source: http://www.ucd.ie/ibis/publications/discussionpapers/cotedivoiresviolencepeaceprocess/A_Langer.pdf)

⁷⁶⁰ Bengtsson & Saito, op. cit., p.188

⁷⁶¹ Côte d'Ivoire: élections présidentielles 31 octobre- 28 novembre 2010, Mission d'observation électorale de l'Union Européenne, p.9

⁷⁶² International Monetary Fund, IMF country report N.09/326, December 2009, p.6 (Source: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2009/cr09326.pdf>)

⁷⁶³ International Crisis Group: working to prevent conflict worldwide, Côte d'Ivoire: securing the electoral process, Africa report N.158, May 5th, 2010 (Source: <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/west-africa/cote-divoire/158-cote-d-ivoire-securing-the-electoral-process.aspx>)

Cependant, 1 033 000 individus avaient été enregistrés de manière illégale.⁷⁶⁴ Par ailleurs, le président de la commission électorale, Robert Beugré Mambé, avait pris la responsabilité d'injecter ces individus dans le système électorale, avec la collaboration de l'ancien premier ministre Soro. Du coup, en dehors des 1 030 000 individus, seulement que 429 000 seront régularisés. Par ailleurs, l'opposition avait soutenu l'acte de Robert Mambé et s'opposait à la revendication de Gbagbo. À raison des fraudes et irrégularités, les Ivoiriens ont fait d'énormes sacrifices et la liste électorale fut clôturée le 3 septembre 2010.⁷⁶⁵ Cette finalisation de liste électorale fut confirmée par l'ONUCI.

Les cartes d'électeurs furent également imprimées et distribuées toujours avec la collaboration de SAGEM.⁷⁶⁶ Le pays était sur le point d'être libéré, puisque les conditions pour les différents scrutins étaient réunies. Le premier tour des élections était fixé au 31 octobre 2010. Les cartes d'électeurs, qui sont arrivées le 1 octobre 2010 en Côte d'Ivoire, ont été confectionnées en Allemagne.⁷⁶⁷ Dans l'ensemble, les cartes d'identité ainsi que celles des électeurs furent transportées par l'ONUCI vers les différentes régions du territoire national ivoirien.⁷⁶⁸ Hamadou Touré fut en charge de la confirmation des transports de ces différentes cartes. En octobre 2010, Abou Moussa, l'adjoint du secrétaire général de l'ONUCI, fut présent sur les lieux à Daloa, afin que la distribution des types de cartes soit faite en sa présence.⁷⁶⁹ Il a sillonné les centres de Madogohue. Par la suite, 3 200 points de votes ont été construits dans la région, avec l'aide de la coopération japonaise. Tandis qu'à Abidjan, les deux sortes de cartes ont été distribuées en début du mois d'octobre.

Près de 5,7 millions de cartes d'électeurs ainsi que d'identité furent délivrées à la population ivoirienne en raison des scrutins qui allaient se dérouler dans les jours suivants.⁷⁷⁰ Quand bien même que les Ivoiriens ainsi la communauté régionale et internationale étaient tous unanimes sur le déroulement des élections que certains considéreraient juste et libre. Pour Abdou Moussa, le scrutin renfermait de nombreux challenge.⁷⁷¹ Il était décidé que ces élections qui

⁷⁶⁴ AFP, « Côte d'Ivoire: Gbagbo accuse la commission électorale de fraude », le 9 janvier 2010

⁷⁶⁵ Armand Devos, (CECRI, Université Catholique de Louvain), *historique de l'opération ONUCI*, le 5 octobre 2012

⁷⁶⁶ Ibid

⁷⁶⁷ Reuters Africa, *Election, ID cards arrive in Ivory Coast for vote*, october 2, 2010, at 05:23 AM GMT

⁷⁶⁸ Database of press release to Africa- APO- Source, Côte d'Ivoire/electoral process/ ONUCI completes transportation of voter and id cards, october 14, 2010

⁷⁶⁹ Database of press releases related to Africa by African Press Organization, Côte d'Ivoire/Abou Moussa visits identity and voter's cards distribution center in the Daloa areas, october 22, 2010

⁷⁷⁰ Voice of America/News/Africa, Ivory Coast begins voter card registration, october 5, 2010, at 08:00 PM

⁷⁷¹ Voice of America, UN sees enormous challenges before Ivory Coast vote by Hinshaw Drew, News/Africa, September 29, 2010, at 08:00 PM

plus de six fois avaient été reportées devraient coûte que coûte avoir lieu. Les dates étaient connues d'avance, alors il ne restait que l'accomplissement de ces événements. Le scrutin correspondait à la solution adéquate de résolution de conflit des attaques du 19 septembre 2002 et du rejet à la candidature de Ouattara. Pour la validation de ces différents scrutins, il est évident que des organes spécialisés en la matière soient les arbitres. Raison qui motivera la présence des institutions accréditées à l'organisation électorale qui étaient représentées par la CEI ainsi que le Conseil Constitutionnel.

1.1 Les institutions accréditées à l'organisation électorale

Une élection crédible est toujours accompagnée pour la validation provisoire et définitive des organes accrédités. Dans le cas de la Côte d'Ivoire qui avait souffert des affres de la guerre, durant près d'une décennie, avait opté pour la proclamation provisoire des élections, la CEI. Et l'appareil à mesure de valider définitivement ces résultats électoraux, le Conseil Constitutionnel. Les dates étant connues pour les deux scrutins, les cartes d'identité et d'électeur distribuées, la seule des choses à faire, était de voter. Pour ce faire, une commission électorale indépendante fut mise sur pied pour l'annonce des résultats provisoires. Le rôle de cette CEI était bien connu de plus d'un, par rapport aux scrutins du 31 octobre et du 28 novembre 2010. Pourquoi avait le peuple ivoirien eût recours à une CEI? Quel était le rôle exact de cette CEI? Qu'en fut-il pour le Conseil Constitutionnel donc?

1.1.1 Le Commission Électorale Indépendant

La Côte d'Ivoire durant trente ans avait un système électoral supervisé par le ministère de l'intérieur. Et comme le ministère de l'intérieur était dit d'être à la solde du gouvernement en place, il fallait donc décharger ce ministère de la proclamation des élections. Ainsi une commission électorale indépendante, la remplaça dans ses fonctions pour un peu plus de transparence. Dans l'optique d'éviter ces éventuelles irrégularités, le bureau d'organisation d'élections de 2010, en Côte d'Ivoire, s'est constituée d'une CEI. Cette CEI avait pour rôle de proclamer les résultats provisoires du scrutin.⁷⁷² Avec la présence d'une CEI, il fut évident que les Ivoiriens n'avaient plus accès à l'ancien système, du ministère de l'intérieur. La CEI, a été établie sur la base de l'article 32 (4) de la constitution ivoirienne.⁷⁷³ La CEI est une

⁷⁷² UNDP (United Nations Development Programme) Project CIV10-00062309: Appui à l'intégrité du genre dans le processus électoral ivoirien. Programme du PNUD pour l'appui à l'intégration du genre en Côte d'Ivoire « *les femmes dans le processus de Paix et de Réconciliation en Côte d'Ivoire* »

⁷⁷³ Commission Électorale Indépendante. Loi N.2001-634 du 9 octobre 2001 portant composition, organisation, attributions et fonctionnement de la commission électorale indépendante

administration indépendante composée d'autorités économiquement et moralement libre. Le bureau de la CEI était situé au Plateau-Abidjan. EN son article 1, il est dit, que le quartier général de la CEI peut changer sa position initiale, mais si et seulement si les membres de la CEI sont d'un commun accord. En fait, quelle était la tâche de la CEI?

En fait la CEI était chargée de:

- se charger du calendrier électoral
- maintenir et ajourner annuellement la liste électorale
- établir les registres électoraux
- imprimer et distribuer les cartes électorales
- réceptionner les demandes de candidatures
- décider des places et lieux de bureaux de votes
- établir l'acquisition et la disposition du matériel électoral
- définir la liste initiale des électeurs
- définir les spécifications techniques de documents électoraux
- proposer les dates du scrutin ainsi que celles des campagnes électorales au gouvernement
- accréditer la présence des observateurs nationaux et internationaux
- informer et insister sur la quiétude des populations
- superviser les campagnes électorales et les votes
- accréditer la procédure et avoir accès à tous les bureaux de vote et être présent au cours de tout le scrutin du début jusqu'à sa fermeture
- garantir le droit et la liberté du vote au plan national
- délibérer les résultats et faire les rapports dans l'optique d'authentifier la performance du vote en centralisant les résultats du scrutin
- proclamant les résultats provisoires et définitifs du scrutin
- charger d'archiver les procès verbaux et les documentations du scrutin

En somme, c'est tout ce qui représentait les fonctions que devraient assumer la CEI. Tout ceci figure dans l'Article 2 de la loi de 2001 en rapport à la CEI. La CEI du coup devint un acteur très utile et important dans le processus électoral ivoirien. Cette CEI fut donc présente durant les scrutins d'octobre et de novembre 2010. Le chapitre 3 stipulait sur la composition et l'organisation de l'organe. La CEI est composée de membres permanents et non-permanents.

La CEI est dirigée par une commission centrale, des commissions régionales, départementales et locales. La commission centrale est constituée de membres permanents et non-permanents, tandis que les autres ne sont que composées de membres non-permanents. Les membres de la commission centrale sont les suivants:

- un représentant du président de la république
- un représentant du président de l'Assemblée nationale
- un représentant du président du Conseil Économique et Social
- deux magistrats qui sont des juges désignés par la Cour Suprême
- deux avocats désignés par le barreau des avocats
- un représentant du ministère de l'intérieur
- un représentant du ministère de la sécurité publique
- un représentant du ministère de l'économie et des finances
- un représentant du ministère de la défense
- deux représentants de chaque parti politique représenté à l'Assemblée Nationale ayant obtenu au moins un siège au parlement ou ayant remporté un siège au cours des élections municipales

Les membres de la commission centrale sont nommés par décret du conseil des ministres. Ils sont à ce poste pour au moins six ans. Toutes les propositions sont établies sous les instructions du ministre de l'intérieur et soumises au conseil de ministre par adoption.⁷⁷⁴ En somme, ces derniers sont ceux qui constituent le bureau de la CEI. Ils étaient ainsi chargés d'organiser les différents scrutins de 2010, qui étaient sensés rétablir l'ordre en Côte d'Ivoire. Le président de cette CEI était Youssouf Bakayoko.⁷⁷⁵ Une fois qu'il était connu du rôle de la CEI de proclamer les résultats provisoires et définitifs des différents scrutins, il était donc évident qu'il existait un organe spécialisé à valider les résultats provisoires et définitifs. Cet organe à mesure de valider les résultats du scrutin, était le Conseil Constitutionnel.

1.1.2 Le Conseil Constitutionnel

Le Conseil Constitutionnel, est une institution dotée de finaliser en validant les résultats provisoires communiqués par la CEI. En France comme en Côte d'Ivoire, c'est bien ce Conseil Constitutionnel qui veille à valider le scrutin présidentiel. Puisque la Côte d'Ivoire

⁷⁷⁴ http://democratie.francophonie.org/IMG/pdf/Cote_d_ivoire_commission-electorle-independante.pdf

⁷⁷⁵ Charles Onana, Côte d'Ivoire: Le coup d'État, p.327

étant une ancienne colonie française, elle a tout entièrement copié sur la Constitution française de laquelle, elle détient une copie conforme. À la fin du parti unique en Côte d'Ivoire, en 1990, la république de Côte d'Ivoire avait appliqué le modèle constitutionnel français à son système électoral. Il était question de proclamer les résultats du scrutin tout en modifiant le système par lequel les Ivoiriens donnèrent le verdict du scrutin.⁷⁷⁶ Cette Constitution sur laquelle copiait la Côte d'Ivoire, a été instituée en France, le 4 octobre 1958.⁷⁷⁷ Le Conseil Constitutionnel est une cour ayant plusieurs pouvoirs en sa possession en termes de législation constitutionnelle. En fait, de cette copie profite la nation ivoirienne pour valider son Conseil Constitutionnel. Ce Conseil Constitutionnel connût le jour en 1994, sur la base de la loi N.94-438 du 16 août 1994. Le Conseil Constitutionnel ivoirien à partir de cette loi élira ses membres représentatifs. Se servant de l'article 88, le Conseil Constitutionnel ivoirien se saisit de la constitutionnalité des lois. Cet organe est celui qui régularise le fonctionnement des autorités publiques. Dans le préambule de l'Article 89 de la Constitution, le Conseil Constitutionnel est composé des membres suivants:

- un président
- un ancien président de la république, à moins qu'on ne renonce à sa nomination
- six conseillers nommés par le président du parlement

Le Conseil Constitutionnel doit être renouvelé à moitié toutes les trois années. Ce Conseil Constitutionnel se résume aux Articles 88 à 100. Cependant, l'Article 90 stipule que le président de la Conseil Constitutionnel est désigné par le président de la république et remplit ses fonctions durant une période de six ans non renouvelables. Ces derniers sont dotés d'une haute compétence administrative et légale.⁷⁷⁸ L'Article 91 consiste à la désignation des conseillers par le président de la république, qui eux exercent leur fonction pour une durée de six ans non renouvelables. Par ailleurs, le président du Conseil Constitutionnel est doté d'une véritable connaissance dans le domaine. Les conseillers également prêtent serment avant de prendre fonction.

⁷⁷⁶ Conseil Constitutionnel, Le Conseil Constitutionnel de Côte d'Ivoire, Francis Wodie- Nouveaux Cahiers du Conseil Constitutionnel N.40- juin 2013 (Source: <http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/root/bank/pdf/conseil-constitutionnel-137434.pdf>)

⁷⁷⁷ Conseil Constitutionnel- General Presentation, September 11, 2004, p.1

⁷⁷⁸ Avant son entrée en fonction, il prête serment devant le président de la république en ces termes: « Je m'engage à bien fidèlement remplir ma fonction, à l'exercer en toute indépendance et en toute partialité dans le respect de la Constitution, à garder le secret des délibérations et des votes, même après la cessation de mes fonctions, à ne prendre aucune position publique dans les domaines politique, économique et social, à ne donner aucune consultation à titre privé sur les questions relevant de la compétence du Conseil Constitutionnel

Le Conseil Constitutionnel est constitué de:

- trois conseillers parmi lesquels deux sont choisis par le président de l'Assemblée nationale et promus par le président de la république pour une durée de trois ans
- trois conseillers au sein desquels l'un est choisi par le président de l'Assemblée Nationale et promu par le président de la république pour une durée de six ans

En général, sur la base de l'Article 94 de la Constitution ivoirienne, le Conseil Constitutionnel est l'organe approprié à conduire un référendum et de proclamer les résultats. Ce qui revient à dire que ce Conseil Constitutionnel agit en fonction de:

- l'éligibilité des candidats aux élections présidentielles et législatives
- reçoit les appels ayant un lien avec le résultat du scrutin présidentiel et législatif

Enfin, il est de droit du Conseil Constitutionnel à proclamer les résultats définitifs des élections présidentielles. L'Article 99 de la Constitution ivoirienne, insiste sur le fait qu'il ne serait pas juste de prononcer des provisions illégales. C'est bien sur cette base qu'avait fonctionné le Conseil Constitutionnel lors du scrutin de 2010, en Côte d'Ivoire. L'Article 52, de la loi N.2000-514 du 1^{er} août 2000 conformément au code électoral, le secrétaire du Conseil Constitutionnel, Gbassi Kouadiané avait reçu et enregistré de la part de la CEI la déclaration de vingt nominés.⁷⁷⁹ En vertu de la décision de loi no. 2009-EP-026/28-10/CC/SG, une liste de documents à fournir pour le dépôt des candidatures à la présidentielle avait été établie par le Conseil Constitutionnel comme suit:

- une déclaration de candidature dûment signée par chaque candidat
- une lettre de nomination délivrée par le parti politique
- un reçu de dépôt d'un montant de 20 millions de franc CFA (30 535 euros)
- un extrait de naissance
- une déclaration d'impôt

Il revient au Conseil Constitutionnel de promulguer la liste provisoire des candidats à l'élection présidentielle du 31 octobre 2010 et d'exiger les documents à compléter pour ceux qui avaient fourni des dossiers incomplets. La période du reste des documents à fournir était soumise à la date du mardi 10 novembre 2009, à 16 heures. Il fut également recommandé aux partis politiques concernés à faire appel sur l'application de l'Article 56 (2) sur un délai de

⁷⁷⁹ Décision N. CI-2009-EP/028/19-11/CC/SG du Conseil Constitutionnel, relatif à la publication de la liste des candidats à l'élection présidentielle

soixante douze heures, en référence de la liste provisoire établie. Aucune réclamation ni appel n'a été fait. Une fois le délai passé, le Conseil Constitutionnel avait proclamé la liste définitive des candidats à la présidentielle de 2010. Vingt candidats ont été enregistrés et seulement quatorze candidatures furent validées. Ceux dont la candidature fut validée étaient de ceux qui avaient fourni en bonne et due forme les documents exigés par le Conseil Constitutionnel. Tandis que ceux dont la candidature n'a pas été retenue, étaient de ceux qui furent incapables de fournir les documents complets pouvant les conduire au scrutin présidentiel de 2010. Ainsi donc le Conseil Constitutionnel avait procédé de la manière suivante: Article 1: la liste des candidats rejetés:

- Boagnon Breiguai Charles
- Coulibaly Nablé Yaya
- Gaha Degna Hippolyte
- Goba David
- Guede Yosé Abel
- Keita Tiemoko

L'Article 2 présentait la liste des candidats retenus pour le scrutin présidentiel du 31 octobre 2010, comme suit:

- Akoto Yao Kouadio Félix
- Anaki Kobena Innocent Augustin
- Bédié Konan Aimé Henri (PDCI)
- Dolo Adama
- Enoh Aka N'Douba
- Gbagbo Laurent (FPI)
- Gnamien Konan
- Konan Kouadio Siméon
- Lohoues Ahne Jacqueline, épouse Oble
- Mabri Toikeuse Albert
- Ouattara Alassane (RDR)
- Tagoua Nynsémon Pascal
- Tohou Henri
- Wodié Romain Francis

L'Article 3 en son texte stipulait que la liste complète des candidats sera présentée au journal officiel de la république de Côte d'Ivoire et informera les concernés. La liste complète fut délibérée par le Conseil Constitutionnel le 19 novembre 2009, après une réunion assistée de:

- Yao Paul N'Dre: président du Conseil Constitutionnel
- Ahou N'Guetta Timothée: Conseiller
- Daligou Monoko Jacques André: Conseiller
- Wale Ekpo Bruno: Conseiller
- Kouassi Angora Hortense, épouse Sess: Conseillère
- Tano Kouakou Félix: Conseiller
- Toure Josephine Suzanne, épouse Ebah: Conseillère

La réunion a été assistée du secrétaire général du Conseil Constitutionnel, Gbassi Kouadiané, et la liste complète fut signée par le président du Conseil Constitutionnel, Paul Yao N'Dre. Décidemment, la liste finale de la présidentielle d'octobre 2010 fut connue par tous. Les élections qui ont été reportées à plus de six reprises devraient finalement avoir lieu. Puisque plusieurs candidats ont été retenus, il semblerait que ce scrutin soit crédible, juste, libre et transparent. En général, la partie théorique fut résolue, il ne restait que la pratique pour valider le déroulement du scrutin. Les élections tant attendues devraient avoir lieu le 31 octobre 2010.⁷⁸⁰ La date des élections étant connue, il fallait désormais passer aux isoloirs.

1.2 Les élections présidentielles de 2010

Les élections tant reportées sont enfin une réalité. Les candidats connus, les dates pareillement. Ce scrutin qui devrait absolument avoir lieu, et mettre fin aux reports incessants, était dit de rétablir la paix en Côte d'Ivoire.⁷⁸¹ Sur la base des travaux effectués par le Conseil Constitutionnel et la CEI, il semblerait qu'une paix véritable renaîtra dans le pays jadis stable, qui fut secoué par les attaques du 19 septembre 2002. Le Conseil Constitutionnel avait publié la liste définitive des candidats. Le reste était la course entre ces derniers afin de savoir qui remporterait le scrutin. Ces élections furent celles qui marquaient l'histoire du pays, en vue de la candidature acceptée de Ouattara et du nombre important des compétiteurs.⁷⁸²

⁷⁸⁰ OFPRA, Rapport de mission en République de Côte d'Ivoire, du 26 novembre au 7 décembre 2012, p.11

⁷⁸¹ France24, « *Le coup d'envoi de la campagne électorale pour le premier tour de la présidentielle doit être donné ce vendredi. Reporté à sept reprises depuis 2005, le scrutin, prévu le 31 octobre, doit mettre fin à onze années d'instabilité politique* », le 22 octobre 2010, par Tatiana Mossot

⁷⁸² Ibid

Ces différents candidats prenaient le pli de rencontrer leurs partisans ainsi que leurs directeurs de campagne. La date des campagnes connue, les militants avaient donc le droit de battre campagne du 15 au 29 octobre 2010, à minuit (24h00), pour le scrutin du 31 octobre 2010.⁷⁸³ En somme, ce fut une campagne électorale de deux semaines. Finalement, les 20 000 bureaux de votes devaient accueillir les six millions d'électeurs, qui avaient pour devoir de se tenir certainement de l'ouverture à la fermeture de ces lieux, afin de remplir leur devoir de citoyen.⁷⁸⁴ Les campagnes achevées, les observateurs régionaux et internationaux en place, les bureaux de vote ouverts. La mission d'observation de l'Union Européenne était dirigée par M. Christian Preda. Cent vingt observateurs provenant des 24 pays de 27 États de l'Union Européenne, de la Suisse ainsi que de la Norvège.⁷⁸⁵ L'Afrique francophone était représentée par Abdou Diouf. Le représentant de l'Union Africaine fut Ambroise Nyonsaba et celui en lieu et place de l'ECOWAS (CEDEAO) était Théodor Holo. Cette mission était sous le parrainage de Gerard Latortue, l'ancien premier ministre haïtien.

La raison qui motivait plus d'un à venir en Côte d'Ivoire était connue de tous. Ils étaient au rendez-vous pour superviser les élections historiques du pays qui mettraient fin aux hostilités qui avaient divisé le territoire en deux parties.

1.2.1 Premier tour du scrutin d'octobre 2010

Le premier tour des élections longtemps attendu fut enfin arrivé. Le dimanche 31 octobre 2010, était le jour J, le jour tant attendu. Les électeurs se mirent en fil indienne dans la cour des écoles. Les rangs étaient vraiment longs. Le calme se fit sentir, quand les délégués des bureaux de vote faisaient leur rentrée. L'heure sonna pour l'ouverture des classes qui servaient de bureaux de vote. Plus un seul cri ne se fit entendre que ceux des mouches et insectes, un calme précaire régna sur l'atmosphère. L'heure de la vérité était venue. Les bureaux de votes ouverts, les premiers électeurs foulaient le sol des classes afin de se diriger vers l'isoloir, mais tout en ayant bien validé leur présence à l'encre indélébile et dûment apposé leur signature. Certains partisans des différents candidats laissaient certaines fois entrevoir sur leur t-shirt, les photos de ces derniers quand bien même que les campagnes électorales étaient bouclées. Qu'avait-il motivé ces derniers à se lever tôt pour remplir ces

⁷⁸³ Rfi, « *Première journée de la campagne électorale de la présidence en Côte d'Ivoire* », publié le 16 octobre 2010, et modifié le 27 octobre 2010, à 09:29, par Norbert Navaro

⁷⁸⁴ Jeune Afrique, *Toute l'actualité africaine en continu, la dernière ligne droite?*, le 1^{er} septembre 2010, par Cheick Yenim Seck

⁷⁸⁵ www.eueom-eu/files/pressreleases/english/declaration-preliminaire02_cote-divoire-2010_cote-divoire_fr.pdf

cours d'écoles? Étaient-ils partis de leur domicile respectif pour voter de n'importe quelle façon? La motivation de ces derniers était bien justifiée par des faits. Autrement, ces candidats pour qui ces individus furent matinaux, avaient-ils le même poids? Pour la plupart du temps, les populations parlaient de Bédié, Ouattara et Gbagbo. Il serait donc, convenable de parler de ces candidats qui sembleraient les plus importants du scrutin. Qui étaient donc ces candidats pour qui des individus furent partis très tôt le matin de leur domicile?

1.2.2 Les principaux partis politiques et leurs leaders

Décidemment, il semblait que ce scrutin était marqué par les personnes de Bédié, Gbagbo et de Ouattara. Ces hommes politiques qui représentaient la cause du PDCI, du FPI et du RDR respectivement, avaient du vent en poupe, durant les élections du 31 octobre 2010. Ces politiciens n'avaient pas les mêmes parcours, puisqu'étant diamétralement opposés. Par contre, ils furent animés d'un objectif identique ou commun. Ils souhaitaient chacun briguer le poste de président de la Côte d'Ivoire, afin de pouvoir assumer le bien être du peuple de Côte d'Ivoire. Trois candidats de taille pour un fauteuil présidentiel. Un fauteuil présidentiel tant convoité pour certains dont le rêve était tout simplement de diriger le pays. Par contre, pour d'autres l'idée était de gérer les requêtes qui leurs seraient confiées. Il fallait également un plan de gouvernance qui plairait au peuple de Côte d'Ivoire. Un système qui devrait permettre la redistribution des biens entre les Ivoiriens de manière équitable. Qui était cette personne qui devrait diriger cette Côte d'Ivoire, qui sortait fraîchement des maux de guerre? Était-ce une action facile d'avoir des élections sans violence? Qui d'entre eux devrait véritablement remporter la partie? Qui de Bédié et de Gbagbo ou de Ouattara avait le sens de s'imposer en maître dirigeant du pays?

a) Le FPI (LMP) de Laurent Gbagbo et le groupe Bété

Le FPI fut le premier parti clandestin créé en 1982 en Côte d'Ivoire et qui fut reconnu en 1988. Il est le plus vieux des partis politiques de gauche de Côte d'Ivoire. Il avait lors des élections législatives de 1990, après avoir échoué au scrutin présidentiel de la même année, remporté le plus de sièges parmi les nouveaux partis politiques enregistrés au mois d'avril de l'année. Le parti avait véritablement œuvré pour l'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire. L'objectif pour lequel ce parti fut créé, était atteint en avril 1990. En octobre 2000, Laurent Gbagbo fut élu président de la république de Côte d'Ivoire. Le FPI de Laurent Gbagbo était donc au pouvoir lors des deux scrutins qui se sont déroulés en octobre et novembre 2010.

Laurent Gbagbo fut l'un des trois grands candidats de taille durant les élections d'octobre et de novembre 2010. Le candidat et président Laurent Gbagbo fut le représentant du LMP, le nom que se donna le FPI, au scrutin de 2010. Le LMP est le diminutif de La Ligue des Mouvements pour le Progrès ou La Majorité Présidentielle.⁷⁸⁶ Le président Gbagbo est né en 1945 à Gagnoa en Côte d'Ivoire. Il a débuté ses études primaires et secondaires en Côte d'Ivoire. Il fut admis au baccalauréat en 1965, au Lycée Classique d'Abidjan et obtint une licence en histoire à l'Université d'Abidjan quatre années plus tard, c'est-à-dire, en 1969. Il devint ensuite enseignant au Lycée Classique en 1970, le lycée qui l'avait accueilli bien avant. Il a par ailleurs obtenu une maîtrise d'histoire à la Sorbonne, à Paris (France). En 1974, il fut chercheur à l'Institut de Recherche d'Art et d'Archéologie Africaine (IRAAA). Quelques années plus tard, en 1979, il défend sa thèse de doctorat intitulée: « *Les ressorts socio-économiques de la politique ivoirienne: 1940-1960* », à l'Université Paris Diderot.⁷⁸⁷

Plus tard, il devint un membre actif du SYNARES. Le SYNARES représente le Syndicat National de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur. En 1982, Gbagbo participa à la grève estudiantine qui explosa au cours du mois de février.⁷⁸⁸ Au cours de cette même période, il en profita de manière clandestine, pour mettre sur pied le FPI.⁷⁸⁹ Suite à la grève estudiantine de février 1982, il se sauva et trouva refuge en France en 1985, où il vivra comme exilé politique. Il avait demandé l'asile en France, puisqu'il était opposé à la politique d'Houphouët-Boigny, qui interdisait une ouverture à plusieurs partis politiques. Durant sa période d'exil, il fit la rencontre de son ami Guy Labertit, un membre du parti socialiste français. De cet exil, il en revint le 13 septembre 1988, en Côte d'Ivoire. Il entreprit une rencontre avec le président Houphouët-Boigny, qui lui dit en ses mots:

« L'oiseau ne se fâche jamais contre l'arbre »

Depuis, 1970, Gbagbo était un syndicaliste, dont les méthodes d'étude déplaisaient à plus d'un.⁷⁹⁰ Pour cette cause, il visita les prisons de Bouaké et de Séguéla de mars 1971 à janvier

⁷⁸⁶ Onana, *Côte d'Ivoire: Le coup d'État*, p.321

⁷⁸⁷ CBC News, World, A tale of 2 presidents, "The story behind the political drama in Ivory Coast", posted January 6, 2011, at 07:00 and last updated April, 3, 2011 (Source: <http://www.cbc.ca/news/world/a-tale-of-2-presidents-1.987162>)

⁷⁸⁸ Proteau (2002:82)

⁷⁸⁹ Pascal Kokora, *Le Front populaire ivoirien: de la clandestinité à la légalité*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1999, p.240

⁷⁹⁰ Onana, op. cit., p.83-86

1973.⁷⁹¹ Il sera promu, sept années plus tard, le directeur de l'Institut de Recherche d'Art et d'Archéologie Africaine (IRAAA). Une fois la fin de la décennie quatre-vingt et le début des années quatre vingt dix, son plus grand rêve se réalisa, ce fut l'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire.⁷⁹² Son parti politique qui semblait dans l'obscurité comme clandestin vit enfin le jour. Son action était finalement acceptée. Il oeuvrait en grand politicien. Son parti le FPI est sur la liste des nouveaux partis d'opposition de Côte d'Ivoire. La chute du mur de Berlin ainsi que l'effondrement du bloc communiste marquèrent le début d'une nouvelle ère politique dans le pays d'Houphouët. Son rêve étant devenu réalité, il en profita pour poser sa candidature au scrutin présidentiel d'octobre 1990, auquel il ne fut qu'un simple figurant. Les élections furent remportées par le président Houphouët qui fut son propre successeur. Par contre, il se contentera d'un fauteuil à l'Assemblée nationale, pour le compte de la sous-préfecture de Ourahio. Il devint alors un membre parlementaire tout comme ses camarades de parti qui au cours de cette période avaient réussi à remporter des sièges aux législatives de 1990.

Le parti avait pu réunir 9 sièges. Ce résultat, permit aux membres du parti de s'armer de courage et mener une lutte pacifique dans l'optique d'atteindre leur plus grand objectif. En 1992, lors d'une marche pacifique organisée en février, il fut arrêté avec ses camarades de parti et la violence fut utilisée contre eux. Ils ont tous été incarcérés à la Maison d'arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA).⁷⁹³ Gbagbo, son épouse Simone et son fils Michel ainsi ses camarades de parti furent arrêtés, emprisonnés et inculpés de fausses accusations. Depuis cette période jusqu'à la mort du président Houphouët, en passant au régime et finissant par le coup d'État de 1999, le parti du FPI a survécu une injustice qui ne serait dire de son nom. Gbagbo durant son mandat avait usé de tous les moyens pacifiques pour régler la situation économique et sociale des citoyens ivoiriens mais, ses efforts étaient en vain. Gbagbo faisait parti du groupe de socialiste international.⁷⁹⁴ Suite à la crise de septembre 2002, quand bien même que Gbagbo avait fait de son mieux pour favoriser plus d'un, il demeurait cependant toujours une cible pour plusieurs.

⁷⁹¹ Ivoirebusiness.net, Politics: *Laurent Gbagbo and the right to "difference"*, January 31, 2013, at 08:53, by Fagiolo Nicoletta

⁷⁹² Gary-Toukara Daouda, *Cinquante ans de politiques de la nationalité en Côte d'Ivoire*. In: *Outre-mers*, tome 97, n. 368-369, 2^e semestre 2010. Cinquante ans d'indépendances africaines, pp. 159-175, p.159

⁷⁹³ Côte d'Ivoire, la vraie, *Accueil: violations des droits de l'homme en CI, 18 février 1992-18 février 2012...20 ans d'une marche historique*, par Claudus Kouadio

⁷⁹⁴ ACTUS/prpe.Déclaration de l'ACTUS/prpe sur la situation en Côte d'Ivoire, « Côte d'Ivoire: pourquoi la France veut-elle abattre le président insoumis, Laurent Gbagbo? », publié le 22 décembre 2010, et révisé le 2 avril 2011, N/Ref: 13.12/SG/10

Puisque ces derniers étaient diamétralement opposés à ses méthodes de résolutions de conflit qu'il proposait suite aux scrutins du 31 octobre et du 28 novembre 2010.⁷⁹⁵ Par ailleurs, le président Gbagbo avait été l'auteur de plusieurs ouvrages que sont les suivants:

- *Soundjata, le lion du Manding (1971)*
- *Réflexions sur la conférence de Brazzaville (1978)*
- *Côte d'Ivoire: Économie et société à la veille de l'indépendance:1940-1960 (1982)*
- *Côte d'Ivoire: Une alternance démocratique (1983)*
- *Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire (1987)*
- *Côte d'Ivoire: Histoire d'un retour (1989)*
- *Agir pour les libertés (1991)*
- *Le temps de l'espoir (1995)*
- *Sur les traces des Bétés (2002)*

Ces œuvres viennent du président Gbagbo et sont accessibles chez NEI. Finalement, c'est bien sur ces œuvres que s'appuie le président Gbagbo pour mener sa lutte politique. Par ailleurs, il était dit du parti politique de Gbagbo d'être affilié à son groupe ethnique. Suite à ces affirmations, il serait évident de retracer l'histoire du groupe ethnique du président Gbagbo.

Gbagbo est issue du groupe ethnique Bété qui fait partie de la civilisation Kru. Ce groupe ethnique se trouve géographiquement au sud-ouest de la Côte d'Ivoire. Il est doté d'un système patrilinéaire.⁷⁹⁶ Ils étaient des croyants, puisqu'ils nommaient depuis lors, Dieu, Lago Tapê (Dieu le créateur de l'univers). Ils étaient un peuple hostile au colon. Ils vivent dans en zone forestière. Pour la plupart du temps, le peuple Bété se trouve dans le triangle régional, Gagnoa, Daloa et Soubré.⁷⁹⁷ Comme la plupart des groupes ethniques de la Côte d'ivoire, les Bété parlent la même langue, mais avec certaines fois de petites différences au niveau de la prononciation, en fonction de leur ville de provenance. Par contre, ils se

⁷⁹⁵ Open Security, *The problem with Côte d'Ivoire: how media misrepresent the causes of Côte d'Ivoire*, January, 13, 2011, by Patrick Meehan

⁷⁹⁶ Institut Pierre Richet, BP1500-Bouaké-Côte d'Ivoire, *La trypanosomiase humaine en Côte d'Ivoire, VIII, Le secteur de la santé rurale de Gagnoa* (de l'origine au 31.07.1987), par Penchenier L., Sibili Y & Aimé M. O.C.C.G.E/O.R.S.T.O.M, N.28/IPR/RAP/87

⁷⁹⁷ Jean-Pierre Dozon, *La société Bété: histoire d'une ethnique de Côte d'ivoire*, Éditions ORSTROM & Karthala, Bondy & Paris, 1985, p.25

comprennent parfaitement au niveau vernaculaire. Les habitants de la région de Gagnoa sont très souvent des agriculteurs de cacao et de café.

Des cultures sur laquelle se repose l'économie nationale du pays. La nourriture préférée de ces derniers est le riz. Plus ils en consomment et le plus ils en cultivent. En dehors de tout cela, ils sont des personnes loyales et de grands guerriers. Au sein d'eux étaient sortis de vaillants conquérants tels que Zokou Gbeuly. Zokou Gbeuly était un très grand guerrier qui s'opposait farouchement au colon.⁷⁹⁸ Il fut plus tard arrêté le 14 octobre 1911 et déporté à Zuénoula où il mourut le 15 avril 1912. Ce peuple Bété avait déclaré la guerre contre l'armée coloniale, en 1920. Durant ces affrontements, 10 000 personnes ont été tuées.⁷⁹⁹ Ce fut donc le dernier combat livré des Bété contre les colons. Ce groupe ethnique n'était tout simplement pas intéressé à la guerre mais portait plus son attention sur la connaissance, les études. Le père d'une famille Bété pouvait investir plus de la moitié de son revenu annuel dans les droits d'études de ses enfants. Ces enfants dont les parents investissent maxivement pour leur éducation, s'agrippent à cette connaissance. Une fois la connaissance acquise, ils s'intéresse à la politique.

Parmi eux, des leaders politiques sont sortis du milieu d'eux, tels que le sénateur Victor Biaka Boda, dont le corps fut retrouvé entre Bouaflé et Sinfra. Ainsi, Adrien Dignan Bailly, était un parlementaire qui lui mourut le 6 août 1969 à l'hôpital central d'Abidjan (actuel CHU de Treichville). Le cas Kragbé Gnagbé sera le plus frappant. En 1970, ce dernier fut celui qui créa le parti politique le PANA. Puisqu'opposé à la politique du vieux parti du PDCI-RDA, il entama une lutte démocratique et que le parti unique ne devrait aucunement diriger seul les arènes de la politique ivoirienne. Il mena une lutte qui tourna au drame, au cours de laquelle 6000 personnes furent tuées. Tandis que pour le président Houphouët il dénombra les morts à 4000 et selon Gadjì Dago Joseph, ils n'étaient que 79 individus.

En général, la société Bété a hérité d'un système hiérarchisé. Ils sont des gens hospitaliers. Ils vivent en communauté avec des immigrants tels que Baoulé, Mossi (Burkina Faso), Malinké, et Sénoufo.⁸⁰⁰ La région des Bété est divisée en plusieurs cantons, tels que les Nékédi, les Gbadi, les Zédi, les Gnambré ou Niabré, les Paccolo, les Guébié et les Guia.⁸⁰¹ L'administration Bété

⁷⁹⁸ *Devoir de mémoire: la « cité des antilopes » fait revivre Zokou Gbeuly, cent ans après*, le 10 septembre 2010, par pascal Guéladé

⁷⁹⁹ Le Quotidien, N524, Bernard Doza, journaliste-écrivain: « *Gbagbo sera bientôt libéré* », le 24 janvier 2012, p.1, par Laurent Akessé

⁸⁰⁰ Dozon (1985:13)

⁸⁰¹ Ibid, p.29-33

est composée de villages. À la tête de groupe de villages existe un chef canton. Et à la tête de chaque village se trouve un chef.

Dans l'optique de résoudre un problème tous les chefs de chaque village se réunissent, afin de pouvoir discuter et trouver la solution adéquate. Quand un problème se passe dans un village, la population de ce village se retrouve autour du chef du village sur la place dénommée, *l'arbre à palabre*. Ce lieu est la place où les habitants du village règlent leur litige. Cet endroit est également la place où ces villageois préparent les futures festivités à venir, ainsi que les cérémonies. À ces réunions, prennent part, les notables et le chef du village ainsi que l'assemblée villageoise. Ensuite, la place est transformée en une cour de justice et le problème est résolu. Ce système de cour de justice est valable pour tout résident du village (autochtones comme allogènes) ainsi est il pour les autres endroits. Suite à ce système, plusieurs immigrants affluèrent dans la ville et alentours de la région de Gagnoa. La ville de Gagnoa à elle seule recevait 37% des immigrants tandis que celle d'Abidjan ne regorgeait que 25% des mouvements migratoires.⁸⁰² En général, tout résident de la ville de Gagnoa peu importe son origine à le droit à la parole, c'est-à-dire, la liberté d'expression. Il revient à dire que ce système est un modèle démocratique. Par ailleurs, le colon classa le Bété au bas de l'échelle des groupes ethniques de Côte d'Ivoire. Pour le colon venait en première position le Baoulé ensuite le Dioula et sûrement derrière ces deux le Bété.

Peu importe l'analyse ou le classement ethnique que fit le colon, le Bété n'avait jamais cessé de s'instruire. Un exemple type, est le cas du président Gbagbo. Il a poursuivi ses études. Il a ensuite entamé une vie de syndicaliste ensuite un parcours de politicien. Il devint un parlementaire et enfin était le président de la république de Côte d'Ivoire de 2000 à 2010. Il n'avait jamais usé de la violence pour aboutir à ses fins politiques. Malgré toute la violence qui lui fut appliquée, il avait toujours le sens du pardon. Quand bien même qu'il est aujourd'hui emprisonné à La Haye⁸⁰³, il est continuellement fréquenté par plusieurs Ivoiriens et Africains voir des occidentaux. Il est de nos jours un être incontournable dont l'image fut ternie et semble être repeinte dans le bon sens au fur et à mesure que son procès suit son cours à La Haye car, certains des témoins à charge désistent et encore témoignent en sa faveur.

Laurent Koudou Gbagbo est un originaire de la ville de Gagnoa. Il poursuivit ses études en Côte d'Ivoire avec un parcours brillant avant de défendre une thèse en France. Il fut le

⁸⁰² Ibid, p.327

⁸⁰³ Gilles Cottureau, Côte d'Ivoire: L'impossible alternance pacifique, Annuaire frasis du droit international, LVII-2011-CNRS Éditions, vol. 57, n. 1, pp.23-55, p.24

directeur de l'IRAAA. Ensuite, il fut l'un des acteurs par qui le multipartisme fut implanté en Côte d'Ivoire. Il devint député de Ourahio. En 2000, il fut proclamé président de la Côte d'Ivoire, avant d'être emprisonné en 2011, à la suite de la crise postélectorale de novembre.

Par ailleurs, les Bété puisqu'étant munis d'un système démocratique, sont partisans de différents partis politiques et ne sont forcément pas de bons adhérents du FPI. Ils sont dispersés dans les trois partis politiques considérés être les plus grands de la Côte d'Ivoire, s'agissant du FPI, du PDCI-RDA et du RDR. Une fois que l'étude du cas Gbagbo et de son groupe ethnique soit achevée, le parti politique du PDCI de Bédié sera examiné ainsi que celui de son groupe ethnique.

b) Le PDCI d'Henri Konan Bédié et l'ethnie Baoulé

Le PDCI est le plus vieux des partis politiques de la Côte d'Ivoire, qui fut dirigé par Félix Houphouët-Boigny de 1946 à 1993. À sa mort, ce fut le président Bédié qui assura la régence du parti. Il est descendant Baoulé tout comme le premier président de la Côte d'Ivoire. Le président Bédié, né le 5 mai 1934, à Dadiékro dans le département de Daoukro⁸⁰⁴, avait débuté ses études primaires et secondaires en Côte d'Ivoire. Plus tard, il continua ses études en France, précisément à Poitiers, ville où il débuta ses études universitaires, en 1954. Il obtint sa licence de droit et également en économie politique ainsi il décrocha le certificat professionnel d'avocat. En 1969, il obtint un doctorat en économie. Il est membre actif du PDCI-RDA, durant sa vie d'étudiant. Il avait participé aux luttes anticoloniales quand bien qu'étant en France. Une fois ses études achevées, il retourna en Côte d'Ivoire, en 1958. Au cours de la même année, il est promu directeur général de la Caisse National de Prévoyance et Sociale (CNPS). En 1965, le président Houphouët, l'avait invité à faire le discours de clôture du PDCI-RDA. Quelques années plus tard, en 1967, il fut nommé ambassadeur de Côte d'Ivoire aux USA.⁸⁰⁵ De 1966 à 1977, il fut le ministre de l'économie et des finances.⁸⁰⁶ En 1974, il fut le président de l'assemblée général annuelle du Fond Monétaire international et de la Banque pour la Reconstruction et du Développement. En 1980, Bédié est nommé président de l'assemblée nationale.⁸⁰⁷ Depuis cette date, il était le dauphin constitutionnel

⁸⁰⁴ Monde Diplomatique, « Côte d'Ivoire, les héritiers maudits de Félix Houphouët-Boigny », Janvier 2011, p.1, par Vladimir Cagnolari

⁸⁰⁵ Jacques Baulin, *La succession d'Houphouët-Boigny: Présentation de Gilbert Comte*, Éditions Karthala, Paris, 2000, p.15

⁸⁰⁶ Ibid, p.18

⁸⁰⁷ Mel Frédéric Grah, *Félix Houphouët-Boigny: La fin et la suite*, Les Éditions du CERAP & Karthala, Abidjan & Paris, 2003, p.319-320

jusqu'à la mort du président Houphouët. Il fut automatiquement porté au pouvoir une fois que Houphouët rendit l'âme. Puisque l'Article 11 de la Constitution ivoirienne la prévoyait ainsi.⁸⁰⁸

Une fois que Houphouët mourut, Bédié accéda facilement au pouvoir, puisqu'il avait le soutien de Pasqua, de Chirac et en somme de tout le parti politique RPR. Une fois à la tête du pays, le président Bédié usa de sa méthode qui n'était aucunement appropriée au peuple ivoirien. Les conditions de vie de ces derniers se dégradèrent. Le droit de l'homme est bafoué, ainsi que la corruption fut galopante.⁸⁰⁹ Durant sa période de gouvernance, il s'en servit de l'Article 35 de la Constitution ivoirienne, afin de faire barrage à Ouattara pour les futures élections présidentielles d'octobre 1995, par rapport à la nationalité douteuse de ce dernier. Un mandat d'arrêt international fut signé contre la personne de Ouattara. Sur ces menaces masquées, Ouattara quitta le pays et se réfugia aux USA et à l'étranger, avant de faire son retour durant la phase du coup d'État de 1999 contre Bédié.⁸¹⁰ Finalement, Bédié remportait le scrutin de 1995, puisque se trouvant en face d'un Francis Wodié du PIT, n'étant pas un gros candidat de taille. Il bâcla le scrutin avec un score de 96,44% le 22 octobre 1995. Il fut son propre successeur. Par ailleurs, le président Bédié au cours de l'année 1995, avait écrit un livre intitulé *Discours et allocutions de monsieur le président Henri Konan Bédié* et un autre en mai 1999, *les chemins de ma vie*.

De 1995 à 2000, le président Bédié était celui qui devrait toujours diriger la vie des Ivoiriens. Sous son régime, plus irrégularités, corruptions ainsi que violation des droits de l'homme étaient fréquentes. Les étudiants protestaient continuellement. Parmi ces derniers figuraient l'ancien ministre Blé Goudé Charles, détenu, présentement à La Haye, et Soro Guillaume actuel président de l'assemblée nationale. Pour résoudre le problème de requête des étudiants, Bédié usa de la force contre ces derniers. Il avait fait intervenir les agents de sécurité et de défense, c'est-à-dire, la police et l'armée. Les cités universitaires étaient ainsi fermées. Suite à ces actes de violence et de barbaries utilisés contre les étudiants, Bédié devint l'ennemi juré des ces derniers. En plus de tout ce qui se disait de Bédié, et que lui également faisait vivre au

⁸⁰⁸ Ibid, p.319-324

⁸⁰⁹ Human Rights Watch, Trapped between two wars: Violence against civilians in Western Côte d'Ivoire, Volume 15, N.14 (A), Côte d'Ivoire, August 2003, p.8

⁸¹⁰ Le Pape, M et Vidal, C. (dir.), Côte d'Ivoire: l'année terrible, 1999-2000, Éditions Karthala, Paris, 2002, p. 354

peuple ivoirien, son gouvernement avait détourné l'aide de l'Union Européenne allouée au département de la santé publique.⁸¹¹

En général, toutes ces bassesses conduisaient le peuple ivoirien à se rebeller contre le pouvoir de Bédié. Finalement, en 1999, des soldats mécontents envahirent les rues de la ville d'Abidjan. Le président Bédié fut renversé, la veille de Noël, et ce fut le premier coup d'État en Côte d'Ivoire sans aucune bavure, c'est-à-dire, ni dégât matériel et ni perte humaine. Bédié trouva refuge avec sa famille et ses proches au 43^e BIMA de Port-Bouët, ensuite regagna Lomé avant de s'envoler pour Paris où il fut exilé pour une certaine période.⁸¹² Suite au scrutin d'octobre 2000, remporté par Gbagbo, il reviendra en Côte d'Ivoire, à la demande du nouveau président afin de réconcilier le peuple ivoirien. En 2010, il fait partie des candidats du scrutin présidentiel, après une faveur faite, du président Gbagbo qui se servit de l'Article 48 de la Constitution ivoirienne, pour valider la candidature du président Bédié quand bien qu'il excédait l'âge limite. Le 31 octobre 2010, il figurait parmi les candidats à l'élection présidentielle. Plus tard, il rejoint le RDR en formant le RHDP, pour le second tour du scrutin.⁸¹³ Finalement, il fut temps pour le président Bédié de se racheter vis-à-vis de la personne de Ouattara pour qui il était un obstacle durant les périodes de 1995 à 1999. Il opta de porter son électorat sur le compte de Ouattara son ennemi juré d'hier. Il passa du revers de la main les litiges et demanda à son groupe ethnique de voter en faveur de Ouattara, durant le scrutin de novembre 2010. Il est un descendant Baoulé duquel il obtint le soutien durant ses moments de gouvernance.

Le peuple Baoulé est originaire du groupe Akan. Ce groupe ethnique provient du Ghana. Ce peuple est bien migrant, suite à son mouvement migratoire de Ghana sous la direction de la reine Abla Pokou, vers la Côte d'Ivoire.⁸¹⁴ Le système matriarcal est ce qui domine au sein de ce groupe ethnique. Le nom Baoulé avait été donné à ce peuple en fonction du sacrifice du bébé qui fut fait lors de la traversée du fleuve Comoé, afin d'échapper aux atrocités et méchanceté de l'ennemi. Le nom Baoulé provient du cri de pleure qu'émit la reine, « Ba

⁸¹¹ Notre Voie, Côte d'Ivoire: Affaire « 18 milliards de l'Union Européenne détournés sous Bédié »: l'ex directeur du matériel du ministère de la santé blanchi par la justice, le 2 février 2005, p.4, par Guillaume Gbato

⁸¹² Ladepeche.fr, Henri Konan Bédié, à la recherche du pouvoir perdu avec le putsch de 1999, publié le 27 octobre 2010 et rectifié le 30 octobre 2010, par AFP

⁸¹³ La Tribune franco-rwandaise, Côte d'Ivoire: Konan Bédié apporte son soutien à Alassane Ouattara, le 23 septembre 2014, par Rfi

⁸¹⁴ Claude Meillassoux, *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1999, p.18-19

ouli », qui signifie l'enfant est mort.⁸¹⁵ Ce groupe ethnique est la composition de la civilisation Kwa. Suite à la l'histoire de la reine Pokou, le groupe Baoulé est dirigé par un système féodal.⁸¹⁶ Depuis leur arrivée du Ghana pour la Côte d'Ivoire, ce peuple s'est installé dans le centre du pays. Une fois arrivée en Côte d'Ivoire, la reine Pokou se chargea de constituer la communauté Baoulé en huit clans.

Les clans étaient les suivants: les Oualèbo, les Nzikpli, les Saafwè, les Faafwè, les Ahitou, les Nanafwè, les Agba et les N'ghan. Ces clans se sont répandus sur différentes régions, mais étaient tous liés à la même langue, qu'est le Baoulé. Puisque ce peuple avait hérité du sens des migrations, ils ont fait de leur mieux et ont agrandi l'espace qu'ils occupèrent selon le temps et l'espace. Enfin de compte, ils ont habité le territoire du Bandama, qui leur ouvrit la porte. Ce peuple est un composé de grands travailleurs. Pour ce fait, ils cultivent de l'igname, le cacao, le café, et d'autres nourritures de substitution. Par contre, durant l'époque coloniale, tout comme le Bété, les Baoulé ont farouchement ouvert la guerre aux colons. Plus tard, les colons ont usé de leur force de véritables travailleurs pour développer leur culture d'exportation. Le colon l'a choisi comme le peuple le plus intelligent de la Côte d'Ivoire. Les Baoulé sont, en fait, chrétiens et aussi animistes, ils pratiquaient également leur propre religion⁸¹⁷ avant la venue des explorateurs. Ce peuple est très attaché aux festivités culturelles⁸¹⁸, ce qui les conduit à profiter du jour férié au cours duquel, ils pratiquent la fête de l'igname.

Ces festivités motivent ces derniers à rester attachés les uns aux autres. Sur cette base ils prennent des décisions communes, c'est-à-dire, qu'ensembles ils se mettent d'accord sur une décision, quand bien même qu'ils ne viennent pas du même clan. Ceci explique pleinement leur réussite en groupe, puisqu'ils favorisent une vie en communauté. Au cours de la période coloniale, Houphouët un Baoulé, était un politicien renommé. Il a également dirigé le pays durant trente trois ans, lorsque le territoire fut indépendant. Il a été député et ministre dans plusieurs gouvernements français.⁸¹⁹ Son parti politique fut le seul à diriger le territoire

⁸¹⁵ Aïssi Kona (historien), *L'arbre à palabre, Civilisation: La légende d'Abla Pokou reine des Baoulé*, N.18 janvier 2006, p.108

⁸¹⁶ Véronique Tadjou, *Reine Pokou*, Éditions Actes Sud, Paris, 2005, p.10

⁸¹⁷ Pierre Etienne, *Phénomènes religieux et facteurs socio-économiques dans un village de la région de Bouaké (Côte d'Ivoire)*, In : Cahiers d'études africaines, vol. 6, n.23, 1996, pp.367-401, p.367-368

⁸¹⁸ Ibid

⁸¹⁹ <http://www.diplomatie.gouv.ci/img/FHBoigny.pdf>

ivoirien⁸²⁰ de 1960 jusqu'au 30 avril 1990, bien avant la date du multipartisme en Côte d'Ivoire. Au cours de l'année 1990, durant les manifestations qui ont permis d'instaurer le multipartisme en Côte d'Ivoire, les Baoulé étaient fâchés et trouvaient que le peuple ivoirien n'était pas reconnaissant vis-à-vis du premier président du pays qui lui aussi était un Baoulé. La position du peuple baoulé fut une fois de plus traduite vis-à-vis du président Bédié qui est un Baoulé. Ils soutenaient maxivement le président Bédié au cours du scrutin qui fut boycotté par Gbagbo et Ouattara en 1995. Le peuple Baoulé représente 15% de la population de Côte d'Ivoire en dehors des 42% du groupe Akan.⁸²¹

Une fois Houphouët mort⁸²², il était dit de la Constitution ivoirien arrangée d'avance afin de profiter à Bédié, qui lui également est un Baoulé et membre actif du PDCI-RDA. Les autres baoulé lui ont majoritairement apporté leur soutien tout en l'acclamant haut et fort, ce qu'ils ont sollicité avec le devoir de citoyen au cours du scrutin boycotté ainsi qu'aux élections d'octobre et novembre 2010.⁸²³ Bédié fut battu durant ces élections, mais sollicitait l'aide de son peuple. Il avait demandé à ces derniers de voter pour Ouattara au cours du second tour du scrutin de novembre 2010.⁸²⁴ Finalement, il s'avère que le Baoulé est plus attaché à son groupe ethnique et aussi que le parti politique du PDCI-RDA serait certainement, le parti pour lequel le groupe ethnique Baoulé opta. Une fois que l'étude Bédié et celle de sa population (peuple) réalisée, l'étude du troisième et dernier candidat Ouattara du RDR, ainsi que de son groupe ethnique sera abordée.

c)Le RDR d'Alassane Dramane Ouattara et les Dioula

Alassane Dramane Ouattara fut le candidat du RDR au cours des élections d'octobre et de novembre 2010. Il accéda à la présidence du parti après la mort du fondateur Djeny Kobena, qui disparu en 1998. Ouattara est dit d'être originaire du nord de la Côte d'Ivoire, tandis pour certains sa nationalité reste toujours douteuse. Alassane Dramane Ouattara ou Dr ADO comme le disent communément ses partisans, est né le 1^{er} janvier 1942 à Dimbokro. Il débuta

⁸²⁰ Simonet Thibaut, *Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965)*. In: Outre-mers, tome 97, n.368-369, 2^e semestre 2010. Cinquante ans d'indépendances africaines, pp.403-420, p.403

⁸²¹ Laurent Bossard, *Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest: Une crise régionale en Côte d'Ivoire*, De Boeck Supérieur, 2003/2N.206, p.151-165

⁸²² Gary-Toukara Daouda, *Cinquante ans de politiques de la nationalité en Côte d'Ivoire*. In: Outre-mers, tome 97, n. 368-369, 2^e semestre 2010. Cinquante ans d'indépendances africaines, pp. 159-175, p.159

⁸²³ Reuters (Abidjan), « *Cinq jour avant la présidentielle en Côte d'Ivoire* », le 26 octobre 2010, p.2-3, par Luc Gnago

⁸²⁴ Le Nouveau Réveil, « *Des solutions à la grogne du PDCI en attendant...* », le 8 juin 2011, p.3, par Denis Kah Zion

sa carrière d'élève du primaire en Côte d'Ivoire. Par la suite, il continua ses études secondaires en Haute Volta (actuel Burkina Faso). De la Haute Volta, il s'envola pour des raisons d'études aux USA avec une bourse d'État dudit pays. En 1965, il décrocha sa licence en business administration à l'Institut de Technologie de Drexel, en Philadelphie.⁸²⁵ Quelques années plus tard, il obtint un diplôme de master et de Ph.D en économie à l'Université de Pennsylvanie, entre 1967 et 1972.⁸²⁶

En avril 1968, il fut promu économiste au FMI. En 1973, il travailla à la BCEAO. Il fut nommé directeur de recherche et conseiller spécial du gouverneur et remplit les fonctions de gouverneur adjoint en 1982. En 1984, il fit son retour au FMI, par contre, il est le directeur d'Afrique. Quatre années plus tard, en 1988, il devint le gouverneur de la BCEAO à la mort du gouverneur Abdoulaye Fadiga. En 1990, le président Félix Houphouët-Boigny le nomme premier ministre, pour la toute première fois de l'histoire du pays. À la mort, d'Houphouët, en 1993, Ouattara souhaiterait briguer le poste de président de Côte d'Ivoire, tandis que l'Article 11 de la Constitution du pays ordonne au président de l'assemblée nationale de diriger le pays en cas de vacance de pouvoir du président. Il fut farouchement opposé à Bédié sur ce cas de succession. Finalement, comme l'avait prévu au préalable, le poste de président de la république de Côte d'Ivoire revint à Bédié. Suite à cet échec, Ouattara rendit démission et s'envola à nouveau pour les États-Unis, au compte du FMI. Il tenta une fois de plus à faire un retour pour le siège présidentiel qui lui fut ravi, selon lui, en 1995. La reconquête du fauteuil présidentiel sera pour lui de l'utopie, puisque l'Article 35 de la Constitution fut dressée contre lui. D'où un autre barrage. Ce qui l'empêcha une fois de plus de réaliser son rêve de président. Il fut par la suite accusé de déstabiliser l'État de Côte d'Ivoire, par rapport à ses relations étroites avec les institutions financières internationales.⁸²⁷ Lors du coup de force du général Guei contre Bédié en 1999, Ouattara fera son retour au pays. En août 1999, lors d'un meeting, il fit sortir deux différentes d'identité avec des informations qui ne sont pas conformes. Sur cette base, certains de ses partisans tels que Jacqueline Oble, Jean-Jacques

⁸²⁵ Press Core, Corruption, latest news, World news, Sunday, US controlled IMF installs one of its as leader of Ivory Coast, December 19, 2010

⁸²⁶ Amos Magazine, African centered biological nationalist world view, *who is Alassane Ouattara?* August 8, 2011, by Yanga Gaspar

⁸²⁷ Notre Voie, « *Les solutions politiques au problème Ouattara* », le 10 décembre 2001, par Mamadou Koulibaly

Bechio et feu Ben Soumahoro renonçaient au RDR.⁸²⁸ Une fois de plus la candidature de Ouattara fut rejetée par le général et il ne prendra pas part au scrutin d'octobre 2000.

Par contre, il sera candidat aux élections de 2010, après que le président Gbagbo s'était servi de l'Article 48 de la Constitution pour valider sa question de nationalité ivoirienne.⁸²⁹ Ouattara était donc classé parmi les fameux candidats des scrutins d'octobre et de novembre 2010. Ce n'était plus un rêve mais plutôt une réalité, puisque le président Gbagbo l'avait fait candidat. Il restait de savoir si le parti politique du RDR de Ouattara avait un lien étroit avec la participation de son groupe ethnique Dioula, dont il était dit d'être issu.

Le nom Dioula, est référé à un groupe de personnes vivant dans le nord de la Côte d'Ivoire.⁸³⁰ Le mot Dioula signifie commerçant ambulant. Puisque pour la plupart des ressortissants de cette partie du pays sont plus dévoués au commerce, le nom Dioula fut attribué à ces derniers pour parler d'eux, par rapport à leurs activités économiques. La majeure partie de ces habitants sont des musulmans.⁸³¹ Plusieurs années en arrière, entre les 15^e et 18^e siècles, plusieurs groupes de Dioula furent détectés en Côte d'Ivoire, au Mali et en Haute Volta (actuel Burkina Faso). Il était donc question d'un empire Dioula. Dans ce cas ci, il sera question d'étudier le Dioula de Côte d'Ivoire.

Le Dioula de Côte d'Ivoire était un bon ami du colon.⁸³² Et cela fut la raison pour laquelle le guerrier Samory Touré les exterminait puisqu'il était l'ennemi juré des colons. Il demanda donc à ces derniers s'ils souhaitaient avoir la vie sauve de se convertir en la religion musulmane (l'Islam). Ainsi donc, ces derniers sont devenus musulmans dans la région. Dans le passé, les endroits convoités par les Dioula étaient des lieux où l'activité économique florissait.⁸³³ Ces individus étaient aussi du royaume de Kong, un territoire réputé pour ses mouvements migratoires.⁸³⁴ Des activités économiques de la région, les gens observaient le

⁸²⁸ J. Lohoues Oble est professeur de droit, ancien ministre de la justice et députée, elle a démissionné du RDR le 27 juillet 1999

⁸²⁹ Rfi, Côte d'Ivoire: « *Le président Laurent Gbagbo promulgue les lois électorales* », publié le 16 juillet 2005, et modifié le 16 juillet 2005 à 11:55 TU

⁸³⁰ Jean Derive, *Parole et pouvoir chez les Dioula de Kong*, *Journal des africanistes*, année 1987, volume 57, numéro 1, pp.19-30, p.22-23

⁸³¹ Ibid, p.23

⁸³² Lieutenant F. Picard, Mœurs et coutumes des indigènes de la boucle du Niger, In: bulletins et mémoires de la société d'anthropologie de Paris, VI Série, Tome 1, 1910, pp.422-443, p.422

⁸³³ Georges Niamkey Kodjo, *Le royaume Kong (Côte d'Ivoire) des origines à la fin du XIXe siècle*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2006, p.5-6

⁸³⁴ Ibid, p.16

centre des affaires du Worodougou et ce lieu était la propriété des Dioula.⁸³⁵ Ces derniers étaient et demeurent actuellement des commerçants ambulants.

Récemment, le dernier projet de l'USAID, effectué en 2012, rapportait une étude faite sur l'extraction artisanale du diamant dans le Worodougou, plus précisément à Séguéla. Par ailleurs, le peuple Dioula est un groupe nomade, qui est à la recherche de nouveaux endroits à habiter. Sur cette base, ces derniers bougent de lieu en lieu à la recherche des places de commercialisations. Ces actions migratoires permirent à ces derniers de s'installer dans différents milieux que ceux de leurs ancêtres. Ils se déplacent avec leur famille et religion. Puisque ces derniers sont de véritables nomades, ils font de la langue Dioula le moyen de communication de commerce. Il est donc impératif pour ceux ou celles qui souhaiteraient faire des affaires avec ces individus qui ont le monopole du commerce, de parler la langue Dioula. Les déplacements habituels du peuple Dioula finirent par des formations de petits habitats au sein des peuples qui les reçurent.

Des groupuscules d'habitats dans des villages ou des villes, seront désormais connus sous le nom de Dioulabougou.⁸³⁶ Cette formation de Dioulabougou pourrait être considérée comme une colonie de Dioula. En général, une colonie est un rassemblement d'allogènes qui élisent domicile sur un territoire et demeurant en contact avec la patrie mère, en assujettissant le peuple autochtone et les dérobant de leurs biens.⁸³⁷ Mais tel n'est pas le cas du peuple Dioula de Côte d'Ivoire. Un exemple, palpable est celui d'Issia. Dans cette ville, qui est un territoire de Bété, des Dioula ont été accueilli durant des décennies et ont habité parmi ce peuple.⁸³⁸

Ces derniers puisqu'étant musulmans et commerçants, se sont assimilés avec le peuple Bété en place. Ils ont converti les natifs Bété en la religion musulmane, comme certains d'entre eux ont opté pour les traditions Bété. De nos jours, ces Bété prient au nom d'Allah, quand bien même qu'ils avaient leurs différentes religions. Ils étaient soit chrétiens ou pratiquaient des religions traditionnelles. Ces deux groupes ethniques vivaient en harmonie et pas de conflit au sein d'eux. Il en fut de même entre les Dioula et les reste des groupes ethniques du pays. Une vie pacifique était celle que vivait le peuple ivoirien. La présence Dioula fut également observée en pays Bété de Gagnoa. Et le cas d'exemple est celui de Cheick Yacouba Sylla. Ce

⁸³⁵ Ibid, p.17-18

⁸³⁶ Maria Miran, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2006, p.49

⁸³⁷ Loomba, *Kolonialism/Postkolonialism*, p.23

⁸³⁸ Notre Voie, « Côte d'ivoire après le retour des pèlerins d'Issia- la communauté musulmane reconnaissante à Désiré Tragro », le 5 février 2009, par Vincent Deh

dernier s'était installé à Gagnoa le 28 février 1938 après sa libération de prison.⁸³⁹ Il était un grand homme d'affaire. Qui aida le parti politique du PDCI-RDA à s'enraciner dans la ville de Gagnoa.⁸⁴⁰ Il était un être actif et beaucoup convoité.

Le peuple Dioula était étendu sur le territoire national de la Côte d'Ivoire. Ainsi donc, la langue Dioula est parlée par plusieurs, car elle sert de moyen de communication commerciale. Ce peuple avait depuis longtemps vécu en harmonie avec le reste de la population ivoirienne et surtout sans litiges. Par ailleurs, leur présence a été active une fois Ouattara fit son apparition sur la scène politique ivoirienne à partir de la décennie quatre vingt dix. Par moment, plusieurs croiraient que le RDR est un parti politique de Dioula. Les événements de 1995 auxquels ils ont pris part confirmeraient leur mobilisation pour le parti et le leader Ouattara qui est dit venir du nord. Puisque le Dioula était un empire qui s'étendait de la Côte d'Ivoire au Burkina Faso et au Mali et que la langue parlée est le Dioula, tous ces individus liés à cette langue se sentent obliger de défendre les mêmes intérêts. Décidemment, les ressortissants des pays limitrophes, en majorité musulmans, vinrent en aide au Dioula de Côte d'Ivoire avec qui ils ont une certaine affinité.

Le FPI de Gbagbo ainsi que son groupe ethnique Bété semble difficilement être affiliés au parti politique d'un de leurs ressortissants. Puisque ce peuple est régit d'un système démocratique, qui donne droit à tout Bété de choisir lequel des partis politiques auquel il souhaiterait appartenir, ces derniers sont présents dans les partis du FPI, PDCI-RDA tout comme au RDR. Ils sont moins au FPI qu'en existe des Baoulé au PDCI-RDA et de Dioula au RDR. Il convient de dire les Baoulé et les Dioula sont plus au sein du PDCI-RDA et du RDR, respectivement, que le Bété au FPI.

La présence des allogènes en zone Bété a modifié le mode de vie du Bété. Au FPI adhère plus d'Attié que de Bété. En conclusion il serait de dire des Baoulé et Dioula de confirmer le fait que les deux groupes ethniques ont un lien étroit avec le PDCI-RDA et RDR, que le Bété en est accroché au FPI. Une fois que le rapport de chaque homme politique et de son parti ainsi que de son groupe ethnique fut résolu, il restera de traiter la question des résultats du scrutin d'octobre 2010.

⁸³⁹ Fondation Cheick Yacouba Sylla, Repères historiques, Alioune Traoré, *Islam et colonisation en Afrique: Cheick Hamahoullah, homme de foi et résistant*, Éditions Maisonneuve & Larose, Paris, 1983, p.120

⁸⁴⁰ Sean Hanretta, *Islam and social change in French West Africa: History of an emancipator community*, Cambridge University Press, Cambridge & New York, 2009, p.98-107

1.2.3 Les résultats de l'élection présidentielle d'octobre 2010

Les débats télévisés avaient émerveillé plus d'un, car ce fut pour la première fois dans le pays qu'un tel programme fut incrusté dans une organisation d'élection en Côte d'Ivoire.⁸⁴¹ Suite, à une campagne gigantesque des différents candidats et des festivités, il était certain de dire de cette organisation d'avoir battu son plein. Le scrutin du 31 octobre 2010 s'étant déroulé.⁸⁴² Les citoyens ivoiriens étaient massivement sortis de leur demeure afin de se diriger vers les bureaux de vote.⁸⁴³ La chose la plus importante dans le déroulement d'un scrutin était le résultat. L'impatience avait gagné le territoire, puisqu'il ne restait que d'annoncer les résultats de ce scrutin, tant attendu. Il en est de même pour tout pays qui organise des élections. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, en 2010, ce fut vraiment une exception, puisque ce scrutin devrait en bonne et due forme revaloriser sinon restaurer la paix dans ce pays. Il était dit des élections de stabiliser économiquement et politiquement le territoire. En somme, ces élections qui ont été reportées plus de six fois, devrait systématiquement mettre fin aux attaques de septembre 2002 et à l'impasse politique et sécuritaire dont le pays avait été victime. Chose qui restait à vérifier au niveau des résultats du scrutin. La théorie avait été faite, le scrutin achevé, du coup, la pratique des résultats restait la dernière phase pour départager les différents candidats du premier tour du scrutin.

La tâche revenait en premier à la CEI de proclamer les résultats provisoires du scrutin du 31 octobre 2010, tandis que le rôle du Conseil Constitutionnel était de valider ces résultats provisoires et définitifs. Par ailleurs, il était annoncé au préalable qu'au cours du premier tour des élections, si aucun des candidats n'a pu obtenir la majorité absolue, le second tour du scrutin se déroulerait après deux semaines, à partir de la date du premier tour. Ce second tour n'aurait que lieu si et seulement si le Conseil Constitutionnel avait proclamé en validant les résultats obtenus du scrutin du 31 octobre 2010. La majorité absolue dont il était question se relaterait aux deux gros calibres du scrutin du 31 octobre 2010, c'est-à-dire, qui recevraient les voix les plus élevées de la compétition.

Une remarque à faire du scrutin du 31 octobre 2010, était que certains individus étaient massivement sortis pour accomplir leur devoir de citoyen, tandis qu'un groupuscule occasionnait une instabilité. De quelle instabilité s'agissait-il? Il était question ici, pour ces

⁸⁴¹ Nicolas Cook, *Côte d'Ivoire's Post-election crisis*, Congressional research service, January 28, 2011, p.36

⁸⁴² Petit futé : Côte d'Ivoire 2013-2014, p.37

⁸⁴³ Jean-Marc Simon, *Secrets d'Afrique : Le témoignage d'un Ambassadeur*, Éditions Le cherche midi, Paris, 2016, p.9

derniers de créer l'insécurité du scrutin qui aurait dû se dérouler pacifiquement. En somme, ces individus mal intentionnés avaient pour objectif de troubler le scrutin, tout en créant un désordre. Malgré, l'acte inhumain de ces derniers, l'état de droit et d'ordre avait été maintenu. Finalement, le scrutin s'était déroulé normalement quand bien même que certains dégâts de peu de taille ont été notifiés. Un corps inanimé au sol avait été découvert. Ce corps, découvert à l'entrée de l'école de gendarmerie de Cocody, était celui d'un individu, la machette à la main, qui créait des troubles et désordres, dans l'optique d'empêcher les citoyens honnêtes de voter en toute quiétude. Des cas similaires ont été enregistrés dans certaines localités et zones sous contrôle de FN. Des femmes sympathisantes de FPI/LMP ont été humiliées, terrorisées, traumatisées, torturées, et en plus violées. Les actualités de ce soir là, c'est-à-dire de 20heures, avaient amplement détaillé les événements. Ces actualités parlaient en long et en large des irrégularités, et prouvaient les faits appuyés de photographie de victimes.

Les observateurs venus de partout pour superviser le scrutin, avaient confirmé le retard des stickers dans certains bureaux de vote et d'autres irrégularités. Par contre, dans l'ensemble, il semblerait que le scrutin s'était merveilleusement déroulé, puisque ces irrégularités étaient de taille négligeable. En somme, il ne fallait pas prendre en compte ces irrégularités, puisqu'elles n'entachaient aucunement le scrutin, selon certaines personnes et organisations internationales.⁸⁴⁴ Tandis que dans les différentes communes d'Abobo et de Yopougon, il a été notifié l'absence de délégués de bureau de vote. En général, un taux de participation de 83% fut enregistré.⁸⁴⁵ Il s'agissait d'une participation de 4 843 445 votants sur un total de 5 784 490.⁸⁴⁶ Un taux de participation qui était au dessus de la barre. Cette participation accrue, motivait ceux qui avaient rempli leur droit de citoyen à se planter devant leur poste téléviseur, dans l'optique de récolter les résultats du fameux scrutin qui fut tant attendu et qui devrait par ailleurs stabiliser la situation du pays.

Au cours de cette attente des résultats, se lisait un sentiment de peur dans les yeux et sur le visage de certains. Cette expression se remarquait sur le visage de plus d'un, puisqu'ils ne voulaient concevoir la défaite de leur candidat, pour qui ils étaient sortis très tôt ce matin là en direction des bureaux de vote. Plus les gens étaient concentrés sur leur poste téléviseur, le plus les résultats tardaient à se faire connaître. Les moments étaient difficiles à vivre. Les sentiments grimèrent d'un cran, puisqu'étant coupé des résultats. Tous étaient aux aguets,

⁸⁴⁴ Philippe Hugon, Directeur de recherche à Iris, « *Le premier tour tant attendu des élections présidentielles en Côte d'Ivoire* », le 5 novembre 2010

⁸⁴⁵ www.lynxtogo.info/oeil-dulynx/afrique/923-cote-divoire-supercherie-eclairée.html

⁸⁴⁶ Ibid

comme à une finale de football. Le monde s'impatientait. Ces derniers n'étaient plus tolérants, puisque la patience avait dépassé les limites, sinon les bords. Certains se disaient dans les coulisses qu'ils n'auraient pas du aller voter ce matin là. Puisqu'il était impossible d'obtenir les résultats du scrutin. Des rumeurs de ci par là se firent entendre durant ces heures d'attente. En ce moment là, les enfants n'avaient point le droit de broncher, car ils auraient été la cause des résultats retardés. Finalement, les premiers résultats tombèrent à gouttes d'eaux, mais ceux-là n'étaient pas du pays, plutôt de l'étranger. Les résultats n'ont donc pas été connus jusqu'au lendemain du scrutin. Il fut une heure du matin GMT, quand les premiers résultats se faisaient connaître. Les choses commencèrent à changer, certains jubilèrent des résultats qui étaient timidement proclamés.

Quelques heures plus tard, des résultats d'autres régions furent connus. Les résultats du premier tour du scrutin étaient finalement définitifs dans la période du 3 au 4 novembre 2010 par le biais de la CEI dont la validation des élections s'est faite par le Conseil Constitutionnel, le 6 novembre 2010. Deux candidats étaient donc sortis du lot des trois poids lourds. Il s'agissait donc des heureux candidats Gbagbo et Ouattara, qui étaient bel et bien admis au second tour du scrutin. Ils venaient de valider leur ticket de la phase finale des élections qui devaient rétablir l'ordre dans le pays. Ce ne fut point le cas pour le président Bédié, puisqu'il avait été écarté au premier tour du scrutin. Gbagbo arriva en tête du scrutin avec un nombre de votants qui représentait 38,3% des voix, tandis que Ouattara obtint 32,08% de l'électorat.⁸⁴⁷ Le candidat malheureux fut Bédié avec un pourcentage de 25,24.⁸⁴⁸ Bédié ne resta point muet en face de ce résultat, il le contestait davantage.⁸⁴⁹ Pour ainsi confirmer la charge de Bédié, son directeur de campagne, Djédjé Mady Alphonse insistait sur les fraudes et demandait à la CEI de faire un recomptage des voix. Bédié avait également demandé à ces partisans de ne point avoir recours ni à la violence et ni à la force. Puisqu'ils devraient tous avoir recours à la méthode pacifique pour résoudre cette bavure électorale.

Selon, le PDCI, Gbagbo en était bien l'auteur de ces manigances électorales. Le PDCI fit donc un recours auprès du Conseil Constitutionnel, mais cette requête ne porta aucun fruit. En fin de compte, les résultats du premier tour furent acceptés, de tous les leaders politiques, le 12 novembre 2010, puisqu'étant certifié par le représentant du secrétaire général des Nations

⁸⁴⁷ Rfi, Côte d'Ivoire/Politique Côte d'Ivoire, *Côte d'Ivoire: Les résultats complets provisoires donnent Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara au second tour*, le 4 novembre 2010, modifié le 4 novembre 2010, à 15:28

⁸⁴⁸ Maxime Wangué et Charles Kouassi, *Nouveau découpage électoral/Législatives du 11 décembre 2011:Le PDCI et le RDR vont se tailler la part du lion*, le 17 octobre 2011

⁸⁴⁹ TV5 Monde, Reportage de Jean-Baptiste Urbain et Ange Herman Gnanih, *Résultats du premier tour de la présidentielle en Côte d'Ivoire: Un duel Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara*, le 4 novembre 2010, durée 1'44

Unies en Côte d'Ivoire, Young Jin Choi. Par ailleurs, Choi avait reconnu que le scrutin avait été truffé de fraudes et de nombreuses irrégularités, mais que ces manigances étaient toutes minimales.⁸⁵⁰ Puisque le premier tour des élections étant validé et qu'aucun candidat n'ayant validé la majorité absolue, il revenait donc de faire un second tour. Ainsi donc, les candidats Gbagbo et Ouattara furent partis pour le second tour du scrutin qui se déroula le 28 novembre 2010. Puisque la date étant connue, les campagnes étaient sur le point de se dérouler. Des personnes étaient donc dans tout leur sens. Ils s'empressaient de faire les campagnes afin de savoir celui qui devrait désormais diriger le pays après presque une décennie d'impasse politique.

En somme, les élections qui furent dites de restaurer la paix dans le pays avaient été truffées de fraudes. Par contre, un taux de participation de 83% fut enregistré. Bédié qui s'opposa au verdict du scrutin, s'était enfin plié à ce résultat. Les candidats Gbagbo et Ouattara entamèrent la course pour le second tour du scrutin le 28 novembre 2010.

1.3 Deuxième partie du scrutin de novembre 2010

La Côte d'Ivoire qui jadis fut un exemple de paix et de pays stable d'Afrique de l'ouest⁸⁵¹, fut confronté au problème de conflit interne. Pour réinstaurer cette stabilité, des élections ont été organisées. Le premier tour du scrutin a donné victorieux Gbagbo et Ouattara qui s'affronteront pour les élections du second tour du 28 novembre 2010.⁸⁵² Finalement, il se forma deux différents groupes, celui du LMP, qui renfermait le FPI et autres, ainsi le RHDP, qui était une fusion du PDCI et du RDR.⁸⁵³ À la tête du LMP était représenté Gbagbo, tandis que celui du RHDP était conduit par Ouattara. Le RHDP est le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Paix et le Développement. Ce bloc épousait les idées de feu Félix Houphouët-Boigny. Le RHDP fut créé le 18 mai 2005.⁸⁵⁴ Cette idée de RHDP fut émise par le juge Pierre Mazeau qui avait ouvert dans cette optique depuis la table ronde de Kléber qui donna naissance à l'Accord de Linas Marcoussis.⁸⁵⁵ Les deux candidats étaient donc prêts

⁸⁵⁰ Centre d'actualité de l'ONU, «Côte d'Ivoire: l'ONU, certifie les résultats du 1^{er} tour de la présidentielle», 12/11/2010

⁸⁵¹ Leo Gnawa, *I beg the world to end tyranny in Côte d'Ivoire: Uncovering the international cover-up of oppression in Côte d'Ivoire*, CreateSpace Independent Publishing Platform, 2014, p.2

⁸⁵² Pambazuka News, Pan-Africa voices for freedom and justice, *Crisis in Côte d'Ivoire: what impact on women?* March 3, 2011, by Massan d'Almeida

⁸⁵³ Nicolas Cook, *Côte d'Ivoire's Post-election crisis*, Congressional research service, January 28, 2011, p.36

⁸⁵⁴ Le Démocrate, *Devoir de mémoire/ 8 ans après sa formation: Comment le RHDP a sauvé la Côte d'Ivoire*, le 21 mai 2013, par Gisèle Tienfô

⁸⁵⁵ Les accords de Linas-Marcoussis et les accords d'Accra, rapport du GRIP 2003/2, annexe 1. Les accords de Linas-Marcoussis

pour s'affronter dans les urnes, puisque les Gbagbo et Ouattara s'étaient engagés dans un débat télévisé et en plus les campagnes avaient pris fin.⁸⁵⁶ Une tension régnait au sein des habitants, puisque personne ne savait du sort qui était réservé à la population ivoirienne. Un fait marquant était que Bédié avait convié ses partisans ainsi que ceux de son groupe ethnique à voter massivement pour Ouattara.⁸⁵⁷ Par contre, il fut constaté qu'au lendemain des résultats du premier tour, une bonne partie de la population ivoirienne avait immigré vers les pays voisins.⁸⁵⁸ Ces derniers avaient en quelque sorte pressenti les dangers qui guettaient le peuple ivoirien. Certains pour des destinations vers le Liberia, le Ghana et d'autres vers le Mali, encore la Guinée ou le Ghana, le Togo ainsi que le Benin. Il était dit du second tour du scrutin d'être fatal, puisqu'aucun des candidats n'accepterait la défaite. Les partisans de chaque parti politique étaient sur le point d'en découdre avec le camp adverse. Il existe un fauteuil présidentiel, par contre les deux candidats étaient dits d'être vainqueurs, puisque pour chaque partisan, leur candidat est gagnant. Une tension de violence naquit au cours de cette période au point où certains civils vivaient dans la stupeur.

Par ailleurs, les élections qui ont été plus de six fois reportées et qui furent dites de restaurer la paix dans le pays, sembleraient susciter des tensions de hauts degrés. Des dégâts matériels furent enregistrés d'avance. Un partisan de Gbagbo fut tué au poignard à Bayota, ville située à 300 km d'Abidjan, par des sympathisants de Ouattara.⁸⁵⁹ En plus de cette barbarie, les résultats semblaient connus d'avance avant la fermeture des bureaux de vote du dimanche.⁸⁶⁰ Le dimanche 28 novembre 2010, les bureaux de votes furent ouverts et les électeurs qui tenaient en main leur bulletin de vote débouchèrent à contre goutte comparés à ceux du premier scrutin du 31 octobre 2010.⁸⁶¹ Dans la partie sud, le scrutin semblait avoir eu lieu sans problème. Tandis que de grosses bavures s'inscrivirent dans les zones sous contrôle des FN, qui étaient favorables au RHDP.

⁸⁵⁶ Cultural anthropology, *The Ivoirian presidential debate of November 2010: A key symbolic moment in producing, or understanding, democracy in Côte d'Ivoire*, march 10, 2012, by Bertin Kouadio (Department of International Studies, Wilson College)

⁸⁵⁷ Le Nouveau Reveil, Après la victoire d'Alassane Ouattara en 2010 et avant les assises du 12^e congrès du PDCI-RDA: Les chefs Baoulé renouvellent leur soutien total à Bédié, le 17 août 2013, par Saint Clair Akwaba

⁸⁵⁸ Global IDP, Profile of internal displacement: Côte d'Ivoire, Compilation of the information available in the Global IDP, Database of the Norwegian refugee council (as of 19 october, 2004), p.35

⁸⁵⁹ Le Figaro, Côte d'Ivoire: Un mort dans les heurts, 25 novembre 2010, à 21:01, par AFP

⁸⁶⁰ Jeune Afrique, *Présidentielle: Les deux mondes de Gbagbo et de Ouattara*, le 27 novembre 2010, par Yahmed Ben Marwane

⁸⁶¹ Rfi Afrique, Côte d'Ivoire/Politique Côte d'Ivoire, Présidentielle en Côte d'Ivoire : Un second tour émaillé de violences, publié le 29-11-2010, modifié le 29-11-2010 à 11:33, par Cyril Bensimon et Norbert Navarro

Le retard des stickers dans des bureaux de votes, à Yopougon, qui était un acquis pour le compte du LMP, fut mentionné. Les électeurs ont du attendre assez longtemps avant que le processus fut enclenché. Cependant dans la partie nord du pays, les dégâts étaient accentués, voir aigus. Des maisons appartenant à certains sympathisants du LMP, furent saccagées, souvent démolies. Parmi ces maisons détruites, figurait celle du ministre Gon Koulibaly, un natif de la région. Un problème qui existait depuis lors mais qui explosa durant la phase électorale. Les sympathisants et membres de famille étaient pour la plupart impliqués dans des conflits politiques.⁸⁶² Des urnes ont été emportées certaines fois, endommagées ou dont le plein avait été fait auparavant. La majeure partie des bureaux de vote en zone FN était démunie de représentants LMP. Puisqu'ils étaient sévèrement molestés. Ils subissaient toute sorte d'humiliation et de torture. Au même moment, un groupe de FN s'était déplacé de leur bastion du nord dans l'optique de superviser le scrutin au sud. Ils étaient donc dans la ville d'Abidjan. Ils se déplaçaient librement dans le lieu dit d'être à la porté de Gbagbo et encore cette ville qui regorgeait des milices pro-Gbagbo.

Le calme régnait dans le sud, tandis qu'au nord, c'était l'anarchie totale, quand bien même que les observateurs, nationaux, régionaux et internationaux furent présents sur les lieux. Certains des observateurs étrangers qui étaient en place pour la supervision du scrutin ont été battus. Parmi eux avaient trouvé refuge, un certain nombre auprès des agents de l'ONUCI stationnés dans les dites localités. Les chanceux ont échappé aux bastonnades et blessures, ce qui n'a pas été le cas pour les malheureux, puisqu'ils ont véritablement subi des lynchages et tueries dans certains cas.⁸⁶³ Une femme représentante de bureau de vote à la solde du LMP avait été violée et jetée hors de la salle de classe.⁸⁶⁴ Le corps dénudé, elle jonchait dans la cour de l'école dont les salles de classe servaient de bureaux de vote. Par ailleurs, le chef de la mission Jean-Marie Ngondjibangante, avait notifié la preuve d'irrégularité, et de violence. Il dénonçait la présence des FN dans les bureaux de vote. Jean-Marie Ngondjibangante et son staff, étaient une composition d'individus venus du Cameroun, du Sénégal, du Benin, du Mali, du Maroc, du Gabon et du Togo. Ces derniers s'opposaient et rejetaient en bloc la majorité du scrutin qui s'est tenue dans la partie nord du pays, soit des villes de Bouaké, Korhogo, Garango, Séguéla et Tortiya.

⁸⁶² Jeune Afrique, *La guerre des Coulibaly*, le 24 septembre 2010, à 10:31, par Airault

⁸⁶³ Dr Doudou Sidibé, Conference Paper, *Peace process in Côte d'Ivoire: Democracy and challenges of consolidating peace after the post-electoral crisis*, Éditions Accord (the African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Issue 1/2013, p.7

⁸⁶⁴ <http://www.youtube.com/watch?v=hnAY8JXC52k>

Ils ont tout simplement disqualifié le vote de ces villes, puisque les gens de cette région en avaient plus voté qu'il existait de votants. Les urnes étaient donc remplies et ne correspondaient guère au nombre d'inscrits figurant sur la liste électorale. Ce qui empêchait plusieurs observateurs internationaux de superviser le scrutin dans différentes parties de la région du nord et encore des représentants LMP ont également marqué leur absence pour des raisons sécuritaires et de survie.⁸⁶⁵ Le chargé de mission de l'Union Africaine, Joseph Kokou Koffigoh, avait également signalé les irrégularités dans la zone nord, le 30 novembre 2010. Il avait souligné l'acte ignoble en mettant l'accent sur le fait que deux agents de la mission ont été lynchés.⁸⁶⁶ Des individus ont été également kidnappés, comme le soulignait le témoignage du 29 novembre 2010 rendu par le général de brigade Nicholas Kouakou.⁸⁶⁷ Cette barbarie vécue au nord du pays, avait donc réduit le nombre d'électeurs. Ce qui affecta le taux participation comparé au premier tour des élections du 31 octobre 2010. Ce taux de participation du 28 novembre 2010, fut inférieur à celui du scrutin précédent.

Finalement, les élections qui étaient dites de stabiliser le pays sembleraient avoir initié plus d'irrégularités de taille, tout en accentuant la violence et les tueries, créant ainsi des dégâts matériels dans le nord de la Côte d'Ivoire. Toutes ces manigances auraient certainement entaché les résultats du scrutin du second tour. Une sorte de tension atténuée se fit sentir jour après jour. Peu importe ce qui avait été vécu durant le second tour dans le nord et dans certains bureaux de vote du sud, le scrutin du second tour fut maintenu. Une fois les bureaux de vote fermés, il était question de faire le décompte des voix, afin de départager les candidats. Il devrait en sortir de ces barbaries un résultat qui donnerait victorieux l'un des candidats. Soit de Gbagbo ou de Ouattara devrait être le vainqueur des élections du 28 novembre 2010. Une fois de plus comme il semblait être de coutume durant cette période d'octobre et de novembre 2010, les citoyens restaient cloîtrés devant leur poste téléviseur en moins d'un mois. Un vainqueur devrait sortir de ce scrutin du second tour. L'heure avait sonné afin que la CEI commence à faire la délibération des résultats provisoires, ce qui lui était impossible.⁸⁶⁸

⁸⁶⁵ <http://www.youtube.com/watch?v=hHiyA03gKno>

⁸⁶⁶ Onana, *Côte d'Ivoire: Le coup d'État*, p.323

⁸⁶⁷ Ibid

⁸⁶⁸ Dr Doudou Sidibé, Conference Paper, *Peace process in Côte d'Ivoire: Democracy and challenges of consolidating peace after the post-electoral crisis*, Éditions Accord (the African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Issue 1/2013, p.7-8

Par ailleurs, il faudra noter qu'un calme régnait sur le pays, mais ceci pouvait se caractériser par la stupeur. Une tension de ni paix et de brutalité. Pour combien de temps serait ce peuple calme? Des heures, des jours ou des mois? Certainement, que le dépouillement du scrutin déterminera la période. Si le résultat du second tour devrait dire long sur le temps de ce calme, alors il n'en était pas pour longtemps. Puisque la CEI n'avait que seulement soixante douze heures pour jouer sa partition.⁸⁶⁹

Nul ne savait où taper la tête. Fallait-il partir comme l'avait fait certains Ivoiriens au lendemain de la proclamation des résultats du premier tour ou de rester et vivre les affres de violence? Puisque plusieurs requêtes ont été faites en fonctions des actes de vandalisme vécus dans le nord, l'électorat du RHDP, devrait obligatoirement connaître un coup. Il devint également difficile à la CEI de proclamer le résultat des élections.⁸⁷⁰ Les premiers résultats annoncés provenaient de l'étranger. Il s'agissait du vote des Ivoiriens à l'étranger, puisque le scrutin était considéré d'être juste, libre et transparent. Ces premiers résultats en provenance de l'étranger étaient ceux recueillis en Scandinavie. Tandis qu'en France, le scrutin a été entièrement annulé. Le délai de la CEI passé, il advenait de dire qu'elle venait de faillir à sa mission. La CEI n'avait pas honoré de ses compétences. Puisque les élections s'étant déroulé le dimanche 28 novembre 2010, la CEI avait jusqu'au mercredi 1^{er} décembre 2010, pour finaliser sa partition. Cette date limite passée, la CEI n'a plus le droit de promulguer ni les résultats provisoires et définitifs. Il revient automatiquement au Conseil Constitutionnel de se charger du dossier.

1.3.1 Les résultats du scrutin du second tour

Le jeudi 2 décembre 2010, soir, la CEI proclama les résultats provisoires comme suit: 2 483 164 voix pour Alassane Ouattara, et 2 107 055 voix pour Gbagbo.⁸⁷¹ Décidemment, la CEI avait éliminé sept régions, ce qui totaliserait un électorat de 597 010 voix et correspondrait à 13% du total de l'électorat (4 590 219 voix).⁸⁷² Le nombre de voix annulé du camp Gbagbo serait de 52 438 soit un taux de 2,49% du score total réalisé par le président sortant, qui était de 2 107 055 voix. Cependant, les voix annulées du candidat Ouattara était de 544 492 pour un pourcentage de 21,93% sur le total de 2 483 164 voix. Finalement, la CEI

⁸⁶⁹ Dr Doudou Sidibé, Conference Paper, *Peace process in Côte d'Ivoire: Democracy and challenges of consolidating peace after the post-electoral crisis*, Éditions Accord (the African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Issue 1/2013, p.7-8

⁸⁷⁰ Ibid

⁸⁷¹ OECD, (*Some elements of the Ivorian crisis, Sahel and West Africa Club /SWAC/OECD*), p.4

⁸⁷² Ibid

annonçait Ouattara vainqueur du scrutin sur la base du calcul mentionné précédemment. Elle confirma le scrutin avec des pourcentages de 54,10% des voix à Ouattara contre 45,90% pour le président sortant Gbagbo.⁸⁷³ Ces résultats que promulgait la CEI se sont effectués en dehors de la date limite qui lui était répartie, en plus dans le quartier général du candidat Ouattara, au Golf Hôtel.⁸⁷⁴ Suite à cette proclamation du 2 décembre 2010, à Golf Hôtel, le président Gbagbo saisit le Conseil Constitutionnel et fit appel auprès de cette institution. Requête qui fut bel et bien reçue par le Conseil Constitutionnel.

D'autant plus que les résultats proclamés par la CEI ne furent point promulgués au sein de son siège qui se trouve à Abidjan-Plateau, le Conseil Constitutionnel se chargea du dossier et fit la part des choses. Par contre, les sympathisants de Ouattara fêtaient déjà sa victoire au plan national et international. Les chancelleries furent au parfum des résultats du second tour que venaient de prononcer la CEI en faveur de Ouattara. Quand bien même que ces résultats ne furent aucunement validés par le Conseil Constitutionnel. Les rumeurs circulaient au même moment. La fête était grande au sein des partisans de Ouattara. Tandis que le Conseil Constitutionnel n'avait pas encore dit son dernier, puisqu'œuvrant sur la requête du président Gbagbo, il affluait de partout que le président du Conseil Constitutionnel était l'amie intime de Gbagbo.⁸⁷⁵ Suite à la rectification et validation du scrutin du second tour par le Conseil Constitutionnel, les tensions étaient surchauffées. Puisque le Conseil Constitutionnel à qui revenait de droit de finaliser en validant le scrutin, avait déclaré Gbagbo vainqueur des élections de novembre 2010.

Pour parer à cette rectification, la proclamation des résultats, le Conseil Constitutionnel s'est servi des articles 32 et 94 de la Constitution ivoirienne. Le président du Conseil Constitutionnel a eu donc recours à la décision N. CI-2010-EP-34/03-12/CC/SG du 20 novembre 2010, afin de valider la victoire de Gbagbo en tant que le président élu et légal de la république de Côte d'Ivoire.⁸⁷⁶ Finalement, les résultats validés par le Conseil Constitutionnel de Côte d'Ivoire furent connus de tous en Côte d'Ivoire et partout le monde entier. Contrairement, à la CEI et celle de sa proclamation provisoire, Gbagbo demeura le président

⁸⁷³ François Mattei, *Pour la vérité et la justice. Côte d'Ivoire: révélations sur un scandale français*, Éditions du Moment, Paris, 2014, p.141

⁸⁷⁴ Blin Bernard Dadié, (CNRD président), *Le CNRD revisite la crise postélectorale de 2010: Qu'est ce qui a déclenché la guerre après l'élection du 28 novembre 2010?* Le 29 mars 2014 et modifié 17 Mai 2014, à 06:50

⁸⁷⁵ Libération, *Ouattara gagne, Gbagbo résiste*, le vendredi 3 décembre 2010, p.2, par Thomas Hofnung

⁸⁷⁶ Binlin Bernard Dadié (CNRD Président), « *Le CNRD revisite la crise postélectorale de 2010: Qu'est ce qui a déclenché la guerre après l'élection du 28 novembre 2010?* », le 29 mars 2014 et modifié le samedi 17 mai 2014, à 11:37

du pays. Il devint son propre successeur. Suite à cette validation et déclaration du Conseil Constitutionnel, les rues d'Abidjan et celles de l'intérieur furent remplies. Gbagbo commença à recevoir des officiels à son domicile présidentiel.

Quelques heures plus tard, la décision du Conseil Constitutionnel ivoirien étant l'organe suprême de juridiction du pays⁸⁷⁷, est rejeté par le représentant des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Choi Y. J. Il a soutenu le message de Guillaume Soro qui faisait de Ouattara vainqueur du scrutin de novembre 2010. Une confusion gagna automatiquement le peuple ivoirien. Au sein de ce peuple pouvait-on constater une inquiétude de ce qui devrait advenir comme chaos les heures ou les jours suivants?

Chaque parti politique réclama dès lors sa victoire, ce que firent également les partisans. Le jour suivant, la Côte d'Ivoire depuis l'histoire du pays, eût pour la première fois deux présidents pour un fauteuil présidentiel. Qui des deux devrait céder le siège? Qui avait véritablement droit à ce fauteuil présidentiel? Sera-t-il possible que Ouattara laisse Gbagbo garder ce siège dont il avait tant rêvé? Depuis 1993, il luttait pour ce fauteuil. Il avait plusieurs fois été écarté des différents scrutins. Cette année là, une aubaine lui fut offerte. Il devrait donc en profiter. Ce fut la bonne occasion pour lui de s'agripper à ce trône ou jamais encore, il pourra l'acquérir. Du coup, il devrait tenir bon avec tout l'appui de l'extérieur dont il bénéficiait. Gbagbo devrait partir, car il était vomit de tous. Par contre, le président Gbagbo prêta serment le samedi 4 décembre 2010.⁸⁷⁸

Depuis son quartier général où il fut proclamé président par la CEI, Ouattara prêtait également serment.⁸⁷⁹ Cela fut la confirmation que le pays était dirigé par deux différents présidents. Suite à l'intervention de Soro et Choi, il revenait de dire du Conseil Constitutionnel avoir égaré son autorité. Elle aurait perdu sa crédibilité vis-à-vis d'un organe sensé proclamer des résultats provisoires. Il s'avérait que les deux institutions, en raison des différents résultats venaient d'inverser leur rôle. Puisque la décision de la CEI fut épousée de l'Union Européenne, des nations Unies, des chancelleries, et d'autres organisations internationales et régionales. Ce qui revient à dire que la décision finale du Conseil Constitutionnel qu'elle avait validé en proclamant Gbagbo vainqueur des élections du 28 novembre 2010, avait déplu à plus d'un. Tandis qu'il représente la plus haute juridiction du pays. Du coup, il était inévitable

⁸⁷⁷ Libération, « *Le président de la plus haute instance du pays, Yao Paul N'dre...promettant de donner les résultats définitifs dans quelques heures* », le vendredi 3 décembre 2010, p.2, par Thomas Hofnung

⁸⁷⁸ Le Parisien, « *Gbagbo prête serment...Ouattara aussi* », le 4 décembre 2010, p.1

⁸⁷⁹ Ibid

que les jours à venir soient troublés de violence qui se caractériseraient en un chaos national. Il était fort évident que les hostilités reprennent. Puisque les tensions étaient montées d'un cran dans les deux camps, c'est-à-dire, LMP et RHDP.

Le scrutin n'a pas abouti à l'objectif visé, car il replongea le pays dans une nouvelle crise. Les populations civiles étaient inquiètes, car fatiguées de vivre le calvaire, elles seront de nouveaux obliger de revivre ce qu'elles ont voulu éviter, raison qui les motivait à sortir voter afin de revivre une nouvelle paix. Par contre, cela ne fut pas le cas. Le chaos s'est réinstallé. Les partisans des deux camps étaient soit en position de défense ou prêt pour l'offensive. Un pays qui avait jadis vécu un paradis terrestre, semblait dans une instabilité totale qui ne pouvait dire de son nom. Que fut donc la réaction des uns et des autres? Le pays avait-il pu remédier au chaos?

1.3.2 Un conflit post électoral

Les élections s'étaient mal achevées puisque de ce scrutin en fut sorti deux présidents. Ils ont tout deux prêtés serments dans différents endroits. Un soutien international fut prêté à Ouattara, tandis qu'à Gbagbo, il obtint l'apport du peuple ivoirien. Il était désormais clair de savoir lequel des deux qui devrait s'imposer. Celle des nationaux en face des grandes puissances et soutien? Qui remporterait la phase finale? Des atrocités furent enregistrées les jours qui ont suivi. À Yopougon, une fois Gbagbo devenu président, les partisans du RDR devenaient de plus en plus violents.⁸⁸⁰ À Abobo comme à Anyama, des bastions propices à Ouattara, ont été des foyers de violence.⁸⁸¹ Des manifestations se faisaient. Un certain commando invisible apparut dans la zone. Ces habitants de la localité ont commencé par s'attaquer aux autorités des lieux. Ils prennent comme cibles, les agents de police et forces de sécurité ainsi que des domiciles.⁸⁸² Jour après jour, des pneus étaient incendiés en pleine voie routière. Pareillement, boulevards, rues ainsi que ruelles étaient barricadés tout le long. Certains groupes de femmes s'ajoutaient à la danse des manifestations. L'heure devenait continuellement grave.

⁸⁸⁰ Libération, « À Yopougon, la violence sort en tête des élections », le vendredi 3 décembre 2010, p.4, par Thomas Hofnung

⁸⁸¹ Libération, « Guillaume Soro, joue son va-tout dans la rue. Côte d'Ivoire: appuyé par les ex rebelles, le premier ministre de Ouattara appelle ses partisans à marcher aujourd'hui sur la télévision publique », le jeudi 16 décembre 2010, p.8, par Thomas Hofnung

⁸⁸² Choi Y. J. (SRSG, UNOCI) Abidjan,, « Déclaration sur la certification des résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010 », le 3 décembre 2010, p.2

De part et d'autre, une présence de groupe de femmes se fit sentir. Le camp Ouattara avait ses femmes, tandis que le camp Gbagbo fut représenté par un attroupement féminin. Au cours de cette même période, des femmes ont été dites tuées dans la commune d'Abobo, au cours d'une manifestation pacifique.⁸⁸³ Par contre, Geneviève Bro Grébé de son côté priait pour que les forces de l'ONUCI partent de la Côte d'Ivoire, en face de leur base à la Rivière III. Elle fut sérieusement battue et certaines d'entre elles furent blessées, ces actions ont eu lieu le 28 février 2011.⁸⁸⁴ Tandis que le rapport de l'Amnesty International concluait que des femmes ont été tuées au marché de Gagnoa gare, à Abobo.⁸⁸⁵ Toujours dans la même commune d'Abobo, des violences continuèrent. Un soldat des forces armées a été brûlé vif devant son épouse et ses enfants.⁸⁸⁶

Les supporters de Gbagbo à Yopougon brûlaient des minis cars appartenant aux militants de Ouattara, qui eux avaient incendié des bus d'État.⁸⁸⁷ Un peu plus tôt, le 16 décembre 2010, Soro avait ordonné à ses hommes de prendre la rue. Ce jour là il eût d'énormes affrontements entre les partisans de Gbagbo et de Ouattara, qui eux avaient lancé l'attaque. Pourtant cette marche qui devrait s'effectuée était dite pacifique, or elle ne l'était vraiment pas car le contraire fut prouvé. Les agents de sécurité étaient en danger, car ils n'arrivaient pas à faire la part des choses entre les civils et les rebelles, puisque ces derniers étaient non identifiables. Par ailleurs, ils arrivaient à résister les attaques. Ils avaient la situation en main. Par contre, il était évident qu'au fur et à mesure que les jours s'écoulaient, le régime du président Gbagbo prenait également un coup. Son champ de gouvernance réduisait, car les rebelles venus du nord ne sont pas retournés dans leur bastion, ils étaient plutôt dans la ville d'Abidjan qui demeurait un acquis pour Gbagbo.

Gbagbo avait pu bien barricader son lieu d'habitation. De ce fait, les gens pour la plupart parlaient de « Blocus ». Les forces de l'Union Africaine furent conviées à prendre part et mettre fin aux hostilités de manière pacifique. Mais toutefois avec le départ imminent de Gbagbo. L'ECOMOG également fut présente dans l'optique de débouter le président Gbagbo. Une grande force s'élevait contre le gouvernement Gbagbo. Les pressions venaient de partout.

⁸⁸³ Jeune Afrique, *Six femmes tuées lors d'un rassemblement à Abobo*, le 3 mars 2011, à 15:44

⁸⁸⁴ Notre Voie, *Pour protester contre la destabilisation de la Côte d'Ivoire par l'ONU: Les femmes patriotes assiègent le camp de l'ONUCI de la Rivière III*, le 1^{er} mars 2011, par Serge Armand Dibi

⁸⁸⁵ Amnesty international, Côte d'Ivoire, *Les effets destructeurs de la prolifération des armes et de leur usage incontrôlé*, 2013, p.14

⁸⁸⁶ www.youtube.com/watch?v=H3aj3ZUniw/watch?=cimolyXvZuU

⁸⁸⁷ France24, Côte d'Ivoire, « *Deux hommes brûlés vifs à Abidjan sous les yeux des forces de l'ordre* », le 7 mars 2011, par Maltere Ségolène, journaliste à France24

Ouattara depuis son QG du Golf Hôtel ordonnait à Gbagbo de quitter le pouvoir.⁸⁸⁸ L'ECOWAS demandait pareil à Gbagbo.⁸⁸⁹ Le président Nicholas Sarkozy depuis Brussels exigeait le départ de Gbagbo du pouvoir en lui donnant un délai de trois jours.⁸⁹⁰ Il fut de même pour Obama qui demandait à Gbagbo de rendre le tablier à Ouattara puisque ce serait lui le vainqueur du scrutin de novembre 2010. Rien n'ébranlait d'un seul iota l'homme politique historique de la Côte d'Ivoire. Il était convaincu d'être le vainqueur du scrutin, dont il réclamait le recomptage des voix.⁸⁹¹

Il avait plutôt demandé aux forces de la Licorne et de l'ONUCI de quitter le territoire ivoirien.⁸⁹² Il a par ailleurs sécurisé le système téléphonique afin de contrôler la communication.⁸⁹³ Pour obliger Gbagbo à quitter le pouvoir de par lui-même ou de par une masse populaire, un embargo économique est appliqué contre lui et son entourage tout en incluant le peuple ivoirien. Cependant, Gbagbo et son équipe travaillèrent sérieusement et relevèrent le nouveau défi qui leur fut lancé. Ils arrivèrent à débloquer le système verrouillé et par la suite nationalisèrent les banques. Ce gouvernement Gbagbo a aussi remédié à l'embargo de médicament. Bien avant de maîtriser la situation, beaucoup étaient de ceux qui ont « cassé la pipe » durant la période de manque de médicaments. Puisque tout a été fait afin de déloger Gbagbo et rien n'aboutit, il fallait donc employer de nouvelles stratégies efficaces. Ainsi donc, la communauté internationale pour qui Gbagbo demeurait un danger, et dont le rôle était de libérer un peuple assiégé par un dictateur, devrait prendre de nouvelles mesures adéquates.

De ce fait, le Conseil de sécurité des Nations Unies opta pour la résolution 1975(2011), afin d'user de force contre la personne de Gbagbo et de son entourage. Cette résolution fut ratifiée le 30 mars 2011, à la session du 6508^e de l'UNSC.⁸⁹⁴ Par la suite, l'Union Africaine reconnût

⁸⁸⁸ Le Figaro.fr, « Ouattara lance un ultimatum à Gbagbo », publié le 31 décembre 2010, à 17:19, par AFP

⁸⁸⁹ Le Post archives, Laurent Gbagbo, réactions, *Ultimatum pour Gbagbo: ce n'est pas à eux de donner des leçons*, Le Post, Ouest-France, 20 minutes publié le 18 décembre 2010, à 11:17 et modifié le 18 décembre 2010, à 21:30

⁸⁹⁰ Le Figaro.fr, *Sarkozy hausse le ton et demande à Gbagbo de partir*, le 17 décembre 2010, à 22:56, par Alain Barluet

⁸⁹¹ Dr Doudou Sidibé, Conference Paper, *Peace process in Côte d'Ivoire: Democracy and challenges of consolidating peace after the post-electoral crisis*, Éditions Accord (the African Centre for the Constructive Resolution of Disputes), Issue 1/2013, p.8

⁸⁹² Le Post archives, Laurent Gbagbo, réactions, *Ultimatum pour Gbagbo: ce n'est pas eux de donner des leçons*, Le Post, Ouest-France, 20 Minutes, publié le 18 décembre 2010, à 11:17 et modifié le 18 décembre 2010, à 21:30

⁸⁹³ AIP. NTIC, *Identification des abonnés de téléphone mobile: le ministre des NTIC échange avec les opérateurs*, le 24 mars 2011, par AIP

⁸⁹⁴ United Nations Security Council, Distr.: General, Resolution 1975 (2011), S/RES/1975(2011) march, 30, 2011

Ouattara comme le président de la Côte d'Ivoire. La force Licorne devrait donc agir dans les jours qui suivraient. Par ailleurs, l'ONUCI devrait rentrer en ligne de compte dans l'optique, selon les textes, pour neutraliser les armes utilisées contre les civils. Puisque l'heure s'annonçait grave, une vague d'Ivoiriens s'est réfugiée dans les pays environnants. Certains se cherchaient vers le Libéria, ces derniers étaient en vague de milliers. Selon Seydou Ouattara, lui et ses coéquipiers déclaraient la guerre dans l'ouest du pays afin de sécuriser la région, qui fut constamment tourmentée par les milices. Il était confiant que les villes de Duékoué et de Guiglo devraient tomber dans les heures qui suivaient. Ces mêmes informations ont été recueillies de source sûre, auprès d'un agent de l'AFP, en service à Bouaké.⁸⁹⁵

Autrement, un agent des forces loyalistes confirmait à l'AFP que leurs positions ont été attaquées à cinq heures du matin, spécialement dans l'ouest du pays à l'entrée de la ville de Duékoué.⁸⁹⁶ Ainsi, Florent Geel, un représentant de la FIDH-Afrique, confirmait le massacre de huit cents civils dans la région de Duékoué, le 2 avril 2011. Ces informations ont été corroborées par les agents de la Croix Rouge et accusent les FRCI d'être à la base de ces massacres.⁸⁹⁷ Le bilan des morts que dressait l'ONUCI par rapport à la crise postélectorale, s'élevait à 426. Une fois de plus la charge revenait au gouvernement Gbagbo. Plus les jours s'écoulaient le plus le règne de Gbagbo tirait à sa fin. Son pouvoir s'effondrait. Il était retranché dans sa résidence avec sa famille, son entourage. Il était dit de Gbagbo d'avoir une milice à sa guise. Une fois à la fin du mois de mars 2011, une intense offensive musclée de la Licorne associée à celle de l'ONUCI et des FRCI, fut entamée contre le régime Gbagbo afin d'en découdre une fois pour de bon avec ce système tant considéré dictatorial.⁸⁹⁸ Par contre, Gbagbo demeure sur sa position de ne laisser le fauteuil présidentiel à Ouattara.⁸⁹⁹

Des hélicoptères sont utilisés et des bombardements depuis là haut, sur la résidence du président de la république. De fin mars à début avril, des pluies de bombes tombèrent sur la résidence de Gbagbo. Tandis que le jeudi 7 avril 2011, une bande de rebelles descendaient du nord vers le sud du pays. Des bombardements aériens de la Licorne, soutenus par l'ONUCI, ne faisaient que de la cendre des œuvres écrites du président Gbagbo. La résidence présidentielle résistait

⁸⁹⁵ Le Monde, *Côte d'Ivoire: Alassane Ouattara prend le dessus*, le vendredi 1^{er} avril 2011, par Jean-Philippe Rémy

⁸⁹⁶ Ibid

⁸⁹⁷ Ibid

⁸⁹⁸ Le Monde, « *Les forces armées du président Ouattara passent à l'offensive en Côte d'Ivoire* », le mercredi 30 mars 2011, p.10, par Jean-Philippe Rémy

⁸⁹⁹ Dagens Nyheter, "Gbagbo biter sig fast vid makten, av Esbjörnsson", den 5e december 2010, p.5, från Erik Den

à peine. Les véhicules du parc auto étaient en fumée. Ce fut l'hécatombe à cette période bien précise. Le gouvernement Gbagbo, ainsi que les membres de la famille du président et proches étaient en danger. Le bouclier humain venu en soutien au chef d'État Gbagbo, comptait ses blessés, souvent ses morts. Était-ce Gbagbo qui endeuillait ces familles qui perdaient leurs fils? Les bombes de la Licorne et de l'ONU CI créaient une gabegie en territoire ivoirien.

Pour toujours résister au coup fatal dont il était question, depuis ce mois d'avril, Gbagbo et ses proches trouvaient refuge dans le tunnel souterrain, qui jadis fut construit et rapprochait la résidence du président à l'ambassade de France à Abidjan, afin de servir de chemin d'issue à celui-ci si un quelconque danger surgissait. Cet endroit était considéré de bunker pour certains⁹⁰⁰, puisque la nouvelle faisait la une des masses médias. Les FRCI étant venus en soutien à ceux qui depuis le scrutin de novembre étaient en place, le vendredi 8 avril 2011, représenterait le jour de capture de Gbagbo. Ce jour était dédié à l'assaut final. Les carottes devaient être cuites pour le gouvernement Gbagbo.

La confrontation fut rude. Du matin au soir, les forces loyalistes étaient opposées aux FRCI, qui n'avaient aucunement pas la maîtrise du terrain. La ville d'Abidjan, leur était méconnaissable.⁹⁰¹ Ces derniers ont donc essuyé une défaite malgré le soutien aérien de la Licorne et de l'ONU CI. La résidence de Gbagbo avait essuyé les bombardements aériens intempestifs de la Licorne et de l'ONU CI, du 31 mars au 9 avril 2011.⁹⁰² La résidence était vraiment endommagée. Cette résidence qui appartient au patrimoine ivoirien et non celle du président Gbagbo. Cette résidence présidentielle fut celle qui avait abritée le premier chef d'État ivoirien, Félix Houphouët-Boigny. Ce dernier certainement depuis sa tombe éprouvait un sentiment de pitié pour Gbagbo et un mécontentement par rapport aux bombardements qui détruisirent sa première demeure. Par ailleurs, le samedi 9 avril 2011, une évacuation des ressortissants français vivant à Abidjan fut organisée afin de préserver la vie de ces derniers contre les revers des bombardements définitifs, qui s'effectueraient sur la ville d'Abidjan dans les heures qui devaient suivre. Les deux ponts, Houphouët et De Gaulle, ainsi que l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, restaient sous le contrôle des militaires français du 43^e

⁹⁰⁰ Cyril K. Daddieh, *Historical dictionary of Côte d'Ivoire (The Ivory Coast)*, Édition Rowman & Littlefield, London, 2016, p.444

⁹⁰¹ Dagens Nyheter, "*Gbagbos trupper till motoffensiv i Abidjan*", den 8e april 2011, p.14, från Erik Esbjörnsson

⁹⁰² VRA, la fréquence de la résistance africaine, *Assaut français contre la résistance de Gbagbo: Sidiki Bakaba témoigne*, le 21 juin 2011

BIMA et de la Licorne, afin selon ces derniers d'assurer la sécurité des ressortissants français résidant en Côte d'Ivoire.

La journée du dimanche 10 avril 2011 demeurait calme, puisque ce jour là, les bombes avaient cessé de pleuvoir sur la résidence du président ainsi certains endroits de la vielle d'Abidjan. Par contre, le lundi 11 avril 2011, très tôt le matin, les bombardements reprirent leur coup. Au même moment, des chars de l'armée française se dirigèrent vers la résidence du président Gbagbo. L'entrée de la résidence, c'est-à-dire, le portail, fut défoncé. D'où elle était détruite. Le bouclier humain déversé à l'entrée de la résidence. Certains jonchaient dans le jardin de la résidence. Les vivants étaient ceux qui observèrent directement les faits. Ceux-là furent les témoins oculaires de la colonne de trente chars et six hélicoptères français. Les bombardements continuèrent. Ce récit était de Sidiki Bakaba, qui se trouvait dans la résidence du président Gbagbo tandis que les actions se passèrent. Ce dernier avait survécu les bombardements aériens. En 2014 et 2015, ce dernier recevait des soins de réhabilitation en France. Il racontait encore, que lors des bombardements, les survivants sont tous descendus dans le tunnel, qui fut considéré le fameux bunker.

Le président Gbagbo, son épouse Simone et ses ministres ainsi que ceux qui le soutenaient y avaient trouvé refuge.⁹⁰³ Puisqu'étant bloqué dans le tunnel, l'ancien ministre de la justice, Désiré Tagro ce saisit d'un drapeau blanc pour demander la fin de la guerre aux militaires français et ce fut au même moment qu'il recu une balle à bout portant dans la bouche. Sa mâchoire fut broyée. Il retourna directement vers le président Gbagbo avec ses blessures en lui disant, ils nous tuerons tous. À cet instant, en une fraction de seconde, des rebelles assiégèrent la résidence et ils tiraient à peu près sur tout ce qui bougeait. Parmi eux ceux qui avaient des sabres s'en servaient pour en faire des victimes. Cependant, l'un d'entre eux du nom d'Hervé Touré alias Vétcho s'opposait à l'assassinat des civils. Ainsi, fut arrêté le président Gbagbo et tout son entourage. Ce fut l'arrestation de Gbagbo. La fin d'un régime qui avait tellement riposté au monde entier. Gbagbo fut ainsi transféré au QG de Ouattara où les résultats provisoires du scrutin du 28 novembre 2010, furent proclamés par le président de la CEI. Il s'agissait du Golf Hôtel.⁹⁰⁴ L'homme le plus courageux et politicien historique ivoirien venait d'être arrêté. Les jours de Gbagbo venaient de prendre fin en tant que chef d'État.

⁹⁰³ <http://vr-africa.com/2011/07/assaut-francais-contre-la-residence-de-gbagbo-sidiki-bakaba-temoigne/>

⁹⁰⁴ Dagens Nyheter, "Striden är över –Gbagbo greps i presidentpalaset", den 12 april 2011, p.16-17, från Erik Esbjörnsson

Ce fut le moment opportun pour les masses médias de faire parler leurs différentes antennes au plan national tel qu'international. Le jour était marqué par l'image du président Gbagbo dans le monde entier. En titre, Gbagbo le dictateur fut arrêté par les FRCI. Ce fut la une des journaux et des chaînes télévisées au cours de toute la journée. Par contre, Bernard Houdin, un français et conseiller spécial de Gbagbo, réfutait cette thèse et disait de l'arrestation de Gbagbo d'avoir été organisée par les soldats français.⁹⁰⁵ Cependant, certains diplomates français s'opposaient à la déclaration de Bernard Houdin qui lui-même est un natif de France.⁹⁰⁶ Au cours du transfèrement de Gbagbo au Golf Hôtel, il voyait des corps inanimés qui jonchaient par terre, dans le jardin de sa résidence. Ces corps étaient de ceux qui le soutenaient et formaient un bouclier humain. Parmi eux, des étudiants, des civils, des enfants, des femmes, des pasteurs, des parents, des agents de force et sécurité. Les survivants étaient faits prisonniers, surtout dans des conditions difficiles à l'Hôtel du Golf.

Que restait-il à faire, une fois que Gbagbo fut arrêté et transféré au QG de son rival Ouattara, au Golf Hôtel? Rien de plus ne restait, il fallait juste porter Ouattara au pouvoir, puisque cela était l'objectif pour lequel Gbagbo devrait partir du pouvoir. Ce fut la fin du gouvernement Gbagbo le 11 avril 2011, à 15 heures.

Par ailleurs, les partisans de Ouattara jubilaient de joie. Cette joie ne fut tout simplement pas observée qu'en Côte d'Ivoire, mais aussi dans la sous région et également dans le monde entier. Il fallait donc désormais mettre un terme aux hostilités, puisque Gbagbo est fait prisonnier. Dès lors, Gbagbo demanda à ses combattants de déposer les armes et de reconnaître Ouattara comme président de la Côte d'Ivoire. Ouattara, le joyau de la communauté internationale, devint enfin le président de la république de Côte d'Ivoire. Une poste dont il avait tant rêvé depuis 1993, à la mort du père fondateur du pays, Félix Houphouët-Boigny. Puisque Gbagbo étant en hors jeu, il ne restait que de faire la guerre aux sorciers et sorcières. Il fallait faire un nettoyage complet, afin de bien diriger le territoire. Chose qui sera faite dans les jours qui suivront. La plupart de ceux qui étaient dits pro-Gbagbo furent immédiatement emprisonnés. Parmi eux, certains demeurent aujourd'hui encore dans les quatre murs de ces prisons. Le lieu où la chasse aux pro-Gbagbo avait véritablement été entamée, fut la commune de Yopougon, puisqu'elle était le bastion des partisans de Gbagbo. Les hommes de Ouattara ont effectué des descentes musclées dans les

⁹⁰⁵ BBC News, *Ivory Coast: Gbagbo held after assault on residence*, Harding , Andrew BBC News, Ivory Coast, April, 11, 2011, p.3

⁹⁰⁶ Ibid

parages. Les FN ou FRCI ont visité les locaux afin de faire arrêter ceux qui n'étaient pas des leurs. Des cours familiaux, des appartements, ont été fouillés, voir passé au peigne.

Par ailleurs, une opposition s'était déclenchée dans cette commune, car n'étaient tous pas les habitants des lieux des peureux. Un autre conflit opposait les FRCI au reste de combattants courageux. La lutte était rude, jusqu'au point où il fallut le soutien de la Licorne et de l'ONUCI pour mettre fin à ces combats. Suite à quoi, les FRCI ont pu assujettir le reste des pro-Gbagbo qui leurs livraient la guerre. Des fosses communes ont été creusées pour ensevelir les victimes.⁹⁰⁷ Pour ainsi échapper aux crimes des FRCI, les riverains qui ne savaient comment se défendre, prirent la tangente vers différents horizons. Certains pour le Ghana, d'autres vers le Libéria ou le Mali, ou encore la Guinée et un autre groupe pour des destinations européennes.

De la vague des détenus faisait partie le professeur Balou Bi Toto Jérôme, secrétaire général de l'Université d'Abidjan. Il fut arrêté le 19 avril 2011. Il avait été torturé et plus tard, fit prisonnier à Bouna, dans le nord du pays. Ce dernier avait témoigné de l'implication des forces Licorne et l'ONUCI dans les hostilités livrées durant la crise postélectorale de novembre 2010. Il disait des deux forces militaires d'avoir commis plusieurs crimes ignobles depuis l'arrestation de Gbagbo, le 11 avril 2011. Le professeur Balou Bi Toto Jérôme avait rendu ce témoignage, lors de l'entretien diffusé qui lui fut accordé, et qui figure sur le blog de René Kimbassa.⁹⁰⁸ Le professeur Balou Bi accuse la Licorne. Il certifie la complicité de la Licorne dans les meurtres perpétrés contre le peuple ivoirien. Le témoignage du professeur Balou Bi avait été une fois mentionné par Maître Altit au cours du procès du président Gbagbo à La Haye, puisqu'il est l'avocat défenseur de celui-ci. Maître Altit avait conseillé l'ancienne puissance coloniale de ne pas aller plus loin avec le procès de Gbagbo, puisque ceci l'indurait en erreur. Parole que repris Jeune Afrique numéro 2720 de février 2013.⁹⁰⁹ Par ailleurs, le professeur Balou Bi Toto Jérôme mentionnait que la force Licorne avait tué des étudiants sur le campus de Cocody, à Abidjan. Et que les blessés qui avaient réussi à se réfugier au Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Cocody, ont été rattrapés et tués sur place.⁹¹⁰ Il insiste et persiste qu'il avait vu des convois des forces Licornes et de l'ONUCI sur le campus de l'Université de Cocody. Selon lui, cette université fut rénovée dans l'immédiat,

⁹⁰⁷ Jeune Afrique, Politique, Côte d'Ivoire : fosses communes à Yopougon, exactions sur le littoral, le 10 mai 2011 à 10:02, par Pierre Francois Naudé

⁹⁰⁸ Dans une interview diffusée, le 27 août 2013 sur le blog de René Kimbassa

⁹⁰⁹ Jeune Afrique, du 24 février au 2 mars 2013, p.10-13, par Pascal Airault

⁹¹⁰ Ivoirebusiness.net, « Côte d'Ivoire: ces morts de la crise ivoirienne dont personne ne parle », le jeudi 29 août 2013, par professeur Balou Bi Toto Jérôme

dans l'optique de masquer ou couvrir les coups bas, c'est-à-dire, les meurtres qui s'y sont produits. Il souhaiterait donc que des enquêtes soient menées sur les lieux, afin de découvrir les réalités qui eurent lieu durant la crise postélectorale.

Une fois Gbagbo arrêté, il y eût une suite d'arrestation et d'assassinat dans le pays. Ce fut la chasse aux sorciers et sorcières. L'administration Ouattara avait extradé, le président Gbagbo dans le nord du pays, à Korhogo. Dans cette prison, Gbagbo fut visité de Desmond Tutu, Mary Robinson et de Koffi Annan.⁹¹¹ Tandis que Simone, l'épouse de Gbagbo, avait été envoyée à Odienné, lieu d'où elle fut visitée par des agents de l'ONUCI, quelques années plus tard.⁹¹² Quelques uns du gouvernement déchu, tels qu'Aké Ngbo⁹¹³, Affi N'Guessan, Alcide Djédjé, Michel Gbagbo, Aboudramane Sangaré et certains furent prisonniers dans le nord du pays.⁹¹⁴ Aujourd'hui ils ne sont plus pour la plupart incarcérés, par contre ils ont tous subi des procès. Il était dit de la crise postélectorale d'avoir fait au moins près de trois milles morts.⁹¹⁵ Cependant, Laurent Gbagbo avait été déporté à La Haye, le 29 novembre 2011, pour crime contre l'humanité et son ministre Charles Blé Goudé également, le 22 mars 2014, dans les mêmes locaux du Pays Bas, à la prison de Scheveningen.

En ce moment précis, des militaires sont détenus prisonniers, pour avoir servi et défendu loyalement les institutions du pays.

Finalement, les élections qui ont été reportées plus de six et qui devraient servir de restaurer la paix en Côte d'Ivoire, ont tout à fait été chaotiques, puisqu'elles n'ont pas rempli les conditions pour lesquelles elles furent organisées. Ce scrutin a causé plus de mal que de bien. L'organe suprême de la juridiction ivoirienne, qu'est le Conseil Constitutionnel avait proclamé Gbagbo président du pays tandis qu'une CEI sensée donner des résultats provisoires d'un scrutin déclarait Ouattara vainqueur des élections. Un conflit postélectoral fut occasionné. Ni de Gbagbo ni de Ouattara voulait céder le pouvoir, puisqu'une confusion totale avait été instaurée par le représentant du secrétaire général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Choi Y. J et de Guillaume Soro. Une fois la résolution d'utiliser la force fut mise en

⁹¹¹ The elders , independent global leaders working together for peace and human rights, the healing divisions, founding common ground in Côte d'Ivoire, le 2 mai 2011

⁹¹² Le Démocrate n.1044 de septembre 2014, *Emprisonnée à Odienné: l'ONUCI chez Simone Gbagbo*

⁹¹³ FIDH/MIDH/LIDHO, October 2013/671a. *Ivory Coast: "The fight against impunity at a crossroad"*, p.7, by Sia Kambou (AFP)

⁹¹⁴ Amnesty international, *Arbitrary detention of actual or perceived supporters of Laurent Gbagbo*, 2011, p.3-4

⁹¹⁵ Le Monde Afrique, A Douékoué, le choc d'un massacre de grande ampleur en Côte d'Ivoire, le 07.04.2011 à 19h 11, mis à jour le 08.04.2011 à 11h47, par Aline Leclerc

application par les forces de la Licorne et de l'ONUCI⁹¹⁶, les hostilités s'achevèrent avec l'arrestation de Gbagbo. Il fut fait prisonnier dans le nord du pays avant d'être transféré à La Haye, il était donc certain de prôner la réconciliation.

2 La réconciliation du peuple Ivoirien à la suite de la crise post électorale

Une fois qu'une région, une nation, un territoire, un pays, ou un État a connu un conflit, il lui faudra la paix pour que les activités économiques et politiques du pays puissent renaître. Sans guerre, il n'existe pas de paix. Pour aboutir à la paix, il faudra avoir vécu une guerre. Un état pacifique peut tomber dans la guerre si les conditions ne sont pas réunies pour que le peuple vive en harmonie. D'où la guerre éclate. Mais aussi, un peuple guerrier pourra toujours demeurer en guerre et ne pas vouloir la paix puisqu'il se plaît dans la situation. Par contre, il peut exister des territoires où les individus en guerre souhaiteraient la paix afin de vivre pacifiquement. Lorsqu'un conflit déclenche, il faudra également songer à la paix. En somme, pas de guerre pas de paix.⁹¹⁷ Par conséquent, que représente la paix? La paix peut se définir comme le manque de guerre.⁹¹⁸

Selon le groupe, *Women's International League for Peace and freedom*, la paix peut excéder les limites de la définition qui lui fut donnée. Selon elles, la paix peut se définir de plusieurs manières et avoir différentes interprétations.

La paix peut être obtenue pour certains à travers un accord de cessez le feu. Il faudra avoir une nette connaissance des différentes formes de violence, afin de comprendre le sens de la paix. Des types de violences ont été décrits par John Galton. Selon ce dernier, s'agissant de John Galton, la violence peut être classée en trois groupes. Une violence directe qui s'exerce de manière physique et qui correspond au meurtre, aux tortures, aux viols etc. Une violence structurelle, caractérisée par la priorité de certains groupes sur d'autres, une différence de classe, de sexe, de nationalités, d'apartheid etc. Enfin, une violence culturelle stéréotypée par les croyances et comportements, c'est-à-dire, religion, idéologie, langue, art etc.⁹¹⁹ Il serait par ailleurs évident de faire recours à la citation d'Albert Einstein. Selon Einstein, la paix ne s'obtient aucunement pas par la violence ni la force. Elle ne peut qu'être obtenue par la compréhension des uns et des autres. Personne ne pourra s'assujettir une nation par la force

⁹¹⁶ The New York Times (NYT), "French in talks on surrender of Ivory Coast strongman", April 5, 2011, by Adam Nossiter & Scott Sayare

⁹¹⁷ Glen H. Stassen, *Just peacemaking: transforming initiatives for justice and peace*, Westminster/John Knox Press, Louisville (Kentucky), 1992, p.16-17

⁹¹⁸ International alert, *Peace is when people are able to resolve their conflicts without violence*

⁹¹⁹ Ibid

ou contre son propre gré, à moins qu'il élimine tout homme, toute femme et tout enfant. À moins que des individus aient recours à des mesures drastiques pour résoudre les problèmes sans faire usage d'armes. En Côte d'Ivoire, une méfiance s'insérait au sein du peuple ivoirien après l'arrestation du président Gbagbo. Une sorte de tension étouffée entre les ressortissants du nord et ceux du sud persistait en Côte d'Ivoire. Pour penser gérer la situation, les FRCI régnaient en maître absolue dans la ville d'Abidjan et celles de l'intérieur. Un exemple palpable était celui que vécu Bernadin Douayelet, dans la commune de Port-Bouët, quartier situé dans le sud d'Abidjan, non loin de la base militaire française du 43^e BIMA.

Bernadin Douayelet, sortit de la cour familiale pour se rendre sur la ruelle qui sépare son domicile de la boutique du quartier. À sa grande surprise, il fut interpellé par un agent FRCI. Cet agent FRCI lui demanda sa pièce d'identité. M. Douayelet dit à l'agent FRCI qu'il avait sa pièce à la maison puisqu'il était à un pas de chez lui. Cet agent FRCI s'opposait au fait qu'il n'avait pas sa pièce d'identité sur lui. Il demanda alors son groupe ethnique et M. Douayelet répondit qu'il était Bété, le groupe ethnique de Gbagbo. Il disait de lui d'être un pro-Gbagbo, d'où milice à la solde du président déchu. Il répondit en disant qu'il n'avait rien à avoir avec Gbagbo. Ce dernier ordonna donc à M. Douayelet de monter dans leur cargo de FRCI. L'individu cherchait toujours à convaincre l'agent FRCI. M. Douayelet leur dit de demander à leur supérieur avec qui il avait fait l'école s'il lui M. Douayelet faisait partie des milices pro-Gbagbo. Il fut relâché dès qu'il prononça le nom du chef FRCI avec qui il fit l'école primaire. Un second exemple était celui de feu Aka Watta.

Aka Watta était le frère d'Emile Aka, qui fut interviewé par voie téléphonique, est résident ivoirien à Londres. L'entretien avec Emile Aka, eût lieu en septembre 2011. Aka raconta que son aîné Watta Aka qui vivait en Allemagne et en vacance en Côte d'Ivoire, plus précisément à Abidjan, durant la crise postélectorale avait été tué par des FRCI. Emile et Watta Aka sont originaires de la ville de Bonoua et de la même ville ainsi du même groupe ethnique que madame Simone Gbagbo. Ils sont tous des Abouré. La cour familiale des Aka est située à Yopougon, la commune désignée d'être à la solde des pro-Gbagbo. Avant la mort de son frère aîné, Emile Aka avait été informé de la tragédie de son grand frère avec les FRCI. Il fut informé de la situation que traversa son frère aîné, par le biais des parents vivant en Côte d'Ivoire. Emile Aka prit donc la peine d'appeler son grand frère qui se trouvait sur le lit d'hôpital.

Durant leur conversation téléphonique, Watta décrivait la scène dont il fut victime. Il dit à son cadet Emile, que des agents FRCI avaient élu domicile à la cour familiale après l'avoir violemment battu. Aucun membre des Aka ne savait lorsque la scène s'est produite. Vu la situation de crise postélectorale, ces derniers ont essayé depuis Bonoua de joindre Watta pour avoir de ces nouvelles, c'est ainsi qu'ils ont recueilli la nouvelle. Suite à leur conversation, ils sont venus chercher Watta Aka pour l'interner à la clinique. Quelques jours plus tard, il n'a pas pu survivre aux coups et blessures que lui causèrent les FRCI, il mourut.

Toujours, les ressortissants de cette région de Bonoua. Cette fois là, ce fut un des fils de la ville qui était venu des USA, pays duquel il détint la nationalité, d'où citoyen américain. Il était rentré des USA, Californie, dans l'optique de candidater pour le compte du FPI-LMP, durant le scrutin électoral qui devrait avoir lieu. Quelques temps après son arrivée, il fut porté disparu. Après une fouille son corps fut découvert dans sa chambre en dessous d'un lot de vêtements qui le couvraient.⁹²⁰

Un autre témoignage fut donné, concernant le licenciement du préfet de Dabou, Léon Zogbo et du préfet adjoint, c'est-à-dire, le sous-préfet de la ville de Lopou. Ces deux ont été licenciés puisqu'ils n'avaient pas empêché la tenue d'une marche pro-Gbagbo, au cours de laquelle les manifestants réclamaient la libération du président Gbagbo.⁹²¹

De scènes pareilles se sont déroulées lors des phases finales de la coupe d'Afrique de 2012. Durant la compétition, la finale opposait les équipes de la Côte d'Ivoire à celle de la Zambie. La Zambie avait remporté le trophée au tir aux buts.⁹²² La victoire zambienne sur la Côte d'Ivoire, avait suscité la colère des pro-Ouattara qui battirent certains Bété. Puisque Drogba Didier étant un Bété avait raté son penalty expressément. Ainsi que François Zahui, l'entraîneur d'origine Bété, était de connivence avec Drogba Didier afin de perdre la partie dans l'optique de ne ramener le trophée à Ouattara, qui lui est du nord. Par ailleurs le milieu religieux ne fut point infecté, puisque les populations ne mordirent point à l'hameçon quand bien que dans les tous débuts de la crise certaines églises furent brûlées ou démolies, les chrétiens ne répondirent guère.

⁹²⁰ <http://ivoirebusiness.net/?q=articles/crime-crapuleux-%C3%AO-bonoua-un-cadre-du-fpi-le-parti-de-laurent-gbagbo-assassin%C3%A9>

⁹²¹ Le Nouveau Courrier, « *Parce qu'ils n'ont pas empêché une marche pro-Gbagbo, le préfet de Dabou et le sous préfet de Lopou limogés* », le 24 août 2011, p.4, par Benjamin Silué

⁹²² The Guardian, "*Zambia gained redemption to stun Ivory Coast in Africa Cup Nations. Zambia 0-0 Ivory Coast (Zambia win 8-7 on pens)*", Monday, february 13, 2012, by Jonathan Wilson (Libreville)

Pour ainsi faire disparaître, du milieu de ce peuple jadis pacifique, la polémique, la peur et l'angoisse ainsi que la méfiance, il était primordial de prôner la paix.

Tel fut le cas de la Côte d'Ivoire. Le peuple ivoirien souhait reconstruire le pays en l'armant d'une paix. Un conflit ou une crise postélectorale est toujours résolu par un processus de réconciliation. La Côte d'Ivoire est une fois de plus retournée sur le chemin d'une nouvelle réconciliation, puisqu'il en a existé autant dans le pays. Une fois était l'action menée par Gbagbo en 2001 et après le scrutin de novembre 2010 qui déboucha sur une crise, est le tour de Ouattara. De quelle stratégie s'armait Ouattara pour réussir cette réconciliation? Une Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) serait l'appareil à partir duquel les Ivoiriens meurtris devraient se réconcilier.

2.1 La Commission Dialogue Vérité Réconciliation (CDVR)

Pour véritablement faire fonctionner cette CDVR, le président Ouattara essaya de ressouder le tissu social en insérant certains individus à des postes administratifs. M. Gbategnon Seri Raymond a été rencontré à Balayo en 2009, dans la sous préfecture de Ouragahio (Gagnoa). M. Gbategnon est un originaire Bété et de la région visitée. Durant les attaques du 19 septembre 2002, ce dernier vivait dans la partie nord du pays où il exerçait la fonction d'enseignant et encore marié à une fille de la région, qui est une Dioula. Quand le conflit éclata en 2002, il fut directement dans le collimateur des forces rebelles puisqu'étant Bété. Il fut mis au poteau. Au moment de lui tirer dessus, il eût la chance d'être reconnu par l'un des rebels.

La vie lui fut donc sauve. Par ailleurs, il a du parcourir des kilomètres à pied pour rejoindre la ville d'Abidjan, c'est-à-dire, une distance de plus de cinq cents kilomètres, environ six cent kilomètres. Une fois à Abidjan, il fut reçu par le président Gbagbo, par rapport au don des langues qu'il détenait et qui lui permit d'être un enseignant certifié. Une proposition lui fut faite. Il devrait exercer comme consulte à l'ambassade de Côte d'Ivoire à Jiddah. Ce dernier n'avait jamais pu exercer cette fonction, puisque le chef protocole de Gbagbo, Wayou Allou Eugène, l'en avait empêché. M. Gbategnon fit de son mieux et réussit à rencontrer à nouveau le président Gbagbo. Une fois à cette rencontre, le président Gbagbo fut étonné de sa visite. Puisqu'il le croyait déjà parti à Jiddah. M. Gbategnon expliqua le problème qui l'avait maintenu sur place. Plus tard, il fut affecté aux services de la Caisse Nationale de Prévoyance et Sociale après avoir été admis au concours. À la suite de la chute de Gbagbo, il fut également promu, sous le règne Ouattara, directeur du personnel du service civil.

Un autre du nom d'Henri Serge Marie Kouassi fut contacté. Il est Baoulé et est un ami personnel. Ce dernier a longtemps été à la recherche de travail. Aujourd'hui, il est soulagé, car il est rémunéré mensuellement. Il a un travail. Il exerce une fonction de back office, au ministère de la défense. Le gouvernement Ouattara fait de son mieux pour intégrer des jeunes dans les administrations.

Par ailleurs, nombreux sont ceux qui proviennent du groupe ethnique de Ouattara, c'est-à-dire, les Dioula, qui travaillent dans tous les domaines de la fonction publique.⁹²³ Pour certains c'est le rattrapage ethnique (voir annexe 10 de la page 430 à 432) pour confirmation. Il est vrai que de nos jours ce rattrapage ethnique soit réel. Cependant, le président Ouattara prônait un essor économique. La vente du cacao ainsi que celle du café n'était plus soumise à un embargo. Le système bancaire en fut pareil. Le pays n'est plus divisé, il est désormais soudé. Puisque la partie nord s'est jointe au sud, avec un Ouattara nordiste président du territoire national. Tous les services sociaux dans l'ensemble fonctionnent convenablement. Ainsi, il évoqua une notion du renouvellement des infrastructures.⁹²⁴ Des prêts sortaient d'un peu partout le monde entier. Il obtint du gouvernement français un apport de 578 millions de dollars américains, dont 350 millions d'euros de crédits.⁹²⁵ Pour réussir tout son projet économique, il songea également à l'unification du peuple ivoirien d'ou une CDVR. Ouattara avait réussi à réactiver les investissements étrangers qui à un moment furent bloqués.⁹²⁶

2.1.1 Les prouesses de la CDVR

Le peuple avait tant souffert, donc il lui fallait souffler de toutes ces années de stress et ainsi combler les jours à suivre d'un essor économique. Mais avant, il lui fallait l'union de son peuple. Puisque c'est bien l'union nationale qui précède l'essor économique. Tout de même comme le fit savoir, Kropotkin, à travers sa théorie d'aide mutuelle. Pour Kropotkin, il serait impossible d'obtenir un essor ou progrès économique si les agents du territoire commun ne communiquent pas.⁹²⁷ Dans cette optique qui correspondrait à la théorie de Kropotkin, la CDVR fut mise sur pied en Côte d'Ivoire, dans l'optique de souder à nouveau les différentes couches sociales ivoiriennes.

⁹²³ La Dépêche d'Abidjan, du samedi 13 juillet 2013, p.4, par Namidja Touré

⁹²⁴ Stears Scott, "UN experts swift economic recovery in Ivory Coast", VOA, April 14, 2011

⁹²⁵ Nicholas Cook (specialist in African Affairs), Congressional Research Service, *Côte d'Ivoire post-Gbagbo: Crisis recovery*, April 20, 2011, p.7

⁹²⁶ Beaudelaire Mieu, "Abidjan has reopened, Danish butane tanker docks, official says", Bloomberg, April, 18, 2011; AFP, "Ivory Coast cocoa exports set to resume after Gbagbo capture", April, 13, 2011, by Julien Girault; Reuters, "French firm sees 1st cocoa ship in Ivory Coast Tuesday", April, 18, 2011

⁹²⁷ Peter Harry Kropotkin, *Mutual Aid: A factor of evolution*, ReadClassic.com, USA, 2010, p.8-10

La CDVR fut fondée en 2011, sous l'ordonnance de la loi N.2011-167 du 13 juillet 2011.⁹²⁸ Le président de cette commission était Charles Konan Banny. L'objectif de la CDVR était de panser les plaies qu'avaient causées les attaques nocturnes de septembre 2002 et de la crise postélectorale de novembre 2010. L'ancien premier ministre était chargé de parcourir l'étendue du territoire national ivoirien ainsi que ceux de la diaspora dans l'optique de réconcilier le peuple ivoirien. La cérémonie de réconciliation fut initiée en septembre 2011 et devrait être clôturée en septembre 2013. Ce qui revenait à dire que le travail se passerait en deux ans.⁹²⁹ Les principaux points de la CDVR se résumaient comme suit:

- Rétablir la paix et la confiance entre Ivoiriens dans la période de crise postélectorale
- Déterminer la période de deuil afin de répudier les mauvais sorts
- Faire une consultation nationale et traiter le dossier ivoirien et faisant allusion aux exigences imaginaires
- Installer des commissions spécialisées
- Pour écouter et interroger les victimes en recevant les plaintes
- Conduire un interrogatoire ouvert au public afin de finaliser le rapport final au président

L'action de la CDVR était à saluer. Cette commission faisait de son mieux pour traverser, avec à sa tête l'ancien premier ministre Banny, en long et en large le territoire ivoirien. Au plan national, la CDVR semble avoir réussi son pari qu'en bien même, les Ivoiriens en majeure partie consentiraient de se réconcilier. Les villes, les villages, les campements et autres furent facilement accessibles. La caravane de la CDVR sillonnait les différentes régions sans oppositions. Le dossier au plan national semblerait être un acquis. Décidemment l'ancien premier ministre aurait en un temps record pu réconcilier le peuple ivoirien en terre natale. Il restait de se poser la question si ce peuple s'était véritablement et consciencieusement réconcilié. Une réconciliation ne se fait pas aussi facilement et en un bref délai. Ces derniers avaient certainement toujours la peur au ventre et ne souhaiterait plus avoir à la tête le bout de fusil, comme il en fut le cas pour certains dont la vie fut entre les mains de ces individus de FRCI. Il n'était pas ici question de fusil, mais plutôt une notion de réconciliation du peuple. Ou est-ce que ces derniers n'avaient aucunement confiance en eux-mêmes ou en ceux qui

⁹²⁸ Côte d'Ivoire/Justice internationale/Laurent Gbagbo, le 30 novembre 2011, à 08:02, par la représentante de Rfi, Stéphanie Maupas

⁹²⁹ Côte d'Ivoire: La CDVR préconise des audiences publiques allant de 1990 à 2011, le 21/11/2013, à 22:56

organisaient la caravane de la CDVR. Il fallait pour eux, rester bouche fermée et jouer les zouaves. Faire un semblant de réconciliation tandis qu'ils sachent où cette comédie conduirait la CDVR.

Rien n'avait besoin d'être fait au plan national. Puisque le message de réconciliation semblait passer parfaitement. Il valait mieux féliciter l'ancien premier ministre Banny, il avait sûrement prouvé les prouesses de cette CDVR au plan national. Du coup, ce qui restait à faire était bien de se lancer à la conquête de la diaspora. Chercher, fouiller et trouver les fils égarés du pays qui ont pu s'échapper et réfugier dans les pays voisins, à l'occident et un peu partout le monde. Un pari fut gagné, il fallait remporter l'autre étape qui concrétiserait la finalité des objectifs de la CDVR pour le peuple ivoirien. Banny avait du vent en poupe au plan nation, rien n'à faire. Il avait en un temps recours pu réconcilier le peuple. Les points clés de la CDVR étaient déployés comme le décrivait le texte. Les réunions se tenaient en plein air, les victimes étaient au rendez-vous. Ils s'exprimaient à tour de rôle, comme le demandait une justice traditionnelle. Chaque région était représentée par un chef qui jouait le rôle de juge, des notables et un public. Tout se déroulait comme si ces derniers se trouvaient à une cour de justice. Le passage au plan national, de la CDVR, fut un acquis.⁹³⁰ Il ne restait qu'à l'échelle internationale. Serait-il facile à la CDVR de vite résoudre la question de réconciliation du peuple ivoirien à l'étranger? Ce terrain n'est pas celui de la Côte d'Ivoire qui semble quadrillé par les FRCI et autres. Il est libre et chacun à le droit à la parole. Une liberté d'expression est régie des textes de loi. La CDRV a fait ses prouesses en Côte d'Ivoire, il sera donc vérifié de savoir si l'étranger fut également un acquis. Reste à savoir si ce fut une prouesse ou des obstacles en forme de limites de la CDVR.

2.1.2 Les limites de la CDVR

La CDVR avait fait un exploit au plan national en réconciliant les Ivoiriens. Il ne restait qu'à la CDVR de faire le même parcours effectué en Côte d'Ivoire qu'à l'étranger. Cela se serait conclu en une victoire extraordinaire de la commission conduite par Charles Konan Banny, l'ancien premier ministre. Le premier obstacle de la CDVR, était que les Ivoiriens de la diaspora étaient dressés contre le programme de la CDVR.⁹³¹ Ils étaient en majeure partie hostiles à la commission, bien avant l'arrivée de la délégation dirigée par l'ancien premier

⁹³⁰ Aghi Bahi, *L'ivoirité mouvementée, Jeunes, médias et politique en Côte d'Ivoire*, Éditions Langaa Research & Publishing CIG, Bamenda, 2013, p.184-186

⁹³¹ Andrien Kora, *Justice transitionnelle, Justice fondationnelle: Retour sur les journées du consensus national en Côte d'Ivoire*, Notes de l'IHEJ, 2-Juin 2012, p.11

ministre. Et donc, pour parler de réconciliation, il fallait tout d'abord poser les bases de cette CDVR en Europe et partout le monde.

En France, la commission de la CDVR avait été implantée puisqu'ils y vivaient beaucoup d'Ivoiriens. L'action de la CDVR était vraiment importante et intéressante puisqu'elle correspondait à l'échantillon de notre étude. L'acte de la CDVR France était un véritable témoignage. À chaque fois que se tenait une réunion de la CDVR, nous fûmes en place, c'est-à-dire, sur les lieux. La CDVR France, était divisée en sous section, puisqu'une branche CDVR Paris existait, un groupe CDVR Bordeaux ainsi de suite. Le 17 mars 2012, une réunion de rencontre de CDVR fut tenue à Paris Bercy.⁹³² Cette réunion eût lieu afin de rassembler les ressortissants ivoiriens vivant à l'étranger et les informer de la formations des groupes et sous section de la CDVR France. Cette réunion fut présidée par Banny. Elle fut un succès, dès les premières heures. La sous section CDVR était dirigée par Moussa Koné Guess et assistée de Denis N'Dri ainsi que d'Olivier Dje Bi Dje.

Le 3 novembre 2012, une autre réunion s'est tenue à Paris, à la porte d'Italie, dans le 13^e arrondissement. La réunion était bien prévue de 15 heures à 18 heures. À cette réunion avait Moussa Guess nommé, son ami d'enfance Vincent Ikpo, porte-parole de la CDVR-Paris. La réunion avait un peu débordé et s'est achevée à 19 heures trente minutes.

Avant la fin de la rencontre, la foule se disputa aveuglement. Les langages n'étaient pas soignées. Ces derniers étaient sur le point d'en découdre. Certains voulaient obtenir la résolution de leur problème en un temps record. Tandis que d'autres répondaient en disant que la requête proposée par ces individus nécessitait du temps. Une incompréhension qui aveuglait certains gagnait sérieusement du terrain. Parmi ces différents groupes qui se disputaient, le représentant du groupe Wê, l'ethnie qui avait perdu le plus de personnes dans la région de Duékoué, était présent. Les gens levaient la voix dans la salle qui regorgeait du monde à craquer. Pour la plupart les gens de ce groupe ethnique furent systématiquement opposés à la CDVR. Ils trouvaient qu'ils représentaient l'ethnie qui avait payé de lourd tribut au cours de la crise postélectorale et ils ne furent point conviés à cette rencontre. Un chaos régnait durant un bon moment et personne n'avait la solution. Ce fut le moment opportun pour nous d'intervenir.

⁹³² <http://news.abidjan.net/h/430256.html>

Nous sommes intervenus en demandant au comité de CDVR-Paris de s'entourer de personnes spécialisées dans les résolutions de conflits, que de recenser des individus qualifiés en étude d'économie. Suite à cette intervention, la foule demanda que nous nous associions au bureau de la CDVR-Paris. Nous avons automatiquement refusé l'offre. Par contre, nous leur avons promis notre soutien aux différentes futures réunions qui seraient organisées. Finalement, les vingt dernières minutes qui ont suivi ont permis de clôturer la session, avec un monde un peu plus apaisé. Quelques semaines plus tard, une autre rencontre fut organisée, le 8 décembre 2012. Ce fut la réunion de lancement de la CDVR-Paris. L'évènement s'était produit à l'hôtel Marriott dans le 14^e arrondissement de Paris, de 16 heures à 19 heures. Ainsi le 2 février 2013, il s'est tenu une autre rencontre, dans l'optique de former des agents de la CDVR, et financé par les experts de London-ONG. Enfin, une réunion eût lieu le 15 avril 2013, au cours de laquelle la CDVR-France, avait reçu le président Banny à l'hôtel du Louvre. À ce lancement, était présent, Balou Marchal, le conseiller de Banny. Ce fut le jour de la concrétisation de CDVR-France, puisque c'est à ce moment qu'elle recevait sa lettre de créance.

La réunion était sensée se tenir, à 18 heures, mais accusa un léger retard. Le président de la CDVR-Côte d'Ivoire, prit la parole après le discours de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire à Paris, SEM Charles Gomis. La réunion s'est déroulée en deux étapes. En premier lieu, les officiels firent leur discours respectifs, ensuite la parole fut accordée à l'audience afin que des questions soient posées.

Les auditeurs posaient des questions ayant un lien avec la réconciliation dont était chargée la CDVR de faire passer le message. Pour cloturer la rencontre, nous fûmes obligés de poser une question. La question était très pertinente, car elle nécessitait beaucoup plus de sagesse et d'intelligence. En somme, c'était une question du genre casse tête chinois. Le conférencier suite à la question qui lui fut posée, nous demanda de nous présenter au public et de reposer la même question, puisqu'elle semblait intéressante. La question était la suivante: Est-ce possible qu'un délai d'une période exacte soit fixé pour une réconciliation, puisque cela demande un peu plus de temps à un peuple qui sort fraîchement d'un conflit de près d'une décennie? La réponse du président Banny de la CDVR-Côte d'Ivoire, fut, un temps limite nous a été imposé, alors il nous faudra rendre compte dans ce laps de temps. Nous essayons de faire de notre possible afin de répondre aux exigences. Il devrait en somme rendre compte au président Ouattara en septembre 2013. Par ailleurs, la question n'avait pas été correctement répondue. Du coup, nous avons apporté notre grain de sel afin de donner une saveur à la

sauce. Nous nous servîmes donc de quelques cas d'étude comparée de résolutions de conflit, afin d'être plus explicite et apporter une lumière aux invités à qui la notion de résolution de conflit paraissait nouveau.

Quelques minutes plus tard, le conseiller du président de la CDVR-Côte d'Ivoire, Balou Marchal, ordonna à la salle de poser la toute dernière question, puisqu'il devrait se diriger vers la capitale anglaise, c'est-à-dire, à Londres le jour suivant. Du coup, la délégation avait un long trajet à parcourir, afin de couvrir l'agenda. Une lettre de rapport du porte-parole de CDVR-Paris, Vincent Ikpo sera dans la partie annexe du projet de recherche. Finalement, la rencontre semblait être un fiasco, puisque les conviés n'étaient point satisfaits. Les murmures se firent entendre de partout. Le mécontentement de ce public ne se justifiait que par le manque de décaissement financier dont il était dit de Banny de remettre à ces derniers, pour le bon fonctionnement de la chose. Il était dit de Banny d'avoir reçu un montant de 10 milliards de francs CFA (15,2 millions d'euros), qui devrait allouer à la CDVR.⁹³³ Il pouvait être du processus de réconciliation d'être un fiasco, puisque ne pouvant fonctionner sur l'ensemble du territoire français. À Bordeaux, la CDVR a essuyé un échec. Elle était confrontée à de rudes manifestations.⁹³⁴ Par ailleurs, dans l'ensemble, la foule n'était pas fière de la rencontre. Le lendemain, la délégation CDVR, qui était venue d'Abidjan et s'était entretenue avec la section CDVR-Paris, avait entamé un voyage sur Londres. La visite de la capitale anglaise ne fut pas au beau fixe, puisque les ressortissants ivoiriens de cette ville étaient très hostiles à la venue du président Banny qui était porteur de message de réconciliation.

Il a donc fallu la présence de la police anglaise pour faire évacuer de la salle la délégation CDVR-Côte d'Ivoire. Pour ses derniers qui manifestaient, il était inadmissible de parler de réconciliation tandis que Gbagbo et Blé Goudé sont à La Haye, ainsi que certains Ivoiriens sont en exil. Tous ceux là devraient retourner au pays, et par la suite le peuple ivoirien pourrait se réconcilier. Dans le cas contraire ils ne voyaient point en quoi pouvait aboutir, la réconciliation dont parlait Banny. Selon eux, l'injustice prévalait au pays et tandis que certains cherchent à réconcilier le peuple ivoirien. La tension qui se vivait à l'étranger se fit également sentir au niveau des partis politiques FPI et RDR.⁹³⁵ En conclusion, l'intention de réconcilier le peuple ivoirien existe en théorie, par contre en pratique, elle demeure une autre

⁹³³ Le Monde, *Les débuts hésitants des audiences publiques de la commission vérité et réconciliation en Côte d'Ivoire. Une centaine de victimes ont été sélectionnées, parmi les 64 000 personnes entendues*, le jeudi 11 septembre 2014, à 07:44, par Maureen Grisot (Abidjan correspondance)

⁹³⁴ <http://www.sudouest.fr/2013/04/13/tensions-ivoiriennes-hier-a-la-journee-de-l-afrique-1023559-2780.php>

⁹³⁵ Côte d'Ivoire- Les faiblesses de la CDVR par connectionivoirienne.net, du 15 janvier 2014, à 8:00

réalité, c'est-à-dire, de l'utopie. La réconciliation qui devrait s'effectuer en une période de deux ans, fut sûrement un échec, puisqu'au plan international, elle fut véritablement opposée. Tandis qu'au plan national il semblait être un acquis. Chose qui restait à douter. Il pouvait ne pas rencontrer une sorte de résistance en Côte d'Ivoire, parce que les habitants du territoire furent véritablement lassés de la décennie de guerre. Par ailleurs, le président de la CDVR, avait lui aussi démissionné de son poste et rendit le tablier. Le peuple ivoirien n'a donc pas été réconcilié. Une bombe à retardement demeure au sein du peuple jadis pacifique. Un jour ou l'autre, les rebondissements de cet échec de réconciliation, surgira au sein de cette population.

La Côte d'Ivoire ancienne colonie française avait été un exemple de l'Afrique de l'Ouest ainsi que du continent. Il fut depuis 1978, le premier pays producteur mondial de cacao et garde une place importante au niveau de l'exportation du café. Durant la décennie 80, une crise économique la secoua. En 1990, le multipartisme fit son entrée en Côte d'Ivoire, tout comme les pays du Tiers Monde en quête de démocratisation. Des partis politiques sont mis sur pied. Le FPI, l'USD, le PIT, ensuite le RDR en 1994. La course à la politique avec des nouveaux leaders. En 1999, le premier coup d'État est enregistré, et Bédié est chassé du pouvoir. En septembre 2002, le second d'État qui fut le plus meurtrier, divisa le pays en deux. Soit un nord considéré musulman et un sud dit chrétien. La solution adéquate à la résolution de cette crise est l'organisation de nouvelles élections. Ouattara est candidat après un décret présidentiel validé par Gbagbo en se servant de l'Article 48 de la Constitution ivoirienne. Deux tours de scrutin se sont déroulés. Les élections du 28 novembre portèrent Gbagbo à la tête du pays, tandis que la communauté dite internationale confirmait les résultats provisoires de la CEI et apportèrent leur soutien à Ouattara qu'ils considéraient président de la Côte d'Ivoire. Après une crise postélectorale, Ouattara est porté au pouvoir. Le peuple ivoirien attristé, crispé et traumatisé fut imposé une réconciliation d'une durée de 2 ans. Cette réconciliation échoua, puisque tant contestée à l'étranger tandis qu'elle semblerait fonctionner en terre ivoirienne. Suite, à toutes ces démarches, le projet de recherche entamera le chapitre huit qui est la section d'analyse générale. La partie qui fera intervenir plus d'objectivité afin de faire ressortir l'étude de l'objet recherché.

IV ANALYSE GÉNÉRALE

L'étude a porté sur la Côte d'Ivoire, dans la mesure où le dossier ivoirien était connu de tous durant près d'une décennie avec la crise politico-militaire qui a secoué le pays pour la première fois de son histoire. Pour ainsi comprendre le problème, sous entendu, les causes ou les raisons qui ont motivé certains à transformer l'État qui fut jadis paisible, l'étude fut portée sur le territoire ivoirien. Tout en cherchant, à étudier, à comprendre et à analyser le cas d'étude, nous avons procédé par une démarche scientifique en suivant les principes d'un raisonnement déductif. Nous sommes intervenus avec cette méthode dans la mesure où elle semble être la solution adéquate dans notre projet de recherche tout comme la plupart, des travaux académiques qui sont jugés d'être scientifiques. Raison qui nous obligea de partir sur la base des théories, hypothèses, observations et de confirmation ou de rejet afin d'aboutir à une conclusion exacte. La crise politico-militaire ivoirienne, avait tout d'abord fait la une de l'agenda internationale durant une longue période, qui s'écoula du 19 septembre 2002 au 11 avril 2011. Afin de véritablement cerner la crise, il nous a fallu de parcourir l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, ce qui nous renvoya à la phase politique coloniale des années 1940 en évoluant de 1990 jusqu'en avril 2011.

En fait, la crise ivoirienne, a laissé entendre toute sorte de version ou de point de vue de différentes personnes ou organisations. Pour mieux la comprendre, nous avons procédé par les théories. Du point de vue des théories, nous sommes intervenus avec les théories du néocolonialisme, du choc de civilisations (conflits ethniques et religieux), de guerre de ressources naturelles, puisque plusieurs affirmations en découlaient des différents raisonnements obtenus. Pour ainsi faire la part des choses, nous avons pris le pli d'écouter tout ce qui était dit en fonction de la crise ivoirienne pour soit confirmer ou réfuter les points de vue, nous nous sommes servis des théories. C'est ce qui explique ici, dans notre étude, l'usage des théories.

Théorie

La théorie du choc de civilisations était pour Samuel P. Huntington, le moyen par lequel les conflits actuels pourraient trouver leur justification. Il est même convaincu que c'est la véritable cause et raison des guerres qui se déroulent dans le monde entier de nos jours. Par contre, pour Michael Klare, la raison ne se justifierait pas par les conflits ethniques et religieux, mais plutôt par les hostilités qui ont leur origine dans la guerre de ressources

naturelles.⁹³⁶ Les deux théoriciens sont diamétralement opposés par rapport à leurs propos tenus. Nous constatons que les guerres de ressources naturelles expliqueraient pleinement les causes encore les raisons des rivalités qui offusquent un peu partout dans le monde entier. Les conflits contemporains ne seraient simplement pas qualifiés d'affrontements ethniques ou religieux mais également de guerre de ressources naturelles, en fonction des analyses soutenues par Klare et Huntington. Alors, pour pouvoir les départager et avoir une vision claire des choses, nous avons étudié, compris et nous analysons dès maintenant la crise ivoirienne. Nous nous opposons immédiatement à la théorie évoquée par Huntington si nous nous référons à la crise politico-militaire de la Côte d'Ivoire. Il peut s'avérer que dans certains cas de conflits, cette théorie fut pleinement justifiée. Et cela nous le conservons dans le cas de conflit ethnique qui s'est disputé entre les Hutu et les Tutsi au Rwanda ou au Burundi.

La crise religieuse de Belfast, en Irlande du nord, entre catholiques et protestants fut une autre explication. La théorie était pleinement justifiée puisque c'est bien deux groupes qui se livrèrent les hostilités. La théorie d'Huntington était donc acceptée dans ces deux cas et dans différents conflits qui seraient similaires à ces deux exemples soutenus et approuvés. Puisque cela était bel et bien visible comme nous l'affirme le CH modèle. Le CH modèle attestait que ce genre de conflit n'est possible qu'entre deux groupes. Et que le risque de conflit était minime ou à minimiser là où il existe plusieurs groupes ethniques ainsi que religieux. De ce fait, il serait impossible que plusieurs différents groupes ethniques ou religieux puissent se livrer en bataille au même moment, à moins qu'il existe des alliances entre ces différents belligérants pour former deux blocs qui se confronteraient les uns contre les autres.

Alors, si nous essayons d'appliquer la théorie évoquée par Huntington, dans le cas de la Côte d'Ivoire, elle est pleinement contestée, puisque la république de Côte d'Ivoire est constituée d'un bon nombre de groupes ethniques estimé à soixante (60).⁹³⁷ Tandis que le pays est composé d'une multitude de religion. Si nous partons du point de vue des multitudes de groupes ethniques, allons-nous poser la question de savoir quel groupe ethnique se livre en spectacle contre qui? Est-ce le Baoulé contre le Bété et à la fois le Bété ou le Baoulé contre le dioula et le Dida ou le Gagou, l'Agni? Cette question restera sans doute irrésolue durant plus années voir même des siècles. Puisqu'il sera impossible que ce genre de scène se produise en Côte d'Ivoire. Nous avons également observé des mouvements migratoires dans les deux sens

⁹³⁶ Klare (2001: xi)

⁹³⁷ Rebecca Kormos, Christophe Boesch, Mohamed I. Bakarr & Thomas M. Butynski, *Chimpanzés d'Afrique de l'Ouest*, UICN-Union mondiale pour la nature, 2004, p.116

considérés nord et sud. Ce fut le cas de Dacoury Tabley et Lobognon qui étaient normalement de la partie dite gouvernementale (sud du pays) et qui ont élu domicile dans le nord de la Côte d'Ivoire. Nous constatons également que, le nombre de secte religieux a connu une ascendance au cours des années quatre vingt dix au sein de la nation ivoirienne. Plusieurs petits groupes charismatiques naissaient d'un peu partout, au point ou des cours d'habitats se sont transformés en lieu de culte.

Nous avons des chrétiens Baptistes, catholiques, pentecôtistes⁹³⁸, protestants œuvre et mission, des méthodistes, des chrétiens évangéliques, des bouddhistes, des sectes de mahikari, des harristes, des religions africaines ainsi que musulmanes et autres. Alors, toute une liste de religieux. Qui s'il revenait de poser la question, qui se bat contre qui? Là encore, il nous sera difficile voir impossible de répondre à la question qui nous est posée. Par contre, certains individus chercheront par mille et un moyens d'expliquer ce genre d'hostilité dans le cas de la Côte d'Ivoire, ou encore dans des situations de guerre opposants des pays du Tiers-Monde ou des États en transition. Pour eux, expliquer ce genre de conflit, dans l'étude de la Côte d'Ivoire, se justifierait par un nord musulman et un sud chrétien.

Bien sûr que cela fut la justification selon ce que les masses média propagèrent durant des périodes par rapport à la crise ivoirienne. Ce que nous devons comprendre ici, surtout dans le cas de la Côte d'Ivoire, il était clair qu'une bande de démarcation a été tracée durant les premières heures de la crise. Et cette bande de demarction, selon la méthode de pacification, permettrait d'empêcher, l'avancée des belligérants de part et d'autre.⁹³⁹ Cette bande servirait à contrôler les belligérants et freiner leur avancée respective. Par contre, l'établissement de cette bande qui diviserait la Côte d'Ivoire en deux parties, ne signifiait pas que cette partition était une vérification ou confirmation du pays en un nord musulman et un sud chrétien. Nous devons cesser de berner tout un monde, car de nos jours les mentalités ont un tout petit peu évolué, au point où nous ne pouvons plus emmener en bateau un gamin. L'intelligence de plusieurs a connu une évolution. Nul ne souhaiterait se faire berner, puisque l'heure n'est plus aux amusements.

Chose qui serait très marrante est que le nord du Nigeria est musulman tandis que le sud est dit chrétien. Le nord du Cameroun est également musulman et le sud chrétien, et aussi le sud Soudan est chrétien et le nord est musulman. Par ailleurs, nous devons en aucun cas nous

⁹³⁸ Marie, Miran-Guyon, *Guerre mystiques en Côte d'Ivoire: Religion, patriotisme, violence (2002-2013)*, Éditions Karthala, Paris, 2015, p.16

⁹³⁹ Christian Coulon, *Les musulmans et le pouvoir en Afrique noire*, Éditions Karthala, Paris, 1983, p.108

servir du particulier pour en faire une généralité quand bien même que le nord du Nigeria serait véritablement musulman⁹⁴⁰ ainsi que le cas du sud Soudan qui est chrétien⁹⁴¹. Ne croyons nous pas que cette méthode est aussi toute simple pour que la plupart des pays d'Afrique avec leur nord soit toujours considéré bastion de musulman et un sud chrétien. Ne serait-il pas une abduction de penser de la sorte, en somme de dire du nord et sud de l'Afrique qu'elle est départagée d'un nord musulman et d'un sud chrétien? Non pas parce que ceci fonctionne dans un, deux et encore trois exemples des conflits du continent sur un total de cinquante quatre et que les trois premiers cas se seraient prouvés exacts que le reste sera forcément comme les trois premiers. La manière de penser de certains est toute minime, puisque les éléments avancés ne seraient certainement pas scientifiques, même si ces derniers essaient de dissuader toute une bonne population mondiale par des raisonnements un peu anodins, qu'ils considéreraient de cartésien.

Quand est ce que nous nous sentirions matures pour nous séparer de nos méthodes peu scientifiques quand bien même que nous essayons de faire usage de procédures qui correspondraient à la démarche scientifique tandis qu'elles ne le sont pas? Est-ce toujours possible, de vouloir à tout prix duper toute une masse de population? N'aurait-il pas des limites pour mettre un terme à ce genre de pensée? Pourquoi vouloir habituellement et de la façon identique imposer une manière de raisonner ou de penser à une bonne majeure partie de la population mondiale en faisant usage de l'appareil médiatique? Les masses médias contribuent massivement à biaiser des populations puisque de nos jours peu sont ceux qui passent leur temps à véritablement vérifier les sources d'information qui leur sont parvenues. Et sur cela jouent fortement les masses médias pour divulguer certaines informations qui sont pour la plupart du temps des nouvelles construites par certains individus, juste pour berner toute l'humanité. Par contre, cela ne signifierait pas que toute information donnée par les masses médias est à cent pourcent fausse. Non, du tout, car de vraies nouvelles sont souvent reportées mais très rares de nos jours.

Si nous revenons aux conflits religieux et ethniques, il convient ici de conclure que la théorie de choc de civilisations émise par Huntington, est juste élaborée pour voiler les vraies raisons et causes des conflits qui pour la plupart du temps se déroulent en Afrique et dans plusieurs pays du monde ainsi que les entités du Tiers Monde et ceux dits d'être en transition. Nous ne

⁹⁴⁰ Edward Harris, *Romance books a hit in Nigeria's Muslim north*, Entertainment, May, 6, 2008

⁹⁴¹ Giovanni Vantini, *Christianity in the Sudan*, Vol. 81, N. 323 (April 1982), Oxford University Press, Oxford, pp.288-290, p.288; Chima J. Koreih & Raphael Chijioke Njoku, *Missions, States, and European expansion in Africa*, Éditions Routledge, New York & London, 2007, p.228

réfutons pas en bloc cette pensée formulée par Huntington, puisqu'elle expliquait les rivalités entre chrétiens catholiques et protestants à Belfast (Irlande du nord) et au Rwanda et Burundi entre Hutu et Tutsi.⁹⁴² Mais cette théorie fonctionne dans très peu de cas. Ce qui revient à dire que la probabilité est très minime d'où négligeable.

En Côte d'Ivoire, lorsque les hostilités ont éclaté en septembre 2002⁹⁴³, il n'était aucunement question de conflit ethnique ni religieux. La rébellion ordonnait au président Gbagbo de quitter le pouvoir afin que des élections dites transparentes puissent être organisées. Alors, les hommes forts de main du président Gbagbo ont été tués dans le nord comme au centre du pays. Ces derniers étaient certainement des gens du groupe ethnique Krou et en majeure partie Bété. Mais cela n'a pas suscité des affrontements Bété-Dioula. Certaines personnes ont voulu faire des attaques du 19 septembre 2002, un conflit ethnique et religieux mais cet état d'esprit n'existe pas au sein du peuple ivoirien. D'où cela n'a donné aucun résultat conflit ethnique et religieux. Donc, nous ne notons dans les premières heures du conflit aucune opposition ethnique ni religieuse. En plus, si nous devons dire du sud chrétien, il est fort probable que cette idéologie tienne valablement. Puisque le sud est une composition de plusieurs groupes religieux et ethniques.

Alors, il est archi faux d'avoir cette pensée en tête et de l'appliquer à la nation ivoirienne. Dans tout pays, la zone portuaire draine les populations des autres régions qui sont démunies d'activités rentables. Dans le cas du sud de la Côte d'Ivoire, considéré bastion chrétien, c'est bien la partie du pays qui renferme plus d'activités économiques. Alors, il est fort probable comme les peuples frontaliers de la Côte d'Ivoire qui ont immigré vers la nation ivoirienne, il est clair que ceux du nord qui sont dans la partie du pays considérée nord musulman, seront obligés de faire des mouvements migratoires vers le sud chrétien pour se faire une place et une fortune.

Du coup, ces derniers se sont déplacés et installés dans le sud dit chrétien afin d'y vivre. Alors, ils auront avec eux et non seulement leur groupe ethnique mais encore leur religion. Par ailleurs, nous pourrions dire que certains d'entre eux auraient convertis plusieurs individus du sud qui étaient au préalable des chrétiens ou sans religion, à opter pour l'islam et vice versa. Il en est également de même pour ceux qui pour des raisons de mariage se sont certainement déplacés pour vivre dans le nord avec leur ambition religieuse.

⁹⁴² Cedric H. Grant & Mark R. Kirton, *Governance, conflict analysis & conflict resolution*, National Library of Jamaica Cataloguing in Publication Data, Kingston, 2007, p.288

⁹⁴³ Miran (2006: 494)

Du coup, le nord et le sud sont automatiquement mixtes et aucune religion ne souhaiterait s'imposer à aucune autre, puisque le brassage de population et de religion existe depuis lors en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, nous allons nous atteler sur le cas de Treichville. Treichville est une des dix communes de la ville d'Abidjan.⁹⁴⁴ Treichville est le territoire qui est divisé en avenue et en rue, tout comme le modèle de la ville de New York City. Cette commune est la seule qui renferme plus d'une diversité de groupes ethniques et de religions qui existent en république de Côte d'Ivoire. Dans cette commune nous constatons que nous avons des autochtones et allochtones qui cohabitent dans une très parfaite harmonie. Il arriverait parfois où nous pourrions dire que tous ceux qui vivent dans cette commune se connaissent les uns les autres, puisque l'amour demeure au sein des différentes communautés résidant dans la commune. Il en va de soi pour la religion. Tous les vendredis les rues et avenues de cette circonscription sont bondées de monde. Ce monde, représente les adeptes musulmans de ce lieu dit. Les non musulmans ne se plaignent aucunement pas, car ils sont habitués aux cris des Imans de la commune, qui les réveillent dès trois heures ou quatre heures du matin. Il est ici évident que ces différentes populations à divers appartenances religieuses constituent une véritable famille.

Nous avons fait le tour de cette commune et nous avons constaté qu'ils y vivent des Nigériens dont les premiers étaient arrivés au cours de la guerre civile de Biafra et par la suite une autre vague a suivi. Non seulement, ces derniers mais encore il existe des Nigériens qui y résident; des Camerounais, des Libanais qui sont les grands commerçants et les tenanciers de restaurants communément appelés des chawarmas. À côté de ceux-ci, les Maliens qui sont les commerçants de cola et de volailles sur les marchés, les Burkinabés dotés des services de vigiles de domiciles et bâtiments. Nous constatons également une petite présence de ressortissants français qui sont qui occupent la partie de zone 4 et les lieux résidentiels de la dite commune. Pour être un peu plus bref dans la description des migrants qui habitent la commune nous allons nous limiter la liste. Par ailleurs, ils vivent plusieurs groupes ethniques de la Côte d'Ivoire profonde dans cette commune qui fut le premier habitat du président Félix Houphouët-Boigny et de ses ministres ainsi que le siège du parti du PDCI-RDA.⁹⁴⁵ Ce lieu fut

⁹⁴⁴ Christian Topalov, *Les divisions de la ville*, Éditions UNESCO, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 2002, p.314

⁹⁴⁵ Leiden E. J. Brill, *Corpus Constitutionnel: Recueil universel des constitutions en vigueur*, Côte d'Ivoire, Tome III, chapitre 2, 1982, p.31

l'endroit où la fusillade de 1949 eût lieu.⁹⁴⁶ Alors, cet endroit représente une place historique importante et cela explique clairement notre choix sur cette commune dans notre projet de recherche.

Pour ainsi dire et confirmer, la commune de Treichville est citée en exemple, non pas parce que nous même en tant que chercheurs venons de ce lieu que nous la privilégions, mais parce cet endroit est bien connu du monde entier. Ce monde dont il est question représente la population politique, les administrateurs coloniaux de qui le territoire a hérité le nom Treichville provenant de Treich Laplène, et des marins de tout horizon puisque la commune est dotée d'un port qui demeure le plus grand de l'Afrique de l'ouest et qui aussi est classé parmi les plus grands d'Afrique, ainsi que d'artistes et autres. Alors, ce lieu est un pôle attractif puisqu'il offre toute sorte d'activités lucratives, culturelles et touristiques, ainsi que des loisirs qui puissent exister au monde.

Enfin, nous avons parcouru la commune et nous avons dénombré quatre églises dans la circonscription. Ces quatre églises sont les suivantes:

- La paroisse Sainte Jeanne d'Arc de Treichville sur l'avenue 12 à 13 et la rue 10 à 11,
- La Paroisse Notre Dame de Treichville à la rue 38,
- La chapelle Sacré-Cœur du CHU de Treichville,
- La chapelle Saint Antoine du port, qui est à la cité du port.

Tandis que nous observons quatre mosquées rien que sur les avenues 8 et 7, aussi sur l'avenue 20 et 21 il existe encore une grande mosquée et un peu partout dans la commune de Treichville. Ce qui revient à dire que le nombre de mosquées surpasse celui des églises dans un sud dit chrétien. Il vient ici à dire ou à conclure que les chrétiens du sud ne seraient aucunement opposés à une forte présence de musulmans corroborée par le nombre important de mosquées. D'où les adeptes chrétiens refuseraient de vivre en autarcie religieuse. Le plus intéressant se notifiât au niveau des fêtes religieuses.

Il existe une période au cours de laquelle les musulmans jeûnaient et ce moment correspond au carême musulman.⁹⁴⁷ Durant ce temps, les musulmans sont soutenus par les chrétiens

⁹⁴⁶ Le 6 février 1949, à Treichville, un responsable du RDA, Souleymane Sidibé, avait été blessé de deux coups de revolver par un partisan de Djaument, le blessé est traduit en justice. (Source: Massacre coloniaux: 1944-1950: la Ivoire République et la mise au pas des colonies françaises, Éditions La Découverte, 2001)

⁹⁴⁷ René Luneau, *Comprendre l'Afrique: Évangile, modernité, mangeurs d'âmes*, Éditions Karthala, 2004, p.135

puisque ces derniers leur offraient des paquets de sucre et des cartons de laits pour ceux qui le peuvent, afin que les jeûneurs puissent se faire de la bouillie lors de la pause avant de reprendre le jour suivant. Et donc, ces chrétiens contribuent à la pénitence des musulmans en jeûne et partagent avec eux des repas. Le dernier jour du carême musulman est une fête pour tous les habitants de la commune de Treichville qui constituent une famille. Musulmans comme Chrétiens se vêtent tous de boubous bazzins pour célébrer la fête. Les rues de la commune sont remplies d'adeptes et non pratiquants musulmans. Et de cette manière durant toutes les années suivantes la période du carême musulman ainsi que des manifestations se sont passées et de nos jours se déroulent.

Par ailleurs, durant les temps de cérémonies chrétiennes, les musulmans se joignent à eux dans les différentes cours d'église. Les musulmans et chrétiens sont ensemble pour célébrer la naissance de Jésus et la fête de pacques. Et ce même modèle est beaucoup remarqué parmi les habitants des autres communes et les autres départements de la Côte d'Ivoire, ainsi que dans les tous petits villages et voir campements. Alors, d'où proviendrait la notion de guerre religieuse entre les résidants d'une commune de la ville d'Abidjan ainsi que ceux des autres régions du pays. Cette harmonie n'était elle pas si consolidée que certains parleraient de conflit religieux? Ou encore de guerre ethnique? Ne vivaient t'ils pas les habitants de Côte d'Ivoire en paix, peu importe leur lieu de provenance, qu'ils soient d'origine ivoirienne ou pas? Par ailleurs, si nous devons parler véritablement comme plus d'un l'avait souligné, il faudra insister sur le fait que plusieurs églises se sont positionnées au cours de la décennie quatre vingt dix. Cela a accru le poids des églises charismatiques en république en Côte d'Ivoire. Alors, si vraiment il devrait avoir un conflit religieux il était fort probable que ce conflit aurait été fatal.

Mais bien que cela fût loin d'être la réalité sur le terrain ivoirien. Puisque ces derniers qui prônent l'Islam ou Jésus Christ sont des adeptes qui pratiquent ces différentes religions pour accéder à la paix et à l'amour du prochain. Ils veulent cultiver l'amour les uns vis-à-vis des autres puisque Dieu est amour.

Sur la base des écrits du Saint Coran et de la Sainte Bible, ces habitants qui ont vécu longtemps ensemble savent ce que signifiaient Dieu à leurs yeux. Il est écrit dans a Sainte Bible en Jean 3 verset 16 que Dieu a tant aimé le monde qu'il a donné son fils Jésus en sacrifice afin que quiconque croit en lui ait la vie éternelle.⁹⁴⁸ Tandis que dans le Saint Coran,

⁹⁴⁸ The Holy Bible, *New King James Version*, Thomas Nelson Publishers, Nashville, 1982, p.715

dans la Sourate 5 au verset 32 de la table servie, celui qui a tué un être a détruit l'humanité toute entière. Par contre, la personne qui sauve son prochain ou voisin a sauvé le monde entier.⁹⁴⁹ Alors, pourquoi prétendre aimer Dieu ou Allah qu'aucun de nous ne voit physiquement et détester son prochain qu'il côtoie, tandis que Dieu ou Allah prône l'amour du prochain? Par ailleurs, le sud a été dit sur toutes les masses médias qu'il était un lieu chrétien. Encore, que le président Gbagbo avait plusieurs hommes de Dieu autour de lui, pour corroborer ou valider la notion d'un sud chrétien, puisque Gbagbo lui-même faisant partie de ce lot.

Nous avons donc profité de ces arguments pour faire la rencontre d'un homme de Dieu qui était l'un de ceux qui prêchaient la parole de Dieu au président Gbagbo. Ce dernier est nommé le Pasteur Arnaud Pacôme Tokro. L'homme de Dieu, est une personne que nous avons connu depuis longtemps durant les moments où nous vivons en Côte d'Ivoire. Aujourd'hui le Pasteur Tokro fut un rescapé de la crise ivoirienne et qui vit actuellement en France, plus précisément à Paris. De nos jours, il est le devancier, sinon leader de l'église Mission Internationale Rehoboth qui est basé à Montreuil-Paris. Pasteur Tokro était l'un des hommes de Dieu qui prêchait l'évangile dans la résidence présidentielle de Gbagbo, puisque parmi les pièces de la demeure se trouvait une chapelle. Ce Pasteur qu'est Tokro, avait constamment accès à la résidence du président Gbagbo ainsi qu'à son palais présidentiel. Par contre, ce que certains pourraient considérer d'avantage, ne prit fin qu'après l'arrestation du président Gbagbo. La fin de cet avantage fut causée par les événements de la crise postélectorale de novembre 2010. Une fois, la période chaude de la crise, je fus personnellement contacté par le Pasteur Tokro par voie téléphonique. À cette époque, je me trouvais à Stockholm, en Suède. Son coup de fil consistait, en fait, en une aide dont il avait besoin. Il souhaitait que je puisse l'aider à sortir du territoire ivoirien puisqu'étant un ancien serviteur du président Gbagbo. Il voulait que je l'aide à quitter le territoire ivoirien.

Il avait besoin de mon aide car, les hommes dits du président Ouattara le recherchaient. Il fut donc obligé de quitter son domicile familial pour une autre cachette puisque sa vie n'était plus sauve. Quand je lui posais la question de savoir où il se trouvait, il m'a répondu qu'il se trouvait dans la région de Noé, à la frontière Côte d'Ivoire- Ghana. Il était sur le point de passer la frontière pour se retrouver sur le territoire Ghanéen afin que sa vie soit épargnée de toute forme de torture. Deux semaines plus tard, il m'avait encore recontacté sur les réseaux

⁹⁴⁹ *Le Saint Coran et la traduction en langue française du sens des versets*, Beirut, Dar Alouloum Alislamiyah, p.113

sociaux de facebook, pour toujours avoir de l'assistance financière ou quoique ce soit. Mais en gros, il avait besoin de mon aide. Par la suite, il avait confirmé qu'il était au Ghana et qu'il était dans un camp de réfugiés à Accra. Il a encore parlé de sa situation avec tous les détails possibles qu'il pouvait décrire. De tout son possible, il essayait de me convaincre afin qu'il reçoive de l'aide en ma provenance. Il avait parlé des conditions inappropriées dans lesquelles il vivait. Par contre, je ne pouvais l'aider puisque n'étant pas sur place à Stockholm. À cette époque, je bougeais constamment alors je n'ai pas pu faire face à son problème qui était d'une très grande envergure. J'ai véritablement souffert du fait que je ne pouvais vraiment aider une personne qui se trouvait dans des problèmes, mais encore un être qui fait partie intégrante de moi, car nous avons un lien de sang.

Au final, le Pasteur Tokro a pu de toutes ses forces, en plus de par lui-même, effectuer son voyage sur l'Europe sans mon aide. Par ailleurs, le Pasteur Tokro, une fois arrivé en France, plus précisément à Paris, a continué à rentrer en contact avec moi. Cette fois-ci, il n'a pas besoin de mon aide, mais plutôt de me joindre à lui et prêcher la parole de Dieu. Il me demandait de lui faire cette aubaine car, nous avons l'habitude de le faire dans le passé. Nous longions certaines rues d'Abidjan et prêchions l'évangile à ceux qui en avaient besoin. En somme, la plupart des hommes de Dieu qui avaient accès à la maison du président Gbagbo avaient été pourchassés durant la crise postélectorale de novembre 2010. Et parmi eux, figurait le Pasteur Tokro. Les hommes du président Ouattara les pourchassaient ardemment. Quel était le but pour lequel ces hommes auraient dû poursuivre les pasteurs chrétiens ou les chrétiens en tant que tel? Ces derniers se seraient comportés de la sorte, car ils certainement auraient souhaités à tout prix faire de la crise postélectorale de novembre 2010 en un conflit religieux. Donc, le but pour lequel des actes pareils ont été administrés sur certains concitoyens était de motiver les autres à répondre aux représailles afin de rendre la crise postélectorale un conflit religieux et encore ethnique. Autrement, des églises ont été mises à feu ainsi que des pasteurs et certains fidèles chrétiens ont été battus à sang, de fois tués.

Parfois de fausses informations ont été divulguées par le biais des masses médias afin de donner une allure de confrontations religieuses à la crise postélectorale qui s'est déroulée au lendemain du scrutin de novembre 2010. Par contre, cela n'a pas été le cas, car ceux qui ont été attaqués n'ont pas répondu aux provocations. Ce qui fait que nous aurons pu parler dans les tous débuts de conflits religieux. Nous n'osons employer ici ce terme, puisque les statistiques étaient très faibles. Nous pouvons estimer ces attaques avec un pourcentage véritablement bas. Nous pouvons ainsi mettre le taux à 0,0001%, puisque les personnes tuées

ou attaquées représentaient un faible taux, d'où nous pourrions considérer cela de négligeable. Mais nous n'affirmons pas ici que ces personnes tuées ou blessées ne fussent pas des êtres humains. Ils étaient à prendre en considération. Mais ici, nous nous concentrons au chiffre et non aux pertes humaines, puisque tout être a le droit de vivre et personne d'autre ne doit enfreindre en sa vie. Nul n'est au-dessus de Dieu qui a donné la vie à toute personne. De ce fait, aucun individu ne devrait s'efforcer à mettre fin à la vie de son prochain ou d'une masse de personnes.

Finalement, la crise postélectorale en Côte d'Ivoire a connu ce genre de séquelles à un moment bien donné. Par contre, les victimes ne les rejoignirent point dans leur forfait. Personne ne pouvait expliquer l'indifférence de ces derniers, puisqu'ils ne se sont pas organisés en groupe pour riposter. Ceux-ci n'avaient certainement pas la force d'agir ou étaient sûrement faibles car leur chef charismatique, le président Laurent Koudou Gbagbo, fut enlevé (arrêté). Et encore, les partisans du président Gbagbo qui étaient du sud, d'où chrétiens comme l'affichaient les masses médias, qui souvent étaient considérés d'être des milices à la solde du président sortant ou des pro-Gbagbo, n'avaient jamais vécu ce genre de conflit. Ce fut pour la toute première fois que la nation ivoirienne ait vécu ce genre d'atrocités. La nourriture leur a été coupée sous les pieds. Plusieurs d'entre eux sont restés cloîtrés chez eux sans le nécessaire minimal. Les affrontements se déroulaient sous leurs yeux à travers leurs fenêtres ou balcons. Certains en mouraient à domicile, puisqu'étant affaiblis.

Le manque de médicaments, de nourriture grossissaient le nombre de mort. Des corps étaient restés dans des maisons familiales, puisque les pompes funèbres ne fonctionnaient pas au cours de cette période. En plus, les morgues étaient surabondées. Au vu de tout ceci, les attaqués considérés chrétiens, étaient sans force et le seul sur qui ils comptaient pour la plupart était le bon Dieu qui devait descendre de son piédestal pour les défendre. Pour certains cette guerre allait prendre fin, selon les différentes prophéties qui ont été données par des hommes de Dieu chrétiens. Et cela se résulterait en une victoire céleste. Par ailleurs, ceci devait certainement expliquer le manque de riposte du côté chrétien. Puisqu'étant dans l'attente d'un dieu qui sûrement descendrait du ciel et mettrait fin à leur souffrance.

En somme, les montages permettaient de détourner la réalité des faits. Les choses ne se présentaient aucunement comme elles étaient annoncées des masses médias. Une manipulation était organisée en bloc. D'autant plus que les gens sur le terrain cherchaient à sauver leur vie, ainsi donc cela ne représentait rien aux yeux de ces différents individus

frappés par les affres du conflit. Par contre, les plus intéressés étaient ceux qui se trouvaient hors des champs de batailles. Ils étaient attirés par les informations. Ils voulaient obtenir à tout prix être au parfum du déroulement des affrontements. Par ailleurs, ils ne pouvaient que se contenter des informations qui les parvenaient. Triste était de savoir si ces nouvelles auxquelles ils avaient accès furent pour la plupart du temps de source sûre. Sur la base de tout ce qui a été évoqué, il serait fort probable de dire de ceux qui s'adonnaient à de telles pratiques d'être de véritables musulmans ou chrétiens. Tous savons que Dieu ou Allah est amour.

Il est pure et simplement claire de dire de ceux qui organisaient de tels massacres d'être des fanatiques. Dieu ou Allah n'a jamais demandé à qui que se soit de faire une guerre. Ensuite, la guerre du Westphalie, un affrontement de trente ans qui s'est déroulé de 1618 à 1648, a été achevée par un traité de Westphalie.⁹⁵⁰ Il en fut pareil pour le conflit religieux en Irlande du nord auquel un terme a été mis et surtout par un accord politique. Du coup, si des conflits religieux dans le passé ont été résolus par des traités politiques.

Pourquoi donc de nos jours encore retomber dans les mêmes erreurs des temps anciens si nous avons la solution à nos problèmes? Pourquoi est ce que les hommes des temps modernes ne se fient pas aux erreurs du passées pour parfaire le monde actuel? Que gagnent certains à se livrer des guerres dites religieuses ou ethniques de nos jours tandis que Dieu ou Allah est amour? Pourquoi détruire un monde qui ne nous appartient pas, puisque nous sommes simplement que de passage sur terre. Avons-nous une autre vie après celle que nous détruisons? Pourquoi cette méchanceté? Tandis qu'il était bel et bien dit de Peter Kropotkin que nous devons mener une vie d'aide mutuelle selon la théorie qu'il a développé. Pour lui, la vie en communauté consiste obligatoirement à s'entraider. Puisque chacun participe à l'évolution de son prochain. Du coup, aucune pensée sera tournée ou motivée par l'esprit de compétition.⁹⁵¹ Ce que reprend Charles Darwin plus tard en ses propres termes en disant que l'homme a subi une transformation positive (sélection naturelle) selon le temps et l'espace.⁹⁵² De méchant, l'être humain passe à un individu parfait qui est rempli de bonté. De cannibale, nous sommes passés à l'être réfléchi. Raison qui motiva à créer des maisons de personnes âgées, de bâtir des églises et des mosquées. Si aujourd'hui nous avons toutes ces choses qui

⁹⁵⁰ Derek Croxton, *Westphalia: The last Christian peace*, Éditions Palgrave Macmillan, New York, 2013, p.4

⁹⁵¹ Peter Kropotkin, *Mutual aid: A factor in evolution*, Éditions Will Jonson, 2014, p.5-6

⁹⁵² Charles Darwin, *On the origin of species: Oxford world's classics*, 2nd ed., Oxford University Press, New York, 2008, p.xix

mettent en exergue notre intelligence et notre bonté, pourquoi donc retourner à l'étape animale ou sauvage?

Que faisons-nous de nos facultés pour un monde meilleur? Une chose est donc sûre, pour ceux qui s'opposent diamétralement à la théorie de Charles Darwin⁹⁵³ seraient ceux qui sont le plus engagés dans des conflits contemporains qui sont pour la plupart du temps dits batailles religieuses ou ethniques. Il revient de dire ici, que l'être humain est fait pour servir le monde entier, en contribuant à son évolution. Pour ainsi aboutir à cela, il est fort bien probable de mettre en exergue la notion d'éthique et morale. Et cette moralité et cette notion d'éthique faisaient ensemble partie du comportement du peuple ivoirien en majorité.

De ce fait, il est convainquant de dire de la crise ivoirienne qu'elle était loin et même inadmissible de penser une seule seconde, qu'elle était un conflit religieux. Et encore, elle ne présentait aucune structure de rivalité ethnique au vu de la diversité de religion et groupes ethniques. D'autre part, certains individus s'efforçaient par leur démarche peu scientifique à vouloir faire croire autre chose qui n'était qu'absurdité. Ce n'était que des hypothèses, ce qui est d'ailleurs permis dans une démarche scientifique ou un raisonnement déductif, puisque ces positions ne pouvaient être vérifiées. Ce ne furent que de simples paroles en l'air qui provenaient de certains individus. Il existait ce genre de personnes qui voulaient coûte que coûte faire de la crise ivoirienne un conflit ethnique et religieux. Et ceux-là étaient des inverseurs de vérité même si la vérité restait immuable.

En général, nombreux sont ceux qui refusent de se tenir au mode de vie pacifique. Ces derniers se dotent de techniques de fabrications d'armes dites sophistiquées qui seront plus tard appelés des outils conventionnels (armes conventionnelles). Mais aussi, ces différentes armes seront utilisées à d'autres fins. Des armements qui seront déployés vers des destinations bien visées pour des hostilités qui ne devraient en fait avoir lieu.

Autrement, pour piller le sol des territoires dont le sous sol est riche ou encore piller les ressources naturelles de ces lieux. Des positions militaires de partout rien que pour monter la garde et affréter les ressources de ces territoires vers les siens. Une fois que les muscles en forme d'armes ont tressailli contre les États ou les individus faibles ce sera l'extraction des biens de ces individus vus comme faibles. Pourtant, l'amour vis-à-vis des autres aurait contribué à un monde meilleur. Nous ne disons pas ici que les conflits n'existeraient plus,

⁹⁵³ Romain Parmentier, *Darwin et la théorie de l'évolution: L'origine de l'espèce, Grandes personnalités*, numéro 2; 50 minutes, 2008, p.24

mais plutôt que le nombre d'hostilité allait être très minime. Puisque plus d'un s'accroche à la notion de gain en détruisant ce qui aurait contribué au développement. Pourtant la science est positive et non destructive. D'aucun se conformerait au fait que la science puisse également produire des effets destructifs tels que la bombe atomique et armes de guerre. En principe, à quoi servirait tout ce mécanisme?

Il est donc question d'utiliser ces armes confectionnées pour s'en prendre à d'autres territoires. Sinon, d'en faire du commerce d'armes ou encore chercher des lieux d'essai de ces nouvelles inventions. Ce qui en quelque sorte conduirait à la théorie de guerres de ressources naturelles dont fait mention Michael Klare. Pour lui, ces affrontements sont causés pour l'acquisition des ressources naturelles. Et si nous devons appliquer cette théorie aux différents conflits de Côte d'Ivoire, de septembre 2002 jusqu'à celui de la crise postélectorale de novembre 2010, il est convenable de dire que les hostilités présentaient les séquelles de guerre de ressources naturelles comme le démontre la théorie de Klare. Ce que reprend Michael Parenti dans son livre intitulé « Imperialism 101 »⁹⁵⁴ ou encore Noam Chomsky pour la plupart du temps critique les États Unies d'Amérique d'être la cause des guerres qui se déroulent à travers le monde entier, dû à leur idéologie d'impérialisme.⁹⁵⁵ Noam Chomsky a également publié un livre dans lequel il parle en long et en large de la politique extérieure américaine qui est d'une dimension dévastatrice.⁹⁵⁶

Si nous poursuivons notre démarche scientifique à base de raisonnement déductif, nous notons que durant les différentes crises ivoiriennes, selon les multiples rapports des Nations Unies en Côte d'Ivoire ainsi que ceux du Processus de Kimberley (PK), que ce conflit était basé sur la course aux ressources naturelles du pays. Le commerce illégal du diamant ainsi que du cacao et du café a été observé durant les moments de guerres et de statu quo. Le PK en mission à Séguéla estimait la commercialisation illégale du diamant qui fut exporté à un montant de 9 à 23 millions de dollars américain en fonction des différents carats qui variaient de 15 à 214 par an.⁹⁵⁷ La vente du diamant de façon injuste a sillonné les marchés d'Anvers, de Dubaï, et de Tel Aviv.⁹⁵⁸ Le rapport démontrait que le commerce illégal de cacao, selon le Global Witness, les Forces Nouvelles (FN) ont profité de la vente de la denrée qui leur

⁹⁵⁴ Michaelparenti.org/Imperialism101.html

⁹⁵⁵ Noam Chomsky, *Masters of mankind: Essay & lectures, 1969-2013*, Éditions Haymarket Books, Chicago, 2014, p.12

⁹⁵⁶ Noam Chomsky, *How the world works: Four classic bestsellers in one affordable volume*, Éditions Soft Skull Press, USA, 2011, p.25-55

⁹⁵⁷ Entretiens BICC, novembre 2007, avril 2008

⁹⁵⁸ Ibid

procura une valeur de 15.1 milliards de FCFA qui est l'équivalent de 30 de dollars américain, en 2004.⁹⁵⁹ En plus, d'autres sources démontraient que le cacao était échangé contre du bois au Burkina Faso et cela était l'œuvre des FN. Tandis qu'un employé du SAGA qui travaillait pour le compte de Bolloré témoignait que le cacao emballé dans des camions transitait par le Burkina Faso en destination du port de Togo pour d'autres directions. Par ailleurs, le Soeximex basé à Saint Denis (Paris) corroborait d'avoir été pleinement actif dans la vente du cacao qui s'effectuait sur l'axe Abidjan-Lomé. Au final, 77 500 tonnes de cacao provenait des zones FN vers le Burkina Faso afin d'être vendu illégalement.

En somme, toutes ces preuves n'ont aucunement pas été contestées, alors ce n'était pas de simples affirmations mais plutôt des confirmations. Tout ceci démontrait que le conflit ivoirien était bel et bien une hostilité de ressources naturelles comme nous le confirmait la théorie de Klare. De nouveau, nous avons la confirmation du rejet que la crise ivoirienne n'était ni un conflit ethnique ni religieux, mais plutôt un affrontement qui puisait sa source dans la course aux ressources naturelles. Autrement, ceux qui considéreraient la crise ivoirienne d'être une guerre ethnique et religieux, sont sûrement ceux qui épousent la théorie d'Huntington. Et ces derniers sont ceux qui sont à la base des guerres dans le monde entier. Ils se déplacent de lieu en lieu pour faire rebondir des affrontements un peu partout sur le globe terrestre. Ces personnes sont ceux qui n'ont aucun respect pour leur prochain. Ils foulent du pied la notion d'éthique et morale. Pour eux il faut qu'existe un désordre pour que selon eux le monde fonctionne parfaitement. Ce sera pour ces individus les périodes propices à leurs activités anodines. De nos jours, des conflits contemporains pourraient s'expliquer par des actions néocoloniales. Un cas palpable fut celui d'Iraq sous Saddam Hussein crise liée au pétrole.⁹⁶⁰ Donc que ce soit le néocolonialisme et le néo impérialisme, ces notions peuvent être assimilées aux guerres de ressources naturelles.

Puisque ces caractéristiques consistent à avoir main mise sur un État de manière violente tout en contrôlant les ressources naturelles de ce pays ou entité. Autrement, durant les différentes crises ivoiriennes qui se sont déroulées du 19 septembre 2002 au 11 avril 2011, certains des protagonistes parlaient d'un conflit néocolonial en montrant du doigt, le parrain indéniable de la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, ils incluaient également la complicité du Burkina Faso dans les

⁹⁵⁹ Chocolat Chaud, *comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire: Un rapport du Global Witness*, 2007, p.4

⁹⁶⁰ Gérard Chaliand & Jean Lacouture, *Voyage dans le demi-siècle: Entretiens croisés avec André Versaille*, Éditions Complexe, Paris, 2001, 588

hostilités ivoiriennes. Nous allons tout d'abord mettre en exergue l'implication du Burkina Faso dans le conflit ivoirien et ensuite élucider celui qui concerne la France.

Un conflit néocolonial et de complot

Aux premières heures de la crise en septembre 2002, la France et le Burkina Faso ont été accusés d'être d'imminents complices. De ce qui en est pour le Burkina Faso, il a été mentionné au lendemain du coup contre le général Robert Guei connaît sous le nom du cheval blanc. Cette attaque s'est déroulée dans la nuit du 4 au 5 juillet 2000.⁹⁶¹ Suite à cette tentative de meurtre du général, une chasse aux sorcières avait été entreprise par les proches de celui contre qui le coup a été fomenté, pour les mettre aux arrêts. Alors, pour ceux qui ne se sentaient pas en sécurité le mieux pour eux était de quitter le territoire ivoirien dans l'optique de ne pas subir les châtements qui les attendaient. Peu importe si ces derniers étaient coupables ou pas, pour ceux dont la confiance était douteuse, le mieux aurait été de prendre la fuite. Mais où devrait ces derniers se diriger? Certains se sont réfugiés dans les ambassades du Canada et de la France. Pour certains, la destination était vers les pays voisins, tandis que pour la plupart c'était le Burkina Faso. Par contre, ceux qui n'avaient réussi à s'échapper, ils ont été arrêtés ou encore tués puisque leurs corps étaient retrouvés dans les différentes morgues du pays. Pour ceux qui avaient pris la tangente et ce sont retrouvés au Burkina Faso, avait la vie sauve. Par ailleurs, un problème se posait, car leur présence au Burkina Faso, avait été associée à l'attaque du 18 au 19 septembre 2002.

Un groupe d'Ivoiriens considéraient que c'était bien au Burkina Faso que ceux-ci s'étaient entraînés pour attaquer la Côte d'Ivoire. Du coup, la crise ivoirienne était pour plus d'un montée en pièce depuis le pays de l'ancien président Blaise Compaoré. Le président déchu était donc le responsable, pour certains, considéré l'auteur de la crise ivoirienne qui avait explosée le 19 septembre 2002 ainsi que de la crise postélectorale de novembre 2010. Ces accusations portées contre Blaise Compaoré tiraient ses sources dans le fait que les déserteurs de l'armée ivoirienne avaient résidé sur son territoire.

Mais était-il possible que ces derniers qui aient résidé durant leur période de refuge au Burkina Faso, auraient un lien avec Blaise Compaoré? Était-ce possible que ceux-ci aient habité le territoire sans que Blaise Compaoré ne soit au courant de leur présence? S'il advenait de dire que ces individus qui étaient des ex soldats ivoiriens avaient foulé le sol

⁹⁶¹ Muriel Gomez-Perez, *L'islam politique au sud du Sahara: Identités, discours et enjeux*, Éditions Karthala, Paris, 2005, p.614

burkinabé étaient passés inaperçus, il aurait lieu de se poser plusieurs questions. Ils auraient du ou pu passer la frontière par d'autres pistes que celles qui sont surveillées par la police des frontières. Du coup, nous pourrions dire que ses ex combattants ont foulé le sol burkinabé de manière illégale. Ils étaient en un mot des illégaux au Burkina Faso. Il revient donc de dire de la frontière burkinabé d'être poreuse. Ce qui signifie que qui voulait pouvait rentrer et ressortir du pays à n'importe quel moment. Si nous poussons plus loin notre démarche, nous dirons que ces individus illégaux se sont certainement mêlés à la population burkinabé à un certain moment. Du coup, cette présence étrangère aurait attiré l'attention du peuple burkinabé. Et cette attention aurait été communiquée aux autorités. Du coup, la police aurait été informée ainsi que le service des renseignements généraux et par la suite le ministre de l'intérieur donc le président Blaise Compaoré aurait été mis au parfum de la présence des ex soldats ivoiriens.

Par ailleurs, un corps étranger ne peut pas être sur le sol burkinabé sans que sa population ne soit tenue au courant, puisque le slogan du pays est: « le pays des hommes intègres ».⁹⁶² Il aurait finalement été impossible que toute cette hiérarchie ne soit au courant de la présence des soldats qui ont cherché refuge au Burkina Faso. Il existait bien une raison pour laquelle ceux-ci n'auraient pas été des clandestins, puisqu'ils étaient recherchés en Côte d'Ivoire par le général Robert Guei et ses hommes. Du coup, ils gagneraient de se faire déclarer afin de profiter ou bénéficier du droit d'asile politique et de statut de réfugié. Donc, être au Burkina Faso et passer inaperçu serait ignorer ses opportunités qui sont réservées à un réfugié. D'une part si ces derniers n'étaient déclarés comment auraient ils vécu durant ces années? D'autre part, comment vivraient-ils si une main magique ne les serait venue en aide, car vivre dans un pays méconnu n'est pas chose facile. Alors, comment ont-ils vécu ces réfugiés que nous pourrions considérés d'illégaux? Tandis que l'accusation fut portée contre l'ex président Blaise Compaoré d'avoir soutenu ces individus. Pour la plupart des Ivoiriens durant les différentes crises ont montré du doigt Blaisé Compaoré comme le cerveau de la rébellion en Côte d'Ivoire. Mais, l'ex président quant à lui ne levait le tout petit doigt pour se défendre des accusations qui furent portées contre lui. Cette stratégie aurait été pour lui une manière de prouver son innocence par son silence. Ainsi, le bénéfice du doute lui aurait été accordé tout en poussant un peu plus loin notre recherche.

⁹⁶²Le 4 août 1984, le capitaine Thomas Sankara, chef de l'État, renoma le pays, « Burkina Faso », qui signifie « Pays des Hommes intègres » burkina veut dire « intégrité » en mooré, et faso « pays » ou « terre » en dioula. (Source: Sylviane Janin, *Burkina Faso*, Éditions Guides Olizane, Genève, 2016, p.12)

Il était bien évident qu'un élément qui fut partie du groupe et qui avait trouvé refuge au Burkina Faso durant la fuite du coup manqué contre le général, Ibrahim Coulibaly alias IB avait mentionné dans l'une de ces vidéos publiées sur You tube, que l'ex président du Burkina Faso lui avait apporté de l'aide, à lui et à ses amis en fuite.⁹⁶³ L'ancien président n'avait également pas bougé d'un iota le doigt pour encore prouver son innocence. Le bénéfice du doute lui était encore accordé sur ce point. Puisque son silence pourrait certainement prouver son innocence. Par contre, comment est ce qu'un individu qui serait à la base du conflit pays voisin pourrait s'ériger en conciliateur et mettre un terme aux hostilités ivoiriennes? Il fut le médiateur entre les belligérants ivoiriens sur la base des accords politiques de Ouagadougou (APO).⁹⁶⁴ Certainement, que cette tâche lui fut confiée, puisqu'il aurait été celui qui avait occasionné les différents conflits en Côte d'Ivoire. Donc, il aurait été la personne la mieux placée pour régler la crise ivoirienne.

Encore, il faut souligner que le conflit ivoirien aurait certainement été résolu par des méthodes africaines et non occidentales, car les deux entités étaient jadis connectées l'une à l'autre, en faisant allusion à la basse et la Haute Volta. D'un moyen historique les choses auraient bien pu être résolues. Il faudra noter que Blaise Compaoré se serait véritablement investi dans la résolution de la crise ivoirienne. Il a organisé des rencontres au Burkina Faso pour mettre un terme à la crise ivoirienne. Il se serait sincèrement investi dans ce processus de résolution de conflit afin de motiver les uns et les autres à conjuguer le langage de paix afin que le pays recouvre son image de territoire paisible et pacifique. Il mit sûrement sur pied tout ce qui était de son droit pour la résolution réussie de la crise ivoirienne. Il a donc pu remettre ensemble, selon ses méthodes propres à lui, les deux parties divisées de la Côte d'Ivoire à travers la flamme de la paix qui eût lieu à Bouaké en juillet 2007. Il a encore motivé les habitants de la Côte d'Ivoire à organiser de nouvelles élections auxquelles le candidat malheureux de 1995, 2000, a pu prendre part en 2010.

Il a donc joué le rôle d'un véritable modérateur. Et pourquoi est ce que certains le considéraient comme le cerveau de la rébellion ivoirienne? En somme, cela d'une ingratitude de la part des Ivoiriens. Sinon, pourquoi dire du mal d'une personne qui fut le canal par qui la paix soit revenue en république de Côte d'Ivoire. Il aurait bel et bien été le conciliateur du peuple

⁹⁶³ La régionale: Une vidéo de feu IB confirme le rôle de Blaise Compaoré dans la crise ivoirienne (source: www.youtube.com/watch?v=CrQJaKagM4)

⁹⁶⁴ Des divergences de vues étaient apparues entre les parties ivoiriennes concernant les activités du HRE, et d'autre par le contexte qui avait prévalu à sa création s'est trouvé profondément modifié par l'Accord Politique de Ouagadougou du 4 mars 2007 (Source: Pévention des crises et promotion de la Paix, Volume II, Démocratie et élections dans l'espace francophone, Éditions Bruylant, Bruxelles, 2010, p.658)

ivoirien. Pourquoi donc attribuer à ce dernier le rôle de déstabilisateur? Considérons que l'ex président voulait réellement la paix en Côte d'Ivoire. Il permit aux Ivoiriens qui se haïssaient autrefois de se rencontrer autour d'une table, manger et boire ensemble en échangeant et ainsi participer à de nouvelles élections en octobre et novembre 2010.

Il reste de savoir si les bases de la paix entreprises par l'ancien président burkinabé étaient réellement bien définies. Nous savons que l'APO demandait le désarmement des FN avant les élections de 2010. Il nous reste de savoir si le désarmement avait eu lieu bien avant les scrutins de 2010 en Côte d'Ivoire. Nous constatons qu'aucun désarmement n'ait été fait. Cette partie de l'APO, qui était un impératif, avait été ignoré. Et pourquoi donc Blaise Compaoré n'avait pas insisté sur ce fait avant de procéder aux élections de 2010 en Côte d'Ivoire? Il savait certainement ce qu'il faisait puisqu'il voulait certainement accomplir le forfait qu'il n'avait pas réussi contre son homologue Gbagbo en septembre 2002. Alors, Gbagbo était-il un agneau immolé qui ne savait qu'on le conduisait à l'abattoir et qu'il allait se cogner le nez contre le mûr. Ou n'était-il pas conscient du jeu dangereux que lui posait comme piège son homologue burkinabé? Ou était sur la base des pronostiques du TSN Sofres qu'il s'appuyait pour ne dire mot, car ces sondages le rendaient favori.⁹⁶⁵

Est-ce que l'ex président Compaoré avait mis son vêtement d'agneau tandis que son fond intérieur était celui d'un loup? Il usait des méthodes de malice pour se rapprocher le plus possible de Gbagbo. Il pratiquait en quelque sorte le jeu du président Gbagbo dans l'optique de pouvoir l'atteindre facilement. Puisque Nelson Mandela disait jadis, pour pouvoir atteindre ton ennemi il faudra apprendre le sport favori de ce dernier.⁹⁶⁶ Du coup, Gbagbo s'est familiarisé à Compaoré sans arrière pensée tout allant aux élections de 2010 sans désarmement. Le président Gbagbo avait fait sa part sans toutefois tenir compte du désarmement. Il a usé de sa bonne foi pour participer à ce scrutin.

Donc, les efforts à fournir viendraient du camp adverse, c'est-à-dire, celui des Forces Nouvelles. En somme, Compaoré jouait à un jeu dangereux avec le président Gbagbo. Tandis que Gbagbo était de bonne foi. Il ne se rendit aucunement compte au genre de jeu auquel s'adonnait l'ex chef d'État burkinabé. Par conséquent, Compaoré tendait un piège au président Gbagbo afin d'atteindre son objectif pour lequel il aurait formaté cette rébellion ivoirienne au Burkina Faso. Cependant, à quoi s'attendait Gbagbo si toutes ces manigances

⁹⁶⁵ Libération, « *Intoxiqué. Le chef de l'État n'a jamais imaginé qu'il pouvait perdre. Intoxiqué par les sondages du TSN Sofres le donnant gagnant depuis des mois* », le lundi 6 décembre 2010, p.6 par Thomas Hofnung

⁹⁶⁶ www.goodreads.com/quotes/74372-know-your-enemy-and-learn-about-his-favorite-sport

contre lui étaient mises en application. Pourquoi n'arrivait-il pas à décoder le message de double jeu que lui posait l'ex président burkinabé? Voulait-il se maintenir au pouvoir comme plus d'un le prétendait? Ou voulait-il se comporter en un démocrate africain qui n'eût jamais existé sur le continent? Voulait-il être le prototype de la démocratie en Afrique tandis que l'Indice de Développement Humain de son pays n'était pas équivalent à celui des Occidentaux? Pourquoi voulait Gbagbo à tout prix participer à des élections dont l'élément primordial était le désarmement et qui d'autre part n'avait pas eu lieu?

Compaoré avait fait à moitié les choses qui auraient favorisé une élection paisible. Puisque les conditions n'étaient pas réunies pour des élections justes et transparentes. Il voulait certainement accomplir ce qu'il n'avait pleinement réussi lors des attaques du 18 au 19 septembre 2002 au cours du scrutin d'octobre et novembre 2010. Ou d'autre part, Compaoré s'appliquait à jouer le médiateur, puisqu'en cas de victoire de Gbagbo, les trois millions de Burkinabés en Côte d'Ivoire auraient certainement subi des pressions. Alors, pour éviter les complications, car pour certains le président Gbagbo était un dictateur, il était obligé de reconcilier les belligérants. Pour sûrement éviter les menaces qui auraient pu peser contre les ressortissants Burkinabés, Compaoré s'appliquait à être auprès de Gbagbo tandis qu'il d'une manière ou d'une autre il coopérait dans l'obscurité avec les FN.

Les accusations portées contre Compaoré pourraient aussi être justifiées par l'évacuation des ressources naturelles illégalement transportées vers le Burkina Faso, telles le cacao et le bois ainsi que le diamant et autres en temps de conflit. La main du Burkina Faso était longtemps visible dans les salles de négociations des FN durant la crise ivoirienne. Les FN avaient comme base arrière le Burkina Faso, sous Compaoré.⁹⁶⁷ Il était vrai que le président burkinabé aurait souhaité rétablir la paix entre les Ivoiriens mais il avait omis le désarmement⁹⁶⁸ qui figurait sur la feuille de route de Linas Marcoussis, de l'accord de Pretoria ainsi que celui de l'APO. Il était donc évident que Compaoré ait tendu un piège au président Gbagbo pour le renverser. Pour appuyer cette confirmation le journaliste d'investigation Charles Onana avait publié un livre, intitulé *Côte d'Ivoire: le coup d'État*, dans lequel il prouvait l'implication de Compaoré dans la crise postélectorale qu'il appuie de la lettre que ce dernier avait fait parvenir à l'ancien président français Nicolas Sarkozy. Pour corroborer les faits, Onana publie la lettre de

⁹⁶⁷ Jeune Afrique, *Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire, un exil doré qui divise*, du 05 novembre 2014 à 09h27 par AFP

⁹⁶⁸ International crisis group, *Côte d'Ivoire: Les impératifs de sortie de crise*, Briefing N. 62, Africa, 2 July 2009

Compaoré à Sarkozy. Au final, Compaoré est une personne qui accorde peu d'importance à l'amitié et même voir la fraternité.

Compaoré est un véritable sanguinaire, puisqu'il a assassiné son frère d'arme, le capitaine Thomas Sankara. Cet homme fut un ami et frère pour lui. Plus tard, Compaoré tua au matin du jeudi 15 octobre 1987, le président Sankara.⁹⁶⁹ De nos jours, le cas Sankara a refait surface dans le dossier de la justice afin de faire arrêter les commanditaires du meurtre.⁹⁷⁰ Donc, si Compaoré avait tué son ami et frère d'arme, comment pourrait-il avoir de la compassion pour un être avec qui les relations n'étaient tout à fait réelles? Il était dit de l'ex dirigeant burkinabé qu'il avait une affinité avec le président Ouattara, qui était dit d'être originaire du Burkina Faso. Par ailleurs, la relation qu'il entretenait avec Ouattara n'est pas une preuve valable et solide pour vouloir faire de lui un président en Côte d'Ivoire, même si la citoyenneté de ce dernier était contestée par plusieurs. Une autre raison devait certainement expliquer cet acte. Compaoré avait assassiné son meilleur ami Sankara, alors il a évidemment la gâchette facile et pourrait mettre fin à la vie de qui il veut même si n'en est aucunement le créateur de celui à qui il ôte le souffle.

Donc, Ouattara comme Gbagbo ne pouvait lui échapper. Et pourquoi décide t'il donc de favoriser Ouattara au profil de Gbagbo? Est-ce le lien de citoyenneté qui lie Compaoré à Ouattara? Devons-nous nous servir de ce comportement pour corroborer la nationalité burkinabé du dirigeant Ouattara comme plus d'un le disait ainsi que le journaliste d'investigation Onana nous le démontrait par des pièces jointes dans l'un de ses livres. Compaoré est un individu qui s'attachait au pouvoir. Il aime le pouvoir. Si le peuple burkinabé n'avait pas manifesté leur ras-le-bol, il aurait été toujours le président du pays. Un autre cas qui ne nous laissera pas indifférent au comportement de l'ex président burkinabé, était que depuis le soulèvement du peuple burkinabé d'octobre 2014, il avait trouvé refuge en Côte d'Ivoire. Finalement, le lieu de son refuge peut pleinement nous confirmer qu'il était l'homme de main de Ouattara, et celui qui permit au nouveau président ivoirien de briguer le siège. Il voulait donc à la tête de la Côte d'Ivoire, Ouattara qui lui viendrait en aide lorsqu'il se sentirait en difficulté au Burkina Faso. Et ceci est bien justifié par le fait qu'il eût été naturalisé ivoirien en 2016.⁹⁷¹ Au final, nous pourrions dire de la naturalisation dont a profité

⁹⁶⁹ Valère D. Somé, *Thomas Sankara: L'espoir assassiné*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1990, p.11-14

⁹⁷⁰ Sara Joseph & Melissa Castan, *The international covenant on civil and political rights: cases, materials and commentary*, Oxford University Press, Oxford, 2013, p.67

⁹⁷¹ Le Monde Afrique, *Une naturalisation ivoirienne de Blaise Compaoré pour échapper à la justice burkinabé?*, le Monde.fr du 26 février 2016 à 18h15, par Alexis Adélé

Compaoré⁹⁷² être la récompense du soutien militaire et politique qu'il a apporté à Ouattara pour accéder au siège présidentiel en république de Côte d'Ivoire.

Un autre point à évoquer, réside dans le fait que Compaoré devint ivoirien en 2016 par un décret présidentiel en rapport au décret de naturalisation, c'est-à-dire, le décret numéro 2014-701⁹⁷³ dont les textes sont datés du 17 novembre 2014.⁹⁷⁴ Ce dernier s'est trouvé dans cette situation après avoir voulu manipuler la constitution de son pays afin de se maintenir au pouvoir après vingt-sept ans de règne sur le peuple burkinabé. Il voulait s'ériger en maître absolu sur le peuple burkinabé, qui à son tour s'était soulevé pour exprimer son mécontentement. Un mécontentement qui s'est transformé en un mouvement de masse populaire du 28 octobre 2014, puisque cette population en avait marre. Cette manifestation populaire n'avait duré que juste deux jours, car le 30 octobre 2014, l'assassin et véritable dictateur de Blaise Compaoré était tombé, comme le disait plus d'un. Ce fut la fin du règne Compaoré qui s'est concrétisée le 30 octobre 2014.⁹⁷⁵ De ce qui est de la crise ivoirienne, il avait bel et bien sa main impliqué dans le conflit. Il était aussi le cerveau des attaques du 19 septembre 2002 ainsi que la crise postélectorale, puisqu'il n'avait pas conduit à point sa médiation dans la mesure où il a omis le désarmement.

Sa présence actuelle en Côte d'Ivoire est une preuve confirmée de son implication. Il arriva le 30 octobre 2014 dans le pays où il a demandé l'asile, après avoir été déchu de son trône burkinabé. Une fois quitté la Côte d'Ivoire pour le Maroc, il fit une visite à Casablanca et ensuite se dirigea vers Marrakech.⁹⁷⁶ En somme, sa destination finale est la Côte d'Ivoire, pays duquel il détient la citoyenneté depuis février 2016.⁹⁷⁷ Il faut dire que la présence de Blaise Compaoré en Côte d'Ivoire, territoire où il était vomit de plus d'un, est une forte provocation pour bon nombre d'Ivoiriens. Il serait inadmissible qu'un individu qui est impliqué dans les différentes crises ivoiriennes vive parmi ceux à qui il a pleinement et

⁹⁷² Africa Yearbook, *Politics, Economy and Society South of the Sahara in 2015*, Éditions Brill, Boston & Leiden, 2016, p.59

⁹⁷³ Rfi Afrique, Burkina Faso/ Blaise Compaoré, *Blaise Compaoré est citoyen ivoirien et devrait échapper à la justice*, publié le 23-02-2016 et modifié le 24-02-2016 à 08h42, par Rfi

⁹⁷⁴ Les textes sont datés du 17 novembre 2014, soit à peine plus de quinze jours après la chute de l'ex-chef d'État et son exil à Abidjan. Mais ils sont rentrés en vigueur au lendemain de leur publication, le 18 janvier 2016

⁹⁷⁵ Paris match, Burkina Faso, *La chute de Blaise Compaoré*, publié le 07/11/2014 à 07h00 et mis à jour le 07/11/2014 à 12h34, par Joe Penney du Reuters

⁹⁷⁶ La lettre du continent, « *Burkina Faso/Maroc, Blaise Compaoré entre Casa et Marrakech* », N.695, Paris, le 3 décembre 2014, p.1

⁹⁷⁷ Le décret numéro 2014-701 ne fait qu'une vingtaine de lignes. Signé d'Alassane Ouattara, il annonce sobrement, que suite à sa demande, Blaise Compaoré, né en 1951 à Ouagadougou, est naturalisé ivoirien... (Source: Rfi Afrique, Burkina Faso/Blaise Compaoré, *Blaise Compaoré est citoyen ivoirien et devrait échapper à la justice*)

volontairement causé du tort. En conclusion, si nous nous référons au CH modèle, il était bel et bien clair que les caractéristiques du modèle insistent sur le fait qu'une rébellion ne pouvait qu'avoir lieu par les actes d'un pays voisin hostile au gouvernement en place, de certains individus qui constituent cette rébellion et l'apport financier des diasporas.

Puisqu'à un certain moment de la crise ivoirienne, les relations n'étaient pas aux beaux fixes entre les gouvernements burkinabé et ivoirien, suite à l'assassinat de l'ambassadeur Balla Keita en service au Burkina Faso. En plus, ce fut l'endroit où les déserteurs de l'armée ivoirienne, après l'attaque manquée contre le général, Robert Guei ont pour la plupart trouvé refuge, même si dans les premières heures de l'attaque l'ancien président burkinabé ne s'y reconnaissait pas. Et c'est du Burkina Faso, en 1999, qu'Alassane Ouattara avait annoncé ses ambitions politiques pour le pouvoir de Côte d'Ivoire. Suite à tous ces détails de poids, il est évident que le Burkina Faso, sous Blaise Compaoré, avait pleinement servi de base arrière à tous ceux qui avaient pour objectif de déstabiliser le pays jadis pacifique et prospère. En somme, Blaise Compaoré fut impliqué de loin et de près dans la crise ivoirienne et pour récompense il obtint la citoyenneté ivoirienne depuis l'an 2016.⁹⁷⁸

Puisque d'aucun considérait la crise ivoirienne d'un conflit néocolonial, en accusant la France d'être le pivot de cette attaque de septembre 2002 ainsi que celle qui mis aux arrêts le président Gbagbo pour afin le livrer aux forces rebelles de Ouattara, le 11 avril 2011. Pourquoi pourrait-on dire des hostilités ivoiriennes, une attaque néocoloniale en montrant du doigt, le pays qui forma l'État de Côte d'Ivoire? La France a d'ailleurs beaucoup fait pour la Côte d'Ivoire, en lui apportant le minimum et aussi le maximum d'infrastructures et autres pour propulser économiquement et politiquement le territoire. Donc, dire de la France être contre la Côte d'Ivoire, serait vraiment une erreur venant du peuple ivoirien. Ceci démontrerait combien les Ivoiriens ne sont pas reconnaissants aux yeux de leur bienfaiteur. En plus comme nous le démontre le CH modèle, il faudrait que le pays soit une entité voisine. Nous observons que la France est située à 4660 km à vol d'oiseau et 6875 km par voie terrestre. Comment pourrions-nous expliquer cela? La France qui a permis au pays d'Houphouët-Boigny d'être l'un des pays d'Afrique avec les infrastructures de grands rangs puisse vouloir exercer des actions néocoloniales contre son poulain, la Côte d'Ivoire.⁹⁷⁹

⁹⁷⁸ Rfi Afrique, Burkina Faso/ Blaise Compaoré, *Blaise Compaoré est citoyen ivoirien et devrait échapper à la justice*, publié le 23-02-2016 et modifié le 24-02-2016 à 08h42, par Rfi

⁹⁷⁹ Politique africaine N. 122 (2011: 218)

La France lui a emboîté les pas vers un essor économique. Cet essor économique n'eût lieu qu'à la veille de l'indépendance du pays qui demeurait une ancienne colonie de la métropole. En 1935, nous pouvions remarquer le nombre importants de véhicules luxueux dans la ville d'Abidjan et encore celle de Bassam et Bingerville, qui provenaient de la France et certains autres pays européens. Quelques années plus tard, le plus grand port d'Afrique de l'ouest et qui figure parmi les plus grands du continent, est bâti à Abidjan. En plus, le chemin de fer Abidjan-Niger fut mis en place bien avant 1914 et finalisé en 1950⁹⁸⁰ ainsi que le pont Félix Houphouët-Boigny est construit en 1959⁹⁸¹.

Dix années plus tard, c'est-à-dire en 1967, le second pont baptisé du nom de Général de Gaulle fait surface. En 2013, la construction d'un autre pont, qui est le troisième de la ville d'Abidjan, avait débuté, dont les travaux étaient entrepris par ceux qui avaient bâti les deux autres. Ce troisième pont a été inauguré en décembre 2014.⁹⁸² Apparemment, la France était vraiment mobilisée à abondamment investir en Côte d'Ivoire que dans ses autres colonies. Alors, essayons de comprendre les choses sur la base d'une démarche déductive. La France a énormément investi en Côte d'Ivoire plus que les autres anciennes colonies. La chose la plus importante à noter ici, est la taille d'investissement que le pays a enregistré. En général, lorsque nous investissons dans un projet, c'est pour en tirer profit et faire des bénéfices. De ce fait, toute personne accusant la France d'être impliquée dans la crise ivoirienne, du 19 septembre 2002, serait sincèrement de mauvaise foi et voir méchante. Puisque la France a longtemps et longuement assisté la Côte d'Ivoire, de ce qui était de l'obtention de son indépendance et du progrès économique ainsi que la stabilité politique que le territoire connut durant plusieurs années.

Il serait donc impossible d'associer la France aux attaques de septembre 2002 et encore voir à la crise postélectorale de novembre 2010. Tout peut être dit contre la France, mais l'associer aux différentes crises ivoiriennes, il serait vraiment inadmissible de penser de la sorte du pays qui avait forgé et tracé l'avenir des habitants de ce territoire. La force impériale avait vraiment mis le meilleur d'elle pour épauler l'État de Côte d'Ivoire. Voir elle (la France) aurait été le premier des pays à intervenir au lendemain des attaques de la nuit du 18 au 19 septembre 2002 pour assurer la sécurité des populations en danger dans les zones sous contrôle des FN.

⁹⁸⁰ Gilbert Tixier, *La succession à la régie des chemins de fer de l'AOF: Problèmes posés par l'apparition de nouveaux États*, Annuaire français de droit international, Volume 11, 1965, pp.916-932, p.918

⁹⁸¹ Grah Mel (2010: 405)

⁹⁸² Le Figaro, « Côte d'Ivoire: troisième pont inauguré à Abidjan », publié le 16/12/2014 à 19:24 et mis à jour le 16/12/2016 à 19:28, par AFP (Source: www.lefigaro.fr/flash-eco/2014/12/16/97002-20141216FILWWW0390-cote-d-ivoire-troisieme-pont-inaugure-a-abidjan.php)

Elle s'est également interposée entre les différents belligérants, ce qui a permis d'éviter l'avancée des forces rebelles en région gouvernementale. Alors, nous devons vraiment peser toute accusation contre les bienfaiteurs du peuple ivoirien. La France est intervenue avec des solutions de résolutions de conflit en Côte d'Ivoire. Pour éviter un autre Rwanda bis, en Côte d'Ivoire, les bienfaiteurs se sont interposés entre les deux forces qui combattaient. Alors, pourquoi accuser la France d'être un problème pour son ancienne colonie tandis qu'elle oeuvrait pour que les Ivoiriens retrouvent la paix pour laquelle le pays était reconnue mondialement? La France a toujours voulu le bien être des Ivoiriens, puisqu'elle était présente pour parrainer le pays d'Houphouët-Boigny auprès des Nations unies, quant la Côte d'Ivoire oeuvrait pour son adhésion au sein de l'organisation internationale. Il devrait certainement exister des raisons cachées que nous ignorons qui poussaient plus d'un à rester ferme sur leur position. Nous nous forcerons ainsi de chercher à comprendre dans les lignes suivantes l'attitude des uns et des autres vis-à-vis de leur bienfaiteur. Comment pourrait-on expliquer que l'ancienne puissance colonisatrice puisse investir abondamment dans son ex colonie et ne pas vouloir profiter de ses œuvres? Saurait été incompréhensible si cela devait être le cas. Quel serait le motif pour lequel la France agisse de la sorte, en voulant détruire tout ce qu'elle a mis sur pied en Côte d'Ivoire, si cela était le cas?

Nous savons bien ce que dit le CH modèle, mais il reste très différent si nous devons appliquer les caractéristiques de ce modèle, dans le cas de la Côte d'Ivoire et de la France. Ce sont deux pays véritablement distants et se trouvant sur des continents éloignés. Du coup, ils ne sont pas voisins. Donc comment est ce que cela sera possible, que la France veuille détruire la Côte d'Ivoire? Par contre, nous allons nous demander de savoir si ce genre d'opposition a une fois eu lieu dans l'histoire du monde. Nous ferons ainsi allusion au cas du Chili sous Allende, de 1970 à 1973⁹⁸³, il serait possible de mieux comprendre les choses en faisant un lien entre la crise chilienne et le conflit ivoirien. Il advint un moment au cours duquel, les États-Unis d'Amérique (USA) furent accusés d'avoir participé à la destabilisation du régime d'Allende tandis que ce dernier était aux arènes du pays.⁹⁸⁴ Nous savons bel et bien que les deux pays ne sont pas voisins, car ils sont et restent distants l'un de l'autre.

Par contre, les forces rebelles qui se livrèrent en hostilité contre Allende étaient sponsorisées de l'extérieur, plus précisément de la Central Intelligence Agency (CIA), d'où des USA. Il

⁹⁸³ Robert Falony, *Le parti socialiste: Un demi-siècle de bouleversements de Max Buset à Elio Di Rupo*, Éditions Luc Pire, 2006, p.124

⁹⁸⁴ Harold Bloom, *Exploration and colonization*, Éditions Bloom's Literary Criticism, New York, 2010, p.209

s'agissait en fait de l'implication des USA de façon indirecte. Du coup, les USA étaient indirectement associés aux combats que livraient les forces rebelles à Allende.⁹⁸⁵ Les États-Unis ont donc influencé les leaders politiques chiliens pour aller contre Allende, afin de contribuer à sa chute, mais tout en soutenant financièrement ces derniers. Ce fut donc un complot américain pour la destabilisation du régime Allende. Les USA furent ainsi présents durant les conflits de cette période (1970-1973).

Finalement, avec toute cette manigance américaine qui a duré plus de trois ans, dont l'action avait débuté en 1970, connût sa fin en 1973. Allende Salvador fut renversé, le soir du 11 septembre 1973.⁹⁸⁶ Le pouvoir fut donc aux mains des hommes en treillis, en fait, les militaires. Ce fut la période de règne du général Pinochet qui a été conduit au trône présidentiel, par ses hommes de mains, qui sont les militaires putschistes. Un pouvoir que l'armée a géré jusqu'en 1980 bien avant de soumettre au peuple chilien la procédure d'un référendum. Jusqu'à la fin de l'année 1973, selon un rapport établi par l'Organisation des États américains, 1500 personnes, spécialement des civils, furent tuées par les hommes de Pinochet.⁹⁸⁷ Les arrestations furent dénombrées à 8000 prisonniers tandis que 110 responsables syndicaux ont été mis à mort, toujours par les hommes de l'armée de Pinochet. La violence constante motivait les populations chiliennes à s'exiler.⁹⁸⁸ Suite à ce coup d'État, plusieurs se posaient la question de savoir comment est ce que l'entité la plus démocratique d'Amérique latine à pu se retrouver dans cette situation?

Alors nous venons, d'observer par des faits empiriques qui sont vérifiés et non réfutés dans le cas du Chili dont l'instabilité fut crée du dehors, c'est-à-dire de l'extérieur par les USA, quand bien même que les deux entités demeuraient distantes l'une de l'autre. Par contre, ils ont réussi à semer la terreur et la tyrannie par des moyens financiers qu'ils ont permit à ceux qui ont pris les arènes du pouvoir au Chili, que ces derniers ont pu jouir de leur subvention. Cette subvention provenant des USA étaient vraiment d'un énorme montant, ce dont les forces armées avaient sincèrement besoin pour renverser le pouvoir d'Allende. Puisque nous nous demandions si cela pouvait être possible quand deux États sont distants, nous venons d'avoir la confirmation que cela peut être possible. Du coup, si nous cherchons à nous servir de

⁹⁸⁵ Baylis & Smith, *The globalization of world politics*, Box 17.10, p.399

⁹⁸⁶ L'histoire, mensuel, Chili 11 septembre 1973: Anatomie d'un coup d'État, mensuel N.391 daté septembre 2013, p.38-39, par Gilles Bataillon

⁹⁸⁷ Ibid, p.38

⁹⁸⁸ Anatomie d'un coup d'État, Chili 1973, La dictature de Pinochet, p.52, par Alfredo Riquelme Segovia

l'exemple chilien et l'appliquer au cas de la Côte d'Ivoire, il ne nous reste d'observer et d'analyser ce qui s'est passé sur le terrain ivoirien durant les différentes phases de crises.

Nous avons les preuves palpables que la France a énormément contribué au succès économique et politique de la Côte d'Ivoire. Il nous reste de savoir si les relations entre les deux homologues, s'agissant de Gbagbo et de Chirac, étaient bonnes. Par ailleurs, le dauphin constitutionnel de cette époque, qu'était Mamadou Koulibaly, accusait la France d'avoir prémédité un complot de coup d'État contre le régime Gbagbo.

Mamadou Koulibaly qui est un éminent professeur d'économie, avait certainement les preuves de son affirmation. Puisqu'il ne pouvait pas parler vaguement sans toutefois justifier ce qu'il avançait comme argument. En somme, il était lucide et savait de quoi il parlait, quand il accusait la France d'être le cerveau clé de la rébellion de septembre 2002 en Côte d'Ivoire. Il faisait en quelque sorte allusion à l'accord de défense militaire qui fut ratifié entre les deux pays, le 24 avril 1961.⁹⁸⁹ Selon Koulibaly, la France n'a pas respecté l'accord de défense qui les liait les uns aux autres. Il dit de la France ne pas être intervenue pour mettre un terme aux attaques du 19 septembre 2002. Et que la l'armée française se devait de défendre la nation ivoirienne qui fut attaquée cette nuit là. En somme, l'accord de défense militaire stipulait que la France devrait intervenir militairement pour secourir la Côte d'Ivoire, au cas où elle était attaquée de l'intérieur comme de l'extérieur. Et que par ailleurs, rien n'a été fait pour mettre en action l'accord de défense militaire. En plus, cet accord était toujours encore valable au moment où les attaques nocturnes se déroulèrent.

Donc, pour bien comprendre cet accord de défense militaire, c'est de savoir si la France était intervenue une fois en Côte d'Ivoire, sur la base de cet accord. Est-ce que l'accord de défense militaire a été déjà appliqué? Il s'est produit une fois dans l'histoire du pays d'Houphouët-Boigny, une sorte de sécession politique dans la région de Gagnoa, menée par l'étudiant Kragbé Gnagbé qui venait de finir ses études avec l'obtention d'une thèse en sciences politiques, en France. Une fois rentré en Côte d'Ivoire, il rêvait d'un poste ministériel qu'il ne réussit point à obtenir. Mais plus tard, il est contacté par le PDCI-RDA d'Houphouët pour rejoindre le gouvernement. Il refusa en bloc cette offre. Du coup, sa présence était gênante pour le parti unique en place durant cette période. Ainsi, ce dernier fut interné au centre psychiatrique de Bingerville, où il passa quelque temps, une fois l'intervention du gouvernement français, il fut relâché. Mais il était interdit de siéger à Abidjan, puisqu'il était

⁹⁸⁹ Textes d'intérêt général publiés au Journal officiel, tirages à part, 1962, p.34

considéré d'être un danger permanent pour le peuple d'Abidjan auquel il distribuait des traques. Il décida finalement de se résilier dans sa ville natale de Gaba, à Gagnoa, une fois que l'autorisation de son parti lui fut refusée. Le 26 octobre 1970, il réussit à regrouper des individus qui aspiraient à son idéologie.⁹⁹⁰ Finalement, le rassemblement de ces derniers se transforma en manifestation populaire afin de pouvoir déraciner le parti unique qui régnait en maître sur le sol ivoirien.

Cet attroupement était vu du coup comme une révolte et s'est achevé en émeute puisque des policiers venaient de mettre fin à la vie de certains civils. Trente vieillards avaient été tués dans la cour de la préfecture de Gagnoa, tandis que ceux-ci étaient allés apaiser les tensions. Suite à quoi, le leader politique du parti PANA forma ainsi une sécession dans sa ville natale tout en occupant les bureaux administratifs de l'État qu'il transforma en ses propres locaux. Les villes voisines se joignirent à eux pour former un autre État dans l'État de Côte d'Ivoire.⁹⁹¹ Ils étaient au nombre de deux cents hommes qui s'étaient associés à Kragbé Gnagbé pour la lutte dite de libération qui avait créé un chaos dans la région.⁹⁹²

Une fois la nouvelle parvenue aux autorités d'Abidjan, l'ordre fut demandé d'être maintenu par les agents de sécurité en place. Au vu de l'incapacité de ces agents de force et sécurité de maîtriser la situation, des légions de différentes villes de l'intérieur ainsi que celle de la ville d'Abidjan, celles à qui se joignit le 4^e régiment du RIAOM de Port-Bouët (actuel 43^e BIMA) et 200 parachutes militaires français du 3^e RIAOM de la base de Dakar (Sénégal). Tous étaient au rendez-vous, afin de mettre un terme à l'idéologie de sécession qui érupta dans la ville de Gagnoa ainsi que celles des villes aux alentours ou environnantes.⁹⁹³ Une fois que le leader du parti PANA ainsi que ses hommes ne maîtrisèrent plus les affrontements, il demanda à ses partisans de se retrancher dans les brousses de la région. Ainsi, ils firent comme le leur avait communiqué leur leader. Tous pris le chemin du maquis. La chasse à l'homme sera rude et les récalcitrants seront par la suite interpellés dans heures qui suivirent. Plusieurs parmi eux ont été arrêtés. Certains blessés et d'autres morts. Finalement, le cerveau de la sécession fut déniché, comme l'avait intitulé plusieurs.

Plusieurs ont été transférés dans des maisons d'arrêt pour ceux qui étaient considérés partisans du parti politique PANA. Donc, la sécession fut achevée à ce moment bien précis. Le bilan

⁹⁹⁰ Mel Frédéric Grah, *Félix Houphouët-Boigny l'épreuve du pouvoir*, Abidjan, Éditions du CERAP & Paris, 2003, p.293-298

⁹⁹¹ Gadji (2002:11)

⁹⁹² *Fraternité Matin* « L'affaire de Gagnoa-voici la vérité », samedi 5 décembre 1970, p.1

⁹⁹³ <http://khadhormedia.com/blogs/entry/AFFAIRE-KRAGBA-GNAGBE>

était lourd car, plusieurs furent tués et beaucoup de blessés parmi les adeptes de Kragbé Gnagbé. Tandis que le leader lui-même était aux arrêts, il était aux mains de l'armée ivoirienne, précisément entre geôlier du colonel Gaston Ouessenan Kone. Il fut plus tard abattu, entre Toumoudi et Dimbokro, par le colonel qui était sensé le conduire à la prison. 6000 personnes ont été dites tuées tandis qu'Houphouët-Boigny portait le nombre à 4000. Et pour Gadji Dago Joseph, l'auteur du livre intitulé « L'affaire Kragbé Gnagbé » trouvait que c'était juste 79 individus qui ont été abattus au cours de la sécession de 1970 à Gagnoa.⁹⁹⁴ Du coup, nous avons constaté que l'armée française avait agi dans le cadre de l'accord de défense militaire, pour mettre fin à la sécession qui se forma à Gagnoa. Pourquoi donc, après 32 ans en 2002, elle ne voulait aucunement se servir de cet accord et faire éruption durant les hostilités de septembre 2002? Il serait utile de pleinement comprendre les causes ou les raisons du non assistance de la France vis-à-vis de son poulain, la Côte d'Ivoire qui se trouvait en danger et avait besoin de l'accord ratifié entre les deux États. Bien avant de répondre à cette question, il serait aussi mieux pour un pays tel que la république de Côte d'Ivoire de pouvoir se faire une très bonne armée, puisque depuis la veille de son indépendance elle était une économie importante tant sur le plan régional que continental. Les premiers dirigeants de ce pays devraient se former une bonne armée, puisque une bonne économie se compense régulièrement d'avec une bonne armée puissante. Toute puissance économique a toujours une forte armée et puissante qui puisse la secourir et la défendre en cas d'attaque et non compter sur une quelconque armée ou un accord de défense.

Bien que nous ayant un accord de défense, il faudra en lieu sûr avoir sa propre armée à mesure de protéger ses institutions en temps d'attaque. Il est bien d'avoir des coopérations militaires, mais aussi il aurait été meilleur de pouvoir repousser l'ennemi avant que n'importe laquelle des aides militaires provienne d'ailleurs. Et en plus, même s'il existait un accord de défense entre la France et la Côte d'Ivoire, il fallait également savoir si les nouveaux dirigeants du pays d'Houphouët-Boigny remplissaient les mêmes conditions que leurs prédécesseurs? Il fallait s'y attendre puisque, le gouvernement sorti des élections d'octobre 2000, voulait se frayer un autre chemin qui n'était que différent des deux gouvernements de 1960 à 1999. Il fallait certainement faire quelque chose avant que cet accord quand bien même qui existait puisse être mis en exergue. Sinon pourquoi vouloir couper de l'herbe sous une personne et au même moment exiger son aide militaire. Il fallait s'y attendre, puisque cela découlait d'une relation interspécifique telle que celle du Bernard l'ermite et de l'anémone de

⁹⁹⁴ Gnagbo (2002:9)

mer. La relation au cours de laquelle l'un donne à manger à l'autre et celui à qui la nourriture est fournie est celui qui défendra le donneur de manne. Il reste de savoir si cette manne dont bénéficiait le bienfaiteur de la Côte d'Ivoire était continue ou interrompue (le transport des mallettes).⁹⁹⁵ Dans ce cadre le président Gbagbo avait autrefois rencontré l'ex président français Jacques Chirac ainsi que Dominique de Villepin officieusement c'est-à-dire, hors Elysée.⁹⁹⁶ Est-ce que les relations étaient comme le souhaitait la personne concernée, au sortir de l'entretien? Une fois cette étape décortiquée, nous continuerons nos recherches dans ce sens et de savoir si cela découlait du fait que les élections de 2000 n'étaient toujours pas acceptées? Et certainement, cela rendrait illégal et illégitime le pouvoir de Gbagbo auquel la France n'avait souhaité prêter main forte pour débouter la rébellion armée de septembre 2002. Ou encore était-ce parce que le président Gbagbo était vu comme un récalcitrant? Par ailleurs, le président Laurent Gbagbo avait organisé un programme de réconciliation nationale auquel avait pris part tous les chefs d'État ivoirien. Au cours de ce processus de réconciliation nationale étaient présents, le président Bédié qui fut renversé par le général Robert Guei et s'était exilé en France, ainsi avait honoré de sa présence l'actuel président de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara et le général faisait partie de la rencontre. Pour coordonner leur comportement de conciliateurs, tous se tinrent la main en signe de paix.

En plus, le président Gbagbo avec son équipe d'octobre 2000, avait commencé le remboursement des dettes extérieures que le pays avait accusé depuis plusieurs années. Cependant, le taux annuel de croissance économique était de +3% quand les attaques éclatèrent et était prévu pour +5% à la fin de l'année 2002.⁹⁹⁷ Dans ce cas, qu'aurait été la cause ou la raison des mutins à prendre des armes contre la nation ivoirienne? Une raison aurait bien pu expliquer ce comportement néfaste qui a terni l'image de la Côte d'Ivoire, qui était durant plusieurs décennies le prototype de paix en Afrique et à travers le monde entier. Il serait moins sage et inintelligent de répondre dans l'immédiat à ces questions dans la mesure où elles nécessitent plus d'attention et d'observation. Nous avons besoin de réfléchir plus d'une fois afin d'intervenir avec des réponses de sagesse qui seront obtenues sur la base

⁹⁹⁵ Rfi Afrique, France | Côte d'Ivoire | plus Afrique, *Robert Bourgi espère que « Gbagbo ne restera pas longtemps À La Haye »*, publié le 10-07-2014, modifié le 11-07-2014 à 11:43, par Olivier Rogez

⁹⁹⁶ Pour revenir à cette affaire(...) Dominique de Villepin, dans son langage assez familier avait demandé à Laurent Gbagbo si le moment venu il pouvait aider au bon fonctionnement de l'UMP et aider à la campagne présidentielle de Jacques Chirac... (Source: www.fri.fr/afrique/20140709-robert-bourgi-laurent-gbagbo-finance-campagne-jacques-chirac)

⁹⁹⁷ Zeljko Bojetic, John Noer & Carlos Espina, *Côte d'Ivoire: From success to failure, a story of growth, specialization, and the terms of trade*, The world Bank, Africa poverty reduction & economic management department, poverty reduction & economic management Unit 4, November 2004, p.37-40

de bons faits empiriques qui soient liés à la véracité et validité des sources. Ceci nécessite une compréhension de haut niveau qui serait très poussée ou avancée. Pour ce fait, il est nécessaire d'avoir des visions élargies et non courtes mais qui vont au-delà de notre entendement. La notion d'objectivité doit intervenir dans ce cas, puisque l'analyse emprunte une autre dimension.

Supposons que le problème, qui demeurerait et fut lié au refus d'intervention militaire française, avait un lien avec la monnaie du franc CFA. Puisque, Mamadou Koulibaly en parlait. Pour Koulibaly, le FCFA est une monnaie qui était un des éléments clés de la crise ivoirienne. Autrement, la théorie du néocolonialisme insiste sur le fait que les actes ou manifestations néocoloniales se justifient par des mesures économiques et des systèmes monétaires. Puisque, le FCFA est une monnaie commune qui s'applique à quinze pays, et est liée au trésor français, donc il peut par ici susciter des questions afin que tout le monde puisse comprendre le système de ce franc (FCFA).⁹⁹⁸ Est-il possible de conclure sur la base du FCFA que le parrain indéniable de la Côte d'Ivoire serait impliqué dans la crise ivoirienne? De ce fait, pourrait-on confirmer que la France serait un État néocolonial?

Puisqu'il est question d'objectivité, il est certain de procéder par un raisonnement scientifique, afin de mieux comprendre les choses que de les faire dans l'empressement. Nous devons apporter des réponses qui soient soutenues par des informations à source solide et valable. Il serait sage de conduire plus loin la recherche afin d'intervenir avec des confirmations qui soutiendront nos résultats. Nous devons toujours pousser notre recherche plus loin et non de donner des informations que nous ne pourrions justifier. Ceci est dit qu'il s'agit de faire un travail minutieux à « reins solides ». Donc nous procéderons à notre analyse tout en mettant plus de sérieux dans notre démarche. Nous ne pourrions rien avancer comme confirmation bien avant que nous ayons entamé les recherches sur les élections d'octobre et de novembre 2010 ainsi que la crise postélectorale. Au fait, il n'aurait pas été trop sage et ni mature d'impliquer la France, l'ami indéniable du pays d'Houphouët-Boigny, dans le conflit ivoirien sans toutefois avoir étudié à fond le problème.

Il aurait été possible que la France soit impliquée de manière partielle et non pleinement dans la crise ivoirienne. Ce que nous cherchons donc à défendre ici afin de soit confirmer ou rejeter ce qui fut dit de l'ancienne puissance coloniale, dans le cas des attaques de septembre 2002 et de la crise postélectorale de novembre 2010. Si nous nous référons à la crise postélectorale de

⁹⁹⁸ Serges Ikiemi, *Le franc CFA : d'où vient-il?*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2010, p.72

novembre 2010 et faisons allusion aux bombardements sur la résidence présidentielle, qui fut en ce moment occupée par Gbagbo, nous chercherons à faire des commentaires sur ces actions. Nous nous poserons la question de savoir ce qui c'était réellement passé durant la crise postélectorale? Des deux de Gbagbo et Ouattara se disaient d'être vainqueur chacun de son côté.⁹⁹⁹ Il reste donc de savoir quelle était les institutions qui les auraient proclamées vainqueurs. Et quel serait le rôle de chaque institution? Lesquelles des institutions proclamèrent Gbagbo d'une part et d'autre part Ouattara vainqueur? En fait, Gbagbo avait été proclamé vainqueur des élections de novembre 2010. Tandis que Ouattara fut déclaré l'heureux gagnant du scrutin de 2010 par la Commission Électorale Indépendante (CEI). Donc chacun vivait son pouvoir de président sur le même territoire ivoirien mais chacun de son côté. Gbagbo à qui revenait le palais ainsi que la résidence présidentielle avait à ses côtés les forces gouvernementales. Ouattara siégeait à l'hôtel du Golf avec le lot d'anciens rebelles.¹⁰⁰⁰ Si nous nous forçons à comprendre le rôle de chaque institution, nous arriverons certainement à avoir une visibilité des choses électorales. Suite à la présence de deux différents présidents pour un seul fauteuil, un grave problème d'insécurité et d'instabilité fut créée.

Par ailleurs, les institutions qui avaient respectivement proclamé les deux présidents avaient de différents rôles. Concernant la CEI, son rôle était de proclamer des résultats provisoires. Tandis que le Conseil Constitutionnel est l'appareil juridique au-dessus de toute autre institution du pays. Il scelle les résultats définitifs du scrutin dans un pays et a le dernier mot sur la validation des élections. Alors, chaque organe avait son devoir à remplir. Ce fut ce que fit le Conseil Constitutionnel en vertu des droits et pouvoirs qui lui sont conférés, il proclama Laurent Gbagbo le président des élections de novembre 2010, tandis que l'appareil de CEI qui devrait communiquer des résultats provisoires par ailleurs être validés par le Conseil Constitutionnel. Ce qui revenait à dire que si Laurent Gbagbo a été proclamé président, d'où vainqueur du scrutin de 2010, Ouattara était le malheureux candidat des élections. Par conséquent, il fut vaincu par l'opposant historique de la Côte d'Ivoire. N'avait-il plus le Conseil Constitutionnel le pouvoir de sceller les résultats des élections comme il eût le pouvoir d'en faire au cours des précédentes années? Ou le désordre venait il de gagner le pays jadis paisible? Pourquoi donc cette incompréhension causé volontairement? Pourquoi vouloir inverser l'ordre de l'appareil judiciaire?

⁹⁹⁹ New York Times, "Both rivals in Ivory Coast vote take presidential oath of office", Sunday, December 5, 2010, p.8, by Adam Nossiter

¹⁰⁰⁰ Ibid

Il est bien clair que le Conseil Constitutionnel ivoirien est une copie de celui de la France sur lequel il prend appui. Autrement, l'insécurité et l'instabilité qui ont été connues au lendemain de la proclamation de deux présidents en Côte d'Ivoire, furent inculpées au président Gbagbo. Les différentes organisations internationales tenaient Gbagbo pour responsable puisque selon elles il refusait de reconnaître sa défaite.

Ne pas se reconnaître président de la république de Côte d'Ivoire après proclamation des résultats du scrutin par l'organe suprême de la justice, Gbagbo aurait donc douté de la fiabilité du Conseil Constitutionnel. Du coup, nous aurons donc à confirmer que ce pays n'était pas un État de droit. L'État de droit est la représentation d'un système dit institutionnel et dont la puissance publique se réfère ou se fie conformément au droit. D'où cette population est soumise à ce droit qui répond aux normes juridiques qui priment au-dessus de tout par un appareil hiérarchisé comme le définit Hans Kelsen au 20^e siècle.¹⁰⁰¹ Autrement, si le président Gbagbo ne renonçait pas à ce titre de chef exécutif qui lui avait été attribué par le Conseil Constitutionnel, alors il existait un État de droit à ce moment bien précis, car c'était la volonté du peuple qu'avait transmis cet organe doté d'assurer le respect de la constitution. Du coup, si la CEI qui était inférieure au pouvoir du Conseil Constitutionnel déclara également Ouattara comme vainqueur des élections de novembre 2010, alors ceci représentait un problème qu'avait causé cette CEI. Il était clair que dans les heures ou les jours qui suivaient un chaos allait se créer sur la base du non respect du verdict du Conseil Constitutionnel. Et cela a été créé par la CEI. Nous pouvons certainement dire que Ouattara n'y était pour rien, de la décision qu'avait prise la CEI pour son électorat, mais lui en tant que citoyen républicain, devrait s'en tenir à la notion d'État de droit pour renoncer à ce titre qu'on lui attribuait. Si celui-ci souhaitait la paix dans son pays et avait l'amour pour son peuple.

Donc, remettre en cause le président Gbagbo à ce chaos créé par la CEI, revient à dire que la justice n'a aucunement été faite et que nous ne nous trouvons plus dans un État de droit. Certains ne cherchaient pas à éviter le désordre mais plutôt voulaient occasionner le chaos. Ce qui a bel et bien existé. Et accuser à tort le président Gbagbo de cette faute qui a expressément été montée en pièce. Nous pouvons de ce fait dire de la CEI qu'elle était dirigée par un nombre d'individus qui n'avaient aucune notion d'éthique et morale. Ces derniers ne pensaient certainement pas au mal qu'ils faisaient au peuple ivoirien. Ils auraient plutôt exprimé un sentiment de bien pour davantage permettre à la Côte d'Ivoire de rester une

¹⁰⁰¹ Christian Behrendt & Frédéric Bouhon, *Introduction à la théorie générale de l'État: Manuel, Collection de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, Éditions Larcier, Bruxelles, 2009, p.304-305

nation paisible et prospère que de la conduire dans un mûr. Rien n'était à faire car, les dés étaient pipés auparavant. Rien d'étonnant pour l'état dans lequel se trouvait la Côte d'Ivoire. Que devrait-il être fait afin d'éviter le pire quand nous créons consciencieusement un état de non droit? Aurions-nous le temps de passer aux discussions? Non, l'heure n'était plus aux négociations, puisque nous avions entamé au préalable les phases diplomatiques qui étaient caractérisées par des pourparlers. Il fallait donc user de la force pour faire partir le président Gbagbo du pouvoir que certains avaient conquis durant près d'une décennie. Les armes devaient crépir, plus rien ne devrait arrêter ceux qui s'étaient rebellés contre la Côte d'Ivoire. Mais avant, qu'aurait du faire le président Gbagbo, du fait qu'il avait été investi par l'organe suprême du pays, par rapport à son pouvoir qui était menacé? Aurait-il fait arrêter les membres de la CEI ainsi que Ouattara? Non, il ne l'a point fait. Dans ce cas qu'aurait été la solution adéquate pour une résolution parfaite de la crise qu'avait créée la CEI? Lui ne céda pas en renonçant à son pouvoir ainsi que Ouattara. Du coup, nous passons carrément à la violence, la force et les affrontements. Par la suite, la communauté dite internationale épousa la décision de la CEI, tandis que pour la plupart des Ivoiriens c'était le verdict du Conseil Constitutionnel qui comptait le plus. Puisque la communauté internationale roulait pour l'électorat de Ouattara, il était évident pour elle de faire ce qui était de son pouvoir pour faire accepter Ouattara sur le plan national, régional et internationale. Mais par lequel des moyens sera Ouattara accepté et Gbagbo démit de ses fonctions de président du scrutin de novembre 2010?

Le président Gbagbo, vainqueur des élections de novembre 2010, était en premier accusé d'être le responsable de la violence et de l'insécurité qui prévalaient dans le pays et aussi que ses forces de l'ordre faisaient tuer des civils.¹⁰⁰² Et que le président Gbagbo refusait de reconnaître sa défaite. Suite à ceci, il fut tenu pour responsable du chaos créé durant la crise postélectorale. Il était donc important et nécessaire, selon la communauté dite internationale, dans l'optique d'éviter un génocide, de faire usage de force contre Gbagbo pour le sauter de son siège présidentiel, afin que la paix soit réinstaurée. Donc, pour la stabilité des Ivoiriens, la résolution 1975(2011)¹⁰⁰³ a été ratifiée afin que la force soit utilisée contre le président Gbagbo qui serait le malheureux candidat du scrutin de novembre 2010, quand bien même que la constitution accréditée le proclama le chef suprême de la république de Côte d'Ivoire.

¹⁰⁰² New York Times, "Security forces open fire on protesters in Ivory Coast", Friday, December 17, 2010, p.6, by Adam Nossiter

¹⁰⁰³ Sufyan Droubi, *Resisting United Nations Security Council Resolutions*, Éditions Routledge, London & New York, 2014, p.223

Nous constatons ici que le rôle des institutions été inversé, puisque la décision provisoire de la CEI pesait lourde que celle du Conseil Constitutionnel. Une fois la résolution 1975(2011) en application, des pluies de bombes, lancées par les forces de l'ONUCI et de la Licorne, sont déversées sur le palais présidentiel ainsi que sur la résidence du Président Gbagbo, du 1^{er} au 11 avril 2011. Ce même 11 avril 2011, dans l'après midi, ce fut la fin des hostilités, puisque le président Gbagbo fut arrêté.

La force Licorne, qui représentait pour certains la France, est celle qui mit le président Gbagbo aux arrêts, en le faisant sortir de sa cachette souterraine comme le confirmait le concerné lors de son procès à La Haye.¹⁰⁰⁴ Cette déclaration faite par le président qui est lui-même la victime. Ses déclarations pourraient certainement compromettre la France, qui était sous les ordres de Nicholas Sarkozy, et valider son implication dans la crise ivoirienne. Là encore, nous pouvons toujours douter des dires du président Gbagbo, puisqu'il pourrait raconter des choses en sa faveur. Mais, il serait inadmissible que Gbagbo puisse raconter des idioties sur le compte de la France qui a toujours voulu du bien du peuple ivoirien ainsi que de son territoire. Il reste à vérifier ce que déclarait le président Gbagbo. Par ailleurs, il s'est avéré que des bombardements des forces militaires françaises (Licorne) avaient fait des dégâts et des meurtres. Puisque ses derniers agissaient sous l'ordre de l'ancien président français Nicholas Sarkozy, et que certains le considéraient comme le chef des armées, alors ils ont automatiquement attribué la faute à la France, car le chef exécutif français agissait dans l'intérêt de la France toute entière. Ce qui reste à vérifier est de savoir si Nicholas Sarkozy intervenait dans l'intérêt de la nation française ou pour son propre compte.

Une fois le président Gbagbo arrêté, il fut la une des médias. Au cours de la journée du 11 avril, dans l'après midi, il a été brandi comme un gangster que tout le monde entier recherchait. Toute sorte de chaîne de télévision s'empressait pour véhiculer le message d'arrestation du président Gbagbo. D'une part, il était présenté comme un malfaiteur et d'autre part il rentrait dans l'histoire du monde. Mais cette étape d'arrestation n'était qu'une infime partie du jeu politique universelle. Puisque le procès de celui jadis considéré de dictateur fait de nos jours la une et la lumière des États déstabilisés du Tiers Monde. Le procès en cours et le 28 janvier 2016 marquait la suite du nouveau départ juridique, à La

¹⁰⁰⁴ Roger Yenga, *Nations Unies: Un conseil d'insécurité ou d'instabilité pour les pays en développement?*, Éditions Mon Petit Éditeur, Paris, 2012, p.7

Haye.¹⁰⁰⁵ Il faudra également ajouté que le président Gbagbo avait été humilié et réduit à rien lors de son arrestation. Les traitements qui lui furent impliqués n'étaient aucunement pas dignes, puisqu'ils ne correspondaient à ceux qu'un humain devrait subir. Il avait été assailli par des bombardements intempestives durant près de 11 jours et ensuite arrêté dans des conditions inhumaines. Ensuite, il fut remis aux FN dans le fief de Ouattara à Golf Hôtel.¹⁰⁰⁶ Nous pouvons noter ici, que le président aurait été bien pu être tué, en foctions des preuves et conditions dans lesquelles il se trouva. Les conditions de son traitement corroboraient un assassinat prémédité, puisque les faits détaillés nous le démontre.

En plus, les propos de Madame Hilary Clinton nous le confirme. Elle l'avait déclaré, que cette humiliation appliquée à Gbagbo serait le moyen par lequel les autres chefs d'États africains seront traités s'ils arrivaient à se comporter comme leur homologue de la république de Côte d'Ivoire.¹⁰⁰⁷ Alors, tout ce qui se passait était bien planifié et consciencieusement ordonné. Ce que nous pourrions conclure sur cette partie, est que tout un monde s'est mis à la poursuite d'un individu qui était proclamé président de la république par l'organe accrédité de la nation qu'est le Conseil Constitutionnel. Il était sûrement dans le viseur de la mort, mais il réussit à s'en sortir vivant en face d'un grand nombre de puissances économiques et militaires. Il revient de dire qu'il fut arrêté, mais pas mort comme certains l'avaient planifié. Finalement, son arrestation viendra confirmer la victoire de Ouattara. Cette victoire à la présidentielle devrait une fois de plus se confirmer, aux législatives, mais cela fut tout à fait le contraire. À ce scrutin des législatives, ce n'est qu'un taux de participation de 15% qui fut enregistré.¹⁰⁰⁸ Un doute planait donc sur l'électorat de Ouattara qui fut tant soutenu au plan international.

Par contre, de ce qui concerne Gbagbo, il est donc victorieux, puisque lui seul en face de différentes forces internationales est jusqu'aujourd'hui en vie. Cette communauté internationale avec son armée universelle venait de perdre une guerre. Cependant, le président Gbagbo, lui venait de consommer une infime défaite qui n'est qu'une partie de la bataille, puisque la lutte en tant que telle continue. Le procès est toujours en marche et certaines vérités

¹⁰⁰⁵ Le Monde Afrique, *Nouvelle impair au procès de Laurent Gbagbo, la CPI va enquêter*, publié le 06.02.2016 à 11h55, mis à jour le 06.02.2016 à 15h21, par Stéphanie Maupas (La Haye, correspondance)

¹⁰⁰⁶ Le Monde, « Arrêtés lundi 11 avril, le président ivoirien sortant et sa famille sont livrés au camp vainqueur. Récit d'une journée de haine à l'hôtel du Golf. Soudain Gbagbo est là », le mercredi 13 avril 2011, p.3-7, par Jean Philippe Rémy

¹⁰⁰⁷ Voice of America, News/ Africa, *Clinton says arrest of Gbagbo a "signal" to dictators, tyrants*, US. Secretary of State Hillary Clinton speaks during a news conference at the State Department, April, 11, 2011 (Source: www.voanews.com/content/us-gbagbo-capture-sends-signal-to-tyrants-119608334/137823.html)

¹⁰⁰⁸ Christian Bouquet & Irène Kassi-Djodjo, *Les élections législatives en Côte d'Ivoire marquent-elles la sortie de crise?*, EchoGéo, Sur le vif, mis en ligne le 26 mars 2012, consulté le 10 avril 2016

sont connues de par le monde entier. De tops secrets sortent de partout et le monde entier est cependant confondu sur l'arrestation de celui qui était considéré comme dictateur, puisque des dossiers et preuves s'accroissent à longueur de journée que le procès se déroule à La Haye.

Fallait-il tuer le président Gbagbo pour ne pas que ces vérités qui fussent méconnues ne soient de nos jours pas connues du monde entier? Puisqu'au fil du temps, plusieurs personnes commencent à comprendre exactement ce qui s'était passé de la crise ivoirienne. Les voiles se déchirent au fil du temps, et les écailles tombent des yeux de ceux qui étaient aveuglés, car des témoignages et des preuves accablantes ne font que sortir de terre ou des garde-robes. Par ailleurs, nous avons des témoins à charge qui tournent la veste contre la procureure pour donner les vraies versions de la crise ivoirienne, tel fut le cas de Sam l'Africain. Sam l'Africain a fait la lumière du conflit postélectoral de manière objective tout en étant neutre. Mais dans sa neutralité il avait plutôt soutenu la cause du président Gbagbo et rejetant la faute à la France qui était à cette époque sous le contrôle de Nicholas Sarkozy.

Une fois que nous nous souvenons de l'intensité des bombardements de la Licorne sur la résidence du président Gbagbo, nous pouvons confirmer que ces attaques corroboraient son assassinat. Plusieurs le voulaient mort. Si nous repartons dans le passé, comme l'histoire ne fait que se répéter, nous ferons allusion au cas Patrice Lumumba. Le leader politique congolais, Patrice Lumumba fut assassiné le 17 janvier 1961¹⁰⁰⁹ dans une affaire similaire à celle que nous vivions en fin d'année 2010 à avril 2011. Nous pourrions également citer en exemple, le coup de force mené contre Ruben Um Nyobe le secrétaire général du parti nationaliste UPC, qui lui aussi fut tué au Cameroun en 1955.¹⁰¹⁰ En définitif, Patrice Lumumba comme Ruben Um Nyobe furent tous les deux assassinés pour leur position politique par leurs anciens colonisateurs de façon respective. En fait, il convient de dire de l'assassinat de Patrice Lumumba que l'acte était mauvais, car il fut le tout premier ministre d'un Congo démocratique. Il était dit d'avoir été le véritable vainqueur des élections de 1960, mais que le scrutin avait été renversé en faveur de Joseph Kasa-Vubu.¹⁰¹¹

En vue de ce qui s'est passé avec l'électorat de Lumumba, qui fut le réel vainqueur du scrutin de 1960 au Congo et qui avait été au profit de Kasa-Vubu, ne pourrions-nous pas nous poser la question à ce niveau à propos des élections de 2010 en Côte d'Ivoire? Qui des deux, de

¹⁰⁰⁹ Ludo De Witte, *The assassination of Patrice Lumumba*, Éditions Verso, London & New York, 2002, p. x-xvii

¹⁰¹⁰ Emmanuel Konde, *Cameroon: Traumas of the body politic, Um Nyobe's radical nationalism! Ahidjo's old order! Biya's new deal! Yondo Black & FruNdi's multipartism!* Éditions Xlibris, Indianapolis, 2015, p.67

¹⁰¹¹ Jean-Claude Willame, *Patrice Lumumba: La crise congolaise revisitée*, Éditions Karthala, 1990, Paris, p.69-74

Gbagbo ou de Ouattara, était le réel vainqueur du scrutin ivoirien autour duquel surgissaient de nombreux problèmes? Aucun effort ne fut fourni de façon objective pour le recomptage des voix qui simplifierait les choses, mais le moyen qui semblait efficace selon eux était la force. Alors, les cas Lumumba et Gbagbo ont une similarité. Lumumba était le premier ministre d'un Congo démocratique et lui-même démocratiquement élu, fut assassiné le 17 janvier 1961. Gbagbo élu par le peuple ivoirien et couronné par l'organe juridique suprême de la Côte d'Ivoire, fut la cible de la communauté internationale ainsi que celle des forces de l'ONUCI et de la Licorne. À la différence de Lumumba, le président Gbagbo reçut des pluies de bombes sur sa résidence présidentielle, édifice qui ne lui appartenait pas mais à l'État de Côte d'Ivoire et en fut sorti vivant. Par contre de nos jours, il réside à La Haye en Hollande. Qu'avait Gbagbo fait pour mériter un tel sort? Juste parce qu'il respectait le verdict du peuple ivoirien et celui du Conseil Constitutionnel qui l'ont conduit au pouvoir de manière légale, juste et transparente.

Au temps où Lumumba fut arrêté par le colonel Joseph-Désiré Mobutu et remis à Moïse Tshombe avant d'être assassiné. À cette époque, il était compréhensible que ces actes puissent être vécus, puisque nous nous trouvâmes dans la phase de la guerre froide et à son plus haut niveau. Pourquoi les gens avaient mis fin à la vie de Patrice Lumumba? Il avait tout simplement été éliminé puisqu'il voulait le bien être de sa population. Il pensait faire une lutte noble pour un avenir parfait du peuple congolais qui avait enduré les souffrances du joug colonial belge. Pour cette raison, son assassinat fut préparé au préalable et c'est bien ce que confirmait Lord Home en disant se débarrasser dans l'immédiat du leader charismatique congolais, Patrice Lumumba. Lord Home disait ceci en ses propres mots:

*“Lord Home raised the question why we are not getting rid of Lumumba at the present time. If he were to come back to power, there would be immediate stress on Katanga issue, which will get us into all sorts of legalistic differences. He stressed that now is the time to get rid of Lumumba”*¹⁰¹²

Pour analyser les affirmations de Lord Home, il était ainsi clair que Patrice Lumumba n'avait rien fait de mal et ne désirait que tout simplement le bien de ses compatriotes et celui de son pays. Par contre, comme le confirme Michael Klare à travers sa théorie que les conflits actuels ont un lien avec les ressources naturelles, c'est bien ce que nous prouvait les propos de Lord Home. Raison qui motiva plus d'un pour ôter la vie à Lumumba en l'assassinant. Ne serait-il

¹⁰¹² De Witte (2002:xiv)

pas le même cas que celui dans lequel se trouvait Laurent Gbagbo qui luttait depuis longtemps contre le parti unique de Félix Houphouët-Boigny? Ne serait pas Gbagbo vu comme un Lumumba bis, mais cette fois-ci en république de Côte d'Ivoire. Puisqu'il restait un danger potentiel pour ceux à qui il refusait de suivre à la lettre les consignes que ceux-ci lui demandaient de respecter? Gbagbo aurait bien pu être tué et il aurait juste été un martyr et c'était la fin. Mais, il est encore en vie, ce qui signifie que la mission pour laquelle il est sur terre n'est pas encore achevée même s'il n'est pas celui par qui la libération du pays ainsi que celle de la véritable indépendance économique et politique se fera. Néanmoins, il aurait tracé le chemin de la libération des Ivoiriens. Toujours, dans le même ordre que celui de l'éminent professeur d'économie, ancien ministre de l'économie et des finances ainsi que le dauphin constitutionnel, Mamadou Koulibaly, le premier ministre Affi N'Guessan le soutien dans sa thèse de néocolonialisme, et accusa la France d'être à la base du sort que vivaient les Ivoiriens.

Au lendemain de la crise de septembre 2002, Affi N'Guessan descend dans les rues et cria son ras le bol tout en montrant du doigt l'ami indéniable de la Côte d'Ivoire pour ses actions néocoloniales. Évidemment, le président Gbagbo fut arrêté par les forces françaises de la Licorne, puisque ces derniers apportaient leur soutien aux FN qui étaient à la solde de Ouattara, depuis fin mars jusqu'au 11 avril 2011, sur la base de la résolution 1975(2011). Selon le président Medvedev¹⁰¹³, les forces de la Licorne et de l'ONUCI étaient pleinement impliquées dans l'arrestation de Gbagbo et chose que soutenait son ambassadeur juste après les bombardements de la résidence de Gbagbo.¹⁰¹⁴ Quoi d'autre pouvait-on dire si les bombardements de la Licorne ont permis de faire arrêter le président Gbagbo? La France avait-elle contribué à renverser le président Gbagbo ou pas? En plus, que pouvons-nous dire, si une soixantaine de chars français étaient stationnés devant la résidence présidentielle de Gbagbo, lieu où le vainqueur des élections de 2010 et ses ministres ainsi que certains de ses sympathisants avaient trouvé refuge? Peut-on considérer ces actes d'action néocoloniale ou de néocolonialisme ou pas? Ceci nécessite beaucoup de sagesse et d'objectivité pour une réponse adéquate, puisque certains individus s'adonnent aux méthodes néocoloniales et refusent qu'ils soient appelés néocolonialistes ou pas de puissances néo-impériales quand bien même que leurs attitudes le prouvent.

¹⁰¹³ <http://www.voanews.com/content/un-defends-role-in-ivory-coast-119964269/157907.html>

¹⁰¹⁴ <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/cotedivoire/843695/Ivory-Coast-as-it-happened-April-7.html>

Pour tirer une conclusion à ce niveau, nous devons bien parcourir tous les points comme nous le demande la démarche scientifique. Nous constatons qu'au lendemain de la crise postélectorale ivoirienne de 2010, Marine Le Pen, citoyenne française, avait rendu visite au président Gbagbo pour en savoir plus sur les raisons du conflit. Ainsi, Roland Dumas, ancien ministre des affaires étrangères français ainsi que l'avocat Maître Vergès ont également rencontré le président dans l'optique de porter plus haut cette affaire et que selon eux le monde entier devrait savoir les véritables raisons de la crise postélectorale.¹⁰¹⁵ Aujourd'hui nous ne constatons que l'un des deux avocats qui se sont rendus chez le président Gbagbo afin de faire la lumière sur les élections de 2010, est bien décédé et il s'agit de Maître Vergès. Pour toujours, souligner l'aide de quelques Français qui soutenaient Gbagbo, nous allons mentionner l'intervention de Bernard Houdin et de Guy Labertit¹⁰¹⁶ qui était l'un de ses conseillers. Donc, il fut un monde français également autour du président Gbagbo. Il avait le soutien de certains Français. Il n'était absolument pas abandonné de tous les Français. Encore, un groupe de Français manifestaient dans les rues d'Abidjan comme celles de Paris pour dire non à la manipulation dont le président Gbagbo était victime.

Par ailleurs, était-ce Gbagbo obligé d'être aimé des Français pour que sa victoire soit validée? Pas forcément, mais juste souligner le fait que la validation des élections de la Côte d'Ivoire ne devrait aucunement dépendre de l'extérieur, mais plutôt de l'électorat des citoyens ivoiriens et c'est bien ce qui a été fait et validé par le Conseil Constitutionnel ivoirien. Si cela devrait être le cas, qui étaient ceux qui répugnaient le président Gbagbo et pour lequel des intérêts? Nous aurions du accuser la France d'être celle qui constitue le problème majeur de la crise postélectorale de novembre 2010, mais le président Gbagbo en tant que tel avait le soutien d'un nombre de citoyens français. Alors, pour répondre à notre question de l'implication de la France dans la crise ivoirienne, nous ne concluons que la France était partiellement actrice. Dire de la France être la cause de la crise postélectorale ivoirienne tandis que Gbagbo avait des amis français, c'était faire de ces Français des non Français. Du coup, la France semblerait ne pas pleinement être impliquée dans le conflit postélectoral ivoirien.

¹⁰¹⁵ Libération, Les avocats Dumas et Vergès vont défendre Gbagbo, publié le 31 décembre 2010 à 09:48, par Reuters (Source: www.liberation.fr/planete/2010/12/31/les-avocats-dumas-et-verges-vont-defendre-gbagbo_704081)

¹⁰¹⁶ Libération, « Il y a au moins un Français qui conserve table ouverte chez Gbagbo: l'ex- «Monsieur Afrique» du PS, Guy Labertit, ami personnel du président sortant, qu'il accueille chez lui à Vitry-sur-Seine durant son exil, Labertit répète que le camp Ouattara a massivement fraudé et que Gbagbo est le vrai vainqueur », le mardi 7 décembre 2010, p.7, par Thomas Hofnung & David Revault D'Allones

Et donc, si pour certains, l'armée française de la Licorne représentait la France, nous pouvons confirmer que la France était pleinement actrice et avait participé au complot qui permit de renverser et de transférer le président Gbagbo à la Cour Pénale Internationale (CPI). Nous observons comme il avait été mentionné et de savoir si le chef suprême des armées de la France, qu'était Nicolas Sarkozy, intervenait pour la cause de toute la France c'est-à-dire pour celle du peuple français ou pour ses propres intérêts? Si jamais Nicolas Sarkozy le faisait pour ses intérêts personnels, il est donc clair que nous ne pouvons pas accuser le peuple français, puisque les avocats Dumas et Vergès ainsi que Bernard Houdin, Guy Labertit et Marine Le Pen ainsi que certains Français manifestaient pour la cause de Gbagbo d'où pour la Côte d'Ivoire. Il est ainsi clair de rejeter en bloc que l'ancienne puissance colonisatrice n'en voulait pas au président sortant.

Dans le cas où elle devrait l'être, c'est donc elle qui en voulait au président Gbagbo, puisqu'il était dit qu'il était un nationaliste¹⁰¹⁷ et était un danger pour les intérêts de certains investisseurs français. Il fallait donc l'ôter du pouvoir et mettre en place celui qui faisait l'affaire de ces individus dans l'optique de toujours faire fleurir leur chiffre d'affaires et emmagasiner plus de bénéfices que jamais obtenus sous le régime Gbagbo. Mais si nous nous référons au cas Allende, il est bien clair que nous porterons le chapeau à la France comme il a été décidé pour le cas patrice Lumumba, par les Belges et autres le 17 janvier 1961.¹⁰¹⁸ En conclusion, nous noterons que les intérêts d'un groupe priment sur la vie de plusieurs. Il fallait donc tuer plusieurs afin que les intérêts d'un tout petit groupe d'individus puissent tenir.

Du coup, il fallait inverser les résultats des élections de novembre 2010 en Côte d'Ivoire, comme il a été le cas en 1960 au Congo, pour mettre un homme comme Alassane Ouattara à la tête de la Côte d'Ivoire. Mais, pour réellement avoir le véritable résultat de ces élections qui ont causé la mort de plusieurs en Côte d'Ivoire, il nous faudra longtemps attendre pour que la vérité nous soit connue même si cette vérité est immuable. La raison d'être n'y était plus, car le chaos avait gagné le territoire, dans la mesure où l'anarchie venait de l'emporter sur la démocratie. La France était dite impliquée pour certains, mais pour d'autres elle était intervenue pour sauver la vie de la minorité qui était en danger.

Si la France intervenait pour sauver la vie de la minorité qui était en danger, comment est ce que cette minorité pouvait porter Ouattara à la tête du pays, puisque cette minorité était à la

¹⁰¹⁷ Le Monde, « Laurent Gbagbo, du socialisme à la dérive nationaliste », du 27 octobre 2000, p.1, par Fabienne Pompey

¹⁰¹⁸ Ludo De Witte, *L'assassinat de Lumumba*, 3e ed., Éditions Karthala, Paris, 2000, p.22

solde de Ouattara? Et pourquoi n'intervient-elle pas pour l'autre minorité qui était en danger lors des attaques de 2002 tandis qu'il existait un accord de défense militaire? Plusieurs questions pourraient être posées ici dans l'optique de répondre au dégât qu'avait causé ces élections de 2010 et qui étaient pourtant sensées apporter la paix dans le pays. Les deux sortes de réponses sembleraient importantes, dans la mesure où nous nous servons de la démarche scientifique, mais l'une des deux sera la bonne. Nous semblons avoir répondu à la question dans cette partie qui concernait l'implication de la France dans la crise postélectorale de novembre 2010 en Côte d'Ivoire, cependant nous nous gardons toujours avec un peu de réserve pour une confirmation définitive dans les lignes qui suivent.

Autrement, l'hypothèse de guerre de ressources naturelles a été confirmée par les différents rapports du PK, de l'ONUCI et autres sans toutefois être rejetés. Nous avons constaté le transport illégal du cacao, du café et du bois ainsi que celui du diamant sur les marchés de Tel Aviv, Anvers, et Dubaï. Le cacao dont la Côte d'Ivoire avait occupée la première place en 1978 en laissant derrière elle le Ghana qui fut jadis en tête de liste¹⁰¹⁹, a sérieusement été pillé le plus dans les zones sous contrôle des FN. Tandis, qu'il était dit du gouvernement Gbagbo d'avoir fait l'achat d'armes de la rente des fèves sèches (cacao). En conclusion, les attaques de septembre 2002 avaient été une guerre de ressources naturelles, puisque les chiffres donnés n'ont pas été falsifiés. Ils ont été corroborés par les Nations Unies (ONUCI) et le Processus de Kimberley. Sur ce cas nous ne reviendrons plus, puisque les preuves sont palpables et indiscutables. La crise fut une guerre de ressources naturelles et aussi un affrontement néocolonial avec les différentes interventions militaires. Est-ce possible de dire des attaques de 2002 qu'elle fut une guerre civile?

Une guerre civile

Au lendemain des attaques de la nuit du 18 au 19 septembre 2002, plus d'un parlait de guerre civile en Côte d'Ivoire. Les masses médias véhiculaient les messages de guerre civile¹⁰²⁰ dans le pays qui jadis eût été considéré un État stable, pacifique et paisible d'Afrique de l'ouest et figurant parmi les nations prospères du continent africain. Plusieurs rêvaient pour ce fait depuis les pays voisins et les États de la sous région, de visiter ce territoire dont beaucoup faisaient les éloges et qui était souvent appelé le petit Paris d'Afrique. Finalement, l'image qui se présentait n'était plus la même, car des attaques venaient de gagner le pays. Et pour la

¹⁰¹⁹ The New York Times, *"The Felix Houphouët-Boigny, Ivory Coast's leader since freedom in 1960, is dead"*, December 8, 1993, p.1, by Kenneth B. Noble

¹⁰²⁰

plupart, ces attaques seraient les effets d'une guerre civile. Du coup, la Côte d'Ivoire souffrirait des affres d'une guerre civile comme le présentait au monde entier les masses médias, depuis le 19 septembre 2002 jusqu'à la crise postélectorale de novembre 2010.

Tout d'abord, il sera sage et intelligent de définir, selon la théorie de la guerre civile, un conflit qui serait considéré une guerre civile. Généralement, une guerre civile est un conflit qui éclate entre les civils, comme le définit Mary Kaldor dans sa théorie. Cela a été observé depuis la fin du 20^e siècle et continue dans ce millénium. Cette définition est tirée de l'analyse des théoriciens et scientifiques, tels que Samuel P. Huntington et Mary Kaldor. Cette guerre, consiste à opposer des civils qui résident sur un même territoire, au sein d'une nation, ou d'un peuple, c'est-à-dire, à l'intérieur d'un pays. Ce n'est point le genre de conflit qui se déroule entre des États comme il était dans le passé, où nous avons constaté des hostilités entre la France et l'Allemagne et autre, pour donner le résultat des deux guerres mondiales.

Au cours d'une guerre civile, plus de 80% de sa population civile est engagée dans les hostilités, et non les soldats. Et c'est ce que Mary Kaldor appelle les nouvelles guerres et n'a rien avoir avec les bombardements, comme les guerres qui se passaient dans le passé. Ce genre de guerre au cours desquelles les belligérants se jettent des bombes, sont pour elle, des anciennes guerres. Lors des attaques du 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire, plusieurs considéraient ces attaques de guerre civile. Mais nous constatons ici, après plusieurs observations de l'étude de l'objet, nous arrivons à une conclusion que ni les attaques de septembre 2002 et ni la crise postélectorale étaient loin d'être perçues comme une guerre civile. Pourquoi est ce que la crise ivoirienne n'était pas une guerre civile?

Puisque les caractéristiques de guerre civile ne figuraient point dans les différentes crises ivoiriennes. Autre chose pouvait être dit des hostilités ivoiriennes et non une guerre civile. Pourquoi était-elle loin d'être une guerre civile? Plusieurs rejets expliquaient les raisons. Si nous nous fiions au CH Modèle, au cours d'une guerre civile, les populations ne font qu'une guerre de libération et non un conflit de pillage. Par contre, durant la crise ivoirienne, comme il a été démontré et approuvé sans toutefois faire le cas d'opposition des preuves avancées et corroborées par l'ONUCI et PK, les belligérants des zones sous contrôle de FN, ont fait l'objet de commerce illégal du cacao, du café, du bois et du diamant.

Des civils ont été dérobés de leurs biens, tels que le carrelage des maisons, des appartements ont été pillés. Des véhicules ont été emportés par des individus qui venaient de la sous région ou du Burkina Faso voisin. Des filles ainsi que femmes ont été violées, des enfants entraînés

de force par des rebelles pour servir de soldats. Alors, il est très loin et même très loin de dire de la crise ivoirienne qu'elle était un conflit civil. Ce que nous rejetons en bloc. Nous savons comme nous le démontre la définition de la guerre civile que les causes de la crise ivoirienne sont toutes éloignées de ce que nous définit la théorie de guerre civile évoquée par Huntington et Kaldor. Dire des affrontements qui ont eu lieu en Côte d'Ivoire d'être une guerre civile, c'est voiler les raisons ou les différentes origines de la crise ivoirienne comme d'ailleurs l'avait fait les masses médias. De nos jours il est véritablement difficile pour certains de faire des recherches et de lire des articles académiques afin de fouiller et creuser dans l'optique d'obtenir les éléments justificatifs d'un article qui a été publié par un éditorial. Aujourd'hui, il est vraisemblable que plusieurs s'attèlent sur les informations qui parviennent de bouche à oreille. Pourquoi? Parce que bon nombre de ces derniers, n'ont soit pas le temps ou encore moins alphabétisés.

Du coup, ces individus passent plus de temps sur le site internet pour des informations qui sont d'ordre culturel, politique, économique ou encore du domaine de sport. Pour la plupart, les voisins ou proches deviennent automatiquement les fournisseurs d'informations erronées que ces derniers véhiculeront comme message. Dans le passé les gens passaient le message ou l'information sous forme de contes ou de conversation.¹⁰²¹ Enfin, cela était coutume dans le temps passé. Par contre, nous devons nous rendre compte qu'avec le temps les choses ont changé ainsi que les moyens et les méthodes ont évolué. Au commencement était le crieur qui se tenait au point de rue et passait l'information. Cette information plus tard était portée d'une personne à une autre et en un temps soit peu le village fut informé. Mais cette méthode ou procédure est révolue à nos jours. Puisque l'information ne pouvait atteindre tout le monde entier, tel que le cas se présente actuellement.

L'information au sujet du tremblement de terre de 1775 à Lisbonne (Portugal) n'était pas tout à fait connue du monde entier.¹⁰²² Pour en avoir l'information sur ce tremblement de terre de 1775 à Lisbonne, il fallait sérieusement fouiller pour recueillir le message. Par contre, le Tsunami de 2004 en Thaïlande, le message avait été perçu immédiatement par le monde entier.¹⁰²³ Alors, si tel est le cas, que l'information peut faire le tour du monde en un temps record de nos jours, il est ainsi clair que toute information vraie ou fautive peut être connue de

¹⁰²¹ T. G. Apata & J. O. Ogunrewo, *Analysis of traditional information dissemination and communication method among rural farmers: Evidence from traditional communities in Nigeria*, 2010, p.1

¹⁰²² Nick Couldry, Andreas Hepp & Friedrich Krotz, *Media events in a global age*, Éditions Routledge, London & New York, 2009, p.46

¹⁰²³ Ibid

tous en un temps soit peu par la population mondiale. Le système dans lequel nous nous trouvons par le biais de la mondialisation nous tient au courant de tout ce qui se passe à divers endroits du monde en une fraction de seconde. Les masses médias deviennent automatiquement indispensables puisqu'elles sont les moyens à travers lesquels nous nous informons. Ce que la convention du droit européen de l'homme, sur la liberté d'expression nous demande d'avoir droit, en pouvant jouir des messages et de l'information.¹⁰²⁴ Puisque ce droit existe, nous aurons donc besoin de véritables masses médias. Cette masse média n'existe que si et seulement si celle-ci est connectée à la technogenesis humaine.¹⁰²⁵

Puisque, l'information est très importante, il faudra en publier les vraies et non les fausses. Cependant, il existe un système qui consiste à appliquer la méthode de proximité de média. Cette méthode consiste à capter le plus de personnes par les messages que ces derniers souhaiteraient entendre. Du coup, les magazines sont vendus tout en attirant l'attention de ceux pour qui le système a été mis en place. Une étude du marché avait sincèrement été faite pour propulser la vente des magazines. Il ne reste de savoir que ces magazines informent également les populations vivant sur un territoire bien déterminé et leurs alentours. Ces derniers sont donc mobilisés à acheter ces magazines, puisque ce que s'y trouve les concerne et les intéresse.¹⁰²⁶ Alors, si nous nous référons à la crise ivoirienne et les informations que véhiculaient les masses médias, ces affirmations demandaient d'être passées au peigne. Cette analyse devrait être objective. Il était donc question de réellement savoir si les informations qui étaient transmises à propos de la crise ivoirienne étaient justes ou pas, c'est-à-dire, vraies ou fausses. Depuis les attaques de septembre 2002 à la crise postélectorale de novembre 2010, est ce que le peuple ivoirien ainsi que le monde entier avaient véritablement reçus les informations exactes au sujet du conflit ivoirien?

Comme, il a été dit plus haut, nous savons que de nos jours il est très difficile que des individus prennent leur temps pour vérifier les sources d'informations transmises, puisqu'il existe une question de temps qui s'impose à eux. Alors, les chefs de rédactions et éditoriaux pourraient se saisir de cette aubaine pour donner n'importe laquelle des informations. Et encore en république de Côte d'Ivoire, selon les estimations de la CIA, du PNUD, et du FMI établie en 1999/2007, le peuple ivoirien était illettré à 51,3%. De ce fait, nous pouvons

¹⁰²⁴ www.liberty-human-rights.org.uk/human-rights/what-are-human-rights/human-rights-act/article-10-freedom-expression

¹⁰²⁵ Mark B.N. Hansen, *Theory, culture & society*, Vol.23, N.2-3, May 2006, pp.297-306

¹⁰²⁶ Nathalie Femton, Alan Brian & David Deacon, *Mediating social science*, Éditions SAGE Publications, London, 1998, p.53-54

annoncer que ce peuple avait un taux d'alphabétisation qui demeurait inférieur à celui d'analphabétisation. Et ce taux d'analphabétisation était plus observé dans la partie nord du pays, raison qui conclut son implication dans la rébellion armée. Les individus vivants dans le nord ont pour la plupart opté pour les attaques puisque cette partie renferme le taux élevé d'analphabétisation. Pour un pays qui était très acclamé pour son essor économique. Comment pouvait-il renfermer moins d'alphabètes tandis que l'État de Côte d'Ivoire faisait la fierté de la sous région? Une nation pour son développement a véritablement besoin d'un taux élevé d'alphabètes. Si les chiffres que nous offraient le PNUD, le FMI ainsi que la CIA étaient les véritables chiffres, il restait encore assez d'efforts à fournir à ce niveau. Ceci signifie que depuis le régime Bédié en passant de la transition du général Robert Guei au président Gbagbo, le chiffre était négligeable. Du coup, ne pouvons-nous pas nous poser la question de dire que cela était bien ce qu'aurait souhaité le président Gbagbo de remédier et qu'il n'ait pas eu le temps et que cela eût coïncidé avec l'attaque armée de septembre 2002?

Puisque pour mieux diviser un pays, il faudrait que sa population soit analphabète et par la suite, la notion de guerre pourra facilement être acceptée par ce peuple qui est en majeure partie constituée d'analphabètes. Du coup, au vu du taux d'analphabétisme qui surpassait celui des lettrés, le message de manipulation médiatique aurait parfaitement été transmis. Le travail aurait purement et simplement été fait, puisqu'il tombait dans un sol propice à la manipulation. Chose qui aurait favorisé la prise d'arme sans toutefois savoir les raisons de combattre ses propres concitoyens. Il est donc difficile de raisonner et avoir une propre analyse personnelle. Du coup ces derniers sont systématiquement biaisés et tombent dans l'engrenage du mal que celui du bien. Alors, une guerre qui était dite civile en Côte d'Ivoire, était automatiquement à réfuter sur la base de la crise ivoirienne.

Puisqu'une guerre civile est un conflit qui oppose des civils, pour la plupart 80% des habitants d'un même pays. Ce conflit se traduit sur la base d'un affrontement soit religieux ou ethnique. Du coup, pourquoi réfutons-nous l'idée de guerre civile. En procédant par une démarche inductive, c'est-à-dire que nous tirons la conclusion avant de faire la démonstration. Nous réfutons cette idée de guerre civile en Côte d'Ivoire, puisqu'il existe soixante groupes ethniques en Côte d'Ivoire et plusieurs groupes religieux. En plus, le pays est un territoire laïc. Ce qui revient à dire que nul ne s'oppose à la religion d'autrui.

Aucun conflit religieux n'ait eu lieu dans l'histoire de la Côte d'Ivoire. Chacun respecte la religion de son prochain ainsi que le groupe ethnique de son voisin. Il existe même des

alliances entre les groupes ethniques ivoiriens, ce qui implique le fait qu'il peut y avoir des relations réflexives et relatives. Du coup, ces peuples se trouvent liés l'un à l'autre. Il en est de même pour les religions. Les festivités musulmanes sont aussi des événements auxquels prennent part des chrétiens et vice versa. Ce que nous constatons parmi les différentes populations de Côte d'Ivoire. Par conséquent, un conflit ethnique ou religieux est impossible, puisque les peuples vivent en parfaite harmonie. Cette harmonie dont ils jouissent s'extériorise dans les mariages mixtes, de musulmans et chrétiens et voir d'autres religions entre eux ainsi que les différents groupes ethniques. Nous avons pour la plupart des villages de Baoulé (Baoulékro) et Dioula (Dioulabougou) dans presque toutes les villes et villages ainsi que campements de la Côte d'Ivoire. Sur cette base des alliances, de mariages mixtes ethniques et religieux, il aurait été très difficile que ces peuples à différents groupes ethniques et dominés par une variété de religion pourraient se faire la guerre les uns contre les autres pour des motifs religieux ou ethniques.

Loin de ce peuple qui aurait pu se livrer des guerres jusqu'au point où elle sera considérée de conflit civil. Une guerre civile en Côte d'Ivoire comme nous le corroborons était impossible. Mais pour des raisons que nous ignorons, si cela n'était motivé que par des manipulations, ce peuple aurait pu se livrer en guerre mais surtout pas une guerre civile. Pas une guerre civile, parce qu'a lieu des hostilités à forme de guerre civile comme nous le démontre la théorie de choc de civilisations lorsque deux groupes ethniques ou religieux se livrent en opposition farouche. Tel fut le cas des Hutu et Tutsi au Rwanda et Burundi ainsi qu'en Irlande du nord entre catholiques et protestants. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, qui se battait contre qui? Il fut un moment où nous avons observé des conflits ethniques entre Bété et Baoulé dans des campements et certains villages Bété, entre 1995 et 1997.¹⁰²⁷ Cette opposition n'avait duré que quelques jours et avait été résolue. En plus elle n'a pas engendré la confrontation de tous les Bété et Baoulé de Côte d'Ivoire. Il est clair que ce genre de mentalité n'existe pas dans l'esprit de l'Ivoirien. Ce fut bien la raison qui nous motivait dès le début à réfuter cette affirmation que plus d'un n'aurait pu justifier par des faits empiriques si l'occasion leur était demandé.

Les masses médias ont fait ce qui était en leur faveur pour qualifier la crise ivoirienne des noms qu'elles voulaient. Les masses médias ont contribué en mal à crise que traversait le pays jadis considéré pacifique et paisible. Par contre, il existait peu de groupes médiatiques qui

¹⁰²⁷ Côte d'ivoire foreign policy and government guide, Volume 1, Strategic information and developments, Éditions International business Publications, Washinton DC, 2011, p.176

divulguaient des informations justes sur le cas de la Côte d'Ivoire en temps de crise. Ce fut le cas de Prussia TV et d'Al Jazeera news. La crise ivoirienne fut plutôt une crise médiatique qu'un conflit ethnique et religieux. Cette crise n'était décidément pas une guerre civile, puisqu'elle était loin de l'être. Elle ne l'était pas puisque les interventions militaires étaient étrangères. Et en plus les civils ivoiriens avaient moins pris part à ses hostilités puisqu'elles restaient purement militaire avec des bombardements qui ne pouvaient dire de leur nom. La force Licorne ainsi que celle de l'ONUCI n'étaient pas composées d'autochtones ivoiriens, mais plutôt de multinationaux. Le terrain ivoirien était méconnu à certains et pour d'autre impraticable. Les bombardements nous ramenèrent aux anciennes guerres comme nous le décrivait Kaldor à travers sa théorie, puisque les méthodes utilisées au cours cette crise correspondaient à celles qui concordaient aux pratiques des deux grandes guerres du passé. Les bombardements de çà et là sur les antennes de la radio télévision (RTI), le centre hospitalier universitaire (CHU) de Cocody, la résidence présidentielle de Gbagbo et d'autres endroits qui étaient classés dans le patrimoine national ivoirien et voir international. Plusieurs habitats ont vu le toit de leur logis voler en éclat, sous l'orage des bombes de la Licorne et de l'ONUCI.

Les dégâts causés par les bombardements aériens étaient véritablement énormes et demandait un montant colossal pour la reconstruction des lieux endommagés. Le peuple ivoirien qui était sensé faire cette guerre, puisqu'elle était dite civile, courait de partout pour se frayer une cachette pour ceux qui n'avaient pas eu la grâce de trouver refuge dans les premières heures de la crise postélectorale, dans des lieux qui leur étaient inconnus. Au cours de cette guerre dite civile, plusieurs nouveaux acteurs étaient présents, même l'ECOMOG était au rendez-vous. En plus, une bonne partie de la population ivoirienne était déjà exilée dans les pays voisins du Mali, du Ghana, de la Guinée, du Togo, du Benin, et autres ainsi qu'en Europe. Si jamais les moyens de guerre civile se pratiquaient désormais par voie aérienne, combien d'Ivoiriens pouvaient s'offrir un avion de guerre?

En fait, les destructions massives étaient constantes, et le peuple ivoirien fut tué en groupe. Enfin, ceux qui formaient le bouclier humain devant la résidence de Gbagbo afin d'empêcher son assassinat furent massivement tués. Malheureusement, ces êtres humains sont tombés sous les bombardements aériens de la Licorne et de l'ONUCI. Ce que nous pourrons reprocher ici, n'est non pas le nombre important de morts que créèrent les bombardements aériens, mais aussi la destruction des monuments qui étaient enregistrés sur la liste du patrimoine national et qui sûrement figuraient sur la liste du patrimoine international. Il n'est

pas du devoir de l'UNESCO de mettre un terme aux hostilités dans un pays, mais un seul mot aurait été lancé en l'encontre du patrimoine national et international. Ou revenait-il de dire que comme le siège de l'UNESCO est à Paris (France) et que c'était sous les bombardements de la Licorne que cette organisation (UNESCO) devrait fermer les yeux sur ce qui se passait en Côte d'Ivoire? Si cela était le cas, il peut être dire de l'UNESCO d'être peu crédible. D'où douter de sa crédibilité.

Par contre, nous n'avons aucunement pas le droit de porter un jugement contre cette organisation, s'aurait été juste un souhait de l'intervention verbale de l'UNESCO dans la destruction du patrimoine national ivoirien et aussi international qui se trouvaient certainement sur le territoire. Cette intervention verbale et encore imaginaire de l'UNESCO si elle avait un poids aurait permis également la sauvegarde des vies humaines qui se seraient réfugiés dans ces bâtiments qui ont été détruits. Autrement, il est certainement vérifié qu'au cours d'une guerre civile, les habitants qui se livrent en guerre peuvent aussi démolir des bâtiments, mais ces dégâts auraient été vraiment négligeables.

Nous ne concluons ici, que les différentes crises ivoiriennes qui se sont écoulées depuis le 19 septembre 2002 au 11 avril 2011 n'avait rien d'un conflit civil, c'est-à-dire ni un affrontement ethnique ni religieux comme ceux du Burundi et de l'Irlande du nord, qui marquent spécialement les caractéristiques de guerre civile (Irlande du nord).¹⁰²⁸ Du coup, il est souvent fréquent que des individus donnent un autre titre à des conflits dans l'optique de brouiller les pistes c'est-à-dire détourner les véritables raisons, causes ou origines pour profiter de ces atrocités. Ils veulent tirer profit des hostilités tout en prétendant intervenir dans le cadre de la responsabilité de protéger (R2P) comme le soutient Parekh Bhikhu.¹⁰²⁹ Donc, les dés sont lancés de la sorte comme nous les décrivis le penseur Bhikhu. En conclusion la crise ivoirienne n'avait rien d'une guerre civile, mais il aurait été raisonnable de donner le titre de conflit qui lui conviendrait exactement. Beaucoup étaient ceux qui ont été bernés dès les débuts jusqu'à la fin des hostilités. Par contre, aujourd'hui avec le procès du présent Gbagbo qui suit son cours, les faits empiriques nous parviennent au fur et à mesure et le voile qui se dressait entre la vérité et le monde entier, se déchire graduellement afin que nous puissions nous rapprocher tout doucement de la vérité même si elle n'est pas immuable.

¹⁰²⁸ John Brewer, David Mitchell & Gerard Leavy, *Ex-combatants, religion, and peace in Northern Ireland*, Éditions Palgrave Macmillan, New York, p.xiv

¹⁰²⁹ Baylis & Smith, *Globalization of world politics*, p.558

Par ailleurs, une vérité de la crise ivoirienne doit être finalement connue même si certaines la connaissent déjà et veulent la manipuler. Puisque pour certains le conflit était un affrontement ethnique et que trois groupes ethniques seraient liés aux parties politiques majoritaires, il nous faut porter la lumière sur l'existence de ces différentes populations ainsi que leur contribution dans la crise du pays qui éclata dès le 19 septembre 2002 avant de s'étendre sur près d'une décennie, au 11 avril 2011. Du coup, nous nous poserons la question de savoir si ces trois groupes ethniques repartis en population Baoulé, Bété et Dioula sont vraiment liés aux partis politiques majoritaires de la Côte d'Ivoire.

Les groupes ethniques et leur évidente influence sur les prétendus partis politiques

Trois partis politiques que sont le FPI, le PDCI-RDA et le RDR, sont dits d'avoir des acquantances avec des groupes ethniques de Bété, de Baoulé et de Dioula. Généralement, il est dit de ces partis politiques d'avoir un lien étroit avec chaque groupe ethnique mentionné ci-dessus. Le FPI est dit d'être à la solde des Bété, tandis que le PDCI-RDA est le bien être des Baoulé et le RDR est un acquis des Dioula. Il est resté à savoir si ces différentes affirmations sont vérifiées ou pas?

Ce qui est avancé à l'encontre des trois groupes ethniques vis-à-vis des partis politiques ne sont que des hypothèses. Nous avons cependant, le choix de confirmer ou de rejeter ce qui a été avancé. Alors nous nous devons de procéder par la méthode scientifique. Certains individus peuvent appartenir ou être affiliés à des partis politiques pour des raisons d'intérêts, soit d'ordre régional, local, d'intérêt commun, d'idéologie ethnique, de raison culturelle ou de conviction c'est-à-dire lié à un programme de gouvernance, de démocratie, de justice ou autre.

En premier, si nous évoluons de manière graduelle, nous pouvons dire du PDCI-RDA être le plus vieux parti de la république de Côte d'Ivoire, car il connût le jour en 1946.¹⁰³⁰ Tandis que le FPI était un parti politique clandestin qui se forma dans l'ombre, en 1982 et a été officialisé le 11 avril 1990.¹⁰³¹ Par ailleurs, le RDR est un parti créé par Djeny Kobina en 1994¹⁰³², au lendemain du mécontentement de certains partisans du PDCI-RDA par rapport à la crise que connût le parti après la mort du père fondateur du parti, Félix Houphouët-Boigny. Par ailleurs,

¹⁰³⁰ Rfi Afrique, Côte d'Ivoire | Politique Côte d'Ivoire, *Côte d'Ivoire: Les 70 ans du PDCI-RDA*, publié le 09-04-2016, modifié le 09-04-2016 à 11:37, archives d'Afrique: spécial Houphouët-Boigny

¹⁰³¹ Le Mandat, *Ironie du sort: 11 avril 1990: naissance du FPI 11 avril 2011: chute de Laurent Gbagbo*, N.541 du 21/6/2011, p.1, par Mass Domi

¹⁰³² Inter Press service, News agency, *Côte d'Ivoire-Human rights: Some are more national than others*, Abidjan, July 22 1996 (IPS), by Melvis Dzisah (IPS correspondent)

le PDCI-RDA était le fruit du SAA qui fut créée en 1944, et lui à son tour œuvra pour le bien être de toute la communauté africaine. Son combat était noble et datait de longtemps. Du coup, il connaissait les rouages des politiques africaines et européennes, puisque le fondateur Houphouët-Boigny était syndicaliste agricole, qui défendait la cause des agriculteurs dont il faisait partie. Il a également été député à la constituante française et ministre de cinq différents gouvernements de la France. En général, le PDCI-RDA avait dirigé en premier le pays, durant trente-trois ans par Houphouët-Boigny, un Baoulé.

À sa mort en 1993, le président Bédié lui succéda au cours de la même période et dirigea les arènes du pays ainsi que celle du parti. Bédié étant lui également un Baoulé. Nous observons que le parti du PDCI-RDA depuis sa création n'avait été dirigé que par deux Baoulé. Ce qui revient à dire que, si nous nous limitons à la période de l'indépendance du pays à la chute du président Bédié, nous notons que cela totalisait 39 ans (de 1960 à 1999) de règne Baoulé sur le parti du PDCI-RDA. Ceci n'est qu'une observation qui ne pourra qu'amplifier notre démarche et non directement nous permettre de tirer une conclusion, pour dire du PDCI-RDA d'être un parti politique du peuple Baoulé comme certains souhaiteraient l'entendre. Ce ne sont que des prémices et nous poussons plus loin notre recherche. Tandis que le FPI était dirigé par Laurent Gbagbo qui est un Bété et Alassane Ouattara dont la citoyenneté était douteuse et contestée, est à la tête du RDR, quand bien même que le parti a été créé par Djeny Kobena qui lui était un Agni. Alassane Ouattara est devenu ivoirien par le texte de l'article 48 qui a été ratifié par le président Laurent Gbagbo. Sur la base, des trois leaders politiques et leur appartenance ethnique respective, il aurait pu être confirmé que les différentes hypothèses ont été prouvées. Confirmer de la sorte serait de faire une abduction. Ce que nous ne concluons pas du coup, nous devons porter plus loin le travail.

Si nous nous référons au cas du RDR, il est fort probable qu'une falsification de thèse émise comme hypothèse soit réfutée, puisque le premier à avoir créé et dirigé le parti est un Akan, du nom de Djeny Kobena. Et plus tard, le parti fut dirigé à la mort de Djeny Kobena par Ouattara qui lui est considéré Dioula, puisqu'il est sensé venir du nord de la Côte d'Ivoire. Autrement, si nous nous atelons sur le fait que les partis politiques étaient uniquement dirigés par les trois différents groupes ethniques de Baoulé, Bété et Dioula, que nous avons mentionné, nous aurions provisoirement pu accepter ce qu'avançaient les gens comme arguments. Mais, ce sont des faits insuffisants pour en tirer une conclusion. Les trois leaders politiques provenaient des groupes ethniques dont ils étaient associés. Donc, ceci ne confirmerait pas le fait que tous les membres qui étaient affiliés aux partis politiques

respectifs constituait obligatoirement les couples FPI-Bété, Baoulé-PDCI-RDA et RDR-Dioula.

Nous débuterons avec le cas PDCI-RDA, puisqu'il demeure le plus vieux parti politique de la république de Côte d'Ivoire. Le parti était dirigé par Houphouët-Boigny et après le président Bédié, qui sont tous les deux des Baoulé. Le groupe ethnique, Baoulé, des deux premiers présidents, ne détermine pas l'appartenance ethnique des membres du parti PDCI-RDA.

Il peut y exister des membres du PDCI-RDA qui ne soient obligatoirement pas des Baoulé et qui sont autres que Baoulé. Ils sont soit Bété, Dioula ou Abbey, Attié, en fait provenant de l'un des groupes ethniques parmi les soixante autres. Du coup, l'ancienneté du parti aurait certainement attiré un nombre important d'autres groupes ethniques qui avaient sincèrement foi soit aux leaders ou au parti politique en tant que tel. Par contre ceux qui n'étaient point attiré par le parti unique et qui ne voulaient pas y adhérer ont tout simplement refusé d'accorder de l'intérêt à la politique, d'où ils étaient neutres ou des opposants clandestins. Ceci fut le cas des Bété qui avaient subi les répressions ou représailles de l'affaire Kragbé Gnagbé, en 1970 et de la disparition de Biaka Boda ainsi que la mort mystérieuse d'Adrien Dignan Bailly. Ces derniers étaient restés en orbite. Par contre, bon nombre de Bété ont adhéré au sein du PDCI-RDA, puisqu'il existait une base du parti politique à Gagnoa qui fut influencé par le riche commerçant de la région de Gagnoa, Yacouba Sylla, qui lui-même n'était intéressé à la politique. Yacouba Sylla était celui qui apportait le plus de soutien financier aux adeptes du PDCI-RDA, dans cette région. Il était influent financièrement.

A ce niveau, il était falsifiable et de dire du PDCI-RDA qu'il n'était pas l'acquis des Baoulé, puisque certains Bété étaient membres ainsi que d'autres individus de différents groupes ethniques. Une variété de groupes ethniques se partageait le PDCI-RDA. Mais dire du PDCI-RDA qu'il est dominé de Baoulé, demeure une réalité puisque ce peuple a une forte union et une vie de communauté efficace. Avec eux, c'est l'union fait la force. Et cela a été vérifié et prouvé lors du scrutin de novembre 2010. Une fois que le président Bédié avait annoncé qu'ils devaient tous porter leur voix sur l'électorat de Ouattara, ils ont immédiatement exécuté à l'appel. Puisqu'ils écoutent à la lettre ce que leur dit le chef ou la reine dans la mesure où ils sont un peuple qui se fie au système féodal de par leur histoire. Ils n'ont pas le droit de s'opposer ni à la déclaration du roi ni à celle de la reine. Ils doivent abdiquer sans plainte. Mais toutefois cela ne signifiait pas que la totalité du peuple Baoulé en Côte d'Ivoire était majeure à 100% pour que leur électorat puisse porter Ouattara à briguer la présidence, même

si ce peuple représente le plus grand groupe ethnique des Akan.¹⁰³³ Ceci serait la raison qui expliquait leur choix pour soit Houphouët et Bédié.

Quant aux Bété, ils semblent plus démocrates qu'autre groupe ethnique de la Côte d'Ivoire. Ils sont libéraux et peuvent dire ce qu'ils ressentent. Ils peuvent échanger avec leurs parents et discuter comme le faisait les grecques dans l'ancien temps en nous référant à la démocratie directe qui de nos jours est difficile à pratiquer.

Par contre, il semble qu'en pays Bété cette sorte de démocratie existe. En pays Bété, il existe un arbre, que ces deniers appellent l'arbre à palabre. La place de l'arbre à palabre, est le lieu où ces derniers reçoivent des informations, participent aux réunions, règlent leurs litiges et parlent des futurs évènements (mariages, festivités et autres).¹⁰³⁴ Ce système d'arbre à palabre est d'une structure hiérarchisée. Si nous essayons de faire allusion à l'Agora, place publique où les citoyens athéniens se réunissaient pour parler de politique, de démocratie, de justice et autres, nous constatons que le peuple Bété avait une avance en démocratie, quand bien même qu'il était dit d'eux d'être anarchistes tel que le soulignait le président Bédié.¹⁰³⁵ Son arbre à palabre était une représentation de l'Agora en pays Bété, ce qui signifie que les Bété marchaient selon le système de la grecque antique, raison qui expliquerait l'engagement des Bété dans la politique.¹⁰³⁶

En fait, la démocratie a débuté sur la place de l'Agora. Et l'Agora était le lieu où les grands philosophes se réunissaient pour discuter de la bonne gouvernance de la société civile. Du coup, si le peuple Bété avait fait une copie de l'Agora qu'il avait fait appeler l'arbre à palabre, c'est bien une raison qui faisait d'eux de bons démocrates. Ceci serait la justification de leur présence effective sur la scène politique ivoirienne. Par ailleurs, cette attitude de démocrate les conduit à adhérer au parti de leur choix et non obligatoirement être, comme il est dit de tout Bété d'être partisan du FPI. Et d'ailleurs, le FPI ne connût que le jour le 11 avril 1990. Il existait déjà un ancien parti politique qu'est le PDCI-RDA qui referme plusieurs fils Bété.

En somme, ceci expliquerait la cause qu'il peut avoir moins de Bété au sein du FPI qu'il existe de Baoulé au cœur du PDCI-RDA et de Dioula au RDR. La présence de Baoulé au

¹⁰³³ Yves Marguerat, *Des ethnies et des villes, Analyse des migrations vers les villes de la Côte d'Ivoire*, Cah. ORSTOM. Sér. Sci. Hum, vol. XVIII, n.3, 1981-1982: 303-340, p.305

¹⁰³⁴ A, Ladurantie, Administrateur des colonies, *En Côte d'Ivoire: Au pays Bété de Gagnoa*, Revue géographique des Pyrénées et Sud-Ouest, Tome 14, fascicule 2-3, 1943, pp.93-149, p.103

¹⁰³⁵ Epiphane Zoro-Bi, *Juge désarmer la violence en Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2004, p.165

¹⁰³⁶ Susan E. Alcock & Robin Osborne, *Classical archaeology, 5(a) Urban paces and central places, the Greek world*, by Antonio Hölscher, Malden & West Sussex, Éditions Wiley-Blackwell, 2012, p.170-171

PDCI-RDA est plus remarquée que celle de Bété au FPI. La présence de Baoulé est minime au FPI qu'il en existe de Bété au PDCI-RDA ou au RDR. En définitif, ce ne sont pas les Bété qui font le FPI, mais plutôt le groupe ethnique Attié. Ces Attié sont le plus en soutien au FPI, puisqu'en Gbagbo ils se retrouvent et le considèrent comme leur chef charismatique. D'ailleurs, le nom Gbagbo en langue Attié signifie celui qui ne dit rien que la vérité. Ces individus sont ceux qui ont réellement soutenu le président Gbagbo dans sa lutte d'opposant. Ce sont eux qui l'ont porté au pouvoir y compris la participation des Abouré.

Le FPI est le parti de Côte d'Ivoire qui est le plus composé de différents groupes ethniques que les autres partis politiques du PDCI-RDA et du RDR. Le RDR est le regroupement à majeure partie des habitants du nord de la Côte d'Ivoire et ceux des pays voisins tels que le Burkina Faso, le Mali et autre. Le parti du RDR comparé aux autres, demeure le plus récent après le PDCI-RDA et le FPI. Les partisans du RDR comprennent difficilement les enjeux politiques puisque pour la plupart du temps ils n'ont que recours à la violence pour résoudre les questions qui concernent la politique. Selon eux, la violence serait la seule et le dernier recours de résolution aux questions d'ordre politique. Avec eux, les individus parlent moins et agissent violemment et dans de bref délais. Il semblerait que depuis l'accession de ce parti politique a emprunté une autre tournure qui ne se caractérise que par le désordre, juste après la mort du fondateur Djeny Kobena. Ce parti aurait imposé la violence à la scène politique ivoirienne.

Les trois partis politiques que certains qualifiaient d'être affiliés à certains groupes ethniques de la Côte d'Ivoire, ne le sont pas. Aucune preuve parfaite ne pouvait confirmer de manière exacte, les hypothèses qui ont été évoquées. Le FPI constituait un brassage de groupes ethniques, tandis que le PDCI-RDA avait plus de Baoulé au sein de son parti et le RDR était le bastion politique des Dioula. Enfin de compte, était il possible que ces trois différents partis politiques puissent accepter sans problème le verdict du procès des urnes?

Les élections d'octobre et novembre 2010

Les élections d'octobre et novembre 2010 tant attendues et qui étaient sensées restaurer la paix en Côte d'Ivoire, n'avait qu'empiré la situation qui donnait ouverture sur une crise postélectorale. Les deux premiers tours étaient entièrement truffés de fraudes, si nous pouvions nous exprimer ainsi, sinon entachés d'irrégularités. D'un côté se plaignait le président Bédié qui dès le premier tour fut le malheureux candidat et était d'un coup dégagé de la compétition. Par contre, le verdict donnait Bédié en deuxième position après Gbagbo.

Mais pourquoi sommes nous arrivés à ce spectacle? Comment un candidat qui devrait être admis au second tour des élections puisse être écarté et le troisième qui sûrement était Ouattara, puisque Gbagbo venait en première position, puisse se retrouver au second avec la 3^e place? Cette troisième place ne donnait d'ailleurs pas droit au second tour. Comment pourrions-nous justifier ce miracle dans les années à venir? Triste mais, cela fut la réalité des élections du mois d'octobre 2010, considéré le premier tour du scrutin. Avait-il de la force, le président Bédié pour riposter et reprendre sa place?

Quel aurait été l'apparat justificatif à l'écartement du second tour auquel il avait droit? Pourquoi le parti du PDCI-RDA est il resté muet face à cette irrégularité grossière? Pourrait cela nous tirer l'attention et de dire de Bédié qu'il a mené le parti et ses partisans en bateau, puisqu'il avait signé une alliance pour le second tour avec son ennemi juré, Alassane Ouattara? Par contre, nous ne devons pas jeter la pierre à Bédié et reste à savoir si l'acte que venait de poser Bédié n'avait jamais été posé par un politicien ou un parti politique. Gbagbo et Ouattara une fois, en 1995, avait formé un bloc contre Bédié. Ce bloc était le Front républicain qui était constitué du FPI et du RDR. Cette alliance politique fut mise sur pied pour faire front à Bédié qu'il devrait détronner par la voie des urnes. Mais nous avons constaté que ce front républicain n'avait pas porté fruit, car une dissolution se fut et les deux partis sont allés en rang dispersé, lorsque la question identitaire de Ouattara avait émergé.

Si c'est sur cette base qu'est parti Bédié pour faire un front contre Gbagbo au cours des élections de novembre 2010, nous croyons que le pion a été mal poussé, car le pays vivait dans une impasse de près d'une décennie. Alors, les situations n'étaient pas pareilles. Le président Bédié aurait plutôt revendiqué sa deuxième place pour le second tour que de se dresser contre Gbagbo qui luttait pour le bien être du peuple ivoirien. Si Gbagbo menait une lutte de libération pour le bien être des Ivoiriens et que Bédié lui-même étant Ivoirien, alors Gbagbo oeuvrait également pour Bédié. Donc, quel était le motif pour lequel Bédié s'était joint à Ouattara au second tour du scrutin? Ne croyait-il pas en sa victoire qui le conduisait au second tour? Ou voulait-il juste se venger de Gbagbo en fonction du front républicain dont faisait partie Gbagbo? Était-il préférable pour Bédié de ternir l'image de son parti que de vouloir se venger de Gbagbo. Avoir cette pensée, si cela était le cas, est un acte dangereux qu'avait posé le cher président Bédié qui aurait décidément mené son parti et ses partisans en bateau. Du coup, son égoïsme a primé sur l'intérêt du parti et celui de la nation ivoirienne.

De surcroît, les enjeux n'étaient pas pareils, puisqu'en 1995, le cas était national tandis qu'en 2010, la crise ivoirienne était internationale puisque de nouveaux acteurs étaient intervenus. Le choix de Bédié fut mal placé et n'avait pas son droit d'être. Le président Bédié venait de poser un acte qui allait créer un chaos après le second tour. Nous pouvons comprendre qu'il voulait certainement se racheter de la haine qu'il avait contre Ouattara, mais au même moment il aurait du faire le bon choix et au bon moment. Mais s'il n'était conscient du fait qu'il venait de faire un mal très ardent à la nation ivoirienne, les jours à venir lui feront un plomb dans la cervelle afin qu'il comprenne le poids de l'acte qu'il avait posé.

Au final, le second tour s'effectua entre les candidats Gbagbo et Ouattara, du FPI et du RDR respectivement. Le FPI devint La Mouance Présidentielle (LMP) et le RDR, le Rassemblement des Houphouétistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP). Une fois le second tour entamé, les résultats furent également entachés d'irrégularités c'est-à-dire de fraudes massives. Par ailleurs, le Conseil Constitutionnel avait fait de son mieux, afin d'éviter un chaos, de remédier aux erreurs commises. En fin de compte, le verdict du Conseil Constitutionnel proclamait Gbagbo le président de la république de Côte d'Ivoire, après le recomptage des voix, tandis que le CEI déclarait Ouattara vainqueur.¹⁰³⁷

Cette CEI dont la tâche était de donner les résultats provisoires durant une période de soixante-douze heures avait failli à la mission qui lui fut accordé, puisque n'ayant pas respecté le délai qui lui était reparti. Par contre, elle s'autorisa à déclarer Ouattara vainqueur du scrutin de novembre 2010, de surcroît dans le QG de ce dernier, sans la composition complète des membres de la CEI. Par ailleurs, le représentant du secrétaire général des Nations Unies en Côte d'Ivoire, Choi Y. J. confirma le verdict de la CEI en soutenant que Ouattara était le président du pays. Une confusion totale fut installée au sein du peuple ivoirien au sortir du scrutin de novembre 2010. Dans un premier temps, la CEI avait méprisé la constitution ivoirienne tout en négligeant les institutions du pays. Ce qui revient à dire que la CEI n'a pas fait son devoir de citoyen républicain et fait preuve d'état de droit puisqu'elle a foulé au pied la constitution ivoirienne. Cette CEI s'enfichait éperdument du désordre qu'elle causa, par rapport à son acte vandale qu'elle avait posé.

Non seulement, la CEI s'était très mal comportée, mais aussi Choi Y. J. avait également sa part de responsabilité. Choi Y. J. était lui aussi un véritable troubleur d'ordre. Si Choi Y. J.

¹⁰³⁷ Libération, « Deux présidents, Alassane Ouattara, déclaré vainqueur par la commission électorale indépendante a été reconnu par la communauté internationale. Laurent Gbagbo, vainqueur selon le Conseil Constitutionnel, n'est soutenu que par l'Angola », le mardi 28 décembre 2010, p.7, par Sabine Cessou

qui était l'un des véritables perturbateurs, était le représentant de l'ONUCI, alors l'ONUCI ainsi que l'ONU étaient soit indirectement ou également impliquées dans le chaos qu'avait créé la CEI et Choi Y. J. au sein du peuple ivoirien au lendemain de la proclamation du scrutin de novembre 2010. Choi Y. J. venait de signer son forfait dans la crise ivoirienne juste après son apparition au journal de 20 heures. Ce fut un cas historique pour la nation ivoirienne. Pourrait-on dire la honte, l'ignorance, le non respect des institutions agréées? Le chaos venait de se dessiner, car les tensions étaient déjà au rendez-vous. Qui des deux présidents devrait renoncer à son pouvoir? Était-ce Gbagbo ou encore Ouattara?

Par ailleurs, il était bien dit dans la constitution électorale que la CEI ne proclamait que les résultats provisoire du scrutin que devrait valider par la suite, le Conseil Constitutionnel. À quoi servait donc d'inverser les rôles? Les rôles inversés prouvaient certainement la reconnaissance de la défaite de Ouattara. Puisque c'est bien le Conseil Constitutionnel qui avait le plein droit de valider le titre du vainqueur des élections de 2010, qui devrait faire renaître la paix, une stabilité et une sécurité dans le pays. Finalement, un désordre fut créé. Que devraient donc faire les agents de sécurité et défense? Devraient-ils faire arrêter Ouattara ou pas, puisqu'il avait en frein à la constitution ivoirienne? Si cela devrait être le cas, faire arrêter Ouattara, aurait-il été si simple ou facile comme nous le croirions? Ouattara était à l'hôtel du Golf, entouré de ses hommes du FN et son quartier général encerclé par les agents de sécurité de l'ONU. Ce n'aurait pas été une mince affaire si les agents de sécurité et de défenses considérés les soldats pro-Gbagbo, s'étaient engagés à le faire arrêter. Tout était bien ficelé pour ne plus avoir accès à Ouattara, puisqu'il était désormais un être pour qui la communauté internationale se mobilisait. Il était donc intouchable et indéboulonnable comme l'avait lui-même une fois annoncé.¹⁰³⁸

Du coup, une communauté dite internationale dressée contre Gbagbo, le président élu des Ivoiriens, protégeait Ouattara. Qu'avait donc un individu à craindre, si une communauté dite internationale était à sa solde? Que ne ferait pas ce dernier? Toute chose qu'il se permettrait ne lui sera point révoquée. Il avait une puissance militaire autour de lui, des hommes qui avaient attaqué la Côte d'Ivoire en septembre 2002. Alors, de quoi avoir peur, le soutien est énorme, il s'étendait sur différents continents. Tuer l'aurait-il effrayé? Occasionner des dégâts était la moindre des choses. Se pavaner, se vanter, se permettre tout serait de son quotidien, car ce dernier régnait en maître absolu comme au temps jadis, dans une Côte d'Ivoire dont le

¹⁰³⁸ Jeune Afrique, N. 2866 du 13 au 19 décembre 2015, p.24

poids n'était que léger aux yeux de ceux qui l'ont construit. Chose que réfute Hannah Arendt, en insistant sur le mal qu'il faut éloigner du milieu des humains. Puisque nous observons tous les maux que critiquait Hannah Arendt, durant cette période en Côte d'Ivoire. Le bourreau soutenu par la dite communauté internationale, se faisait passer pour la victime.¹⁰³⁹

Par contre, ces élections auraient été une réussite, si les irrégularités qui ont été truffées n'y avaient pas été associées. Une victoire démocratique aurait gagné la Côte d'Ivoire qui avait souffert des affres de la guerre durant près d'une décennie. Elle aurait été un exemple de démocratie en Afrique de l'ouest à l'instar du Benin, du Sénégal et du Ghana. Mais, les choses ne se présentaient que différemment. Franchement, les élections auraient été bien si et seulement si le scrutin c'était déroulé de façon juste et transparente, tout en ayant commencé par le désarmement et pas de triche.

Par contre, il a été notifié que les zones sous contrôle des FN avaient été le plus troublées. Des irrégularités de çà et là, ont été enregistrées par certains observateurs. Il aurait été bien que ces élections tant attendues se soient déroulées sur la base d'éthique et morale, pour le bien être de tout le peuple ivoirien ainsi que ces résidents immigrés, pour qui la Côte d'Ivoire serait un « paradis ». En plus, ce scrutin aurait permis au pays pour sa première fois d'avoir organisé des élections démocratiques, justes, et transparentes, puisque celles d'octobre 2000 étaient véritablement contestées. Une nouvelle page de la vie politique en Côte d'Ivoire aurait été signée dans le livre record des élections démocratiques. Cela se serait donc soldé par l'exemple type de démocratie en Afrique de l'ouest. En raison de ce gain qui aurait été compté comme une victoire de la paix sur la guerre, la violence se serait imposée à nouveau au peuple ivoirien qui depuis près d'une décennie vivait dans l'impasse, la stupeur et l'instabilité.

Et pourquoi donc, les gens avaient inversé les résultats du scrutin proclamé par le Conseil Constitutionnel? Que nous apprenait l'histoire en validant le verdict de la CEI au mépris de celui de la plus haute juridiction (le Conseil Constitutionnel) de la Côte d'Ivoire? En définitif, les acteurs internationaux s'en moquent plus de la constitution d'un pays. Ils sont plutôt motivés par leurs intérêts qui priment sur l'existence des êtres humains. Ces acteurs extérieurs communément appelés investisseurs ou organisations internationales, étaient intervenus dans la crise ivoirienne pour leur intérêts personnels. Ils ont donc contribué au chaos qui secouait la Côte d'Ivoire au lendemain du verdict prononcé du Conseil Constitutionnel et de la CEI et de

¹⁰³⁹ Gérard Prunier, *The Rwanda crisis: History of a genocide*, Columbia University Press, New York, 1995, p.xiii

celui de Choi Y. J. Ce revient à dire que les résultats du scrutin étaient connus d'avance. Les dés furent lancés avant que les élections n'aient eu lieu. Ouattara était d'avance le président des Ivoiriens avant le dépouillement du scrutin. Le premier tour des élections nous l'a prouvé, où il vient en troisième position, et normalement n'ayant pas droit au second tour, se retrouva en face de Gbagbo dont il est dit avoir battu, quand bien même que le président sortant fut couronné par le Conseil Constitutionnel, organe accrédité pour la validation et confirmation du scrutin électoral en Côte d'Ivoire.

Ce fut en quelque sorte, une compensation à Ouattara qui depuis 1993, à la mort d'Houphouët-Boigny voulait le siège présidentiel. Celui a qui la course présidentielle de 1995 avait glissé sous la main et encore celui dont la candidature fut banni au scrutin de 2000. Pour certainement, lui faire oublier tous ces refus, le scrutin de 2010 lui fut offert sur un plateau d'or.

Si nous nous référons au verdict du Conseil Constitutionnel, il n'était aucunement pas le vainqueur des élections d'octobre ni de novembre 2010. Un favoritisme lui fut réservé pour briguer la présidence de Côte d'Ivoire. Il jouit toujours de cette aubaine qui pourrait lui être tombé du ciel, comme une manne, depuis le 11 avril 2011. En somme, la proclamation des résultats du scrutin de novembre 2010 avait véritablement crée une psychose au sein du peuple ivoirien, ce qui motiva une peur pour plusieurs en Côte d'Ivoire. Avec ces déclarations irresponsables, était-il possible au peuple ivoirien d'éviter une crise postélectorale?

Une crise postélectorale

Une crise postélectorale n'était aucunement à éviter, puisque les caractéristiques qui conduisent à une crise étaient réunies.¹⁰⁴⁰ Donc, le chaos ne devrait pas être choquant. Il était prévu comme planifié. Les Ivoiriens qui avaient sentir le danger de loin, lors d'un premier tour sans le désarmement, avaient pris la tangente pour se réfugier dans les pays environnants. Puisque personne n'avait besoin de vision prophétique pour entendre crépir les coups de fusils dans les rues. Il était certain que les hostilités devraient reprendre, puisque les partisans de part et d'autre rêvaient de la victoire de leur candidat. Rien n'avait été fait au sujet du désarmement qui était une priorité avant l'organisation du scrutin. Les cas sierra léonais et libérien auraient pu attirer l'attention du peuple ivoirien, par rapport aux résultats du non désarmement avant une compétition électorale d'un pays qui fut déchiré par des conflits

¹⁰⁴⁰ Libération, « *La Côte d'Ivoire retient son souffle après un scrutin tendu hier, les rumeurs de fraude et l'annonce des résultats pourraient enflammer le pays* », le lundi 29 novembre 2010, p.4, par Thomas Hofnung

durant une longue période. Le Liberia et la Sierra Léon sont deux États qui ont traversé des difficultés que connût également la Côte d'Ivoire. Dans ces entités qui quelques années auparavant été frappées par la guerre, les protagonistes avaient décidé de mettre un terme aux hostilités, mais tout en procédant par le vote afin d'instaurer la paix au sein de leur population respective. Par contre, ils avaient omis de désarmer les différentes factions. Une fois les élections organisées, celui qui perdit reprit les armes pour exprimer son mécontentement.

Les cas sierra léonais ainsi que libérien ne furent pas les seuls exemples, un cas palpable était celui de l'Angola, au temps de l'UNITA et du MPLA qui se sont livrés en spectacle après que Jonas Savimbi contestait d'aller au second tour du scrutin.¹⁰⁴¹ Les hostilités avaient repris. Alors, si ces exemples existaient et que rien n'eût été fait pour éviter le pire en Côte d'Ivoire, il était bien compréhensible que les conséquences seraient ceux auxquelles la population faisait face. Puisque les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Il était évident qu'en Côte d'Ivoire se reproduise ce qu'avait vécu les Angolais, les Libériens, et les Sierra Léonais. En Côte d'Ivoire, non seulement, le désarmement n'a pas eu lieu mais encore le scrutin fut terriblement truqué.¹⁰⁴² Le résultat de toute cette manigance, n'aurait conduit qu'à la reprise des hostilités. Évidemment, c'est bien ce qui se passa lorsque Choi Y. J. fit sa déclaration en rejetant le verdict final du Conseil Constitutionnel, et validant plutôt le résultat provisoire de la CEI. Les hostilités ont donc débuté le lendemain et se sont écoulées sur plusieurs jours. Il ne revenait ni du droit de la CEI ni de celui de Choi Y.J. à proclamer les résultats du scrutin. Ni la CEI, ni Choi Y. J. et encore moins l'ONUCI avait du respect pour la constitution ivoirienne, dans la mesure où tous ensembles outrepassaient le pouvoir du Conseil Constitutionnel ivoirien. Tous avaient mis en péril la vie de bon nombre de citoyens ivoiriens.

Par contre, la décision du Conseil Constitutionnel était irrévocable. Puisque ce Conseil Constitutionnel est la copie exacte de celui de la France. Et durant les élections comme en France et au États-Unis, les citoyens s'en tiennent à la constitution, car c'est elle qui compte le plus. Alors si cela était le cas aux USA, en France, il aurait été également pareil en Côte d'Ivoire. Mais plus d'un l'ont foulé au pied. Du coup, l'huile avait été mise sur la flamme. Les hostilités suivirent leur cour. Plus rien ne pouvait arrêter les tensions. Existait-il un moyen par

¹⁰⁴¹ Le Monde, « *Les premières élections libres succèdent à trente années de conflits, mais la tension reste vive dans le pays* », le 29 septembre 1992, p.1, par Frederic Fritscher

¹⁰⁴² Libération, « *Paris, Bruxelles et Washington accroissent la pression. Avec ces élections qu'ils jugent truquées* », le samedi 18 et dimanche 19 décembre 2010, p.7, par Thomas Hofnung

lequel une trêve serait mise à ses affrontements? Question qui restera posée sans toutefois avoir une certitude d'être répondue de manière positive. Il n'était plutôt possible que des affrontements aient lieu qu'un statu quo puisse exister. Les enjeux menaient en bonne et due forme au seul canal qui fut préalablement tracé. Un conflit sans frein qui devrait au maximum endeuiller des familles, faire des assassinats et des enlèvements, voir le retentissement des coups de fusils.

La CEI, Choi Y. J. venait de créer une instabilité qui débuta dont nul ne savait la fin. La responsabilité de ces affrontements et du nouveau chaos créée était infligé au président Gbagbo, comme il toutefois refusait de reconnaître sa soit disant défaite. Au fait, nous pouvons comprendre la démarche par laquelle procédait la CEI, l'ONUCI, les hommes de Ouattara. Attribuer une telle charge au président Gbagbo le conduirait indirectement à renoncer au poste que lui avait confié le peuple ivoirien ainsi que le Conseil Constitutionnel. En somme, c'était pousser Gbagbo à bout afin de se rebeller contre le choix et la décision du peuple souverain ainsi que le verdict du Conseil Constitutionnel. Du coup, le président Gbagbo se serait débarrassé automatiquement de son sens de citoyen républicain. Mais ces intentions ne firent reculer, le vainqueur des élections de novembre 2010, d'un iota.

Il demeurait serein et imperturbable. Ni les menaces en provenance de l'intérieur comme de l'extérieur du pays ne l'ébranlaient guère. Pour certains, il était tellement assoiffé du pouvoir qu'il restait indifférent aux meurtres de ses concitoyens. Tout de même, que pouvait-il le mouvoir s'il était dit d'être un dictateur? Comme convenu, les meurtres et les dégâts lui furent inculqués, à lui et à l'armée ivoirienne que certains considéraient d'être à la solde du président Gbagbo, d'où du coup, l'armée pro-Gbagbo.¹⁰⁴³ La finalité de toute cette conspiration était de préparer le chemin du président Gbagbo en direction de La Haye. Lieu où il se trouve aujourd'hui. Une fois arrêté, Ouattara serait le président du pays, chose qui se vit actuellement, puisqu'il est celui qui dirige sans opposition le pays d'Houphouët-Boigny.

Par ailleurs, le pire aurait été évité, si les conditions du désarmement furent au rendez-vous et que les élections ne furent point truquées. Une paix durable aurait à nouveau régné au sein du peuple ivoirien. Une autre solution qui aurait permis à la nation ivoirienne d'être paisible n'eût été le recomptage des voix comme l'avait souhaité le président Gbagbo. Une autre question que nous pourrions nous poser et de savoir si cela avait été fait pour ne pas en arriver aux

¹⁰⁴³ New York Times, " Security forces open fire on protesters in Ivory Coast", Sunday, December, 5, 2010, p.8 by Adam Nossiter

affrontements. Mais il était clair que le Conseil Constitutionnel avait préliminairement œuvré sur ce cas, de ce qui concernait les irrégularités mentionnées en zone sous contrôle de FN. Recompter les voix du scrutin de novembre 2010, aurait véritablement apporté la lumière sur le véritable vainqueur des élections. Cela aurait évité le bain de sang dans lequel jonchaient d'innocents ivoiriens. Et encore, ce n'était pas la première fois que cela se passait dans l'histoire des humains. Puisque ce genre de problème est arrivé aux États-Unis, lors du processus électoral et nous avons assisté au recomptage de voix. Ce qui permit de savoir qui d'Al Gore ou de fils Bush avait remporté le scrutin dans ces États qui posaient problème.

La solution, sinon la méthode de résolution était le recomptage des voix comme l'avait souligné le président Gbagbo. Il avait même pris le monde entier à témoin en confirmant que si le recomptage de voix le rendait vaincu, il partirait du pouvoir sans contestation. Mais plus d'un faisait la sourde oreille, car ils avaient déjà élu le président de la république de Côte d'Ivoire, avant le jour même du scrutin. Gbagbo devrait à tout prix tomber. Car pour certains, il avait duré au pouvoir. Il était accusé d'avoir fait 10 ans de pouvoir, ce que d'autres traduisaient en un mot, Gbagbo le dictateur, celui qui aime le pouvoir et qui s'y accrochait. Si Gbagbo aimait tellement le pouvoir ou encore était un véritable dictateur, pourquoi demanderait-il le recomptage des voix? Le recomptage des voix n'aurait-il pas été le moyen le plus adéquat, pour faire sauter le dictateur et celui qui s'accroche au pouvoir? Pourquoi avaient beaucoup renoncé à cette méthode?

Que se cachait-il derrière ce refus de recomptage de voix qui était si facile et le moyen par lequel plusieurs avaient résolu un cas similaire à celui de la Côte d'Ivoire? Ou ce système était-il fait pour un certain nombre d'État et non pour le territoire ivoirien? En 2000, aux États-Unis, les élections qui opposèrent Bush à Al Gore avaient subi le recomptage des voix.¹⁰⁴⁴ Et de ce recomptage de voix en était sorti victorieux, George W. Bush. Si ce recomptage comme il a été rejeté en Côte d'Ivoire, n'avait pas eu lieu aux États-Unis, l'histoire aurait noté un fait dans son agenda. Certainement que le recomptage de 2000 aux États-Unis n'aurait pas eu lieu et nous aurons eu la copie du non recomptage des voix en Côte d'Ivoire. Nous ne croyons que le recomptage des voix du scrutin de novembre 2010 aurait

¹⁰⁴⁴ Dagens Nyheter, "Trycket ökar på Gore (...) för Amerikanerna det var konstitutionen som gäller", lördag den 11 november 2000, p.12, från Mats Carlbom

pleinement aidé le peuple ivoirien sur le plan démocratique. Ce refus de recomptage de voix s'est justifié par une perte de temps, tout simplement Gbagbo devrait quitter le pouvoir.¹⁰⁴⁵

En somme, le facteur temps jouait et primait sur la vie de pauvres civils et innocents ivoiriens. Ces deux refus, c'est-à-dire celui de Gbagbo de reconnaître sa défaite tandis qu'il est le vainqueur et celui du non recomptage, ont conduit la Côte d'Ivoire à l'abattoir. Le sang de civils ivoiriens a coulé et véritablement coulé sans cesse durant des jours et des mois, au lendemain de la proclamation du verdict du Conseil Constitutionnel, et des années pendant et après les attaques de 2010 ainsi que depuis 2002. Alors, le facteur n'aurait du pas posé un problème. L'occasion leur fut brandit pour recompter les voix et se débarrasser une fois pour toute du dictateur et assoiffé de pouvoir Gbagbo. Aux États-Unis, en 2000, même si les deux entités pour certaines personnes ne seraient pas comparables, tandis que la charge des nations déclare que peu importe la superficie et le nombre d'habitants du pays, tous les États sont pareils.¹⁰⁴⁶

Les USA ont procédé au recomptage des voix et quelques jours après fut déclaré Bush, le président des États-Unis. Alors, sur cette base a été Bush le vainqueur du scrutin de son pays. Du coup, Ouattara qui avait le soutien de la dite communauté internationale n'aurait du pas s'inquiéter, puisque ce processus aurait validé en bonne et due forme son électorat. Par ailleurs, sa victoire aurait été douteuse, tandis que Gbagbo le vaincu était pour cette méthode et lui le fameux vainqueur n'avait aucunement mentionné d'un seul iota cela. De quoi lui et ses alliés se reprochaient-ils? Ce procédé aurait stabilisé le pays si le recomptage était fait et que Gbagbo était le malheureux candidat. Il aurait mérité de plus sa peine de la CPI avec beaucoup plus d'ardeur, car il répondrait à toute sorte de tueries et de dégâts. Cependant tout reste encore flou de nos jours au moment même où le procès de Gbagbo se déroule à La Haye. La procureure Bensouda est continuellement à la recherche de preuves contre Gbagbo, malgré le temps qui lui fut accordé afin de collecter ces preuves ainsi que les témoins à charge. Nous nous trouvons dans un impasse juridique qui prend assez et même énormément de temps. Ce fameux temps qui était précieux, lors du recomptage des voix qui de nos jours, n'est plus utile. Il reste dès lors de savoir si le temps est pour les vaincus.

En somme, il serait possible d'associer le temps à la justice et de finalement dire que le temps est l'équivalence de la justice, surtout dans le cas de la crise ivoirienne. Puisque selon

¹⁰⁴⁵ New York Times, "Ivory Coast: threat to oust Gbagbo" Saturday, December, 25, 2010, p.12, by Reuters

¹⁰⁴⁶ Chapter III, organs Article 7-8, *Charter of the United Nations & the Statute of the International Court of Justice*, p.10

Thrasymachus la justice n'existe pas mais elle demeure le joyau du plus fort.¹⁰⁴⁷ Et le temps qui devrait être sacrifié au recomptage était détenu par les plus forts. Les plus forts puisque qu'aucun recomptage ne s'est fait, le président Gbagbo n'a pas pu recompter les voix. Ceci était la preuve que Gbagbo était faible, d'où en face de personnes fortes. En quelque sorte, ces derniers détenaient la notion du temps que nous ne pouvons quantifier.

Gbagbo était faible et il s'opposait à un groupe de plusieurs forts. Sur quoi comptait le président Gbagbo pour faire cette lutte à ces derniers? D'où lui provenait cette force qui lui permettait de s'égaliser aux forts qui constituaient le groupe de ceux qui détenaient le temps d'où la justice. Combien de temps pouvait durer cette lutte puisqu'il ne se livrait qu'en spectacle à ceux qui détenaient le temps. Donc son temps de lutte était aux mains de ceux à qui il livrait sa bataille. Cette bataille était veine car, ils savaient tous que Gbagbo le vainqueur des élections de novembre 2010, fut le vaincu en fonction du temps qui lui était établi. En tant que faible pouvait cet individu se défendre? Si tel est le cas, combien de temps durerait sa lutte? Le cas Bush et Al Gore fut sûrement une étape de fort. D'où le temps était reparti entre ces deux individus de manière équitable.

Par contre, une fois que les forces sont inégalement réparties, la justice fait automatiquement le contraire de ce qu'elle représente, car la balance penchera d'un côté, et ce côté est celui du plus fort. Une chose à noter est que durant la même période ou le problème d'irrégularités sévissait en Côte d'Ivoire, le scénario pareil éclata en Haïti, le 28 novembre 2010.¹⁰⁴⁸ Une délégation fut mise sur pied pour résoudre le problème par la résolution du recomptage des voix. Parmi les adjuvants du recomptage de voix en Haïti, figuraient Bill Clinton et la France, qui s'opposait au recomptage du président Gbagbo. Décidemment, cette idée a été balayée du revers de la main et de force. Ainsi donc, le candidat qui avait été choisi par la dite communauté internationale avait été installé. Alors, si le recomptage avait eu lieu en Haïti et qu'il n'avait pas été fait en Côte d'Ivoire automatiquement le mensonge dans lequel se fourrait cette fameuse communauté internationale allait se faire rattraper par son propre procédé. Du coup, il n'était plus nécessaire de recompter les voix en Haïti, car Gbagbo et ses partisans se seraient servis de cette opportunité pour revendiquer un recomptage de voix en Côte d'Ivoire.

¹⁰⁴⁷ George F. Hourani, *Thrasymachus' definition of Justice in Plato's "Republic"*, *Phronesis*, Vol. 7, N.2 (1962), pp.110-120, p.110

¹⁰⁴⁸ Libération, « *Le scrutin haïtien tourne à la débâcle, présidentielle les partis d'opposition dénoncent des fraudes massives et exigent l'annulation du scrutin* », lundi 29 novembre 2010, p.7, par Fabrice Rousselot

Ce cas ne fut pas le dernier de cette décennie, puisque deux années plus tard, nous assistons au même scénario en France au sein du parti de l'UMP. Cette fois-ci c'est le cas François Fillon et Jean-François Coppé.¹⁰⁴⁹ Comment les départager? Des deux, tout comme en Côte d'Ivoire, Fillon la victime fut le choix du grand public.¹⁰⁵⁰ Pour Fillon, Jean-François Copé est le semeur de trouble au sein de l'UMP.¹⁰⁵¹ Une autre alternative avait été appliquée à cette crise au sein de l'UMP, afin de sauver ce parti.¹⁰⁵² Avait-il été fait par des coups de canons ou des bombardements aériens? Absolument pas, le procédé pour la résolution de l'électorat du président du parti UMP ne sera que fait par le recomptage de voix et non des bombardements de la Licorne ni de l'ONUCI sinon de l'ONU ou de l'ONUF (Organisation des Nations Unies en France même si ce cigle n'existe pas, ONUF parce qu'ONUCI). D'aucun dirait que les cas ne sont pas similaires, car il s'agit d'un pays d'une part et d'autre part de la présidence de parti politique. Tout compte faire, ce qui importe le plus, c'est le processus.

Ni Coppé ni Fillon n'ont été menacés d'abandonner le fauteuil de la présidence de l'UMP. Mais de longues discussions ont été entamées pour une résolution de crise par des moyens pacifiques. Nous pouvons comprendre que le scénario de Fillon et Coppé n'a pas aussi duré comme celui de la Côte d'Ivoire qui aboutissait à près d'une décennie. Donc, il ne fallait plus discuter avec Gbagbo, puisqu'il semblait être le problème. Mais, c'était lui qui fut attaqué en septembre 2002. Il n'était qu'en position de légitime défense. Alors, la communauté dite internationale pouvait être un peu souple avec le président Gbagbo et les Ivoiriens en général. Un problème qui doit aboutir à la paix ne se résout pas par la violence, comme le disait Albert Einstein. Du coup, qu'est ce qui motive les forces de Licorne et de l'ONUCI pour faire une offensive contre le président Gbagbo? Son charisme de leader nationaliste comme le prétendait plus d'un ou sa tactique de vouloir une indépendance économique et politique?

En somme, la patience devrait avoir ses limites avec le cas Gbagbo, puisqu'il aurait mené les organisations internationales en bateau durant près d'une décennie. L'heure était venu où il devait faire place à celui que la communauté dite internationale avait choisi, il s'agissait de Ouattara. Puisque cela avait été décidé, il était temps que Gbagbo saute. Du coup, une série de

¹⁰⁴⁹ Le Monde, « *Nicholas Sarkozy, recours espéré d'un parti en miette, « c'est à lui de jouer », a estimé Juppé, lundi matin* », le 27 novembre 2012, p.3, par Alexandra Lemarié

¹⁰⁵⁰ Le Monde, « *M. Fillon, considéré comme « la victime », s'en sort mieux auprès du grand public* », le 27 novembre 2012, p.4, par Thomas Wieder

¹⁰⁵¹ Le Monde, « *Jean-François Copé porte seul désormais la responsabilité d'un échec qui touche notre parti et compromet, au-delà, l'image de l'action politique* », le 27 novembre 2012, p.2, par Vanessa Schneider

¹⁰⁵² Le Monde, « *Une journée de la dernière chance* », le 27 novembre 2012, p.2, par Vanessa Schneider

sanctions coulaient jour après jour sur lui et son entourage. Sûrement le recomptage des voix aurait fait régner le calme en Côte d'Ivoire.

Par contre, les coups de fusils et de bombardements aériens ne faisaient que des morts du côté des Ivoiriens. Parmi les morts, des pères, des mères, de jeunes filles et garçons voir souvent des bébés. Le pire serait que les pères ou mères ainsi que frères et sœurs qui tombaient sous les balles étaient les parents de ceux qui travaillaient avec les personnes âgées en France. Ceux qui prenaient soin de ces personnes âgées étaient les fils et filles de la Côte d'Ivoire. Du coup, ceux qui tuaient en Côte d'Ivoire les parents de ceux qui prenaient soin des siens en France, étaient ceux qui étaient sans cœur en Côte d'Ivoire. Difficile, mais cela fut la réalité du temps. Ceux dont les parents étaient tués étaient très tristes toutefois qu'ils parvenaient aux nouvelles de ce que faisaient les enfants de ceux dont ils s'occupaient en France. Il était vrai que ces derniers percevaient un salaire mensuel pour le travail qu'ils faisaient en France tout comme ceux qui tuaient les parents des autres en Côte d'Ivoire étaient également rémunérés car eux accomplissaient leur mission ce qui correspond à leur travail. Autrement, si les Ivoiriens qui travaillaient comme auxiliaires de vie en France refusaient d'entretenir ses personnes âgées, il était évident qu'ils ne percevraient pas de salaire. Puisqu'ils refusèrent de travailler sur la base des tueries de leurs parents en Côte d'Ivoire. Réaction qui aurait été sûrement juste, s'ils avaient décidé ainsi.

Ces vieillards n'auraient eu personne pour les garder et les entretenir puisque leurs enfants à eux ne souhaiteraient pour la plupart du temps pas prendre soin d'eux, c'est bien la raison pour laquelle ils sont internés dans ces endroits. Alors, la méchanceté de certains pourrait entériner le bonheur de tout un autre groupe. Comme certains le dirait que le refus de Gbagbo fit que plusieurs Ivoiriens étaient tués. Pour d'autres la méchanceté d'un groupe de personnes fait que des populations sont assassinées en masse en Côte d'Ivoire. Ce cycle aurait été relatif. Mais ce qui revient à retenir ici est qu'une vie humaine est importante et la politique devrait être un jeu au cours duquel tout individu doit être pris en compte. Car la vie en communauté contribue à l'évolution d'une société. Il est donc inutile de faire du mal à son prochain. Mais de nos jours, tel ne fut pas le cas en 2010 en Côte d'Ivoire. Ce n'était que des pluies de bombes qui se déversaient quotidiennement, de fin mars jusqu'au 11 avril 2011, sur la population ivoirienne. Triste nouvelle, mais les bombes ont faits de véritables dégâts et des morts en masse. Et c'est ainsi que fonctionne le monde dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui. Ce monde est devenu si méchant que pour des questions d'ordre une bonne

population paie le prix d'une guerre dont elle n'a aucune notion. Un monde pareil avec de telles méchancetés se verrait en décadence.

Un monde meilleur et évidemment parfait serait celui sans les armes conventionnelles. Pourquoi des armes conventionnelles à quoi servent-elles? L'utilisation de ces armes durant des conflits consisterait à faire la publicité des ces outils de guerre. Encore, détruire le maximum possible de monuments ou de bâtiments et une fois les conflits finis, ce sera un marché de reconstruction. D'où de nouveaux contrats de construction. Tel fut le cas de la Côte d'Ivoire qui fut débattu à l'assemblée nationale française, pour les bombardements liés au refus de Gbagbo de céder le pouvoir au candidat reconnu par la communauté dite internationale. Tuer son semblable, en lui sautant la tête du corps, parfois en l'éclaboussant jusqu'au point où la personne est irrécupérable. Tout ceci a été observé en Côte d'Ivoire, durant la crise postélectorale, plus tard appelée guerre civile. Des interventions militaires ont été faites dans l'optique de protéger des civils, mais plusieurs civils ont été tués. Pourquoi donc tuer pour sauver d'autres vies? Etait-ce vrai que les opérations étaient des interventions humanitaires?

En somme, les bombardements aériens en Côte d'Ivoire répondaient à plusieurs points. Mais le point clé consistait à faire sauter Gbagbo et mettre en place Ouattara qui était l' élu de la dite communauté internationale. Et cette procédure était partie d'un système démocratique. Il est donc intéressant de poser la question et de savoir qu'est ce que la démocratie? Certaines personnes la définiront comme la majorité d'un. La majorité d'un ne compte pas, mais c'est plutôt notre conscience qui devrait être le plus pris en compte. Pourquoi est-ce que c'est la conscience qui est la plus importante? La conscience est plus à considérer, que le groupe que la démocratie contemporaine prend en compte, puisqu'elle sait faire la part des choses, c'est-à-dire, faire la différence entre le bien et le mal. Est-il possible que la démocratie soit toujours juste ou équitable?

Essayons de faire un flashback et mentionner la théorie de l'héliocentrisme. Cette théorie fut évoquée et appliquée par Nicolaus Copernicus (1473-1543). Pour Copernicus, à travers sa théorie, la terre tourne autour du soleil à la différence de ceux qui disaient que c'était le soleil qui tournait autour de la terre. Du coup, plusieurs étaient ceux qui réfutaient sa théorie, puisque la position de l'église était contraire à celle de Copernicus. Il arrivait des moments même où ses adeptes lui tournaient le dos parce qu'ils ne voulaient terminer leur vie en prison ou être tués. Personne n'avait le droit de contredire l'église à cette époque. Pour ce fait,

Copernicus a été traduit en justice pour répondre à sa thèse de la terre tourne autour du soleil. Il s'est défendu et essaya de se dédire sur sa théorie. Quelques années plus tard, Galilei Galileo (1564-1642) repris la même thèse que Copernicus, il fut jeté en prison. Après Galileo arriva Bruno Giordano qui défendait les mêmes causes que ses prédécesseurs, mais il fut brûlé vif.¹⁰⁵³ Copernicus était dans le faux puisque la majorité comme le définissait la démocratie remportait le pari ou départageait le nombre pour décider de celui ou celle qui avait raison. Durant plusieurs années des personnes avaient longtemps opposés la théorie de Copernicus.

De nos jours tout le monde de façon universelle sait que c'est bien ce qu'avait évoqué Copernicus et qui était combattu, qui fit une fois un meurtre, qui est connu de tous aujourd'hui. Le monde entier est convaincu actuellement où nous écrivons que c'est la terre qui tourne autour du soleil et non le soleil autour de la terre. Il est ici clair que la dite démocratie qui se définit par la majorité était en erreur, puisqu'elle avait fait brûler Bruno Giordano et emprisonné Galilei et fait dédire Copernicus. Pourtant ces derniers avaient bien raison, mais ils ont été persécutés par la majorité qui était dans le faux. Alors, ce n'est pas toujours que la démocratie est dans le vrai. La démocratie peut quelque fois induire en erreur comme il a été fait dans le cas de la théorie de l'héliocentrisme.

Donc, si nous appliquons le cas de Copernicus au scrutin de novembre 2010, en Côte d'Ivoire, qui déboucha sur une crise postélectorale, essayons de procéder par une démarche scientifique, ce que n'avait certainement pas fait la majorité qui soutenait Ouattara au lendemain des résultats du scrutin. En conclusion, le fait que Gbagbo n'était pas soutenu par la majorité qu'il avait réellement été vaincu et que Ouattara était le véritable vainqueur. Gbagbo aurait eu peu de soutien international et aurait obtenu la plénitude de l'électorat ivoirien qui le portait à la tête du pays, puisque c'est le peuple qu'il devrait gouverner. Par contre, Ouattara pouvait être couvert de la majorité de la communauté dite internationale et ayant le taux le plus bas du scrutin. Du coup, il n'était certainement pas celui sur qui les Ivoiriens avaient porté leur choix. Nous aurions du faire attention à ce niveau en nous référant au cas de Copernicus. En conclusion c'est le temps qui nous donnera le véritable vainqueur comme le réel vaincu du scrutin de novembre 2010.

Actuellement, le procès suit son cour à La Haye. Qui de Gbagbo ou de Ouattara est le vrai vainqueur, avec le temps, il sera connu encore une fois de plus par le monde entier. L'attention ne sera certainement pas trop portée sur Ouattara, mais plutôt sur Gbagbo, puisque

¹⁰⁵³ Godfrey-Smith, *Theory and reality*, p.14-15

Ouattara est celui qui gouverne de nos jours comme l'avait programmé la soit dite communauté internationale. Puisque des questions sont le plus souvent posées par rapport au scrutin de novembre 2010 qui a un lien avec le procès de Gbagbo, quel serait l'impact des trois principaux leaders de partis politiques du FPI, du PDCI-RDA et du RDR de Côte d'Ivoire? En quoi est ce qu'ils impacteront la scène politique ivoirienne?

Bédié, Gbagbo et Ouattara

Ces trois acteurs politiques sont ceux qui ont marqué la scène ivoirienne après la mort du président Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire. Nous ne mentionnons pas le général Robert Guei, pour ceux qui se poseraient la question, il n'était que là pour la transition, d'où pour une courte période. Bédié, Gbagbo et Ouattara sont ici pris en considération, puisque leurs partis politiques étaient les mieux vus durant les attaques de septembre 2002 et de la crise postélectorale de novembre 2010. Pour continuer notre étude, Bédié est l'homme qui a succédé à Houphouët, en 1993, lorsque la mort du président avait été annoncée. Comme nous le savons, Houphouët et Bédié étaient tous les deux des Baoulé. Bédié était également celui qui devrait assumer les fonctions de président en cas de vacance du pouvoir, puisqu'il était le président de l'assemblée nationale ivoirienne et comme l'attestait l'article 11 de la constitution. Le président Bédié avait dans le passé exercé les fonctions d'ambassadeur durant plusieurs années. Une fois sa fonction d'ambassadeur achevée, il revint en Côte d'Ivoire où certaines autres responsabilités lui furent confiées. La vie de Bédié fut longtemps merveilleuse que celle de Gbagbo. Il avait vécu un luxe extraordinaire bien avant d'accéder au poste de président de la Côte d'Ivoire. En général, il avait vécu comme un véritable chef Akan.

En 1993, à la mort du président Houphouët-Boigny, Bédié dirigea le pays jadis connu comme le petit Paris d'Afrique. Une fois au pouvoir les conditions de vie des Ivoiriens connurent une phase dramatique. La situation de vie des Ivoiriens sur plusieurs plans prend un coup fatal. Par ailleurs, il existait depuis la mort du président Houphouët une tension de successeur entre Bédié et Ouattara. Qui des deux devrait accéder au fauteuil présidentiel. Bien évidemment, le siège revenait à Bédié comme la constitution ivoirienne le prédisait en son article 11. En somme, Ouattara à qui était certainement méconnu cet article s'empressait de vouloir briguer le siège présidentiel qui lui fut ôté par le véritable successeur d'Houphouët qu'était Bédié. Du coup, Ouattara serait un imposteur, puisqu'il voulait s'emparer du plus grand poste du pays dont il n'avait aucune notion. Soit il était inconscient de ce que pouvait signifier un poste

présidentiel ou encore il s'en fichait éperdument de la constitution ivoirienne. Si cela était bien le cas, son attitude nous l'a encore une fois prouvé ou confirmé au cours des élections d'octobre et de novembre 2010.

Le fauteuil que désirait Ouattara et qui l'opposait à Bédié en 1993, il l'a repris en octobre 2010 puisqu'il a usurpé la victoire de Bédié qui devrait le conduire au second tour du scrutin. Ce pouvoir, il l'a également et finalement pris de force à Gbagbo, c'est-à-dire à coup de fusils et bombardements aériens. Il a donc, profité de l'assistance étrangère dont il bénéficiait en octobre et novembre 2010, pour se refaire une injustice qu'il qualifierait de justice. En somme, il fait d'une pierre deux coups, puisqu'il se venge de Bédié vis-à-vis des années 1993, 1995 dont il fut victime de tractations. Ensuite, la poursuite de sa vengeance se résumait au mandat d'arrêt lancé contre lui par Bédié. Sa colère était continue puisqu'il la nourrit contre le général Guei par rapport au scrutin de 2000 auquel il ne pris point part. Il étendit aussi ce mal au peuple ivoirien qui aurait voté en sa défaveur en référence du référendum de juillet 2000 lié à l'article 35 de la constitution ivoirienne. Alors, une forte colère animait sûrement Ouattara qui se fit passer pour une victime du système et du peuple ivoirien. Il fut temps pour lui de se venger et c'est bien ce qu'il réussit à faire une fois que Gbagbo le naturalisa ivoirien sur la base de l'article 48.¹⁰⁵⁴ Aurait-il été bien de le naturaliser ivoirien puisqu'il était dit d'être originaire du Burkina Faso? Avait commis Gbagbo une erreur de le naturaliser? Pourrait-il être dit que Gbagbo était celui qui a causé le malheur des Ivoiriens sur cette base de l'article 48 dont il s'est servi pour la naturalisation de Ouattara?

Il était vrai et confirmé par des preuves de sources valables que Bédié ait occasionné les difficultés que traversèrent les Ivoiriens à une période de leur vie, par contre Ouattara, lui s'est rebellé contre la constitution du peuple ivoirien. Dès lors, il aurait été évident que le peuple ivoirien se méfiait et de Bédié et de Ouattara, puisqu'ils étaient deux éléments dangereux pour la société ivoirienne. Ce qu'ils d'ailleurs attestent et prouvent au cours du second tour du scrutin de novembre 2010. Leur coalition au sein du RHDP était une véritable preuve de destabilisation de la Côte d'Ivoire. Nous avons observé qu'au lendemain de la proclamation des résultats du scrutin par le Conseil Constitutionnel, la CEI qui était à la solde du RDR et PDCI-RDA, quelques jours plus tard était investit en RHDP. La fusion PDCI-

¹⁰⁵⁴ L'article 48 de la Constitution, imité de l'article 16 de la Constitution française du 4 octobre 1958, confie au président de la République le pouvoir de prendre « les mesures exigées par ces circonstances ». Ce faisant, le président de la République peut aller au-delà du domaine réglementaire; il peut intervenir dans le domaine de la loi. C'est pourquoi, la Constitution prévoit l'obligation pour lui de consulter, non seulement le président de l'Assemblée nationale, mais, aussi le président du Conseil Constitutionnel; le président de la République doit le faire avant de recourir, éventuellement, aux pouvoirs de crise que lui confère l'article 48 de la Constitution.

RDA et RDR, qu'était le RHDP nous confirmait combien Bédié et Ouattara étaient un danger permanent pour le peuple ivoirien. À la suite de cet accord du RHDP s'en étaient suivis des affrontements et ce fut le peuple ivoirien en majorité qui avait payé les pots cassés.

Au cours des années quatre vingt-dix, le président Gbagbo étant l'opposant farouche du PDCI-RDA, avait même prévenu les partisans de ce parti du comportement de Ouattara. Et que les avantages qu'ils faisaient à Ouattara se retourneraient contre eux et qu'ils devraient penser à l'effet Boomerang de la chose. Il était prévisible de dire de Gbagbo qu'il était un visionnaire. Gbagbo lui qui parlait de l'effet Boomerang en évoquant le cas Ouattara, s'associera à ce dernier pour une fusion de front républicain.

Pourquoi donc nouer une alliance avec celui que Gbagbo considérait être un danger pour les Ivoiriens? Alors, un front républicain en 1995 contre le PDCI-RDA, d'où contre Bédié puisqu'il était le président du parti. Cet acte avait été posé dans l'optique non seulement de valider la candidature de Ouattara à ce scrutin qui devait se dérouler au mois d'octobre de cette même année et encore détrôner Bédié de son pouvoir. Si cela était le cas, Gbagbo voulait donc se servir de ce qui était mauvais pour son bien et celui de son parti, certainement pour une partie du peuple ivoirien. D'éventuels problèmes auraient été évités si Gbagbo n'avait pas noué d'alliance avec Ouattara. Nous pouvons dire ici que c'est monnaie du billet que Gbagbo tendit à Bédié en 1995 en formant un front républicain avec Ouattara, que Bédié lui redonna en novembre 2010 en composant un RHDP avec le RDR. Au second tour du scrutin de novembre 2010, Bédié avait ordonné à son groupe ethnique de voter pour la solde de Ouattara. Que pourrait-il être dit? Avait Gbagbo occasionné cette attitude?

En somme, il aurait été très sage de ne jamais s'associer ou pactiser avec le diable ou celui qui fait ressortir des attitudes peu catholique et ne s'inspirant aucunement de la notion d'éthique et morale. Une erreur de la part de Gbagbo, même s'il avait plus tard rompu cette alliance, ouvrit une porte à Bédié pour se venger durant la période stratégique où l'avenir des Ivoiriens devrait se jouer. Accuser Bédié ne résoudrait pas le problème, mais plutôt analyser son comportement serait objectif. Tout simplement, Bédié manque de sagesse, puisqu'il est le plus âgé des trois. Il avait surtout profité des atouts que lui offrit le président Houphouët qui avait énormément de l'amour pour son pays et ses concitoyens. Pourquoi donc Bédié sans réfléchir agissait comme un gamin. Son âge avancé lui aurait fait un plomb dans la cervelle. Il aurait repris Gbagbo de ses erreurs et pardonner en pensant à l'avenir de sa progéniture ainsi qu'au peuple ivoirien.

Bédié ne se détache pas de Ouattara, il s'accrocha d'arrache pied à sa vengeance, puisqu'il fait toujours chemin avec l'actuel président de la Côte d'Ivoire. Il aurait tout fait comme Gbagbo qui rentra dans une quelconque alliance avec Ouattara, mais qui plus tard s'en débarrassa. En plus, l'union Gbagbo-Ouattara de 1995, n'avait pas porté fruit, tandis que celui de Bédié-Ouattara a porté Ouattara au pouvoir après le scrutin de novembre 2010. En conclusion, ceci pourrait être interprété de la sorte, le trompeur trompé, s'agissant de Gbagbo et de Bédié. Mais reste à savoir si Gbagbo n'avait pas conclu d'alliance auparavant avec Ouattara, aurait l'intension de Bédié été différente de celle de 2010? Nul ne sait qu'aurait été son intervention aux élections de 2010. Par ailleurs, il en certainement voulait à Gbagbo du fait que le président sortant avait naturalisé ivoirien tandis que pour Bédié, Ouattara n'était qu'un usurpateur. Un usurpateur puisqu'un mandat d'arrêt avait été lancé contre Ouattara pour usurpation et d'abus de faux. L'analyse de Bédié serait que Gbagbo voulait le faire passer pour une mauvaise personne. Et comme il savait certainement que l'année 2010 était le moment propice pour Ouattara d'être le président de la Côte d'Ivoire, puisqu'il avait le soutien de la dite communauté internationale.

Par conséquent, ne voulant pas subir de pression une fois Ouattara au pouvoir, il préférerait livrer Gbagbo pour que sa vie soit sauve au cas où Ouattara prenait les arènes du pouvoir. Ce pouvoir qui lui fut réservé d'office, puisque les dés étaient lancés d'avance. Du coup, il considérerait que Gbagbo ne s'était pas ressaisit des erreurs qu'il avait commises plusieurs années en arrière. Ou encore Gbagbo voulait se montrer plus démocrate que lui. Chose qu'il n'aurait accepté, car pour lui le Bété que Gbagbo est, n'est pas celui qui doit diriger la Côte d'Ivoire. Puisque selon Bédié, les Baoulé sont faits pour le pouvoir et les Bété pour la danse et la chanson. En sorte, toute cette démarche engendrée par Bédié correspondait à la dernière étape de validation du départ de Gbagbo. Il était rentré en scène, puisque les Baoulé sont le plus grand groupe ethnique de Côte d'Ivoire.¹⁰⁵⁵ D'où avec les différents calculs arithmétiques, un Bédié en fusion RHDP avec Ouattara, voudrait tout dire. Le PDCI-RDA étant le plus vieux parti, et le nombre important de Baoulé qui représente le plus gros groupe ethnique de Côte d'Ivoire, ajouté aux membres du RDR (RHDP), c'était la finale, Gbagbo tombait à tout coup sûr, comme le disait plus d'un. Finalement, il fallait sommer Gbagbo de partir de son pouvoir qui lui a été confirmé du peuple ivoirien et validé par la Constitution du

¹⁰⁵⁵ Yves Marguerat, *Des ethnies et des villes, Analyse des migrations vers les villes de Côte d'Ivoire*, Cah, ORSTOM, sér. Sci. Hum, vol XVIII, n.3, 1981-1982: 303-340, p.305

pays, par le Conseil Constitutionnel. De partout, venaient les menaces contre le seul et simple individu Gbagbo.

Cependant, le président Gbagbo ne cédait point aux différentes menaces qui tombaient de partout comme une pluie torrentielle. Il était serein, puisqu'étant confiant d'être le véritable vainqueur du scrutin de novembre 2010. Sinon, pourquoi est ce que le Conseil Constitutionnel l'aurait rendu vainqueur des élections? Pour certains, il fut proclamé président de la Côte d'Ivoire, puisque l'homme à la tête du Conseil Constitutionnel était son ami. Yao Paul N'Dre aurait pu être l'ami de Gbagbo sans toutefois faire de ce dernier le président du pays. Ce n'est pas le président du Conseil Constitutionnel qui représente l'électorat du peuple souverain de Côte d'Ivoire. Les habitants en âge de voter, avaient rempli leur devoir de citoyen en votant le candidat à qui ils souhaiteraient confier leurs requêtes pour les mener à bon port. En votant Gbagbo comme président du pays, c'est bien par ce qu'ils avaient confiance en lui. Donc, cela était au dessus de l'entendement du président du Conseil Constitutionnel qui était dit être l'ami de Gbagbo. Nous étions en politique et l'amitié pèse moins dans ce domaine. Si Gbagbo n'avait pas remporté le scrutin, il n'aurait pas été investi. Le président du Conseil Constitutionnel n'avait point le droit d'inverser les résultats des élections, comme l'avait fait la CEI. Yao Paul N'Dre est un grand juriste et pas n'importe qui, puisqu'il est un juriste constitutionnel. Il exerçait son métier et avait la notion de ce qu'engendrerait une magouille électorale, puisqu'il en était conscient. Il a parcouru un peu plus le monde et autour de lui et constaté les exemples de Sierra Léone, du Libéria, d'Angola et autres. Alors, non seulement lui était un être averti mais aussi son présumé ami Gbagbo. Au fait, à quoi pensait Gbagbo quand il refusa de céder le fauteuil présidentiel? Avait-il le souffle pour mener à bout ses intentions?

Le président Gbagbo comptait sûrement avec le soutien de son peuple et non celui de la dite communauté internationale. Faisons un rapprochement et traitons l'exemple du Burkina Faso. Une révolution populaire eût lieu au pays des hommes intègres. Les manifestations débutaient le 28 octobre 2014 et prirent fin le 30 octobre 2014. Du coup, nous notons que cette révolution n'avait que durée juste deux jours à peine et Blaise Compaoré fut chassé du pouvoir. Ainsi donc, il n'était pas aimé du peuple burkinabé. Par contre, depuis septembre 2002, Gbagbo était absent du pays et en visite officielle en Italie, quand une rébellion éclata. Il fit son retour au pays. Il continua la lutte. Il réussit à discuter avec les assaillants. Malgré que son pouvoir soit partagé avec les rebels, il fit des prouesses économiques même si le peuple ivoirien n'était pas pleinement aisé. La rébellion de septembre 2002 avait duré

jusqu'en 2010. À cette attaque s'est ajoutée, la crise postélectorale de novembre 2010. Du coup, de nouveaux guerriers furent associés à la danse. Ces derniers qui se joignirent à la crise ivoirienne étaient des acteurs internationaux.

Tous ensemble avec les rebelles de septembre 2002, les acteurs internationaux ont lutté contre le pouvoir de Gbagbo, mais il a résisté car il avait le soutien du peuple ivoirien. Il a fallu les bombardements intempestifs de la Licorne et de l'ONUCI pour faire arrêter Gbagbo. En comparaison à Blaise Compaoré, Gbagbo a tenu longtemps des années, près d'une décennie et non moins de quarante-huit heures. Et ce qui n'était pas évident, était que si les bombardements intempestifs n'étaient pas inclus dans les attaques, Gbagbo serait toujours resté au pouvoir puisque les différentes armées ouest africaines qui étaient intervenues dans la crise ivoirienne, avant les bombardements avaient essuyé des défaites. L'armée dite pro-Gbagbo avait combattu pour défendre les institutions de la Côte d'Ivoire. Ce qui signifie que non seulement Gbagbo avait le soutien de son peuple et celui de ses dites armées. Il ne serait point soutenu par ces derniers s'il était un véritable dictateur et avait de l'amour pour le pouvoir. Par contre, la conclusion que nous tirerons de la comparaison Compaoré-Gbagbo, nous pousse à confirmer que Gbagbo n'était point un dictateur encore moins un assoiffé du pouvoir. En somme, Compaoré fut un véritable dictateur et un assoiffé de pouvoir, puisque son peuple l'avait révoqué en moins de quarante-huit heures.

Tenir contre une armée internationale et une pression étrangère durant plusieurs mois et encore des années, est le signe de la victoire. Signe de victoire, car l'administration Gbagbo avait pu tenir tête au système financier et économique qui était mis en place, la veille de fin d'année 2010. Militairement, son armée dite lui appartenir avait également prouvé ses talents. Et le peuple ivoirien était aussi déterminé en à découdre avec toute forme d'injustice.

Gbagbo fut le leader en qui bon nombre d'Ivoiriens avaient cru pour une indépendance économique et politique. Le déterminisme de Gbagbo et de celui de son peuple prouvait qu'ensemble Bédié et Ouattara n'étaient pas populaires. Donc, si Gbagbo ne fut véritablement pas le vainqueur du scrutin de novembre 2010, il aurait été chassé du pouvoir dans l'immédiat comme nous le prouva le cas Compaoré. Autrement, Gbagbo se déplaçait et rencontrait son peuple et ce peuple le connaissait et l'aimait, tandis qu'il était dit d'être un dictateur et un assoiffé de pouvoir. Le soutien qu'éprouvait le peuple à son encontre démontrait le contraire de toute étiquette qui lui a été colée là-dessus. Gbagbo était humain, il avait de l'amour pour le peuple de Côte d'Ivoire, comme Houphouët-Boigny. Des preuves de sa sympathie et amour

pour son prochain, ont été démontrées au cours de son dernier procès, Le témoin à charge (Sam l'Africain) qui devrait faire couler Gbagbo, fut celui qui pleurait pour l'aide que Gbagbo lui avait apporté et aussi valider la bonté de l'homme. Il était selon son peuple un vaillant opposant et un bon leader charismatique qui ne reculait devant rien. Pour eux il n'était pas un fuyard.

Tandis que, Bédié, au lendemain du coup d'État de 1999, avait pris la fuite pour le 43^e BIMA de port-Bouët pour s'y réfugier et ensuite continuer son pèlerinage pour Paris via Lomé. Il était un véritable fuyard, comme nous l'avait prouvé la reine Abla Pokou qui s'érigea en fugitive avec son peuple lorsqu'elle était pourchassée de Ghana.¹⁰⁵⁶ Pour échapper au coup planifié contre elle, elle trouva refuge en Côte d'Ivoire, comme le disait l'histoire. De ce groupe ethnique, d'Akan, provient Bédié. Du coup, le sens de fugue coule dans leur sang. Certainement, que Gbagbo avait demandé l'asile dans certains pays à une période où la situation s'empirait. Aucunement, cela ne lui a frôlé l'esprit. Il fut plutôt invité à accepter certaines offres d'enseignant aux USA, ce qu'il refusa en bloc. D'ailleurs, est-ce que ces promesses d'enseignant tiendraient dans la mesure où il fut le vainqueur des élections que plusieurs lui niaient? Gbagbo avait tout simplement rejeté l'offre. Action qui augmenta la colère du président Obama et autres, pour le destituer du pouvoir de Côte d'Ivoire. Il avait certainement usé de son sens de guerrier vaillant. Puisqu'il est du groupe ethnique Bété et de surcroit de Gagnoa. Ce peuple qui s'était longuement opposé aux colons. Gbagbo décidait sûrement de mourir comme martyr, puisqu'il était conscient de sa fameuse victoire que le monde lui volerait. Il était prêt jusqu'à la dernière goutte de sang. Et si le président avait décidé de se sauver, où serait-il parti? N'aurait-il pas trahi la mémoire de ceux qui ont lutté de son côté et ont perdu la vie pour la patrie? Pourquoi est-ce qu'il partirait lorsque la période était à la phase décisive? Aurait-il été un bon leader s'il avait pris la fuite?

Gbagbo fut arrêté parce qu'il n'a pas fuit comme Bédié, Compaoré et voir Ouattara. Ouattara était un faiblard, un grand fuyard. En 2002, il avait escaladé de chez lui la clôture de la résidence de l'ambassadeur d'Allemagne, afin de s'y réfugier, lorsque quelques soldats de l'armée régulière voulaient le faire arrêter. Bien avant, lorsque Bédié avait lancé un mandat d'arrêt contre lui, il s'était encore échappé, durant les périodes 1995 et 2000. En conclusion, il peut être dire de Ouattara d'avoir brigué les postes de présidence du RDR dont il en est point le fondateur, et celui de la présidence de la Côte d'Ivoire. Il a juste profité de l'aide ou du

¹⁰⁵⁶ Kouamé René Allou, *Confusion dans l'histoire des Baoulés, à propos de deux reines : Abraha pokou et Akoua boni*, In : Journal des africanistes, 2003, tome 73, fascicule 1. Pp.137-143, p.139-140

soutien qui lui fut apporté pour être le nouveau président du pays sur la base des résultats provisoires du scrutin de novembre 2010. Ce dernier n'avait pas permanentement vécu Côte d'Ivoire. Son plateau était aussi doré que celui de Bédié. Gbagbo demeure donc un éternel opposant puisqu'il a toujours lutté pour une liberté du peuple ivoirien. De sa jeunesse à sa vieillesse il fréquente toujours la prison. Tout incompris, il paie les pots cassés d'un peuple et de toute une génération, car la trahison et calomnie des siens le font passer pour l'agresseur tandis qu'il est la victime. Serait-elle une lutte vaine que menait Gbagbo, d'autant plus qu'il croupit en prison à La Haye? Seront les œuvres du président Gbagbo abandonnées ou pas?

Par contre, le président Bédié, une fois au pouvoir à la mort de son prédécesseur Houphouët, il favorisa les membres de son groupe ethnique et ceux de son entourage. Il a fait de grandes réalisations dans sa ville natale en développant les infrastructures et modernisant la région. Tandis que Gbagbo, lui voulait appliquer la politique occidentale en Côte d'Ivoire. Il souhaitait marquer une différence entre lui et ceux qui avaient géré le pays auparavant. Pour ces raisons, il ne fit point comme Bédié et confiait le développement de sa région natale, Gagnoa à l'administration régionale dont le budget ne venait de lui. Sur cette base, il fut vomit par plusieurs ressortissants de la ville ainsi que ceux de son groupe ethnique. Ceux-ci se retournaient contre lui et son parti politique, et ensuite optèrent délibérément pour le PDCI-RDA et le RDR. Puisque ces individus espéraient de lui, le sens du népotisme et du favoritisme.

Mais, toujours est-il que le nombre de ces derniers n'affectait guère l'électorat de Gbagbo. Le président Gbagbo travailla avec toute sorte de groupe ethnique qui puisse exister en Côte d'Ivoire. Il avait promu plusieurs personnes ne faisant pas partie de son entourage, du FPI et des Bété. Par contre, Ouattara, lui fait la politique du rattrapage de nos jours. Il nomme ses membres de famille à des points clés et stratégiques, comme d'ailleurs le faisait Bédié dans le passé. Souvent, ses amis et les ressortissants de sa région sont les plus favorisés ou avantagés peu importe leur bagage intellectuel. Une preuve, les anciens chasseurs et guérisseurs ainsi que rebels font partie intégrante de l'armée dite forces nouvelles.

Plusieurs de ceux-ci constituant l'armée ivoirienne n'ont aucune notion et formation militaire pour la plupart, et occupent des grades de commandants et officiers supérieurs. En plus de ces derniers, un bon nombre d'individus occupent des activités administratives sans les qualifications requises. Tandis que les personnes appropriées pour ce genre de travail demeurent sans emploi. Il s'agit ici de ceux qui ont véritablement suivis les formations

nécessaires et qualifiées dans le domaine. Si nous nous référons à la citation de Will Durant, « *La connaissance est une découverte progressive de notre propre ignorance* », il conviendrait de dire des personnes qui sont à ces postes ne sont pas à la bonne place, puisqu'ils n'ont pas la formation requise exigée pour exercer ce genre de fonction. Du coup, ils ne savent ce qu'ils ont à faire, si ce n'est que du remplissage administratif. La conséquence sera tôt ou tard connue. L'administration ivoirienne enregistrera un lourd fardeau à ce niveau. Un gros retard se fera sentir. Le pays aura reculé au maximum de plusieurs années en arrière.

Dans un premier temps, la Côte d'Ivoire sort d'une crise de près d'une décennie. Ensuite, les hommes qu'il faut pour relancer les activités économiques du pays ne sont pas réunis, puisqu'à la place de ceux-ci, ne sont que les faux pions qui s'y trouvent. Il est fort probable que l'économie prendra un choc d'ici une très courte durée. Un autre chaos se dessine. Puisqu'une fois que le régime change et que l'administration demande d'être réformée et reconstituée par de vrais agents de travail, ceux qui ne constituaient qu'un remplissage s'opposeront. Une autre phase chaotique s'offrira à nouveau au pays, quand bien même que ceux qui n'ont pas les connaissances requises du travail sachent qu'ils ne remplissent pas les conditions, ils se battront comme en 2002 et en 2010.

En conclusion, Bédié, Gbagbo et Ouattara avaient leur point de vue sur ce qui venait de se passer en Côte d'Ivoire durant les scrutins d'octobre et novembre 2010. Ces points de vue étaient différents des uns des autres. Parmi eux, certains menaient une lutte de libération, tandis que d'autres se livraient en spectacle pour leurs propres intérêts. Finalement, les élections qui étaient tant attendues, puisque retardées plus de six fois, n'ont aucunement libéré le pays de l'impasse dans laquelle elle avait plongé depuis le 19 septembre 2002. Cette situation d'instabilité qui inquiétait plusieurs, avait même motivé les femmes à prendre part aux hostilités, puisqu'impatientes d'accéder à la paix vis-à-vis des temps durs que traversaient le pays.

Une motivation féminine et de masse média dans la crise postélectorale de novembre 2010

La crise postélectorale de novembre 2010, était vraiment suivie de partout le monde entier. La communauté dite internationale haussait le ton contre le régime Gbagbo toutefois qu'il était question de violence usée contre les femmes durant la crise postélectorale. Les dégâts et les pertes humaines surtout féminines étaient infligées à Gbagbo et sa soit disant armée. Ces attentions ont été attirées par l'aide de masse média. Cette masse média était très présente

durant la crise postélectorale. Elle se faisait entendre à chaque instant, puisqu'elle était l'œil et les oreilles de la dite communauté internationale. Sans elle n'existait cette communauté qui se voulait internationale. Alors, les masses médias remplissaient les conditions du devoir qui leurs furent confiées. Tout était donc au rendez-vous pour mener à bon port la mission pour laquelle les masses médias furent présentes en Côte d'Ivoire. Il restait de savoir si tout ce qui était diffusé ressortait du vrai.

La chose à ne pas négliger ou ignorer était de savoir le rôle et l'existence de la femme depuis des siècles. La femme était partie intégrante de la société, quand bien même qu'elles avaient des responsabilités restreintes. Elle jouait un rôle important dans l'économie de plusieurs sociétés et celle du monde. Elle était donc à prendre en considération et non à négliger, car dans le domaine économique elle est présente, ainsi que dans le milieu politique. Cette motivation en France, avait permis à Jeanne d'Arc de se valoriser. Dans l'antiquité nous observons la présence des Amazones, aujourd'hui en Allemagne Angela Merkel sur la scène politique comme la grande chancelière du pays. Plusieurs exemples peuvent être cités tels que ceux de Dilma Rousseff et autres. Il revient donc de dire, si des femmes dans plusieurs coins ou endroits du monde ont activement participé aux activités économiques et politiques, il est aussi certain qu'en Côte d'Ivoire, il existe différents groupes féminins qui agissent pareillement. Nous notons la présence de femmes ministres depuis les premières heures de l'indépendance du pays. Parmi elles, Madame Jeanne Gervais, Marthe Achy-Brou, Grah Claire et autres.

Une fois que les femmes étaient acceptées en Côte d'Ivoire dans le domaine économique et politique, il fut évident que ces dernières auraient un mot à dire durant la crise postélectorale de novembre 2010. Elles n'étaient pas de nouveaux agents, mais plutôt des individus dont la présence en milieu économique et politique était d'actualité. Aujourd'hui, des femmes font partie de la vie politique en Côte d'Ivoire. Certaines sont encore des ministres.¹⁰⁵⁷ Du coup, elles font partie de la scène politique. Ce qui nous intéresse ici est que plusieurs femmes ont dite être tuées, selon les informations parvenues des masses médias. Il restait de savoir si ces nouvelles étaient vraies ou fausses tout en les vérifiant. Comment auraient-elles pu être vérifiées, tandis que des populations vivaient dans la stupeur?

¹⁰⁵⁷ Georges Photios Tapinos, Philippe Hugon & Patrice Vimard, *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXIe siècle: Défis démographiques et développement durable*, Éditions Karthala, 2001, p.419

Si les masses médias avaient pu diffuser ces informations, alors il était possible de vérifier ces cas. Les masses médias publiaient des informations de viols de femmes, de tueries, et de violation de leur droit etc. Il pourrait s'avérer que des femmes ont été violées, tuées et dont le droit a été bafouillé. Au fait, ces informations, en forme d'accusation contre le régime Gbagbo avaient besoin d'être vérifiées. Puisque la vie d'un être humain n'est pas un jeu, mais plutôt à prendre au sérieux. Que gagneraient donc les médias à planifier la diffusion de fausses informations? Ou étaient des montages commandités par les masses médias? Il serait donc inadmissible de rester muet vis-à-vis des informations, images et vidéos que transmettaient les masses médias durant la crise postélectorale de novembre 2010, en Côte d'Ivoire.

Du coup, nous cherchons à étudier un cas, qui est celui de la vidéo des femmes d'Abobo. Le cas des femmes de cette commune avait beaucoup fait parler et réagir plus d'un. Dans cette vidéo, des femmes protesteraient contre le régime Gbagbo. Ces dernières, une fois dans les rues de cette localité, poussaient des cris sans toutefois passer un message. Du coup, le motif de leur manifestation était inconnu, puisque le brouhaha dominait le contenu du message. En plus, ces manifestations populaires, n'étaient surveillées par des agents de sécurité. Subitement, dans cette vidéo surgit de nulle part un char militaire. Cela donnait automatiquement l'impression d'une image de montage vidéo, comme le font des amateurs. La vidéo nous présente le corps de force et défense dite pro-Gbagbo.

Sur cette partie, nous constatons que les femmes se faisaient tirer là-dessus par ces forces de défense. Si cela s'avérerait vrai, il nous sera très difficile de le croire, car le char venait d'en face, c'est-à-dire, faisait face aux manifestantes. Par contre, les manifestantes jonchaient au sol, puisqu'elles avaient reçu des coups de balles dans le dos. Comment pourrions-nous expliquer que le char faisait face aux femmes, tandis qu'elles reçoivent des balles dans le dos? Est-ce possible que la vie de ces manifestantes soit sacrifiée, afin d'accuser le président Gbagbo de meurtrier ou d'assoiffé de pouvoir? Puisque Gbagbo refusait de céder le pouvoir à Ouattara, il fallait certainement, une méthode qui aurait fait intervenir la force contre lui mais de manière justifiée. C'est sûrement les justificatifs de cette attaque forcée qui se dessinaient à travers les massacres des femmes d'Abobo. Les scènes se succédaient les unes après les autres dans la commune d'Abobo. Les masses médias continuèrent de publier des vidéos qui coordonnaient difficilement.

Des manifestantes sont tombées en face d'un char tandis que les balles étaient reçues dans le dos. Si l'acte s'avérait juste, que le char est entré pour dissuader les femmes, c'est bien à ce

moment que des coups de feu ont été ouverts dans le dos des femmes. En somme, l'action était donnée préméditée. Pour dire, des personnes qui veulent gérer un pays, d'où un peuple et par moment exterminent cette population. Ces derniers ne sont donc pas à mesure de diriger le peuple. Ils se veulent juste président pour leur propre intérêt et non celui de la population. Une fois que ces meurtres prémédités soient réalisés que serait donc la réaction de la communauté dite internationale? Qu'aurait été sa décision vis-à-vis d'un Gbagbo dictateur et meurtrier? Cette composition internationale, ne ferait que croire aux assassinats médiatisés, tout en l'attribuant à Gbagbo. Ces différentes organisations n'avaient plus de patience. Ils étaient dans un empressement fou de voir la chute immédiate de Gbagbo. Puisque tout ce que diffusait la masse média était pris pour de vrai. Aucune objectivité n'était entreprise, ni un raisonnement déductif appliqué aux vidéos. Tout était vrai, plus de temps à perdre car ce temps dont ils étaient les maîtres, n'était plus suffisant. Il fallait passer à l'action. La chose la plus préoccupante, était la destitution de Gbagbo et de son régime, afin de faire place à celui de Ouattara.

Il n'est toujours pas bien de se réjouir de la mort de n'importe lequel des individus, car une vie humaine représente beaucoup. Repartons à l'époque antique, et faisons allusion aux Amazones. La femme en général est dite d'être faible. Mais les Amazones nous démontrent le contraire. Si dans le passé, des femmes comme les Amazones ont marqué leur temps, il serait également possible que certaines femmes durant la crise postélectorale de novembre 2010, en Côte d'Ivoire, ont du agir. Puisque ces dernières ont longtemps été associées à la vie économique et politique du pays. D'où celles-ci seraient pleinement intervenues dans la crise tout comme nous le prouvait les manifestations populaires des femmes à Abobo. Nous ne supportons pas le fait que des femmes furent tuées dans cette circonscription, mais tout simplement souligner qu'elles étaient actives durant la crise postélectorale. Et comme des Amazones, elles auraient certainement voulu ne pas être écartées des hostilités, dans l'optique de garder cette image d'elles, de la marche sur Bassam à la période coloniale, et aujourd'hui, dans la crise politique que traversait le pays.

Pourquoi donc étaient sorties ces femmes dans les rues d'Abobo? Pourquoi n'étaient-elles pas restées chez elles tandis qu'un Gbagbo dictateur pouvait les faire tirer là-dessus? Elles ont voulu certainement valider leur bravoure à la solde de Ouattara, puisque cette commune était l'une de ces bastions. Elles désiraient porter leur pierre à l'édifice, tout en validant leur soutien à Ouattara. Dire avoir contribué à l'adhésion de Ouattara au pouvoir après la crise postélectorale. Prendre ce genre de risque, était d'attester son amour pour sa patrie, à son parti

politique et à son leader. Ce fut un acte à saluer. Ces femmes étaient pleines d'ardeur. Ce déterminisme qui les aurait rendu victorieuses, les conduisirent à l'abattoir s'il s'avérait que ces vaillantes dames soient réellement tuées. Étant restées chez elles, elles auraient du éviter le pire. Elles pouvaient également être assassinées même étant chez elles. Puisque, l'époque était mouvementée d'une instabilité qui ne pouvait dire de son nom. Nous ne justifions pas le fait qu'elles devraient obligatoirement se pavaner dans les rues d'Abobo. Une éventualité était qu'elles auraient aussi été tuées enfermées chez elles. Nous avons constaté le cas, certaines femmes furent tuées durant les attaques du 19 septembre 2002, sans toutefois avoir été dans les rue d'Abidjan, ni de l'intérieur du pays. Qu'avaient fait ces dernières pour subir un tel sort? Les vidéos de ces femmes tuées n'a aucunement été l'objet des médias. Pourquoi étaient ces médias muets en 2002 et parlèrent très haut et fort en 2010?

Des femmes ont été froidement assassinées à Duékoué, lors de la crise postélectorale. Elles figuraient parmi les huit cents victimes auxquelles étaient associés des hommes, des adolescents, et bébés. Qui furent les responsables de ces meurtres impunis? À Abobo, les médias criaient que c'étaient les forces favorables à Gbagbo qui avaient fait tuer les femmes. Et à qui donc, les massacre de Duékoué, qui était un bastion de Gbagbo? Serait-il encore les hommes du président Gbagbo qui auraient commit ce forfait? Si cela était le cas, qu'aurait été le motif? Accuser Ouattara de ces meurtres comme il a été fait à Gbagbo, dans la commune d'Abobo? Jusqu'aujourd'hui ces assassinats restent impunis.

En somme, les médias ne semblaient pas neutres durant cette crise. Puisque les meurtres n'étaient pas diffusés équitablement. Des meurtres ont certainement eu lieu. Par contre, il existait un montage de vidéos pour la plupart que des tueries en ont véritablement eu lieu. Des mises en scènes ont été coordonnées au cours de cette crise postélectorale. Plusieurs manipulations ont été divulguées dans le monde entier durant cette crise ivoirienne née de fraudes massives et d'irrégularités du scrutin de novembre 2010.

Des personnes ont violemment agi une fois que des vidéos ont été transmises. Définitivement, les médias ont activement contribué à la crise postélectorale et à la destitution du président Gbagbo. Les médias ont plus été négatifs que positifs dans cette impasse. Les femmes, selon les masses médias, ont été violées, tuées et leur droit bafoué, ce qui a motivé l'arrestation du président Gbagbo. Une fois l'arrestation de Gbagbo certifiée, le pays opta pour la réconciliation.

Le processus de réconciliation

Une réconciliation est toujours le processus par lequel tout pays ayant connu la guerre se reconstruit. L'histoire nous a enseigné, une fois la fin des hostilités, le processus de paix est engagé. Pour avoir la paix, il faut avoir fait la guerre ou avoir bien ficelé les mœurs de l'éthique et morale. Le peuple ivoirien a souffert d'une crise qui a entraîné près d'une décennie. L'arrestation du président Gbagbo caractérisait, sûrement pour certains, la fin du conflit ivoirien qui débuta depuis le 19 septembre 2002. Il était donc temps de passer à la reconstruction économique et politique du pays. Que fallait-il faire pour remettre en confiance cette population qui a survécu les drames du conflit? Les réconcilier et passer à l'étape du développement économique. Ainsi donc, Ouattara et son gouvernement ont misé plus sur la réconciliation des Ivoiriens. Serait-il la toute première réconciliation du pays qu'organisait le gouvernement Ouattara? Plusieurs réconciliation se sont succédées les unes après les autres, mais les affrontements en Côte d'Ivoire avait continué. Par ailleurs, le président Gbagbo avait tenté de faire une réconciliation en 2001. Nous utilisons le mot tenté, puisqu'il avait fait de son mieux au lendemain des élections d'octobre 2000, pour faire renaître cette union nationale qu'avait créée le président Houphouët.

Par contre, certains individus ont fait un double jeu lié à leur double moralité et ont replongé le pays dans l'instabilité en attaquant le territoire dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002. Malgré cela, Gbagbo avait tendu la main à la rébellion pour une paix durable. Il avait œuvré pour cet amour et paix du pays, qu'il recherchait. Pour réussir ce pari, il fit rentrer certains des rebelles dans le gouvernement de transition. Il est allé plus loin, en intronisant Guillaume Soro, premier ministre. Gbagbo avait fait revenir Bédié, le président déchu de décembre 1999 et qui était un réfugié en France, en Côte d'Ivoire pour cette réconciliation. Le général Guei Robert qui avait confisqué son pouvoir pour quelques heures et tira sur la population civile, était également présent à cette cérémonie. Ouattara qui durant plusieurs années était un fugitif, fut aussi au rendez-vous, par le biais de Gbagbo. Tous ensemble, main dans la main, avaient débuté les sacrifices d'une paix durable. Malgré tout les efforts provenant d'un seul camp, la réconciliation ni la paix ne furent au rendez-vous en Côte d'Ivoire. Ouattara à son tour jouait sa partition. Est-ce possible à Ouattara de réussir ce pari, la réconciliation des Ivoiriens, auquel avait échoué Gbagbo?

Ouattara seul avait la méthode adéquate pour l'unification des Ivoiriens. Et donc, il n'est certainement pas impossible à Ouattara de ne pas réussir ce processus de réconciliation. Cela

ne signifie pas que là où Gbagbo échoue, Ouattara doit obligatoirement lui aussi essuyer un échec. Gbagbo est un être et Ouattara est un autre individu. À chaque personne sa stratégie de réconciliation. Certainement que Gbagbo n'avait pas utilisé des cartes réelles qu'il aurait activées pour réussir la réconciliation entreprise. C'est bien ce que nous allons observer sous Ouattara. La réconciliation de l'après Gbagbo avait une date limite pour être réalisée. Les populations fraîchement sorties des terreurs et atrocités de septembre 2002 et de celles du 11 avril 2011, étaient encore sous le choc de ce qu'elles survécurent, quand une idée de réconciliation survint. Les méthodes de ce processus étaient toutes contraignantes, puisqu'une date leur était imposée.

Une période de deux années devrait panser les plaies et les cicatrices d'un peuple meurtri. Une population qui avait vécu une décennie d'atrocité, était dans l'obligation de se remettre en un cinquième du temps qu'elle endura. Il restait à savoir si cette astuce était la bonne. Le peuple ivoirien souhaitait passer à une réconciliation, mais pas une forcée, comme un travail obligatoire. Nulle part dans le monde s'est faite une réconciliation avec un délai. Il faut manquer de notion politique ou de sens, d'amour pour vouloir faire accepter à un peuple contre son gré une union. Cette union ne sera pas vraie, puisque toujours sous les chocs des coups de fusils et de bombardements, les Ivoiriens ne s'étaient pas encore remis. Ce processus demandait du temps, puisque c'est une question d'amour bafoué qu'il faudra reconstruire, tout d'abord une confiance des êtres marqués par les sceaux de guerre. La peur hantait continuellement ce peuple, qui jadis vivait paisiblement, en voyant les hommes de Ouattara en arme. Il était tout juste qu'une date soit fixée à cette réconciliation. Puisque les fusils en main, feraient abdiquer ceux qui s'y opposeraient. Il était donc évident deux années confirmeraient la validation de l'unification des Ivoiriens. Banny était donc la personne choisie pour conduire cette réconciliation qui débuta en septembre 2011.

Deux mois plus tard, le 30 novembre 2011, le président Gbagbo fut transféré à La Haye, tandis que la population ivoirienne prônait la réconciliation. En mars 2014, ce fut le tour du ministre Charles Blé Goudé à rejoindre Gbagbo à La Haye.¹⁰⁵⁸ Tandis que les rebelles qui ont attaqué la Côte d'Ivoire circulent librement armés jusqu'aux dents. Ces derniers étaient graciés par Gbagbo sur la base d'une loi d'Amnesty et par la suite avait nourri le refus de désarmer. Serait-il possible de parler de réconciliation quand nous savons que ceux qui nous ont fait la guerre, nous imposent un processus d'union et transfèrent le président Gbagbo à La

¹⁰⁵⁸ Le Monde, « Côte d'Ivoire, l'opposition proteste contre le transfèrement de Charles Blé Goudé à la CPI », le mardi 25 mars 2014, p.15, par AFP

Haye? Le processus sera essayé sur cette population. Les Ivoiriens observaient des personnes qui parlent de réconciliation du peuple et qui firent des morts, accepterons sûrement malgré eux, car en face d'eux se trouvent des meurtriers. Dans un premier temps, ils feront le jeu de participer au processus de paix instauré de force par Ouattara et ses hommes. Sur le plan national cela serait possible, mais certainement pas dans sa totalité. À l'international, ce sera un fiasco, puisque là-bas les gens sont libres et sans aucune contrainte. Les Ivoiriens de la diaspora s'opposeraient catégoriquement à ce processus qu'ils considéreront anarchique.

En plus, qui se réconcilie avec qui? Puisqu'une bonne partie de la population ivoirienne est partie du pays durant la phase postélectorale dans les pays limitrophes du Ghana, Togo, Mali, Benin et autres, pour certains en Europe. Il existe jusqu'à nos jours des camps de réfugiés dans ces pays. Qui sont les Ivoiriens qui doivent se réconcilier? Serait-il ceux qui sont favorables à Ouattara? Ils font déjà partie du même camp. Ne serait-il pas un jeu en parlant de réconciliation du peuple ivoirien ? Il faudra savoir que Gbagbo avait aussi un électorat lourd, même s'il était dit avoir été battu par Ouattara au second tour du scrutin de novembre 2010. Une réconciliation pareille était vouée à l'échec au plan national et international. Il semblait à Banny d'avoir résolu le problème sur le terrain national, ce qui restait à vérifier, puisque certaines personnes faisaient un double jeu.

Évidemment, au plan international Banny avait essuyé une défaite, puisqu'il avait du mal à réconcilier les Ivoiriens de la diaspora. Des réunions de réconciliation terminaient en queue de poisson, où il fallait souvent l'intervention de la police pour protéger l'intervenant Banny. Ces cas furent relevés à Bordeaux, à Londres et d'autres lieux. Ces actes reviennent à dire que le peuple ivoirien n'est pas prêt à conjuguer la réconciliation. Ce fut un échec, puisque Banny de par lui met a reconnu que le processus n'était ni juste ni équitable. Et qu'aucune date ne devrait être imposée pour réconcilier un peuple qui avait tant souffert et qui revenait de très loin. Il avait rendu sa démission, après avoir essayé de réunir les Ivoiriens. La tâche qui lui fut confiée n'était pas toute petite et facile à gérer. Puisqu'il lui fallait gérer plusieurs humeurs à la fois. Ce qui le mettait certaines fois dans des états d'offensif ou de défenseur. Au fait, attribuer une date limite à un processus de réconciliation, serait moins sage car c'est une étape au cours de laquelle le peuple doit véritablement faire ressortir le mal vécu et se vider totalement.

Dans les pays qui ont connu les conflits avant la Côte d'Ivoire, nulle part il n'a été dit qu'une date leur fut posée pour la résolution du conflit. Nous savons communément quand

commence une guerre, mais surtout pas quand elle s'achève. Il aurait été sage de confier cette tâche à une personne qui évolue dans le domaine des résolutions de conflit, et surtout spécialisée dans le domaine, que de l'avoir attribué à un économiste, comme Banny. Le processus demande beaucoup de temps et toute couche sociale, c'est-à-dire, les politiques, les religieux, les populations, les institutions du pays et les organisations. Rien ne devrait être négligé, tout avait besoin nécessairement d'être pris en compte. Hommes, femmes, enfants devraient faire partie de la réconciliation. Ce processus demande beaucoup d'attention et dans l'empressement rien ne peut s'obtenir si ce n'est que de l'illusion. Un résultat qui ne serait que temporaire comme le demandait le gouvernement Ouattara. Il était donc nécessaire d'accorder plus de temps aux Ivoiriens et au responsable du processus, comme il a été fait au Rwanda, au Burundi et encore dans certains pays du monde. La CDVR ne pouvait aucunement réussir cette réconciliation précipité. Et donc, ce fut un échec. Le peuple ivoirien n'est pas réconcilié. Cette population est donc à un statu quo.

Il est donc certain qu'à tout moment, un autre soulèvement pourrait se faire et le pays replongera dans une impasse qui sera pire que celle vécu durant la dernière décennie. En 2015, pour prouver leur mécontentement à Ouattara, les différents leaders politiques se sont organisés et formés un front dénommé, la Coalition National pour le Changement (CNC). Une véritable réconciliation du peuple ivoirien doit se refaire avec Gbagbo, Blé Goudé, les réfugiés qui sont actuellement dans les autres pays voisins ou peu importe là où ils se trouvent. Les agents de force de défense et de sécurité qui sont encore en prison, doivent être libérés. Puisqu'il ne doit exister aucune raison de toujours les maintenir dans ces endroits dans la mesure où ils défendaient les institutions du pays qui étaient attaquées par des rebelles. Ils étaient en position de légitime défense. Ces derniers se seraient comportés de la sorte si Ouattara était au pouvoir et que la situation se serait passée ainsi. Ils l'auraient dignement défendu. Pour Max Weber, le soldat est un agent rationnel de l'autorité légale. Le soldat est l'individu légal autorisé à faire la guerre durant la période des hostilités. Sur cette base, durant la crise postélectorale, les forces de défense et de sécurité se sont positionnées aux côtés du président Gbagbo pour défendre les institutions du pays. Puisque pour eux, la plus haute institution qu'est le Conseil Constitutionnel, avait déclaré la victoire de Gbagbo au scrutin de novembre 2010.

Gbagbo étant vainqueur, ils étaient dans l'obligation de le défendre par rapport au serment qu'ils avaient prêté. En somme, un échec de réconciliation fut enregistré sous la CDVR, parce que les conditions et méthodes de travail étaient peu efficaces. Il faut donc user des méthodes

adéquates pour restaurer la paix qui sévissait en Côte d'Ivoire au lendemain de l'indépendance du pays. L'attitude qu'adopta Ouattara pour le transfèrement de Gbagbo à La Haye était une fausse manœuvre qu'il se doit de remédier. Il a été naturalisé ivoirien par le biais du président Gbagbo. Sans l'acte du président Gbagbo, il n'aurait jamais été le chef d'État de la Côte d'Ivoire.

Il se doit à son tour de faire usage de ce même article 48 pour tout restaurer avant que l'histoire nous donne raison. Le peuple ivoirien a tant souffert, il est temps de refaire une bonne, durable et efficace réconciliation afin que tous ceux qui n'avaient jamais connu l'exil et mènent une vie de misérable dans les pays limitrophes puissent regagner leur terre natale. En plus, le retour de Gbagbo est ardemment souhaité. Il est constamment visité à La Haye. Lors de ces différents procès le plein des hôtels est confirmé, puisque plusieurs aimeraient le soutenir et suivre de près ce moment. Par ailleurs, un dictateur n'est jamais aussi visité comme le prouve le cas Gbagbo. Il est aimé non seulement par son électorat, mais obtient également le soutien de plusieurs Africains et encore certains occidentaux. Il serait donc profitable à la nation ivoirienne de faire rasseoir les nouvelles bases d'une réconciliation vraie. Pour que le pays revive cet essor économique dont il jouissait jadis. Dans le cas contraire, il serait dit de Ouattara de ne pas vouloir d'une véritable réconciliation, dans l'optique de s'éterniser au pouvoir et tout en permettant à la Côte d'Ivoire de se semer une indéfinie haine ardente. Est-il possible d'accéder à un essor économique dans une atmosphère de non réconciliation?

Une post-réconciliation débouchant sur un essor économique

Un territoire qui sort d'une guerre cherche davantage à acquérir la paix. Toutefois cette paix obtenue, le gouvernement en place avec la collaboration de son peuple, sont motivés à refaire naître les activités économiques du pays. Il est donc certain que l'État qui durant une époque était livré à des affrontements, souhaiterait redresser son économie. Nous avons constaté ce processus après la deuxième guerre mondiale, un plan Marshall avait été mis sur pied pour reconstruire et booster l'économie des pays endommagés.¹⁰⁵⁹ Serait-il possible à l'État de Côte d'Ivoire d'émerger après une phase avortée de réconciliation de sa population? Le doute ne se pose aucunement pas dans le cas de la Côte d'Ivoire, quand bien même ce processus de réconciliation fut un fiasco. Puisque le nouveau président Ouattara est un grand économiste. Rien ne pouvait le freiner à faire émerger la Côte d'Ivoire. Il a certainement toutes les clés

¹⁰⁵⁹ Gérard Marie Henry, *A quoi sert le FMI ?*, Éditions Studyrama, 2002, p.159

possibles pour accéder à un essor économique peu importe les situations. Une économie ne pourra qu'être réussie que si et seulement si les éléments nécessaires ainsi que les conditions sont réunis pour la validation de cet essor économique.

En premier, nous soulignons le fait que la nouvelle armée mise en place du nom de Forces Nouvelles est en majeure partie la composition d'anciens rebels, de guérisseurs et chasseurs traditionnels. Ce que d'une part revient à dire que ces derniers ne méritent pas d'être dans les rangs de l'armée, puisque n'ayant pas les formations requises. D'autre part, ils ne pourront pleinement assurer la sécurité de la population encore moins celle des investisseurs étrangers, puisque l'essor économique de notre jour n'est plus la seule affaire du pays, mais celle du monde entier. Cela posera certainement un gros problème, car un territoire est dit État si la sécurité existe dans le lieu. Ce qui paraît plus ou moins possible dans le cas de la Côte d'Ivoire. Chose qui se confirma avec les attentats terroristes du dimanche 13 mars 2016 à Grand-Bassam.¹⁰⁶⁰

Sur cette base, d'anciens rebels et de personnes insérées dans l'armée ivoirienne, il est certain que plusieurs secteurs administratifs sont assiégés par des sans formations. Cette attitude ne pourra aucunement pas accélérer le redressement de l'économie ivoirienne plutôt que de la ralentir. Il faut dans ce cas une restauration de l'administration dans sa totalité. Un rattrapage ethnique se fait, ce qui n'est pas à réfuter. Les ports d'Abidjan et de San Pédro sont dirigés par les hommes de Ouattara. Si Ouattara est dit originaire du nord et nous savons que la majorité des analphabètes proviennent de cette région. Il est d'actualité que tous ceux que Ouattara nomme, ne sont pas des intellectuels pour la plupart. Il sera possible qu'ils fassent un travail véritablement moins qualifié. Dans le cas où ils auront un peu de compassion pour le peuple ivoirien et son économie, ils se feront suivre par des conseillers ou des directeurs de cabinet qui feront le travail demandé à leur place et plus tard eux pourront le présenter. Au cas où leur égoïsme prendrait le dessus, il sera très difficile à la nation ivoirienne de se refaire son économie. Puisqu'elle sera illusoire ou utopique.

Ouattara à lui seul ne pourra redresser l'économie du pays, peu importe qu'il soit le meilleur économiste du monde. Il a besoin de se faire entourer de ceux qui ont véritablement les compétences requises, peu importe leur bord politique. Quand bien même que Ouattara serait l'économiste le plus renommé au monde, la Côte d'Ivoire ne sera pas prospère

¹⁰⁶⁰ Le Monde Afrique, *Attentat de Grand-Bassam, en Côte d'Ivoire: quatre français parmi les morts*, publié le 14.03.2016 à 18h10, mis à jour le 15.03.2016 à 01h20, par AFP et Reuters

économiquement s'il est entouré de bon à rien. Ce sera comme ajouter un carreau de sucre dans la mer pour faire changer son goût, si Ouattara devrait travailler rien qu'avec des analphabètes. En général, les critères de la croissance économique d'un pays institués par les Nations Unies Pour le Développement (PNUD), se caractérisent par l'Indice de Développement Humain (IDH). L'IDH est mesuré et encore approuvé par ces institutions sur la base du niveau d'éducation, la santé publique et les conditions de vie du peuple.¹⁰⁶¹

Cet IDH, si nous l'appliquons à la Côte d'Ivoire, post Gbagbo, les éléments qui régissent la majorité de l'administration nationale, ne font pas le point. Par exemple, la ministre de l'éducation nationale, Kandia Camara, fait la une des réseaux sociaux à longueur de journée, puisqu'elle ne fait que pécher contre la langue de Molière.¹⁰⁶² En ces mots, en voulant parler du recrutement des enseignants, elle disait: ...la « récrutation » des enseignants.¹⁰⁶³ Une autorité de telle taille ou envergure, qui est la responsable de l'éducation nationale du pays. Et qui a longueur de journée ne pêche, comment serait-il possible que cette jeunesse ivoirienne soit alphabétisée? Kandia Camara vient elle aussi du nord de la Côte d'Ivoire, la partie qui regorge le taux le plus élevé d'analphabètes du pays.

Nous définissons la présence d'une ministre analphabète à la tête de l'éducation nationale, dans la mesure où certains individus, tout en commençant par Ouattara, souhaiteraient que le niveau d'éducation de la Côte d'Ivoire baisse excessivement. Et cela serait fait expressément, pour ne pas que la jeunesse ivoirienne soit à mesure de parler politique ou quoi que ce soit. C'est tout simplement vouloir abrutir cette jeunesse qui certainement sombrera dans les ténèbres. D'où un avenir incertain et pas prometteur. Avoir une bonne partie de la jeunesse ivoirienne analphabète c'est aussi retarder l'économie ivoirienne, tout en faisant régresser son niveau intellectuel. Ce niveau intellectuel est un critère de l'IDH. Encore plus, ces anciens rebelles qui n'ont aucune notion d'éducation pour la plupart, ne sont eux aussi inconscients du fonctionnement du corps ainsi que cette administration à laquelle ils appartiennent. Souvent ces derniers pour des contrôles de pièces d'identité se font leurrer avec des ordonnances médicales, puisqu'à une certaine période, une bonne partie de la population ivoirienne ne circulait qu'avec des récépissés de pièce d'identité. Alors, ne sachant faire la différence entre le récépissé et une ordonnance médicale, ils se faisaient pour la plupart de temps berner par ceux qui étaient conscients de leur niveau élevé d'analphabétisme.

¹⁰⁶¹ Kurt Lundgren, *Kan landet lagom vara bäst?* Éditions SNS förslag, Jönköping, 2013, p.16

¹⁰⁶² Le Banco.net, "Kandia Show": Après « La capture » Kandia Camara a encore gâté le coin!, publié le 05 juillet 2012, par Telediaspora

¹⁰⁶³ Ibid

Comment serait-il possible de parler d'essor économique avec la question d'insécurité et d'analphabétisme?

Le niveau santé publique, reste un autre problème. La Côte d'Ivoire avait bel et bien connu une période d'instabilité. Cette instabilité et l'essor économique qu'enregistrait jadis le pays, drainait du monde de tous les coins et recoins du globe. Ce qui signifiait que certains individus, sur la base de la communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, se sont installés de manière temporaire ou permanente en Côte d'Ivoire. Ils sont certainement arrivés avec des maladies en territoire ivoirien, même si les instituts d'hygiène sont compétents mais arrivent souvent à se faire duper. Du coup, le pays enregistra un taux d'individus avec le SIDA/VIH. Un autre problème que devrait traiter l'État ivoirien.

Ce fut l'un des problèmes que le gouvernement Gbagbo avait essayé en son temps de gérer. Il avait réussi à faire des prouesses à ce niveau et le taux des atteints avait baissé. Un pari à ce niveau avait été gagné. En dehors de cela, le secteur de la santé publique est un moyen de commerce. Les hôpitaux sont privatisés, le coût élevé des frais de consultation, d'hospitalisation, des médicaments et autres sont inaccessibles, pour une population qui mange à peine à sa faim. De nos jours, tous ces aléas avec lesquelles le peuple ivoirien vit en plus de l'angoisse, se meurt journalièrement. Un effort a besoin d'être fourni pour parfaire les conditions de vie de cette population qui jadis fut l'espoir de toute l'Afrique de l'ouest. Alors, tous ces facteurs qui ne sont pas aux beaux fixes n'occasionneraient pas un taux de croissance élevé. Dans la mesure où ce taux de croissant est négatif ou ralenti, il sera possible de parler d'un développement économique illusoire ou utopique. Pour apporter plus de cohérence et de crédibilité à notre analyse, il nous faudra la pousser plus loin, afin qu'elle soit scientifique. Ouattara, l'un des plus grands économistes du monde, qui connaît la Côte d'Ivoire, puisqu'a été son premier ministre en 1990, pourrait user des stratégies à appliquer afin de faire réémerger le pays. Tout est possible avec Ouattara, puisqu'il est l'homme de la situation. Il a la solution à tout comme le nommait ses partisans: « ADO la solution ». Il a même dire qu'il redresserait l'économie du pays en une période de deux ans. Il était sûr et l'affirma avec plus de conviction au cours d'un entretien qui lui fut accordé avec Jeune Afrique.¹⁰⁶⁴ Plus tard, le gouvernement Ouattara affirma que le taux de croissant était de +9%. Du coup, il serait possible de confirmer que le nouveau gouvernement présidé par Ouattara a du réussir son pari.

¹⁰⁶⁴ Jeune Afrique, Alassane Ouattara «*Nous réussissons*», N.2729-2730 du 28 avril au 11 mai 2013, p.24-32, par Ben Yahmed

Il reste à savoir si ces chiffres sont réels ou pas. Ils ont besoin d'être vérifiés, puisque les chiffres sont de nos jours manipulables. Par contre, de ce qui ressort de l'essor économique sous Ouattara en Côte d'Ivoire, un rapport de la Banque Mondiale confirme un niveau aigu de pauvreté.¹⁰⁶⁵ Par conséquent, la croissance économique de +9% dont parlait le président Ouattara, n'a pas sa raison d'être. En définitif, les prochains jours nous situeront sur la croissance économique de la Côte d'Ivoire, soit avec un taux positif ou négatif. Le résultat de ce taux sera certainement positif si et seulement si les enfants de ce pays qui se sont réfugiés dans les pays limitrophes reviennent et travaillent tous ensemble. Puisque le gouvernement de Gbagbo était très composé de technocrates que celui de Ouattara.

Un autre atout qui contribuerait à la réalisation de se défie que Ouattara s'est lancé, serait la réconciliation vraie du peuple ivoirien. Il faudra donc le retour imminent de tous les exilés partis du pays, pour des raisons de guerre. Il est constaté, qu'un timide retour se fait à goutte d'eau pour certains d'entre eux. Dans un dernier rapport des chefs coutumiers fait à Charles Konan Banny remit au président Ouattara, il serait que le l'auteur de ce rejet de cette réconciliation serait la personne du président actuel du pays. Ouattara, selon les chefs coutumiers et traditionnels, est le blocage de la réconciliation ivoirienne, puisqu'il est celui qui a engendré la situation. Ils affirment et confirment que Ouattara n'ait pas remporté le scrutin de novembre 2010. Une réconciliation serait possible si les cartes sont justes et transparentes.

Cette réconciliation permettrait donc la coopération, puisqu'une véritable cohabitation et communication éloigne de l'esprit des uns et des autres l'idée de compétition, d'où les conflits. Finalement, ce peuple vivra en harmonie, et par conséquent elle recouvrera son titre de nation ivoirienne. La politique ivoirienne, depuis les temps anciens, aurait-elle apporté un plus à la nation de Côte d'Ivoire?

Le lien existant entre la politique ivoirienne des années 40 à nos jours

En fait, la politique dans son sens premier, est une activité qui sert à guider une nation sur un chemin de bonne gouvernance. Elle fut pratiquée comme démocratie directe. Chaque citoyen de la cité avait le droit à la parole, et cette parole était prise en compte. De nos jours, il est très difficile de pratiquer ce genre de démocratie. Puisque le temps n'est plus pareil. La population d'un pays est très avancée de nos jours. Depuis l'antiquité jusqu'au règne du Front populaire

¹⁰⁶⁵ Abidja.net, « Côte d'Ivoire: niveau de pauvreté inquiétant malgré la croissance économique », le mardi 11 novembre 2014, par Didier Assoumou représentant de AFP (Source:www.news.abidjan.net/514672.html)

en France, les Ivoiriens ont hérité de cette manne. L'avaient-ils cerné ou pas? L'avaient-ils bien appliqué à leur territoire ou pas? Le Front populaire français apporta la lumière politique aux colonisés. Cette période s'apparenta à la formation du syndicat agricole africain qui marqua le début d'une nouvelle ère pour les colonisés d'AOF. Du coup, la formation de plusieurs partis politiques a été observée. Certaines fois, quelques partis politiques n'avaient pas le droit d'être. Ils auront également ce droit là, puisque nous sommes en politique et en démocratie. La liberté d'expression étant un droit public, alors aucune distinction et pas de discrimination.

Félix Houphouët-Boigny, Victor Biaka Boda, Adrien Dignan Bailly, Etienne Djaument, Kragbé Gnagbé et autres furent des personnes qui luttèrent et étaient des agents de la politique ivoirienne. Il restait à savoir si ces derniers étaient animés d'une motivation identique. Certainement, que certains d'entre eux avaient des positions différentes. Les positions pouvaient différer, mais l'objectif ou le but pour lequel s'étaient lancés ces individus dans la politique, devrait converger. Rien ne devrait les séparer, puisqu'ils voulaient tous ensemble selon eux, la liberté totale des Ivoiriens. Alors, pourquoi se faire une guerre fratricide. Ils auraient tous été animés d'un esprit d'union. Puisque pour régner il faut l'union et sans l'union c'est la division. Une fois la division installée au sein d'une communauté, d'un peuple, d'un État, d'un pays, c'est la défaite qui gagne cette population. L'objectif ou le but pour lequel ces individus se battent ne serait jamais atteint. Puisque l'ennemi peut sortir de nulle part et profiter de la brèche créée par ces derniers, afin de les destituer, comme le souligne la citation de Will Durant. Une civilisation n'est atteinte ou détruite que si et seulement si la désunion ne provient que d'elle.¹⁰⁶⁶ Cela veut dire qu'un État ne pourra qu'être déstabilisé lorsque certains dignitaires du pays ne pratiqueront que du clientélisme.

L'exemple de Joseph Mobutu vis-à-vis de Lumumba était un véritable point. Plusieurs exemples corroborent cette forme de clientélisme. Celui qui pratique cette forme d'activité est appelé comprador. Un comprador, est celui qui détruit ses pairs et vend les ressources naturelles de son pays aux grandes puissances sans toutefois en tirer un véritable profit. En général, c'est ce qui cause le retard économique de plusieurs pays africains comme en témoigne Samir Amin. Il fait porter le fardeau aux occidentaux de retarder le développement économique des États africains. Que donc faire pour que ce retard soit remplacé par un développement économique?

¹⁰⁶⁶ A great civilization is not conquered from without until it has destroyed itself within

Faudrait-il éliminer ces compradors ou les pratiquants du clientélisme? Cet esprit à sûrement existé au sein du peuple ivoirien. Le cas d'Etienne Djaument, du parti progressiste de Côte d'Ivoire, fut jadis accusé d'avoir créé les émeutes de Treichville, puisqu'Houphouët ne lui avait pas octroyé le prêt qu'il lui aurait demandé. Pour ce fait, il a basculé du côté des colons pour occasionner les événements de 1949 à Treichville. Ce massacre s'était achevé de l'emprisonnement des militants du PDCI-RDA, à Bassam. Il n'a été observé que ce système a demeuré et a continué depuis les années quarante à nos jours. Et rien n'a été fait pour remédier à cela. En somme, les Ivoiriens en majorité n'ont pas compris ce que sait que la politique ou la démocratie. Il est bien retenir pour ce fait, les paroles du président Chirac. Il disait que la démocratie était un luxe pour les Africains.¹⁰⁶⁷

Il semblerait certainement avoir raison en s'exprimant ainsi. Les paroles semblent peut être des préjugés. En analysant cette déclaration, il s'avère que les Ivoiriens n'ont pas ménagé d'effort pour réfuter l'affirmation du président Chirac. Puisque pour la plupart d'entre eux peu sont ceux qui ont fait l'école de la politique comme discipline. Certains diront que c'est avec le temps qu'ils ont acquis la connaissance politique, afin de ne pas rejeter l'idée de pas en majeure partie côtoyé les universités de Science Po. ou de Sciences politiques, l'Harvard ou Oxford etc.

Apprendre la politique sur le terrain demande beaucoup d'années et d'expérience avant de pouvoir confronter les problèmes lorsque ces derniers seront en face de la réalité. Puisqu'il leur faut tout d'abord rencontrer ces problèmes une toute première fois pour les résoudre la seconde fois. Il est clair que le hasard les aidera à peut être réussir à résoudre certains problèmes quelque fois, mais la probabilité de ne pas pouvoir plus souvent est très grande. Par contre, celui ou celle qui est passé dans ces écoles ou universités où les sciences politiques sont enseignées comme discipline, pourra automatiquement comprendre le problème et trouver dans l'immédiat la solution. Le danger sera amorti bien avant qu'il affecte toute la nation ou l'État concerné en question. Cette ignorance demeure le majeur problème des Ivoiriens. Ils refusent d'apprendre les bases de la politique, mais veulent parler politique. Ils ne savent pas mais tout en sachant.

Il serait grand temps, car mieux vaut tard que jamais, pour ces derniers de s'appliquer davantage à s'instruire dans ce domaine. C'est bien parce que la politique était le moyen de

¹⁰⁶⁷ Djibril Kassomba Camara, *Le Bipartisme, panacée pour la démocratie représentative?*, Éditions Publibook, Paris, 2013, p.119

bonne gouvernance d'une société civile dans l'empire grecque que les Romains ont emprunté ce système. Les Romains à la copie de l'Agora grecque, ont créé le Forum. Et par la suite, les grandes écoles ou universités de politiques se sont inspirées du système ou de ce modèle. Il est bien juste de dire que toutes les civilisations se valent. Il est également intéressant et intelligent de souligner, qu'avant l'arrivée des occidentaux chaque tribu avait son système démocratique et administratif.

Par contre, de nos jours le monde est connecté. Il s'agit dans l'ensemble, d'un monde interconnecté puisqu'il est question d'une mondialisation. Les politiques ou les démocraties doivent se compenser. Toute politique ou démocratie qui ne converge pas avec les autres dictées sur un modèle bien défini, est automatiquement réprimandée. Une politique différente de celle imposée par le monde occidental d'où provient la notion de politique et démocratie, est directement considérée de mouvement nationaliste. Et c'est bien de cette sorte que plusieurs dirigeants africains qui parlaient du bien être de leurs concitoyens ont été éliminés afin de ne pas s'opposer au système en place.

Patrice Lumumba en a payé le prix, Kwame Nkrumah également, Sékou Touré par l'isolement et tant d'autres au cours de la période de la guerre froide. Cela a failli aussi coûter la vie à Félix Houphouët-Boigny, qui eût la vie sauve grâce à Mitterrand. Gbagbo est l'actuelle victime du système. Il a défié le monde entier et il est sanctionné pour sa désobéissance. Il est chanceux car il vit toujours. Quelles sont les conditions dans lesquelles il vit aujourd'hui? Il est détenu à La Haye. Une justice des plus forts lui est assujettie. Il ne reviendra pas à condamner les Ivoiriens de ne pas avoir fait l'école de politique dans des universités. Puisqu'aucune école ou université enseignant la discipline de sciences politiques dans leur pays n'a été construite. Cela est certainement fait expressément pour ne pas leur apporter une lumière dans ce sens.

Par contre, cela ne justifiera pas leur manque de connaissance en discipline de science politique. Ils doivent s'éveiller et prendre le taureau par les cornes. Des universités où la discipline de science politique sera enseignée, ont besoin d'être construites, afin d'apporter une lumière au peuple ivoirien. Sinon, cette nation sombrera dans l'obscurité et demeurera au stade traditionnel ou stationnaire politique. Puisque personne ne peut faire partie de ce monde contemporain sans toutefois avoir une notion de la mondialisation. Ayant enfin en tête l'idéologie de la mondialisation, il serait aussi juste et sage d'apporter et à donner à ces

derniers l'accès aux outils de ce nouveau modèle, afin qu'ils ne fassent simplement pas partie du nouveau jeu politique mais encore qu'ils soient de véritables acteurs.

Une indépendance politique et économique ne se donne ni se négocie, elle s'obtient. Mieux vaut ne pas s'engager dans un combat au cours duquel l'individu est déjà vaincu dès le début. Les Iraniens se sont débarrassés du Shah royal par une révolution populaire de 1979 avec une population bien formée (connaissances académiques).¹⁰⁶⁸ Il serait sage et réfléchi de bien s'armer académiquement avant de prendre part aux hostilités. Puisqu'une nation remplie d'un ensemble d'individus qui déborde d'éducation académique s'en sort parfaitement qu'une population analphabète. Le peuple de Côte d'Ivoire a été assoiffé de liberté totale, depuis les années 1940, mais reste cependant dans les chaînes de la servitude. Il n'est toujours pas totalement libre.

Puisque la trahison qui a existé au sein de ce peuple depuis la colonisation du territoire jusqu'aux années quarante et soixante ainsi que 2002 continue son cours. La mauvaise graine doit être ôtée de la bonne récolte ou moisson, afin que l'objectif pour lequel les premiers hommes politiques ont lutté soit obtenu. Sinon encore des siècles, et la Côte d'Ivoire demeurera en servitude. Un semblant de politique planera sur le territoire, il ne répondra ou ne correspondra point à un État de droit, mais plutôt un pays assiégé. Puisque jusqu'en 2016, le pays dépend continuellement de l'extérieur. En somme, les leaders politiques ivoiriens se sont dispersés. Ils mènent une lutte de libération qui concerne l'avenir du peuple, tout en œuvrant en rang dispersé. Cela leur coûtera toute une vie si rien n'est fait pour remédier à la méthode utilisée. Le résultat de la liberté ne sera guère obtenu, puisque certains individus ne font que du clientélisme. Le peuple doit plutôt s'unir et bannir de leur milieu la division. L'amour et la fraternité doit y prendre place, dans l'optique de consolider l'idée de liberté totale que prônaient leurs devanciers tels qu'Houphouët, Biaka Boda et autres. Finalement, rien n'a changé sous les tropiques, en Côte d'Ivoire, de 1940 à 2016. Sur le plan politique, la politique et encore la démocratie ont été en dent de scie, dans le passé comme aujourd'hui. Nous espérons, qu'un jour ou l'autre, le peuple ivoirien comprendra et arrivera à acquérir cette liberté démocratique, politique et économique dont durant des décennies ils ont tant rêvé, sur la base d'un intérêt commun et national.

¹⁰⁶⁸ Aaron Willis, *Teaching about the Middle East: A teacher's Resource Guide*, Revised Editions, Culver City, CA, 2007, p.99

En général, la Côte d'Ivoire, était une ancienne colonie française. Ce territoire fut parmi les colonies de l'AOF ayant profité de l'aubaine des réformes du Front populaire français, lors de l'acquisition du pouvoir. L'opportunité accordée aux colonies de l'AOF, ont motivé plus d'un pour la formation de divers partis politiques, parmi lesquels, le PDCI-RDA, le PPCI, le SFIO, le PANA et autres. À l'heure des indépendances, en août 1960, le pays connaît un essor économique qui ne serait dire de son nom et demeura un modèle ouest-africain. Quelques années plus tard le pays connût des difficultés économiques en 1980 et une phase politique en 1990 qui déboucha sur le multipartisme. Ce fut le jour pour le FPI, ancien parti clandestin, qui fut légalisé au cours de cette année. L'USD et le PTI le servent en soutien. Ensuite, le RDR en 1994, parti qui naît du PDCI-RDA pour des questions d'opinions politiques.

Suite à ce fameux multipartisme le pays traversa des atrocités qui donnèrent lieu aux attaques du 19 septembre 2002. Plusieurs résolutions de conflits ont été utilisés dans l'optique de refaire naître la paix en Côte d'Ivoire. Des élections ont été prévues et reportées plus de six fois, malgré les différents accords de Linas-Marcoussis, de Pretoria et de Ouagadougou. Le pays sombra une fois de plus dans le chaos après la proclamation des résultats pour Gbagbo comme président par le Conseil Constitutionnel. Tandis que, la CEI, sensée communiquer les résultats provisoires du scrutin, prit le pli depuis le quartier général du RDR, d'annoncer Ouattara comme le second dirigeant de la Côte d'Ivoire, soutenu par une communauté dite internationale. À la sortie des affrontements postélectorales, le président Gbagbo fut arrêté et Ouattara jusqu'aujourd'hui dirige les arènes du pays. Par contre, Gbagbo et son ministre Blé Goudé Charles sont emprisonnés à La Haye durant le processus de réconciliation du pays.

L'économie du pays est dit recouverte de +9% de croissance économique tandis que le rapport de la Banque mondiale prouva le contraire en insistant sur le taux de pauvreté galopante qui asphyxie le peuple ivoirien. Pour remédier et parer à l'idée de politique et de démocratie tant recherchée par les politiques ivoiriens, il serait juste de parler d'une véritable réconciliation tout en cherchant à accroître, le taux d'alphabétisation, améliorer le domaine de la santé publique et les conditions de vie de cette population. C'est bien en ce moment que la liberté totale prônée par les anciens comme récents hommes politiques que le pays parviendra à se libérer et non en se jetant la pierre dessus, pour prouver un sens de clientélisme ou de comprador. Sinon, ce ne sera qu'illusion ou utopie, cette notion de libération dont rêve le peuple ivoirien.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Un pays tel que la Côte d'Ivoire qui entretenait jadis des relations commerciales avec le monde extérieur, avait finalement fléchi les genoux en face de la grande France durant sa phase coloniale. Une fois cette période vécue, les travaux d'infrastructures furent mis sur pied. Les grandes réalisations sont entamées. Le pays fut prospère et se rangea comme le premier pays producteur mondial de cacao, en 1978 en laissant derrière lui le Ghana qui le devançait auparavant. Il réalisa également un bon rang au niveau de la production de café. Ces atouts permirent aux citoyens de ce territoire d'être l'exemple économique de la sous région et d'occuper une place économique en Afrique. La crise économique de 1980 frappa d'un bon coup de fouet le territoire. Et en 1990, les mouvements populaires permirent aux entités dites dirigées sous un régime dictatorial, à être démocratisées. Ce phénomène auquel plusieurs voulaient adhérer, gagna la Côte d'Ivoire. Un multipartisme fut instauré et les partis politiques se firent la guerre tout en ignorant qu'ils étaient un même peuple.

Qui d'Houphouët, Bédié, Guei, Gbagbo pouvait mener le pays à sa destinée? Une fois la mort du premier président du pays annoncée, un bras de fer se fit sentir entre Bédié et Ouattara pour la direction de la Côte d'Ivoire. La naissance du RDR par Djeny Kobena, en 1994, nous fit revivre les événements des années quarante, lors de la disparition du fondateur du parti. Un coup d'État est consommé pour la première fois en Côte d'Ivoire, Bédié est renversé, en 1999. Trois années plus tard, un second coup d'État est enregistré, cette fois-ci avec d'énormes dégâts et de pertes en vie. Cela se déroula dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, tandis que le président Gbagbo était en visite officielle en Italie. Les négociations sont entamées à son retour. Une trêve des hostilités est marquée après que quelques conditions des groupes rebelles soient remplies.

Au lendemain du second tour du scrutin présidentiel de novembre 2010, une forte crise postélectorale éclata et ce fut la phase la plus triste que le pays ne connût depuis toute son histoire. Deux présidents pour un fauteuil. Qui de Gbagbo ou de Ouattara devrait céder le siège? Heureusement pour Ouattara, il avait le soutien de la communauté dite internationale, qui approuvait le verdict de la CEI, organe sensé annoncer les résultats provisoires du scrutin de novembre 2010. Et malheur, au président sortant Gbagbo, qui était le choix du peuple, de la constitution et du Conseil Constitutionnel ivoirien, puisque son soutien étant limité.

Pour ce fameux fauteuil dont avait depuis 1993, rêvé Ouattara, le sang coulera à flot en Côte d'Ivoire. Peu importe les méthodes utilisées pour accéder à ce pouvoir, ni Gbagbo ni Ouattara ne reculait. Il faudra les bombardements de l'ONUCI et de la Licorne pour les départager.

Gbagbo fut arrêté et livré au camp adverse qui résidait au Golf Hôtel, le bastion de Ouattara, où d'ailleurs les résultats du scrutin qui le rendaient président de la Côte d'Ivoire, furent annoncés. Un Gbagbo nationaliste et récalcitrant, en face d'un libéral Ouattara qui abdique aux instructions qui lui sont prescrites, depuis l'extérieur est automatique le chouchou du monde entier. Il a travaillé au sein des institutions internationales, donc pourquoi se séparer de lui pour laisser couler un système mondial qui ne fonctionne qu'avec une méthode néolibérale? Ouattara était dit être l'homme de la situation comme le confirmaient ses sympathisants, Dr ADO la solution. Était-il temps, pour la toute petite Côte d'Ivoire qui n'est qu'un grain dans un sac de sel, de vouloir son indépendance économique et politique? Aurait-il été juste que la constitution de la Côte d'Ivoire soit foulée au pied, par des États et institutions internationales qui eux respectent leur constitution à eux? Devons nous confirmer la notion de justice évoquée par Thrasymachus?

La justice dont parlait John Rawls n'est surtout pas celle que nous vivons de nos jours? Certainement que la justice est transcendante. Elle ne reste pas toujours la même, puisqu'elle subit des transformations selon le temps et l'espace. La politique doit certainement répondre aux mêmes critères. La politique ou la démocratie de l'antiquité ne répond forcément pas aux caractéristiques de la politique contemporaine ainsi qu'à la démocratie de ce temps. Puisque les voies ne sont pas identiques. Un monde qui a sa propre manière de voir les choses que les différentes populations ont du mal à comprendre. Une politique dénommée la *realpolitik*, qui n'a rien en commun avec la politique de l'antiquité. Est-ce un jeu de mots ou tout simplement les méthodes ont été transformées? Nous vivons dans un monde néolibéral, où le commerce doit primer sur tout. Un système qui favorise la libre circulation des biens et des citoyens. Il est parfois appelé, une planète cosmopolitan. Ce qui revient à dire qu'aucune barrière ne devrait existée entre les nations.

Par contre, il existe un cachet dénommé visa entre ces pays. Serait-il d'un monde cosmopolitan imaginaire, dont il est question? Puisqu'il est inadmissible de prôner un territoire universel et de tracer des interdits. Nous appellons cela une double moralité. Une politique mondiale, avec certainement un gouvernement universel dont le président est méconnu, qui travaille peut être dans l'ombre. Il doit plus discrètement tirer sur les fils

imaginaires qui dictent la manière de faire la politique nationale d'un État, qui serait immédiatement liée au système universel. Une fois en dehors de la ligne, les sanctions sont rudes et multiples. Mais avant, le faussaire du modèle est automatiquement qualifié de dictateur, assoiffé de pouvoir.

Celui qui bafoue le droit de l'homme. En somme, la Côte d'Ivoire n'appartiendrait à personne, mais plutôt à celui qui pourra faire le jeu de la politique universelle, sera la personne en charge de gouverner le territoire peu importe la constitution de ce pays. Une population de nos jours peut périr pour des raisons d'intervention humanitaire, c'est-à-dire pour sauver une minorité, une majorité peut en payer le prix, en fonction du mépris vis-à-vis de la personne considérée dictateur. En quelque sorte, c'est faire de l'omelette tout en cassant des œufs, mais au maximum possible. Plusieurs œufs sont cassés pour cette omelette sans toutefois servir.

Plusieurs, Ivoiriens ont été tués durant près d'une décennie, sans toutefois que cela n'est ébranlé plus d'un. Aucune justice n'a été faite pour les sanctions contre les faussaires. Mais plutôt, les agressés et encore les victimes tout en étant en légitime défense sont pris pour bourreaux et oppresseurs. Un monde contemporain que nous considérons injustes, car la justice qui n'était pas tolérable l'est aujourd'hui. Certainement, qu'un individu s'opposait à l'intérêt de plusieurs. Le cacao ivoirien ainsi que le café, deux denrées de valeur. La personne qui les confisque et ne souhaite pas les commercialiser, puisque ces denrées renferment plusieurs dérivées, sera immédiatement mise aux barreaux. Cette correction est normale, puisque le récalcitrant souhaite inverser un système qui ne doit aucunement être interrompu.

Patrice Lumumba l'a fait au Congo, il fut tué le 17 janvier 1961. Houphouët l'a expérimenté, un multipartisme lui fut imposé en 1990, en Côte d'Ivoire. Gbagbo a essayé en 2011, des pluies de bombes sont tombées sur la résidence présidentielle, qui faisait partie du patrimoine ivoirien. La lutte menée en rang détaillée, par les politiques ivoiriens en particulier et en général par ceux d'Afrique, les conduit exactement là où les populations ivoiriennes et africaines savent. La tombe ou la prison est le remède à l'émancipation des politiques ivoiriens. Depuis les phases coloniales et post indépendances, les politiques ivoiriens se sont soldés au même sort que leurs prédécesseurs, mais la méthode de lutte de libération reste identique. Que faire donc pour se séparer de ces moyens archaïques, afin de mener une lutte noble? L'éducation, la santé publique et le bien être doivent être les composantes de la formule qui pourrait les conduire à leur indépendance économique et politique. Il est grand temps que la stratégie puisse changer, pour un résultat efficace escompté. Sinon, lutter et

lutter sans succès sera la récompense des politiques amateurs de la Côte d'Ivoire. Une erreur que le président Gbagbo avait commise, était de vouloir appliquer la politique occidentale en Côte d'Ivoire, tandis que les IDH étaient différents.¹⁰⁶⁹ Le peuple ivoirien ne mangeant pas à sa faim devrait dans un premier avoir le minimum pour survivre.

Avec le temps, une fois cette étape d'IDH bien assimilée, le peuple ivoirien aurait été affranchit en majeure partie et il aurait été facile de parler de politique européenne en Côte d'Ivoire, à un peuple qui avait du mal à se retrouver économiquement. Aussi, si les Ivoiriens avaient le bon sens de patience, ils auraient gagné par la suite. Mais toujours est-il qu'ils sont pressés. Ils mettent la charrue avant les bœufs. Par ailleurs, la démocratie occidentale ne peut aucunement être appliquée en Côte d'Ivoire, car les contextes et les enjeux ne sont pas pareils. D'aucuns pourraient dire que les enjeux n'étaient pas pareils en 1936 et le Front populaire français voulaient les faire profiter des réformes faites en France. Il serait juste de penser de la sorte, mais toujours est-il que cette population coloniale et actuelle n'est pas à mesure d'appliquer à la lettre les conditions démocratiques et politiques occidentales. Ces derniers ont besoin de temps, car ils ont beaucoup à fournir. Ils doivent tout d'abord combler le vide que la traite négrière a causé. Ensuite, le tort qui leur fut imposé par la colonisation doit être un peu oublié, même si cette colonisation aurait eu des aspects positifs. L'indulgence doit être accordée à ceux-ci, dans un premier temps. Il faudra donner le temps au temps et non imposer la démocratie occidentale à ces derniers sachant que les conditions de vie sont diamétralement opposées. Les besoins des Africains en général, et en particulier des Ivoiriens ne répondent pas aux mêmes exigences que ceux des occidentaux.

Il serait préférable de leur apprendre à pêcher que de leur donner à manger de force. Un jour adviendra où ces peuples africains comprendront ce que c'est que la politique et la démocratie, mais le moment n'est pas encore arrivé. Puisqu'ils bradent en majeure partie, tout en s'opposant à ceux qui veulent libérer le peuple, les biens de leur pays à certaines personnes à qui cela profitent. La Côte d'Ivoire, en occurrence, sera démocratisée au maximum, lorsque les Ivoiriens cesseront de se faire la jalousie, une guerre d'intérêt personnel que national, et seront plus éduqués en masse. Les organisations internationales telles que l'ONU, doivent être renouvelées. Elles ont besoin de nouvelles méthodes de gouvernance, car le nombre de pays et de démographie mondiale s'est accru plus que l'on l'avait prévu. Le nombre de membre dans cette organisation est une autre réalité. Plusieurs points doivent être revus et certainement

¹⁰⁶⁹ <http://www.canalmonde.fr/r-annuaire-tourisme/monde/sources/idh.htm>

subir des amendements plus adéquats, dans l'intérêt de la population mondiale. Ces organisations doivent également respecter les constitutions de tous les pays du monde au même titre et non favoriser certains et discriminer d'autres, puisqu'ils semblent faibles militairement ou économiquement.

Aussi longtemps que la notion d'eux et nous persistera, le monde sera continuellement le terrain de conflits. Une fois que la discrimination raciale ou de classe sociale s'extériorisera peu, les guerres fréquentes auxquelles le monde est assujéti, seront réduites au maximum et avec le temps disparaîtront. Mais cela nécessite la bonne foi de chacun des peuples du monde avec le respect commun des uns vis-à-vis des autres, peu importe la couleur de peau, le développement économique et la puissance militaire ainsi que les autres moyens. L'Ivoirien comme tout autre peuple a bel et bien besoin de vivre et évoluer dans un monde parfait et ordonné, car la science est positive et non destructive. Les différentes écoles de relations internationales ainsi que de sciences politiques, quoi ils soient réalistes ou néo-réalistes, libéraux ou néolibéraux encore marxistes ou néo-marxistes doivent tout ensemble se tenir la main dans la main pour construire un système mondial qui répond aux besoins et nécessités de l'humanité toute entière. Les préjugés de supérieur et inférieur, vis-à-vis d'un État ou autre, n'a pas son sens d'être. Ivoiriens, Africains, Français, Européens, Canadiens, Américains, Chinois, Asiatiques, Australiens et Néo-Zélandais doivent tous ensembles profiter des biens faits de la mondialisation. La guerre ou l'usage de la force n'est pas la solution d'une résolution de conflit tel que cela a été observé près d'une décennie en Côte d'Ivoire, du 19 septembre 2002 au 11 avril 2011.

La démocratie est dite de favoriser le développement économique, mais cela n'est toujours pas le moyen par lequel un peuple obtient sa stabilité politique ou économique. Cette démocratie peut fonctionner merveilleusement dans un territoire et pas dans un autre endroit. Pas seulement la démocratie qui permet l'instauration d'un système économique réussit dans un État, vice versa, encore certains facteurs jouent un rôle déterminant dans le processus. Un pays comme la Chine est considéré pas démocratique par contre accumule un essor économique inédit. Tandis que l'Honduras qui avait ouvert ses portes au système néolibéral demeure à nos jour un pays très pauvre. Ce n'est toujours pas possible que la démocratie favorise la stabilité économique et politique. Par contre, le succès est obtenu si et seulement si les conditions nécessaires et facteurs abondant dans la direction du succès y sont réunis et utilisés à bien. Comment un pays tel que la Côte d'Ivoire qui fut l'espoir de toute une région d'Afrique de l'ouest, voir du monde entier puisqu'il accueillit près de 26 à 27%

d'étrangers¹⁰⁷⁰, a pu vivre les affres de la guerre, après avoir enregistré un essor économique? L'économie s'appuyant sur la rente du cacao et du café était bonne voir parfaite. Une stabilité politique et économique plana sur la nation. Mais avec la présence du multipartisme, au sein du peuple ivoirien, qui devrait permettre au pays d'être encore plus démocratique, cette entité sombra dans l'obscurité de la guerre.

Aucune leçon n'avait été apprise par les Ivoiriens, par rapport aux différents conflits qui ont frappé certaines entités africaines, et leur voisin du Libéria ainsi que de la Sierra Léone. Une stabilité politique avec le parti unique du PDCI-RDA devrait il toujours être la solution afin que le drame que vécurent les Ivoiriens soit évité? Ou n'étaient ils pas encore prêts pour recevoir le multipartisme en Côte d'Ivoire? Pourrait-il être dit de la situation qui prévalu en Côte d'Ivoire d'être causé par le peuple ivoirien ou des acteurs étrangers? À qui revenait la cause? Aux politiciens de la première heure, c'est-à-dire, ceux de l'époque coloniale ou aux derniers intervenants de 1990? Existe-il réellement une véritable démocratie pour les Africains en général, et en particulier, pour les Ivoiriens? Existe-t-il des critères à partir desquels ils sont mesurés? La démocratie dont rêvaient les différentes classes politiques à travers le temps et périodes vécues, a été un échec total en Côte d'Ivoire, depuis 1940 à 2010 et voir de nos jours.

Quand sera cette démocratie véritablement instaurée en Côte d'Ivoire? Combien de temps faudra t'il à ce peuple pour la réussir ou l'atteindre? Pour répondre à notre problématique de recherche, par rapport à cette étude, la démocratie n'a ni favorisé la liberté du peuple ivoirien ni son essor économique ni vice versa. Contrairement aux pensées des néolibéraux, l'essor économique n'est toujours pas obtenu, et ne mène aucunement à la démocratie. Le peuple ivoirien dès lors, a besoin d'œuvrer au maximum pour une véritable réconciliation du pays, afin de reformer cette harmonie qui l'avait jadis uni en nation. Une fois cela fait, une coopération multilatérale naîtra d'elle-même entre ces multiples habitants, et les activités économiques fleuriront pour enfin accéder à la démocratie dont ils ont le plus rêvé pour la plupart du temps.

Est-ce une obligation pour un individu de servir son pays si ce dernier semblerait détenir une connaissance? Ou encore, est-il impératif de mettre ses connaissances au profil de son pays si la majeure partie de la population répudie ce dernier? Une connaissance universelle est valable partout le monde entier. Albert Einstein qui était juif s'est servi de ses connaissances

¹⁰⁷⁰ Luc Sindjoun, *Sociologie des relations internationales africaines*, Éditions Karthala, Paris, 2002, p.50

pour fabriquer les bombes atomiques, pas en Israël, mais aux États-Unis. Ce qui revient à dire que toute personne dotée d'une connaissance ne peut jamais être prophète chez soi. Ouattara, plusieurs fois repudié par le peuple ivoirien aurait du faire comme Albert Einstein ou d'autres économistes de son rang qui certainement servent les intérêts du monde que ceux de leur nation d'origine. Il l'avait fait en 1993, il pouvait aussi le continuer sans toutefois créer un chaos en Côte d'Ivoire. Tidjane Thiam, est un Ivoirien, dont l'avenir était tracé en Côte d'Ivoire, puisqu'étant le petit neveu d'Houphouët-Boigny, mais travailla en Angleterre¹⁰⁷¹ et aujourd'hui en Suisse comme le directeur général de crédit Suisse.¹⁰⁷² Thiam n'est pas le seul Ivoirien à mettre ses connaissances au profit du monde entier. Eric Kacou, un autre jeune Ivoirien et ami personnel. Il est celui qui aida à reconstruire le Rwanda, post guerre, tandis que le pays était tout en ruine.¹⁰⁷³ Plusieurs sont des jeunes ivoiriens à mesure de gouverner la Côte d'Ivoire, mais usent de leur savoir pour le monde entier. Pas parce qu'ils constituent un groupe de fuite de cerveau, mais plutôt qu'ils sont ambassadeurs du monde entier dû au système de mondialisation. Par contre, en raison de vouloir coûte que coûte introniser Ouattara au pouvoir en Côte d'Ivoire, la France, l'amie indéniabale des Ivoiriens, est calomniée de tout les mots. L'ONU, est également accusée d'avoir contribué au génocide de Duékoué ainsi qu'à l'extermination des populations civile du pays.

Enfin, le droit n'a pas été dit dans le dossier de la crise ivoirienne. La justice n'a non plus pas été rendue et continue toujours son cursus à La Haye, en cette année de 2016. Parfois, cette justice est qualifiée de mise en scène. De quelle justice s'agira-t-il, si les forces de l'ONUCI ont contribué aux bombardements aériens, ainsi qu'à l'arrestation de Gbagbo? Il est évident que ceux qui ont contribué à la chute du président Gbagbo, sont ceux qui dirigent les arènes de La Haye. En fait, à quelle justice s'attend le camp Gbagbo ou la majorité des Ivoiriens ainsi que ceux de la sous région et du monde entier qui sembleraient s'intéresser au procès rendu à Gbagbo?

En conclusion, la Côte d'Ivoire a une fois de plus échoué à insérer la démocratie en son sein. Par conséquent, il n'est toujours pas possible qu'une bonne économie aboutisse à la démocratie et la démocratie constitue forcément pas le moteur de la paix. Cette méthode

¹⁰⁷¹Le Monde Afrique, *Tidjane Thiam, ce banquier que la France regrette d'avoir laissé partir*, publié le 10.03.2015 à 10h56, mis à jour le 12.03.2015 à 14h16, par Bruno Meyerfeld

¹⁰⁷² Le Point Afrique, *Afrique-Crédit Suisse: Tidjane Thiam, ce prophète dont la France n'a pas voulu*, publié le 10/03/ 2015 à 17:11, modifié le 11/03/2015 à 07:45, par Michael Buholzer (représentant AFP)

¹⁰⁷³ ESP, Entrepreneurial Solutions Partners, Enabling entrepreneurs to achieve success & significance: Meet our team (Source: Espartners.co/team/eric)

fonctionne pour certains pays, par contre reste une utopie pour d'autres entités. L'exemple de la Côte d'Ivoire l'a démontré ou prouvé, de 1940 à 2010, voir jusqu'aujourd'hui, en 2016. Combien de temps faudra t'il aux Ivoiriens pour aboutir à une véritable démocratie qui les conduira à une économie florissante ainsi qu'à la paix?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- Alcock, Susan E. & Osborne, Robin, *Classical Archaeology*; Editions Wiley-Blackwell, 2nd ed. Malden (USA) & West Sussex (UK), 2012
- Aristote, texte Français présenté et annoté par Maurice Prélôt, *Politique*, P.U.F, Paris, 1950
- Baylis, John & Smith, Steve, *The globalization of world politics: An introduction to International Relations*; Oxford University Press, 3rd ed. Oxford (UK) & New York (USA), 2005
- Behrendt, Christian & Bouhon, Frédérique, *Introduction à la théorie générale de l'État: Manuel, Collection de la Faculté de Droit de l'Université de Liège*, Éditions Larcier, Bruxelles, 2009
- Belsey, Andrew & Chadwick, Ruth, *Ethical issues in journalism and the media*; Routledge, 1st ed. London & New York, 1992
- Bengtsson, Tommy & Saito, Osamu, *Population and Economy: From hunger to modern economic growth*; Oxford University Press, 1st ed. New York, 2000
- Black, Edwin, *Internal combustion*; St Martin Press, 1st ed. New York, 2006
- Brewer, John; Mitchell, David & Leavey, Gerard, *Ex-combatants, religion, and peace in Northern Ireland, The role of religion in transitional justice*; Palgrave Macmillan, 1st ed. New York, 2013
- Buzan, Barry & Little, Richard, *International systems in world history*; Oxford University Press, 1st ed. Oxford (UK), 2000
- Centre d'Études Diplomatiques et Stratégiques, *Enjeux Diplomatiques et Stratégiques*, Éditions Economica, 1^{ère} éd. Paris, 2011
- Charbonneau, Bruno, *France and the new imperialism: Security policy in Sub-Saharan Africa*; Ashgate Publishing Limited, 1st ed. Hampshire (England) & Burlington (USA), 2008
- Chomsky, Noam, *Masters of mankind: Essay and lectures, 1969-2013*; Haymarket Books, 1st ed. Chicago, 2014
- Chomsky, Noam, *How the world works: Four classic bestsellers in one affordable volume*; Soft Skull Press, 1st ed. USA, 2011
- Chagnollaud, Dominique, *Science Politique*, Éditions DaLLoz, Paris, 2010
- Collier, Paul & Sambanis, Nicholas, *Understanding civil war*; The World Bank, 1st ed. Washington D.C, 2005

- Collier, Paul, *Wars, Guns and Votes: Democracy and dangerous places*; HarperCollins Publishers, 1st ed. New York, 2009
- Day, Mark, *The philosophy of history: an introduction*; Bloomsbury Academic, 1st ed. London & New York, 2008
- Darwin, Charles, *On the origin of species: Oxford world's classics*, 2nd ed., Oxford University Press, New York, 2008
- Doyle, Michael, *Ways of war and peace: realism, liberalism & socialism*, W.W. Norton & Company, New York, 1997
- Dozon, Jean-Pierre, *Les Bété: Une création coloniale*, Éditions La Découverte, Paris, 1985
- Francis, David J, *Peace and conflict in Africa*; Zed Books, University Press Michigan, 1st ed. Michigan, 2008
- Femton Nathalie, Brian Alan & Deacon David, *Mediating social science*, Éditions SAGE Publications, London, 1998
- Godfrey-Smith, Peter, *Theory and Reality: an introduction to the philosophy of science*; The University of Chicago Press, 1st ed. Chicago & London, 2003
- Harding, Sandra, *Is Science multicultural? : Post-colonialism, Feminisms and Epistemologies*; Indiana University Press, 1st ed. Bloomington & Indianapolis, 1998
- Heywood, Andrew, *Political theory: An introduction*, 3rd ed., Palgrave Macmillan, New York, 2004
- Holly Sean & Weale Martin, *Econometric modeling: Techniques and Applications*, Cambridge University Press, Cambridge & New York, 2000
- Jack S. Levy, *Domestic Politics in war*, in Robert I. & Theodore K. Rabb, eds., *The Origin & Prevention of major wars*, Cambridge University Press, New York, 1989
- Jaffrelot, Christophe, *L'enjeu mondial: Les pays émergents*, Presse de la Fondation nationales des Sciences Politiques, Paris, 2008
- Joseph Sara & Castan Melissa, *The international covenant on civil and political rights: cases, materials and commentary*, Oxford University Press, Oxford, 2013
- King, Gary, Keohane, Robert & Verba, Sydney, *Designing Social Inquiry: Scientific Inference in Qualitative Research*; Princeton University Press, 1st ed. New Jersey, 1994

Koreih, Chima J. & Njoku Raphael Chijioke, *Missions, States, and European expansion in Africa*, Éditions Routledge, New York & London, 2007

Kropotkin, Peter Harry, *Mutual Aid: A factor of evolution*; ReadaClassic.com, 1st ed. USA, 2010

Kropotkin, Alexander Petr, *Mutal aid, A factor of evolution*, William Heinemann, 1st ed. London, 1902

Lijphart, Arend, *Electoral systems and party systems: A study of twenty-seven democracies, 1945-1990*, 1st ed., Oxford University Press, Oxford & New York, 1994

Mies, Maria, *Patriarchy and accumulation on a world scale: women in the international division of labour*; Zed Books Ltd, 1st ed. London, 1998

Mindell, Arnold, *The deep democracy of open forums: Practical steps to conflict prevention and resolution for the family, workplace and world*, Hampton Roads Publishing, Massachusetts, 2002

Monière Denis & Guay Jean Herman, *Introduction aux théories politiques*, Québec Amérique, Montréal, 1987

Morgan, Jennifer L, *Laboring women: reproduction and gender in New World slavery*; University of Pennsylvania Press, 1st ed. Philadelphia, 2004

Pomeroy, Sarah, *Goddesses, whores, wives and slaves*; Schocken Books Inc., 1st ed. New York, 1975

Rajagopal, Balakrishnan, *International Law from below: Development, Social Movements and Third World Resistance*; University Press, 1st ed. Cambridge, 2003

Touret, André, *Monlluçon après la tourmente 1944-1977*, Les Éditions Créer, Nonette, 2003

Tricot J. (traduction 1959), *Aristote, L'Ethique à Nicomaque*, Éditions Les Échos du Maquis, 2014

Wolf, Eric *Europe, and the people without history*; University of California Press, 1st ed. Los Angeles, 1982

Ouvrages spécialisés

Akin, Tessy D. Bakary, *La Démocratie par le haut en Côte d'Ivoire*; Editions L'Harmattan, 1^{ere} éd. Paris, 1992

- Akindès Francis, *Cote d'Ivoire, La réinvention de soi dans la violence*, Éditions CODESRIA, Dakar, 2011
- Akiyama, Takamas, *cocoa and coffee pricing policies in Côte d'Ivoire*; The World Bank, 1st ed. Washington, 1988
- Arnaud, J-C, *Ethnies*, in Pierre Vennetier, *Atlas de la Côte d'Ivoire*; Éditions Atlas, 1^{ère} éd. Paris, 1983
- Augustin Thierry, *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands: De ses causes et de ses suites jusqu'à nos jours, en Angleterre, en Écosse, en Irlande et sur le continent*, 3^e édition, Alexandre Mesnier, librairie, Paris, 1830
- Baulin, Jacques, *La succession d'Houphouët Boigny: Présentation de Gilbert Comte*; Éditions Karthala, 1^{ère} éd. Paris, 2000
- Bayle, Bernard, *Côte d'Ivoire 1993-2003 autopsie d'une déchirure*; Publications de l'Université Paul Valéry de Montpellier 3 ; 1^{ère} éd. Montpellier, 2003/2004
- Benot Yves, *Massacres coloniaux 1944-1950: la IVe République et la mise au pas des colonies françaises*, 2^e éd., Éditions La Découverte & Syros, Paris, 2001
- Beugré Joachim, *Côte d'Ivoire: Les dessous d'une rébellion*, Éditions Karthala, Paris, 2012
- Biaka, Devalois, *La "disparition" du patriote Ivoirien Victor Biaka Boda : plaidoyer pour libérer sa dépouille mortelle* ; Éditions l'Harmattan, Paris, 1993
- Byman L., Daniel & Pollack M., Kenneth, *Things fall apart: Containing the spillover from an Iraqi civil war*, Booking Institution Press, Washington, D.C, 2007, p.1
- Camara Mohamed Saliou, *His master's voice: Mass communication & single party politics in Guinea under Sékou Touré*, 1st ed., Africa World Press, Inc, Trenton & Asmara, 2005
- Charbonneau Bruno, *France and the new imperialism: Security policy in sub-Saharan Africa*, Éditions Ashgate Publishing Limited, Hampshire & Burlington, 2008
- Clarence-Smith, William Gervase, *Cocoa and chocolate 1765-1914*; Routledge, 1st ed. New York, 2000
- Claude Gérard, *Les pionniers de l'indépendance*, Inter-Continents Promotion, Sablons, 1975
- Collier Paul, *The bottom billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it*, Oxford University Press, New York, 2007
- Conesa, Alfred, *La fabuleuse aventure du café*; 1^{ère} éd. Editions De, Paris, 2006

Contamin, Bernard, *Entreprises publiques et désengagement de l'état en Côte d'Ivoire : à la recherche des privatisations*; 1^{ère} éd. Éditions Karthala, Paris, 1997

Cornevin Marianne, *Histoire de l'Afrique contemporaine: De la deuxième guerre mondiale à nos jours*, 2^e éd., Éditions Payot, 1978

Couldry, Nick; Hepp, Andreas & Krotz, Friedrich, *Media events in a global age*; Routledge, 1st ed. London & New York, 2010

Curran, James & Morley, David, *Media and cultural theory*; Routledge, 1st ed. New York, 2006

Croxton Derek, *Westphalia: The last Christian peace*, Éditions Palgrave Macmillan, New York, 2013

Dadié, Bernard B. *Carnet de prison*; Centre d'Édition et de Diffusion Africaine, 1^{ère} éd. Abidjan (Côte d'Ivoire), 1950

Dallaire Romeo, *Shake hands with the devil: The failure of humanity in Rwanda*, Carroll & Graf Publishers, New York, 2003

David Philippe, *La Côte d'Ivoire*, Éditions Karthala, Paris, 2009

De Witte Ludo, *The assassination of Patrice Lumumba*, Éditions Verso, 1st ed. London & New York, 2002

Deng, Francis M; Kimaro, Sadikiel; Lyons, Terrence; Rothchild, Donald & Zartman, William I, *Sovereignty as Responsibility, conflict management in Africa*; The Brookings Institution, 1st ed. Washington D.C, 1996

Diakitè, Bouakary Sidiki, *Alassane Dramane Ouattara: Une ambition au service du développement de la Côte d'Ivoire*; Éditions Edilac, 1^{ère} éd. Paris, 2008

Diabaté Henriette, *La marche des femmes sur Grand-Bassam*, Nouvelles Éditions Africains, Abidjan & Dakar, 1975

Diégou, Bailly, *La réinstauration du multipartisme en Côte d'Ivoire ou la double mort d'Houphouët Boigny*; Editions L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 1995

Duthel Heinz, Jacques Vergès: *L'avocat mystérieux, très à l'est de la France*, 1^e éd., Éditions Books on demand

Dozon, Jean-Pierre, *Les clefs de la crise Ivoirienne* ; Editions Karthala, 1^{ère} éd. Paris, 2011

Dozon, Jean-Pierre, *La société Bété : histoire d'une ethnie de Côte d'Ivoire*; Éditions ORSTROM, Bondy & Editions Karthala, 1^{ère} éd. Paris, 1985

- Fondation Cheick Yacouba Sylla. Repères historiques ; Traoré, Alioune, *Islam et colonisation en Afrique: Cheick Hamahoullah, homme de foi et résistant*; Éditions Maisonneuve et Larose, 1^{ère} éd. Paris, 1983
- Gadji, Dago Joseph, *L'affaire Kragbé Gnagbé: un autre regard 32 ans après*; Editions NEI, 1^{ère} éd. Abidjan, 2002
- Gbagbo Michel, *Côte d'Ivoire: Un air de changement*, CEDA/NEI, Abidjan, 2006
- Gomez-Perez Muriel, *L'islam politique au sud du Sahara: Identités, discours et enjeux*, Éditions Karthala, Paris, 2005
- Gnaboua, Kassoro, *Les aires linguistiques et culturelles de Côte d'Ivoire et leurs ethnies respectives*; NEI, 1^{ère} éd. Abidjan,
- Gnahoua, Ange Ralph, *La crise du système Ivoirien: Aspects politiques et juridiques*; L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 2006
- Gnawa, Leo, *I beg the World to end tyranny in Côte d'Ivoire: Uncovering the International cover-up of oppression in Côte d'Ivoire*; 1st ed. CreateSpace Independent Publishing Platform, 2014
- Gombeaud, Jean-Louis; Moutout, Corinne & Smith, Stephen, *La guerre du cacao: histoire secrète d'un embargo*; 1^{ère} éd, Éditions Calmann Levy, Paris, 1990
- Grah, Mel Frédéric, *Félix Houphouet Boigny : La fin et la suite*; Les Éditions du CERAP, Karthala, 1^{ère} éd. Abidjan & Paris, 2003
- Grah Mel, Frédéric *Félix Houphouet Boigny l'épreuve du pouvoir*, Éditions du CERAP, Abidjan et Éditions Karthala, 1^{ère} éd. Paris; 2003
- Grube, G.M.A. revised by Reeve, CDC, *Plato Republic*; Hackett Publishing Company, Inc., Indianapolis, 1st ed. Indiana, 1992
- Hanretta, Sean, *Islam and social change in French West Africa: History of an emancipator community*; Cambridge University Press, 1st ed. Cambridge & New York, 2009
- Hirst, Paul, *War and power in the 21st century*; Polity Press, 1st ed. Cambridge & Oxford, 2001
- Houdin Bernard, *Les Ouattara: Une imposture ivoirienne*, Éditions du Moment, Paris, 2015
- Huntington, P. Samuel, *The clash of civilizations*; Touchstone Books, 1st ed. London, 1998
- Hydén, Göran; Leslie, Michael & Ogundimu, Folu F, *Media and Democracy in Africa*; Nordiska Afrikainstitutet, 1st ed. Uppsala, 2002
- Ismi, Asad, *Impoverishing a continent: The World Bank and the IMF in Africa*; Halifax Initiative Coalition, 1st ed. Washington, 2004

Jacques Morel, *La France au cœur du génocide des Tutsi*, Éditions L'Esprit Frappeur, Lutry, 1994

Jarret Marie-France & Mahieu, François-Regis, *La Côte d'Ivoire: de la destabilisation à la refondation* ; L'Harmattan, 1^{ère} éd. Abidjan & Paris, 2002

Joseph, Sara & Castan, Melissa, *The International covenant on civil and political rights: cases, materials and commentary*, Oxford University Press, 3rd ed. Oxford; 2014

Kassomba Camara, Djibril, *Le Bipartisme, panacée pour la démocratie représentative?*, Éditions Publibook, Paris, 2013

Kaudjhis-Offoumou, Françoise, *Procès de la démocratie en Côte d'Ivoire*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1997

Konadje Jean-Jacques, *L'ONU et le conflit ivoirien: Les enjeux géopolitiques de l'intervention 2002-2010*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2014

Kaldor, Mary, *New and old wars*; Stanford University Press, 2nd ed. Stanford (California), 2001

Kaldor, Mary; Karl, Terry Lynn & Said, Yahia, *Oil wars*; Pluto Press, 1st ed. London, 2007

Kaudjhis-Offoumou, Françoise, *Procès de la démocratie en Côte d'Ivoire* ; Éditions L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 1997

Kipré Pierre, *Le congrès de Bamako ou la naissance du RDA*, Vol.3, Collection Afrique Contemporaine, Paris, 1989

Klare, Michael, *Resource wars: the new landscape of global conflict*; Owl Books, 1st ed. New York, 2002

Ko, Dorothy & Zheng, Wang, *Translating feminism in China*; Blackwell Publishing, 1st ed. Malden, MA (USA), 2007

Kodjo, Georges Niamkey, *Le royaume Kong (Côte d'Ivoire) des origines À la fin du XIXe siècle* ; Éditions L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 2006

Kokora, Pascal, *Le Front Populaire Ivoirien: de la clandestinité à la légalité*; Éditions L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 1999

Koui, Théophile, *Multipartisme et ideologie en Côte d'Ivoire : Droite, Centre, Gauche*; Editions L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 2006

- Koulibaly, Mamadou, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*; L'Harmattan, 1^{ère} éd. Abidjan & Paris, 2003
- Koulibaly, Mamadou, *La responsabilité politique: le cas de la Côte d'Ivoire*; éditions L'Harmattan, 1^{ère} éd. Côte d'Ivoire, 2011
- Le Pape Marc, *L'énergie sociale: Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995, à Abidjan*, Éditions Karthala, Paris, 1997
- Loomba, Ania, *Kolonialism/Postkolonialism: En introduktion till ett forskningsfält*; Tankekraft Förlag, Häkens, första utslag, Stockholm, 2005
- Loucou, Jean-Noel, *Côte d'Ivoire: les résistances à la conquête coloniale*; Les éditions du SERAP, 1^{ère} éd. Abidjan, 2007
- Luis Martinez, *The Algerian civil war 1990-1998*, Columbia University Press, New York, 2000
- Lundgren, Kurt, *Kan Landet lagom vara bäst? SNS förslag, första utslag*, Jönköping, 2013
- Magdoff, Harry & Foster, John Bellamy, *Imperialism without colonies*; Monthly Review Press, 1st ed. New York, 2003
- Mattei, François, *Pour la vérité et la justice. Côte d'Ivoire: Révélations sur un scandale Français*; Éditions du Moment, 1^{ère} éd. Paris, 2014
- Mauro, Frederic, *Histoire du café*; Desjonquères Editions, 1^{ère} éd. Paris, 2002
- Mazrui Alamin & Mutunga Willy, *Governance and the leadership: Debating the African condition, Mazrui and his critics, Volume two*, African World Press, Inc., Trenton & Asmara, 2003
- Meillassoux, Claude, *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*; Editions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1^{ere} éd. Paris, 1999
- Ministere de l'Economie et des Finances, *La Cote d'Ivoire en chiffre*; Dialogue Production, 1^{er}e éd. Abidjan, 2007
- Miran, Marie, *Islam, histoire et modernité en Côte d'Ivoire*; Éditions Karthala, 1^{ère} éd. Paris, 2006
- Möller, Tommy, *Svensk politisk historia 1809-1975*; Författaren och Studentlitteratur, första utslag. Lund, 2004
- Ngai, Pun, *Made in China: Women factory workers in a global workplace*; Duke University Press, Durham, 1st ed. North Carolina, 2005

- N'Goran, David K., *Les enfants de la lutte: Chroniques d'une imagination politique à Abidjan, Préface de Tanella Boni*, Éditions Publibook, Paris, 2012
- Niamkey Kodjo Georges, *Le royaume Kong (Côte d'Ivoire) des origines à la fin du XIXe siècle*, Éditions L'Harmattan, Paris, 2006
- Ohouchi, Clotilde, *Côte d'Ivoire: on ira jusqu'au bout!*, L'Harmattan, 1^{ère} éd. Paris, 2013
- Onana, Charles, *Côte d'Ivoire: Le coup d'état*; Éditions Duboiris, 1^{ère} éd. Paris, 2011
- Oussou, Kouame Remi, *Implementation of the DDR in Côte d'Ivoire, lessons from the past DDR programs*, 1st ed. Academia.edu 2014
- Peterson, Spike V, *A critical review of global political economy*; Routledge, 1st ed. New York, NY, 2006
- Petrie, John, *The idea of justice and the problem of argument*; Routledge & Kegan Paul, 1ere éd London, 1963
- Prunier Gérard, *The Rwanda crisis: History of a genocide*, Columbia University Press, New York, 1995
- Proteau Laurence, *Passions scolaires en Côte d'Ivoire: école, état et société*, Éditions Karthala, Paris, 2002
- Randall, Vicky, *Democratization and Media*; FRANK CASS, 1st ed. London, 1998
- Rawls, John, *The theory of justice*; The Belknap Press of Harvard University Press Cambridge, 1st ed. Massachusetts, 1971
- Roche Christian, *Le Sénégal à la conquête de son indépendance, 1939-1960. Chronique de la vie politique et syndicale, de l'Empire français à l'indépendance*, Éditions Karthala, Paris, 2001
- Rostow, Walt. Whitman, *Les étapes de la croissance économique*; Editons du Seuil, 1st ed. Paris, 1962
- Samir, Amin, *Neo-colonialism in West Africa*; Penguin Books, 1st ed. Harmondsworth, Middlesex, 1973
- Sandler Todd & Keith Hartley, *Handbook of defense economics: Volume 2 defense in a globalized world*, North-Holland, 1ere ed., Amsterdam & Oxford, 2007
- Sartre, Jean-Paul, *Colonialism and neocolonialism*; 1st ed. Routledge London, 2001

Sœur Marie-André du Sacré-Cœur, *la femme noire en Afrique occidentale*, préface de Georges Hardy, Éditions Payot, Paris

Stassen, Glen H. *Just Peacemaking: Transforming initiatives for justice and peace*; Westminster/John Knox Press, 1st ed. Louisville (Kentucky) 1992

Somé D., Valère, *Thomas Sankara: L'espoir assassiné*, Éditions L'Harmattan, Paris, 1990

Tadjo, Véronique, *Reine Pokou*; Actes Sud, 1st ed. Paris, 2005

United Nations, *Charter of the United Nations and Statute of the International Court of Justice*, United Nations Department of Public information DPI/511, New York, November 2008

Ukers H. William, *All about coffee*; tea and coffee trade journal Company, 1st ed. New York, 1922

Vermeil Elodie, *Le Petit futé: Côte d'Ivoire*, 2^e éd., Nouvelles Éditions de l'Université, Paris, 2013-2014

Virginia, Thompson, *West Africa's Council of the Entente*; Cornell University Press, 1st ed. Ithaca & London, 1972

Volper, Serge, *Du cacao à la vanille : Une histoire des plantes coloniales*; Editions Quae, 1st ed. Versailles, 2011

Willis Aaron, *Teaching about the Middle East: A teacher's Resource Guide*, Revised Editions, Culver City, CA, 2007

Wills, Katie, *Theories and practices of development*; Routledge, 1st ed. London & New York, 2005

Yenga Roger, *Nations Unies: Un conseil d'insécurité ou d'instabilité pour les pays en développement?*, Éditions Mon Petit Éditeur, Paris, 2012

Articles

Almås, Guro, Department of Political Science, University of Oslo, *Structural Adjustment and political legitimacy: a study of economic policies and regime breakdown in Côte d'Ivoire 1981-2002*, October 2005, p.11

Anagnostou, Danagiota, *La politisation des identités en Côte d'Ivoire, mémoire de DEA: analyse politique de l'Afrique noire et des pays du sud*, Bordeaux IV, CEAN-ME-CI-522, 2002, p.56

Apata, T.G & Ogunrewo, J.O, *Analysis of traditional information dissemination and communication method among rural farmers: evidence from traditional communities in Nigeria*, 2010, p.1

Archick, Kristin, *Northern Ireland: the peace process*; Congressional Research Service, January 8th, 2014, p.2

Amnesty International, Côte d'Ivoire, *Clashes between peacekeeping forces and civilians: lessons for future*, September 19th, 2006, p.3

ANC TODAY online voice of the African National Congress” *The Ivorian flame of peace*” Volume 7. N.27, July 13th-19th 2007

Atlas on regional integration in West Africa, by Ecowas-SWAC/OECD, September 2007, p.11

Balint-Kurti, Daniel, Côte d'Ivoire's forces Nouvelles, September 2007

Bjarnesen, Jesper, *Diaspora at home? Wartime mobilities in the Burkina Faso- Côte d'Ivoire transnational space*, 2013, p.61

Berkeley Center for religion, peace & World Affairs (Georgetown University), Religion and conflict, case studies, *Northern Ireland: religion in war & peace*, August 2013, p.4

Biney, Ama, *The legacy of Kwame Nkrumah in retrospect*, The Journal of Pan African Studies, vol.2, no.3, March 2008, p.p. 129-159

Bovcon, Maja, African Studies Quarterly, *France's conflict resolution strategy in Côte d'Ivoire and its ethical implications*, Volume 11, Issue1, Fall 2009, p.1

Conte, Bernard. DT/101/2004. *Côte d'Ivoire: clientelism, ajustement et conflit*, Université Montesquieu, Bordeaux IV, 2004, p.4-6

Cook, Nicolas, *Cote d'Ivoire's post election crisis (CRS report for congress)*; Congressional Research service 7-5700, January 28th, 2011, p.2-3

Coulibaly, Tiémoko, *Elites « évolués » et populations « indigènes » en Côte d'Ivoire pendant la colonisation (1946-1960): les valeurs paradoxales d'une mobilisation politique* (Ph.D thesis defended on April 25th, 1997, at Université Paris I Panthéon-Sorbonne, U.F.R Histoire)

CIA World Factbook (February 2012), U.S. Dept. of State Country Background Notes (February 2012)

Chocolat Chaud, Comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire : Un rapport de Global Witness, 2007

Dadson, Eunice. *Examining the role of third party mediation in Côte d'Ivoire's conflict: Peacemakers or Spoilers?* KAIPTC Paper N. 24 September 2008

Dr George, Edward, *The coffee sector in Sub-Saharan Africa*, March 4th, 2014; Ecobank research 2014

Dwayne, Benjamin & Angus, Deaton, the World Bank economic review, vol. 7 N. 3, *Household welfare and the pricing of cocoa and coffee in Côte d'Ivoire: lesson from the living standards surveys*, 1993, p.293

Economist Intelligence Unit: country profile: *Côte d'Ivoire, Political background: historical background*, January 1st, 2000

Entretiens BICC, November 2007, April 2008

Gajendra, Singh K. *Revolution in East Europe in the late 1980s and early 1990s*; February 21st, 2011 Global nonviolent action database, *Ivoriens demand switch to multiparty democracy*, 1989-1990, April 1989 to May 1990

Goodman, Amy & Gonzalèz, Juan, A daily independent global news hour: *Michael Klare on the internal war for control of Iraq's oil*, Friday, September 14th, 2007

Hansen, Mark B.N, *Theory, culture and society*, vol.23 n.2-3; May 2006, pp. 297-306

History in the headlines: 8 things you may not know about Queen Elizabeth II, by Cohen, Jennie, June 1st, 2012

Human Rights Watch, *Trapped between two wars: Violence against civilians in Western Côte d'Ivoire*, Volume 15, N.14 (A), Côte d'Ivoire, August 2003, p.8

International Crisis Group working to prevent conflict worldwide, "*Côte d'Ivoire: Can the Ouagadougou Agreement bring peace?*" Africa Report N.127, June 27th, 2007

International Crisis Group Reviewed by Van De Valle, Nicolas, "*Côte d'Ivoire: Can the Ouagadougou Agreement bring peace?*" September/October 2007 Issue

International Monetary Fund, IMF country report N.07/312, September 2007, p.11

Iyoha, Milton A, *External debts and economic growth in sub-Saharan African countries: an econometric study*; African economic research consortium, Nairobi, March 1999, p.1

Journal of Electronic Defense, *France has urged the United Nations to get involved in the three-month conflict in Ivory Coast*, January 1st, 2003

Konan, Aïssi (Historien) *L'arbre à palabre, Civilisation: La légende d'Abla Pokou reine des Baoulé*, N.18 Janvier 2006, p.108

Kooperation utan gränser, *Rättviss i din kaffekopp* N.1, juni 2004, p.13

Kuehn, Larry, *Freedom of speech for teachers confirmed*, Fall 2013, p.68-70

Laffont, Jean-Jacques & N'Guessan, Tchétché, *The World Bank policy research working paper 2895, Telecommunications reform in Côte d'Ivoire*, September 2002, p.5

Lopes, Carlos; International social science journal: vol.51, *Are structural adjustment programmes an adequate response to globalization?* December 1999, p.514

Mehler, Andreas, *Africa yearbook Volume 9(Africa yearbook: Politics, Economy, & Society South of Sahara)*, Editions BRILL, Leiden (Netherlands), 2013, p.84

Obi, Cyril. Nordic Afrika Institute. Codesria, 13th General Assembly, *Africa and de the challenges of the twenty first century*; December 5th to 9th 2011, p.10

Parrott, David, Contents of History today volume: 42 issue: 12, *the military revolution in early Europe*, December 1992

Richard, Joseph. Review of Africa Political Economy, No6 (May-Aug, 1976), p.4

Samir, Amin, New Agenda Issue, N.7, pp.19-27, Article 2: *Africa: living in the fringe*, 2002, pp.19-27, p.4-6

Shah, Anup, Global issues: *Social, political, economic and environmental issues that affect us all. Structural adjustment- a major cause of poverty*, March 24th, 2013

UNHCR, the UN Refugee Agency. News stories, *a new home in Australia for refugees from West Africa's wars*, January 19th, 2005

Welsh, Rita, *Internal barriers to small business development: a study of independent retailers from the Edinburgh south Asian community*; Queen Margaret University, 2009, p.61

Yao, Rachelle Abonoua, *Valeurs culturelles du peuple Baoulé: culture et mariage*, Université de Bouaké-Licence 2008

Zwolinski, Matt, *Bleeding heart libertarians: why not utilitarianism?*, May 2nd, 2012

Documents administratifs de sources primaires

Bulletin de la chambre de commerce, « *compte rendu de la réception de M. Le Gouverneur Général Cayla le 31 janvier 1940* », p.39

Texte de la loi de 1946, dite la loi Houphouët-Boigny, *Loi n. 46-645 du 11 avril 1946 tendant à la suppression du travail forcé dans les territoires d'outre-mer* (Felix Guoin, Marius Moutet & Pierre-Henri Teitgen)

Press Release SC/7657, Security Council 4700th Meeting (PM) Security Council calls for full implementation of Côte d'Ivoire peace agreement, unanimously adopting resolution 1464 (2003)

Loi n°46-940 du 7 mai 1946 tendant à proclamer citoyens tous les ressortissants des territoires d'outre-mer (Félix Guoin)

Archives de la Chambre d'Agriculture d'Abidjan, *Budget local de la Côte d'Ivoire*, « *Exercice 1939* »

United Nations Security Council Distr.: General, Resolution 1975 (2011). S/RES/1975 (2011)
March 30th, 2011

Journaux

Articles généralistes

Aftonbladet, *Militär tog makten: Strider under statskupp i Elfenbenskusten*, Jul dagen, från TT-AFP, den 24 december 1999, p.1

Dagens Nyheter, *"President valet blir farsartat"*, av Leif, Norrman, söndag den 22 oktober 2000, p.10

Dagens Nyheter, *"Sex döda efter påstått valfusk"* av Leif, Norrman, onsdag den 25 oktober 2000, p.11

Dagens Nyheter, *"Bush vann valet i USA:s medier"*, av Erik Åsard, onsdag den 8 november 2000, p.4

Dagens Nyheter, *"Resultatet visar ett splittrat land"*, av Mats Carlbom, torsdag den 9 november 2000, p.6

Dagens Nyheter, *"Trycket ökar på Gore (...) för Amerikanerna det var konstitutionen som gäller"*, av Mats Carlbom, lördag den 11 november 2000, p.12

Dagens Nyheter, *"Rebeller håller minister som gisslan"* av TT-AFP, lördag den 21 september 2002, p.13

Fraternité Matin, « *Gbagbo à la flamme de la Paix: nous allons aux élections pour passer à une autre chose* », par Soro, Pascal, le 31 Juillet 2007, p.1

Fraternité Matin, by Franck Armand Zagbayou, du 21 Décembre 2004, p.1-4

Jeune Afrique, *Alassane Ouattara « Nous réussissons »*, par Marwane, Ben Yahmed, N2729-2730 du 28 Avril au 11 Mai 2013, p.24-32

L'intelligent d'Abidjan, le 7 Mars 2013

L'Express International, by V.H., E.P. & R. Ro, du 18 au 24 Mai 2006. p.40-43

Le Figaro, « *Signature des Accords France-Entente* », le 25 Avril 1961, p.1

Le Monde, « *La Côte d'Ivoire est en proie à de violentes manifestation avant l'élection présidentielle* », par Picard, François, le 4 octobre 1995, p.3

Le Monde, « *La champagne présidentielle a creusé le fossé entre communautés dans l'ouest de la Côte d'Ivoire* », par Picard, François, le 24 Octobre 1995, p.6

Le Monde, « *Rafles d'adolescents en Côte d'Ivoire à l'occasion du scrutin présidentiel* », par Sonitel, Thomas, le 25 October 1995, p.4

Le Monde, « *Le président de la Côte d'Ivoire lance un grande offensive contre l'insécurité et remanie le gouvernement* », par Sonitel, Thomas, le 13 Août 1996, p.4

Le Monde, « *La violence politique gagne l'intérieur de la Côte d'Ivoire* », par Pompey Fabienne, le 30 Octobre 1999, p.6

Le Monde, « *Changement in extremis du projet de Constitution en Côte d'Ivoire* », par AFP, le 20 Juillet 2000, p.4

Le Monde, « *Les Ivoiriens sont consultés par référendum sur un projet de nouvelle Constitution* » par Fabienne Pompey, le dimanche 23- lundi 24 Juillet 2000, p.4

Le Monde, by Frederic Fritscher, le 24 Juillet 2000, p.5

Le Monde, « *La Côte d'Ivoire se dote d'une nouvelle Constitution, premier pas de la junte militaire vers le retour à la démocratie* », par Fabienne Pompey, le 26 Juillet 2000, p.4

Le Monde, « *Les Ivoiriens choqués par les propos de M. Josselin, s'ingurent contre l'ingérence de la France* », par Pompey Fabienne, le 29 juillet 2000, p.5

Le Monde, « *En Côte d'Ivoire, la rue a chassé le général putschiste Robert Guei* », par Fabienne Pompey, le 27 Octobre 2000, p.2

Le Monde, « *Les Ivoiriens choqués par les propos de M. Josselin s'ingurent contre l'ingérence de la France* », by Pompey, Fabienne, le 29 Juillet 2000, p.5

Le Monde, « *Paris cherche à calmer le jeu avec la Côte d'Ivoire* », par Trean, Claire, le 30-31 Juillet 2000, p.2

Le Monde, par Fabienne, Pompey, « *Purge dans la junte Ivoirienne contre les partisans d'Alassane Ouattara* », le 22 Septembre 2000, p.5

Le Monde, « *Pas d'observateur pour l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire* », par Bureau des Nations Unies à Abidjan, le 19 Octobre 2000, p.6

Le Monde, « *En Côte d'Ivoire, la rue a chassé le général putschiste Robert Guei* », par Fabienne Pompey, le 27 Octobre 2000, p.2

Le Monde, « *Le général putschiste tardivement lâché par Paris* », par Claire Tréan, le jeudi 26 Octobre 2000, p.3

Le Monde, « *Le légalisme de la gendarmerie a fait chuter le dictateur* », par J.B.N, le vendredi 27 octobre 2000, p.3

Le Monde, « *Les violences ethniques continuent en Côte d'Ivoire malgré les appels au calme* », by Fabienne Pompey, dimanche 29- lundi 30 octobre 2000, p.5

Le Monde, « *Dans la zone industrielle de Yopougon, des corps nus jetés en tas...* », par Brigitte Breuillac, dimanche 29- lundi 30 octobre 2000, p.5

Le Monde, «*Une tentative de putsch souligne la fragilité de la Côte d'Ivoire*», par Théophile Kouamouo, samedi 21 septembre 2002, p.2

Le Monde, «*Côte d'Ivoire: près de 300 morts à Abidjan et des soupçons de règlements de compte*», par Stephen Smith and Jean-Pierre Tuquoi, le 22 septembre 2002, p.6

Le Monde, «*Côte d'Ivoire: les rebelles chassent leurs alliés Libériens et Sierra-Léonais*», par Arnaud Zajtman, mardi 6 Mai 2003, p.4

Libération, «*Violents incidents en Côte d'Ivoire. Des manifestations de l'opposition qui boycottent la présidentielle ont fait deux morts* », par Smith Stephen, le 17 Octobre 1995, p.4

Libération, le 20 Octobre 1995, p.8

Libération, «*Le Président Ivoirien désavoué par l'ONU, les Nations Unies appellent à respecter l'Accord de Marcoussis*», par Thomas Hofnung, le jeudi 6 février 2003, p.10

Libération, «*Le scrutin Haïtien tourne à la débâcle, présidentielle les partis d'opposition dénoncent des fraudes massives et exigent l'annulation du scrutin*», par Fabrice Rousselot, lundi 29 novembre 2010, p.7

Libération, «*Si avant la fin de la semaine, Laurent Gbagbo n'a pas quitté (son) poste (...), il sera nommé sur la liste des sanctions, Nicolas Sarkozy, vendredi à Bruxelles* », samedi 18 et dimanche 19 décembre 2010, p.7

Libération, «*Deux Présidents, Alassane Ouattara, déclaré vainqueur par la commission électorale indépendante a été reconnu par la communauté internationale. Laurent Gbagbo, vainqueur selon le Conseil Constitutionnel, n'est soutenu que par l'Angola*», par Sabine Cessou, le mardi 28 décembre 2010, p.7

Libération, «*Gbagbo sans issue de secours*», par Thomas Hofnung, vendredi 1^{er} avril 2011, p.3

Soir Info, «*Je suis conscient de ma parfaite éligibilité* », par Mohamed Junior, le 2 Août 1999

The New York Times, «*Ousted leader of Ivory Coast flees to Togo*», par McNeil Jr, Donald G, December 27th, 1999

New York Times, «*After delays citizens vote for a President in Ivory Coast*», by Adam Nossiter, Monday, November 1st, 2010, p.4

New York Times, «*Security forces open fire on protesters in Ivory Coast*», by Adam Nossiter, Sunday, December 5th, 2010, p.8

New York Times, «*Ivory Coast: threat to oust Gbagbo*», by Reuters, Saturday, December 25th, 2010, p.12

Gramizzi, Claudio, chargé de recherche au GRIP, «*La paix s'éloigne de Côte d'Ivoire* », le 10 Novembre 2004, p.6

Articles de fond

Abidjan (CI), AP Sunday, « *Les marchés ont ouvert et les voitures circulaient normalement dimanche à Abidjan, où un calme apparent régnait après le coup d'état du général Robert Guei* », December 26th, 1999 at 13:52

Abidjan (Reuters), le 19 Septembre 2002 at 17:14

AFP-Washington, « *Washington prêt à travailler avec Gbagbo, veut de nouvelles élections* », 30 octobre 2000 at 21:50 (source: <http://www.sangonet.com/Fich2ActuaInterAfric/CharnierYopougon.html>)

Le Front, « *De 1993-2007- Comment est née la crise Ivoirienne* », by Bouquet, Christian (Professeur de géographie politique, Université de Montaigne, Bordeaux 3), 16 Juin 2007

Le Monde, *Côte d'Ivoire: Alassane Ouattara va mettre fin à ses fonctions au FMI pour entamer une carrière politique* », par AFP, le 17 Juin 1999 at 00 :00

Le Nouvel Observateur Monde, « *Chronologie, le 6 octobre: Le Ministre de la Justice annonce l'annulation pour nombreuses irrégularités du certificat de nationalité ivoirienne qui lui a été délivré pour valider son élection à la tête du RDR* », le 6 Décembre 2000 at 10 :53 (source :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20001201.OBS9750/chronologie.html>)

The Guardian, “*Forty-eight women raped every hour in Congo, studies finds*”, by Adetunji, Jo Thursday, 12th, May, 2011 at 16:39 BST

The New York Times, “*Felix Houphouet-Boigny, Ivory Coast's Leader Since Freedom in 1960, Is Dead*”, by Kenneth B. Noble, December 8th, 1993, p.1

Videos

Sidiki, Bakaba, *La victoire aux mains nues*, 2004

<http://www.youtube.com/watch?v=hnAY8JXC52k>

<http://www.youtube.com/watch?v=hHiyAO3gKno>

<http://www.youtube.com/watch?v=Egl3dKhVFzY>

http://www.youtube.com/watch?v=Lp68oHRXJtM&feature=player_embedded

http://www.liberation.fr/evenement/2004/12/10/pour-l-honneur-de-mes-soldats_502407

<http://www.youtube.com/watch?v=acpXaqlO7zc>

Liens électronique

<http://www.un.org/News/Press/docs/2003/sc7657.doc.htm>

<http://www1.rfi.fr/fichiers/mfi/politiquediplomatie/1361.asp>

www.ifri.org/files/PE_2_03_sada_10.pdf

<http://history1900s.about.com/od/worldwarii/a/hiroshima.htm>

www-sul.stanford.edu/depts/ssrg/africa/cote.html

<http://www.hrw.org/fr/reports/2011/01/20/le-nouveau-racisme>

www.reliefweb.int/rw/RWFiles2008.nsf/FilesByRWDocUnidFilenamr/EVOD-7FYH9F-rapport_complet.pdf

www.economist.com/node/1359775

www.politique-africain.com/numeros/pdf/078005.pdf

http://web.stanford.edu/class/e297c/war_peace/africa/hage.html

www.mesexercices.com/recherche_information/colonisation-de-la-cote-d-ivoire

<http://epublications.unilim.fr/theses/2005/kola-jean-francois/kola-jean-francois.pdf>

www.prismeaides.net/Articles/popper.pdf

[Theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2002.ferreiraqueiros_rmpart=57594](http://theses.univ-lyon2.fr/documents/getpart.php?id=lyon2.2002.ferreiraqueiros_rmpart=57594)

www.fssp.uaic.ro/seminar_logical/csalavastru/papers/dp.htm

www.princeton.edu/-refdesk/primary2.html

<https://explorable.com/falsifiability>

http://web.stanford.edu/class/e297c/war_peace/africa/hage.html

<http://www.fao.org/docrep/005/y4632e/y4632e0b.htm>

<http://www.history.co.uk/study-topics/history-of-london/londons-coffee-houses>

http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_5/pt5/travaux_d/06895.pdf

<http://www.oecd.org/fr/csao/publications/39596515.pdf>

<http://www.monde-diplomatique.fr/1959/10/A/23257>

http://horizon.documentation.ird.fr/exldoc/pleins_textes/pleins_textes_5/pt5/travaux_d/06895.pdf

http://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National_Office_Pubs/africa.pdf

<http://www.halifaxinitiative.org/updir/ImpoverishingAContinent.pdf>

<http://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/1813-9450-2895>

<http://soutienetliberte.wordpress.com/2014/02/17/pour-comprendre-ce-qui-se-passe-en-cote-divoire/>

<http://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-1986-1993-trilingue/article/afrique-le-multipartisme-n-est-pas>

<http://www.ucdp.uu.se/gpdatabase/gpcountry.php?id=40>

<http://www.nationsencyclopedia.com/economies/Africa/C-te-D-ivoire-POLITICS-GOVERNMENT-AND-TAXATION.html>

www.iss.co.za/Pubs/asr/9No1/AfricaWatch.html

www.africafocus.org/docs04/hrw0401.php

csis.org/files/media/isis/pubs/anotes_0402.pdf

<http://www.amnesty.org/fr/library/asset/AFR31/003/1994/fr/b5599bc3-ebfb-11dd-9b3b-8bf635492364/afr310031994en.html>

<http://www.ssc.wisc.edu/~jpiliavi/357/theory.white.pdf>

<http://www.history.com/topics/world-war-ii/bombing-of-hiroshima-and-nagasaki>

<http://www.enoughproject.org/conflicts/sudans>

www.marxists.org/subject/afrika/nkrumah/neo-colonialism/ch01.htm

<http://www.globalresearch.ca/the-horns-of-africa-neo-colonialism-oil-wars-and-terror-games/5355993>

www.postcolonialweb.org/poldiscourse/neocolonialism1.html

[http://ideaswebsite.org/pdfs/economics_new_phase\(1\).pdf](http://ideaswebsite.org/pdfs/economics_new_phase(1).pdf)

http://perthtowncrier.com/docs/what_should_the_crier_say.pdf

<http://tamayaosbc.wordpress.com/2008/01/31/popper-and-his-method-of-falsification/>

<http://www.lepoint.fr/tags/segolene-royal>

Pomerleau, Wayne P. Internet encyclopedia of philosophy: Western theories of justice

Richardson, Henry S. *Internet encyclopedia of philosophy: John Rawls (1921-2002)*

ANNEXES

Cette partie du projet de recherche, est basée sur l'ensemble des interviews faites sur le terrain, c'est-à-dire, en Côte d'Ivoire et à l'étranger. Les interviews faites à l'étranger sont les œuvres de ressortissants ivoiriens vivant en Europe. Certaines fois, des témoignages ont été faits au téléphone et ont été rédigés, c'est bien ce qui donne cette forme de papier. Ces interviews recueillies sont les récits ou témoignages de différentes personnes. Ces individus de qui proviennent ces interviews sont les survivants des attaques du 19 septembre 2002 et de la crise postélectorale de novembre 2010. Ces personnes concernées représentent, les classes sociales, les groupes ethniques et religieux, et aussi des ressortissants d'autres pays qui vécurent en Côte d'Ivoire. Ces interviews réalisées sont de forme semi-structurée, c'est-à-dire, qu'elles ne répondaient pas directement à des questions spécifiques. Par contre, les répondants racontaient leurs calvaires, leurs expériences et les conditions vécues durant les périodes de septembre 2002 à la crise postélectorale de novembre 2010 et parfois au cours de cette année 2016. Les répondants n'étaient aucunement contraints à un âge limite. L'âge de ces derniers variait entre vingt-cinq et soixante ans plus.

Ces interviews ont été faites sur la base de cette tranche d'âge, dans l'optique d'équilibrer le contenu des entretiens. Raison qui permit d'étendre les interviews entre le sexe masculin et féminin, la religion chrétienne et musulmane ainsi qu'autres, la culture et civilisation etc. Puisque ce ne fut simplement pas les Ivoiriens qui vécurent cette crise qui dura près d'une décennie, mais aussi des immigrants vivant en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, les répondants étaient diamétralement opposés à l'enregistrement des interviews dans les tous débuts pour la plupart de ceux qui vivaient en Côte d'Ivoire. Ce refus était observé au cours des périodes 2007, 2008, 2009 et 2010. Par contre, entre 2012 à nos jours, certains des répondants se permettent à visage découvert de s'exprimer librement et insistent sur l'enregistrement de leurs interviews. Ces derniers sont ceux qui pour la plupart du temps vivent hors du pays, en majeure partie les ressortissants ivoiriens résidant en France et en Scandinavie. Non seulement, les interviews dont ils souhaitent avoir un enregistrement, mais encore ils donnent également leur nom.

Dans les premières heures, les interviews ont été interprétées en langue Baoulé, Bété et Dioula et tant d'autres langues pour ceux qui ne pouvaient s'exprimer en français. Ensuite, elles ont été traduites et écrites en forme de papier. Des visites de lieux publics ont été également faites dans l'optique d'obtenir certaines informations, il est juste de dire que cela

n'était point facile. Cette démarche ne fut pas facile, puisque les personnes convoitées ainsi que les individus trouvés sur les lieux visités, suspectaient l'intervenant.

La personne chargée d'interviewer était pour la plupart considérée comme espion. Puisqu'ayant vécu et survécu des atrocités de hautes tailles, ces derniers se préservaient d'être ouverts. Ils étaient plus que méfiants. Enfin, des questions en rapport avec les attaques de septembre 2002 ainsi que celles de la crise postélectorale ont été posées, à ces individus. De ces interviews, il en est sorti que dix groupes ont été établis. Dix groupes puisqu'il existe une similitude entre plusieurs. Dans l'optique d'éviter des répétitions, même si la répétition est pédagogique, il fut sage de classer les récits ou témoignages des répondants, et pour également faciliter la compréhension du contenu de cette partie du projet de recherche. Plus de cent individus ont été contactés, et ce sont ces derniers qui sont reclassés en dix groupes. La question qui leur fut posée était la suivante: Qu'en savez-vous des attaques de septembre 2002? Que pensez-vous de la crise postélectorale de novembre 2010? Un groupe de répondants s'attèleront sur la question numéro un tandis que certains répondront aux deux questions.

Le groupe de répondants, numéro un

La question posée sera répondu bien avant que je me sois présenté sans toutefois donner des informations précises sur mon identité. Je suis dans un premier temps, un ressortissant de la Haute Volta (actuel Burkina Faso). J'ai vécu dans ce pays depuis 1962. Je suis arrivé, avec mes parents à l'âge de trois ans, en Côte d'Ivoire. Plusieurs de mes ressortissants et moi, qui sommes venus dans ce pays, avons pour la plupart ce raisonnement en commun, vis-à-vis de la crise de septembre 2002. Il est tout simple. Nous avons immigré, ma famille et moi, dans ce pays, puisque nous ne possédions rien dans notre pays d'origine. C'est bien pour question économique que nous avons quitté notre terre natale pour une Côte d'Ivoire prospère, pacifique et paisible. Mes parents étant des agriculteurs et n'ayant droit à aucune activité agricole, pour des raisons de sols arides, ils ont trouvé bon de s'installer dans le pays producteur de cacao et de café. Ainsi donc, durant cette période de 1962 à 2002, j'ai vécu dans ce pays qui m'a tout offert, c'est-à-dire, la joie de vivre, de m'épanouir et me recueillir.

J'ai tout d'abord débuté également comme agriculteur dans le nord, formation que j'ai reçu de mes parents. Ensuite, je me suis dirigé vers la capitale abidjanaise où je travaille comme vigile aujourd'hui. Je gagne bien ma vie, ce qui me permet de prendre véritablement soin de ma famille. J'ai une épouse et deux enfants. Du coup, je n'envie personne. Dans ce pays, je peux

vous confirmer que nous avons toujours été acceptés comme autochtones Ivoiriens. Dans le passé, des terres nous ont été allouées dans l'optique de pratiquer de l'agriculture de cacao et de café, puisqu'étant issu d'une famille d'agriculteurs. De ces activités agricoles nous avons pu économiser et envoyer de l'argent à certains de nos cousins, cousines, tantes, oncles et autres. Enfin, il me semble avoir parlé de moi et je suis maintenant en mesure de répondre à la question qui me fut posée.

Les attaques du 18 au 19 septembre 2002, étaient vraiment invivables. Elles étaient tout d'abord surprenantes, puisque le pays ne connût point ce genre d'attaque, même si le général Guei fut attaqué dans la nuit du 4 au 5 juillet 2000, avec des dégâts matériels. Ces dégâts étaient minimes par rapport à ceux de septembre 2002. Pour revenir à l'attaque nocturne, j'ai entendu un grand bruit vers trois heures du matin. Je ne pouvais aucunement m'imaginer que c'était des pétards, puisque nous étions encore loin des fêtes de fin d'année. Nous n'étions que juste au mois de septembre. Cette nuit là, ni la chaîne de radio ni de télévision ivoirienne n'émettaient. Personne ne pouvait mettre les pieds dehors. Plus tard, c'est-à-dire, très tôt le matin, je me suis rendu compte qu'il s'agissait d'un coup d'État manqué contre le régime Gbagbo. Des assaillants venaient d'échouer de renverser Gbagbo. Il était dit de ces derniers de vouloir prendre les arènes du pays, puisque le président Gbagbo n'était pas juste. Et encore que le président était sur le point de créer un génocide des nordistes de la Côte d'Ivoire et ainsi que celui des étrangers.

Dans l'optique de faire avorter le coup de Gbagbo contre ces différentes populations, il était bien que ces assaillants mènent une guerre offensive contre son gouvernement. Et cet acte je le soutiens. Je salue la contrattaque des assaillants, car ils nous valorisent, nous les ressortissants burkinabé, puisque nous étions également tout comme eux des cibles du président Gbagbo. En plus, il n'avait pas remporté les élections d'octobre 2000. Il aurait du reprendre le scrutin, puisque n'étant pas juste, ni libre ni transparent. Il n'est pas bon ce président, puisqu'il n'est pas comme Félix Houphouët-Boigny, le père fondateur de la Côte d'Ivoire. Il est bien que Gbagbo parte, qu'il quitte la présidence, puisque depuis son arrivée plus rien ne marche pour le pays. Je suis pour la cause des assaillants.

Je souhaite que l'ancien premier ministre Ouattara soit le nouveau président de la Côte d'Ivoire. Il est bien et même bon pour la cause des populations du nord du pays et du Burkina Faso, puisqu'il vient de notre région. Il est aussi musulman tout de même que moi. Il nous comprend parfaitement que Gbagbo. Il est donc indispensable que Gbagbo lui cède le fauteuil

présidentiel, puisqu'il le mérite. Enfin, je pense que je n'ai plus rien d'autre à ajouter, puisque j'ai bel et bien répondu à votre question. Une chose est sûre, si Gbagbo demeure toujours au pouvoir, il n'aura pas de paix dans ce pays et nous continuerons notre lutte dans les jours, les mois et les années à venir, afin qu'il soit renversé et que le pouvoir revienne à Ouattara.

Les répondants numéro deux

Je suis un homme de la quarantaine et originaire du nord de la Côte d'Ivoire. Je suis cultivateur de coton. Je fais partie de ceux qui ont ce genre de réflexion auquel j'adhère, en me référant au conflit du 19 septembre 2002. J'ai travaillé dans les champs de coton depuis mon jeune âge. Un jour assis en classe, mon père rentra subitement à l'intérieur de la salle dans laquelle je me trouvais. Il me saisit du bras sans dire mot à mon instituteur. Il me fit sortir de la classe. Nous empruntâmes une direction qui n'était celle d'un bâtiment, mais plutôt d'un champ. À ma grande surprise, je me retrouvais dans le champ de coton de mon père, que je fréquentais les jours fériés, congés et durant les grandes vacances. Depuis cette date, je ne revis plus mes amis de classe, car ma carrière d'écolier avait pris fin. Je devins un cultivateur de coton. Du coup, un cultivateur forcé comme dans le temps passé du travail forcé.

De ce qui résulte des attaques de septembre 2002, c'est tout simplement le résultat de discrimination dont nous les habitants du nord étions victimes. Nous fûmes minimisés en tant que peuple. Ensuite, le prix d'achat de nos produits n'était pas valorisé, puisque nos produits agricoles étaient achetés à de vil prix. Nous représentions les piliers de l'économie ivoirienne tandis que nous ne sommes pas pris en considération. Le gouvernement qui fut en place durant les attaques ne nous prit point au sérieux. Nous étions livrés à nous-mêmes. En ce moment où je vous parle je suis dans tout mon sérieux. Je ne suis pas en face de vous pour plaisanter. Je suis un bon travailleur, en fait, un véritable agriculteur. Et cela contre mon gré puisque je voulais aller à l'école et aussi être comme mes amis dont les parents étaient aisés. Ces derniers ont eu la chance de finir leurs études, par contre moi je souffre à la sueur de mon front et de mes forces que j'investi dans mes travaux champêtres. Je ne pourrai jamais m'égalier à mes amis de classe du primaire. Ils fournissent peu d'effort musculaire pour gagner plus d'argent que moi. Bon! Pour parler de la situation que traverse mon pays, je pourrai tout remettre la faute sur le gouvernement Gbagbo.

Ces attaques eurent lieu comme je vous l'avais dit au préalable que nous étions des laissés pour compte. Dans l'optique de valoriser nos droits, cette attaque s'est concrétisée, afin de

parer à l'injustice, la corruption, la division du tissu social qu'avait imposé à la population du nord le gouvernement en place.

Par ailleurs, ces attaques de septembre furent donc bien tombées. La discrimination pourra ainsi disparaître entre les peuples d'un même territoire. Cette discrimination, nous la vivons depuis la mort du président Houphouët. Moi, en tant qu'individu, je suis du nord et eux du sud. Ces habitants du sud se considèrent supérieurs à nous, les populations nordistes. Vous-même pouvez le constater. Vous voyez bien la différence qui existe entre la ville d'Abidjan et de celle où je vis. Il existe un faussé entre les deux régions. Qu'en dite vous? Vous savez bien de quoi je parle, n'est-ce pas? Les grands immeubles d'Abidjan, n'existent pas chez nous. Depuis votre venue dans le nord, combien de bâtiments avez-vous vu? Le manque d'hôpitaux et d'infrastructure, est une autre réalité. Il existe une véritable discrimination. Ce que je dis n'est pas en vain. Il existe une bonne raison pour laquelle mes frères du nord ont pris les armes. Il est bien clair. Nous avons besoin de rétablir l'ordre, pour qu'enfin cette discrimination soit anéantie. Et nous mènerons cette guerre davantage. Je soutiendrai continuellement cette rébellion. Au cas où des élections seraient organisées et qu'un candidat du nord postulera, je voterai pour ce dernier. Et je suis convaincu qu'Alassane Ouattara sera le bon candidat pour le nord. Il est certain qu'il sera le meilleur président après Houphouët-Boigny. Mon frère, je crois bien que j'ai fini de vous dire ce que j'avais sur le cœur et pensais des attaques nocturnes du 19 septembre 2002.

Le groupe de répondants numéro trois

Je suis un jeune homme de vingt-huit ans. Je suis issu de la région du nord de la Côte d'Ivoire, plus précisément de la région de Ferkessédougou. Je suis doctorant en sciences politiques. Mon point de vue, par rapport à l'attaque du 19 septembre semble véritablement différent de plusieurs personnes originaires du nord. Je suis également de cette région. Par contre, nous qui sommes allés un peu loin dans nos études appréhendons cette crise d'une manière contraire à la majorité des gens de ma ville natale. Nous avons une vision élargie, qui nous permet de bien cerner ce problème.

Depuis mon enfance, mes parents se déplaçaient de région en région ou de ville en ville pour des raisons administratives. J'ai consacré plus de temps à mes études tout comme le passage qu'avaient emprunté mes parents. Je peux dire de la majorité de la population du nord avoir des préjugés sur le compte des autorités en place. Nous ne pouvons réfuter en bloc leurs positions, mais qu'ils soient un tout petit peu objectifs. Et non avancer des propos qu'ils ne

seront en mesure de confirmer par des faits palpables. Il est vraiment triste de voir, que peu d'entre nous qui ont un bagage intellectuel, comparé à la majorité d'enfants du nord qui réfléchissent moins, ne soyons toujours incompris. Ce n'est point la faute de ces derniers, mais plutôt l'erreur de leurs parents. Ils ont été pris très tôt des classes d'école, afin de les transformer en agriculteurs. En somme, nous et cette autre jeunesse avons de point de vue diamétralement opposé. Je pense des attaques de septembre 2002, dont ont pris part certains ressortissants du nord, a été une erreur venant d'eux. Il aurait suffi à ces commanditaires d'attaque de réfléchir un tout petit peu. Ils avaient été mentalement biaisés, c'est-à-dire, un lavement de cerveau a été fait. Ils ont été simplement manipulés par certains hommes politiques de la région du nord et des environs. Ces politiciens agissaient de la sorte dans l'optique de sauvegarder leurs intérêts sain et sauf, à des fins personnels. La question n'était aucunement d'ordre discriminatoire. Loin de là cette pensée. Une parfaite harmonie avait habituellement existé entre les autochtones et les étrangers. Nous ne savons donc, d'où provient cette idée de discrimination des populations du nord ainsi que celle des étrangers.

Tout le monde est accepté dans ce pays et nul ne se sent étranger en Côte d'Ivoire. Le président Laurent Gbagbo n'a rien à avoir avec les problèmes du pays. Puisqu'il a hérité de ces problèmes causé jadis par ses prédécesseurs. De ce qui résulte de l'Article 35 de la Constitution ivoirienne ou de l'Ivoirité, Gbagbo n'est aucunement responsable, puisqu'il n'est pas l'initiateur. Gbagbo a plutôt mis fin à la carte de séjour que Ouattara avait imposé aux ressortissants de la CEDEAO. Ouattara une fois premier ministre en Côte d'Ivoire, avait fait payer le droit de carte de séjour à tout étranger vivant sur le territoire national ivoirien. Parmi ceux qui payaient ce droit, figuraient des ressortissants de la CEDEAO qui devraient librement circuler en Côte d'Ivoire, comme il en est pour les ressortissants d'État membre de l'Union Européenne. Ouattara avait outrepassé ces accords de libres circulations de biens et des hommes. Il ne fallu Gbagbo, une fois arrivé au pouvoir, de mettre fin à cette loi qui dura une décennie. Grâce au président Gbagbo, les étrangers s'étaient une fois de plus sentis chez eux. Comment était-il possible de dire de ce même Gbagbo qui permit aux étrangers de circuler librement en Côte d'Ivoire, d'être le problème de ces derniers?

Je peux encore justifier mes propos par le fait que Gbagbo avait plus de gens du nord dans son gouvernement que celui de Bédié. Mamadou Koulibaly était le ministre de l'économie et des finances ainsi que Gon Coulibaly, Laurent Dona Fologo était le président du Conseil économique et social et plusieurs autres occupaient des rangs de fonction. Aucune raison ne pouvait donc justifier les attaques perpétrées contre la nation ivoirienne le 19 septembre 2002.

Par contre, avec le temps, nous seront plus orientés et connaîtrons les causes réelles des attaques du 19 septembre 2002.

Le groupe de répondants numéro quatre

Je suis un individu de trente-deux ans. Je suis soldat et originaire du nord de la Côte d'Ivoire. Du coup, je suis simplement un nordiste. Mon point de vue, par rapport aux attaques du 19 septembre 2002, est connu. J'aimerais que vous me garantissiez que ceci restera un secret entre nous. J'ai pris part aux hostilités pour des raisons sécuritaires. Il était dit que si nous n'intervenions pas, que nous aurions été des cibles du gouvernement Gbagbo. Il nous fallait donc passer à l'offensive afin d'anéantir les attaques planifiées contre nous. En somme, le gouvernement de Gbagbo ne voulait pas de nous dans les rangs de l'armée. Il était sur le point de nous renvoyer dans les jours qui suivraient. Quel aurait-été notre sort ou avenir? Voyez-vous! Je suis père de famille. J'ai une femme et trois enfants. Comment aurai-je fait pour m'occuper de ma famille? Alors, pour sauver et garder mon travail, je fus obligé d'agir avec la complicité de mes amis d'armes.

Pour faire cette attaque, nous avons profité de l'aide de l'extérieur, c'est-à-dire, de la diaspora et de certains gouvernements hostiles à Gbagbo. Des appareils de communications, ainsi que des armes automatiques que l'armée ivoirienne ne possédait pas nous ont été livrés. Nos fournisseurs nous apportèrent l'aide dont nous avons besoin non pas parce que nous devrions agir pour sauver notre travail, mais encore pour également protéger leurs intérêts que Gbagbo sabotait. Gbagbo n'agissait pas comme ces prédécesseurs, puisqu'il se voulait plus démocrate que les autres. Il était plutôt nationaliste. Mais, je ne comprends pas pourquoi s'il est un nationaliste il peut vouloir une division au sein de l'armée. Malheureusement, nous avons attaqué le pays et notre riposte a fait tant de mort et de dégâts afin que nous soyons avantagés.

Le groupe de répondants numéro cinq

Je suis une femme de trente-neuf ans et je suis originairement de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Je suis mère de deux filles. Je vie en Europe, plus précisément en Scandinavie. Je suis mariée à un homme du nord. La crise qui secoua le pays en septembre 2002, est un fait qui marque toute l'histoire de mon pays. Puisqu'il le dérobe de sa paix dont il a toujours été maître. Les raisons n'étaient pas fondées pour une attaque contre mon pays jadis pacifique et paisible ainsi que prospère. Puisqu'étant convoité par plus d'un. Les raisons des attaques sont biens liées aux intérêts de certains. Un conflit qui a fait couler le sang d'innocents ivoiriens, ne

profitaient qu'à une certaine classe dont nous ignorons la provenance. Cette classe venait de frapper de plein fouet le peuple ivoirien en le balafrant. Chose cruelle qui ne pourrait que tout simplement amuser des sadiques. Bref...

Les raisons n'avaient rien de discriminatoire ni de xénophobie. La Côte d'Ivoire est constituée de peuple qui vit en harmonie et en union. Ce territoire représentait une nation soudée. À la suite de ces attaques, elle est désunie à jamais, puisqu'il lui faudra du temps pour panser ses blessures. Moi qui vous parle en ce moment, j'ai parcouru plusieurs régions du pays parce que mon père était un administrateur financier. Donc il était régulièrement affecté d'un point à un autre. En plus mon père est de l'ouest et ma mère du nord. Du coup, mes enfants sont 75% du nord et 25% de l'ouest, puisque je suis mère provenant à 50% du nord et 50% de l'ouest de la Côte d'Ivoire. Ce conflit qui eût lieu dans mon pays n'avait autrefois été expérimenté. Je suis triste pour tout ce qui arrive à mon pays. Je ne peux plus revivre les bons moments de jeunesse que je vivais dans le passé.

Le conflit a défiguré mon pays qui m'est méconnaissable. L'idée de xénophobe dont ce sont servis plusieurs pour attaquer mon pays n'est qu'illusoire et manipulatrice. Nous avons toujours été un peuple accueillant. Je me rappelle encore ma jeunesse. Quand nous étions encore écolier ou collégiens, nous partagions nos classes avec des Voltaïques (Burkinabé), des Maliens, des Guinéens, des Libériens, des Sénégalais, des Gambiens et autres. Le conflit qui eût lieu dans mon pays n'était pas fondé. Ce n'est qu'une toute petite partie de la population du nord qui a endeillé et attristé la nation ivoirienne. Je crois que ces derniers devraient faire preuve de sagesse et d'intelligence. Ces derniers n'ont pas réfléchi, ils ont violé des jeunes filles, des mères. Ils ont usé de méthode terroriste pour torturer des civils. Des parents ont été tués en présence de leurs enfants. Je pense que des mesures doivent être prises, afin de mettre un terme aux atrocités que vivent les populations ivoiriennes vivant des zones sous contrôle de ces derniers qui livrèrent la guerre à la Côte d'Ivoire.

En concluant, je pourrai dire des attaques du 19 septembre 2002, d'être une guerre d'intérêts et non de libération. Je demande aussi aux politiciens cachés derrière ces individus armés de faire preuve de sagesse et de songer à la survie des survivants. Ils doivent faire une politique sans l'usage d'armes à feu, mais plutôt une stratégie de la connaissance du peuple afin d'accéder au pouvoir pacifiquement.

Le groupe de répondants numéro six

Je suis Ivoirien et âgé de trente ans. Il m'importe peu de savoir de quelle région de la Côte d'Ivoire je suis issu. Nous sommes nombreux à partager ce genre de point de vue. Si nous traversons le fleuve et que nous nous trouvons à l'autre bord, les témoignages seront pareils ou identiques. La chose la plus sûre est que je suis Ivoirien comme plusieurs. Je suis un exportateur de cacao et de café. Mon pays est le premier pays producteur mondial de cacao et occupe une place importante dans l'exportation du café. Je travaille dans ce secteur depuis plusieurs années. J'ai été toujours confronté à l'instabilité des prix de produits d'exportation, puisque nous ne sommes pas ceux qui fixent le prix des denrées au marché international. Quand bien même que le cacao et le café sont les poumons de notre économie nationale.

Cette baisse de prix des denrées dont je parle est très souvent causée par les pays dits développés. Nous les faibles ne faisons que subir, puisque nous ne possédons aucune arme chimique (bombe atomique). Il est strictement interdit de s'opposer aux personnes ayant le plus de muscle que nous et s'emparent de notre richesse qui se résume en la vente de nos produits d'exportation (cacao et café). Je crois bien que ces derniers doivent traiter avec nous d'égal à égal. Nous ne sommes pas des animaux mais aussi des humains. Ils doivent changer leur méthode procéder par des moyens plus adéquates. Ils ne doivent toujours pas décider du prix de vente de nos produits. Ce sont ces produits qui nous permettent de survivre pour ne pas dire vivre. Les institutions financières internationales, que sont le FMI et la Banque Mondiale ainsi que la France doivent accepter de nous fournir de l'aide financière dont nous avons besoin, que de nous créer rien que des obstacles et des problèmes afin de nous soutirer de manière illégale nos produits. Le pays fut exposé à une crise économique des années quatre vingt. Cette crise était dite d'être résolue par le PAS, méthode qui n'a aucunement fonctionné. Suite à cette défaillance, nous nous retrouvons en plein cœur d'une autre crise qui cette fois-ci est plus qu'économique dans la mesure où elle est politico-militaire. Cette attaque est d'une dimension militaire, et de ressources naturelles, du coup, néocoloniale. Et ce sont ces faits qui pourront expliquer les raisons des attaques du 19 septembre 2002.

Les répondants du groupe numéro sept

Je suis Ivoirien et âgé de trente-huit ans. Je partage le même point de vue que plusieurs autres habitants de la Côte d'Ivoire. Je suis sûr et certain que la France est impliquée dans les attaques du 19 septembre 2002. La France est celle qui a attaquée mon pays. Je persiste ici qu'elle est impliquée dans la guerre qui fut ouverte à mon pays. Nous n'avons de tel esprit dans notre pays. Nous avons toujours vécu paisiblement entre nous en tant que peuple du même pays. Lors des attaques nocturnes, la France n'a point bougé d'un seul iota sans toute fois faire mouvoir le doigt tandis qu'elle a un accord de défense militaire avec la Côte d'Ivoire. Cet accord de défense fut ratifié entre les entre deux entités. Dans le cas où l'ancienne colonie serait attaquée de l'intérieur comme de l'extérieur, l'ex puissance colonisatrice se doit d'agir pour défendre son poulain. Et c'est pour cette raison que la France a sa base militaire de 43^e BIMA en Côte d'Ivoire, plus précisément à Port-Bouët.

La France refusa non seulement de nous défendre mais encore, elle nous fait des morts et des dégâts, tout en nous attaquant. Elle considère que le président Gbagbo s'en prend à ses intérêts en Côte d'Ivoire. La France traitait également le président ivoirien d'être récalcitrant. Il était parfois dit de lui d'être un nationaliste, qui favorisait l'Ivoirité, dont il a hérité de Bédié. En plus, il était dit de lui d'œuvrer contre les actions de Bouygues, Bolloré et autres qui sont pour la plupart d'origine française. Il était en quelque sorte opposé aux contrats d'infrastructures qui devraient revenir à ces derniers que lui avait décidé de proposer à d'autres acteurs financiers et de construction. Il était pour ces différentes causes énumérées un peu en haut, celui qui serait l'être pour qui la Côte d'Ivoire fut attaquée, par rapport à ses actes nationalistes. Il était bien de porter tout ce lot d'accusations sur la personne du président Gbagbo, par contre, je peux vous confirmer que ce président est celui qu'il faut à la Côte d'Ivoire pour avancer et évoluer. Il est le bon président que le pays ne connût, après Houphouët-Boigny. La France avait sincèrement besoin de le soutenir afin de déloger ces rebelles qui se sont en pris à la nation ivoirienne.

Par contre, ils prirent position pour les rebelles. Je suis convaincu que si la France quitte la scène de bataille, les assaillants seront anéantis malgré leurs armes sophistiquées dont nous ne savons la provenance. Ils sont pour la plupart du temps des analphabètes. Alors, ils ne peuvent s'en servir des armes dont ils disposent. La France est celle qui met en péril notre sécurité et notre paix. Elle doit bouger de la Côte d'Ivoire afin que nous libérions notre terre natale qui

est assiégée par des rebels. Pas seulement à la France de quitter les lieux mais aussi certains ressortissants de la sous région tels que le Mali, le Burkina Faso et des Libériens.

Les répondants du groupe numéro huit

Je suis Français et âgé de cinquante cinq ans. Moi et certains ressortissants français résidant dans ce pays sommes prêts à rendre le même témoignage. Ce pays dans lequel j'ai longtemps vécu a jadis été paisible et ouvert ses bras à plus d'un, tout comme moi. Les attaques de septembre 2002 étaient le fait marquant. Ensuite, la crise postélectorale de 2010 est une autre réalité. Du coup, en moins d'une décennie, nous avons constaté que le pays allait de mal en pire. Ce fut un véritable cauchemar pour la population autochtone ainsi que pour nous les étrangers qui fîmes de la Côte d'ivoire notre patrie. Nous avons terriblement souffert des différentes crises. Notre rêve était de vivre pacifiquement dans un pays qui a toujours prôné la paix. Malheureusement, le pays n'a pas pu éviter les conflits que connurent les voisins les plus proches du Libéria et de la Sierra Léone. La guerre avait atteint le pays d'Houphouët-Boigny.

Les gens s'entretuaient et usaient de violence pour se maintenir dans certaines zones. Triste était de voir des enfants qui dont l'avenir était hypothéqué. Je peux dire qu'après la mort d'Houphouët-Boigny, il existait un problème de succession. Ouattara voulait ravir le siège de Bédié qui lui fut réservé, vis-à-vis de l'Article 11 de la Constitution ivoirienne. En plus, l'Article 35 de cette Constitution était un autre problème pour certains, puisqu'ils la considéraient de xénophobe et discriminatoire. Les élections de 1995 et de 2000 auxquelles Ouattara ne pris pas part étaient une de plus des raisons. De 1993 à 2000, la tension existait puisque Ouattara se voulait absolument président de Côte d'Ivoire. Était-il une obligation pour lui de diriger le pays pour lequel plusieurs s'opposaient à lui pour des raisons de nationalité douteuse? N'aurait-il pas d'autres ambitions que celle d'être à tout prix le président de la Côte d'ivoire. Le pays était déjà divisé avec les attaques du 4 au 5 juillet 2000, puisque il existait plusieurs clans dans l'armée. Le camp de Guei, celui de Ouattara et l'autre revenant à Gbagbo.

Une crise économique avait jadis frappé le pays tout en l'affaiblissant, aujourd'hui une rupture militaire. Tout cela est triste puisque le pays traverse une guerre civile. La situation que traverse le pays est causée par les murmures du peuple ivoirien. Les politiciens ne pouvaient librement gérer le pays puisqu'ils étaient continuellement opposés à la population

qui réagissait rien qu'avec d'énormes plaintes. Il était donc fort probable qu'un conflit éclaterait en Côte d'Ivoire.

Les répondants du groupe numéro neuf

Je suis un Imam de soixante ans. Je suis de religion musulmane comme le prouve ma profession. Mes fidèles et moi sommes d'avis pour le fait que nous avons été discriminés pour des musulmans que nous sommes. L'Article 35 de la Constitution ivoirienne nous a carrément mis à l'écart. Puisque nous sommes originaires du nord de la Côte d'Ivoire et musulmans. Pour eux il était bien de nous écarter. Je parle bien du gouvernement Gbagbo et non d'autre personne. Ils sont du sud et ils considèrent ce lieu comme le bastion des chrétiens. Ces chrétiens veulent nous livrer une guerre. Vous le savez bien, n'est-ce pas? Les médias en parlent matin, midi, et soir. Donc, vous ne pouvez pas ignorer cela. Puisqu'il existait ce tableau de discrimination, nous avons délibérément délégué nos braves fidèles à se joindre aux assaillants pour en découdre avec le régime Gbagbo. Donc, cela explique les raisons pour lesquelles nous avons attaqué la Côte d'Ivoire en septembre 2002 et nous sommes également intervenus dans la crise postélectorale de novembre 2010.

Bien avant ces attaques, nous nous réunissions dans nos mosquées, afin d'acquérir les stratégies adéquates d'attaque. Nous mettions ces stratégies à notre portée pour débouter le régime Gbagbo. Une fois Gbagbo tombé, Ouattara devrait être en mesure de diriger le pays et régner en maître souverain. Nous avons porté notre choix sur Ouattara, puisqu'il est celui qui pouvait œuvrer en notre faveur. Nous en tant que musulmans, nous sommes de grands commerçants. Nous sommes ceux qui ont construits ce pays et non ceux du sud. Nous sommes de véritables travailleurs et non des plaisantins. Les gens veulent nous couper l'herbe sous les pieds et nos déposséder de nos biens. Nous ne pouvions en aucun cas accepter cela. J'étais, moi en tant qu'imam diamétralement opposé à cette manière de concevoir les choses. Vous voyez et certainement comprenez ma position vis-à-vis, de notre riposte. Et même dans mon rêve les sudistes ne pouvaient aucunement nous marcher sur les pieds. Donc, il nous fallait nous battre. Nous avons besoin de lutter, récupérer ce qui était de notre droit et le garder.

Il aurait été impossible de nous laisser dominer par n'importe lequel des groupes ethniques du pays, puisque nous fûmes les premiers à coopérer avec les colons dès leur venue. Ce fut la raison pour laquelle nous étions exterminés par Samory Touré, un conquérant hostile aux blancs à l'heure de la conquête coloniale.

Comprenez-vous pourquoi je vous dis que cela était impossible de nous laisser marcher dessus par qui que ce soit? Nous sommes musulmans et eux des chrétiens. Jamais cela ne sera possible en présence d'Allah. Ce fut l'une des raisons primordiales qui nous poussa à faire la guerre à la Côte d'Ivoire. Par ailleurs, il était dit des sudistes d'exterminer des musulmans dans le sud. Cela nous parvenait jour après jour à nos oreilles. Et ce sont bien nos enfants et fidèles qui vivaient dans cette région du sud qui nous informaient quotidiennement. Des photos de tueries nous parvenaient également. Une photo d'un charnier découvert dans la forêt du Banco, nous a été envoyée. Un tas de corps inanimés, les uns sur les autres. Nous avons souffert d'inégalité. C'était inadmissible que les gens du sud exterminent nos enfants. Chose que nous refusions d'entendre et de voir en photo sans rien faire. Il nous fallait passer à l'acte et c'est bien ce que nous avons fait en 2002 et que nous avons également repris au cours de la crise postélectorale de novembre 2010. Nous avons vengé nos morts.

Ce fut véritablement la raison de notre implication, nous en tant que musulmans, dans les différentes crises qui ont secoué le pays durant près d'une décennie. Je crois bien avoir fourni les informations dont vous aviez besoin. Je vous salue dans le nom d'Allah.

Le groupe de répondants numéro dix

Je suis d'origine libanaise et âgé de quarante deux ans. J'ai habité la Côte d'Ivoire, depuis 1981. Ce témoignage que je rends serait bien celui que tant d'autres rendraient. Je travaille dans le secteur minier (minerais), c'est-à-dire, la vente de l'or et du diamant. J'exerce cette fonction depuis quelques temps dont je ne pourrai vous donner de précision. Je réside en permanence dans le sud de la Côte d'Ivoire. Je me déplaçais régulièrement dans la région du nord pour acheter et revendre l'or et le diamant. En quelque sorte, j'ai une maîtrise du territoire ivoirien, puisque je me suis presque pour la plupart du temps déplacé à travers toutes les régions du pays. Les crises qui ont frappé le pays depuis 2002 et 2010, sont inacceptables. Le peuple ivoirien menait une véritable vie de nation et tout subitement nous ne savions d'où surgit l'idée des attaques. Mon point de vue vis-à-vis de ce qui est arrivé au peuple ivoirien est le suivant. Ce conflit est advenu, puisqu'un lavage de cerveau fut fait à des individus, d'une certaine classe sociale.

Il était bien évident que ce lavage de cerveau aboutisse à des attaques nocturnes. Certains de ces personnes contactées étaient de véritables brigands de première classe. Ils étaient dangereux puisqu'ils ne vivaient spécialement de vols de toute sorte. Cela aurait été une

aubaine pour eux de tuer et après s'approprier ce qui restait de ces victimes. Les rapports de l'ONUCI et du Processus de Kimberley en disaient déjà plus là-dessus.

Le film de Djimon Hounsou et de Dicaprio en disait plus. Dans ce film intitulé Blood Diamond, et présenté en 2006 aux USA, décrivait les affres de ce genre de conflits. Il expliquait en long et en large les causes du conflit libérien et sierra léonais. Tel fut également le cas de la Côte d'Ivoire durant les attaques de septembre 2002 qui nous conduisirent à la crise postélectorale de novembre 2010. Ce fut vraiment une déception pour un peuple qui avait véritablement pris de l'avance économique et politique dans la sous région et sur le continent. Le pays fut jadis très stable que durant les guerres qui se sont succédées dans mon pays, le Liban, nous avons trouvé refuge en Côte d'Ivoire. Le pays qu'Houphouët-Boigny avait bâti sur les notions d'éthique et de morale, avait vacillé. Il opta pour la guerre que pour une paix indéfinie. Triste. Certains politiciens parlaient d'escadrons de mort qui opéraient à la solde du président Gbagbo. Pourtant, Gbagbo n'avait aucune milice. Il oeuvrait surtout pour le bien du peuple ivoirien. Il était aussi dit de Gbagbo d'être un dictateur. Ce qui était archi faux. Ils voulaient tout simplement que Gbagbo leur cède le siège présidentiel tandis qu'il était un potentiel chef d'État. Il était bien compétent. Je ne comprends pas pourquoi en Afrique lorsqu'un dirigeant œuvre pour le bien être de son peuple, il est toujours soumis à des critiques négatives.

Je vous dis que j'ai été témoin du trafic de cacao, de café, du bois, du diamant et de l'or, qui s'effectuait entre la Côte d'Ivoire, la zone sous contrôle des rebels, et le Burkina Faso. Je peux vous confirmer qu'aucune raison ne peut réellement expliquer la crise politico-militaire, mais rien que les vols et la vente illégale des matières premières. L'économie de la Côte d'Ivoire était florissante quand bien même que la pression se faisait sentir sur le gouvernement Gbagbo afin de le détourner de ces ambitions et compétences économiques. Quand bien que Gbagbo était dit d'avoir perdu le scrutin de novembre 2010, il en était bel et bien le vainqueur. Il avait encore tenu bon sous les bombardements de forces françaises de la Licorne. Il était juste que Gbagbo fut arrêté et livré à Ouattara. Il fut ainsi prisonnier de Ouattara et la communauté internationale. Par contre, il demeurera une figure politique de taille. Il est gravé à jamais dans l'histoire de la Côte d'Ivoire, celle de l'Afrique et du monde entier. Raison qui pousse et motive plus d'un à faire des visites ininterrompues à La Haye.

Gbagbo avait mené une lutte politique pacifique durant trente ans. Et c'est ce qui l'a porté au pouvoir et non la violence. Il n'avait peur de personne, ni de la mort, il ne craint que Dieu.

Enfin, la crise ivoirienne de 2002 à 2010, avait éclaté pour des raisons d'intérêt personnel. Certains ont souhaité avoir accès à la présidence du pays, afin de brader les ressources naturelles du pays à d'autres puissances économiques, politiques et militaires.

Un autre répondant au nom de monsieur N'Dre Matthieu, fut le plus courageux certainement à décliner directement son identité. Il l'a sûrement fait peut être parce qu'il vit en France. Le 28 octobre 2014, monsieur N'Dre fut contacté, à 10:59 du matin. L'entretien avec ce dernier a débuté et prit fin à 11:20. Ce dernier n'a pas été long, puisqu'il devrait commencer à travailler. Il dit ceci : « Mon frère! Seul, le travail paie ». Je me serai longtemps entretenu avec vous si le temps me le permettait. Selon monsieur N'Dre, il ne devrait pas exister de crise ivoirienne. Il rejette la faute sur l'ancien colon. Pour lui, ce sont les ex colonisateurs de la Côte d'Ivoire qui ont créé ce désastre dans son pays. Je vous dis que c'est la France qui est responsable de tout ce qui arrive à mon pays, la Côte d'Ivoire. La France empêche la Côte d'Ivoire d'évoluer économiquement et politiquement, puisqu'elle ne veut lui accorder son indépendance totale. Par ailleurs, M. N'Dre, dénonçait également la corruption qui sévissait au sein du peuple ivoirien, en parlant des agents administratifs. Il trouvait que la corruption persistait, puisque les Ivoiriens en général ont besoin d'argent pour parfaire leur lendemain.

De ce fait, il trouve que ces individus sont faciles à manipuler, car pour la plupart d'entre eux sont pétris de besoin financier. D'où l'idée d'être manipulé pour de l'argent. Certains sont prêts à brader leur identité et leur pays pour servir le diable, tout en se référant à l'argent. Selon lui, ces derniers ne pensent qu'à eux seuls et non à la majorité des résidents du pays. Pour lui si Ouattara est toujours le président de la Côte d'Ivoire, le pays ne connaîtra point de développement. Le pays n'enregistrera point d'essor économique, puisque Ouattara ne fera que privatiser les sociétés d'État. Et ces privatisations ne favoriseront que ses amis à lui, puisque c'est à ces derniers qu'il propose l'offre. Il l'a une fois dans l'histoire du pays confirmé. Il avait massivement privatisé les sociétés d'État, lorsqu'il était le premier ministre de la Côte d'Ivoire, en 1990. La république de la Côte d'Ivoire ne sera jamais prospère. Elle ne prospérera que si et seulement si, elle bat sa propre monnaie. Et cela fut l'un des projets du président Gbagbo, ce qu'il avait d'ailleurs proposé durant la crise postélectorale de novembre 2010. Aujourd'hui, nous en tant qu'Ivoiriens avons grandi en maturité. Puisque le nombre d'étudiants qui était de cinq milles, en 1960, a évolué et à plus que triplé sinon quadruplé de nos jours. Le peuple ivoirien a atteint un niveau intellectuel de haute gamme. Aujourd'hui, nous pouvons discuter, critiquer et analyser les choses.

Ce n'est plus le temps passé. Nous avons grandi. Nous sommes émancipés puisque nous avons acquis la connaissance. Nous pouvons désormais assurer notre propre avenir. Nous n'avons pas besoin de tuteur, puisque nous détenons aussi la connaissance. Il sera donc sage de considérer le peuple ivoirien comme un ensemble d'être humain. Ceux qui nous minimisent doivent nous accepter comme leurs égaux. Puisque tous les êtres humains se valent. L'esclavage, la colonisation sont des thèmes auxquels nous ne sommes plus familiers, puisque nous avons passé des siècles et les mentalités devraient également changer. Ces mentalités qui ont subi une transformation doivent être positives et non négatives. Nous devons nous référer à la théorie d'Edward Saïd, qui dans son livre intitulé « Orientalisme », publié en 1977, demande d'oublier le « nous » et le « eux ». Normalement, tous les êtres sont égaux comme les textes des droits de l'homme nous le décrivent dans la charte des Nations Unies. Ceci est bien la raison pour laquelle j'insiste et persiste qu'il n'existe aucune crise en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, le problème des conflits qui sévissent dans le monde, je parle en général, seront réduits si et seulement si les gens se considèrent égaux, et partagent les ressources de leur pays convenablement. Nous savons que les ressources naturelles se font rares. Par contre, cela ne devra pas être une raison pour que ceux qui détiennent ces ressources naturelles qu'ils expédient vers des directions diverses, d'être manipulés ou encore être considérés de sous homme. Certains dirigeants occidentaux maintiennent à la tête des pays africains des présidents pour les ressources naturelles qu'ils leurs livrent. Les choses ne doivent pas se passer de la sorte. Cette mentalité doit définitivement changer. Nous sommes au 21^e siècle. Il faut que tous les pays soient traités de la même manière partout le monde, peu importe le territoire et la taille de la population. La chose la plus importante à retenir jusque là, est le respect de l'être humain. Il faudra que tout être humain respecte son prochain, lui démontre l'amour, afin que la cohabitation soit paisible et que nous évoluons tous dans un monde pacifique. Les conflits ne disparaîtront pas, par contre le nombre réduira. Ainsi, nous vivrons dans un monde moins conflictuel.

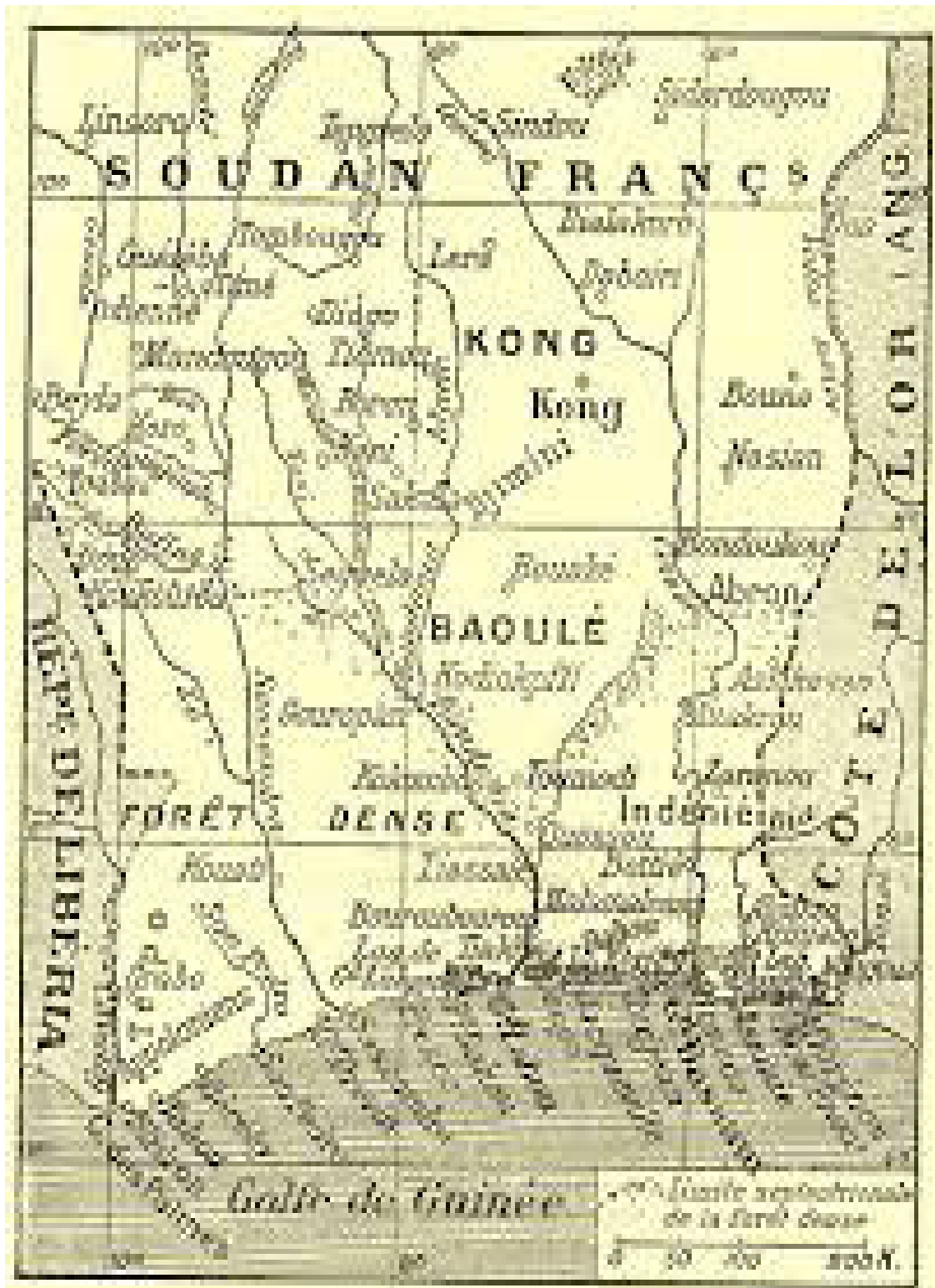
Enfin, Vincent Ikpo, le porte-parole CDVR-PARIS, qui a pu être contacté, n'a pas donné plus d'information sur le conflit ivoirien, mais plutôt une lettre. Vincent Ikpo est un citoyen français, mais d'origine ivoirienne. Il a parlé des choses dont il avait une connaissance, c'est-à-dire, dans son domaine. Il disait du processus de réconciliation nationale, de manquer de cohérence. Puisque la plupart des personnes ne savait exactement qui devrait se réconcilier. Les concernés en tant que tels étaient emprisonnés, sinon en exil ou encore morts. Il semblait

difficile de parler de réconciliation tandis certains dignes fils du pays, tels que Gbagbo, Blé Goudé et d'autres demeurent encore en prison. Tous ces derniers doivent impérativement être libérés, afin de parler de processus de réconciliation nationale. Sinon, tout ce qui sera fait pour une réconciliation ne se fera qu'en vain.

Pour Vincent Ikpo, ce n'était qu'une manigance et non une réconciliation. Pour ce fait, il remit une lettre de la rencontre du CDVR, organisée à Paris le 28 avril 2013. Cette lettre figurera certainement à la dernière page de l'annexe. Par contre, l'interview avec Abel Naki, n'a pas été effectuée, puisqu'étant au lieu du rendez-vous, il fut repoussé par les partisans de Gbagbo résidant à Paris. L'entretien devrait se dérouler le 18 octobre 2014. Il fut interdit de fouler les lieux d'une manifestation organisée par des pro-Gbagbo à Paris. Puisqu'il était considéré d'être un traître, celui qui se procurait des informations du camp Gbagbo pour les livrer aux gens du RDR. Du coup, il coopérerait avec Ouattara pour de l'argent. Les gens le qualifiait de corrompu. Et donc, il n'avait pas sa place dans les locaux de la manifestation. Puisqu'il insistait, ses deux téléphones portables lui furent confisqués par des pro-Gbagbo. Il n'était cependant plus permit de fréquenter les lieux. Ainsi, l'interview avec Abel Naki n'eût lieu.

La partie suivante ne présentera que les annexes, c'est-à-dire, des cartes de la république de Côte d'Ivoire (de la phase coloniale, de la crise de septembre 2002, du découpage régionale électoral), de la carte de membre de confrérie traditionnelle des dozos de Côte d'Ivoire, ainsi que la lettre de l'ancien président burkinabé Blaise Compaoré et celle du porte-parole de la CDVR-France, Vincent Ikpo. Une preuve de communiqué marquant le rattrapage ethnique du gouvernement Ouattara est également associée à cette partie. Ensuite, dans cette section, sera retracée la chronologie détaillée de l'histoire de la Côte d'Ivoire ainsi que des chiffres du pays.

Annexe 1: les frontières de la Côte d'Ivoire coloniale bien avant qu'elle ne devienne une république indépendante



Source: <http://www.cosmovisions.com/ChronoCoteIvoire.htm>

Annexe 2: les différentes civilisations composant les groupes ethniques de Côte d'Ivoire, 1^{ère} partie



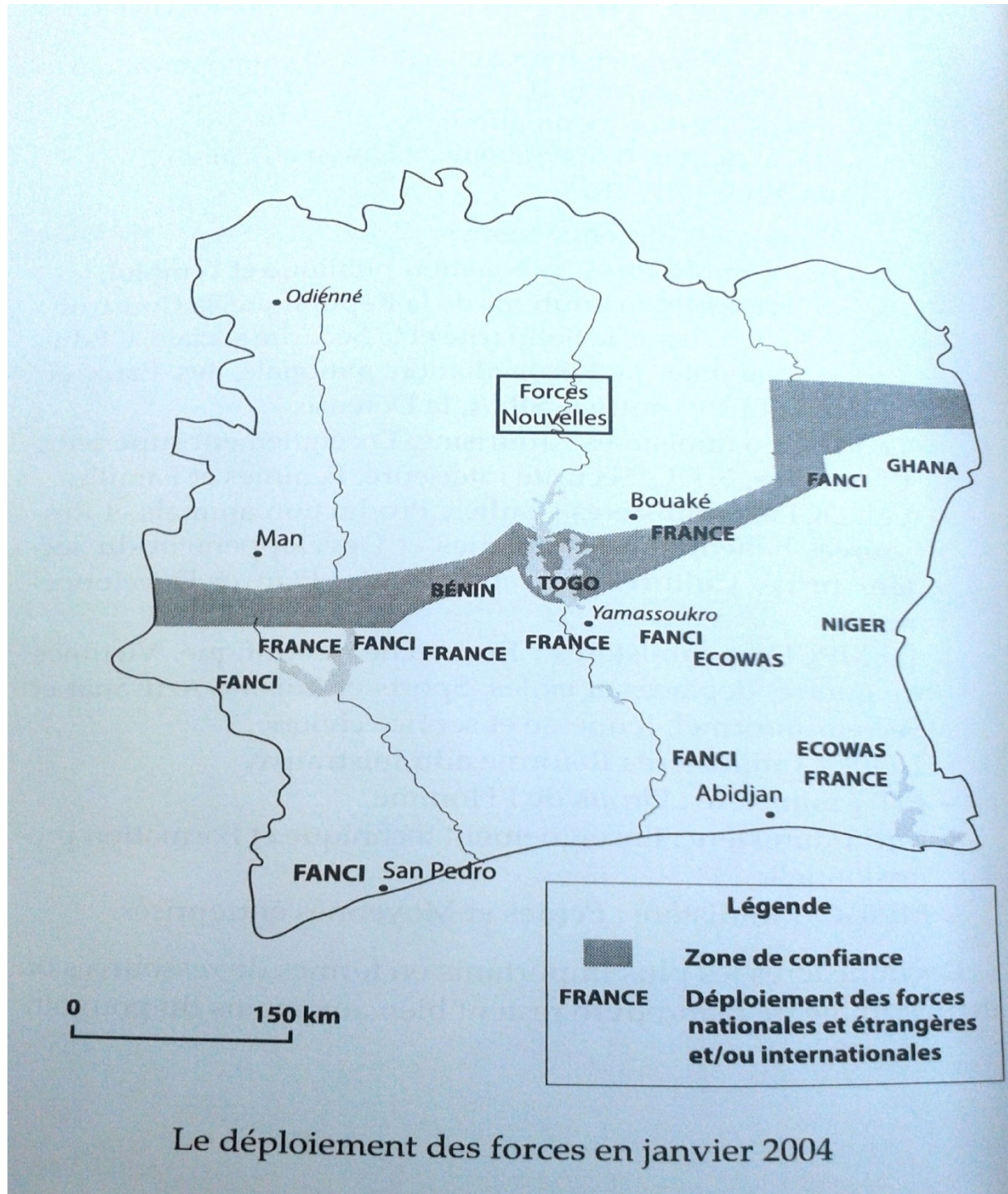
Source: Gnaboua, Kassoro, Les aires linguistiques et culturelles de Côte d'Ivoire et leurs ethnies respectives, 1999, 1-4

Annexe 3: les différentes civilisations composant les groupes ethniques de Côte d'Ivoire, 2^e partie



Source: Gnaboua, Kassoro, Les aires linguistiques et culturelles de Côte d'Ivoire et leurs ethnies respectives, 1999, 1-4

Annexe 4: carte de la République de Côte d'Ivoire après les attaques du 19 Septembre 2002 divisant en deux parties (un nord considéré musulman et un sud dit territoire chrétien) le pays



Source: Bayle, Bernard; Côte d'Ivoire 1993-2003 autopsie d'une déchirure; Publications de l'Université Paul Valéry de Montpellier 3; Montpellier, 2003/2004, p.276

Annexe 5: une carte de membre de confrérie traditionnelle des Dozos de Côte d'Ivoire, à la solde du parti politique RDR et agents de FRCI



Nom : K A M B O U MATRICULE : 012858

Prénoms : S . O . N . D . J . I . L . E
 Né le (en) : A . E . N 1983
 A : I O U G B O / T E H I N I
 De : K A M B O U . F O D J I L E N A
 Fils de : K A M B O U . G B O N I T E
 Nationalité : I V O I R I E N N E
 Domicile : W A L O U K O U L O U K R O
 Profession : D O Z O
 SIT. de famille : M A R I E
 C.N.I N° : 750 DU 17/12/83
 Délivrée le : 24/10/2000
 A : T E H I N I

Signature du Commandant
de SNIR DOZO

Le Titulaire

Source: <http://re.ivoire-blog.com/archive/2013/01/13/vraie-carte-professionnelle-d-un-doza.html>

Annexe 6: carte de Côte d'Ivoire précisant le découpage en acquis d'élection régionale des partis politiques du PDCI (vert), du LMP (orange) et du RDR (bleu) obtenu au cours du scrutin d'October 2010 (1^{er} tour des élections)



Source: <http://www.abidjan.net/elections/presidentielle/2010/resultats/1ertour/>

Annexe 7: Les différentes positions des forces ONUCI déployées en 2012 sur l'étendue du territoire ivoirien afin de sécuriser le pays



Map No. 4220 Rev 44 UNITED NATIONS
December 2012 (Colour)

Department of Field Support
Cartographic Section

Source: Department of field support cartographic section, map N.4220 Rev 44 United Nations (December 2012); (<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Afsubsah/images/Bouquet2-min.gif>)

Annexe 8: lettre de l'ancien président Blaise Compaore du Burkina Faso démontrant son implication dans la crise postélectorale ivoirienne

PRESIDENCE DU FASO

BURKINA FASO
Unité – Progrès – Justice

Ouagadougou le, 24 Mars 2011

CONFIDENTIEL

Monsieur le Président,

À la demande du Président de la République fédérale du Nigeria SEM Goodluck Jonathan, je vous adresse ce courrier afin de vous rendre compte des décisions prises lors du sommet de notre organisation tenu le 23 Mars 2011 à Abuja.

En dehors du communiqué officiel du conseil tenu, nous nous sommes réunis à huit clos pour décider de la démarche politique, militaire à envisager vis-à-vis de la situation de conflit ivoirien, et l'ultime décision annoncée est encore une fois votre implication dans l'obtention de la résolution onusienne afin de permettre aux forces nouvelles et toutes les factions militaires soutenant le Président élu de pouvoir prendre position sur tous les fronts militaires décidés de concert avec vos forces installées sur place.

Le Président du Nigeria SEM Goodluck Jonathan certes très engagé dans la résolution de la crise, commence à marquer des signes de découragements et me charge de vous faire part de sa déception quand à votre lenteur dans les promesses de soutiens sur toutes les demandes qui devraient être formulées par notre organisation afin de résoudre définitivement le problème ivoirien.

La seule et dernière demande de votre implication serait que vous soutenez de la façon la plus solide possible au sein du Conseil de sécurité afin que notre demande officielle puisse aboutir à l'obtention de ladite résolution autorisant les forces onusiennes à riposter en cas d'entraves à leurs missions. Vous comprendrez aisément que cela permettra la stabilisation et la réorganisation des forces infiltrées.

Il faudrait aussi craindre un facteur non encore étudié, ce qui est le coût social et de l'immigration de cette crise sur toute la sous région en particulier et l'Afrique en général.

Il n'est pas utile de rechercher la solution politique sans avoir définitivement bouclé la solution militaire, le Nigeria et mon pays sont disposés à prendre le commandement sous la bannière onusienne du déploiement de la force militaire étrangère si jamais la résolution est accordée

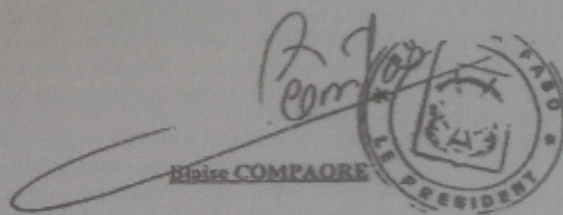
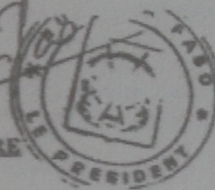
Le plus difficile a été fait, en passant des élections à la reconnaissance de la victoire de Monsieur Alassane Ouattara comme Président de la République par toutes les institutions mondiales, il ne devrait plus être difficile pour votre grand Etat et sa diplomatie exemplaire de faire partir le sortant par tous les moyens de droit.

Son Excellence
Monsieur Nicolas Sarkozy
Président de la République
France

Comme vous le savez sans doute, la fierté de Monsieur Laurent Gbagbo que j'ai quand même pratiqué est de toujours dire devant ses ex pairs, dixit « vous voyez je ne me laisse pas marcher sur les pieds par la France ». Alors vous comprenez avec beaucoup plus de recul que son objectif n'est pas le bien être de sa population, ni le développement de son pays mais plutôt un défi à la République Française et au monde entier.

En pièce jointe, je vous adresse copie du communiqué ainsi que du projet de résolution telle qu'elle nous arrangerait afin de résoudre définitivement la crise.

Dans cet espoir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président l'expression de ma très haute considération.


Blaise COMPAORE


Source: lettre provenant du livre de Charles Onana (annexe 7), Côte d'Ivoire le coup d'état, Éditions Duboiris, Paris, 2011, p.410

Annexe 9: Vincent Ikpo (Porte-parole), la lettre de créance qui fut remise à la cérémonie d'inauguration de la CDVR-FRANCE

INVESTITURE DE LA CDVR FRANCE

Paris, Lundi 15 avril 2013. Hôtel du Louvre. La plate-forme CDVR-France reçoit sa lettre de mission des mains de son excellence monsieur Charles Konan Banny, président de la Commission Dialogue Vérité et réconciliation.

Notons que la plate-forme CDVR-France qui a lancé ses activités le 8 décembre 2012 à l'Hôtel Marriott Paris 14^e et vient ici de recevoir officiellement sa lettre de mission, mais aussi prendre langue avec le premier responsable de la commission centrale. Une occasion a été pour le secrétaire général de la plate-forme CDVR-France, M. Denis N'DRI, de rappeler toutes les actions déjà accomplies et celles à venir. De la subdivision du territoire français en cinq grandes zones à la nomination des délégués régionaux en passant par la formation et la sensibilisation des plus radicaux au sein de la diaspora ivoirienne de France, la plate-forme CDVR-France avec méthode a convaincu son excellence monsieur Charles Konan Banny sur leur motivation à bien mener cette mission.

Créée le 28 septembre 2011, la CDVR devra rendre sa copie sous deux ans, c'est-à-dire le 28 septembre 2013. « Il nous incombe d'accomplir cette mission au bout des deux ans de délais fixés par le chef de l'état. La réconciliation ne sera pas pour autant terminée, car il n'y a pas de limite temporelle pour réconcilier

deux individus » a dit son excellence monsieur Charles Konan BANNY avant de conclure : « Ce que je demande aux ivoiriens de la diaspora, c'est de nous produire des contributions en vue d'éclairer l'opinion sur les causes endogènes et exogènes des crises à répétitions dans notre pays ».

Avant l'ouverture de la cérémonie, M. Vincent IKPO, porte parole du coordinateur de la plateforme CDVR France, M. Moussa Kone GUESSE a prononcé le discours d'Akwaba pour souhaiter la bienvenue au Président de la CDVR. Ensuite, à M. Marchal BALOU, conseiller de son Excellence qui a fait la synthèse de la mission complète de la CDVR centrale.

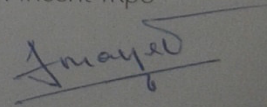
SEM. Charles Konan BANNY a ensuite effectué une visite à Londres, en présence de SEM. **Claude Bouah, Ambassadeur du Royaume Uni et L'Irlande** du Nord le Mercredi 17 Avril 2013.

La Coordination de la CDVR France

Paris le 28 Avril 2013

Le Porte-parole

MR Vincent Ikpo



Source: Ikpo Vincent (Porte-parole CDVR-France)

Annexe 10: Le rattrapage ethnique du gouvernement Ouattara

COMMUNIQUE

Sont déclarés admis au CONCOURS PROFESSIONNEL pour l'accès au cycle de formation d'INSPECTEUR DE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE ET PRIMAIRE, au titre de l'année 2014, les candidats dont les noms suivent par ORDRE DE MERITE :

<u>N° COMPOSITION</u>	<u>NOM ET PRENOMS</u>	<u>DATE NAISS.</u>
CP2014/017839	OUATTARA MAMADOU BAMBANTIE	16/01/1961
CP2014/017840	SEKONGO DOYERI	01/01/1968
CP2014/017841	DOUMBIA NASSATA	30/12/1965
CP2014/017842	KAMISSOKO MARAMORY	08/07/1970
CP2014/017843	SILUE MOUSSOKORO	10/12/1970
CP2014/017844	BAMBA LEMOFFIN	07/12/1979
CP2014/017845	OUATTARA ASSIATA	13/02/1967
CP2014/017846	KOUADIO HERMANN	04/08/1978
CP2014/017847	SORO SOUNTIOGAME	10/05/1969
CP2014/017848	BAMBA BRAHIMA	18/04/1976
CP2014/017849	KONE KABA TIDANKE KABA TIDANKE	23/12/1965
CP2014/017850	KONE KASSIM	04/03/1966
CP2014/017851	ABOU BAKARI SIRIKI BAMBA	19/09/1964
CP2014/017852	MADOU OUATTARA	09/04/1961
CP2014/017853	KAMARA PAHAFOHORO	25/06/1969
CP2014/017854	TOURE IBRAHIM BEN YAYA	07/07/1970
CP2014/017855	EHIMANCE SYLVAIN	17/01/1973
CP2014/017856	KONE PLEGUEFANGA BRAHIMA	20/01/1980
CP2014/017857	KONE YACOUBA	20/12/1972
CP2014/017858	COULIBALY OUSMANE	05/04/1964

CP2014/017859	OUATTARA OUOLO KAFANA	23/10/1975
CP2014/017860	MIAN JEAN-JACQUES	30/12/1977
CP2014/017861	SORO SORO MARIAME	25/07/1967
CP2014/017862	DOUMBIA MOUMINY SOUALIO	13/08/1959
CP2014/017863	DIOMANDE ANZOUMANA	03/08/1968
CP2014/017864	COULIBALY MASSIATA	21/12/1977
CP2014/017865	TRAORE KARAMOKO KOROTOUMOU	22/06/1973
CP2014/017866	ATOHO VICTORINE N.F	23/12/1968
CP2014/017867	KANATE DOGOKIMBA	01/01/1968
CP2014/017868	ASSOUMAN N'GUESSAN MATHIEU	20/09/1962
CP2014/017869	ASSANE TRAORE	16/08/1962
CP2014/017870	SORO GUEFALA	01/01/1966
CP2014/017871	DJANAI MAMADOU	25/09/1972
CP2014/017872	YEO TUO PEGNON BIBA	11/06/1974
CP2014/017873	COULIBALY BARAKISSA	03/06/1973
CP2014/017874	AIKO NATTOH LEON-PAUL	22/12/1976
CP2014/017875	SYLLA ISSIAKA	31/12/1964
CP2014/017876	TANOH N'DRI GERMAIN	06/10/1964
CP2014/017877	FOFANA HASSANE	06/01/1979
CP2014/017878	DAN MOUSSA ZOTTOUA HELENE	31/12/1960
CP2014/017879	BORA SINDOU	17/01/1969
CP2014/017880	MAMADOU KONATE	30/01/1960
CP2014/017881	ZOUMANA BAMBA	23/12/1973
CP2014/017882	TOURE MAOUA	01/06/1972
CP2014/017883	GUESSENND MARIE-CANDIDE	22/12/1968
CP2014/017884	FANTIARA SOUNGALO SORO	01/01/1972
CP2014/017885	N'DA YAO MAXIME	01/01/1967
CP2014/017886	YAO CAROLINE	09/06/1971
CP2014/017887	N'GUESSAN YAO	28/03/1959
CP2014/017888	COULIBALY FATI	01/01/1970
CP2014/017889	TRAORE ASSITA	25/05/1964
CP2014/017890	DOSSO NEMASSE	09/01/1972
CP2014/017891	COULIBALY SIRABANA	20/01/1962
CP2014/017892	TORNA YEO	04/07/1962
CP2014/017893	HIEN MARIE CHANTAL	30/08/1978

CP2014/017894	OUATTARA MINATA	03/12/1975
CP2014/017895	GNAHIN GBERY CLAVER	21/12/1975
CP2014/017896	DJORO JEAN_ROGER	22/12/1972
CP2014/017897	YAO BRAHIMA	26/03/1966
CP2014/017898	TANO N'DRI ADJA CHANTAL	15/03/1970
CP2014/017899	DAGNOGO MATENIN	07/10/1969
CP2014/017900	N'GUESSAN KOUAME	01/01/1975
CP2014/017901	TOURE FLECHER YAFOULO	27/10/1975
CP2014/017902	VANIE SIMPLICE NENE BI	29/05/1972
CP2014/017903	MONNEY PATRICE	07/06/1962
CP2014/017904	MARIAM COULIBALY	28/03/1969
CP2014/017905	SORO DOKOLOGO APOLLINAIRE	18/12/1973
CP2014/017906	DJAHA AKISSI	31/05/1965
CP2014/017907	TRAORE ABDOUL AZIZ	20/01/1976
CP2014/017908	VANIE BY BOLLOU EUGENE	20/12/1970
CP2014/017909	COULIBALY RAMATOU	23/06/1969
CP2014/017910	AMIDOU BAMBA	04/09/1964
CP2014/017911	COULIBALY SYINTION BERTINE	05/09/1967
CP2014/017912	MAMADOU SERIFOU	06/05/1964
CP2014/017913	DEOUE DJIMONOUAN DELPHINE	10/02/1959
CP2014/017914	COULIBALY ABDOUL	31/12/1973
CP2014/017915	SIOMIBIN YVES COULIBALY	23/10/1963
CP2014/017916	SANGARE NASSATA	14/02/1977
CP2014/017917	EMMA FLORA PIERRE-GEORGES	24/05/1970
CP2014/017918	KONATE ZARIATOU	30/10/1979

AMPLIATIONS:

- Dteur des Programmes Radio....1

Radio.....



Source: http://abidjantv.net/economie/cote-divoire-scandale-le-rattrapage-ethnique-continue-voici-la-liste-des-admis-au-concours-professionnel/?utm_campaign=shareaholic&utm_medium=facebook&utm_source=socialnetwork
or

Chronologie détaillée de l'histoire de la Côte d'Ivoire

1470 Arrivée des premiers explorateurs Portugais en Côte d'Ivoire.

1893 (le 10 mars) Le territoire devint une colonie française.

1944 Création du syndicat agricole africain, par Félix Houphouët-Boigny.

1946 Création du parti politique, Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI). Le 11 avril Abolition du travail forcé en Côte d'Ivoire et les territoires d'AOF.

1949 (le 6 février) Les émeutes de Treichville et emprisonnement des militants du PDCI-RDA à Bassam.

1950 (30 janvier) Les fusillades de Dimbokro.

1956 (1^{er} février) Houphouët fut nommé ministre délégué à la présidence du Conseil et membre du gouvernement français jusqu'en janvier 1959.

1960 (7 août) La Côte d'Ivoire fut indépendante.

1970 Affaire Kragbé Gnagbé et génocide du peuple Guébié.

1980 Le poste de président d'Assemblée Nationale qui était jusque lors sous la direction de Yacé Philippe fut attribué à Henri Konan Bédié.

1982 Un soulèvement étudiantin est enregistré et le leader politique historique, Laurent Gbagbo s'exila en France, période au cours de laquelle le FPI est clandestinement fondé.

1983 (21mars) La capitale ivoirienne ne sera plus Abidjan, mais administrative, et Yamoussoukro devint la ville politique.

1989 La construction de la Basilique Notre Dame de la Paix fut achevée.

1990 L'instauration du multipartisme en Côte d'Ivoire, plusieurs partis politiques d'opposition sont connus, parmi lesquels le FPI, le PIT, l'USD. Alassane Ouattara fut nommé également en novembre de cette année premier ministre du pays.

1992 (février) Laurent Gbagbo, son épouse Simone et son fils Michel ainsi que certains camarades du FPI sont arrêtés et mis en prison le 6 mars pour deux ans.

1993 (7 décembre) Le père fondateur de la Côte d'Ivoire, Félix Houphouët-Boigny rendit l'âme. Ce même jour Bédié s'autoproclame président du pays, puisque Alassane Ouattara s'opposait à sa succession. La décision fut soutenue par la France.

1995 (octobre) Un scrutin électoral boycotté, par le FPI et le RDR. Élections que Bédié remporta contre son opposant politique du PIT, Francis Wodié. À ce scrutin la candidature d'Alassane Ouattara fut rejetée.

1999 (23 décembre) Le premier coup d'État fut consommé en Côte d'Ivoire et Bédié fut renversé du pouvoir par le général Robert Guei.

2000 (dans la nuit du 4 au 5 juillet) une attaque musclée contre la résidence du général Guei est avortée. Le 26 juillet, un référendum fut soumis au peuple ivoirien pour l'amendement de l'Article 35 de la Constitution ivoirienne. La conjonction de coordination « ou » fut remplacée par un « et ». Le 22 octobre, le général Guei est candidat à la course présidentielle. Il est vaincu par Laurent Gbagbo au cours des élections et refusa de reconnaître la victoire du leader du FPI. Le général sera délogé par un mouvement populaire soutenu par l'armée. Le 26 octobre Laurent Gbagbo, l'opposant historique devint le président de la Côte d'Ivoire.

2001 (janvier) un autre coup de force contre le gouvernement est lancé mais échoua.

2002 (19 septembre) un coup d'État bien planifié, lors de la visite officielle du président Gbagbo en Italie, divisa le pays en deux parties et faisant des morts et dégâts matériels. Un mouvement de groupe rebel est enregistré sous le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI).

2003 (du 15 au 26 janvier) une rencontre à Kléber fut organisée, au cours de laquelle l'Accord de Linas-Marcoussis fut signé. Un premier ministre du nom de Seydou Diarra sera connu.

2004 (du 4 au 8) novembre, une opération dénommée Dignité est lancée contre les positions rebelles à Bouaké. Selon l'armée française, neuf militaires de leur rang ainsi qu'un Américain sont tués. La riposte française fut grande et coûta la mort à plusieurs Ivoiriens, au nombre de 57, et faisant également des blessés et des dégâts de taille.

2005 (4 décembre) Charles Banny est nommé premier ministre en succédant à Seydou Diarra. Durant cette période fut aussi ratifié l'Accord de Prétoria.

2007 L'Accord politique de Ouagadougou est signé le 29 mars. Guillaume Soro est nommé premier ministre de Gbagbo. En juillet, la cérémonie de la Flamme de la Paix est organisée à Bouaké.

2010 (5 août) La date des élections plusieurs fois reportées, est enfin connue, puisque le scrutin se tiendra le 31 octobre 2010 pour le 1^{er} tour. Crise postélectorale au sorti du second tour des élections du 28 novembre.

2011 (11 avril) arrestation du président Gbagbo et fin des hostilités. Ouattara est enfin le président de la Côte d'Ivoire. Le 28 novembre le président Gbagbo fut transféré à La Haye.

2015 Du scrutin présidentiel d'octobre, Ouattara demeure le président de la Côte d'Ivoire.

La Côte d'Ivoire en Chiffres



POPULATION
23,368 millions



CROISSANCE
+ 9,8 %



DÉFICIT PUBLICQUE
-3,4 %



CHÔMAGE
4,1 %



INFLATION
+ 1,3 %



PIB PAR HABITANT
1 054 \$



Tous les indicateurs

ECONOMIE			
PIB	25 G\$	2012	FMI
Croissance du PIB	9,8 %	2012	FMI
PIB par habitant	1 054 \$	2012	FMI
Part de l'industrie dans le PIB	30,3 % PIB	2011	Banque mondiale
Part des services dans le PIB	45,4 % PIB	2011	Banque mondiale
Part de l'agriculture dans le PIB	24,3 % PIB	2011	Banque mondiale
Solde commercial	2 550 M\$	2012	OMC
Exportations	12 350 M\$	2012	OMC
Importations	9 800 M\$	2012	OMC
Balance des paiements courants	-0 G\$	2012	FMI
Flux des Investissements directs étrangers entrants	344 M\$	2011	Cnuccd
Flux des Investissements directs étrangers sortants	8 M\$	2011	Cnuccd
Aide publique au développement nette reçue	1 437 M\$	2011	Banque mondiale
EMPLOI ET CHÔMAGE			
Taux de chômage	4,1 %	1998	Banque mondiale
FINANCES PUBLIQUES			
Déficit/surplus public	-3,4 % PIB	2012	FMI
Dette publique	49,1 % PIB	2012	FMI
Recettes fiscales	17,0 % PIB	2010	Banque mondiale
Dépenses militaires	435,0 M\$	2012	Sipri
MATIÈRES PREMIÈRES			
Consommation de carburants fossiles	23,3 %	2010	Banque mondiale

Utilisation de l'énergie alternative et nucléaire	1,5 %	2010	Banque mondiale
POPULATION ET SOCIÉTÉ			
Population	23,368 M	2012	FMI
Population urbaine	51,3 %	2011	Banque mondiale
Taux d'alphabétisation	56 %	2010	Banque mondiale
Indice de développement humain (IDH)	0,432	2012	Pnud
Taux de fertilité	4,3 naissance/femme	2011	Banque mondiale
Espérance de vie à la naissance	55 année	2011	Banque mondiale
Taux de mortalité infantile de moins d'un an	81 ‰	2011	Banque mondiale
Durée moyenne de scolarisation	4 année	2012	Pnud
Dépenses d'éducation	4,6 % PIB	2008	Banque mondiale
Emission de CO2	0,3 tonne/hab	2009	Banque mondiale
PRIX ET CONSOMMATION			
Prix à la consommation	1,3 %	2012	FMI
Abonnées à Internet haut débit fixe	0 abonnés/100pers	2011	Banque mondiale
Abonnés à la téléphonie mobile	86 abonnés/100pers	2011	Banque mondiale
Voitures particulières	16 ‰	2007	Banque mondiale
Nombre d'utilisateurs d'internet	2 %	2011	Banque mondiale
Dépenses de santé	6,8 % PIB	2011	Banque mondiale

République de Côte d'Ivoire
Devise nationale: Union-discipline-travail
Hymne nationale: L'Abidjanaise
Forme d'État: république constitutionnelle unitaire présidentielle
Président de la république: Alassane Ouattara
Premier ministre: Kablan Duncan
Président de l'Assemblée nationale: Guillaume Soro
Langue officielle: Français
Capitale: Yamoussoukro (politique) et Abidjan (économique)
Superficie en eau: 1,04%
Densité: 65,3 habitant/km²
PIB nominal (2011): 23 800 millions de dollars US (98e)
PIB (PPA, 2011): 36 650 millions de dollars US (104e)
IDH (2013): en augmentation 0,432 (faible, 168e)
Monnaie: Franc CFA (XOF)
Code ISO 3166-1: CIV.CI
Domaine internet: .ci
Indicatif téléphonique: +225

Source: Banque Mondiale (1998 à 2011), FMI (2012), PNUD (2012), SIPRI (2012), CNUCED (2011), OMC (2012); <http://civ.abidjan.net/connaitre/economie/la-cote-d-ivoire-en-chiffres>